ADAM HOCHSCHILD

Les Fantômes du roi Léopold

La terreur coloniale dans l'État du Congo 1884-1908

TEXTO

Collection dirigee par Jean-Claude Zylberstein




Le Congo en 1900
0 200 miles
0 200 400 kilomètres
Forêt tropicale
FRANÇAISE
SOUDAN ANGLO-ÉGYPTIEN
ÉQUATORIALE
Oubangui
Uele
Bomu
Nil blanc
CAMEROUN
AFRIQUE
Gbadolite
Mongala
Akula
Upoto
Buta
Engwettra
Moto
Bangala
Bongandanga
Basoko
Aruwimi
L. Albert
OUGANDA
L. Edward
Mampoko
Malinda
Stanleyville
Stanley Falls
Monbuttu
Bikoro
Baringa
L. Tumba
Iboko
L. Léopold II
Inongo
Congo
Lualaba
L. Kivu
L. Victoria
ÉTAT
Stanley Pool
Kasai
Kasi
Nyangwe
Kasongo
AFRIQUE-ORIENTALE ALLEMANDE
Léopoldville
INDÉPENDANT DU CONGO
Mukimbungu
Kabambare
L. Tanganyika
São Salvador
Matadi (M'Banza-Kongo)
Luluabourg
L. Mweru
ANGOLA
Shinkolobwe
RHODÉSIE
Zambèze
M'Banza-Kongo
ROYAUME DU KONGO
vers 1500
MOZAMBIQUE
BOTSWANA

ADAM HOCHSCHILD

Les Fantômes du roi Léopold

La terreur coloniale dans l'État du Congo, 1884-1908

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marie-Claude Elsen
et Frank Straschitz

Épilogue inédit de l'auteur

TEXTO

© Adam Hochschild 1998. Tous droits réservés
© Belfond 1998 pour la traduction française
© Éditions Tallandier, 2007, pour la présente édition
Édition Tallandier – 2, rue de Rotrou, 75006 Paris
www.tallandier.com
www.texto-legoutdelhistoire.com

NOTE DE L'ÉDITEUR

Comme chacun de nous, à ma façon, à ma mesure, j'ai le goût de l'histoire. Parce qu'ils donnent matière à réflexion sur les autres, et par conséquent sur soi-même et les temps que nous vivons, et parce qu'ils sont source de pédagogie, les livres d'histoire ont toujours figuré au premier rang de ma bibliothèque. Livres de sagesse, de réflexion et d'analyse donc, mais aussi livres de divertissement, dès lors qu'ils échappent aux écoles et aux académies, bref à l'orthodoxie.

Ce goût me vient de loin : le grenier de la maison où je fus caché durant la Seconde Guerre mondiale était rempli de vieilles collections du journal *L'Illustration*. Cet accès précoce à la lecture et à l'histoire a été un moment privilégié dans mon « éducation ». Si d'autres influences s'y sont exercées, celle-là a été capitale.

Aussi bien ai-je souhaité, chez Tallandier, réunir ces tableaux vivants d'époques ou d'événements qui ont marqué le cours des siècles, des livres destinés – je l'ai dit – à nourrir notre culture. Livres d'histoire, ce seront aussi autant de récits : vastes fresques ou études et recherches

ponctuelles, souvent initiatiques, parfois identitaires, livres d'aventures toujours, individuelles ou collectives.

Cette diversité recouvre une unité : c'est parce qu'avec les livres d'histoire, il y en a pour tous les goûts que chacun, je le crois, à sa façon, à sa mesure, a le goût de l'histoire.

Ainsi m'efforcerai-je avec Texto d'offrir à chacun des livres une lecture *citoyenne*, celle qui développe l'esprit critique et enrichit nos connaissances, ouvrant ainsi la voie à toutes les réussites.

Jean-Claude ZYLBERSTEIN

SOMMAIRE

Introduction 13

Prologue. « Les marchands enlèvent nos sujets » 21

Première partie. Marcher dans le feu

Chapitre premier. « Je n'abandonnerai pas les recherches » 45
Chapitre II. Le renard traverse la rivière 65
Chapitre III. Le magnifique gâteau 87
Chapitre IV. « Les traités doivent tout nous donner » 109
Chapitre V. De la Floride à Berlin 133
Chapitre VI. Sous le drapeau du yacht-club 153
Chapitre VII. Le premier hérétique 175
Chapitre VIII. Là où les dix commandements n'existent pas 197
Chapitre IX. À la rencontre de M. Kurtz 237
Chapitre X. Le bois qui pleure 253
Chapitre XI. Une société secrète d'assassins 281

Seconde partie. Un roi aux abois

Chapitre XII. David et Goliath 307
Chapitre XIII Irruption dans le repaire des brigands 323
Chapitre XIV. Révéler ses actes au grand jour 345
Chapitre XV. Quelques chiffres 373
Chapitre XVI. Les journalistes ne délivrent pas de reçus 391
Chapitre XVII. Nul homme n'est étranger 421
Chapitre XVIII. Victoire ? 459
Chapitre XIX. Le grand oubli 489

Regard en arrière. Un épilogue personnel 515

Notes 531

Bibliographie 575

Remerciements 601

Index 605

À David Hunter

INTRODUCTION

Les débuts de ce récit remontent à un lointain passé, dont les répercussions se font encore sentir aujourd'hui. J'y discerne cependant un moment central, incandescent, qui illumine des décennies en amont et en aval : celui où un jeune homme prit soudainement conscience d'un problème d'ordre moral.

Nous sommes en 1897 ou 1898. Essayez de l'imaginer, débarquant d'un pas vif d'un bateau à vapeur affecté à la traversée de la Manche. Vigoureux, solidement bâti, moustache en crocs, il a environ vingt-cinq ans. Plein d'assurance, il s'exprime bien, mais son anglais ne possède pas le raffinement d'Eton ou d'Oxford. Il est bien habillé, mais ses vêtements ne proviennent pas de Bond Street. Ayant à charge une mère souffrante, une épouse et une famille qui s'agrandit, on le voit mal s'engager dans une cause idéaliste. Ses opinions sont totalement conventionnelles. Il ressemble à ce qu'il est : un respectable homme d'affaires, aux idées modérées.

Edmund Dene Morel travaille pour une compagnie de navigation de Liverpool dont une filiale détient le monopole de toutes les importations et exportations de

marchandises effectuées par l'État indépendant du Congo, comme on dénomme alors ce vaste territoire d'Afrique centrale qui est l'unique colonie au monde à être revendiquée par un seul homme. Cet homme, c'est le roi de Belgique, Léopold II, loué dans l'Europe entière comme un monarque « philanthrope ». Il a accueilli des missionnaires chrétiens dans sa nouvelle colonie ; ses troupes, dit-on, ont combattu et vaincu les trafiquants d'esclaves locaux qui maltraitaient la population ; depuis plus de dix ans, la presse européenne l'encense, car il a investi sa fortune personnelle dans des travaux publics dont les Africains vont pouvoir bénéficier.

Comme Morel parle couramment le français, son employeur qui a toute confiance en lui l'envoie régulièrement en Belgique pour y superviser le chargement et le déchargement des navires qui « font » le Congo. Bien que les fonctionnaires avec lesquels il collabore contrôlent ce trafic de marchandises sans la moindre arrière-pensée, Morel commence à être troublé par certains détails. À leur arrivée dans le grand port d'Anvers[1], les navires à vapeur de sa compagnie sont remplis jusqu'aux panneaux d'écoutilles de cargaisons de caoutchouc et d'ivoire de grande valeur. Mais quand, au son des fanfares jouant sur le quai, ils larguent les amarres pour regagner le Congo avec des jeunes gens impatients en uniforme alignés le long de leur lisse, ils n'ont pratiquement à bord que des officiers, des armes à feu et des munitions. Il ne s'agit donc pas d'un commerce. Le caoutchouc et l'ivoire ne sont échangés contre rien. Morel regarde ces richesses affluer en Europe sans qu'aucune marchandise ou presque soit envoyée en contrepartie en Afrique, et il comprend peu à peu avec horreur qu'elles ne peuvent être que le fruit de l'exploitation d'esclaves.

Confronté au mal, Morel ne détourne pas le visage. Cette découverte va au contraire déterminer le cours de sa vie et celui d'un mouvement extraordinaire, le premier grand mouvement international pour les droits de l'homme du XXe siècle. Rarement on aura vu un être humain – passionné, éloquent, doué d'un sens de l'organisation brillant et d'une énergie presque surhumaine – parvenir ainsi quasiment à lui seul à maintenir une cause sous les feux de l'actualité pendant plus de dix ans. Quelques années seulement après sa prise de conscience sur les docks d'Anvers, il réussit à rencontrer le président Theodore Roosevelt à la Maison Blanche, pour tenter à tout prix de le convaincre qu'il est de la responsabilité des États-Unis d'intervenir au Congo. Il envoie des délégations au Foreign Office britannique. De Booker T. Washington à l'archevêque de Cantorbéry en passant par Anatole France, il mobilise et fait adhérer nombre de personnalités à sa cause. À travers les États-Unis se tiennent plus de deux cents manifestations d'opposition à l'esclavage au Congo. En Angleterre, leur nombre est beaucoup plus élevé – presque trois cents par an[2]* au plus fort de la croisade – et elles attirent jusqu'à cinq mille personnes à la fois. Le *Times* de Londres reçoit une lettre de protestation[3] à propos de la situation au Congo signée par onze pairs, dix-neuf évêques, soixante-seize membres du Parlement, les présidents de sept chambres de commerce, treize rédacteurs en chef de journaux importants et tous les lords-maires du pays. Jusqu'à l'autre bout du monde, en Australie, sont prononcés des discours dénonçant les horreurs perpétrées dans le Congo du roi Léopold. En Italie, elles incitent deux hommes à se battre en duel. Le secrétaire d'État au Foreign

* En 1907, par exemple.

Office, sir Edward Grey, qui n'est pas homme à grossir les faits, déclare : « Depuis au moins trente ans, aucun problème de politique extérieure n'a remué le pays avec une telle force et une telle véhémence[4]. »

Cet ouvrage retrace l'histoire de ce mouvement, du crime sauvage auquel il s'attaquait, de la longue période d'exploration et de conquête qui l'a précédé, et de la manière dont le monde a oublié une des plus importantes boucheries de l'histoire récente.

Je ne connaissais pratiquement rien de l'histoire du Congo il y a encore quelques années, jusqu'au jour où je suis tombé sur une note, au cours d'une de mes lectures. Souvent, lorsqu'on lit quelque chose de particulièrement frappant, on se souvient du moment et de l'endroit où cela se passait. En l'occurrence, il était fort tard et j'étais installé, las et courbaturé, à l'arrière d'un avion survolant les États-Unis d'est en ouest.

La note en question se référait à une citation de Mark Twain, écrite, était-il précisé, à l'époque où il était engagé dans le mouvement mondial contre l'esclavage au Congo, système qui avait fauché huit à dix millions de vies. Mouvement mondial ? Huit à dix millions de vies ? Je fus abasourdi.

Les statistiques relatives aux crimes de masse sont souvent difficiles à corroborer. Pourtant, je me fis la réflexion que même si ces chiffres étaient surestimés de moitié, le Congo avait été le théâtre d'un des plus importants massacres de notre époque. Pour quelle raison n'était-il pas fait état de ces morts dans la litanie habituelle des horreurs de notre siècle ? Et pourquoi n'en avais-je encore jamais entendu parler ? Pourtant, j'écrivais sur les droits de l'homme depuis des années, et au fil d'une

demi-douzaine de voyages en Afrique j'étais même allé au Congo.

Ce voyage datait de 1961. Dans un appartement de Léopoldville, j'avais entendu un membre de la CIA légèrement ivre relater avec complaisance où et comment Patrice Lumumba, le Premier ministre du pays qui venait d'obtenir son indépendance, avait été assassiné quelques mois plus tôt. Il tenait pour acquis que tout Américain, y compris un étudiant en visite tel que moi, devait à son instar se sentir soulagé par le meurtre d'un homme considéré comme un dangereux fauteur de troubles gauchiste par le gouvernement américain. Un ou deux jours plus tard, j'avais traversé le fleuve Congo à l'aube pour quitter le pays. Le soleil se levait sur les vagues, l'eau noire, lisse et huileuse clapotait contre la coque du ferry, mais dans ma tête cette conversation résonnait encore.

Plusieurs dizaines d'années s'écoulèrent avant que je tombe sur cette note et que je constate, par la même occasion, mon ignorance des débuts de l'histoire du Congo. Puis me vint à l'esprit que, comme beaucoup de monde, j'avais en réalité déjà lu quelque chose à propos de cette période et de ce lieu : *Au cœur des ténèbres*, de Joseph Conrad. Cependant, mes notes de lecture d'étudiant n'étaient que gribouillis évoquant connotations freudiennes, échos mythiques et vision intérieure. J'avais donc classé mentalement ce livre dans la catégorie des ouvrages de fiction, et non dans celle des documents.

J'entrepris de lire davantage sur le sujet. Plus j'avançai dans mes lectures, plus j'acquis la conviction que le nombre de morts ayant décimé le Congo au siècle dernier était comparable à celui de l'Holocauste. Dans le même temps, de manière inattendue, je fus fasciné par les personnages extraordinaires qui avaient peuplé cette page

d'histoire. Bien qu'Edmund Dene Morel eût déclenché un mouvement, il n'était pas le premier à avoir vu le Congo du roi Léopold sous son vrai jour et à avoir essayé d'attirer l'attention du monde entier dessus. Ce rôle revint à George Washington Williams, un journaliste et historien américain noir, qui fut le premier à interroger les Africains sur leur expérience de la domination blanche. C'est à un autre Noir américain, William Sheppard, que nous devons le récit d'une scène dont il fut témoin dans la forêt tropicale congolaise et qui allait s'imprimer dans la conscience universelle comme un symbole de la brutalité coloniale. Il y eut également d'autres héros, dont un des plus courageux finit son existence sur une potence londonienne. Et bien évidemment, au cœur même de cette histoire figurait Joseph Conrad, ce jeune capitaine de marine escomptant trouver l'Afrique exotique de ses rêves d'enfant et qui à la place découvrit ce qu'il allait qualifier de « plus infâme ruée sur un butin ayant jamais défiguré l'histoire de la conscience humaine[5] ». Au-dessus de tous ces personnages planait enfin le roi Léopold II, homme cupide et rusé, mélange de duplicité et de charme, comme nombre des traîtres les plus complexes de Shakespeare.

Au fur et à mesure que je suivais les existences entrecroisées de ces hommes, la terreur au Congo et la controverse qui l'entoura me firent réaliser autre chose : les atrocités commises dans ce pays avaient soulevé le premier scandale de dimension internationale de l'ère du télégraphe et de la photographie. Scandale au parfum étonnamment plus proche de notre époque qu'il n'y paraît, car s'y mêlent bains de sang à échelle industrielle, royauté, sexe, pouvoir de la célébrité, rivalités entre groupes de pression et campagnes de presse déchaînées dans une demi-douzaine de pays des deux côtés de l'Atlantique. De

plus, contrairement à de nombreux autres grands prédateurs de l'histoire, de Gengis Khan aux conquistadores espagnols, le roi Léopold II ne vit jamais une goutte de sang versée sous l'emprise de la fureur. Il ne mit même jamais les pieds au Congo. Ce détail présente également un aspect très moderne, comparable à la situation du pilote de bombardier dans la stratosphère. Par-delà les nuages, il n'entend jamais les cris, pas davantage qu'il ne voit les maisons en ruine ou les chairs lacérées.

Bien que l'Europe d'aujourd'hui ait depuis longtemps oublié les victimes du Congo de Léopold, j'ai pu travailler à la reconstruction de leur destin à partir d'une grande quantité de sources : mémoires d'explorateurs, de capitaines de bateaux à vapeur, de militaires en poste au Congo ; comptes rendus de missions ; comptes rendus d'enquêtes gouvernementales ; et ces phénomènes spécifiquement victoriens, les journaux de gentlemen « voyageurs » (et parfois de voyageuses). L'époque victorienne fut un âge d'or pour les lettres et les journaux, à tel point qu'on en arrive souvent à se demander si tous ceux qui ont visité le Congo ou qui y ont travaillé n'ont pas tenu des journaux volumineux et passé toutes leurs soirées, assis au bord du fleuve, à écrire des lettres chez eux.

Évidemment un problème se pose, du fait que ce vaste fleuve de mots n'est pour ainsi dire l'œuvre que d'Européens et d'Américains. Aucun langage écrit n'existait au Congo à l'arrivée des Européens. Du coup, la manière dont l'histoire a été rapportée est obligatoirement faussée. Nous disposons de dizaines de mémoires de Blancs en poste sur ce territoire ; nous connaissons les opinions changeantes – elles variaient parfois presque au jour le jour – de personnages clefs du ministère des Affaires étrangères britannique ; mais nous n'avons pas une seule biographie

ou histoire orale complète d'un seul Congolais datant de la période où régna la plus forte terreur. De voix africaines de cette époque, point. Nous n'avons pratiquement que le silence.

Pourtant, au fil de mon immersion dans ces documents, j'ai constaté à quel point ils étaient révélateurs. Les hommes qui s'emparèrent du Congo se vantèrent souvent de leurs tueries dans des livres et des articles de presse. Certains tenaient des journaux d'une franchise surprenante, dévoilant bien davantage de choses que leurs auteurs n'en avaient eu l'intention. Il en va de même d'un manuel d'instruction volumineux et explicite à l'usage des fonctionnaires de la colonie. En outre, plusieurs officiers de l'armée privée qui occupa le Congo finirent par se sentir coupables du sang qu'ils avaient sur les mains. Leurs témoignages, ainsi que les documents qu'ils faisaient sortir illégalement du pays, aidèrent à alimenter le mouvement de protestation. Enfin, les Africains qui étaient brutalement supprimés ne restent cependant pas totalement muets. Même passés au filtre des récits de leurs conquérants, il nous est encore possible d'entendre leurs voix et d'imaginer certains de leurs actes.

C'est entre 1890 et 1910 que le bain de sang fut le plus meurtrier au Congo, mais ses origines remontent bien auparavant, à l'époque où les Européens et les Africains se rencontrèrent pour la première fois là-bas. Pour remonter aux sources de notre histoire, il nous faut donc faire un saut en arrière de plus de cinq cents ans, jusqu'à une période où un capitaine de navire vit la mer changer de couleur, et où un roi reçut la nouvelle qu'une apparition étrange avait surgi du centre de la Terre.

Prologue

« LES MARCHANDS ENLÈVENT NOS SUJETS »

Dans l'esprit des premiers Européens qui imaginèrent l'Afrique au-delà du Sahara, ce continent était un pays de songes, un lieu où pouvaient s'inscrire des fantasmes appartenant au domaine de l'épouvante et du surnaturel. Pour Ranulf Higden, un moine bénédictin qui traça une carte du monde[1] aux alentours de 1350, l'Afrique abritait des créatures à œil unique qui se couvraient la tête de leurs pieds. Selon un géographe du siècle suivant, le continent était habité par des êtres ayant une jambe, trois visages et des têtes de lion. En 1459, un moine italien, Fra Mauro, déclara que l'Afrique était la terre du roc, un oiseau d'une telle envergure qu'il était capable de transporter un éléphant dans les airs.

Au Moyen Âge, presque personne en Europe n'était en mesure de savoir si l'Afrique abritait des oiseaux géants, des créatures à œil unique ou quoi que ce soit d'autre. Sur la côte méditerranéenne du continent africain vivaient les Maures hostiles ; rares étaient les Européens osant s'aventurer là-bas, et encore plus rares ceux qui osaient traverser le Sahara en direction du sud. Quant à tenter de naviguer le long de la côte occidentale de l'Afrique, tout le monde

savait qu'une fois contournées les îles Canaries, on entrait dans la *Mare Tenebroso*, la mer des Ténèbres.

> Dans l'imaginaire médiéval, écrit Peter Forbath, c'était une région de terreur absolue [...] où les cieux crachaient des nappes de flammes liquides et où les eaux bouillonnaient [...] où se tapissaient des rochers serpents et des îles ogresses prêts à bondir sur le marin, où la main géante de Satan surgissait de profondeurs insondables pour s'emparer de lui, où Dieu, pour se venger de l'insolence dont il faisait preuve en cherchant à pénétrer ce mystère interdit, noircissait son visage et son corps. Quand bien même aurait-il été capable de survivre à tous ces atroces périls et de traverser cette région, il aurait alors atteint la mer de l'Obscurité et se serait perdu à jamais dans les vapeurs et la vase des confins du monde[2].

Il fallut attendre le XVe siècle, aube de l'ère de la navigation maritime, pour que les Européens, Portugais en tête, commencent à s'aventurer de manière systématique vers le sud. Dans les années 1440, les constructeurs de navires de Lisbonne créèrent la caravelle, un vaisseau rapide et compact particulièrement apte à naviguer dans le vent. Bien qu'atteignant rarement plus de trente mètres de long, cette embarcation solide transportait des explorateurs toujours plus au sud de la côte occidentale de l'Afrique. Tout le monde ignorait où pouvaient se trouver l'or, les épices et les pierres précieuses, mais ce n'était pas uniquement par soif de richesses que les explorateurs s'aventuraient toujours plus loin. Ils savaient que quelque part en Afrique se cachait la source du Nil – un mystère qui fascinait les Européens depuis l'Antiquité. De plus, ils

étaient attirés là-bas par un des mythes médiévaux les plus tenaces, la légende du Prêtre Jean. On racontait que ce roi gouvernait un vaste empire au cœur de l'Afrique où, de son palais aux murs de cristal translucides et au toit de pierres précieuses, il régnait sur quarante-deux rois de moindre importance, ainsi que sur un aréopage de centaures et de géants. Aucun voyageur ne se voyait refuser l'hospitalité à sa table en émeraude massive, de taille à accueillir des milliers de convives. Le Prêtre Jean ne pouvait qu'être impatient de partager ses trésors avec ses frères chrétiens et de les aider à poursuivre leur chemin en direction des richesses légendaires de l'Inde.

Des expéditions portugaises successives s'aventurèrent de plus en plus au sud. En 1482, un capitaine de marine aguerri du nom de Diogo Cão se lança dans l'expédition la plus ambitieuse jamais entreprise. Alors qu'il naviguait tout près de la côte occidentale de l'Afrique, Cão vit l'étoile du Nord disparaître du ciel, au moment où son navire franchissait l'équateur, et il poursuivit sa route beaucoup plus au sud que n'importe quel Européen ne l'avait fait avant lui.

Un jour, Cão constata un phénomène qui le stupéfia. Autour de son vaisseau, l'océan avait pris une couleur jaune sombre teintée d'ardoise, et des vagues d'un jaune brunâtre se brisaient sur les plages avoisinantes. Sa caravelle, qui naviguait vers l'embouchure d'un bras de mer de plusieurs kilomètres de large, dut lutter contre un courant de huit à neuf nœuds. De plus, en goûtant l'eau sur laquelle flottait le navire, l'équipage s'aperçut qu'elle était douce, et non pas salée. Cão était tombé sur l'embouchure d'un fleuve gigantesque empli de limon, bien plus large qu'aucun autre fleuve jamais encore découvert par un Européen. Un témoignage contemporain reflète l'impression produite par son immensité sur lui et ses hommes :

> Sur un espace de vingt lieues [le fleuve] conserve son eau douce, sans que les flots saumâtres qui l'enserrent de part et d'autre viennent s'y mêler ; comme si ce noble fleuve était déterminé à mesurer sa puissance en livrant une bataille rangée avec l'océan lui-même, et à être le seul à lui refuser le tribut que tous les autres fleuves du monde paient sans opposer la moindre résistance[3].

Des océanographes modernes ont découvert des preuves supplémentaires de l'immense puissance que déploie le fleuve dans sa « bataille rangée avec l'océan » : un canyon long de cent soixante kilomètres, profond par endroits de mille trois cents mètres, qu'il creuse dans le sous-sol marin.

Cão aborda à l'embouchure du fleuve et y érigea un pilier en pierre à chaux surmonté d'une croix de fer sur lequel étaient gravées les armoiries royales et la phrase suivante : « En l'an 6681 de la création du Monde et en l'an 1482 après la naissance de Notre Seigneur Jésus-Christ, le très haut, très excellent et très puissant prince, le roi Jean II du Portugal, fit découvrir cette terre et ériger ce pilier de pierre par Diogo Cão, gentilhomme de sa maison[4]. »

Durant la plus grande partie des cinq cents années à venir, les Européens appelleraient Congo le fleuve où avait accosté Cão. Il se déversait dans l'océan à l'extrémité nord d'un royaume africain prospère, fédération impériale habitée par deux à trois millions d'hommes. Depuis lors, les géographes ont en général attribué un nom au fleuve et à la colonie européenne qui allait s'installer sur ses rives, et un autre nom au peuple vivant autour de son embouchure et à son royaume indigène.

Le royaume du Kongo faisait à peu près cinq cents kilomètres carrés et comprenait des territoires qui de nos jours sont situés dans plusieurs pays. Il avait pour capitale la ville

de M'Banza-Kongo[5] (*m'banza* signifie « cour »). Bâtie à l'intérieur des terres, elle occupait une position dominante au sommet d'une colline située à environ dix jours de marche de la côte. Aujourd'hui, elle se trouve juste sur le bord angolais de la frontière Angola-Congo. En 1491, neuf ans et plusieurs voyages après la découverte de Diogo Cão, une expédition composée de prêtres et d'émissaires portugais apeurés parvint à effectuer cette marche de dix jours, au terme de laquelle ses membres s'installèrent à demeure comme représentants permanents de leur pays à la cour du roi du Kongo. Leur arrivée marqua les débuts de la première rencontre prolongée entre des Européens et une nation africaine noire.

À cette époque, le royaume du Kongo existait déjà depuis au moins cent ans. Il était gouverné par un monarque, le *mani* Kongo[6], choisi pour cette charge par une assemblée de chefs de clans. À l'instar de ses homologues européens, il siégeait sur un trône, fabriqué dans son cas en bois serti d'ivoire. Comme symboles d'autorité royale, le mani Kongo portait une queue de zèbre en guise de fouet, des peaux et des têtes de bébés animaux suspendus à sa ceinture, et une petite toque sur la tête.

Dans la capitale, le roi rendait la justice, recevait les hommages et passait ses troupes en revue sur une vaste place publique, à l'ombre d'un grand figuier. Tous ceux qui l'approchaient devaient le faire à quatre pattes, et il était interdit à quiconque, sous peine de mort, de le regarder manger ou boire : avant qu'il accomplisse l'un ou l'autre de ces actes, un membre de sa suite frappait deux bâtons de fer l'un contre l'autre et toutes les personnes à la ronde devaient s'allonger face contre terre.

Le mani Kongo qui occupait le trône à l'époque accueillit chaleureusement les premiers Portugais. Sa réaction fut

sans doute moins suscitée par le Sauveur dont l'entretinrent ses invités inattendus que par l'aide éventuelle que pouvaient lui apporter leurs armes magiques crachant le feu pour réprimer une rébellion gênante dans une de ses provinces. Les Portugais furent heureux de lui rendre ce service.

Dans leur mission, les nouveaux venus édifièrent des églises et des écoles. Comme bon nombre des évangélisateurs qui les suivirent, ils furent épouvantés par la polygamie, et attribuèrent aux épices utilisées dans la nourriture africaine la cause de cette pratique si déplorable à leurs yeux. En dépit du mépris qu'ils éprouvaient pour la culture kongo, ils reconnurent à contrecœur que le royaume était un État raffiné à l'organisation avancée[7] – l'État le plus influent sur la côte occidentale de l'Afrique centrale. Le mani Kongo nommait des gouverneurs à la tête de chacune de sa demi-douzaine de provinces, et son autorité était mise en œuvre par une administration civile élaborée comportant des postes spécialisés, comme celui de *mani vangu vangu*, ou premier juge pour les cas d'adultère. Tout en ne disposant ni d'un langage écrit ni de la roue, les habitants forgeaient le cuivre pour en faire des bijoux et le fer pour fabriquer des armes, et ils tissaient des vêtements à partir des fibres des feuilles du palmier raphia. Selon la légende, le fondateur de l'État du Kongo était un roi forgeron, si bien que le travail du fer était une occupation de la noblesse. La population cultivait les ignames, les bananes, ainsi que d'autres fruits et légumes; elle élevait des cochons, du bétail et des chèvres. Les distances se calculaient en jours de marche, le temps en se fondant sur le mois lunaire et sur une semaine de quatre jours, dont le premier était férié. Le roi prélevait des impôts sur ses sujets et, de même que bien des dirigeants, il supervisait

l'approvisionnement en monnaie : des coquillages de porcelaine, ramassés sur une île côtière sous autorité royale.

Comme une grande partie de l'Afrique de l'époque, le royaume pratiquait l'esclavage. L'esclavage africain présentait des caractéristiques différentes d'une région à l'autre et il évolua avec le temps, mais en général les esclaves étaient des prisonniers de guerre ; ou alors c'étaient des criminels et des personnes condamnées pour dettes, ou des esclaves donnés par leurs familles dans le cadre d'une dot. Comme tout système accordant le pouvoir absolu à certains êtres humains sur d'autres, l'esclavage en Afrique n'était pas dénué de violence. Ainsi certains peuples du bassin du Congo sacrifiaient-ils des esclaves lors d'occasions spéciales, telles que la ratification d'un traité entre tribus : la mort lente d'un esclave, abandonné les os brisés, symbolisait le terrible destin de quiconque violerait l'accord. D'autres immolations pouvaient avoir pour prétexte de procurer une compagnie à l'âme d'un chef décédé lors de son voyage dans l'autre monde.

Sous d'autres rapports, l'esclavage africain était plus flexible et bénin que le système qui allait bientôt être instauré par les Européens dans le Nouveau Monde. Une ou deux générations suffisaient souvent pour que les esclaves puissent gagner leur liberté ou pour qu'on les affranchisse, et des mariages mixtes se concluaient parfois entre hommes libres et esclaves. Néanmoins, indépendamment de sa forme, le fait qu'un négoce d'êtres humains existait déjà s'avéra catastrophique pour l'Afrique, car lorsque des Européens se montrèrent prêts à acheter à l'infini des cargaisons entières d'esclaves, ils trouvèrent en face d'eux des chefs africains prêts à les leur vendre.

Très vite arrivèrent les négriers. En petit nombre pour commencer, puis en grande foule, à cause des événements

qui se déroulaient outre-Atlantique. En 1500, neuf ans seulement après l'arrivée des premiers Européens à M'Banza-Kongo, une expédition portugaise fut détournée de son cours et découvrit le Brésil. Quelques dizaines d'années suffirent pour que le Nouveau Monde se transforme en un marché immense, lucratif, presque insatiable d'esclaves africains. Par millions ils furent mis au travail dans les mines et les plantations de café brésiliennes, ainsi qu'aux Antilles où d'autres puissances européennes se lancèrent rapidement dans la culture de la canne à sucre sur des terres luxuriantes et fertiles.

Dans le royaume du Kongo, les Portugais, saisis par la frénésie de la vente d'esclaves, oublièrent leur quête de Prêtre Jean. Des hommes qui avaient été envoyés à M'Banza-Kongo pour y travailler en qualité de maçons ou de maîtres d'école gagnèrent vite beaucoup plus gros en convoyant des troupeaux d'Africains enchaînés vers la côte et en les vendant à des capitaines de caravelles affectées au transport des esclaves.

La soif du profit tiré de l'esclavage alla jusqu'à emporter certains prêtres. Abandonnant leurs prédications, ils prirent des femmes noires pour concubines, eurent eux-mêmes des esclaves et vendirent comme tels leurs propres élèves et ceux qu'ils avaient convertis. D'un certain côté, ces prêtres qui s'étaient égarés du giron de l'Église s'en tinrent néanmoins fermement à leur foi ; après la Réforme, ils tentèrent de s'assurer qu'aucun de leurs biens humains ne passait entre les mains des protestants. L'un d'eux déclara qu'il était franchement « impropre que des personnes baptisées dans l'Église catholique soient vendues à des gens qui sont des ennemis de leur foi[8] ».

À partir de 1530, un village situé non loin du pilier de pierre de Diogo Cão sur la rive sud du fleuve Congo devint

un port négrier d'où chaque année plus de cinq mille esclaves étaient expédiés de l'autre côté de l'Atlantique. Au siècle suivant, un total de quinze mille esclaves par an[9] était expédié de l'ensemble du royaume du Kongo. Les négriers consignaient soigneusement leur butin. Nous détenons encore pour cette région un inventaire donnant une liste de soixante-huit « têtes » d'esclaves, classées par noms, défauts physiques et valeur marchande. Il débute par les hommes, qui valaient de loin le plus cher, et se termine par : « Enfant, nom inconnu car elle est mourante et ne peut s'exprimer, mâle sans valeur, et une fillette appelée Callenbo, sans valeur car elle est mourante ; une fillette appelée Cantunbe, sans valeur car elle est mourante[10]*. »

De nombreux esclaves expédiés dans les Amériques à partir de la grande embouchure du fleuve provenaient du royaume du Kongo lui-même ; beaucoup d'autres étaient capturés par des trafiquants africains qui couvraient plus de mille deux cents kilomètres à l'intérieur des terres pour les acheter aux chefs des tribus locales. Le cou prisonnier de jougs en bois, ces esclaves étaient contraints de gagner la côte à pied. On ne leur donnait que rarement assez à manger et, comme les caravanes se déplaçaient la plupart du temps durant la saison sèche, ils n'avaient souvent à boire que de l'eau croupie. Aussi les pistes menant aux ports négriers furent-elles très vite jonchées d'os blanchissant au soleil.

Après avoir été baptisés dans les formes, revêtus de chutes de toile d'emballage et enchaînés dans les cales des navires, les esclaves de cette région étaient pour la plupart expédiés au Brésil, le pays du Nouveau Monde le plus

* Cette liste d'esclaves date de 1736.

proche. À partir des années 1600 toutefois, une demande croissante incita maints capitaines de navire à effectuer la traversée plus longue jusqu'aux colonies britanniques d'Amérique du Nord. En gros, un sur quatre des esclaves importés pour travailler dans les plantations de coton et de tabac de l'Amérique du Sud entamait sa traversée de l'Atlantique à partir de l'Afrique équatoriale, dont faisait partie le royaume du Kongo. Le kikongo, parlé autour de l'embouchure du fleuve Congo, est une des langues africaines dont les linguistes ont trouvé des traces dans le dialecte gullah, parlé de nos jours par les Noirs américains sur les îles côtières de Caroline du Sud et de Géorgie.

C'est sous le long règne d'un mani Kongo appelé Nzinga Mbemba Affonso que la traite atlantique des esclaves commença à décimer le royaume du Kongo[11]. Affonso, qui était monté sur le trône en 1506, régna sous le nom d'Affonso Ier pendant quarante ans et sa vie couvrit une période cruciale. À sa naissance, personne dans son royaume ne connaissait l'existence des Européens ; à sa mort, le Kongo entier menaçait de succomber à la fièvre du trafic des esclaves déclenchée par ces derniers. Affonso fut un roi d'une clairvoyance tragique, qui laissa son empreinte. Trois cents ans plus tard environ, un missionnaire devait déclarer : « Un homme né au Kongo connaît le nom de trois rois : celui du monarque régnant, celui de son prédécesseur et celui d'Affonso[12]. »

Lorsque les Portugais posèrent pour la première fois le pied à M'Banza-Kongo en 1491, ce chef d'une province venait d'avoir trente ans. Il se convertit au christianisme, prit le nom d'Affonso, s'entoura de conseillers portugais et, durant une dizaine d'années, étudia avec les prêtres à M'Banza-Kongo. L'un d'eux écrivit au roi du Portugal

qu'Affonso connaissait « mieux que nous les prophètes, l'Évangile de Notre Seigneur Jésus-Christ, toutes les vies des saints et tout ce qui se rapporte à notre sainte mère l'Église. Si Votre Altesse le voyait, elle en serait fort étonnée. Il parle si bien et avec tant d'assurance qu'il me semble que toujours l'Esprit saint parle par sa bouche. En effet, Seigneur, il ne fait rien d'autre qu'étudier ; bien des fois il s'endort sur ses livres, et bien des fois il oublie de manger et de boire pour parler de Notre Sauveur[13] ». La part des choses est difficile à faire : dans quelle mesure ce portrait élogieux était-il inspiré par la tentative du prêtre pour impressionner le roi du Portugal, ou par celle d'Affonso en vue d'impressionner le prêtre ?

Pour utiliser le langage d'une époque plus récente, le roi Affonso fut un « modernisateur ». Il s'empressa d'essayer d'acquérir les connaissances, les armes et les marchandises européennes, de manière à fortifier son autorité et à la consolider contre la force déstabilisante représentée par l'arrivée des Blancs. Ayant remarqué l'intérêt porté par les Portugais au cuivre de la région, par exemple, il l'échangea contre des produits européens qui l'aideraient à acheter la soumission de provinces limitrophes. Homme doué d'une intelligence manifestement hors du commun, Affonso s'efforça d'accomplir une chose aussi difficile à son époque qu'à la nôtre : être un modernisateur *sélectif*[14]. Il témoignait un vif enthousiasme à l'égard de l'Église, du mot écrit, de la médecine, de l'ébénisterie, de la maçonnerie et d'autres techniques pouvant être apprises des artisans portugais. Mais lorsque son collègue, le roi du Portugal, lui envoya un émissaire pour le presser d'adopter le code légal et le protocole de la cour portugais, Affonso ne manifesta aucun intérêt. Et il s'efforça de son mieux de tenir à l'écart les prospecteurs, car il craignait une mainmise totale sur son

pays si les Européens y découvraient l'or et l'argent qu'ils convoitaient.

Comme toutes nos connaissances, ou presque, sur cette partie de l'Afrique au cours des centaines d'années suivantes nous viennent de ses conquérants blancs, le roi Affonso nous offre une chose à la fois rare et précieuse : une voix africaine. La sienne fait en effet partie des rares voix africaines essentielles, antérieures au XXe siècle, dont il nous reste une trace. Il utilisa sa maîtrise du portugais pour dicter une série remarquable de lettres destinées à deux rois portugais successifs, qui constituent les premiers documents connus[15] composés par un Africain noir dans une langue européenne. Il nous reste encore plusieurs dizaines de ces missives, dont la signature, ornée d'un parafe majestueux, est doublement soulignée. Leur ton officiel est celui utilisé par un monarque s'adressant à un autre monarque. Elles s'ouvrent en général sur « Prince très élevé et très puissant et roi mon frère... ». Néanmoins, ce n'est pas seulement un roi que nous entendons s'exprimer : c'est aussi un être humain, épouvanté par le nombre sans cesse croissant de ses sujets emmenés sur des navires négriers.

Affonso n'était pas un abolitionniste. Comme la plupart des gouvernants africains de son époque et de celles qui suivirent, il possédait des esclaves, et il lui arriva, en une occasion au moins, d'en envoyer plusieurs en cadeau à son « frère » roi à Lisbonne, en même temps que des peaux de léopard, des perroquets et des anneaux de chevilles en cuivre. Mais, aux yeux d'Affonso, cet échange traditionnel de cadeaux entre souverains n'avait rien à voir avec l'expédition, de l'autre côté de l'océan, de dizaines de milliers de ses sujets. Leur liberté perdue, ils étaient désormais enchaînés. Écoutez ce qu'il écrit au roi Jean III du Portugal en 1526 :

Chaque jour, les marchands enlèvent nos sujets, enfants de ce pays, fils de nos nobles et vassaux, même des gens de notre parenté. [...] Cette corruption et cette dépravation sont si répandues que notre terre en est entièrement dépeuplée. [...] Pour éviter cet abus, nous n'avons besoin en ce royaume que de prêtres et de quelques personnes pour enseigner dans les écoles, et non de marchandises, si ce n'est du vin et de la farine pour le saint sacrifice. [...] C'est notre volonté que ce royaume ne soit un lieu ni de traite ni de transit d'esclaves[16].

Plus tard en cette même année, il répète :

Beaucoup de nos sujets convoitent vivement les marchandises du Portugal, que les vôtres apportent en nos royaumes. Pour satisfaire cet appétit désordonné, ils s'emparent de nombre de nos sujets noirs libres. [...] Ils les vendent [...] après avoir acheminé leurs prisonniers sur la côte en cachette ou pendant la nuit, pour n'être pas reconnus. Dès que les captifs sont au pouvoir des hommes blancs, ils sont aussitôt marqués au fer rouge[17].

À mainte et mainte reprise, Affonso évoque les thèmes jumeaux du commerce des esclaves et de l'éventail fascinant de tissus, outils, vêtements, bijoux et autres bibelots auquel ont recours les Portugais pour acquérir leurs cargaisons humaines :

Ces marchandises exercent une si grande attirance sur les simples et les ignorants qu'ils oublient de croire en Dieu, pour croire en elles. [...] Monseigneur, une monstrueuse convoitise pousse nos sujets, même s'ils

sont chrétiens, à s'emparer par vol de leurs propres parents et des nôtres, pour en faire du commerce et les vendre comme captifs[18].

Tout en suppliant le roi du Portugal de lui envoyer des instituteurs, des pharmaciens et des médecins à la place des négociants, Affonso reconnaissait que ce flot de biens matériels menaçait sa propre autorité. Son peuple « peut maintenant se procurer, en plus grande quantité que nous, ces choses mêmes avec lesquelles autrefois nous le maintenions soumis et content[19] ». Les lamentations d'Affonso étaient prémonitoires. Bien d'autres fois, la convoitise suscitée par les abondantes marchandises en provenance d'Europe saperait des modes de vie traditionnels ailleurs.

Les rois portugais ne lui manifestèrent aucune sympathie. Le roi Jean III lui répondit : « Vous [...] me dites aussi que vous ne voulez pas qu'on fasse le trafic des esclaves dans vos domaines, parce que ce trafic dépeuple votre pays. [...] Les Portugais [qui se trouvent là-bas] m'ont dit au contraire combien le Kongo est vaste et tellement peuplé qu'il semble qu'aucun esclave n'en soit jamais sorti[20]. »

Lorsqu'il plaidait sa cause auprès de ses pairs souverains, Affonso le faisait de chrétien à chrétien, préjugés de l'époque compris. Des prêtres qui s'étaient transformés en trafiquants d'esclaves, il écrivait :

> Dans ce royaume, la foi est encore fragile comme du verre, à cause des mauvais exemples des hommes qui viennent enseigner ici, parce que les convoitises de ce monde et l'appât des richesses les ont détournés de la vérité. De même que les Juifs ont crucifié le Fils de Dieu par convoitise, mon frère, ainsi aujourd'hui Il est encore crucifié[21].

À plusieurs reprises, Affonso adressa ses suppliques directement au pape à Rome, afin que soit mis un terme au commerce des esclaves, mais les Portugais arrêtèrent les émissaires qu'il envoyait au Vatican dès leur descente de bateau à Lisbonne.

Le désespoir d'Affonso atteignit son comble en 1539, vers la fin de sa vie, lorsqu'il apprit que dix de ses jeunes neveux, petits-fils et autres parents, qui avaient été envoyés au Portugal afin d'y recevoir une éducation religieuse, avaient disparu pendant leur voyage. « Nous ne savons pas s'ils sont morts ou vivants, écrivit-il alors, ni comment ils ont peut-être trouvé la mort, ni quel genre de nouvelles d'eux nous pouvons donner à leurs pères et mères[22]. » L'horreur du roi, incapable de garantir la sécurité de sa propre famille, est facilement imaginable. Au fil du long voyage de retour par mer vers l'Europe, les trafiquants portugais et les capitaines de marine détournaient maintes cargaisons entre le royaume du Kongo et Lisbonne. Il s'avéra que ces jeunes gens avaient fini au Brésil comme esclaves.

La haine vouée par Affonso à la traite des esclaves outre-mer et la vigilance qu'il maintenait pour ne pas voir son autorité s'éroder lui valurent l'animosité de certains des marchands portugais vivant dans la capitale. Le dimanche de Pâques 1540, huit d'entre eux essayèrent d'attenter à sa vie pendant qu'il assistait à la messe. Il en réchappa, une balle ayant simplement traversé la frange de sa tunique royale, mais un des nobles de sa cour fut tué et deux autres blessés.

Après la mort d'Affonso, le pouvoir de l'État du Kongo s'amenuisa, les chefs de province et de village qui s'enrichissaient du commerce des esclaves ne montrant plus guère allégeance à la cour de M'Banza-Kongo. À la fin du XVIe siècle, d'autres pays européens s'étaient eux aussi

lancés dans le trafic des esclaves : des vaisseaux britanniques, français et hollandais sillonnaient les côtes africaines, en quête de cargaisons humaines. En 1665, l'armée du royaume du Kongo affaibli combattit contre les Portugais. Elle fut vaincue et le *mani* Kongo eut la tête tranchée. Des conflits internes continuèrent d'épuiser le royaume, dont le territoire entier passa sous la domination coloniale européenne avant la fin du XIXe siècle.

Hormis les lettres d'Affonso, cette époque n'est décrite qu'à travers le regard des Blancs. Comment les Européens, à commencer par Diogo Cão et ses trois navires aux voiles ornées de croix rouges délavées, apparurent-ils aux populations vivant à l'embouchure du grand fleuve ? Afin de voir par leurs yeux, nous devons nous tourner vers les mythes et légendes qui nous sont parvenus au compte-gouttes à travers les siècles.

Au début, les Africains ne considérèrent apparemment pas les marins blancs comme des hommes mais comme des *vumbi* (fantômes ancestraux)[23], car le peuple kongo croyait que la peau d'une personne virait au blanc crayeux lorsqu'elle entrait dans le royaume des morts. Il ne faisait par conséquent aucun doute que c'était de là que provenaient ces *vumbi* blancs menaçants, car les spectateurs n'aperçurent d'abord du rivage que le haut des mâts d'un bateau qui approchait, suivi de sa superstructure et de sa coque : à l'évidence, ce bateau ramenait ses passagers de leurs demeures sous la surface de la Terre. Voici comment Mukunzo Kioko, un mémorialiste du XXe siècle appartenant au peuple pende, raconte cette arrivée :

> Nos ancêtres vivaient dans le confort. [...] Ils avaient du bétail et des récoltes ; ils avaient des marais salants et des bananiers.

Soudain, ils virent un grand bateau surgir de l'immense océan. Ce bateau avait des ailes toutes blanches qui étincelaient comme des couteaux.

Des hommes blancs sortirent de l'eau et prononcèrent des paroles que personne ne comprit.

Nos ancêtres prirent peur ; ils affirmèrent qu'il s'agissait de *vumbi*, d'esprits revenus d'entre les morts.

Ils les repoussèrent dans l'océan avec des volées de flèches. Mais les *vumbi* crachèrent le feu dans un grondement de tonnerre. Beaucoup d'hommes furent tués. Nos ancêtres s'enfuirent.

Les chefs et les sages déclarèrent que ces *vumbi* possédaient autrefois la terre. [...]

De cette époque à nos jours, les Blancs ne nous ont apporté que guerres et malheurs[24].

En apparence, la traite transatlantique des esclaves vint confirmer la théorie selon laquelle les Européens arrivaient du royaume des morts, car une fois qu'ils avaient emmené leurs cargaisons entières d'esclaves en mer, les captifs ne revenaient jamais. De la même manière que les Européens allaient être longtemps obsédés par le cannibalisme africain, les Africains imaginaient que les Européens étaient adeptes de cette pratique. Ils croyaient que les Blancs transformaient la chair de leurs prisonniers en viande salée, leurs cerveaux en fromage et leur sang en vin rouge, celui-là même que buvaient les Européens. Ces derniers brûlaient les os des Africains dont les cendres grises devenaient de la poudre à canon. Courait aussi la légende selon laquelle toutes ces transformations mortelles[25] s'effectuaient dans les énormes bouilloires en cuivre fumantes visibles sur le pont des navires à voiles. À bord des bateaux négriers bondés d'hommes qui s'éloignaient de la côte du Kongo

vers l'ouest, le nombre de décès augmentait du fait que certains esclaves refusaient la nourriture qu'on leur donnait, croyant qu'ils allaient manger ceux qui étaient partis avant eux.

Les années passant, surgirent d'autres mythes, destinés à expliquer les objets mystérieux apportés par les étrangers du royaume des morts. Un missionnaire du XIXe siècle nota par exemple la théorie des Africains sur ce qui se produisait quand les capitaines descendaient dans les cales de leurs navires pour y chercher des marchandises à échanger, telles que du tissu. Ils croyaient que ces marchandises ne provenaient pas du bateau lui-même, mais d'un trou menant dans l'océan. Des ondines tissaient ces étoffes dans une « usine océane et, chaque fois que nous avons besoin de tissu, le capitaine [...] va à ce trou et fait sonner une cloche ». Les ondines lui tendent leur ouvrage et le capitaine « leur jette alors en paiement quelques corps d'hommes noirs décédés qu'il a achetés aux marchands indigènes dépravés qui ensorcellent les membres de leur peuple pour les vendre aux hommes blancs[26] ». Ce mythe n'était pas tellement éloigné de la réalité. Car après tout, qu'était l'esclavage en Amérique du Sud, sinon un système consistant à transformer en tissu le labeur fourni par des corps noirs dans des plantations de coton ?

Comme les intermédiaires africains amenaient directement les prisonniers aux vaisseaux, les négriers portugais s'aventuraient rarement loin de la côte. Après la découverte du Kongo par Diogo Cão, les Européens ignorèrent en fait pendant près de quatre siècles d'où provenait le grand fleuve qui déverse un million quatre cent mille mètres cubes d'eau par seconde dans l'océan. Seul l'Amazone charrie un volume d'eau plus important. Outre sa taille

gigantesque et son cours inconnu, le fleuve Congo présentait un phénomène déconcertant. Les marins remarquèrent que son débit, comparé à celui d'autres fleuves tropicaux, ne fluctuait qu'assez peu au cours de l'année. Des fleuves tels que l'Amazone et le Gange alternaient des phases d'eau extrêmement hautes et d'eaux basses, selon que la terre qu'ils drainaient avait subi la saison pluvieuse ou la saison sèche. En quoi le Congo était-il différent ?

Si les visiteurs, plusieurs siècles durant, ne parvinrent pas à explorer les sources du Congo, c'est parce qu'ils ne pouvaient pas remonter son cours en bateau. Tous ceux qui tentaient de le faire s'apercevaient que le fleuve s'enfonçait dans des gorges, au bout desquelles se trouvaient des rapides infranchissables.

Nous savons désormais que la plus grande partie du bassin du fleuve Congo est située sur un plateau de l'intérieur de l'Afrique. Du bord occidental de ce plateau de près de trois cents mètres de haut, trois cent cinquante kilomètres suffisent au fleuve pour atteindre le niveau de la mer. Au cours de sa descente tumultueuse, il s'enserre dans des canyons étroits, bouillonne en vagues de douze mètres de haut et dégringole plus de trente-deux chutes différentes. La déclivité et le volume d'eau sont si importants que ces trois cent cinquante kilomètres ont un potentiel hydroélectrique équivalant à celui de tous les lacs et rivières des États-Unis conjugués.

Tout marin assez courageux pour descendre de son navire et marcher s'apercevait que le chemin terrestre sinueux contournant les rapides montait constamment à travers un pays rude et rocailleux, parsemé de redoutables falaises et de ravins traîtres, où régnaient de plus la malaria et d'autres maladies contre lesquelles les Européens n'étaient pas immunisés. Au prix d'énormes difficultés, certains

missionnaires capucins furent les seuls à faire deux brèves incursions à l'intérieur des terres jusqu'au sommet des grands rapides. Une expédition portugaise qui essayait d'effectuer ce même parcours ne revint jamais. Au début du XIXe siècle, les Européens n'en savaient toujours pas davantage sur l'intérieur de l'Afrique centrale ou sur les sources du fleuve.

En 1816, une expédition britannique, menée par le capitaine James K. Tuckey, de la Royal Navy, se lança à la découverte de la source du Congo. À bord de ses deux navires se trouvait un assortiment merveilleusement hétéroclite de voyageurs : des fusiliers marins, des charpentiers, des forgerons, un chirurgien, un jardinier des jardins royaux de Kew, un botaniste et un anatomiste. Entre autres directives, l'anatomiste était chargé d'étudier de près l'hippopotame et de « conserver dans de l'alcool, et si possible en triple, l'organe de l'ouïe de cet animal[27] ». Le journal de bord du navire cataloguait M. Cranch comme « collectionneur d'objets d'histoire naturelle » ; un autre membre de l'expédition y fut simplement inscrit à titre de « gentleman volontaire et observateur ».

À son arrivée à l'embouchure du Congo, Tuckey compta huit navires négriers appartenant à diverses nations au mouillage, dans l'attente de leurs cargaisons. Il fit remonter ses propres navires le plus loin possible sur le fleuve, puis il entreprit de contourner les dangereux rapides par voie de terre. Mais les interminables « efforts pour gravir les pentes de collines presque perpendiculaires, sur d'énormes amas de quartz[28] » ne cessèrent d'augmenter son découragement et celui de ses hommes. Par la suite, ces collines allaient être appelées monts de Cristal. Le fleuve n'était qu'une masse de rapides écumants et de gigantesques tourbillons. À propos d'un rare passage

calme, Tuckey remarqua, de manière assez provinciale, que « le paysage n'était nullement inférieur en beauté à ceux des rives de la Tamise[29] ». Un par un, les Anglais commencèrent à souffrir d'une maladie inconnue, sans doute la fièvre jaune. Après avoir parcouru un peu plus de deux cents kilomètres, Tuckey perdit courage. Son groupe rebroussa chemin, et il mourut peu de temps après être remonté à bord de son bateau. Lorsque les survivants, fort secoués, parvinrent à regagner l'Angleterre, vingt et un des cinquante-quatre participants à l'expédition étaient morts. La source du Congo et le secret de son débit égal demeuraient un mystère. Pour l'Europe, l'Afrique restait le fournisseur de matières premières de valeur : les corps humains et les défenses d'éléphant. À part cela, ce continent était à leurs yeux sans visage, vierge, vide, un lieu sur une carte attendant d'être exploré. Un lieu décrit de plus en plus fréquemment par une expression qui en dit davantage sur l'observateur que sur l'objet de son observation : le continent noir.

PREMIÈRE PARTIE

MARCHER DANS LE FEU

Chapitre premier

« JE N'ABANDONNERAI PAS LES RECHERCHES »

Le 28 janvier 1841, un quart de siècle après l'expédition ratée de Tuckey, naquit à Denbigh, petite bourgade commerçante galloise, l'homme qui allait réussir de manière spectaculaire à mener à son terme cette entreprise avortée. Sur le registre des naissances de l'église St. Hilary, il fut inscrit sous le nom de « John Rowlands[1], bâtard » – une épithète qui devait le marquer jusqu'à la fin de son existence, car il n'eut de cesse d'oublier le sentiment de honte qui l'obsédait. Le jeune John était l'aîné des cinq enfants illégitimes de Betsy Parry, une servante. On ignore qui était son père. John Rowlands, peut-être, un ivrogne des environs qui mourut du delirium tremens, ou James Vaughan Horne, un avocat en vue et marié, ou bien encore un ami londonien de Betsy Parry, qui avait travaillé dans la capitale.

Après son accouchement, Betsy Parry, déshonorée, quitta Denbigh en abandonnant son bébé à la garde de ses deux oncles et de son grand-père maternel, lequel croyait fermement aux vertus d'un « coup de fouet bien mérité[2] » lorsque le petit garçon n'était pas sage. Ce grand-père mourut quand John avait cinq ans. Moyennant une demi-

couronne par semaine, les oncles se débarrassèrent sur-le-champ de ce neveu indésirable en le confiant à une famille de la région. Lorsque cette dernière leur demanda une augmentation, ils refusèrent. Un jour, sa famille d'accueil apprit au jeune John que leur fils Dick allait l'emmener rendre visite à sa « tante Mary » dans un autre village :

> Le chemin me parut interminable et pénible. [...] Dick se décida enfin à me faire descendre de ses épaules devant un immense bâtiment en pierre. Après avoir franchi un haut portail de fer, il tira sur une cloche dont j'entendis le tintement sonore se répercuter dans les profondeurs de l'édifice. Un étranger au visage sombre apparut à la porte. En dépit de mes protestations, il me saisit par la main et me tira à l'intérieur, tandis que Dick essayait d'apaiser mes craintes en m'assurant avec désinvolture qu'il allait chercher tante Mary. Lorsque la porte se referma derrière lui, son écho me fit éprouver pour la première fois la sensation atroce d'une désolation absolue[3].

À six ans, John Rowlands était désormais pensionnaire de l'asile de pauvres de St. Asaph.

Un voile d'euphémisme victorien recouvre la plupart des récits de la vie à St. Asaph, mais un journal local s'étant plaint du fait que le directeur de l'asile était un ivrogne s'autorisant des « libertés indécentes » avec les membres féminins de son personnel, une commission d'enquête se rendit sur place en 1848, à peu près à l'époque de l'arrivée de John Rowlands. Elle rapporta que les hommes adultes « s'adonnaient à tous les vices possibles » et que, comme les enfants dormaient à deux par lit, un grand et un petit, cette promiscuité les incitait « à pratiquer et à comprendre des

choses interdites[4] ». Jusqu'à la fin de sa vie, John Rowlands allait manifester une peur de l'intimité sexuelle sous toutes ses formes.

Quoi que John dût endurer ou voir dans le dortoir de l'asile, il s'épanouit en salle de classe, au point de recevoir de l'évêque local une bible magnifique en récompense de ses succès. La géographie le fascinait. Un talent inhabituel lui permettait d'imiter n'importe quelle écriture après l'avoir étudiée pendant quelques minutes. La sienne, inclinée en avant, était d'une grâce frappante : les hampes et terminaisons des lettres s'élançant théâtralement au-dessus et en dessous de la ligne donnaient de la distinction à sa signature juvénile. On aurait dit que, par le biais de son écriture, il tentait d'échapper à la honte et de donner de l'élégance au déroulement de son existence misérable.

John avait douze ans quand un soir, raconte-t-il, le surveillant « s'approcha de moi pendant le dîner, alors que tous les pensionnaires étaient rassemblés, et en me désignant une femme de grande taille au visage ovale, les cheveux tirés en arrière en un gros chignon, me demanda si je la connaissais.

"Non, monsieur, répondis-je.

– Comment, vous ne connaissez pas votre mère ?"

« Je sursautai, le visage brûlant, et lui lançai un regard timide. Je m'aperçus qu'elle me scrutait d'un œil détaché et critique. Je m'étais attendu à éprouver une bouffée de tendresse pour elle, mais son expression me refroidit tellement que les valves de mon cœur se refermèrent brutalement[5] ».

Il fut d'autant plus traumatisé que sa mère avait amené deux nouveaux enfants illégitimes à St. Asaph, un garçon et une fille. Quelques semaines plus tard, elle quitta l'asile. Pour John, ce fut le dernier d'une série d'abandons.

À quinze ans, il partit de St. Asaph et alla loger chez une succession de parents, qui tous paraissaient répugner à héberger un cousin sorti d'un asile de pauvres. À dix-sept ans, alors qu'il vivait chez un oncle à Liverpool et travaillait comme livreur chez un boucher, la crainte d'être une fois de plus mis à la porte le reprit. Un jour, il livrait de la viande au *Windermere*, un navire marchand américain ancré dans le port, quand le capitaine, repérant cet adolescent de petite taille mais à l'air solide, lui demanda : « Aimerais-tu t'embarquer sur ce navire[6] ? »

En février 1859, après une traversée de sept semaines, le *Windermere* aborda à La Nouvelle-Orléans, où le nouvel arrivé déserta le navire. Longtemps lui resterait en mémoire l'éventail fascinant des senteurs dégagées par la ville : goudron, saumure, café vert, rhum et mélasse. Alors qu'il arpentait les rues en quête d'un emploi, son attention fut attirée par un homme d'âge mûr coiffé d'un tuyau de poêle sur le seuil d'un entrepôt. Cet individu se révéla être un courtier en coton. « Auriez-vous besoin d'un garçon, monsieur[7] ? » s'enquit John en s'approchant de lui.

Ledit courtier, impressionné par l'unique référence de John, sa superbe bible dédicacée par l'évêque, engagea l'adolescent gallois comme employé. Peu de temps après, le jeune John Rowlands, vivant désormais dans le Nouveau Monde, décida de se donner un nouveau nom. Cette modification se fit petit à petit. Sur le recensement de La Nouvelle-Orléans de l'année 1860, il figure sous le nom de « J. Rolling ». Une femme l'ayant connu à cette époque sous celui de John Rollins l'a décrit de la façon suivante : « Malin comme un singe, très enclin à faire le fanfaron, à remuer du vent et à raconter des histoires[8]. » Au bout de quelques années, cependant, il se mit à utiliser les prénom et nom du courtier qui lui avait fourni son emploi.

Il essaya aussi différents deuxièmes noms, tels que Morley, Morelake et Moreland, avant de porter son choix définitif sur Morton. De la sorte, le garçon qui était entré à l'asile de pauvres de St. Asaph sous l'identité de John Rowlands devint l'homme que le monde entier connaîtrait bientôt sous celle d'Henry Morton Stanley.

Stanley ne se contenta pas de ce changement : il essaya jusqu'à la fin de ses jours de s'inventer une nouvelle vie. L'homme qui allait devenir le plus célèbre explorateur de son époque, réputé pour ses observations précises de la vie sauvage et du terrain africains, avait un don extraordinaire pour brouiller les pistes à propos de ses débuts dans la vie. Dans son autobiographie, par exemple, il narre son départ de l'asile gallois en termes mélodramatiques : à l'en croire, il sauta pardessus un mur de jardin pour s'enfuir, après avoir mené une rébellion contre un surveillant cruel du nom de James Francis, qui avait vicieusement brutalisé toute la classe des grands. « "Plus jamais !", m'écriai-je, en m'émerveillant de ma propre audace. À peine ces mots m'avaient-ils échappé que je me retrouvai balancé dans les airs par le col de ma veste et projeté comme une poupée de son sur le banc. Puis cette brute déchaînée me donna des coups de poing dans l'estomac jusqu'à ce que je m'effondre en arrière, le souffle coupé. Une nouvelle fois je fus soulevé, et j'allai m'écraser si brutalement contre le banc que je faillis me briser la colonne vertébrale[9]. » Adolescent vigoureux de quinze ans à l'époque, en pleine santé, il n'aurait pu se laisser si facilement martyriser par Francis, ancien mineur qui avait perdu une main dans un accident du travail. Par la suite, d'autres élèves ne se souvinrent pas de cette mutinerie, et encore moins qu'elle eût été menée par Stanley ; de Francis ils gardaient l'image d'un homme doux, et de Stanley celle d'un chouchou qui bénéficiait

souvent de petites faveurs et d'encouragements, et à qui on confiait la classe lorsque Francis s'absentait. D'après les registres de l'asile, Stanley ne s'enfuit pas de l'établissement, mais partit vivre chez son oncle tout en continuant à fréquenter l'école.

Le récit que fait Stanley de son séjour à La Nouvelle-Orléans est tout aussi farfelu. Il dit avoir vécu chez le généreux courtier en coton, Henry Stanley, et son épouse. Une épidémie de fièvre jaune s'étant abattue sur la ville, cette femme pleine de bonté mais fragile tomba malade et mourut dans un lit drapé de rideaux de mousseline blanche. Mais avant de rendre l'âme, « elle ouvrit ses yeux bienveillants et prononça des paroles d'une voix qui paraissait lointaine : "Sois un bon garçon. Dieu te bénisse[10] !" ».

Peu de temps après, le veuf éploré étreignit chaleureusement son jeune hôte et employé en déclarant : « À l'avenir, *tu porteras mon nom*[11]. » S'ensuivirent, selon Stanley, deux années idylliques de voyages d'affaires en compagnie de cet homme dont il parle en l'appelant « mon père ». Ils remontèrent et descendirent le Mississippi en bateau, arpentant les ponts ensemble, se faisant tour à tour la lecture à haute voix et parlant de la Bible. Malheureusement, en 1861, le généreux père adoptif de Stanley suivit sa femme bien-aimée dans l'autre monde. « Pour la première fois, je compris la douleur aiguë dont l'âme est transpercée lorsqu'un être aimé est étendu, les mains croisées et glacées, dans son sommeil éternel. Tout en contemplant le corps, je débattais avec moi-même : ma conduite avait-elle été aussi parfaite que je souhaitais en cet instant qu'elle l'eût été ? L'avais-je déçu en quoi que ce soit ? L'avais-je estimé à sa juste valeur[12] ? »

Un récit poignant, à quelques détails près : selon les archives, les deux Stanley ne moururent qu'en 1878, soit

dix-sept ans après. Ils avaient effectivement adopté deux enfants, mais c'étaient des filles. D'après les registres de la ville et les livres de recensement, le jeune Stanley n'avait pas vécu sous leur toit, mais dans une succession de pensions. Quant au négociant Stanley, il s'était fâché avec son employé et avait définitivement coupé les ponts avec lui, exigeant par la suite que son nom ne soit plus jamais prononcé en sa présence.

La description que fait Stanley de sa jeunesse, en prenant ses désirs pour des réalités, doit sans nul doute quelque chose à son contemporain Charles Dickens, qui prisait comme lui les scènes autour d'un lit de mort, les saintes femmes et les riches bienfaiteurs. Elle doit également beaucoup au fait que la véritable existence du jeune Stanley était tellement enchâssée dans le déshonneur qu'il se sentit obligé de forger son moi public. Il ne se contenta donc pas d'inventer des événements dans son autobiographie, il créa aussi de toutes pièces dans son journal des entrées consacrées à un naufrage dramatique et à d'autres aventures qui n'avaient jamais eu lieu. Ainsi un même épisode de son voyage en Afrique fait-il l'objet de variantes frappantes selon qu'il le relate dans son journal, dans ses lettres, dans les articles qu'il envoyait dans son pays, ou dans les livres qu'il rédigeait après chacune de ses expéditions. Les psychohistoriens ont donc pu avec lui s'en donner à cœur joie.

Un des épisodes les plus révélateurs, vécu ou inventé par Stanley, se situe peu de temps après son arrivée à La Nouvelle-Orléans. Il partageait alors un lit dans une pension avec Dick Heaton, un jeune homme qui avait également fait la traversée de Liverpool comme mousse. « Il était tellement pudique qu'il ne voulut pas se coucher tant que la chandelle brûlait encore et [...] une fois dans le

lit, il resta tout au bord, loin de tout contact avec moi. En me levant le matin, je m'aperçus qu'il ne s'était pas déshabillé. » Un jour Stanley se réveilla et, en contemplant Dick Heaton endormi à son côté, il fut « stupéfait de voir sur sa poitrine ce que je pris pour deux tumeurs. [...] Je me redressai [...] et criai [...] "Je sais, je sais ! Dick, vous êtes une fille !" ». Ce soir-là, Dick, après lui avoir avoué s'appeler Alice, ne revint pas. « Je ne la revis pas et n'entendis plus jamais parler d'elle, mais j'ai toujours espéré depuis que le sort lui avait été aussi clément qu'il avait été sage en séparant deux créatures jeunes et naïves qui auraient pu en arriver, par excès de sentimentalité, à faire des folies[13]. »

Tout comme sa scène à la Dickens autour du lit de mort, celle-ci a un parfum de légende – celle de la fille qui se déguise en garçon afin de pouvoir s'engager comme soldat et s'enfuir en mer. Que cet épisode soit vrai ou imaginaire, il nous livre une information sur l'affectivité de Stanley : l'idée de la promiscuité avec une femme lui faisait horreur.

Dès le début de la guerre de Sécession, Stanley s'engagea dans l'armée confédérée. En avril 1862, il participa avec son régiment de volontaires de l'Arkansas à la bataille de Shiloh, dans le Tennessee. Au deuxième jour des combats, il fut cerné par une demi-douzaine de soldats de l'Union et se retrouva bien vite dans un camp bondé de prisonniers des faubourgs de Chicago, où sévissait le typhus. Il s'aperçut que le seul moyen de se sortir de cet endroit misérable était de s'engager dans l'armée de l'Union. À peine s'était-il empressé de franchir ce pas qu'il attrapa la dysenterie et fut réformé pour raisons médicales. Après avoir effectué la traversée aller-retour de l'Atlantique comme marin, il s'engagea en 1864 dans la marine de l'Union. Grâce à sa belle écriture, il obtint un emploi de bureau sur la frégate

Minnesota. Le jour où son bateau bombarda un fort confédéré de la Caroline du Nord, Stanley devint l'une des rares personnes à avoir vu les combats de la guerre de Sécession des deux côtés du front.

Le *Minnesota* regagne son port d'attache au début de 1865 et, toujours en proie à la bougeotte, Stanley déserte. L'allure de ses activités va maintenant s'accélérer. On dirait qu'il n'a plus la patience de supporter les restrictions et les règlements d'institutions comme l'asile, un navire marchand ou l'armée. Pour commencer, il se rend à Saint Louis où il est embauché comme pigiste par un journal local auquel il envoie des dépêches fleuries de villes situées toujours plus loin à l'ouest: Denver, Salt Lake City, San Francisco. D'un ton désapprobateur, il y évoque la « débauche et la dissipation », et le « tourbillon de péché[14] » régnant dans les villes à l'ouest de la Frontière.

Après un voyage en Turquie où il est parti chercher l'aventure, Stanley regagne l'Ouest américain et sa carrière de journaliste prend son essor. Durant presque toute l'année 1867, il couvre les guerres indiennes en adressant ses articles non seulement à Saint Louis mais aussi à des journaux de la côte est. Peu importe qu'arrive « presque » à son terme la longue lutte désespérée menée par les Indiens des plaines méridionales contre les envahisseurs de leurs terres, que l'expédition qu'il accompagne n'assiste quasiment à aucun combat, ou que la plus grande partie de l'année soit consacrée aux négociations de paix. Les rédacteurs en chef de Stanley veulent des reportages de guerre dramatiques, et il les leur donne: « La guerre indienne a enfin commencé pour de bon [...] les Indiens, fidèles à leurs promesses, fidèles à leurs instincts sanguinaires, à leur haine sauvage de la race blanche, aux leçons instillées en leur sein par leurs ancêtres, sont sur le sentier de la guerre[15]. »

Ces dépêches attirèrent l'attention de James Gordon Bennett Jr., flamboyant directeur du *New York Herald*, et ce bourreau de travail engagea Stanley pour couvrir une petite guerre exotique qui promettait d'augmenter les chiffres de vente de son journal : une expédition punitive organisée par le gouvernement britannique contre l'empereur d'Abyssinie. En route pour le front, Stanley, lors de son passage à Suez, soudoya l'employé en chef du télégraphe afin de s'assurer que, à l'arrivée des dépêches des correspondants de guerre, la sienne serait la première à être câblée aux États-Unis. Bien lui en prit : son récit enthousiaste de la manière dont les Britanniques avaient gagné le seul combat significatif de la guerre fut le premier à atteindre son but. Coup de chance suprême, le télégraphe transméditerranéen tomba en panne juste après l'envoi des dépêches de Stanley, et ce fut en partie par bateau que celles de ses rivaux, ulcérés, et les rapports des officiers de l'armée britannique durent être expédiés en Europe. En juin 1868, dans un hôtel du Caire, Stanley savoura à la fois son scoop et la nouvelle de son engagement comme correspondant volant permanent à l'étranger du *Herald*. Il avait vingt-sept ans.

Désormais installé à Londres, Stanley ne put ignorer les premiers grondements d'une entreprise qui deviendrait bientôt célèbre sous l'expression de « ruée sur l'Afrique ». Dans une Europe abordant avec confiance l'ère industrielle, à laquelle le chemin de fer et le bateau à vapeur capable de naviguer sur l'océan inspiraient un fort sentiment de puissance, surgit un nouveau type de héros : l'explorateur de l'Afrique. Évidemment, pour ceux qui vivaient sur ce continent depuis des millénaires, « il n'y avait rien à découvrir, nous avions toujours été ici[16] », comme le déclarerait un

futur homme d'État africain. Mais pour les Européens du XIXe siècle, fêter un explorateur venant de « découvrir » un nouveau coin de l'Afrique préludait, sur le plan psychologique, à l'impression que ce continent attendait tout bonnement qu'ils s'en emparent.

En Europe, où les liens se resserraient grâce au télégraphe, au circuit des conférences et aux journaux quotidiens à large diffusion, les explorateurs de l'Afrique firent partie des premiers personnages à bénéficier d'une célébrité internationale. Leur renommée franchissait les frontières comme le fait aujourd'hui celle des athlètes et des stars de cinéma. Partant de la côte orientale, les Anglais Richard Burton et John Speke entreprirent un voyage intrépide à l'intérieur des terres et découvrirent le lac Tanganyika, la plus longue étendue d'eau douce du monde, et le lac Victoria, le plus vaste plan d'eau du continent africain, et ils couronnèrent leur aventure par un spectacle dont le monde est toujours friand de la part des célébrités : une violente querelle publique. Le Français Paul Belloni Du Chaillu rapporta quant à lui des peaux et des squelettes de gorilles de la côte occidentale de l'Afrique et raconta à des auditoires fascinés comment les grandes bêtes poilues kidnappaient des femmes et les emmenaient dans leurs tanières en pleine jungle, dans un but bien trop immonde pour être formulé[17].

L'enthousiasme de l'Europe était surtout nourri par l'espoir que l'Afrique deviendrait une source de matières premières qui serviraient à alimenter la révolution industrielle, de la même façon que la quête d'un autre genre de matière première – les esclaves – destiné à l'économie coloniale de plantations avait régi la plupart des tractations antérieures de l'Europe avec l'Afrique. Ces espérances quant aux richesses potentielles du continent redoublèrent

lorsque des prospecteurs découvrirent en 1867 des diamants en Afrique du Sud, puis de l'or environ deux décennies plus tard. Néanmoins, les Européens aimaient à se croire animés de motifs plus élevés. Les Britanniques, en particulier, étaient fermement convaincus d'apporter la « civilisation » et le christianisme aux indigènes ; ce que recelait l'intérieur de ce vaste continent inconnu piquait leur curiosité, et le combat contre l'esclavage les remplissait d'un sentiment de vertu.

Bien spécieux était évidemment le droit des Britanniques de porter ce point de vue hautement moral sur l'esclavage. Leurs navires avaient dominé la traite des esclaves pendant longtemps, et les dernières survivances de l'esclavage n'avaient été abolies dans l'Empire britannique qu'en 1838. Mais les Anglais avaient vite oublié tout cela ; ils oubliaient de même que d'importantes révoltes d'esclaves avaient eu lieu dans les Antilles, brutalement, mais de plus en plus difficilement, réprimées par les troupes anglaises. De leur point de vue, une seule raison était à l'origine de l'abolition de l'esclavage dans la plus grande partie du monde : la vertu britannique. Parmi les statues de l'Albert Memorial, édifié à Londres en 1872, figurait celle d'un jeune Africain noir vêtu seulement d'un cache-sexe de feuilles. Le livret officiel publié lors de l'inauguration expliquait qu'il s'agissait d'un « représentant des races barbares », attentif à l'enseignement d'une Européenne, et que les « chaînes brisées qu'il portait aux pieds rappelaient la part prise par la Grande-Bretagne dans l'émancipation des esclaves[18] ».

De manière significative, la ferveur antiesclavagiste des Britanniques et des Français n'était en général pas dirigée dans les années 1860 contre l'Espagne ou le Portugal, qui autorisaient encore l'esclavage dans leurs colonies, ni

contre le Brésil, avec ses millions d'esclaves. À la place, ils déversaient un flot de dénonciations vertueuses sur un objectif lointain, faible et, pour plus de sécurité, non blanc : les prétendus trafiquants d'esclaves arabes, venus de l'est, qui effectuaient des razzias sur l'Afrique. Sur les marchés aux esclaves de Zanzibar, des négriers vendaient leur butin humain à des Arabes possédant des plantations dans l'île, ainsi qu'à d'autres acheteurs de Perse, de Madagascar et de divers sultanats et principautés de la péninsule Arabique. Les Européens trouvaient là un objet idéal de désapprobation : une race « barbare » en réduisant une autre en esclavage.

Le terme « arabe » était d'ailleurs erroné : celui d'« afro-arabe » eût été plus approprié. En dépit du fait que leurs captifs se retrouvaient souvent dans le monde arabe, les trafiquants visés étaient en effet pour la plupart des Africains parlant le swahili, venant d'un territoire qui recouvre aujourd'hui le Kenya et la Tanzanie. Beaucoup avaient adopté le costume arabe et l'islam, mais un petit nombre d'entre eux seulement était, ne serait-ce qu'en partie, d'origine arabe. Cela n'empêchait pas que, d'Édimbourg à Rome, des livres, des discours et des sermons s'indignent contre les « vicieux » esclavagistes arabes – et, par la même occasion, contre l'idée que n'importe quelle région d'Afrique puisse être colonisée par quiconque en dehors des Européens.

Toutes ces réactions instinctives à l'égard de l'Afrique – zèle antiesclavagiste, quête de ressources brutes, évangélisation chrétienne et simple curiosité – sont personnifiées par un seul homme : David Livingstone. Médecin, prospecteur, missionnaire, explorateur et même consul britannique, il sillonna l'Afrique durant trente ans à partir du début des années 1840. Il partit en quête des sources du Nil, dénonça l'esclavage, découvrit les chutes Victoria,

chercha des minéraux et prêcha l'Évangile. Au titre de premier homme à avoir traversé le continent d'est en ouest*, il devint un héros national en Angleterre.

En 1866, Livingstone se lança dans une nouvelle longue expédition, à la recherche de trafiquants d'esclaves, de chrétiens potentiels, du Nil et de tout autre objet de découverte éventuel. Les années s'écoulant sans qu'il revienne, on commença à s'interroger sur son sort, et James Gordon Bennett, le directeur du *New York Herald*, entrevit là une fabuleuse opportunité. À en croire Stanley, il reçut en 1869 un télégramme urgent de son patron : VENEZ À PARIS POUR AFFAIRE IMPORTANTE. Un journaliste étant – écrivit-il avec la suffisance qui faisait désormais partie de son personnage public – « comme un gladiateur dans l'arène. [...] Au moindre recul, à la moindre lâcheté, il est perdu. Le gladiateur affronte l'épée aiguisée pour son sein – le [...] correspondant volant affronte l'ordre qui l'envoie peut-être à la rencontre de son destin », il se précipita à Paris afin de rencontrer son patron au Grand Hôtel. Là, ils eurent une conversation dramatique au sujet de Livingstone, qui atteignit son point culminant lorsque Bennett déclara : « J'entends que vous y alliez et que vous le trouviez où on vous dira qu'il se trouve peut-être, que vous obteniez toutes les nouvelles possibles de lui. Il se peut [...] que le vieil homme soit dans le besoin : emportez assez de matériel avec vous pour l'aider s'il le demande. [...] Faites de votre mieux, MAIS TROUVEZ LIVINGSTONE[19] ! »

* Malheureusement pour les apôtres de la civilisation européenne, la première traversée de l'Afrique centrale consignée, ignorée de Stanley et de la plupart des autres explorateurs blancs, avait été effectuée par deux trafiquants d'esclaves mulâtres un demi-siècle auparavant, Pedro Baptista et Anastasio José. Ils furent également les premiers à faire le voyage aller-retour.

Cette scène fournit la matière de la splendide introduction du premier livre de Stanley, *Comment j'ai retrouvé Livingstone*, et elle fait apparaître Bennett, à qui le volume est dédié, comme l'initiateur perspicace de cette grande aventure. En réalité, il semble que cette conversation n'ait jamais eu lieu, de près ni de loin. Les pages du journal de Stanley correspondant aux alentours des dates où se serait déroulée cette prétendue rencontre ont été arrachées, et en fait Stanley ne se mit en quête de Livingstone que plus d'un an après.

En dépit de ses outrances, le récit de sa convocation théâtrale à Paris par Bennett permit à Stanley de vendre beaucoup d'exemplaires de son livre, détail d'importance pour lui. En tant qu'explorateur, il cherchait davantage que la célébrité ; son sens du mélodrame fit de lui, comme l'a remarqué un historien, « l'ancêtre de tous les écrivains voyageurs ultérieurs[20] ». Ses articles, livres et tournées de conférences l'enrichirent bien davantage que tout autre auteur du même genre de son époque, et probablement du siècle suivant. Chaque fois qu'il faisait un pas en Afrique, Stanley prévoyait la manière dont il raconterait son histoire une fois de retour chez lui. D'une façon qui anticipait le siècle suivant, il passait son temps à peaufiner les détails de sa propre célébrité.

Afin de ne laisser aucun indice à d'éventuels concurrents recherchant Livingstone, Stanley prit soin, à son départ pour l'Afrique, de raconter qu'il avait l'intention d'explorer le fleuve Rufiji, et il se rendit d'abord à Zanzibar dans le but de recruter des porteurs pour son équipement. De là, il adressa une quantité de lettres à Katie Gough-Roberts, une jeune femme de son village natal de Denbigh qu'il avait brièvement courtisée. Leurs relations, empesées et tendues, avaient été ponctuées par les nombreux départs

de Stanley pour des missions journalistiques, mais dans ses lettres il lui ouvrait complètement son cœur, allant jusqu'à lui confesser le secret de sa naissance illégitime. Il avait l'intention de l'épouser à son retour, lorsqu'il aurait retrouvé Livingstone.

Enfin, au printemps de 1871, accompagné d'un chien appelé Omar, de porteurs, de gardes armés, d'un interprète, de cuisiniers, d'un guide chargé du drapeau américain et de deux marins britanniques – au total cent quatre-vingt-dix hommes, soit la plus importante expédition d'exploration de l'Afrique à ce jour –, Stanley partit de la côte orientale et s'enfonça à l'intérieur des terres pour retrouver Livingstone, que les Européens n'avaient alors pas revu depuis cinq ans. « Où qu'il soit, déclara-t-il aux lecteurs new-yorkais de son journal, soyez sûrs que je n'abandonnerai pas les recherches. S'il est vivant, vous entendrez ce qu'il a à dire ; s'il est mort, je trouverai ses os et je vous les rapporterai[21]. »

Stanley dut écumer le pays pendant plus de huit mois avant de rejoindre l'explorateur et de pouvoir prononcer la célèbre question : « Docteur Livingstone, je suppose ? » Le flot de ses dépêches et le sentiment qu'avait Bennett de tenir là un des scoops les plus intéressants du siècle sur le plan humain muèrent cette longue quête en légende. Comme Stanley resta la seule source d'information sur ses recherches (ses deux compagnons blancs étant morts pendant l'expédition et nul ne s'étant jamais donné la peine de questionner les porteurs survivants), cette légende garda son caractère héroïque : des mois de marche ardue, de redoutables marais, de méchants trafiquants d'esclaves « arabes », de mystérieuses maladies mortelles, le péril représenté par les attaques de crocodiles, et, pour finir, la découverte triomphale par Stanley du doux Dr Livingstone.

Dans sa prose, Stanley nimbe ce dernier de l'auréole du père noble qu'il cherchait depuis longtemps et qu'il avait dans une certaine mesure trouvé. Selon lui, l'homme sage et expérimenté et le jeune héros intrépide se lièrent vite d'amitié durant leurs mois d'exploration commune. (Ils longèrent en bateau l'extrémité nord du lac Tanganyika, dans l'espoir de découvrir le lieu d'où s'écoulait le Nil, mais eurent la déception de ne trouver que celui où affluait un autre fleuve.) L'aîné des deux hommes légua sa sagesse à son cadet avant qu'ils ne se disent tristement adieu et ne se séparent à jamais. De façon fort opportune pour Stanley, Livingstone resta en Afrique et y mourut peu après, avant d'avoir eu le temps de rentrer chez lui, où il aurait partagé les feux de la gloire ou fait un récit tout à fait différent de l'aventure. Stanley sut avec ruse saupoudrer son récit de chefs pittoresques, de sultans exotiques et de serviteurs fidèles, le tout introduit par des généralisations hâtives qui permettaient à ses lecteurs de se sentir à l'aise dans un monde inconnu : « L'Arabe ne change jamais » ; « Le bania est un commerçant né » ; « Je voue un grand mépris aux métis[22] ».

Contrairement au pacifique et paternaliste Livingstone, qui voyageait sans large escorte de suiveurs lourdement armés, Stanley était un tyran cruel et brutal. « Les Noirs sont une immense source de problèmes ; ils manquent trop de gratitude pour me plaire[23] », écrivit-il durant son voyage. Bien qu'adoucis par des révisions successives, ses récits le montrent enclin à des explosions de rage. C'est à la baguette qu'il menait ses hommes à travers collines et marais. « Lorsque la boue et l'humidité minaient l'énergie physique de ceux enclins à la paresse, un coup de fouet sur l'échine leur redonnait du nerf – parfois même en surplus[24]. » Quoiqu'il n'eût déserté de l'armée américaine

qu'une demi-douzaine d'années plus tôt, Stanley notait désormais avec satisfaction comment « les incorrigibles déserteurs [...] étaient correctement flagellés et enchaînés[25] ». Il se peut que les habitants des villages traversés par l'expédition aient pris celle-ci pour une caravane d'esclaves parmi d'autres.

Comme bien des Blancs après lui, Stanley trouva que l'Afrique était pratiquement vide. « Pays non peuplé, la décrivait-il. Quelle colonie pourrait être installée dans cette vallée ! Voyez, elle est assez vaste pour abriter une large population. Imaginez un clocher s'élevant là où se dresse la couronne de feuillage sombre de ce tamarinier, et le spectacle charmant d'une ou deux dizaines de jolis cottages à la place de ces buissons d'épines et de ces gommiers[26] ! » Et encore : « La race anglo-saxonne a déjà donné [...] beaucoup de pères fondateurs, et lorsque l'Amérique sera remplie de leurs descendants, qui dit que l'Afrique [...] ne deviendra pas leur prochain lieu de repos[27] ? »

Dans son propre esprit et dans celui de son public, l'avenir de Stanley était désormais fermement lié à l'Afrique. À son retour en Europe, la presse française compara sa découverte de Livingstone à la traversée des Alpes par Hannibal et Napoléon. Le général William Tecumseh Sherman formula une comparaison encore plus appropriée, étant donné que Stanley avait tendance à se vanter de tirer sur tout ce qui se dressait sur son chemin. À la suite d'un petit-déjeuner avec l'explorateur à Paris, il déclara que le voyage de Stanley lui rappelait la tactique de la terre brûlée qu'il avait mise en œuvre lors de sa marche vers la mer à la fin de la guerre de Sécession[28].

Les Britanniques se montrèrent plus hostiles. La Royal Geographical Society ayant tardé à envoyer une expédition à la recherche de Livingstone, ses membres furent

consternés de croiser Stanley en Afrique au moment même où il embarquait triomphalement à bord d'un navire pour rentrer au pays. Dans les déclarations froissées des fonctionnaires de ladite société, on lut entre les lignes une exaspération inspirée par le fait que l'enfant du pays n'avait été retrouvé ni par un véritable explorateur ni par un vrai Anglais, mais par un « pigiste » écrivant pour la presse américaine à sensation. De plus, certains remarquèrent en Angleterre que l'accent américain de Stanley avait tendance à devenir gallois lorsqu'il s'énervait. Les rumeurs qui couraient sur ses origines galloises et sa naissance illégitime ennuyaient profondément Stanley. Comme il écrivait pour un journal américain chauvin et antibritannique, il clamait en effet haut et fort qu'il était né et avait été éduqué aux États-Unis. (Parfois il laissait entendre qu'il venait de New York, parfois de Saint Louis. Mark Twain adressa une lettre à son « collègue du Missouri[29] » pour le féliciter d'avoir retrouvé Livingstone.)

Et à présent Stanley, toujours prompt à se sentir rejeté, notamment par le gratin anglais, se vit lui-même repoussé par sa fiancée. Il découvrait en effet que Katie Gough-Roberts, pendant qu'il était en voyage, avait épousé un architecte du nom de Bradshaw. Il essaya désespérément de récupérer les lettres qu'il lui avait envoyées, à commencer par celle dans laquelle il lui confiait ses origines. Mais lorsqu'il la lui demanda par écrit, elle n'accepta de le faire qu'en mains propres. Elle assista avec son mari à une conférence donnée à Manchester par Stanley, puis se rendit à la maison où logeait celui-ci et demanda au majordome de prévenir son maître qu'elle avait apporté ladite lettre. Stanley renvoya le majordome prendre la missive ; de nouveau, elle ne voulut la remettre à personne d'autre que son auteur. Comme il refusa de venir à la porte elle

repartit, toujours porteuse de la lettre. Stanley garda donc son orgueil blessé, telle une blessure ouverte. Avant peu, il chercherait un réconfort en repartant une fois de plus pour l'Afrique.

Chapitre II

LE RENARD TRAVERSE LA RIVIÈRE

Au printemps de 1872, les télégraphes transmirent l'information selon laquelle Stanley avait retrouvé Livingstone. Ce genre de nouvelles était accueilli avec un vif intérêt par un homme grand et auguste de trente-sept ans, à la barbe en éventail, qui résidait dans le château de Laeken, bâtisse pleine de coins et de recoins située sur une petite colline des environs de Bruxelles.

Sept ans plus tôt, à la mort de son père, Léopold avait hérité du titre attribué aux monarques de son pays : roi des Belges. La Belgique était elle-même à peine plus âgée que son jeune souverain. Après avoir subi les dominations espagnole, autrichienne, française et hollandaise, elle n'avait acquis son indépendance qu'en 1830, à la suite d'une révolte contre les Pays-Bas. Un roi étant, selon la règle, nécessaire à tout pays, cette jeune nation en avait donc cherché un et avait fini par porter son choix sur un prince allemand apparenté à la famille royale britannique, qui s'était installé sur le trône belge avec le titre de Léopold Ier.

Un mélange mal assimilé de citoyens parlant le français et d'autres le flamand, comme était alors appelé le néerlandais en usage dans la moitié nord de la Belgique, composait

cette petite nation. À la cour de son père, le futur roi Léopold II[1] parla français et allemand dès l'enfance, et il sut vite s'exprimer couramment en anglais. Pourtant, bien qu'il en pimentât de temps à autre ses discours de quelques phrases, il ne se donna jamais le mal d'apprendre le néerlandais, parlé par plus de la moitié de ses sujets. Léopold n'était pas le seul à faire preuve de ce snobisme, car à l'époque l'amère division linguistique de son pays indiquait la classe sociale autant que la région. Même dans le Nord, les hommes d'affaires et les membres des professions libérales avaient tendance à parler français et à toiser les pauvres travailleurs agricoles et les ouvriers qui s'exprimaient en néerlandais.

Le mariage des parents du jeune Léopold avait été une union politique dénuée d'amour. Des trois enfants qui en étaient issus, l'aîné était un garçon dégingandé, gauche en société, auquel on préférait manifestement la sœur et le frère cadets. À quatorze ans, il reçut une lettre de sa mère : « J'ai été très contrariée de voir dans le rapport du colonel que vous aviez une fois de plus fait preuve d'une grande paresse et que vos exercices avaient été si mauvais et si peu soignés. Vous m'aviez promis autre chose, et j'espère que vous vous efforcerez de faire mieux la prochaine fois. Votre père a été aussi contrarié que moi par ce dernier bulletin[2]. » Le jeune héritier ne s'intéressait que fort peu à ses études, à l'exception notable de la géographie. Depuis l'âge de dix ans, il suivait une formation militaire ; à quinze ans, il était lieutenant dans l'armée belge, à seize ans capitaine, à dix-huit ans commandant, à dix-neuf ans colonel, et il devint général à vingt ans. Sur un portrait officiel le représentant à peu près à cet âge, il porte épée, ceinture de soie cramoisie et médailles. Maigre comme un clou, le jeune Léopold a l'air coincé : ses épaulettes dorées semblent trop

larges pour ses épaules, sa tête trop volumineuse pour son torse.

Quand Léopold voulait voir son père, il devait lui demander audience. Lorsque le père avait quelque chose à dire au fils, il le lui communiquait par l'intermédiaire d'un de ses secrétaires. Ce fut dans ce cadre glacial que, dès l'adolescence, Léopold apprit à rassembler autour de lui un réseau de personnes désireuses d'obtenir ses bonnes grâces. Les fonctionnaires de la Cour se révélèrent avides de sympathiser avec le futur monarque, de lui montrer des documents, de l'éclairer sur le fonctionnement du gouvernement, de satisfaire sa passion pour les cartes et les informations sur les contrées éloignées du monde.

En dépit du peu d'affection qui liait le père au fils, le vieux roi était un observateur perspicace. « Léopold est timide et rusé, confia-t-il à l'un de ses ministres. Il ne prend jamais de risques. L'autre jour [...] j'observais un renard qui voulait traverser inaperçu une rivière : il a commencé par plonger la patte dans l'eau pour mesurer sa profondeur, puis il a traversé très lentement, avec un luxe de précautions. C'est ainsi que procède Léopold[3] ! » Ce dernier ne serait pas toujours aussi prudent : il irait parfois trop loin ou montrerait trop clairement quelle proie il traquait. Mais il y a effectivement du fin renard dans la manière dont ce monarque constitutionnel d'un petit pays de plus en plus démocratique devint le dirigeant totalitaire d'un vaste empire sur un autre continent. La dissimulation et la sournoiserie furent ses méthodes éprouvées, tout comme le renard utilise ces mêmes qualités pour survivre dans un monde de chasseurs et d'animaux plus gros que lui.

En 1853, quand Léopold eut dix-huit ans, son père l'emmena en Autriche et, comme il cherchait avidement à

se lier avec l'Empire austro-hongrois, il le maria à un bon parti : l'archiduchesse Marie-Henriette, de la famille des Habsbourg.

Aucune union n'aurait pu être plus désastreuse. À seize ans, la jeune mariée était surtout réputée pour la passion qu'elle portait aux chevaux et pour son rire rauque, totalement dénué de noblesse. Léopold, lui, avait une forte tendance à tomber de cheval et il ne manifestait aucun sens de l'humour. C'était un jeune homme dégingandé et hautain que sa cousine germaine, la reine Victoria d'Angleterre, trouvait « très bizarre » et porté « à faire des réflexions désagréables aux gens[4] ». Connu à l'époque sous le titre de duc de Brabant, Léopold nourrissait à l'égard du commerce une obsession pédante qui déconcertait tout le monde. À Vienne, une dame observa que ces fiançailles déroutantes se concluaient « entre un palefrenier et une nonne, et par nonne j'entends le duc de Brabant[5] ».

Léopold et Marie-Henriette se détestèrent au premier regard, et leurs sentiments n'évoluèrent apparemment jamais. Leur mariage fut une succession de catastrophes. Léopold attrapa la scarlatine. Le train amenant l'entourage royal à la frontière belge, où devait se tenir une cérémonie minutieusement organisée en vue d'accueillir Marie-Henriette, arriva en retard d'une demi-heure par la faute d'un très jeune employé du télégraphe qui avait quitté son poste pour aller écouter le concert donné par un orchestre militaire à l'occasion de l'événement. À travers la Belgique, le rire chevalin de Marie-Henriette résonna dans toutes les salles de réception des mairies. Pendant leur voyage de noces à Venise, elle fondit en larmes en public parce que son mari lui interdisait une promenade en gondole, alors que des musiciens et des gondoliers avaient été réservés. Léopold laissait passer des journées entières sans lui

adresser la parole. « Si Dieu entend mes prières, écrivit-elle à une amie un mois après son mariage, je ne vivrai plus très longtemps[6]. »

À l'image de maints jeunes couples de l'époque, les nouveaux mariés paraissaient considérer le sexe comme un mystère effrayant. Cependant, ils furent des rares à bénéficier sur ce sujet de conseils fournis par la femme même qui donna son nom à leur temps. Lors d'une visite rendue à leur cousine Victoria en Angleterre, la reine formula délicatement ses doutes sur la consommation de leur mariage dans une lettre adressée au père du jeune époux. Elle prit en aparté Marie-Henriette pour lui expliquer ce qu'on attendait d'elle, tandis que son mari, le prince Albert, faisait de même avec le futur roi, âgé de dix-huit ans. Personne ne s'était apparemment donné ce mal jusque-là, car lorsque Marie-Henriette attendit un héritier quelques années plus tard, Léopold écrivit à Albert : « ... tous les conseils avisés et pratiques que vous m'avez donnés [...] ont maintenant porté leur fruit[7] ». Leur union resta néanmoins misérable. Marie-Henriette passait la plus claire partie de ses journées à cheval pour fuir le château de Laeken. De son côté, Léopold se soulagea rapidement de ses frustrations sur une scène plus vaste.

Lorsqu'il songeait au trône qui allait devenir le sien, il ne cachait pas son exaspération. « *Petit pays, petites gens** », déclara-t-il une fois à propos de la Belgique. Son royaume, d'une superficie moitié moins vaste que celle de la Virginie-Occidentale, se situait entre la France de Napoléon III, beaucoup plus grandiose, et l'Empire allemand, qui

* En français dans le texte original, de même que, dans les pages qui suivent, les autres mots ou groupes de mots en italique suivis d'un astérisque et ne faisant pas l'objet d'une note en bas de page *(NdT)*.

connaissait une ascension rapide. Le jeune héritier se montrait irrité et impatient. Le pays dont il deviendrait le monarque paraissait trop petit pour ses ambitions.

Il tourna son regard vers l'étranger. Avant même d'avoir vingt ans, Léopold, crayon et calepin à la main, visita les Balkans, Constantinople, la mer Égée et l'Égypte, se déplaçant en grande pompe à bord de bateaux britanniques et turcs, et donnant à son retour en Belgique d'ennuyeux discours sur le rôle susceptible d'être tenu par la Belgique dans le commerce mondial. Du khédive d'Égypte, il obtint la promesse de fonder en participation une compagnie de navires à vapeur reliant Alexandrie à Anvers. Il essaya d'acheter des lacs du delta du Nil, afin de pouvoir les drainer et déclarer ensuite que les terres obtenues étaient une colonie. Il écrivit : « On achèterait pour trente mille francs un petit royaume en Abyssinie. [...] Si au lieu de parler de neutralité la Chambre s'occupait de notre commerce, la Belgique deviendrait le pays le plus riche du monde[8]. »

Au XIXe siècle, tout comme aujourd'hui, Séville déployait un magnifique éventail de fontaines et de jardins murés, de toits de tuiles rouges, de murs de stuc blanc et de fenêtres ornées de grilles en fer forgé, d'orangers, de citronniers et de palmiers. Une foule de visiteurs empruntait les étroites ruelles pavées qui serpentaient à travers la ville espagnole pour aller admirer une des plus vastes cathédrales gothiques d'Europe.

Lorsque Léopold, âgé de vingt-six ans, arriva là en mars 1862, ce n'était pas pour voir la cathédrale, ni les célèbres mosaïques et cours du palais de l'Alcazar aux carrelages éblouissants. Il préféra passer un mois entier dans la Casa Lonja, l'ancienne Bourse, bâtiment massif et carré érigé face à la cathédrale.

Depuis deux siècles, Séville était le port par lequel transitaient tout l'or, l'argent et les autres richesses des colonies à leur arrivée en Espagne ; quatre-vingts ans environ avant la visite de Léopold, le roi Charles III avait donné l'ordre que soient rassemblés dans ce bâtiment tous les décrets, archives du gouvernement et de la Cour, correspondances, cartes et dessins d'architectes concernant la conquête espagnole des Amériques. Abritées sous un toit unique, ces quatre-vingt-six millions de pages manuscrites, qui comprennent le manifeste d'approvisionnement d'un des navires de Christophe Colomb, ont fait de ces Archives générales des Antilles un des grands lieux de mémoire du monde. Négligeant ses devoirs scolaires, ne montrant aucun goût pour les arts, la musique ou la littérature, Léopold était néanmoins un étudiant passionné dans un domaine : le profit. Durant son séjour d'un mois à Séville, il écrivit à un ami : « Je suis très occupé à consulter les archives des Antilles et à calculer les bénéfices que l'Espagne a tirés et tire aujourd'hui de ses colonies[9]. » L'homme dont le futur empire allait être intimement lié aux multinationales du XXe siècle commença par étudier les documents se rapportant aux conquistadores.

Ces recherches aiguisèrent son appétit et augmentèrent son impatience. Sous prétexte que ses médecins lui prescrivaient de longues croisières sous des climats chauds, il poussa plus loin ses voyages, afin d'échapper à sa misérable vie domestique. En 1864, âgé de vingt-neuf ans et plus que jamais obsédé par les colonies, il partit pour les possessions britanniques de Ceylan, des Indes et de Birmanie. Il visita également les Indes orientales, des îles appartenant, à son grand agacement, aux Pays-Bas – ces voisins de la Belgique qui, malgré leur petite taille, avaient su acquérir des colonies lucratives.

L'intérêt du futur roi pour les Indes orientales hollandaises fut stimulé par un curieux traité en deux volumes intitulé *Java; or, How to Manage a Colony* (« Java, ou comment gérer une colonie »). Fasciné par cet ouvrage, Léopold entreprit une correspondance avec son auteur, un avocat anglais répondant au nom on ne peut plus approprié de J. W. B. Money. Money avait été impressionné par les plantations de café, de sucre, d'indigo et de tabac de Java, dont les bénéfices avaient servi à financer les chemins de fer et routes hollandais. À en juger par les actions ultérieures de Léopold, nous pouvons deviner ce qui retint son attention dans ce livre. Money y décrivait, par exemple, le monopole d'une concession commerciale accordé à une société privée – dont un des actionnaires principaux était le souverain des Pays-Bas. Afin de stimuler la production, les propriétaires de plantation hollandais versaient des primes aux contremaîtres de Java en fonction de l'importance de la récolte. Money notait également que les importants bénéfices réalisés par les Hollandais à Java reposaient sur la main-d'œuvre forcée. En accord avec lui, Léopold observa que le travail forcé était « la seule façon de civiliser et d'élever ces populations indolentes et corrompues de l'Extrême-Orient[10] ».

Rares étaient les Belges qui partageaient les rêves colonisateurs de Léopold. Des considérations pratiques, mesquines à ses yeux, les en empêchaient, telle l'absence d'une flotte marchande ou d'une marine belges. Devenu roi, il offrira au retour d'un de ses voyages un cadeau au ministre des Finances, opposant déclaré aux colonies : son portrait serti dans un morceau de marbre provenant des ruines de l'Acropole, autour duquel était gravée l'inscription : « *Il faut à la Belgique une colonie** ».

Où la trouverait-il ? De vingt à trente ans, Léopold parcourut le monde. Il écrivit à un aide de camp :

> La province argentine d'Entre Ríos et la toute petite île de Martín García, au confluent de l'Uruguay et du Paraná, m'intéressent tout particulièrement. À qui est cette île ? Pourrait-on l'acheter, et y établir un port franc sous la protection morale du roi des Belges ? [...] Rien ne serait plus facile que de devenir dans les États argentins propriétaire de territoires trois ou quatre fois grands comme la Belgique[11].

Il investit dans la Compagnie du canal de Suez. Il demanda à un aide de camp d'essayer d'acquérir Fidji, car on ne devait pas « laisser échapper une aussi belle proie[12] ». Il s'intéressa de très près aux chemins de fer brésiliens et à la location à bail de territoires sur l'île de Formose.

Dans ses lettres et ses mémorandums, Léopold ne cesse de presser ses correspondants d'acquérir une colonie. Ces écrits semblent émaner d'un être sevré d'amour dans l'enfance, empli désormais du désir obsessionnel d'un substitut émotionnel, pareil à celui d'une personne qui s'emmêle dans une querelle avec un frère ou une sœur au sujet d'un héritage, ou dans un litige avec un voisin à propos de la limite d'une propriété. Léopold est habité par une soif d'obtenir davantage qui peut devenir insatiable, et dont la satisfaction apparente ne fait qu'exacerber cette sensation de manque et aiguiser le besoin d'acquérir encore plus.

Durant toute la période du XIXe siècle où l'Europe chercha systématiquement à établir des colonies en Afrique et en Asie, le colonialisme fut justifié de diverses façons : il christianisait les païens, civilisait les barbares ou apportait

à tout le monde les bénéfices miraculeux du libre commerce. Dans le cas de l'Afrique émergea un nouveau motif rationnel : en finir avec la traite « arabe » des esclaves. À ce stade précoce de sa carrière, le futur Léopold II n'essaya toutefois pas de masquer ses ambitions derrière ce genre de rhétorique. Pour lui, les colonies n'existaient que dans un seul but : son enrichissement et celui de son pays. « La Belgique n'exploite pas le monde, se plaignit-il auprès d'un de ses conseillers. Nous devons lui donner ce goût[13]. »

Peu importait à Léopold que la richesse coloniale qu'il briguait émanât des métaux précieux recherchés par les Espagnols en Amérique du Sud, de l'agriculture ou – comme cela allait être le cas – d'une matière première au potentiel encore insoupçonné. Comptait avant tout la taille des bénéfices. Son besoin de colonies était néanmoins déterminé par une soif non seulement d'argent mais de pouvoir. En Europe occidentale, après tout, les temps changeaient rapidement et le rôle d'un roi n'était plus aussi agréable qu'autrefois. L'ennuyait surtout le fait qu'en Belgique, comme dans les pays voisins, l'autorité royale laissait graduellement la place à celle d'un parlement élu. Lorsque quelqu'un, un jour, voulant faire un compliment à Léopold II, déclara qu'il ferait un « excellent président de la République », le roi se tourna avec mépris vers Jules Thiriar, le fidèle médecin de la Cour, et lui demanda : « Que diriez-vous, docteur, si on vous félicitait d'être un "grand vétérinaire"[14] ? » Le dirigeant d'une colonie n'aurait pas à se soucier d'un parlement.

Après son accession au trône en 1865, Léopold redoubla d'agitation. Lors d'une réception à Paris en 1867, un maréchal français trouva qu'il se distinguait « par sa grande taille, son grand nez et sa grande barbe ; avec son épée qui battait ses jambes, il avait l'air d'un fonctionnaire ayant

endossé un uniforme sans savoir comment le porter[15] ». Son nez frappait tout le monde. « Ce nez, écrivit Disraeli, est celui d'un jeune prince de conte de fées qui a été banni par une sorcière[16]. »

Dans son foyer, la vie allait de mal en pis. En 1869, son fils, âgé de neuf ans, tomba dans une mare, attrapa une pneumonie et mourut. Aux obsèques, pour la seule fois de sa vie, Léopold s'effondra en public. Il tomba à genoux à côté du cercueil et éclata en sanglots incontrôlables. Cela ne l'empêcha pas d'avoir la présence d'esprit de demander au Parlement de passer une loi afin que les funérailles royales soient prises en charge par l'État.

La perte de son fils unique fut particulièrement accablante, car Léopold était convaincu que les trônes et propriétés royales devaient revenir aux seuls hommes. Trois filles, Louise, Stéphanie et Clémentine, naquirent toutefois de son union avec Marie-Henriette, mais aucun autre fils. Lorsque sa dernière fille, Clémentine, vint au monde, « le roi se mit en rage et prit en grippe son admirable épouse[17] », selon Louise ; dès le début, écrit-elle, « le roi ne s'occupa guère de moi ou de mes sœurs[18] ». Sans succès, Léopold tenta d'échapper à l'application d'une loi belge qui l'obligeait à léguer ses biens à ses enfants.

Marie-Henriette trouvait un réconfort auprès de ses chevaux bien-aimés, qu'elle entraînait elle-même. Un jour, la princesse Louise vit un cheval pénétrer dans le château de Laeken et, obéissant aux ordres de sa mère, grimper les escaliers jusqu'aux appartements de la reine et les redescendre. Marie-Henriette se lia d'amitié avec le ministre de la Guerre. Lors des manœuvres, à la stupéfaction des attachés militaires, il l'invitait parfois à mener les charges de cavalerie.

Comme il n'avait toujours pas de colonie à diriger, Léopold se concentra sur des projets architecturaux dans

son pays. Il aimait les monuments, les grands parcs, les larges boulevards et les palais grandioses. Peu après son accession au trône, il se lança dans un programme de rénovations de Laeken[19] qui allait durer toute sa vie. Par le biais d'achats et d'expropriations, il multiplia par sept la superficie du domaine royal. Un habitant du quartier ayant refusé de déménager, Léopold fit élever un haut remblai de terre autour de la propriété de ce récalcitrant. Parmi les nouveaux bâtiments fut édifiée à Laeken une suite de serres. Leur construction enfin achevée, on pouvait, en les empruntant puis en traversant le château et une série de couloirs reliés les uns aux autres, marcher à l'abri pendant plus d'un kilomètre. Plus tard, un jour où le roi montrait à son neveu, le prince Albert, des travaux en cours, ce dernier remarqua : « Mon oncle, cela va devenir un petit Versailles ! – Petit[20] ? » répliqua Léopold.

Si Léopold était un personnage de fiction, son créateur pourrait, à ce stade de l'histoire, introduire en contrepoint un personnage secondaire dont le destin représenterait un sinistre avertissement de l'aboutissement éventuel des rêves d'empire. Mais Léopold disposait déjà dans sa vie d'une telle personne, qui remplissait mieux ce rôle que n'importe quel personnage sorti de l'imagination d'un romancier : sa propre sœur.

La famille royale belge, toujours avide de former des alliances avec les Habsbourg, avait marié la sœur cadette de Léopold, Charlotte, à l'archiduc Maximilien, frère de l'empereur d'Autriche-Hongrie. En 1864, Maximilien et son épouse, dont le prénom avait été hispanisé en Carlota, furent installés sur le trône impérial de pacotille du Mexique par Napoléon III, qui manœuvrait pour établir dans ce pays un régime aligné sur la France. Léopold

apporta un soutien enthousiaste à l'aventure de sa sœur, qui allait bâtir un empire. Acclamés par le public européen, Maximilien et Carlota partirent pour leur nouveau territoire. Le jeune et beau couple royal, disait-on, marchait sur les pas des conquistadores. Mais la plupart des Mexicains refusèrent, et on les comprend, de se voir imposer de tels dirigeants, et ils se rebellèrent. L'empire naissant s'effondra et, en juin 1867, les rebelles capturèrent et exécutèrent Maximilien. Il mourut sans gloire, mais non sans élégance : il serra les mains des membres du peloton d'exécution, leur remit des pièces d'or, désigna son cœur et déclara : « *Muchachos, visez bien*[21]. »

L'année précédente, Carlota était retournée en Europe plaider la cause du régime défaillant de son époux. Comme Napoléon III ne désirait pas envoyer la force militaire nécessaire pour réaliser ses ambitions mexicaines, Carlota se rendit à Rome, afin de supplier le pape de lui accorder son aide. En chemin, elle commença à se conduire bizarrement. La psychiatrie moderne apporterait sans doute un diagnostic plus précis, mais le langage de son époque apparaît plus approprié : Carlota sombra dans la folie. Elle prit un joueur d'orgue de Barbarie des rues pour un colonel mexicain déguisé et elle était convaincue que toutes sortes d'espions essayaient de l'empoisonner. Par précaution elle ne mangeait que des oranges et des noix, en passant au peigne fin pelures et coquilles pour s'assurer que personne n'y avait touché. Elle faisait arrêter son cocher à la fontaine de Trevi pour y remplir un pichet en cristal d'une eau qu'elle était certaine de pouvoir boire. On avait installé un petit poêle à bois dans sa suite d'hôtel. Plusieurs poulets, qu'on ne pouvait tuer et cuire qu'en sa présence, étaient ligotés aux pieds de la table. Devant son personnel, désespéré mais obéissant, la chambre de

Carlota s'emplit lentement de plumes et de fientes de poulet.

Le visage empourpré et en larmes, Carlota fit irruption chez le pape un matin où il finissait de prendre son petit-déjeuner, plongea les doigts dans son chocolat chaud et les lécha avidement en déclarant : « Au moins, ça n'est pas empoisonné. Tous les aliments qu'on me donne sont drogués, et je meurs de faim, je meurs littéralement de faim[22] ! » Un cardinal et le commandant de la garde suisse la firent sortir de la pièce. Sur ces entrefaites, elle fournit au commandant des gardes une liste des membres de sa suite qui devaient être arrêtés pour trahison.

Les aides de camp de Carlota envoyèrent en urgence à Léopold un télégramme à Bruxelles. Comme il ne voulait pas que sa sœur jacasse partout en Europe dans cet état, il l'installa avec ses gardiens dans différents châteaux belges, à l'abri des regards. On ne la revit plus dans le vaste monde. Par peur de la déséquilibrer davantage, personne n'osa lui apprendre pendant quelques mois l'exécution de Maximilien ; quand la nouvelle lui fut enfin communiquée Carlota refusa d'y croire. Elle continua à envoyer lettres et cadeaux à son époux, persuadée qu'il deviendrait bientôt empereur de France, d'Espagne et du Portugal.

L'effondrement, en un laps de temps si court, de l'empire de sa sœur et de son beau-frère ne calma pas pour autant les ambitions de Léopold de posséder son propre empire. Tout autour de lui, il constatait les frémissements d'une nouvelle ère coloniale ; c'était l'époque où Cecil Rhodes, futur homme politique et magnat des diamants sud-africains, déclarait : « J'annexerais les planètes si je le pouvais. » En 1875, Léopold tenta d'acheter les Philippines à l'Espagne, mais fut de nouveau frustré. « Pour le moment, ni les Portugais, ni les Espagnols, ni les Hollandais n'ont

envie de vendre », écrivit-il à ses fonctionnaires cette année-là, ajoutant : « J'ai l'intention de découvrir en toute discrétion si quelque chose peut être accompli en Afrique[23]. »

Au milieu des années 1870, il était logique qu'un aspirant colonialiste s'intéresse à l'Afrique subsaharienne. Les Britanniques et les Boers contrôlaient l'Afrique du Sud, et un Portugal affaibli manifestait des prétentions sur la plus grande partie de l'ancien royaume du Kongo, ainsi que sur le Mozambique, sur la côte orientale. Le long du grand renflement occidental de l'Afrique, le Portugal, l'Espagne, la Grande-Bretagne et la France possédaient quelques îles et des petites poches de territoire. En dehors d'elles, environ quatre-vingts pour cent de toutes les terres africaines restaient sous la domination de dirigeants autochtones. Elles étaient mûres pour être conquises – ou, comme Léopold apprit à le formuler, pour être protégées.

Léopold passa au peigne fin les *Proceedings of the Royal Geographical Society* (« Actes de la Société royale de géographie ») afin de se documenter sur le continent et suivit attentivement les expéditions des explorateurs blancs. Il rédigea un énorme volume de notes, d'une écriture presque illisible. Lorsqu'on apprit en 1875 que l'explorateur écossais Verney Lovett Cameron, sur le point de devenir le premier Européen à traverser l'Afrique d'est en ouest, manquait de fonds, Léopold donna rapidement l'ordre de lui faire don de cent mille francs[24]. Cet argent se révéla inutile, mais le geste du roi le posa en mécène de l'exploration de l'Afrique.

À cette époque, Henry Morton Stanley se trouvait au milieu d'une autre expédition africaine. En 1874, accompagné de son imposante caravane habituelle de gardes et de porteurs, il s'était enfoncé de la côte est vers

l'intérieur, en direction de l'espace vierge le plus immense sur la carte, le cœur équatorial du continent, où aucun Européen n'avait encore mis les pieds. En chemin, il avait l'intention de cartographier plusieurs des grands lacs de l'Afrique orientale, et de pousser ensuite en direction d'un grand fleuve situé plus à l'ouest, qui pouvait être le début du Nil ou du Congo. Alors qu'il était encore près de la côte, des messagers rapportèrent les dépêches de Stanley ; puis on n'entendit plus parler de lui.

Léopold constata que Livingstone, Stanley et les autres explorateurs avaient réussi à émouvoir les Européens avec leurs descriptions de négriers « arabes », convoyant de tristes caravanes de captifs enchaînés vers la côte est de l'Afrique. Roi d'un petit pays dont la population ne s'intéressait pas aux colonies, il savait que toute tentative de colonisation de sa part devrait comporter un fort vernis humanitaire. Parmi ses objectifs, il se devrait de souligner la diminution de la traite des esclaves, l'élévation morale et les progrès de la science, et non les bénéfices. En 1876, il lança l'organisation d'une manifestation destinée à établir son image de philanthrope et à lui permettre de faire avancer ses ambitions africaines : une conférence d'explorateurs et de géographes dont il serait l'hôte.

Il envoya un homme de confiance à Berlin pour y recruter des participants allemands tandis que lui-même traversait la Manche incognito pour s'installer dans une suite du Claridge. Le jeune homme maladroit et naïf qui plus de vingt ans auparavant avait rendu visite à la reine Victoria pendant son voyage de noces n'était plus qu'un lointain souvenir. Si nous le regardons désormais se déplacer dans Londres, il apparaît pour la première fois de sa vie raffiné et cosmopolite, détendu, calmement décidé. Il ne fréquente pratiquement qu'un monde d'hommes, mais

il se souvient des prénoms de leurs femmes et de leurs enfants, et demande souvent chaleureusement de leurs nouvelles. Il cache ses frustrations ; sa soif douloureuse de colonies est modérée par la conscience de devoir procéder par subterfuge et flatterie. Il rend visite à sa chère cousine Victoria dans son château de Balmoral, dîne deux fois avec son fils, le prince de Galles, et rencontre des géographes et militaires éminents. Avec habileté, il déjeune aussi avec la baronne Angela Burdett-Coutts, bien connue pour son aide aux missionnaires. Mais surtout, il rencontre l'explorateur Cameron, à peine rentré d'une traversée de l'Afrique, et lui fait subir un interrogatoire serré sur ses voyages. Léopold découvre avec enchantement que les Britanniques ne s'intéressent que de loin aux vastes territoires dont Cameron vient d'entamer la reconnaissance. Le bassin du fleuve Congo en constitue apparemment la majeure partie – bien que Cameron lui-même ait voyagé très au sud du fleuve et qu'il n'ait pas encore d'idée claire sur son cours, comme tout le monde en Europe. Cette région devient donc l'objet des désirs du roi.

En 1876, la Conférence internationale de géographie de Léopold se réunit à Bruxelles. Dans ses instructions à ses subordonnés, aucun détail de protocole, si minime fût-il, n'a échappé à son attention : « Il faut bien écrire les noms tels que je les ai écrits. G. C. B veut dire *Great Cross of the Bath* (grand-croix du Bain), F. R. G. S. *Fellow of the Royal Geographical Society* (membre de la Société royale de géographie), K. C. B. *Knight Commander of the Bath* (commandeur de l'ordre du Bain). [...] Il faut mettre toutes ces lettres après les noms[25]. » Il envoya un navire belge à Douvres, de l'autre côté de la Manche, pour accueillir les invités britanniques, et mit à leur disposition un train express spécial pour le reste du voyage. Il ordonna

que tous les participants à la conférence soient dispensés des formalités douanières au passage de la frontière belge. Les représentants, qui venaient de tous les pays européens importants, furent salués de façon appropriée par Léopold en anglais, français ou allemand.

Parmi les treize invités belges et les vingt-quatre invités étrangers figuraient de célèbres explorateurs comme le marquis de Compiègne, un Français qui avait remonté le fleuve Ogooué au Gabon, l'Allemand Gerhard Rohlfs, qui s'était fait circoncire de manière à pouvoir passer pour un musulman lors de ses périples dans les lointaines contrées du Sahara ; des géographes tels que le baron Ferdinand von Richthofen, président de la Société géographique de Berlin ; des philanthropes comme sir Thomas Fowell Buxton, président de la Société antiesclavagiste britannique, et sir John Kennaway, président de la Church Missionary Society ; des hommes d'affaires comme William Mackinnon de la British Indian Line ; des militaires comme sir Leopold Heath, contre-amiral anglais qui avait dirigé la patrouille antiesclavagiste de la Royal Navy dans l'océan Indien, et le baron de La Roncière Le Noury, vice-amiral et président de la Société géographique de Paris. C'était la première fois au XIXe siècle que tant de personnages européens importants du monde de l'exploration se réunissaient, et les invités furent enchantés de lier connaissance dans le cadre luxueux du palais royal. Parmi les Européens éminents s'intéressant à l'Afrique, il n'y avait pratiquement qu'un seul grand absent : Stanley. La conférence reconnut son travail dans une résolution officielle. Tout le monde espérait qu'il était encore en vie, quelque part au cœur du continent africain. Personne n'avait eu de ses nouvelles depuis des mois.

Léopold n'ignorait pas que même les hommes riches et bien nés seraient enchantés de séjourner dans un palais.

Il n'eut à faire face qu'à une complication : le palais royal, dans Bruxelles, abritait en fait les bureaux du roi ; la famille royale résidait au château de Laeken, situé en banlieue. Les quartiers et les bureaux du personnel du palais royal furent donc rapidement transformés en chambres pour les invités. Afin de leur faire de la place, certains domestiques dormirent dans des placards à linge, et les bureaux, livres et armoires de rangement furent remisés à la cave ou dans les écuries. Le jour de l'ouverture, les participants à la conférence, fascinés, montèrent à la file un grandiose et nouvel escalier baroque de marbre blanc, afin d'être reçus par Léopold dans la salle du trône illuminée de sept mille chandelles. Le roi décora chacun de ses invités de la croix de Léopold. « J'ai une suite de magnifiques appartements pour moi tout seul – entièrement décorée de soie damassée or et cramoisi, écrivit sir Henry Rawlinson, général de division et membre de la Royal Geographical Society, à sa femme le premier soir. Tout est rouge, y compris l'Encre et les Munitions [papier de toilette][26] ! »

Le discours d'ouverture de Léopold fut un chef-d'œuvre. Il enveloppa toute l'entreprise dans une rhétorique empreinte de noblesse, délimita le rôle qui lui reviendrait dans les événements à venir, et garantit que ses plans recevraient l'aval de ses invités.

> Ouvrir à la civilisation la seule partie de notre globe où elle n'ait point encore pénétré, percer les ténèbres qui enveloppent des populations entières, c'est, j'ose le dire, une croisade digne de ce siècle de progrès. [...] Il m'a paru que la Belgique, État central et neutre, serait un terrain bien choisi pour une telle réunion. [...] Ai-je besoin de vous dire qu'en vous conviant à Bruxelles je n'ai pas été guidé par des vues égoïstes ? Non, messieurs,

si la Belgique est petite, elle est heureuse et satisfaite de son sort ; je n'ai d'autre ambition que de la bien servir[27].

Léopold conclut par la liste des tâches spécifiques qu'il espérait voir accomplies par la conférence, parmi lesquelles le choix de « la localisation des routes à ouvrir successivement vers l'intérieur et des stations hospitalières, scientifiques et pacificatrices à organiser comme moyen d'abolir l'esclavage, d'établir la concorde entre les chefs, de leur procurer des arbitres justes, désintéressés », etc.

Entre deux banquets somptueux, les participants à la conférence sortaient leurs cartes vierges de l'Afrique centrale et marquaient des points sur les lieux qui pourraient recevoir de telles bases « hospitalières, scientifiques et pacificatrices ». Chacune, décidèrent ces grands esprits, disposerait d'un personnel d'environ une demi-douzaine d'Européens non armés – des savants, des linguistes et des artisans qui enseigneraient des métiers aux indigènes. Chaque poste contiendrait également des laboratoires destinés à l'étude du sol, du climat, de la flore et de la faune et serait bien approvisionnée en fournitures nécessaires aux explorateurs : cartes, marchandises à troquer, vêtements de rechange, outils pour réparer les instruments scientifiques, infirmerie disposant des plus récents médicaments.

La présidence de la conférence revint au géographe russe Petr Semenov – Léopold restant modestement à l'arrière-plan. En récompense de son exploration audacieuse des montagnes Tian shan d'Asie centrale, le tsar avait autorisé Semenov à ajouter Tian-Chanski à son nom. Semenov ne connaissait toutefois à peu près rien à l'Afrique – ce qui faisait bien l'affaire de Léopold : il put ainsi facilement le manœuvrer pour que la chaîne de postes avalisée par la conférence s'étende sur le territoire

du bassin du Congo, qui l'intéressait particulièrement et que personne ne réclamait. Les participants britanniques avaient émis le souhait que ces bases soient situées plus près des possessions britanniques.

Avant de repartir pour leurs pays respectifs, les invités votèrent la fondation de l'Association internationale africaine. Dans un geste magnanime, Léopold offrit un espace à Bruxelles pour abriter son quartier général. Des comités nationaux de cette association devaient être créés dans tous les pays participants, ainsi qu'un comité international dont Léopold fut élu premier président par acclamations. Avec modestie, il affirma qu'il n'occuperait ce poste que durant un an, afin qu'une rotation permette à la présidence de revenir à des membres de différents pays. À chacun des invités, il offrit un portrait de lui-même en grand uniforme dans un cadre d'or, et, à la fois respectueux et impressionnés, explorateurs et dignitaires rentrèrent chez eux.

La nouvelle organisation reçut un accueil favorable dans l'Europe entière. Des citoyens éminents, des Rothschild au vicomte Ferdinand de Lesseps, le constructeur du canal de Suez, se hâtèrent de lui envoyer leurs contributions. À la tête des comités nationaux allaient figurer des grands-ducs, des princes et d'autres membres de familles royales, ce qui faisait grande impression, mais la plupart ne décollèrent jamais. Le comité international se réunit effectivement une fois l'année suivante, réélut Léopold président en dépit de son engagement de ne pas le redevenir, et s'évapora.

Cela n'empêcha pas Léopold de faire un pas en avant, à la manière d'un renard. Ses nombreuses tentatives d'achat d'une colonie lui avaient appris qu'aucune n'était à vendre ; il lui faudrait la conquérir. Le faire ouvertement, cependant, ne pourrait qu'indisposer à la fois le peuple belge et

les plus grandes puissances européennes. S'il devait mettre la main sur quelque chose en Afrique, il ne parviendrait à le faire qu'en persuadant tout le monde que son intérêt était purement altruiste. L'Association internationale africaine lui permit d'atteindre ce but brillamment. Le vicomte de Lesseps, parmi d'autres, déclara que les projets de Léopold étaient « la plus grande œuvre humanitaire de notre époque[28] ».

Si nous revenons en arrière et que nous observions Léopold à ce moment, nous pouvons le comparer, sur le plan politique, à un producteur de théâtre ambitieux. Il possède un talent d'organisateur et dispose de la bonne volonté du public, comme l'a prouvé le succès de sa conférence géographique. Il détient un capital d'un genre particulier : le grand pouvoir exercé par le trône même en matière de relations publiques. Il a un scénario : le rêve d'une colonie qui trotte dans sa tête depuis son adolescence. Mais il n'a encore ni scène ni distribution. Un jour de septembre 1877, cependant, alors que le roi producteur prépare sa manœuvre suivante, le *Daily Telegraph* de Londres publie une nouvelle remarquable, en provenance d'une petite ville de la côte occidentale d'Afrique. L'ouverture même que Léopold attendait. La scène et la vedette ont fait leur apparition, et le rideau peut se lever.

Chapitre III

LE MAGNIFIQUE GÂTEAU

La bourgade de Boma s'étendait sur la rive nord du fleuve Congo, à environ soixante-quinze kilomètres de l'océan Atlantique. Outre ses habitants africains, seize Blancs y vivaient, pour la plupart portugais. Ces hommes rudes, endurants, habitués à manier le fouet et le fusil[1], tenaient quelques petits comptoirs commerciaux. De même que les Européens pendant plusieurs siècles avant eux, ces marchands n'avaient jamais tenté, pour s'aventurer loin de la côte, de franchir le redoutable enchevêtrement de rochers bordant le fleuve, tout au long des trois cent cinquante kilomètres parsemés de rapides tumultueux qui l'amenaient jusqu'au niveau de la mer.

Le 5 août 1877, une heure après le coucher du soleil, quatre Noirs débraillés sortirent de la brousse à Boma. D'un village situé à environ deux jours de marche à l'intérieur des terres, ils apportaient une lettre adressée à « tout gentleman qui parle anglais à Embomma ».

Cher Monsieur,

Je suis arrivé ici de Zanzibar avec cent quinze âmes, hommes, femmes et enfants. Nous sommes maintenant

sur le point de mourir de faim [...] mais si votre ravitaillement nous arrive en temps voulu, je serai en mesure d'atteindre Embomma en quatre jours [...] le mieux serait l'équivalent de dix ou quinze charges de riz ou de grain. [...] Ces provisions doivent nous parvenir d'ici deux jours, ou la mort fera parmi nous de cruels ravages. [...]

Veuillez croire à mes sentiments dévoués,

H. M. Stanley, commandant de l'expédition anglo-américaine d'exploration de l'Afrique[2].

Le lendemain à l'aube, les marchands firent acheminer par des porteurs des pommes de terre, du poisson, du riz et des conserves destinés à Stanley. Ils avaient compris sur-le-champ la signification de la lettre : son auteur avait effectué la traversée entière du continent africain, d'est en ouest. Mais, contrairement à Verney Lovett Cameron, seul Européen à avoir accompli cet exploit avant lui, il était parvenu à l'embouchure du Congo. Par conséquent, il avait dû suivre le cours même du fleuve, et était devenu de la sorte le premier homme à en tracer la carte et à résoudre le mystère de sa source.

Ravitaillés juste à temps, Stanley et les survivants hagards de son expédition parcoururent à pas lents les derniers kilomètres les séparant de Boma. Depuis leur départ de l'île de Zanzibar, à quelques encablures de la côte orientale, ils avaient suivi un parcours en zigzag de plus de onze mille kilomètres et avaient voyagé pendant plus de deux ans et demi.

Gallois se faisant passer pour un citoyen de naissance américaine, Stanley était à lui seul l'Anglais et l'Américain de son expédition anglo-américaine. Cette dénomination, toutefois, attestait le fait que ce voyage, beaucoup plus

onéreux et ambitieux que sa recherche de Livingstone, était financé conjointement par James Gordon Bennett, du *New York Herald*, et Edward Levy-Lawson, du *Daily Telegraph* de Londres. Les deux journaux publiaient les dépêches de Stanley, qui tout au long de son périple à travers l'Afrique avait donné les noms de leurs propriétaires à des sites : mont Gordon-Bennett, rivière Gordon-Bennett, collines Levy, mont Lawson. Il avait attribué son propre nom aux chutes Stanley (Stanley Falls), au cœur du continent, et au lieu situé à la tête des rapides, environ mille six cents kilomètres en aval, où le fleuve Congo s'élargissait pour former un petit lac. Il déclara que l'idée venait de son commandant en second, Frank Pocock, qui se serait écrié : « Eh bien... nous appellerons Stanley Pool cette étendue bizarre[3] ! » Version que Pocock ne put confirmer ; il s'était noyé dans le fleuve peu après en avoir baptisé, ou sans en avoir baptisé, cette portion.

À la veille de son extraordinaire traversée de l'Afrique, Stanley était retombé amoureux, cette fois d'Alice Pike, une héritière américaine de dix-sept ans. S'éprendre d'une adolescente frivole deux fois plus jeune que lui, alors qu'il s'éloignait pour trois ans, n'était sans doute pas le chemin le plus sûr vers la félicité conjugale. Mais n'était-ce pas justement cela qui attirait Stanley, toujours aussi timoré avec les femmes ? Lui et Alice s'étaient mis d'accord pour se marier à son retour. Ils avaient signé un accord prénuptial et avaient même fixé une date pour leur union.

Son nouvel amour inspira à Stanley le nom du principal moyen de transport de son expédition. Le *Lady Alice* était une embarcation de douze mètres en cèdre espagnol, composée de cinq sections. Attachées les unes aux autres, elles formaient un bateau à rames capable de naviguer sur les lacs et fleuves africains ; séparées et suspendues à des

poteaux, elles pouvaient être acheminées par voie de terre sur des centaines de kilomètres par des équipes de porteurs.

Stanley éprouvait toujours un malaise vis-à-vis de ceux dont les talents pouvaient ternir le sien. Parmi les mille deux cents candidats à l'expédition, dont certains étaient des voyageurs très expérimentés, son choix s'était donc porté sur trois compagnons qui n'étaient absolument pas taillés pour cette aventure : deux marins-pêcheurs, les frères Frank et Edward Pocock, et un jeune employé d'hôtel dénommé Frederick Barker. Apparemment, Edward Pocock était surtout doué pour jouer du clairon. Aucun des trois n'avait la moindre expérience de l'exploration.

Lorsque les quatre hommes blancs s'enfoncèrent vers l'ouest à l'intérieur des terres, le groupe composant l'expédition anglo-américaine à la tête duquel ils marchaient était presque deux fois plus important que celui mené par Stanley pour retrouver Livingstone : en tout, il comptait trois cent cinquante-six personnes, dont quarante-six femmes et enfants. Certains des Africains les plus âgés s'étaient en effet vu accorder le privilège d'emmener leurs familles. Cette armée miniature transportait plus de sept cents kilos d'armes et d'équipement, ainsi que des marchandises à troquer en route contre des vivres. En marche, la colonne s'étendait sur près d'un kilomètre, distance si longue qu'Edward Pocock devait signaler les haltes en sonnant du clairon.

Ces sonneries étaient appropriées ; pour Stanley, les combats incessants faisaient partie intégrante de l'exploration. Il ne se soucia jamais de dénombrer les morts laissés en arrière par l'expédition, mais ils durent se compter par centaines. Les hommes de Stanley étaient équipés des carabines les plus récentes et d'un fusil à éléphants à balles explosives ; les malheureuses populations qu'ils

découvraient disposaient de lances, d'arcs et de flèches, ou, au mieux, d'anciens mousquets achetés aux trafiquants d'esclaves. « Nous avons attaqué et détruit vingt-huit villes importantes et trois ou quatre dizaines de villages[4] », écrivit Stanley dans son journal. La plupart des combats se tenaient sur des lacs et des rivières. Drapeaux britannique et américain déployés, l'explorateur et ses hommes tiraient du *Lady Alice* et de pirogues. Affligé d'un caractère susceptible, Stanley faisait preuve d'une remarquable franchise à propos de sa tendance à interpréter tout signe d'hostilité comme une insulte mortelle. On dirait presque que c'était l'esprit de vengeance qui le poussait à effectuer la traversée du continent. Alors qu'il pilotait le *Lady Alice* vers une pointe sur le lac Tanganyika, par exemple, « la plage était couverte d'excités et de moqueurs [...] nous sentîmes que plusieurs pirogues nous suivaient. À bord de certaines, nous vîmes des lances brandies vers nous. J'ouvris le feu sur elles avec la carabine à répétition Winchester. Six coups et quatre morts suffirent à faire cesser ces moqueries[5] ».

Au cours des premiers mois du périple, Stanley put décrire de telles escarmouches dans des récits journalistiques apportés par des messagers sur la côte orientale de l'Afrique, d'où ils furent ensuite transmis en Angleterre par mer et télégraphe. Mais là, ils déclenchèrent une tempête d'indignation au sein d'associations humanitaires comme l'Aborigines Protection Society (Société de protection des aborigènes) et l'Anti-Slavery Society (Société antiesclavagiste). Stanley « tire sur les nègres comme s'ils étaient des singes[6] », commenta l'explorateur et écrivain Richard Burton. Le ministre des Affaires étrangères britannique parut cependant beaucoup plus contrarié par le fait que ce journaliste impertinent de la presse populaire, qui prétendait être américain, brandissait l'Union Jack. Dans un

message pompeux envoyé à Stanley, il lui fit remarquer que ce genre d'étalage était interdit.

Quant à James Gordon Bennett, directeur violemment antibritannique du *New York Herald*, cette controverse ne lui inspira que du ravissement. Il fustigea avec jubilation les critiques de Stanley, les traitant de « derviches hurlants de la civilisation [...] en sécurité à Londres[7] [...] [dont] le point de vue peu réaliste est qu'un meneur [...] devrait laisser ses hommes se faire massacrer par les indigènes et se faire massacrer lui-même, et laisser les chiens accomplir les découvertes, sans jamais appuyer sur la détente contre ce genre de vermine humaine[8] ».

Stanley affirma que, au nombre des succès de cette première étape de son voyage, il avait informé l'empereur de l'Ouganda des dix commandements et l'avait converti au christianisme. Cependant, d'un officier français qui se trouvait en visite dans ce pays à l'époque, nous tenons que Stanley ne persuada l'empereur qu'en lui affirmant que les chrétiens obéissaient à onze commandements. Le onzième était : « Honore et respecte les rois, car ils sont les envoyés de Dieu[9]. »

Après avoir transporté de lourdes charges pendant des mois, nombre des porteurs de l'expédition se mutinèrent, pillèrent les provisions et s'enfuirent. Stanley était toujours prompt à distribuer des punitions. « Le meurtrier de Membé, écrivit-il dans son journal [...] a été condamné à deux cents coups de fouet [...] les deux ivrognes à cent coups chacun, et à être enchaînés pendant six mois[10]. » Plus loin, il jugeait ainsi ses porteurs : « Ce sont des fripons sans foi, menteurs, voleurs, indolents, qui ne font qu'apprendre à un homme à se mépriser lui-même d'avoir commis la folie de tenter une œuvre grandiose avec des esclaves aussi misérables[11]. »

Avec sa fiancée Alice Pike, toutefois, il empruntait un ton différent. À l'occasion du premier Noël de l'expédition, il lui confia : « Comme votre cœur féminin généreux nous prendrait en pitié, moi et mes hommes [...] le camp est au comble du cafard et on dirait que tous sont en train de prendre la décision de se suicider ou de ne plus bouger jusqu'à ce que la mort les soulage[12]. » Ne se séparant jamais de la photo de sa fiancée, bien enveloppée dans de la toile cirée, Stanley nota sur sa carte une Alice Island (île Alice) et des Lady Alice Rapids (rapides Lady Alice).

« J'aime tellement danser [...], lui écrivait Alice. Je préférerais aller à l'opéra [...] plutôt qu'à une réception. [...] Chaque soir ou presque, des messieurs me rendent visite – je suis affreusement lasse d'eux. [...] À force de jouer de la harpe, j'ai un doigt plein d'ampoules qui me fait horriblement souffrir. Je m'en sors plutôt bien, mais je ne m'entraîne jamais. » Elle semble n'avoir eu qu'une vague idée de l'endroit où se trouvait Stanley, ou du fait que ses lettres, lorsqu'elles pouvaient lui être délivrées, avaient dû être acheminées à travers la brousse pendant des mois. « Vous ne m'écrivez plus jamais, se plaint-elle, et je voudrais bien savoir pourquoi ??? Je suis vraiment fâchée contre l'Afrique centrale[13]. »

Dans le livre qu'il écrivit par la suite sur son expédition, *Through the Dark Continent* (traduit en français sous le titre *À travers le continent mystérieux*), Stanley suivit plusieurs règles qu'il appliquerait dans ses ouvrages à venir : étirer le texte sur deux volumes (neuf cent soixante pages au total dans ce cas) ; utiliser le mot *dark* (noir) dans le titre (*In Darkest Africa* et *My Dark Companions and their Strange Stories* – « Dans les ténèbres de l'Afrique » et « Mes compagnons noirs et leurs étranges histoires » – allaient suivre) ; employer tous les moyens possibles pour exposer

son récit : photographies de l'auteur, avant et après, montrant comment le voyage a blanchi ses cheveux ; « extraits de mon journal » (qui, comparés au vrai journal de Stanley, se révèlent ne pas l'être du tout) ; carte pliée compliquée indiquant l'itinéraire de l'expédition ; plus d'une centaine de dessins (de batailles, de rencontres dramatiques, d'une pirogue aspirée dans un tourbillon) ; plans de maisons africaines ; plans de rues de village ; listes de ravitaillement. Une abondance de croquis montre tout, de la généalogie des rois africains aux formes des différentes pagaies de pirogue. Stanley eut l'habileté de percevoir que, comme ses lecteurs ne connaissaient pas l'Afrique, ils seraient d'autant plus fascinés par ces interminables détails quotidiens, tel un barème de prix indiquant qu'un poulet coûtait une perle de collier à Abaddi, alors que six poulets valaient dix mètres de tissu à Ugogo. Les lecteurs en avaient pour leur argent. Bien qu'ayant été rédigés avant l'ère de l'électronique, les livres de Stanley étaient des productions multimédias.

Lorsqu'on lit Stanley aujourd'hui, on est frappé par le fait que ses voyages étaient en grande partie des actes d'appropriation. Il ne cessait de mesurer et de classifier les choses : la température, les kilomètres parcourus, la profondeur des lacs, la latitude, la longitude et l'altitude (calculée en mesurant la température d'ébullition de l'eau). Des porteurs en qui il avait confiance étaient chargés des objets fragiles tels que thermomètres, baromètres, montres, compas et podomètres. Il ressemble presque à un prospecteur, cartographiant le continent pour ses futurs propriétaires.

C'est la seconde partie de l'exploration de Stanley qui se transforma en exploit épique. Du lac Tanganyika, où il avait retrouvé Livingstone quelques années plus tôt, avec son groupe réduit de porteurs, dont quelques rebelles qui

commencèrent le voyage enchaînés, il fit route vers l'ouest durant plusieurs semaines, jusqu'à un grand fleuve appelé localement Lualaba. Aucun explorateur européen n'était jamais allé en aval de ce point, et personne ne savait où menait le Lualaba. Comme il coule vers le nord, droit en direction de l'Égypte, Livingstone avait pensé qu'il s'agissait en fait du Nil, dont on cherchait la source depuis longtemps.

Stanley, cependant, trouve le Lualaba beaucoup trop large pour constituer le début du Nil. Un temps, il pense qu'il s'agit peut-être du Niger, dont l'embouchure, comme celle du Nil, se situe loin au nord. Au cours de sa descente du fleuve, il acquiert peu à peu la conviction qu'il s'agit du Congo. Mais il n'en est pas totalement persuadé, car l'estuaire où le Congo se vide dans l'Atlantique, éloigné de plus de la moitié du continent, est situé au *sud* du point où ses repères célestes lui montrent qu'il se tient, sur la rive du Lualaba coulant vers le nord. Sur les cartes européennes, tout ce qui se situe entre les deux est vierge.

Stanley, selon ses dires, s'adresse alors en ces termes à ses compagnons rassemblés sur les rives de ce fleuve mystérieux : « Quelle que soit la mer dans laquelle se vide ce grand fleuve, nous le suivrons jusque-là. [...] Ma vie dépend des vôtres ; si je risque les vôtres, je risque la mienne. Comme un père veille sur ses enfants, je veillerai sur vous. [...] C'est pourquoi, mes enfants, prenez votre décision, comme j'ai pris la mienne, de poursuivre notre voyage, puisque nous sommes maintenant au cœur du continent et qu'il serait tout aussi difficile de rebrousser chemin que de continuer, de parvenir, à force de labeur, jusqu'à la mer salée, en suivant ce fleuve, et nul autre. »

Frank Pocock, le fidèle second, demande à Stanley : « Avant que nous partions pour de bon, commandant,

croyez-vous vraiment, du fond de votre âme, que nous réussirons ?

– Est-ce que je crois ? répond Stanley. Oui, je crois vraiment que nous réémergerons un jour à la lumière. Il est vrai que l'avenir est aussi sombre que la nuit qui nous enveloppe. [...] Je crois [que ce fleuve] s'avérera être le Congo ; si c'est le Congo, il doit donc comporter de nombreuses cataractes [...] que ce soit le Congo, le Niger ou le Nil, je suis prêt. [...] *Est-ce que je crois ?* Je nous imagine flottant le long de tours et de villages, et mon esprit n'autorisera pas l'ombre d'un doute. Bonne nuit, mon garçon ! Et que de beaux songes de mer, de navires, de plaisir, de confort et de succès vous accompagnent dans votre sommeil[14] ! »

Stanley prononça-t-il vraiment ces paroles, ou d'autres qui s'en rapprochaient, debout au bord du fleuve ? Nous ne le saurons jamais, car aucun des trois autres hommes blancs de l'expédition ne survécut. Longtemps avant la noyade de Pocock, Fred Barker mourut d'« attaques de fièvre », si graves que « son sang semblait stagner dans ses veines », jusqu'à ce que « le sang coagulé ne coule plus et... que le pauvre jeune homme décède[15] ». Edward Pocock sombra dans le délire : « Je volai à son secours, déclare Stanley, mais ce fut juste pour recueillir son dernier souffle[16]. »

S'il se confirmait que le Lualaba était bien le Congo, Stanley savait qu'il devait former quelque part un coude à cent quatre-vingts degrés. Tout en en descendant le cours par bateau ou, au début, en le longeant parfois à pied, il mesurait fréquemment sa latitude et sa longitude. Pendant plusieurs centaines de kilomètres, le fleuve continua, à sa grande perplexité, à couler vers le nord. Puis il se mit enfin à tracer un large arc vers l'ouest, dans le sens contraire des aiguilles d'une montre, pour finir par couler

en direction du sud-ouest vers ses cataractes redoutables et vers l'Atlantique.

Le voyage de Stanley résolut un autre mystère géographique. Le Congo entame et termine son parcours sous l'équateur, mais la partie supérieure de son grand arc de cercle se situe au-dessus de cette ligne. En Afrique centrale, l'équateur marque en gros la séparation entre les saisons sèche et pluvieuse : l'époque de l'une au-dessus de sa ligne correspond à celle de l'autre au-dessous. Par conséquent, quel que soit le moment de l'année, une partie du cours du Congo traverse des terres saturées de pluie, et une autre des régions asséchées. Cela expliqua pourquoi, au fil de l'année, le débit du Congo varia beaucoup moins que celui des autres fleuves tropicaux.

Stanley découvrit que ce gigantesque fleuve aux méandres constants était une source abondante de vivres pour les populations vivant sur ses rives. Depuis lors, les savants y ont dénombré plus de cinq cents espèces de poissons, qui se nourrissent d'insectes, des uns des autres, et des fruits et feuilles qui tombent dans l'eau, surtout pendant la saison des crues, lorsque le fleuve déborde de ses rives et que des nappes d'eau recouvrent les forêts et les prairies avoisinantes.

N'entendre les voix africaines que par l'intermédiaire de Stanley a quelque chose de frustrant. De temps en temps, il prend quand même le temps d'en noter ou d'en imaginer une, comme s'il marquait une pause pour jeter un regard rapide et à moitié coupable dans un miroir. En voici une, en date du 12 septembre 1876 dans son journal, le jour même – pure coïncidence – où, à Bruxelles, les dignitaires en tenue de soirée défilent dans l'escalier de marbre du palais royal à l'occasion de l'ouverture de la Conférence internationale de géographie de Léopold II.

L'homme blanc dans l'esprit des Waguhha :

Comment celui qui ne vient pas commercer, dont on ne voit jamais les pieds, qui est toujours habillé différemment de tous les autres hommes, peut-il être un homme bon ? Non, il a quelque chose de vraiment mystérieux, de méchant peut-être, ou alors c'est un magicien ; en tout cas, il vaut mieux le laisser tranquille et ne pas le déranger[17].

L'avancée sanglante de Stanley le long du fleuve devint partie intégrante de l'histoire orale locale. Parfois, elle prit un caractère légendaire, car la portée et la précision de ses carabines semblaient surnaturelles à ceux qui n'avaient jamais vu de telles armes. Quelques années plus tard, un voyageur entendit un récit de ce genre :

Le chef des étrangers était couvert de tissu, et son visage était blanc, et il brillait comme la lumière du soleil sur le fleuve. [...] Le chef étranger n'avait qu'un seul œil [...] Il se trouvait au milieu de son front. [...] Lorsque les Basoko mirent leurs pirogues de guerre à l'eau pour combattre et capturer les étrangers, ils crièrent : « De la viande ! De la viande ! » car ils voulaient manger leurs corps, mais les étrangers ne devaient pas être capturés, et ils tuèrent beaucoup de Basoko avec leurs bâtons qui produisent du tonnerre et des éclairs. Ils prononçaient des mots dans une langue bizarre. Ils [...] se laissèrent dériver en aval de la rivière et raillèrent les robustes Basoko au passage[18].

L'image d'un Stanley borgne rapportée par un Basoko pourrait être un souvenir, passé au filtre de plusieurs récits, de l'explorateur regardant dans un télescope ou dans le

viseur d'une carabine en plissant les yeux. Elle fait aussi étrangement écho aux créatures à un seul œil qu'étaient les Africains dans l'imagination de certains géographes médiévaux. Selon un extrait plus tardif de tradition orale, certains Africains des rives du fleuve, n'ayant encore jamais vu de souliers, pensaient souvent que les Européens avaient des sabots qui faisaient partie de l'anatomie blanche[19].

Plusieurs centaines de kilomètres en aval de son point de départ, Stanley dut effectuer un portage pour contourner des rapides, qu'il baptisa Stanley Falls. Poursuivant sa route, il ne rencontra plus d'obstacles naturels pendant environ mille cinq cents kilomètres, jusqu'au Stanley Pool. Rien ne vint entraver la navigation du *Lady Alice* et de la flottille d'une vingtaine de pirogues achetées ou volées par l'expédition aux habitants des bords du fleuve.

Impressionnés, Stanley, ses porteurs zanzibarites et ses soldats virent augmenter la taille du fleuve, si large par endroits qu'ils distinguaient à peine l'autre rive. Il était parsemé d'environ quatre mille îles, pour la plupart inhabitées. Dans les langues parlées le long de ses rives, on ne l'appelait pas Congo mais, à cause de ses nombreux affluents, *Nzadi* ou *Nzere**, c'est-à-dire « le fleuve qui avale toutes les rivières ». Stanley ne s'aventura pas sur ces bras, mais, en les dépassant l'un après l'autre, il fut impressionné par leur largeur, d'une centaine de mètres environ chacun. Et il pouvait l'être : un seul des affluents du Congo, le Kasaï, charrie autant d'eau que la Volga et fait la moitié du Rhin en longueur. Un autre, l'Oubangui, est encore plus long. Stanley comprit immédiatement que des bateaux à vapeur pourraient emprunter ce réseau navigable sur de longues

* Curieusement, c'est la déformation portugaise de ce mot, *Zaire*, que le dictateur congolais Mobutu Sese Seko choisit lorsqu'il rebaptisa son pays en 1971.

distances. En quelque sorte, il avait trouvé l'équivalent de milliers de kilomètres de voies de chemin de fer, déjà posées. « La Puissance possédant le Congo, écrivit-il, s'approprierait le commerce de l'ensemble de son énorme bassin. Ce fleuve est et sera la grande route de commerce vers l'Afrique centrale occidentale[20]. »

La dernière partie de l'extraordinaire voyage de Stanley se révéla de loin la pire. À l'endroit où le fleuve s'élargissait pour former le Stanley Pool avant de se jeter dans sa course finale sur trois cent cinquante kilomètres de rapides, l'explorateur était arrivé au terme de sa navigation aisée. Il était prêt à contourner par portage rapides et cataractes, mais n'envisageait pas que le fleuve pût se précipiter vers la mer à travers des gorges rocheuses qui compressaient l'eau en vertigineuses chutes d'écume blanche non navigables.

Son désarroi alla grandissant. Grâce au passage de troncs d'arbres flottants, il estima en maints endroits la vitesse du courant à cinquante kilomètres heure.

> Prenez un morceau de mer balayé par un ouragan [...] et vous obtiendrez une idée assez précise de ses vagues bondissantes. [...] Pour commencer, l'eau se précipitait vers le fond d'une immense cuvette, puis de par sa propre puissance, le volume énorme remontait en flèche pour finir par former une crête qui retombait subitement de six à huit mètres à la verticale avant de rouler en contrebas dans une autre cuvette. [...] Le bord des deux rives, composé d'une longue rangée de gigantesques rochers entassés, disparaissait sous ces vagues déferlantes. Le grondement était énorme et assourdissant. Je ne peux le comparer qu'à celui d'un train express traversant un tunnel rocheux[21].

Espérant, en général vainement, des passages calmes entre ces rapides, l'explorateur ne tint pas compte des conseils des indigènes africains et n'abandonna ni le *Lady Alice* ni ses pirogues pendant un temps qui se révéla presque fatal. Le transport des pirogues par voie de terre était particulièrement éprouvant, car elles ne pouvaient pas être démontées et portées comme le *Lady Alice*. La plus grande mesurait plus de seize mètres de long et pesait trois tonnes. Les hommes progressaient sur un sentier accidenté en coupant et entassant les broussailles sur les côtés, puis en halant les pirogues. Parfois ils construisaient des pistes en rondins, sur lesquelles ils disposaient en travers d'autres rondins qui servaient de rouleaux. Trente-sept jours furent nécessaires pour parcourir une distance de cinquante-cinq kilomètres. Les monts de Cristal, rocheux et déchiquetés, leur opposaient barrière sur barrière ; à un moment donné, les hommes épuisés et émaciés durent hisser les bateaux jusqu'à quatre cents mètres, puis les tirer sur environ cinq kilomètres de terrain relativement plat avant de redescendre. Et la saison des pluies arriva, avec des averses de cinq à six heures par jour.

Le vacarme perpétuel des rapides devenait de plus en plus oppressant. Les hommes s'évanouissaient de faim. La dernière paire de bottes de Stanley se désintégra. Un de ses meilleurs hommes perdit l'esprit et s'enfuit en courant dans la brousse, en n'emportant qu'un perroquet. Enfin, après avoir gâché des mois à tirer des embarcations désormais inutiles, l'expédition les abandonna pour de bon. Dans le journal de Stanley, qui note avec désespoir une mort, d'importantes désertions ou une succession de mutineries, son écriture élégante devient presque illisible et sa prose incohérente. En tout, quatre mois furent nécessaires, à lui et à ses hommes mourant d'inanition et accablés par

les maladies, pour parcourir par voie de terre les quatre cents kilomètres qui séparent le Stanley Pool du port maritime de Boma.

L'explorateur donna des chiffres vagues et contradictoires, mais le nombre de décès parmi les membres de l'expédition fut accablant. Beaucoup avaient succombé à des blessures suppurantes, à la dysenterie, à la petite vérole ou au typhus, tous étant exacerbés par les moments où ils mouraient presque de faim. Stanley ne permettait pas aux porteurs victimes de la petite vérole de rester en arrière le temps de leur convalescence, ni même de s'enfoncer dans la forêt pour mourir ; il les obligeait à porter leurs ballots jusqu'à ce qu'ils s'écroulent. Il se traitait du reste presque aussi durement que ses hommes, perdant plus de trente kilos dans l'aventure. À plusieurs reprises, l'expédition avait dangereusement manqué d'eau ; elle avait eu à affronter des attaques de serpents et d'hippopotames, des herbes pointues, des vers qui s'enfonçaient dans les plantes de pied des porteurs, et les pointes aiguisées des rochers sur lesquels étaient tracés les sentiers. Lorsque les survivants atteignirent Boma, ils étaient engourdis d'épuisement et souffraient de ce qu'on appellerait aujourd'hui un syndrome post-traumatique. Plusieurs moururent bientôt sans raison apparente, alors qu'ils attendaient le navire qui devait les reconduire chez eux.

« Quel moyen ai-je de vous transmettre l'amour qui emplit mon cœur, avait écrit Stanley à Alice Pike du centre du continent, en dehors de cette lettre qui devra traverser mille cinq cents kilomètres de nature sauvage, être exposée à tous les dangers d'inondation, d'incendie et de bataille avant d'atteindre la mer ?... Mon amour à votre égard est inchangé, vous êtes mon rêve, mon soutien, mon espoir et

mon phare, et croyez que je ne cesserai de vous chérir dans sa lumière jusqu'à ce que je vous retrouve[22]. »

Lorsqu'il ramena ses porteurs et soldats survivants par la mer à Zanzibar d'où ils étaient partis, un choc attendait Stanley. Au milieu de la pile de courrier de deux années qui l'attendait, il trouva une coupure de presse vieille de dix-huit mois, annonçant le mariage d'Alice Pike avec Albert Barney, un héritier des chemins de fer de l'Ohio. Stanley sombra dans une profonde dépression et ne la revit jamais[23]*.

Dans les déclarations publiques qui suivirent son voyage, Stanley procéda aux condamnations d'usage du trafic d'esclaves « arabe », incita les missionnaires à venir en Afrique, fulmina sur la manière dont les Africains se déplaçaient « dans l'indécence générale de leur nudité[24] », et proclama que le but de son voyage avait été d'« allumer un flambeau sur la moitié occidentale du continent noir[25] ». Mais les affaires n'étaient jamais loin de son esprit. Après avoir quitté une région où il avait dû subir des désertions et une inondation, il écrivit dans son journal : « Adieu à ce lieu [...] jusqu'à ce qu'un généreux et riche philanthrope permette, à moi ou à un autre, d'y amener une force pour supprimer cette pierre d'achoppement au commerce avec l'Afrique centrale[26]. »

Le riche philanthrope attendait.

---

* L'explorateur ne sut pas que, au spectacle de sa célébrité grandissante, la nouvelle Mme Barney passa la plus grande partie de sa vie à regretter de ne pas être devenue Mme Stanley. Longtemps après sa mort, dans un livre de mémoires très romancé, demeuré inédit, elle s'accorda le crédit de la longue expédition de Stanley au Congo : « Elle la lui rendit possible. Sans sa fougue qui le poussait, il ne l'aurait jamais accomplie, et n'aurait même jamais éprouvé le désir de pénétrer de nouveau dans ces ténèbres épouvantables. "Lady Alice" avait conquis l'Afrique ! »

De fait, le riche philanthrope était aux anges. Plusieurs mois avant l'arrivée de Stanley à Boma, Léopold scrutait tous les jours le *Times* de Londres pour y découvrir des nouvelles sur son sort. Il avait même écrit à un aide de camp : « L'avant-projet de programme [...] me paraît devoir être examiné de nouveau si M. Stanley fait le voyage vers le Lualaba[27]. » Dès que Stanley réapparut, le roi lui envoya un télégramme de félicitations.

Et à présent, Léopold pouvait lire dans le *Daily Telegraph* les articles écrits par Stanley sur son périple, ainsi que les volumineux comptes rendus médiatiques des félicitations reçues par l'explorateur et des banquets donnés en son honneur au Cap, au Caire, et lors des autres escales ponctuant son voyage de retour en Angleterre. Par une résolution commune, les deux chambres du Congrès américain félicitaient Stanley, et les collègues de celui-ci saluaient en sa descente du Congo le plus haut fait d'exploration du siècle. Léopold avait désormais la certitude que ce vaste territoire du centre de l'Afrique, que par miracle aucune puissance européenne ne revendiquait encore, pouvait devenir la colonie dont il se languissait. La production dont il rêvait depuis si longtemps allait finalement pouvoir être mise en scène, et Stanley en serait la vedette.

Le roi donna l'ordre à son ministre à Londres de le tenir *au courant** des nouvelles concernant Stanley. Derrière l'élégant rideau de fumée de son Association internationale africaine, il manœuvrait avec une grande subtilité. Soyez discret, ordonna-t-il à son envoyé : « Je crois que si je chargeais de but en blanc Stanley de prendre en mon nom possession d'une partie de l'Afrique, les Anglais m'arrêteraient. Si je les consulte, ils m'arrêteront également. Je pense donc confier d'abord à Stanley une tâche d'exploration qui n'offensera personne, nous donnera là-bas des

agences et leur état-major dont nous tirerons parti plus tard. » Surtout, dit Léopold à son homme à Londres, « je ne veux pas courir le risque [...] de perdre une bonne chance de nous procurer une part de ce magnifique gâteau africain[28] ».

Envoyant télégramme sur télégramme, Léopold conçut un plan pour intercepter Stanley sur le chemin du retour et l'inviter par la ruse à Bruxelles. L'explorateur ayant fait escale pour quelques jours à Alexandrie, le roi fit en sorte que quelqu'un plante en lui cette idée, lors d'un dîner dont il était l'invité d'honneur, à bord d'un yacht sur lequel naviguait l'ancien président américain Ulysses S. Grant. Pour poursuivre ses avances, Léopold chercha l'aide d'un ami américain à Bruxelles, le général Henry Shelton Sanford. L'idée était brillante : Stanley essayant si avidement de se faire passer pour un Américain, qui l'aurait mieux séduit qu'un compatriote de haute naissance ?

Le général Sanford accepta volontiers cette mission prestigieuse que lui confiait Léopold. Né dans une famille aisée du Connecticut, il avait été nommé par le président Lincoln ministre américain en Belgique, et y était resté une fois terminée sa mission diplomatique de huit ans. Lui et sa femme, une célèbre beauté beaucoup plus jeune que lui, donnaient de somptueuses réceptions dans leur demeure à tourelles de trois étages de la banlieue de Bruxelles. Portant tuyau de poêle, canne à pommeau d'or, pince-nez, belles moustaches et barbe auburn, Sanford était un personnage familier des cercles les plus huppés de la capitale. Il n'avait cependant jamais été soldat : le titre de « général », tout comme l'épée et l'uniforme bleu et or qu'il avait portés durant quelques années, n'était que la récompense d'une batterie de canons offerte par ses soins à un régiment d'infanterie durant la guerre de Sécession.

Sanford avait investi dans les chemins de fer américains et des biens immobiliers de l'Ouest, ainsi que dans d'immenses vergers de citronniers et d'autres entreprises en Floride, donnant son nom à la ville qui s'était créée pour en abriter les ouvriers*. Mais tout comme son rang dans l'armée, ses succès financiers n'étaient pas au diapason de son apparence. Il possédait l'élégance d'un homme ayant grandi dans l'aisance mais non l'intelligence de faire fortune, et il perdait de l'argent sur tout ce qu'il touchait[29]. Il ne récupéra jamais celui qu'il avait investi dans plusieurs brevets bizarres – un métier à laine, un nouveau genre d'appareil à distiller le whisky, et une petite boîte pour lubrifier les essieux des wagons de chemin de fer avec de l'eau à la place de l'huile. Une mine d'argent au Nevada et une mine de zinc en Arkansas se révélèrent des désastres. Un chemin de fer du Minnesota dans lequel il avait investi fit faillite. La récolte de coton de sa plantation en Caroline du Sud fut dévorée par les chenilles.

Au fur et à mesure que Sanford voyait la fortune dont il avait hérité s'épuiser, sa crainte de ne plus être à la hauteur de ses relations avec la cour de Belgique augmentait. C'est ce qui l'incita à prénommer un de ses fils Léopold. Ayant toujours jugé les êtres avec perspicacité, le roi avait saisi l'importance que représentait son appui aux yeux de Sanford et ne cessait de le flatter, sachant qu'un jour il pourrait se servir de lui. Alors que Sanford venait une fois de plus d'échouer dans ses efforts pour obtenir un autre poste diplomatique américain, le baron Jules Greindl, aide

* Sanford, en Floride, connut un bref moment de notoriété environ trois quarts de siècle plus tard, lorsque le chef de sa police, se référant à une ordonnance interdisant les sports interraciaux sur des terres appartenant à la ville, donna l'ordre à Jackie Robinson de quitter le terrain au milieu d'un match-exhibition d'entraînement.

de camp de Léopold, lui écrivit : « Le roi est heureux que vous continuiez à résider parmi nous, où tout le monde vous aime et vous apprécie[30]. » Or, comme beaucoup d'Américains, Sanford avait un faible pour la royauté, et il avait le sentiment que Léopold l'appréciait d'une manière que lui refusait son propre pays.

En janvier 1878, Léopold envoya en secret Sanford et Greindl intercepter Stanley en France, où l'explorateur, toujours sur le chemin de Londres, était attendu pour une autre tournée de médailles et de banquets. Les envoyés le rejoignirent à la gare de Marseille, où ils le trouvèrent maigre, malade et épuisé. L'ayant suivi à Paris, ils lui offrirent officiellement un poste dans l'Association internationale africaine. Il déclina leur proposition, mais leur en fut manifestement reconnaissant : toujours anxieux de l'accueil que lui réservaient les couches supérieures de la société, il n'oublia jamais que des courtisans de la cour de Belgique, et non des moindres – un baron et un général – étaient venus le solliciter à son retour en Europe.

De France, Stanley rentra enfin à Londres, où il fut accueilli en héros. Il avait beau se faire passer pour un Américain, son cœur appartenait toujours à l'Angleterre. C'était l'Union Jack, déclara-t-il, banquet après banquet et dîner de gala après dîner de gala, qui devait flotter sur le territoire traversé par ce grand fleuve. Les espoirs nourris par Stanley quant aux intérêts britanniques dans le bassin du Congo grandirent lorsque le prince de Galles vint l'écouter à deux reprises, mais le prince se contenta de lui dire ensuite qu'il ne portait pas ses médailles dans le bon ordre. Une grande partie de la carte du monde était déjà recouverte de dominions, colonies et protectorats britanniques d'un genre ou d'un autre ; confrontés à la récession chez eux et submergés par différentes crises coloniales et

rébellions outre-mer, rares étaient les Britanniques intéressés par un nouveau territoire dont la principale route commerciale était bloquée par de célèbres cataractes.

« Je ne comprends pas du tout les Anglais, écrivit Stanley. Soit ils me soupçonnent d'être à moitié intéressé ; soit ils ne me croient pas. [...] Pour avoir secouru Livingstone, on m'a traité d'imposteur ; pour avoir traversé l'Afrique, on me traite de pirate[31]. » La colonisation du Congo ne soulevait pas davantage d'enthousiasme aux États-Unis. À New York, James Gordon Bennett Jr. voulait maintenant envoyer Stanley à la quête du pôle Nord.

Léopold, lui, n'abandonna pas sa cour pressante. Il chargea son ministre à Londres d'inviter Stanley à déjeuner. Il dépêcha Sanford de l'autre côté de la Manche, afin qu'il reparle à l'explorateur. Et il s'arrangea pour que Stanley ait vent d'un accord qu'il serait sur le point de conclure avec un autre explorateur que lui. Léopold connaissait bien son homme. Cinq mois après son retour en Europe, Stanley acceptait une invitation à se rendre en Belgique.

Chapitre IV

« LES TRAITÉS DOIVENT TOUT NOUS DONNER »

Le 10 juin 1878, Henry Morton Stanley traversait la Manche sur un bateau à vapeur, en vue de rencontrer pour la première fois le roi des Belges. Nous ignorons ce que fit Léopold en attendant l'explorateur dans le bureau de son palais royal, alors que la cour qu'il lui faisait patiemment depuis plusieurs mois allait enfin porter ses fruits. Il n'est toutefois pas déraisonnable d'imaginer que le roi géographe consulta une fois de plus ses cartes.

Si tel fut le cas, Léopold dut obtenir la confirmation que l'Afrique seule lui permettrait de réaliser son rêve de mettre la main sur une colonie, et surtout sur un territoire bien plus immense que la Belgique. Les Amériques n'offraient plus de terres non revendiquées, et la désastreuse aventure mexicaine de Maximilien et Carlota témoignait des aléas auxquels s'exposaient ceux qui essayaient de prendre là-bas le contrôle d'un pays indépendant. En Asie non plus, il ne restait aucun espace vierge : l'Empire russe s'étendait jusqu'au Pacifique ; les Français s'étaient approprié l'Indochine, les Hollandais les Indes orientales, tandis que le rose de l'Empire britannique colorait la plus grande

partie du reste de l'Asie du Sud, d'Aden à Singapour. Ne demeurait donc que l'Afrique.

Stanley avait suivi le Congo sur près de deux mille cinq cents kilomètres. Il n'en avait manifestement pas tout vu, car le fleuve mesurait déjà presque un kilomètre et demi de large à l'endroit où il l'avait rejoint en amont. L'exploration complète nécessiterait plusieurs années, mais après avoir lu avec avidité les articles de Stanley, Léopold avait déjà une idée sommaire de ses découvertes.

On disposerait par la suite de statistiques. Le Congo draine plus de deux millions de kilomètres carrés, soit une superficie plus vaste que celle de l'Inde. On estime qu'il détient un sixième du potentiel hydroélectrique mondial. Mais pour un bâtisseur d'empire du XIXe siècle, le fleuve et son lacis d'affluents en éventail présentaient avant tout plus de onze mille kilomètres de voies d'eau reliées les unes aux autres, formant un réseau de transport naturel sans grand rival sur la planète. Une fois contournés les grands rapides, les vapeurs naviguant sur ce réseau trouveraient le bois à brûler dans leurs chaudières sur les lieux mêmes où ils mouilleraient, la plupart des rivières navigables coulant à travers une forêt tropicale luxuriante qui recouvrait la moitié du bassin.

Des peuples installés dans le bassin du Congo, les Européens ne savaient toujours pas grand-chose. Lorsqu'il ne les visait pas dans la mire de son fusil, Stanley n'avait essentiellement vu en eux qu'une source d'approvisionnement, des gens avec lesquels il pouvait troquer des babioles ou du tissu contre des vivres. Mais il avait fait deux découvertes de taille à leur sujet. Premièrement, ils ne constituaient pas une menace sur le plan militaire : les quelque trois douzaines de batailles qu'il leur avait livrées prouvaient que leurs lances, flèches et mousquets désuets ne pouvaient

rivaliser avec ses toutes nouvelles carabines Snider à chargement par la culasse. Deuxièmement, le long de l'artère de transport d'une importance cruciale qu'était le Congo, aucun État tout-puissant n'aurait à être soumis. Des explorations plus poussées sur les affluents du fleuve allaient aboutir à la découverte de plusieurs royaumes importants, mais pour la plupart très affaiblis par plusieurs siècles de razzias effectuées par des chasseurs d'esclaves à partir des côtes orientale et occidentale de l'Afrique. La population de nombre des peuples du bassin du Congo n'était pas élevée. Comme allait le montrer la série d'explorations suivante, on y trouvait plus de deux cents groupes ethniques différents parlant plus de quatre cents langues et dialectes. L'opposition éventuelle étant aussi fragmentée, la conquête serait relativement simple.

Le jour de 1878 où il prit place pour la rencontre tant attendue avec Stanley, le roi avait quarante-trois ans. La gaucherie pédante de sa jeunesse était désormais loin derrière lui, et il avait appris à tenir avec superbe son rôle de monarque. Stanley mesurait une tête de moins que le roi et il était embarrassé par son français rudimentaire, mais à trente-sept ans, lui aussi avait réalisé sa destinée. Le bon à rien qui avait déserté la marine à peine treize ans plus tôt était désormais un auteur de best-sellers, reconnu comme un des plus grands explorateurs vivants. Son visage sévère et moustachu apparaissait dans les journaux du monde entier, sous une casquette Stanley de son cru : haut fond percé de trous de ventilation, visière au-dessus des yeux et *havelock* – morceau de tissu protégeant les oreilles et la nuque du soleil. À nos yeux, ce couvre-chef évoque à la fois la coiffe d'un légionnaire et celle d'un concierge – résumé, d'une certaine manière, de la personnalité de Stanley : d'un côté, une force à l'état brut, titanesque, et

une confiance en soi apte à déplacer les montagnes ; de l'autre, la vulnérabilité d'un fils illégitime de la classe ouvrière, anxieux d'obtenir l'approbation des puissants. Sur les photos, ces deux facettes sont visibles : dans les yeux de l'explorateur, on lit à la fois une détermination farouche et un air blessé.

Lors de cette première rencontre, Léopold mit tout de suite Stanley à l'aise en s'exprimant dans un anglais parfait. Les deux hommes qui se rencontrèrent en ce jour de juin au palais royal étaient chacun le prototype destiné à devenir classique d'une classe sociale. Les commandants des troupes offensives qui se saisirent des terres africaines, ces Blancs qui marchaient à la tête des soldats dans la brousse, donnaient l'ordre de tirer au fusil et à la mitrailleuse et maniaient les instruments des géomètres, qui bravaient la malaria, la dysenterie et la typhoïde, étaient souvent issus, comme Stanley, des classes inférieures ou moyennes de leur pays natal. Pour eux, l'Afrique représentait l'occasion de se hisser vers la richesse et la gloire. Mais ceux qui acquirent les plus grosses fortunes dans cette ruée sur l'Afrique, comme Léopold, furent fréquemment des hommes déjà riches.

Bien que vivant une existence luxueuse à bord de yachts et dans des palais, Léopold connaissait mieux les hommes que son interlocuteur. Il avait pris la mesure de l'ambition de Stanley, de sa capacité immense à travailler durement, de son envie d'être constamment flatté et de son besoin d'un mécène. Stanley, toujours piqué au vif par le manque d'intérêt des Britanniques pour le Congo, fut ravi de rencontrer un monarque qui admirait ses exploits et voulait qu'il en accomplisse d'autres.

À la suite de cette rencontre, Stanley parcourut l'Europe pendant le reste de l'année 1878, pour promouvoir *À travers le continent mystérieux*, deviser avec des membres

du Club Stanley récemment fondé à Paris et recevoir partout des honneurs. Léopold lui envoyait des messages et des émissaires, afin de le garder au bout de son hameçon. Avant la fin de l'année, les deux hommes s'étaient mis d'accord sur les termes du retour de Stanley au Congo. Cette fois, l'explorateur travaillerait pour le roi. Son contrat s'étendait sur cinq ans ; il serait payé vingt-cinq mille francs par an pour le temps qu'il passerait en Europe, et cinquante mille francs (soit plus de un million cinq cent mille francs français actuels) par an pour celui passé en Afrique[1]. D'autre part, Léopold subventionnerait bien évidemment la force expéditionnaire qui l'accompagnerait.

Ils tombèrent d'accord pour que Stanley installe d'abord une base près de l'embouchure du fleuve et construise ensuite une route contournant les rapides, à travers les monts de Cristal accidentés – en attendant une voie ferrée. Des porteurs emprunteraient cette route pour transporter des bateaux à vapeur en pièces détachées, à bord desquels Stanley remonterait plus tard le cours du fleuve pour fonder une chaîne de postes commerciaux le long de ses mille six cents kilomètres navigables. Par la suite, il pourrait écrire un livre sur ses expériences – mais Léopold en resterait le maître d'œuvre.

Des richesses que Léopold espérait trouver au Congo, l'ivoire était celle qui brillait le plus dans son imagination. Les marchands européens et américains se précipitaient déjà pour acheter l'ivoire africain sur les marchés de Zanzibar. Comme il pouvait être facilement taillé, l'ivoire était au XIXe siècle une version, plus rare et plus onéreuse, du plastique actuel. Son origine exotique lui ajoutait du cachet – cachet d'autant plus grand que le public vouait une véritable idolâtrie aux explorateurs de l'Afrique. L'ivoire des défenses d'éléphant était transformé

en manches de couteau, boules de billard, peignes, éventails, ronds de serviettes, touches de piano et d'orgue, pions d'échecs, crucifix, boîtes à priser, broches et statuettes. Vague écho de son utilité première chez l'éléphant, il servait à fabriquer des fausses dents. Malgré l'obligation de le transporter sur de longues distances à partir des régions à éléphants situées au cœur du continent, il séduisait complètement les négociants car, comme la drogue ou les métaux précieux, sa valeur était élevée et son volume faible. Une paire de défenses d'éléphants d'environ cinquante kilos pouvait donner des centaines de touches de piano et des milliers de fausses dents. Les trafiquants d'ivoire préféraient les défenses d'éléphants africains à celles des éléphants indiens, et les éléphants de l'Afrique équatoriale, dont faisait partie le bassin du Congo, avaient tendance à avoir les plus grosses de toutes. Stanley avait trouvé l'ivoire en telle abondance qu'il servait de montants de porte dans les maisons africaines.

Pour l'heure, Léopold ne disposerait pas de telles richesses avant au moins plusieurs années, car Stanley devait d'abord construire sa route. L'explorateur n'oublia rien dans le budget détaillé qu'il prépara pour le roi : petits bateaux, bâtiments de bois en pièces détachées, cordes, outils, porteurs africains et contremaîtres européens. Parmi ces derniers figuraient deux jeunes Anglais qui, dans la tradition des seconds inadaptés de Stanley, n'avaient jamais mis les pieds hors de leur pays. Ayant embauché des néophytes, l'explorateur put ensuite se répandre en injures sur leur inexpérience. « Je n'ai jamais eu d'ami dans aucune de mes expéditions, personne qui aurait pu me servir de compagnon, sur un pied d'égalité, sauf lorsque j'ai rencontré Livingstone. [...] Comment celui qui a été le témoin de plusieurs guerres peut-il espérer être compris

par quelqu'un qui n'a jamais rien vu de plus choquant qu'un saignement de nez[2] ? »

Stanley eut assez de bon sens pour demander à Léopold de le payer d'avance, car en dépit d'une pléthore de contrats son employeur restait flou : s'agissait-il du roi lui-même, de l'Association internationale africaine du monarque, qui semblait s'étioler, ou d'un groupe récent et plutôt secret, dénommé Comité d'études du Haut-Congo ? Officiellement, les actionnaires de ce comité étaient un petit groupe d'hommes d'affaires hollandais et britanniques et un banquier belge – lequel détenait en fait par procuration une grosse part des actions de Léopold. Un partisan zélé du roi, le colonel Maximilien Strauch, en était le président.

Malgré l'ambition de ses plans et de ceux de Stanley, Léopold avait bien l'intention de les faire passer pour une œuvre philanthropique. Les contrats que Stanley fit signer à ses employés européens leur interdisaient de divulguer la moindre information sur le véritable but de leur travail[3]. « Nous ne désirons que procéder à des explorations scientifiques[4] », affirma Léopold à un journaliste. À quiconque poussait les questions plus loin, il pouvait désigner une clause de la charte du comité interdisant explicitement à ce dernier la poursuite d'objectifs politiques. Le roi tenait à se protéger contre le sentiment de plus en plus répandu en Belgique selon lequel une colonie serait une extravagance ruineuse pour un petit pays. Il ne désirait également entreprendre aucune action qui pût éveiller l'attention d'un rival susceptible de briguer cette part appétissante du gâteau africain – en particulier la France, qui commençait à lui manifester un certain intérêt.

En février 1879, Stanley se glissa à bord d'un bateau à vapeur sous le nom de M. Henri, pour un départ de plus

vers l'Afrique. Derrière lui, en Europe, se déroulait une autre histoire. Une compagnie hollandaise qui avait été un des principaux actionnaires du Comité d'études du Haut-Congo fit faillite ; son directeur, à en croire la rumeur, s'était enfui à New York où il était devenu chauffeur de taxi. Mais cela n'affecta pas Léopold, qui se servit du choc provoqué par l'effondrement de la compagnie hollandaise pour offrir, en fait, de racheter les autres actions du comité. Leurs propriétaires acceptèrent avec gratitude et le comité cessa légalement d'exister avant la fin de l'année. Mais il demeura un paravent très utile, et le roi continua de s'y référer comme s'il existait encore et comme si ses anciens actionnaires, et non lui seul, subventionnaient Stanley et prenaient les décisions. Stanley lui-même ne découvrit la disparition du comité que plus d'un an après les faits.

Pour obscurcir davantage les choses et donner à ses opérations africaines un nom susceptible de recouvrir une entité politique, le magistral imprésario fonda une autre organisation couverture, l'Association internationale du Congo. Cette appellation fut choisie de manière à créer une confusion avec l'Association internationale africaine, une association « philanthropique », alors moribonde, rassemblant des princes couronnés et des explorateurs. « Il faut prendre soin de ne pas rendre évident que l'Association du Congo et l'Association africaine sont deux choses différentes, ordonna Léopold à un de ses aides de camp. Le public ne le saisit pas[5]. » Pour accroître encore son incompréhension, la nouvelle Association internationale du Congo, comme le défunt Comité d'études du Haut-Congo, utilisa le drapeau de son prédécesseur, adopté en fanfare lors de la première et dernière réunion du groupe : une étoile d'or sur fond bleu, censée symboliser une flambée d'espoir dans les proverbiales ténèbres africaines.

Avant même de conclure son accord avec Stanley, Léopold avait tenté de mettre la main sur sa part du gâteau africain par un autre angle d'attaque, en finançant une tentative d'atteindre le bassin du Congo à partir de la côte orientale de l'Afrique. Trois autres expéditions identiques suivirent, toutes annoncées à grand renfort de publicité en dépit de leur ineptie. L'une d'elles comportait quatre éléphants[6] indiens pour transporter les bagages, dont les noms exotiques appropriés étaient Sundergrund, Naderbux, Sosankalli et Pulmalla. On s'aperçut qu'il fallait cinquante hommes armés de haches et de machettes pour précéder les éléphants, qui étaient chargés d'abattre arbres et branches afin que les bêtes et leurs charges puissent se frayer un chemin. Avant de mourir en s'effondrant lourdement et prématurément d'inanition et de différentes maladies, ces éléphants fournirent néanmoins un sujet rêvé aux journalistes*. Les lecteurs européens qui suivaient chaque étape de leur malheureux voyage ne saisirent pas que la véritable histoire se déroulait sur l'autre côte de l'Afrique, où Stanley construisait discrètement sa route en contournant les rapides du Congo.

De manière presque imperceptible, le mot Congo commençait désormais à désigner non seulement le fleuve, mais l'ensemble du territoire. Lorsque le public tourna enfin son attention vers Stanley et la colonie en gestation, le roi déploya de nouveaux talents d'illusionniste, l'un de ses machinistes ou lui-même parvenant chaque fois à ouvrir le rideau sur un décor différent en fonction de leur

* L'opération consistant à faire débarquer ces éléphants faillit à elle seule tourner au désastre. Du navire qui les amenait d'Inde, on les fit passer pardessus bord à l'aide d'élingues, mais au lieu de nager docilement vers la plage ils tentèrent de remonter à bord. Lorsque les canots du navire essayèrent de les remorquer vers le rivage, ils commencèrent à les entraîner vers le large.

audience. Henry Shelton Sanford, membre du conseil d'administration de l'entreprise de Léopold sous son incarnation d'Association internationale africaine, évoquait presque la fondation d'un office de tourisme. Alors qu'il se trouvait à New York en 1879 afin de s'occuper de ses investissements déficitaires, il prononça un discours proclamant que l'objectif du roi était « de fonder une chaîne de postes ou d'hospices, à la fois accueillants et scientifiques, qui devraient servir de moyens d'information et de soutien aux voyageurs [...] et en définitive, par leur influence humanitaire, permettre d'obtenir l'abolition du trafic des esclaves[7] ». Dans un texte qu'il écrivit et parvint à faire publier dans le *Times* de Londres sous la signature d'« un correspondant belge », Léopold insista sur le fait que sa nouvelle Association internationale du Congo était une sorte de « Société de la Croix-Rouge. Elle a été formée dans le but de rendre des services durables et désintéressés à la cause du progrès[8] ». Lorsqu'il s'adressait aux Allemands à l'esprit plus militaire, Léopold changeait habilement de décor et comparait ses hommes au Congo aux chevaliers des Croisades. Tout le monde, ou presque, se laissa berner. La baronne Burdett-Coutts, mécène britannique des missionnaires, lui fit don de cinquante mille francs pour ses entreprises humanitaires. Aux États-Unis, un écrivain déclara que le travail de Léopold était assez « prestigieux pour qu'un Américain croie à jamais aux rois[9] ».

Entre-temps, Léopold fit savoir à Stanley qu'il devait poser au Congo les bases d'une « confédération de républiques nègres libres[10] », des tribus noires dont le président vivrait en Europe et gouvernerait sous la direction du roi des Belges. Cette illusion-là, reprenant l'idée d'une union d'États, était susceptible de séduire un public américain. Aux Européens, par ailleurs, le roi parla de cités libres.

« Brême, Lübeck, Hambourg ont été longtemps des cités libres, écrivit un de ses aides de camp. Pourquoi n'y en aurait-il pas au Congo[11] ? » En coulisse, on savait toutefois que dans les deux cas « libre » n'était qu'un accessoire à enlever dès que le rideau se refermerait. Comme l'un des subordonnés de Léopold l'écrivit sans détour à Stanley : « Il est hors de question d'accorder le moindre pouvoir politique aux Noirs. Cela serait absurde. Les Blancs mis à la tête des postes détiennent tous les pouvoirs[12]. »

Cinq années durant, Stanley fut l'homme de Léopold au Congo. L'explorateur concentrait désormais principalement son énergie combative contre un environnement naturel hostile, et non contre les populations. Utilisant dans certaines zones des sentiers préexistants et coupant ailleurs à travers brousse et forêt, en comblant des lits de torrent et en jetant des ponts de rondins par-dessus les ravins au passage, ses équipes d'ouvriers taillèrent autour des grands rapides une voie grossière qui ressemblait davantage à une piste qu'à une route. Ensuite, elles acheminèrent plus de cinquante tonnes de provisions et d'équipement le long de la piste. Les animaux de trait comme les chevaux et les bœufs ne pouvant survivre au climat et aux maladies du Congo, tout cela voyagea principalement sur la tête des porteurs.

Au bout de deux ans passés à construire la piste et à tirer et hisser le matériel, deux petits bateaux à vapeur furent réassemblés en amont des rapides et remontèrent le fleuve en ahanant, afin de débarquer des groupes d'hommes qui installeraient d'autres bases sur ses rives. Les noms ne laissaient aucun doute sur ce que serait la colonie. La station installée au sommet des grands rapides, à portée d'oreille de leur fracas assourdissant, et comprenant une

casemate lourdement fortifiée et un potager, fut baptisée Léopoldville. Au-dessus s'élevait la colline Léopold. Bientôt apparurent sur les cartes le lac Léopold-II et le fleuve Léopold. Plus tard arriverait un vapeur qui serait brièvement piloté par le plus célèbre des officiers de marine fluviale du Congo et s'appellerait le *Roi des Belges*.

Stanley ne plaisantait pas avec le travail. « Les fers constituent la meilleure punition, expliqua-t-il dans une de ses missives à Bruxelles, car sans blesser, défigurer ou torturer le corps, ils infligent honte et inconfort[13]. » (Bien évidemment, les Blancs n'étaient pas mis aux fers, seulement les Noirs). Les maladies et d'autres dangers étaient néanmoins plus mortels que le courroux de Stanley. Au cours de la simple première année, six Européens et vingt-deux Africains travaillant sous ses ordres moururent, dont l'un dévoré par un crocodile.

Pour la première fois, nous pouvons enfin voir Stanley en Afrique à travers un regard autre que le sien. Un mécanicien de vapeur nommé Paul Nève qui était tombé malade écrivit chez lui :

> M. Stanley a pris grand soin de moi durant ces jours difficiles... le genre de soin qu'un forgeron met à la réparation d'un outil absolument essentiel qui s'est brisé pour avoir été trop violemment utilisé [...] les dents serrées par la colère, il cogne sans relâche sur l'enclume en se demandant s'il va devoir l'envoyer à la ferraille ou pouvoir l'utiliser à nouveau comme avant[14].

Nève mourut quelques semaines plus tard.

Il est possible que Stanley lui-même n'eût pas mal pris cette comparaison avec un forgeron. « Chaque fois que je rencontre un aborigène au visage cordial, écrivit-il, je porte

sur lui [...] le même regard qu'un agriculteur porte sur son enfant aux membres solides ; il constitue une future recrue pour les rangs des soldats-ouvriers[15]. » Ce fut durant cette période où il poussait si durement ses hommes que ses employés africains accolèrent à Stanley l'étiquette de *Bula Matadi* ou *Bula Matari* – « Casse-Pierres ». Stanley, pour sa part, préférait la traduction plus noble de « Briseur de Rochers[16] » ; il prétendait que ce surnom lui avait été donné le jour où il avait appris le maniement du marteau de forgeron aux Africains intimidés et respectueux, et où ceux-ci avaient vu des masses de pierres géantes sauter à la dynamite durant la construction de la piste à travers les monts de Cristal.

Dans son récit des travaux, Stanley se plaint des Africains, paresseux par définition, et des Blancs « faibles d'esprit ». Il prêche l'« évangile de l'entreprise », proclamant que « l'intermédiaire dont le foyer est en Europe mais le cœur en Afrique est le type d'homme requis [...] Ce sont les missionnaires du commerce, ils ne s'adapteront nulle part mieux que dans le bassin du Congo, où l'on trouve tant de mains oisives[17] ». Et jamais il ne se montre plus passionné que lorsque s'entrecroisent son instinct pour faire de l'argent et sa pruderie victorienne. Une obsession ne le quitte pas : obliger les Africains, « nus et couverts de tatouages », à abandonner leur « nudité impudique[18] » pour les vêtir à l'européenne.

> J'entrevoyais un brillant avenir pour l'Afrique, si par miracle je parvenais à persuader ces millions de Noirs de l'intérieur d'abandonner leurs habits confectionnés avec de l'herbe et d'adopter [...] des costumes d'occasion. [...] Imaginez le marché tout prêt qui s'offre ici aux vêtements de seconde main ! Les tenues abandonnées

par les héros de l'armée d'Europe, celles des laquais de club, des domestiques en livrée des pharaons modernes, les redingotes d'un avocat, d'un négociant ou d'un Rothschild, ou même le costume sévère de mes éditeurs, trouveraient peut-être porteurs parmi les personnes appartenant au rang des chefs du Congo[19].

Tout en faisant des allers-retours à pied à travers la campagne accidentée et humide pour superviser la construction, il gardait une apparence impeccable, se rasant et noircissant sa moustache chaque jour. Durant ce séjour, comme durant tous ses voyages en Afrique, sa carcasse solide et compacte survécut à toutes les maladies qui envoyaient prématurément tant de visiteurs européens dans leur tombe. À plusieurs reprises il délira de fièvre, et par deux fois il frôla la mort. Une attaque de malaria, écrivit-il, le fit tomber à cinquante kilos et le rendit trop faible pour parler ou lever les bras. Convaincu que sa fin était proche, il resta allongé dans sa tente deux semaines durant, au bout desquelles il convoqua ses officiers européens coiffés de casques coloniaux et ses ouvriers africains afin de leur donner ses dernières instructions, de leur dire adieu et de faire – du moins, il le prétend – une dernière profession de loyauté : « Dites au roi [...] que je suis navré de ne pas avoir pu mener à son terme la mission qu'il m'avait confiée[20]. »

Il se remit, mais quelques mois plus tard il retomba malade. Par le fleuve, on le ramena à Léopoldville, où il fut débarqué inconscient. En 1882, à peine capable de marcher, Stanley retourna en Europe pour récupérer des forces, à bord d'un vapeur portugais naviguant lentement. Sur ce bateau, il tempêta contre les passagers de seconde classe « sans éducation », autorisés à monter sur le pont des

première classe où ils « expectoraient, fumaient et se vautraient de la manière la plus sauvage ». Pire encore à ses yeux fut une invasion de passagers de troisième classe, « des femmes, et une demi-douzaine d'enfants blancs à moitié nus[21] ».

L'arrivée du navire en Europe le soulagea enfin de ces indignités. Les médecins l'avertirent que repartir au Congo pourrait lui être fatal. Mais Léopold insista : la tâche à accomplir était encore beaucoup trop importante. Non seulement le roi tenait à obtenir sa colonie, mais il voulait que l'explorateur reste en coulisse quelques années de plus, car Stanley, toujours bavard comme une pie en public, continuait à clamer ses espoirs d'un Congo *britannique*. Léopold déploya son charme royal – « Monsieur Stanley, vous n'allez pas me laisser maintenant, alors que je n'ai jamais eu autant besoin de vous[22] » – et, luttant contre une rechute de sa maladie tout en lançant des commandes pour un nouvel ensemble de matériel et de provisions, Stanley repartit au Congo après seulement deux mois.

Le gros lot à portée de la main, Léopold désirait le plus vaste territoire possible au Congo, et il le voulait tout de suite. Durant toutes ces années, cette envie pressante vibre dans chacune de ses lettres et instructions à Stanley.

> J'ai l'occasion de vous écrire par une voie sûre et j'en profite pour vous envoyer ces quelques lignes dans mon mauvais anglais [...] Il est indispensable que vous achetiez [...] autant de terres que possible et que vous placiez sous [...] suzeraineté de ce comité [...] dès que possible et sans perdre une minute tous les chefs des tribus installées entre l'embouchure du Congo et les Stanley Falls. [...] Si vous me faites savoir que vous allez exécuter ces instructions sans délai, je vous enverrai

plus de monde et plus de matériel. Des coolies chinois, peut-être[23].

Tout en assurant pieusement au ministre britannique à Bruxelles que son entreprise africaine « n'a aucun caractère commercial ; elle ne fait pas le commerce[24] », Léopold a déjà écrit à Stanley : « Je désire que vous achetiez tout l'ivoire disponible au Congo, et que vous disiez au colonel Strauch quelles marchandises il devra vous faire parvenir pour le paiement et à quel moment vous désirez les recevoir. Je vous recommande également d'établir des barrages et des droits de péage sur les sections de route que vous avez ouvertes. Ce n'est que juste, et en accord avec la coutume dans la majorité des pays[25]. »

Léopold et Stanley savaient que d'autres Européens commençaient à fouiller autour du bassin. Ils s'inquiétaient surtout du comte Pierre Savorgnan de Brazza, explorateur et officier de marine français, qui avait débarqué sur la côte nord du Congo et s'avançait vers l'intérieur. Un jour, alors qu'il poursuivait la construction de sa piste autour des rapides, Stanley sursauta en voyant le courtois Français, en casque blanc et manteau bleu marine, pénétrer dans sa tente. Un choc plus grand encore l'attendait au Stanley Pool, où il découvrit que Brazza avait signé avec un chef un traité qui cédait à la France une portion de la rive frontière nord, et laissé un sergent à la tête d'un avant-poste où flottait un drapeau tricolore.

Stanley étant homme à ne souffrir aucun rival, Brazza et lui multiplièrent les altercations au cours des années suivantes : Stanley prétendait que le traité de l'explorateur français était fondé sur une tricherie ; son rival le traitait de guerrier ennemi des Africains. La presse parisienne était enchantée. Quant à Léopold, tout en complotant avec

Stanley la manière de se montrer plus malin que Brazza, il invitait derrière son dos le Français à Bruxelles, lui conférait l'ordre de Léopold, et essayait sans y parvenir de l'engager.

Les allées et venues de Stanley et de Brazza commencèrent à éveiller partout l'intérêt : le Portugal affaibli se réveilla et réitéra ses anciennes prétentions sur le territoire entourant l'embouchure du fleuve Congo ; la Grande-Bretagne, inquiète de l'intérêt manifesté par la France à l'égard de cette région, soutint les Portugais. Léopold comprit qu'il ne devait pas perdre de temps.

Stanley, sous pression, poussa plus durement ses hommes. Ses subordonnés blancs qui buvaient trop ou qui avaient laissé les mauvaises herbes pousser autour de leurs postes sur le fleuve le faisaient exploser. « Ces gens me causent déjà davantage d'ennuis que toutes les tribus africaines réunies. Ils m'inspirent un tel dégoût que je préférerais être condamné à être noir de suie toute ma vie plutôt que de servir de nourrice à des êtres qui n'ont [...] aucun titre à se prétendre humains[26]. » En dépit de sa carrière, brève et sans gloire, dans les rangs des deux camps de la guerre de Sécession, Stanley était dans le fond un militaire. Il aimait l'ordre et la discipline et était un chef redouté mais efficace. Pour l'heure, il avait réuni une armée privée puissante, équipée d'un millier de carabines à tir rapide, d'une dizaine de petits canons Krupp et de quatre mitrailleuses. Parmi ses soldats zanzibarites, il y avait un Swahili qui déclarait : « *Bunduki sultani ya bara bara* » (« La carabine est le sultan de l'arrière-pays »).

Pendant ce temps, Léopold avait fait appel à un universitaire d'Oxford, sir Travers Twiss, afin d'obtenir le soutien d'une opinion juridique éminente sur le droit des compagnies privées à agir comme si elles étaient des pays

souverains, lors de la conclusion de traités avec les chefs indigènes. Stanley avait reçu l'ordre de faire remonter et descendre le fleuve à ses forces armées dans ce simple but. « Les traités doivent être aussi courts que possible, lui intimida Léopold, et tout nous donner en deux articles[27]. »

Ainsi fut fait. Lorsque Stanley et ses hommes en eurent terminé, le drapeau bleu à étoile d'or flottait sur les villages et les territoires de plus de quatre cent cinquante chefs du bassin du Congo, proclama l'explorateur. Les textes variaient, mais nombre des traités accordaient au roi un monopole commercial absolu, au moment même où il rassurait ses interlocuteurs européens et américains en soutenant qu'il n'ouvrait pas l'Afrique au libre commerce. Plus important, des chefs remettaient leurs terres à Léopold à la signature du traité, et ils le faisaient pratiquement pour rien. À Isangila, près des grands rapides, Stanley nota qu'il avait pu acheter la terre pour un poste en payant certains chefs au moyen « d'une grande quantité de beaux tissus, de manteaux de laquais et d'uniformes aux galons clinquants, avec un vaste assortiment de divers articles de troc [...] sans oublier deux bouteilles de gin[28] ». Les conquérants de l'Afrique, comme ceux de l'Ouest américain, découvraient que l'alcool donnait des résultats aussi efficaces que la mitrailleuse.

Le mot « traité » était un euphémisme, car de nombreux chefs n'avaient aucune idée claire de ce qu'ils signaient. Rares étaient ceux qui avaient vu auparavant un mot écrit, et on leur demandait d'apposer un *X* sur un document en langue étrangère et rédigé dans le jargon des juristes. Si l'idée de traité d'amitié entre deux clans ou villages leur était familière, ils ne pouvaient concevoir celle de céder par écrit leur terre à quelqu'un habitant de l'autre côté de l'océan. Les chefs de Ngombi et Mafela, par exemple,

avaient-ils la moindre idée du contenu de l'accord qu'ils signèrent le 1er avril 1884 ? En échange d'« une pièce de tissu par mois pour chacun des deux chefs soussignés, en sus du présent en tissu en main », ils promirent « d'abandonner librement et de leur propre assentiment, en leur nom et en celui de leurs héritiers et de tous leurs successeurs [...] à ladite Association la souveraineté et tous les droits de souveraineté et de gouvernement de tous leurs territoires [...] et d'aider, par des ouvriers ou autrement, tous ouvrages, améliorations ou expéditions que ladite Association entreprendra à n'importe quel moment dans n'importe quelle partie de ces territoires. [...] Toutes les routes et voies d'eau traversant ce pays, les droits de lever un péage sur elles, et tous les droits de chasse, de pêche, d'exploitations minière et forestière, seront la propriété absolue de ladite Association[29] ».

Par des ouvriers ou autrement. Les morceaux d'étoffe de Stanley n'achetaient pas seulement la terre, mais la main-d'œuvre. Il s'agissait d'un troc encore pire que celui accepté par les Indiens pour Manhattan.

Quel genre de sociétés existait sur ce territoire que Stanley, à l'insu de la plupart de ses habitants, s'activait à s'approprier au nom du roi des Belges ? La réponse n'est pas simple, car si on les superposait sur une carte de l'Europe les frontières du Congo s'étendraient de Zurich à Moscou et à la Turquie centrale – soit une surface aussi vaste que celle de tous les États-Unis à l'est du Mississippi et qui, bien que couverte essentiellement de forêts tropicales et de savanes, comprenait également des collines volcaniques et des montagnes couvertes de neige et de glaciers, dont certains pics étaient plus élevés que les Alpes.

Les populations de ce vaste territoire étaient aussi diverses que le pays[30]. Elles allaient de citoyens de vastes royaumes, à l'organisation élaborée, aux Pygmées de la forêt tropicale de l'Ituri, qui vivaient en petites bandes sans chef et sans structure officielle de gouvernement. Les royaumes, dont les capitales étaient constituées par de grandes cités, se trouvaient plutôt dans la savane, où les longs voyages étaient plus aisés. Dans la forêt tropicale, où il fallait se frayer un chemin à la machette à travers une végétation luxuriante, les communautés étaient en général de taille beaucoup plus petite. Ces habitants de la forêt étaient parfois des semi-nomades ; lorsqu'un groupe de Pygmées, par exemple, tuait un éléphant, il s'établissait temporairement sur place pour une ou deux semaines de célébrations, car il était plus facile de déplacer un village qu'un éléphant mort.

Bien que certains peuples du Congo, tels les Pygmées, fussent admirablement pacifiques, les considérer tous comme des parangons d'innocence primitive serait une erreur. Beaucoup pratiquaient l'esclavage et quelques-uns le cannibalisme rituel, et ils étaient susceptibles de faire la guerre à d'autres clans ou groupes ethniques, comme n'importe quel autre peuple de notre planète. Et la guerre traditionnelle dans cette partie de l'Afrique, où une tête ou une main coupée permettait parfois de prouver qu'on avait tué un ennemi dans une bataille, était aussi violente que partout ailleurs[31]. Dans certaines régions très au nord du Congo, des femmes étaient mutilées, comme cela se produit encore aujourd'hui, par excision forcée, une pratique dont la violence n'est pas atténuée par le fait qu'elle traduit un rite culturel d'initiation.

Ainsi que beaucoup de populations autochtones, les habitants du Congo avaient appris à vivre en harmonie

avec leur environnement. Certaines tribus, dont les couples devaient s'abstenir de faire l'amour la veille du départ à la chasse des hommes, par exemple, ou tant que la femme allaitait un bébé, pratiquaient en fait le contrôle des naissances. Des substances extraites de feuilles ou d'écorces pouvaient provoquer une fausse couche ou possédaient des propriétés contraceptives. Tous ces moyens de contrôle de la population, soit dit en passant, ressemblaient de façon étonnante à ceux qui s'étaient développés dans une autre forêt tropicale située au-delà de l'océan, celle du bassin amazonien.

Mais frappaient surtout les artisanats remarquables des sociétés traditionnelles du Congo : paniers, tapis, poteries, ouvrages en cuivre ou en fer, et surtout sculptures sur bois. Les Européens n'allaient véritablement remarquer cet art que deux décennies plus tard, et cette découverte exercerait une profonde influence sur Braque, Matisse et Picasso – lequel, par la suite, conserverait jusqu'à sa mort des objets d'art africain dans son atelier. Le cubisme ne semblerait nouveau qu'aux yeux européens, car il serait en partie inspiré par des pièces spécifiques d'art africain, dont certaines dues aux peuples pende et songye, qui vivent dans le bassin de la rivière Kasaï, un des affluents principaux du Congo.

On discerne sans mal l'éclat particulier qui séduisit tant Picasso et ses collègues la première fois qu'ils virent certains de ces objets d'art lors d'une exposition à Paris en 1907. Dans ces sculptures de l'Afrique centrale, certaines parties du corps sont exagérées, d'autres rétrécies ; les yeux ressortent, les joues se creusent, les bouches disparaissent, les torses sont allongés, les orbites des yeux agrandies au point qu'elles mangent presque le visage entier ; le visage et le corps humain sont morcelés et recomposés selon des

optiques et des proportions qui outrepassent les concepts du réalisme traditionnel européen.

Cet art émanait de cultures qui, entre autres choses, avaient un sens plus vague que l'islam ou le christianisme des frontières entre notre monde et le suivant, ainsi que de celles séparant le monde humain du monde animal. Parmi la population bolia du Congo, par exemple, un roi était choisi par un conseil d'aînés, par des ancêtres qui lui apparaissaient en rêve, et finalement par des bêtes sauvages, qui donnaient leur assentiment en rugissant lors d'une nuit durant laquelle le candidat au trône était abandonné dans un lieu précis de la forêt tropicale[32]. Peut-être était-ce la fluidité de ces frontières qui conférait aux artistes d'Afrique une liberté que leurs confrères européens n'avaient pas encore découverte.

En juin 1884, son travail pour Léopold accompli et une liasse de traités dans ses bagages, Stanley prit un navire pour rentrer chez lui en Europe. La cupidité de son employeur le faisait ronchonner ; le roi, se plaignit-il, faisait preuve d'une « énorme voracité en voulant avaler un million de mètres carrés au moyen d'un œsophage trop étroit pour un hareng[33] ». Ce fut néanmoins Stanley qui lui permit d'ingurgiter ce gros morceau.

Installé en Angleterre afin de rédiger son habituel récit de voyage de mille pages en deux volumes, Stanley se retrouva dans une Europe qui s'était éveillée à l'Afrique. La ruée avait commencé. Le traité conclu par Brazza au Stanley Pool allait bientôt aboutir à l'installation d'une colonie française sur la rive nord du Congo. En Allemagne, le chancelier Otto von Bismarck voulait des colonies en Afrique. Les Britanniques, outsiders ayant posé le pied le

plus solidement sur le continent, s'inquiétaient à présent de la concurrence.

Léopold était persuadé qu'aucune grande puissance ne serait prête à reconnaître la colonie pour un seul homme que Stanley s'était appropriée en son nom. Cependant, la reconnaissance diplomatique est en partie une question de précédents. Une fois qu'un pays important reconnaît l'existence d'un autre, d'autres nations sont susceptibles de s'aligner. Léopold avait donc décidé de regarder ailleurs, si aucun des principaux pays européens ne franchissait ce premier pas crucial. À l'insu de son continent natal, le roi avait déjà discrètement commencé à élaborer un moyen détourné éblouissant pour parvenir à ses fins.

Chapitre V

DE LA FLORIDE À BERLIN

En cette fin de printemps, une chute de neige inhabituelle recouvrait d'un épais manteau la pelouse de la Maison Blanche lorsque le président Chester A. Arthur, coiffé d'un haut-de-forme en soie, monta à bord d'un wagon privé mis à sa disposition par la Compagnie des chemins de fer de Pennsylvanie pour partir en vacances dans le Sud. Se plaignant de la fatigue causée par une tension élevée et d'autres maux, le Président avait informé les membres de son équipe qu'il souhaitait prendre du repos en Floride. En ce 5 avril 1885, l'accompagnaient à son départ de Washington le secrétaire d'État à la Marine, son valet de chambre, son secrétaire personnel et son chef français, décrit par un journaliste à bord du train comme « un gentleman bedonnant [...] aimant manifestement la bonne chère[1] ». Un des amis du Président était également du voyage, et, au fur et à mesure que le wagon privé s'éloignait vers le sud, plusieurs cousins de son épouse décédée montèrent à bord. Après Petersburg, en Virginie, alors que le train poursuivait son chemin sur une voie ferrée toute neuve, un contrôleur à la barbe grise pénétra dans le wagon, compta les voyageurs, et déclencha l'hilarité générale en

essayant de leur faire payer quarante-sept dollars cinquante pour leurs billets. À l'arrêt suivant l'attendait un télégramme avec ordre de laisser le groupe présidentiel voyager gratuitement.

À Jacksonville, en Floride[2], le Président et son entourage furent salués par une salve de vingt et un coups de canon. Ils montèrent à bord d'un vapeur à aubes afin de remonter le fleuve St. Johns, serpentant entre des rives plantées de cyprès et peuplées de hérons et de grues. D'autres amis et parents se joignirent en chemin au Président amateur de compagnie, et des feux d'artifice furent tirés des rives du fleuve. Le lendemain, le vapeur jeta l'ancre dans un lieu situé à environ cinquante kilomètres du Disney World actuel. Les voyageurs montèrent dans des équipages afin d'aller visiter l'élégante demeure de la plantation d'orangers Belair. Là, ils goûtèrent plusieurs variétés d'oranges délicieuses, et le secrétaire d'État à la Marine grimpa dans un arbre afin de cueillir des fruits qu'il trouvait spécialement tentants. Le soir, ils assistèrent à un spectacle de chansons et de danses donné par six Noirs de la région au son du banjo.

Chester A. Arthur, un des présidents américains les moins mémorables, était un homme aimable qui, quelques années plus tôt seulement, travaillait comme collecteur de droits de douane au port de New York. Il avait été contraint d'abandonner ce poste, le plus important qu'il eût tenu, à la suite d'accusations de corruption et de mauvaise gestion. Peu après, ses liens avec la puissante machine républicaine de l'État de New York lui avaient valu d'être nommé candidat à la vice-présidence. À la consternation presque universelle, il avait fait son entrée à la Maison Blanche lorsque le président James A. Garfield était tombé sous les balles d'un assassin. Du fringant Arthur, remarquable

conteur d'histoires, et homme du monde portant rouflaquettes et appréciant le whisky, les cigares et les vêtements coûteux, on se souvient sans doute surtout d'une déclaration : « Je suis peut-être président des États-Unis, mais ma vie privée ne regarde absolument personne. » Au cours de ce voyage en Floride, néanmoins, sa vie privée s'insérait idéalement dans les affaires d'un autre homme. Car le propriétaire de la plantation Belair n'était autre que le général Henry Shelton Sanford, qui avait aidé Léopold à recruter Stanley.

Sanford ne se donna même pas la peine de se déplacer de Belgique en Floride pour accueillir le Président en visite. Déployant l'assurance des hommes très fortunés, il joua les hôtes *in absentia*. Il s'assura que le Président et son entourage seraient reçus par son représentant personnel et qu'ils seraient logés dans les meilleures chambres de l'hôtel Sanford House, situé sur la rive d'un lac bordé de palmiers dans la ville de Sanford. Lorsque le Président et ses amis ne furent pas occupés à pêcher des perches, des truites ou des poissons-chats, à chasser l'alligator ou à explorer la région en vapeur, ils passèrent le plus clair de la semaine à Sanford House. On n'a pas gardé trace de la personne qui régla la note d'hôtel, mais, comme pour le voyage en train vers le sud, il est fort probable que ce ne fut pas le Président.

Ironiquement, l'immense plantation d'orangers que les visiteurs de Washington admiraient se révélait être une entreprise aussi catastrophique que les autres investissements de Sanford[3], et dont certains ouvriers suédois sous contrat, trouvant le travail trop rude, avaient essayé de s'enfuir clandestinement sur un vapeur. Sanford avait investi dans des abattoirs d'une capacité cinquante fois supérieure à la consommation possible du marché local et qui avaient donc fait faillite. Il avait fait construire un quai

de cent quatre-vingts mètres, avec un entrepôt à l'extrémité, qu'une inondation avait balayé. Le directeur d'un des hôtels de Sanford qui lui devait de l'argent avait pris la fuite. Les contremaîtres avaient omis de faire poser des clôtures et du bétail errant grignotait les orangers. Mais alors que tout ce que touchait Sanford dans les affaires se transformait en poussière, il remportait un franc succès dans son rôle de complice de Léopold.

Depuis longtemps Sanford soutenait le parti républicain du Président. Il y avait deux ans qu'il échangeait une correspondance avec Arthur et d'autres importants fonctionnaires américains au sujet des projets de Léopold pour le Congo. À la suite du voyage du Président en Floride, convaincu qu'Arthur lui prêterait attention, il lui envoya d'autres lettres où il plaidait sa cause. Sept mois plus tard, Léopold envoya Sanford outre-Atlantique afin de mettre à profit ses relations opportunes avec la Maison Blanche. L'homme qui avait jadis occupé le poste de ministre américain en Belgique se retrouvait désormais émissaire personnel du roi des Belges à Washington.

Sanford était muni d'un code spécial[4] pour télégraphier les nouvelles de Washington en Belgique : *Constance* signifiait « les négociations avancent bien, succès espéré » ; *Achille* voulait dire Stanley, *Eugénie*, France, *Alice*, États-Unis, *Joseph*, « droits souverains », et *Émile* s'appliquait au principal objectif, le Président. *Bonheur* signifiait « accord signé aujourd'hui ». L'accord en question était l'entière reconnaissance diplomatique américaine des prétentions de Léopold sur le Congo.

Sanford apportait également une lettre du roi au Président, qu'il avait lui-même soigneusement mise en forme et traduite. « Des territoires entiers cédés par des chefs souverains ont été transformés par nous en États indépen-

dants », déclarait Léopold, affirmation qui n'aurait pas manqué de faire sursauter Stanley, occupé à terminer son travail sur le fleuve Congo. D'Arthur, Léopold demandait simplement « l'annonce officielle que le gouvernement des États-Unis [...] traite[ra] en drapeau amical [...] l'étendard bleu à étoile d'or qui flotte désormais sur dix-sept stations, de nombreux territoires, sept vapeurs engagés dans l'œuvre civilisatrice de l'Association et une population de plusieurs millions d'hommes[5] ».

Le 29 novembre 1883, deux jours seulement après être arrivé en bateau à New York et avoir gagné Washington par train de nuit, Sanford fut reçu par le président Arthur à la Maison Blanche. La grande entreprise de civilisation de Léopold, confia-t-il au Président et à tous ceux qu'il rencontra dans la capitale, ressemblait beaucoup à l'œuvre généreuse accomplie par les États-Unis eux-mêmes au Liberia – où avaient émigré les esclaves américains affranchis à partir des années 1820 et qui allait rapidement devenir un pays africain indépendant. Cet exemple avait été judicieusement choisi, car ce n'était pas le gouvernement américain qui avait installé les anciens esclaves au Liberia, mais une société privée, similaire à l'Association internationale du Congo de Léopold.

Comme tous les acteurs de la troupe extrêmement professionnelle de Léopold, Sanford s'appuyait sur les bons accessoires. Il déclara, par exemple, que les traités signés par Léopold avec les chefs congolais étaient identiques à ceux que le clergyman puritain Roger Williams, célèbre pour sa croyance dans les droits des Indiens, avait conclus à Rhode Island dans les années 1600 – et, comme par hasard, Sanford avait sur lui des copies de ces traités. De plus, dans sa lettre au président Arthur, Léopold promettait que les citoyens américains seraient libres d'acheter

des terres au Congo et que les marchandises américaines seraient exemptées là-bas de droits de douane. À l'appui de ces promesses et à titre d'exemple, Sanford exhiba une copie d'un des traités de Léopold avec un chef du Congo. Cette copie, néanmoins, avait subi une modification[6] à Bruxelles : toute mention du monopole commercial cédé à Léopold en avait été effacée, altération qui ne trompa pas seulement Arthur, mais aussi Sanford. Cet ardent partisan du libre commerce souhaitait en effet voir le Congo ouvert à des hommes d'affaires américains comme lui.

À Washington, Sanford déclara que l'influence civilisatrice de Léopold instaurerait un contrepoids aux pratiques des épouvantables trafiquants d'esclaves arabes. D'autre part, ces « États indépendants » sous la protection généreuse de l'Association ne représentaient-ils pas une sorte d'États-Unis du Congo ? Sans compter que le Congo avait été « découvert par un Américain[7] », ainsi que l'écrivit Sanford au secrétaire d'État Frederick Frelinghuysen. (Stanley se faisait toujours énergiquement passer pour un homme né et élevé aux États-Unis.) Une semaine seulement après l'arrivée de Sanford à Washington, le Président incorpora de bon cœur dans son message annuel au Congrès un texte, à peine réécrit, que Sanford avait rédigé pour lui à propos de l'œuvre noble accomplie par Léopold au Congo :

> La vallée riche et très peuplée du Congo est ouverte par une société appelée l'Association internationale africaine, dont le roi des Belges est le président. [...] De larges étendues de territoire ont été cédées à l'Association par des chefs indigènes, des routes ont été ouvertes, des bateaux à vapeur ont été mis à flot sur le fleuve et les éléments de base d'États établis [...] sous un drapeau

qui offre la liberté de commerce et interdit la traite des esclaves. Les buts de la société sont philanthropiques. Elle ne vise pas un contrôle politique permanent, mais cherche la neutralité de la vallée[8].

Léopold fut enchanté d'entendre sa propre propagande sortir si volontiers de la bouche du Président. Son aide de camp, le colonel Maximilien Strauch, câbla à Sanford : ÉMILE NOUS ENCHANTE[9].

Sanford s'attaqua alors au Congrès. Il loua une maison au 1925 G Street, non loin de la Maison Blanche, télégraphia à son épouse et à son chef cuisinier de venir de Belgique, et entreprit d'offrir des dîners bien arrosés aux sénateurs, représentants et membres du cabinet. Ce fut son heure de gloire car sa personnalité affable, qui en faisait un bon vivant et un piètre homme d'affaires, le servait merveilleusement dans l'exercice du lobbying. Il possédait une excellente cave à vins, et on le qualifia de « diplomate gastronome » menant une « campagne gastronomique[10] ». « Quel agréable dîner vous nous avez offert, et en présence tellement royale aussi[11] ! » lui écrivit un de ses visiteurs. Le secrétaire d'État Frelinghuysen était fréquemment son invité. Le président Arthur, ainsi que les membres du Congrès et du cabinet, reçurent des cageots d'oranges de Floride.

Tout en gagnant le soutien du Congrès au sujet des prétentions de Léopold sur le Congo, Sanford se découvrit un allié insoupçonné. Le sénateur John Tyler Morgan de l'Alabama, ancien général de brigade de l'armée confédérée, était président de la commission sénatoriale des Relations étrangères. Comme la plupart des hommes politiques du Sud de l'époque, il était épouvanté par le spectre de millions d'esclaves libérés et de leurs descendants nourrissant des

rêves menaçants d'égalité. D'allure féroce et moustachu, le sénateur, de petite taille mais fort en voix, tempêtait sinistrement sur les dangers de l'« application de l'autorité nègre », les Noirs étant « installés dans [...] des familles blanches » où ils pouvaient infliger « un destin plus affreux que la mort à une femme innocente[12] ». Des années durant, Morgan avait ruminé le « problème » représenté par cette population noire grandissante. Sa solution, approuvée par beaucoup d'autres, était simple : les renvoyer en Afrique !

Appelant sans cesse à un « exode général[13] » des Noirs du Sud, Morgan, au cours de sa longue carrière, se fit également le partisan de les expédier à Hawaï, à Cuba et aux Philippines – îles qu'il considérait, sans doute à cause de leur distance éloignée, comme « le foyer naturel du nègre[14] ». Mais l'Afrique fut toujours son premier choix. Pour lui, le nouvel État de Léopold tombait du ciel. Ce territoire, pour se développer, n'aurait-il pas besoin de main-d'œuvre ? Et les Congolais ne se montreraient-ils pas avides de commercer avec les États-Unis, si les Américains qu'ils rencontraient avaient la même couleur de peau qu'eux ? Le Congo, en outre, ne pourrait-il pas devenir un marché pour les excédents de coton du Sud ? L'Afrique, assura-t-il par la suite au Sénat, était « prête pour le nègre aussi sûrement que le jardin d'Éden était prêt pour Adam et Ève. [...] Dans le bassin du Congo, nous trouvons le meilleur type de race nègre, et le nègre américain [...] peut trouver là le champ de ses efforts[15*] ».

* Morgan prononça ce discours pour soutenir un projet de loi qui prévoyait de subventionner les coûts de transport des Noirs du Sud émigrant à l'étranger. Une convention afro-américaine qui se tenait à Chicago réagit en faisant passer une résolution visant à utiliser des fonds fédéraux pour l'émigration des Blancs du Sud, et du sénateur Morgan en particulier.

Sanford partageait complètement son avis. Bien que né dans le Connecticut, il ne lui avait pas fallu longtemps, après avoir investi dans le Sud, pour faire sienne la position des hommes d'affaires blancs de cette région, qui se résumait à « renvoyez-les là-bas ». Le Congo, avait-il déclaré, pouvait servir de « débouché [...] pour l'esprit d'entreprise et l'ambition de notre population de couleur dans des domaines plus agréables que la politique[16] ». Jusqu'à la fin de sa vie, il allait promouvoir cette nouvelle « Canaan pour nos Israélites modernes[17] », susceptible d'être « le terrain où pourrait être attirée l'électricité amoncelée dans ce nuage noir recouvrant les États du Sud[18] ». Sanford et Morgan s'entendirent à merveille et Morgan, lui aussi, commença à recevoir des cageots d'oranges de Floride.

Au début de 1884, Morgan présenta au Sénat une résolution destinée à soutenir les prétentions de Léopold sur le Congo, dont il envoya la première mouture à Sanford. Comme tout membre d'un lobby auquel l'occasion se présentait, Sanford essaya d'obtenir davantage. À la mention de Morgan d'une terre « drainée par le fleuve Congo », il ajouta les mots « ses affluents et rivières adjacentes[19] », expression qui pouvait être interprétée comme signifiant toute l'Afrique centrale. Le Sénat y mit un bémol, acceptant bientôt une version modifiée de la résolution de Morgan. Celui-ci édita aussi, à mille exemplaires, un long rapport sur le Congo sous son nom, alors qu'il avait été rédigé principalement par Sanford. « On peut assurer sans risques, déclarait ce rapport, qu'aucun peuple barbare n'a jamais adopté aussi volontiers que les tribus du Congo les soins de patronage d'une entreprise bénévole, et qu'aucun effort plus honnête et pratique n'a été accompli pour [...] assurer leur bien-être[20]. »

Sachant avec quelle attention les républicains du président Arthur prêtaient l'oreille au monde des affaires, Sanford obtint que la chambre de commerce de New York passe une résolution avalisant la reconnaissance de l'association de Léopold par les États-Unis. Des articles favorables à l'action philanthropique du roi parurent dans les principaux journaux américains, stimulés, à la mode du jour, par les pots-de-vin que leur versait discrètement Sanford. La campagne tous azimuts de ce dernier constitua probablement le lobbying le plus élaboré exercé sur Washington au nom d'un gouvernant étranger au cours du XIXe siècle. Le 22 avril 1884, il en récolta les fruits : le secrétaire d'État annonça que les États-Unis d'Amérique reconnaissaient les prétentions de Léopold sur le Congo. Ils furent les premiers à le faire.

Léopold se savait redevable de ce grand coup à Sanford, et il savait aussi qu'aux yeux du « général » les louanges royales comptaient davantage que l'argent. Il invita l'épouse de Sanford, Gertrude, qui était rentrée à Bruxelles, à venir prendre le petit-déjeuner. « Je ne sais pas par où commencer, écrivit-elle ensuite à son mari, de toutes les louanges prononcées par le roi à ton sujet. [...] Mon cher, rien n'aurait pu être plus flatteur pour toi ou tendre pour moi que ne l'ont été le roi et la reine[21]. »

Au cours de sa campagne de pression habilement exercée sur Washington, Sanford avait fait circuler des documents qui enchevêtraient les noms de l'Association internationale du Congo, entièrement contrôlée par Léopold, et de l'Association internationale africaine, désormais défunte mais dont restait le vague souvenir d'une société philanthropique, composée d'explorateurs célèbres, de princes couronnés et de grands ducs. Une agréable confusion régnait. Dans sa déclaration officielle de reconnaissance,

le secrétaire d'État Frelinghuysen s'arrangea même pour utiliser les deux expressions dans la même phrase :

> Le gouvernement des États-Unis annonce qu'il comprend et approuve les objectifs humains et généreux de l'Association internationale du Congo, qui administre, comme elle le fait, les intérêts des États libres établis là-bas, et il donnera l'ordre aux officiers des États-Unis, tant de terre que de mer, de reconnaître le drapeau de l'Association internationale africaine comme celui d'un gouvernement ami[22].

Comme la plupart des documents officiels de ce type, celui-ci disparut rapidement dans les armoires de rangement des bureaucrates. Mais il subit plus tard une curieuse transformation, que personne ne semble avoir remarquée. Réimprimée l'année suivante[23] dans le best-seller de Stanley, *The Congo and the Founding of its Free State: A Story of Work and Exploration*, ouvrage traduit en de nombreuses langues et lu dans le monde entier, cette déclaration fut formulée de façon différente. Avant tout, elle ne faisait plus désormais référence qu'à l'Association internationale du Congo, propriété absolue de Léopold. Ce fut probablement le roi lui-même qui procéda à cette modification, car il corrigea avec soin le manuscrit de Stanley, chapitre par chapitre. Longtemps avant Staline, qui révisait également de sa propre main les manuscrits des auteurs, Léopold avait compris les avantages qu'il y a à réécrire l'histoire.

« La reconnaissance des États-Unis donna une nouvelle vie à l'Association[24] », écrivit Stanley, et il avait raison. Entre-temps, à l'instant même où Sanford s'apprêtait à

rentrer triomphalement en Belgique, Léopold conclut un accord identique avec la France. Comme à Washington, Léopold avait son homme à Paris : Arthur Stevens, un marchand d'art disposant de relations. Ce dernier négocia directement avec le président du Conseil français, Jules Ferry, pendant que Léopold versait un confortable traitement mensuel[25] à un rédacteur de l'influent journal *Le Temps* afin d'assurer un flot d'articles favorables à ses activités au Congo.

Les Français ne se sentaient menacés ni par la minuscule Belgique ni par la vaste superficie des terres revendiquées par Léopold, mais ils craignaient que, le jour où le roi manquerait d'argent – et ils avaient la conviction que cela finirait par se produire – pour financer son onéreuse tentative de construire une voie ferrée contournant les rapides, il ne vende le territoire entier à leur principal rival colonial : l'Angleterre. Après tout, Stanley n'avait-il pas appelé sans répit à un Congo britannique ?

Léopold calcula que les fracassantes sorties anglophiles de Stanley pouvaient en fait lui être utiles. « À mon avis, avait confié quelques mois plus tôt le roi à son aide de camp, le colonel Strauch, après une telle salve de Stanley, nous ne devrions pas essayer de publier un rectificatif. Cela ne fait pas de mal à Paris de craindre l'établissement éventuel d'un protectorat britannique au Congo[26]. » En réponse à l'inquiétude française, Léopold offrit un remède. Si la France respectait ses prétentions, il lui donnerait un *droit de préférence** sur le Congo – ce que, de nos jours, les avocats en matière de biens immobiliers appellent droit de préemption. Les Français, soulagés, se hâtèrent d'accepter. Persuadés que le projet de chemin de fer allait ruiner Léopold et qu'il devrait leur vendre le territoire, ils crurent conclure une excellente affaire.

Les Américains avaient été tellement charmés par la bonhomie de Sanford qu'ils ne s'étaient même pas donné la peine de spécifier les frontières exactes du territoire lointain dont ils reconnaissaient implicitement que Léopold était le propriétaire. La France, pour sa part, désirait tracer ces frontières sur une carte, où elles englobaient la plus grande partie du bassin du Congo.

Léopold avait utilisé les mots « États indépendants » en écrivant au président Arthur, mais dans ses déclarations des mois suivants l'expression se transforma en « État ». Quant à l'Association, un journaliste belge, pour expliquer la pensée du roi, déclara en 1884 qu'il s'agissait d'« un corps purement temporaire qui disparaîtrait une fois le travail accompli[27] ». Par ce tour de passe-passe, l'entité qui allait être reconnue par de plus en plus de pays au cours de l'année suivante se transforma peu à peu, pour passer d'une fédération d'États sous la protection bienveillante d'une société caritative à une colonie gouvernée par un seul homme.

Léopold s'aperçut que Bismarck, le chancelier allemand, lui donnait davantage de fil à retordre. Au début, la cupidité du roi commença par lui causer des ennuis. Outre le bassin du Congo, écrivit-il à Bismarck, il réclamait des régions vaguement définies « abandonnées par l'Égypte, où le trafic d'esclaves continue à prospérer. Leur permettre [à ces provinces] d'être incorporées dans un nouvel État et d'être administrées par lui serait le meilleur moyen de couper le mal à la racine[28] ». Bismarck n'était pas stupide et, en marge de ce paragraphe, il griffonna « Duperie ». À côté d'un passage concernant une confédération d'États libres, il mit « Fantaisies ». Lorsque Léopold lui écrivit que les frontières exactes du nouvel État ou des États seraient définies plus tard, Bismarck déclara à un aide de camp : « Sa Majesté étale l'égoïsme naïf et prétentieux d'un Italien

qui trouve naturel qu'on fasse tout pour ses beaux yeux sans contrepartie[29]. »

Au bout du compte, Léopold parvint néanmoins à se montrer plus malin que le Chancelier de Fer en personne, agissant une fois encore par le biais du parfait intermédiaire. Gerson Bleichröder[30], le banquier de Bismarck, financier du tunnel du Saint-Gothard sous les Alpes et de nombreux autres projets, était un homme exerçant beaucoup d'influence en coulisse à Berlin. L'ayant rencontré quelques années plus tôt à Ostende, la station balnéaire belge à la mode, le roi avait discerné en lui un individu susceptible d'être utilisé. En transférant une contribution de quarante mille francs de la cassette royale à la Société de l'Afrique à Berlin, Bleichröder acheta discrètement la bienveillance allemande à l'égard de Léopold. Puis, tout en informant Bruxelles des derniers faits et gestes de la cité, il finit par amener son ami le chancelier à accepter les revendications de Léopold sur le Congo. En retour, Bleichröder obtint de traiter des affaires bancaires pour des conseillers de Léopold, ainsi que l'opportunité d'investir en personne au Congo. Une pianiste, dont on pensait qu'elle était sa tendre amie, fut invitée à donner un récital à la cour de Belgique et médaillée par Léopold.

Les négociations du roi avec Bismarck culminèrent peu après le retour de Stanley en Europe, durant l'été 1884. Pendant cinq jours l'explorateur fut l'invité du roi, alors en vacances dans son chalet royal d'Ostende, un vaste bâtiment en bordure de plage bardé de tourelles et de tours. Le roi amena spécialement un cuisinier pour préparer chaque matin un petit-déjeuner anglais traditionnel à Stanley, et les deux hommes eurent des entretiens qui duraient fort tard dans la nuit. Stanley allait partir quand arriva un message de Bismarck posant des questions sur les

frontières du nouvel État du Congo. L'explorateur prolongea donc de quelques heures son séjour afin de les tracer sur une grande carte murale dans le bureau du roi. Bismarck se laissa persuader qu'il valait mieux que le Congo aille au roi de la faible petite Belgique, et soit ainsi ouvert aux négociants allemands, plutôt qu'à la France ou au Portugal, partisans du protectionnisme, ou à la puissante Angleterre. Contre la garantie de la liberté de commerce au Congo (comme tout le monde, Bismarck ignorait le texte complet des traités conclus par Léopold avec les chefs), il accepta de reconnaître le nouvel État.

En Europe, la soif de terre africaine était désormais presque palpable. Certaines revendications conflictuelles devaient être apaisées, et il fallait manifestement établir quelques règlements de base pour continuer à diviser le gâteau africain. Bismarck se proposa comme hôte à Berlin d'une conférence diplomatique destinée à débattre ces problèmes. Pour Léopold, cette conférence serait une occasion supplémentaire de resserrer sa mainmise sur le Congo.

Le 15 novembre 1884, des représentants des puissances européennes se réunirent donc autour d'une large table en fer à cheval donnant sur le jardin de la résidence officielle en briques jaunes de Bismarck, sur la Wilhelmstrasse. Parmi les ministres et plénipotentiaires en costume officiel qui prirent place sous le plafond voûté et les lustres étincelants se trouvaient des comtes, des barons, des colonels, et un vizir de l'Empire ottoman. Bismarck, en habit de cour écarlate, les accueillit en français, *lingua franca* diplomatique. Installés devant une grande carte de l'Afrique, les délégués se mirent au travail.

Stanley plus que quiconque avait déclenché la grande ruée sur la terre africaine, mais lui-même était gêné par la

cupidité ambiante. Elle lui rappelait, déclara-t-il, comment « les Noirs qui m'escortaient se précipitaient avec leurs couteaux luisants pour massacrer le gibier durant nos voyages[31] ». La conférence de Berlin représenta l'expression ultime d'une époque dont l'enthousiasme récent pour la démocratie avait des limites claires, et où le gibier massacré n'avait pas voix. John Stuart Mill lui-même, le grand philosophe de la liberté, avait écrit dans *Sur la liberté*: « Le despotisme est un mode légitime de gouvernement quand on a affaire aux barbares, pourvu que son but soit de les améliorer[32]. » Pas un seul Africain ne siégeait à la table berlinoise.

Avec son État embryonnaire déjà reconnu par les États-Unis et l'Allemagne, et l'accord amical portant sur le droit de préemption qu'il avait conclu avec la France, Léopold se trouvait en position de force. Son Association internationale du Congo n'étant pas un gouvernement – en fait, les délégués de la conférence semblaient ne pas bien comprendre ce qu'elle était exactement –, elle n'était pas officiellement représentée à Berlin. Mais Léopold n'eut aucun problème pour se tenir au courant de l'évolution de la conférence. Pour commencer, il disposait de son ami Bleichröder, aux aguets dans la capitale allemande, qui offrit aux délégués un dîner élégant. De plus, le roi entretenait des liens avec rien de moins que trois des délégations nationales.

Tout d'abord, un des représentants belges – qui tous étaient ses hommes de confiance – fut nommé secrétaire de la réunion. Ensuite, Léopold était curieusement très au fait d'affaires confidentielles concernant le Foreign Office britannique. L'assistant personnel du ministre des Affaires étrangères anglais devait en effet une grosse somme d'argent[33] à un homme d'affaires ami du roi qui faisait partie des premiers coïnvestisseurs de l'expédition de Stanley

au Congo. En outre, un des conseillers juridiques de la délégation britannique était sir Travers Twiss, que Léopold avait récemment consulté à propos de ses traités avec les chefs congolais. Enfin, un des deux délégués américains à la conférence n'était nul autre que Henry Shelton Sanford, qui tenait Léopold informé par des dépêches presque quotidiennes. Et qui était le « conseiller technique » de la délégation américaine, tout en restant au service de Léopold ? Henry Morton Stanley. Entre les sessions de la conférence, Léopold envoya Sanford à Paris et Stanley à Londres en mission diplomatique pour exercer des pressions.

Le rôle de Stanley était avant tout celui d'emblème des ambitions de Léopold au Congo, mais il fut fêté par tout le monde et passa un moment magnifique. « Ce soir, j'ai eu l'honneur de dîner avec le prince Bismarck et sa famille, écrivit-il dans son journal. Le prince est un grand homme, un bon père, d'une extrême simplicité avec sa famille. [...] Le prince a posé de nombreuses questions sur l'Afrique et m'a prouvé qu'en gros il comprenait très bien la situation de ce continent[34]. » Bismarck, qui commençait à acquérir un empire substantiel pour l'Allemagne en Afrique, fut heureux de voir que l'intérêt porté à celle-ci par les Allemands était stimulé par le célèbre explorateur. Aussi lui organisa-t-il une tournée de banquets et de conférences à Cologne, Francfort et Wiesbaden.

Dans Berlin enneigé, presque aucun des participants à la conférence, en dehors de Stanley, n'avait vu l'Afrique autrement qu'à travers les dessins de ses paysages sur les menus des banquets de Bismarck. De la sorte, lorsque quelqu'un paraissait ne pas comprendre pourquoi les revendications de Léopold étaient si grandioses, Stanley pouvait s'exprimer avec l'autorité de celui qui venait de passer cinq ans au Congo pour le roi. Au début, rapporta

un diplomate, Stanley s'approcha de la grande carte de l'Afrique et « suscita sur-le-champ l'intérêt de tous les délégués, par une description pleine de vie des caractéristiques du bassin du Congo ; et finalement des pays [voisins] qui devaient être soumis à un même *régime** afin d'assurer la plus grande liberté de communication[35] ».

Les télégrammes fusaient dans les deux sens entre Berlin et Bruxelles, où Léopold suivait la conférence pas à pas. Contrairement au mythe, la conférence de Berlin ne partagea pas l'Afrique ; le butin était trop important, et il faudrait bien d'autres traités pour le diviser. Mais en résolvant certaines revendications conflictuelles, la conférence (et un pacte séparé que le roi négocia avec la France) aida quand même beaucoup Léopold : le roi, la France et le Portugal obtinrent tous des territoires situés près de l'embouchure du Congo, mais Léopold enleva ce qu'il voulait le plus : le port maritime de Matadi, dans la partie inférieure du fleuve, et la terre dont il avait besoin pour construire un chemin de fer qui partirait de là et contournerait les rapides jusqu'au Stanley Pool.

Plus important encore pour Léopold fut le réseau d'accords bilatéraux, reconnaissant sa colonie en voie de formation et délimitant ses frontières, qu'il conclut avec d'autres pays durant et après la conférence. Lorsqu'il s'adressait aux Britanniques, par exemple, il sous-entendait que s'il n'obtenait pas tous les territoires qu'il avait en vue il quitterait purement et simplement l'Afrique, ce qui impliquait, selon les termes de son contrat accordant un droit de préemption, qu'il vendrait alors le Congo à la France. Le bluff opéra, et l'Angleterre céda.

Les Européens étant encore accoutumés à ne voir des richesses de l'Afrique que sa côte, la cession à Léopold des vastes espaces qu'il convoitait à l'intérieur du pays ne

suscita pratiquement aucun conflit. S'il parvint à s'emparer d'un territoire aussi immense, c'est en grande partie parce que les autres pays crurent donner leur accord à une sorte de colonie internationale, sous les auspices du roi des Belges bien évidemment, mais ouverte aux marchands de l'Europe entière. Outre des accords de pure forme en faveur de la liberté de navigation, de l'arbitrage des différends, des missionnaires chrétiens et d'autres détails du même genre, les participants de la conférence de Berlin s'entendirent surtout sur le fait qu'une grande partie de l'Afrique centrale, comprenant le territoire de Léopold dans le bassin du Congo, serait une zone de libre commerce.

La conférence s'acheva en février 1855, avec la signature d'un accord et une tournée finale de discours. Personne n'en bénéficia davantage que l'homme qui n'y avait pas assisté, le roi Léopold II. À la mention de son nom durant la cérémonie de signature, le public se leva et applaudit. Dans son discours de clôture aux délégués, le chancelier Bismarck déclara : « Le nouvel État du Congo est destiné à être un des plus importants exécutants de l'œuvre que nous entendons accomplir, et j'exprime mes meilleurs vœux pour son développement rapide et pour la réalisation des nobles desseins de son illustre créateur[36]. » Deux mois plus tard, pareil à un point d'exclamation venu ponctuer à retardement la fin du discours de Bismarck, un vaisseau de la marine des États-Unis, le *Lancaster*, apparut à l'embouchure du fleuve Congo et tira une salve de vingt et un coups de canon en l'honneur du drapeau bleu à étoile d'or.

La plupart des Belges n'avaient prêté que peu d'attention au soudain accès de diplomatie africaine de leur roi, mais, une fois les choses terminées, ils commencèrent à réaliser avec étonnement que cette nouvelle colonie

était plus vaste que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie réunies. Elle constituait un treizième du continent africain : plus de soixante-seize fois la superficie de la Belgique elle-même.

Afin de clarifier la distinction entre ses deux rôles, le roi des Belges songea d'abord à s'appeler « empereur du Congo » ; il joua aussi avec l'idée de vêtir les chefs loyaux d'uniformes inspirés des redingotes rouges portées par les célèbres hallebardiers de la Tour de Londres. Puis il décida d'être simplement le « roi souverain » du Congo. Plus tard, Léopold se qualifia de façon plus appropriée – étant donné qu'il voulait avant tout s'enrichir en tirant chaque sou possible du territoire – de « propriétaire[37] » du Congo. Son pouvoir de roi souverain de la colonie n'était pas partagé avec le gouvernement belge, dont les ministres étaient aussi surpris que l'homme de la rue lorsqu'ils lisaient, en ouvrant leur journal, que le Congo avait promulgué une nouvelle loi ou signé un nouveau traité international.

Bien que l'entité officiellement reconnue par la conférence de Berlin et divers gouvernements ait été l'Association internationale africaine ou l'Association internationale du Congo (ou les deux, dans le cas du Département d'État américain qui les confondait), Léopold décida de changer une fois de plus son nom. La comédie selon laquelle une « association » philanthropique s'occupait du Congo fut autorisée à disparaître. Ne resta inchangé que le drapeau bleu avec l'étoile d'or. Par décret royal du 29 mai 1885, le roi nomma *État indépendant du Congo** son nouveau pays, sous contrôle privé. Bientôt, il eut un hymne national, *Vers l'avenir*. Enfin, à l'âge de cinquante ans, Léopold possédait la colonie dont il avait si longtemps rêvé.

Chapitre VI

SOUS LE DRAPEAU DU YACHT-CLUB

Tandis qu'outre-mer sa puissance allait grandissant, chez lui la vie domestique de Léopold empirait. Il trouvait de plus en plus refuge dans les lits de diverses maîtresses, dont l'une fut prestement surnommée « Reine du Congo » par les Belges. En avril 1885, six semaines seulement après son triomphe diplomatique à Berlin, un tribunal britannique cita le roi[1] au nombre des clients d'une « maison de débauche » de luxe qui était poursuivie en justice à la demande du Comité londonien pour la suppression de la traite continentale des filles anglaises.

La fille aînée de Léopold, Louise, avait dix-sept ans lorsqu'il la maria à un prince austro-hongrois beaucoup plus âgé qu'elle. Après les festivités qui s'étaient déroulées dans toute la ville, la nuit de noces du couple à Laeken fut tellement traumatisante que Louise s'enfuit dans les jardins du château en chemise de nuit. Un domestique dut aller l'y chercher, et sa mère lui fit ensuite un sermon sur les devoirs conjugaux. Quelques années plus tard, elle se retrouva empêtrée dans des créances impossibles à recouvrer et une relation adultère avec un officier de cavalerie. À la suite d'un duel avec le mari de Louise, cet officier fut

emprisonné par les autorités autrichiennes, qui offrirent à la jeune femme le choix entre retourner auprès de son mari ou entrer dans un asile de fous. Elle choisit l'asile, et son père ne lui adressa plus jamais la parole. Craignant qu'elle ne lui cause davantage d'embarras, il demanda avec insistance de resserrer la surveillance autour d'elle. L'officier de cavalerie finit par être relâché. À peine avait-il libéré avec panache Louise de son incarcération qu'il mourut et, jusqu'à la fin de sa malheureuse existence, la jeune femme acheta des vêtements d'une manière aussi obsessionnelle que son père essayait d'acheter des pays. Ce besoin compulsif dévora sa part de la fortune royale et même davantage, jusqu'à ce que ses créanciers, exaspérés, finissent par saisir et mettre aux enchères une partie de sa garde-robe : soixante-huit voiles, quatre-vingt-dix chapeaux, vingt-sept robes du soir, vingt et un manteaux de soie ou de velours, et cinquante-huit parapluies et ombrelles[2].

Léopold ne se montra pas meilleur père à l'égard de sa deuxième fille, Stéphanie. Elle n'avait que seize ans lorsqu'il lui fit épouser le prince héritier Rodolphe d'Autriche-Hongrie, portant barbe noire, afin qu'elle devienne un jour impératrice. Léopold enviait particulièrement les Habsbourg, parce que, contrairement à lui, ils n'étaient pas entravés par un parlement et une constitution. Lors de son premier voyage à Bruxelles pour rencontrer Stéphanie, Rodolphe arriva avec sa maîtresse du moment, sinistre présage des événements à venir.

C'était dans sa nouvelle colonie que le roi trouvait le principal dérivatif à sa misère domestique. Le Congo « était le seul sujet de conversation autour de moi[3] », dirait plus tard Louise. Comparées à la marche de son foyer, les choses se déroulaient là-bas sans heurt pour Léopold. Tout comme il avait trouvé le moment politique idéal pour

acquérir son nouveau territoire, il se trouva au moment technologique idéal pour resserrer sur lui son emprise. Pour développer sa gigantesque colonie, il pouvait en effet utiliser un certain nombre d'outils dont les créateurs d'empire ne disposaient pas par le passé. Ces outils présentaient une importance capitale, car ils allaient bientôt permettre aux quelques milliers d'hommes blancs travaillant pour le roi de dominer une vingtaine de millions d'Africains.

Pour commencer, il y avait l'armement. Les meilleures armes que pouvaient en général obtenir la plupart des Congolais se chargeaient par le canon ; elles étaient à peine plus efficaces que les mousquets de l'armée de George Washington. À partir de la fin des années 1860, cependant, les Européens disposèrent de fusils se chargeant par la culasse, armes qui venaient de démontrer leur puissance mortelle sur les champs de bataille de la guerre de Sécession. Elles permettaient de viser plus loin et avec davantage de précision, et, tirant des cartouches en cuivre imperméables qui s'introduisaient rapidement, elles ne nécessitaient plus de poudre à canon en vrac, inefficace sous la pluie.

Une avancée encore plus décisive ne tarda pas à suivre : la carabine à répétition, qui pouvait tirer une dizaine de coups et plus sans être rechargée. Puis arriva très vite la mitrailleuse. Comme l'écrivit le poète Hilaire Belloc :

Quoi qu'il arrive, nous avons
La Mitrailleuse Maxim, et eux, non[4].

Un autre outil qui permit aux Européens de s'emparer virtuellement de toute l'Afrique tropicale dans les vingt années qui suivirent la conférence de Berlin fut la connaissance médicale. Les explorateurs du milieu du siècle avaient

attribué la malaria à tout et n'importe quoi, des « exhalaisons marécageuses » aux nuits passées au clair de lune, mais quelle qu'en fût la cause ils apprirent que la quinine permettait en général de s'en protéger. Vers le tournant du siècle, on commença à beaucoup mieux comprendre la malaria et l'hématurie ; les chercheurs maîtrisèrent aussi la fièvre jaune et d'autres maladies, et le terrible taux de mortalité des Européens sous les tropiques se mit à chuter.

Enfin, à cause de la géographie inhabituelle du Congo, un outil que nous avons déjà vu en action prit une importance encore plus grande pour Léopold que pour tous les autres impérialistes : le bateau à vapeur. Les Africains du Congo l'appelaient « la maison qui marche sur l'eau », ou, d'après le bruit qu'il faisait, le *kutu-kutu*. Le bateau à vapeur fut un instrument de colonisation durant tout le XIXe siècle. Il servit tout le monde, des Britanniques sur le Gange en Inde aux Russes sur l'Ob et l'Irtich en Sibérie. Les vapeurs du Congo étaient équipés, selon les cas, de roues latérales ou de roues arrière. Tous avaient des auvents servant de protection contre le soleil tropical. En général, ils étaient longs et étroits et avaient un faible tirant d'eau, ce qui était nécessaire pour passer les innombrables bancs de sable du fleuve principal ou de ses affluents. Parfois, des treillis métalliques pendaient de l'auvent, afin de protéger des flèches le capitaine et l'homme de proue.

Pour l'heure, la vapeur avait aussi largement remplacé la voile en pleine mer. Elle rendait le voyage d'Europe jusqu'à la côte de l'Afrique beaucoup plus rapide et permettait presque d'assurer un service régulier. Ce sont des vapeurs qui transportèrent la nouvelle vague de représentants de Léopold en Afrique. À la fin de 1889, quatre cent trente Blancs[5] travaillaient au Congo : marchands, soldats, missionnaires et administrateurs de l'État embryonnaire du

roi. Moins de la moitié de ces hommes étaient belges, car la patrie de Léopold continuait à ne manifester qu'un très vague intérêt pour les nouvelles possessions du souverain. Il est significatif que la plupart des délégués de Léopold au Congo aient été des officiers en permission prolongée de l'armée belge ou d'autres armées européennes.

Personnel en place et outils en main, Léopold entreprit d'installer l'infrastructure dont il aurait besoin pour exploiter sa colonie. Un système de transport congolais rudimentaire venait en tête de son ordre du jour ; sans lui, les richesses du territoire, indépendamment de ce qu'elles se révéleraient être, ne pourraient être acheminées jusqu'à l'océan qu'à pied. En 1887, un groupe de prospecteurs entreprit de tracer la carte de l'itinéraire que suivrait la voie ferrée destinée à contourner les trop célèbres trois cent cinquante kilomètres de rapides. Les moustiques, la chaleur, la fièvre, et le paysage rocailleux avec son lacis de profonds ravins, firent un grand nombre de morts, et trois années supplémentaires furent nécessaires pour que les ouvriers puissent commencer à poser les voies.

Pendant que ce travail démarrait, une bureaucratie de l'État du Congo se développa en Belgique, ainsi que dans la colonie elle-même. Henry Shelton Sanford essaya d'obtenir un poste d'administrateur principal colonial à Bruxelles. « C'est exactement le genre de travail qui me plairait, écrivit-il avec espoir à sa femme, car on peut y gagner à la fois réputation, argent et la satisfaction de bien faire. [...] Je pense que je vais [...] soumettre un programme d'opérations, et offrir mes services[6]. » Mais ses espoirs sur ce plan furent déçus, car Léopold savait que ni le talent d'administrateur de Sanford ni le caractère impitoyable dont il devrait faire preuve n'égalaient sa faculté de donner des dîners somptueux à Washington.

Il lui accorda seulement la permission de rassembler de l'ivoire et d'autres produits au Congo, et lui promit une aide (non suivie d'effet, comme la suite le prouva) sous forme de porteurs, de bâtiments et de transports par bateaux à vapeur. Mais l'expédition d'exploration de Sanford[7], comme fut appelée par euphémisme son entreprise, prit vite le chemin des autres affaires de l'Américain. À son habitude, il essaya de tout gérer de Belgique, où des dettes de plus en plus lourdes l'obligèrent à vendre une partie de sa collection d'objets d'art et à déménager dans un château plus petit. Au même moment, son représentant au Congo se mit à la boisson, pendant que les chaudières des bateaux à vapeur rouillaient le long de la voie ferrée.

Léopold était un bien meilleur homme d'affaires que Sanford, mais lui aussi commença à subir des pressions financières. Il avait hérité d'une fortune assez considérable, mais, à la fin des années 1880, les explorateurs, les bateaux à vapeur, les mercenaires, les armements et les autres dépenses pour le Congo l'avaient presque entièrement épuisée. Toutes ces dépenses, néanmoins, allaient devoir se poursuivre – et même augmenter – s'il voulait tirer des bénéfices de l'exploitation du territoire. D'où proviendrait cet argent ? L'obtenir du gouvernement belge serait à coup sûr difficile : une clause de la constitution du pays avait exigé l'approbation du Parlement pour que Léopold devienne monarque d'un autre État, et pour l'obtenir il avait dû promettre que le Congo ne deviendrait jamais une perte financière pour la Belgique. Il avait persuadé des législateurs sceptiques qu'il disposait de fonds suffisants – mensonge flagrant[8] – pour développer le territoire.

De 1885 à 1890, le roi passa beaucoup de temps à chercher de l'argent. Il emprunta d'abord à des banquiers, mais un de ses principaux créanciers, la banque Rothschild, finit

par refuser de lui en prêter davantage. Les centaines de lettres qu'il écrivit à cette époque le montrent obsédé par les problèmes d'argent. Il maigrit et perdit le sommeil ; ses ministres lui trouvaient la mine terreuse et l'esprit ailleurs. Réputé pour son énorme appétit (il commandait souvent une nouvelle entrée à la fin d'un repas plantureux, et un jour il avait mangé deux faisans rôtis entiers dans un restaurant parisien), il fit savoir, dans le but d'obtenir des fonds et la sympathie du public, que pour faire des économies il mangeait un plat de moins chaque jour au déjeuner. Un jour, la reine Marie-Henriette s'écria : « Léopold, tu vas nous ruiner avec ton Congo[9] ! »

Le roi récolta un peu d'argent de la vente d'obligations, mais beaucoup moins qu'il ne l'escomptait. Il écrivit au pape, pressant l'Église catholique d'acheter des actions au Congo afin d'encourager la propagation de la parole du Christ. Il parvint à convaincre des personnes privées d'investir dans le chemin de fer et quelques autres projets, mais à des conditions qui diminuaient sa propre part des futurs bénéfices, dont il était persuadé qu'ils seraient énormes. Il décida que la seule solution à sa crise financière était un emprunt massif. Comme il était grevé de dettes, la meilleure source éventuelle pour un tel emprunt était le Parlement belge. Léopold nourrissait l'espoir que, le temps passant, les législateurs allaient oublier ses anciennes promesses. Il attendit donc avant de s'adresser au Parlement. Dans l'intervalle, il s'attela, une fois de plus, à polir sa réputation de philanthrope et d'humanitariste.

En Europe, on continuait à s'indigner des trafiquants d'esclaves « arabes », basés à Zanzibar et sur la côte orientale de l'Afrique. Il faut dire que les négriers balayaient en effet la plus grande partie de l'Afrique orientale et centrale d'une vague de terreur, et que les esclaves qu'ils capturaient

continuaient à être vendus le long des rivages nord-est de l'océan Indien et du golfe Persique. Mais le sentiment vertueux que les Européens éprouvaient à ce sujet s'entremêlait de plus en plus avec leur envie croissante de colonies africaines. Fort opportunément, la plupart des trafiquants étaient musulmans, ce qui permettait aux Européens de parer d'autant plus leurs ambitions des apparences de la vertu. On louait beaucoup Léopold de protéger les missionnaires chrétiens dans sa nouvelle colonie. Ses dénonciations vigoureuses du trafic d'esclaves impressionnaient tellement qu'elles lui valurent d'être nommé président honoraire[10] de l'Aborigines Protection Society, vénérable organisation des droits de l'homme britannique.

À la vive satisfaction du roi, Bruxelles fut choisie comme siège d'une conférence des grandes puissances contre l'esclavage, dont les réunions intermittentes allaient se dérouler pendant huit mois à partir de novembre 1889. Le roi « humanitariste » reçut les délégués avec plaisir. Dans leur salle de conférence, au ministère des Affaires étrangères belge, était exposé un joug d'esclave fourchu. « Tous ces dîners, réceptions et bals sont un rude travail[11] », rapporta le principal représentant britannique à son retour au Foreign Office. Pour des raisons diplomatiques, la Turquie dut être incluse dans la conférence, en dépit du fait que l'esclavage était légal dans ce pays. Son délégué rugit de rire lorsque les orateurs affirmèrent que le harem islamique stimulait la traite des esclaves.

Pour les diplomates, la conférence fut une longue réception. Leur salle de réunion donnait sur une rue chic du centre-ville : « Dès que passait un chapeau féminin, raconta un fonctionnaire à propos du comte von Kevenhuller, le représentant austro-hongrois, il se précipitait à la fenêtre, comme mû par un ressort. Cela donnait lieu chaque fois à

de grandes réjouissances. En définitive, par crainte de le voir rater une occasion d'exercer son sport favori, les délégués s'interpellaient d'un bout à l'autre de la table couverte d'un tapis vert pour le prévenir de l'approche de toute nouvelle jolie femme[12]. »

La conférence contre l'esclavage représenta une aubaine pour Léopold, car les délégués s'arrêtaient suffisamment longtemps de lorgner les passantes pour approuver quelques-uns des projets visant à lutter contre les trafiquants d'esclaves qu'il présentait – projets qui, curieusement, ressemblaient de façon frappante à ceux qui étaient nécessaires à l'infrastructure de transports onéreuse qu'il espérait mettre en place au Congo. Le roi leur décrivit le besoin de stations fortifiées, de routes, de voies ferrées et de bateaux à vapeur qui tous serviraient à soutenir les colonnes de troupes poursuivant les esclavagistes. Pompeusement, il offrit les services du nouvel État du Congo dans ce noble but, et demanda seulement en retour que la conférence lui donne l'autorisation de lever des droits d'importation, qui serviraient à financer les actions contre l'esclavage. Les puissances finirent par donner leur consentement, amendant de ce fait en faveur de Léopold l'accord de Berlin qui garantissait le libre-échange.

Henry Shelton Sanford, qui assistait à la conférence en qualité de délégué américain, fut horrifié : six ans après avoir obtenu la reconnaissance du Congo de Léopold grâce à sa propre signature au bas d'un accord promettant le libre-échange, voilà que le monarque demandait subitement des droits de douane. Son admiration naïve fracassée, Sanford eut l'impression d'avoir été trahi par le roi[13]. Souffrant de goutte et d'insomnie, avec sa barbe auburn qui blanchissait et son visage marqué par l'âge et les soucis financiers, Sanford n'était plus le même homme que

l'émissaire éclatant, portant chapeau haut de forme, d'une demi-douzaine d'années auparavant. Il mourut un an après la fin de la conférence, amèrement déçu par Léopold et grevé de dettes. Ses investissements au Congo ne lui rapportèrent absolument rien, et la seule trace de lui qui resta là-bas fut un bateau à vapeur de six tonnes, le *Général Sanford.*

Tandis que la conférence siégeait encore, Léopold invita Stanley à séjourner une semaine en Belgique. L'explorateur s'adressa aux délégués et fut décoré de la grand-croix du Congo par Léopold, qui organisa un banquet et une soirée de gala d'opéra en son honneur, et le fit loger dans les pièces écarlate et or du palais royal, d'ordinaire réservées aux visiteurs appartenant à des familles royales. En retour, Stanley loua son hôte auprès des Belges dans un discours :

> En quoi consiste la grandeur d'un monarque ? Si elle se fonde sur l'étendue de son territoire, alors le tsar de Russie est le plus grand de tous. S'il s'agit de sa splendeur et de son organisation militaire, c'est Guillaume II [d'Allemagne] qui prend la première place. Mais si la grandeur royale se mesure à la sagesse et à la bonté d'un souverain menant son peuple avec la sollicitude d'un berger veillant sur son troupeau, alors le plus grand des souverains est le vôtre[14].

Léopold se servait de Stanley comme un président américain moderne utiliserait une star de cinéma célèbre durant sa campagne électorale. La visite de Stanley à Bruxelles était un élément capital dans une campagne de relations publiques soigneusement préparée pour marquer le vingt-cinquième anniversaire du règne de Léopold. Le roi offrit également une garden-party à deux mille cinq cents membres de l'élite belge à Laeken, et

ouvrit à ses invités fascinés les nouvelles serres gigantesques aux dômes de verre de son château, dont les plantes et arbres exotiques constituaient la plus importante collection botanique privée au monde. La Bourse de Bruxelles elle-même, dont les membres avaient longtemps rechigné à placer de l'argent dans les projets africains du roi, donna une grande réception en son honneur. Le hall de la Bourse était décoré de lances africaines et d'un des arrangements floraux les plus originaux jamais conçus : une masse de feuillages d'où sortaient quatre cents défenses d'éléphant.

La campagne de Léopold ne visait qu'un seul objectif : l'argent. Ses efforts culminèrent lorsqu'il conclut un accord avec des membres importants du cabinet, qui commençaient à réaliser que le territoire appartenant au roi en Afrique pourrait un jour rapporter gros. Léopold déclara que si le Parlement lui accordait l'emprunt qu'il souhaitait, il léguerait le Congo à la Belgique dans son testament. Ainsi donc, lorsque ce monarque généreux, à la réputation de croisé antiesclavagiste, loué par le célèbre explorateur Stanley, fêté par ses loyaux sujets, finit par demander un emprunt de vingt-cinq millions de francs (soit environ huit cents millions de francs français actuels) au Parlement pour soutenir l'œuvre philanthropique qu'il accomplissait au Congo, il l'obtint. Sans intérêt.

L'arrogance inouïe de Léopold n'apparaît sans doute nulle part plus clairement que dans ce curieux document où il lègue avec insouciance un de ses pays à l'autre :

> Nous, Léopold II, roi des Belges, souverain de l'État indépendant du Congo, souhaitant garantir à Notre patrie bien-aimée les fruits du travail que, depuis de longues années, Nous avons poursuivi sur le continent africain [...] déclarons, par la présente, léguer et

transmettre, après Notre mort, à la Belgique, tous Nos droits souverains sur l'État indépendant du Congo.

S'y ajoutait un tour de passe-passe. Le jour où le roi rendit public son testament, il était antidaté, de manière que son legs apparaisse comme un acte de générosité au lieu d'une tractation financière.

Pour Henry Morton Stanley, les cinq années précédant sa visite à Bruxelles à l'occasion de laquelle on lui déroula le tapis rouge n'avaient pas été faciles. Depuis la fin de la conférence de Berlin en 1885, Léopold se demandait que faire de l'explorateur. Afin de s'assurer que Stanley ne travaillerait pas pour les Britanniques, il l'avait gardé sous contrat en tant que consultant. Ce n'était toutefois plus d'explorateurs dont le roi avait désormais besoin, mais de prospecteurs, d'ingénieurs des mines, de constructeurs de chemins de fer, de capitaines de bateaux à vapeur, de soldats et d'administrateurs. Des années auparavant, Léopold avait promis de nommer Stanley gouverneur du futur État du Congo. Par la suite, néanmoins, pour remercier les Français d'avoir reconnu son Congo (ces derniers en voulaient à Stanley d'avoir poussé ses explorations plus loin que leur homme, Brazza, et de l'avoir rabaissé), il leur avait discrètement promis de ne plus jamais employer Stanley là-bas. En dehors des relations publiques, le remuant Stanley ne servait plus désormais à grand-chose au roi. Léopold, comme le remarqua un jour un ministre belge, « presse les hommes comme des citrons. Quand il en a extrait tout le jus, il jette la pelure[15] ».

Stanley devina que Léopold avait conclu un accord secret avec les Français et, comme si souvent dans sa vie, il en fut blessé. Son équipement de voyage pour l'Afrique

était emballé et prêt, mais il n'avait aucune mission à accomplir. Il n'avait pas besoin de l'argent qu'il recevait au service de Léopold : ses conférences et ses livres lui rapportaient bien davantage. Cependant, sa loyauté éblouie à l'égard du roi ne faiblissait pas, alors même que ce dernier ne cessait de le décommander en lui disant, comme Stanley s'en plaignit dans une lettre datée de 1886 : « Nous ignorons quand nous aurons exactement besoin de vous, mais nous vous le ferons savoir, cher monsieur Stanley, suffisamment tôt pour que vous ayez amplement le temps de vous préparer[16]. »

Comme chaque fois qu'il espérait partir en Afrique, Stanley songea à se marier, même si, confessa-t-il avec désespoir, « c'est vrai, je ne sais pas parler aux femmes[17] ». Durant plus d'un an, il fit une cour gauche et timide à une nouvelle élue. Il s'agissait, cette fois, d'une femme peintre de la haute société londonienne, Dorothy Tennant. Elle peignait des nymphes grecques et des gamins des rues londoniennes, et elle fit le portrait de Stanley. Cette union paraissait appropriée, car Dorothy se montrait aussi raide et mal à l'aise avec les hommes que Stanley l'était avec les femmes. À l'âge de trente-quatre ans, elle partageait encore une chambre avec sa mère et adressait son journal intime à son père, décédé depuis longtemps. Stanley lui confia l'histoire malheureuse de son abandon par Alice Pike, puis il la demanda en mariage. Mais elle repoussa son offre. Rejeté une fois de plus, il fut convaincu que Dorothy Tennant lui reprochait ses origines sociales. « Cette femme m'a pris au piège avec ses effusions, écrivit-il à un ami, et avec son adulation exagérée, ses bibelots gravés des mots "Souviens-toi de moi", ses petits mots doux parfumés[18]. »

Tandis que Stanley souffrait de cet échec, les ambitions de Léopold avaient grandi. Brûlant de plus en plus

d'acquérir des colonies, il rêvait maintenant de la vallée du Nil. « Mon cher ministre, dit-il un jour au Premier ministre belge qui essayait de le dissuader de nourrir ce fantasme, considérez-vous que la gloire d'être pharaon ne vaut rien ? » À côté d'elle, insista-t-il, le Congo était « prosaïque ». Mais au sujet du Nil il proclamait : « C'est ma gloire, et je n'y renoncerai jamais[19] ! » En 1886 se présenta une occasion promettant tout à la fois à Léopold de poursuivre son rêve du Nil, de donner quelque chose à faire à Stanley et de consolider son emprise sur le Congo.

Le Soudan, à travers lequel coulent les bras supérieurs du Nil, était placé sous autorité conjointe anglo-égyptienne, mais les distances y étaient longues et le contrôle relâché. Au milieu des années 1880, les membres d'un mouvement musulman fondamentaliste, les mahdistes, fomentèrent une rébellion, tuèrent le gouverneur général britannique, et repoussèrent les forces britanniques envoyées contre eux. L'Angleterre fut choquée mais, comme elle était confrontée à maintes autres guerres coloniales ailleurs, elle décida temporairement de ne pas se lancer dans un conflit supplémentaire. Les rebelles poussèrent plus au sud, où se dressait contre eux le gouverneur de la province la plus méridionale du Soudan. Fort commodément pour Léopold, cette dernière était limitrophe du Congo.

Le gouverneur, Emin Pacha, demanda de l'aide aux Européens ; suite à la publication d'une de ses lettres par le *Times*, un mouvement se développa pour envoyer une expédition privée à son secours. Selon le journal, il s'agirait d'une « mission miséricordieuse et périlleuse – destinée à sauver Emin Pacha [...] qui est entouré de tribus sauvages et hostiles, et coupé de toute civilisation[20] ». Alimenté par la ferveur anti-islamique, le projet s'acquit de nombreux adeptes. Les Britanniques furent d'autant plus scandalisés

par les mahdistes que leur chef demanda à la reine Victoria de venir au Soudan, de se soumettre à son autorité et de se convertir à l'islam.

Désormais, les Britanniques n'avaient pas seulement des traîtres musulmans, mais un héros blanc en la personne d'Emin. Car en dépit de son titre (*emin* signifie « celui qui est fidèle »), le pacha assiégé était un Juif allemand, petit et frêle, qui s'appelait à l'origine Eduard Schnitzer. Sur les photographies, le visage manifestement européen d'Emin, affublé d'épaisses lunettes et d'un fez rouge, ressemble à celui d'un délégué myope à une convention. Médecin de formation, le pacha était un linguiste brillant et un excentrique ; tout en essayant de gouverner sa province, de guérir les malades et de résister aux rebelles mahdistes, il rassemblait minutieusement des spécimens de plantes et de vie animale et réunissait une collection d'oiseaux empaillés pour le British Museum.

Les projets de l'expédition de secours prenant forme, les dons de fournitures affluèrent. Fortnum and Mason, les épiciers, offrirent des caisses de mets délicats, et l'inventeur Hiram Maxim envoya son dernier modèle de mitrailleuse ; un nouvel uniforme de parade fut également adressé à Emin. Et qui pouvait-on trouver de plus apte à mener l'expédition de secours Emin Pacha qu'Henry Morton Stanley ? L'explorateur s'empressa d'accepter l'invitation. Il fut particulièrement enchanté par la mitrailleuse, qu'il avait testée chez son fabricant afin de s'assurer qu'elle pouvait effectivement tirer les six cents coups minute annoncés. Cette nouvelle arme, déclara-t-il, « fournirait un service précieux pour aider la civilisation à vaincre la barbarie[21] ».

Lorsque Stanley demanda à Léopold de le libérer de son contrat de consultant pour conduire l'expédition, le roi

accepta, à deux conditions. Tout d'abord, au lieu d'emprunter pour se rendre auprès d'Emin la route la plus facile et la plus courte, qui partait de la côte orientale de l'Afrique et traversait les hauts territoires allemand et britannique, l'expédition passerait par le Congo de Léopold. Elle devrait donc traverser la forêt tropicale de l'Ituri, encore inexplorée. En second lieu, une fois que Stanley aurait trouvé Emin Pacha, il lui demanderait de rester gouverneur de sa province – mais ladite province ferait désormais partie de l'État du Congo.

De la sorte, Léopold obtiendrait non seulement que soit exploré, et peut-être élargi, un coin inconnu de son territoire, mais il le ferait aux frais des autres. Le financement de l'entreprise provenait de sources allant de la Royal Geographical Society à des marchands britanniques intéressés par les réserves d'ivoire cachées de Pacha – d'une valeur, disait-on, de soixante mille livres – et à des barons de la presse qui savaient qu'une nouvelle expédition de Stanley ferait vendre leurs journaux. À son départ au début de 1887, Stanley jongla habilement avec les exigences de ses nombreux commanditaires. Un témoin étonné qui tomba plus tard sur Stanley et son importante force, alors qu'ils contournaient à pied les rapides inférieurs du Congo, remarqua que le porteur du drapeau, à l'avant de la colonne, brandissait – à la demande du directeur du *New York Herald*, James Gordon Bennett Jr. – le drapeau du yacht-club de New York.

Plus tard, l'habituel best-seller de mille pages en deux volumes de Stanley se révélerait n'être qu'un des nombreux ouvrages consacrés à l'expédition de secours à Emin Pacha. (En recrutant ses officiers, Stanley leur fit signer à chacun un contrat contenant la promesse que tout livre qu'il écrirait ne paraîtrait que six mois après la sortie de son compte

rendu « officiel ») Mais, en dehors de l'industrie de la presse et de l'édition, l'expédition tourna au désastre pour la plupart de ses intervenants, à l'exception éventuelle du yacht-club de New York, dont l'étendard traversa au moins le continent.

Stanley piqua ses habituelles crises de fureur. À quatre reprises il renvoya son domestique personnel, et à quatre reprises il le réengagea. Il invectiva ses officiers blancs – dont plusieurs traceraient de lui plus tard un portrait des moins séduisants. « Le moindre petit détail, écrirait l'un d'eux, suffit à le mettre dans une rage folle[22]. » Il aggrava les problèmes de l'entreprise économique en déconfiture d'Henry Sanford au Congo en réquisitionnant son bateau à vapeur en partie construit. Il s'en servit comme barge pour ses troupes et le rendit plusieurs mois plus tard, gravement endommagé. Stanley commit une erreur beaucoup plus importante : il sépara ses huit cents soldats, porteurs et autres, en deux colonnes, dans l'espoir que lui-même, à la tête d'une force plus petite et qui se déplaçait plus vite, serait en mesure d'atteindre Emin Pacha et d'accomplir l'opération de secours spectaculaire qui ferait la une plus rapidement.

Comme toujours, Stanley s'y prit n'importe comment pour choisir ses subordonnés. L'officier chargé de la colonne arrière, le commandant Edmund Barttelot, s'empressa de devenir fou. Il expédia les bagages personnels de Stanley dans une mauvaise direction. Pour envoyer un télégramme incompréhensible en Angleterre, il fit faire un aller-retour bizarre de quatre mille cinq cents kilomètres à un autre officier. Il décida ensuite qu'on l'avait empoisonné et se mit à voir des traîtres partout. Il fit donner à l'un d'eux trois cents coups de fouet (qui lui furent fatals). Il frappa des Africains avec une canne à bout d'acier, fit enchaîner

plusieurs dizaines d'hommes et mordit une villageoise. Un Africain tua Barttelot d'un coup de fusil avant qu'il ne puisse en faire davantage.

Pendant ce temps, Stanley, qui pataugeait à travers la forêt tropicale à la tête de sa colonne avancée, condamnait un déserteur à la pendaison, et ordonnait de nombreuses flagellations qu'il administrait parfois lui-même. Étant donné la pagaille des approvisionnements, ses porteurs et ses soldats mouraient presque de faim la plupart du temps. Pour ceux qui avaient la malchance de se trouver sur son chemin, l'expédition ressemblait à une armée d'invasion, car elle retenait parfois en otages femmes et enfants jusqu'à ce que les chefs locaux lui fournissent des vivres. Un des officiers de Stanley écrivit dans son journal : « Nous avons fini notre dernière banane aujourd'hui [...] les indigènes ne commercent pas, et n'offrent pas le moins du monde de le faire. En dernière ressource, nous devons capturer davantage de leurs femmes[23]. » Alors qu'ils avaient l'impression d'être sur le point d'être attaqués, se souvint un autre, « Stanley donna l'ordre de brûler tous les villages à la ronde[24] ». Un autre encore décrivit le massacre avec autant de décontraction que s'il s'agissait d'une chasse :

> C'était très intéressant de rester tapi dans la brousse à regarder les indigènes vaquer tranquillement à leur labeur quotidien. Certaines femmes [...] fabriquaient de la farine de banane en pilant des bananes séchées. Nous pouvions voir des hommes construire des huttes et accomplir d'autres tâches, des garçons et des filles courir et chanter. [...] J'ouvris la chasse en visant un type en pleine poitrine. Il tomba comme une pierre. [...] Immédiatement, une salve balaya le village[25].

Un membre de l'expédition emballa la tête tranchée d'un Africain dans une boîte de sel et l'envoya à Londres pour qu'elle soit empaillée et montée par son taxidermiste de Piccadilly[26].

Sur les trois cent quatre-vingt-neuf hommes de l'avant-garde de Stanley, plus de la moitié moururent alors qu'ils se frayaient difficilement un chemin à la machette à travers la forêt tropicale de l'Ituri, en n'avançant parfois que de quatre cents mètres à peine par jour. Arrivés à court de vivres, ils grillèrent des fourmis. Ils escaladèrent des racines d'arbres géants et durent établir leur camp sur des terrains marécageux au milieu d'averses tropicales, dont l'une dura dix-sept heures sans interruption. Des hommes désertèrent, se perdirent dans la jungle, se noyèrent ou succombèrent au tétanos, à la dysenterie ou à des ulcères gangreneux. D'autres furent tués par des flèches ou des pièges fabriqués avec des pieux empoisonnés par les habitants de la forêt, terrifiés par ces étrangers armés et mourant de faim qui traversaient leur territoire en saccageant tout.

Lorsqu'ils découvrirent enfin Emin, Stanley et ceux de ses hommes qui avaient survécu étaient affamés et épuisés. Comme la plupart de leurs fournitures se trouvaient à des centaines de kilomètres en arrière avec la seconde colonne et son commandant fou, l'explorateur ne put offrir au minuscule pacha que quelques munitions, des lettres d'admirateurs, plusieurs bouteilles de champagne et le nouvel uniforme de parade – qui se révéla beaucoup trop ample. En fait, ce fut Stanley qui dut demander des vivres à Emin. Le pacha vint à leur rencontre, devait écrire Stanley, vêtu d'« un costume d'exercice propre en coton neigeux, bien repassé et parfaitement coupé » ; son visage ne montrait « aucune trace [...] de mauvaise santé ou d'anxiété ; il indiquait plutôt un bon état du corps et la paix de

l'esprit[27] ». Emin, heureux de continuer à collecter des spécimens pour le British Museum, déclina poliment la proposition de Léopold de joindre sa province au nouvel État du Congo. Le plus embarrassant de tout, pour l'avant-garde dépenaillée de l'expédition de secours à Emin Pacha, fut que la menace des rebelles s'était apaisée depuis les lettres d'Emin, vieilles de plusieurs années, et qu'il n'avait finalement pas envie d'être secouru.

Stanley redoutait beaucoup de rentrer au pays sans Emin. Le pacha écrivit dans son journal : « Pour lui, tout ce qui importe, c'est de pouvoir m'emmener avec lui, car c'est seulement là [...] que son expédition sera considérée comme une réussite totale. [...] Il préférerait périr plutôt que partir sans moi[28] ! » En définitive, Stanley parvint à persuader le pacha, qui n'en avait guère envie, de revenir en Europe avec lui, en partie parce que l'arrivée même de l'importante expédition de secours à la gâchette facile ranima le mouvement de rébellion mahdiste. Ainsi donc, Stanley, Emin et leur escorte, après une marche de plusieurs mois en direction de la côte africaine orientale, atteignirent la mer à un petit poste allemand, situé aujourd'hui en Tanzanie.

Une batterie allemande les salua d'un tir d'artillerie, et des fonctionnaires offrirent aux deux hommes un banquet au mess des officiers locaux. Un orchestre de la marine joua ; Stanley, Emin et un commandant allemand prononcèrent des discours. D'après Stanley, « les vins étaient fins, bien choisis et glacés[29] ». Puis Emin le myope, qui n'avait cessé d'aller et venir le long de la table en bavardant avec les invités et en buvant beaucoup de Champagne, passa par une fenêtre du second étage qui, à son idée, donnait sur une véranda. Mais il se trompait. Il tomba dans la rue où il demeura inconscient, et dut rester deux mois à l'hôpital

allemand local, si bien que Stanley ne put le ramener triomphalement en Europe. Mais le plus embarrassant pour l'explorateur fut que, une fois remis, Emin Pacha ne travailla ni pour ses sauveteurs britanniques ni pour Léopold, mais pour les Allemands.

Durant plusieurs mois après le retour de Stanley en 1890, une controverse éclata en Angleterre à propos de la perte de plus de la moitié du corps expéditionnaire et des atrocités commises sous ses ordres. Un hebdomadaire le tourna en dérision :

Et lorsque la chaleur du soleil africain
Devenait beaucoup trop agaçante,
Les gouttes de sang versées par la mitrailleuse Maxim
S'avéraient des plus réjouissantes[30] *!*

L'expédition de secours à Emin Pacha avait été effectivement brutale. Mais ceux qui la condamnaient ignoraient que, comparée à la suite des événements en Afrique centrale, elle n'était qu'un lever de rideau.

Chapitre VII

LE PREMIER HÉRÉTIQUE

Le testament de Léopold traitait le Congo comme s'il ne s'agissait que d'un morceau de terre inhabité dont le propriétaire était autorisé à se débarrasser selon son bon vouloir. En cela, le roi ne différait guère d'autres Européens de son époque, explorateurs, journalistes et bâtisseurs d'empire confondus, qui évoquaient l'Afrique comme si les Africains n'y vivaient pas : un espace vide attendant d'être comblé par des cités et des lignes de chemin de fer construites grâce à la magie de l'industrie européenne.

À l'inverse, pour voir en l'Afrique un continent abritant des sociétés cohérentes, ayant chacune sa propre culture et sa propre histoire, il fallait effectuer mentalement un bond empreint de compassion, bond que peu, sinon aucun, des premiers visiteurs européens ou américains au Congo furent capables d'accomplir. Dans le cas contraire, ils auraient perçu le régime de Léopold non pas comme un facteur de progrès et de civilisation, mais comme un instrument destiné à priver des hommes de leurs terres et de leur liberté. Pour la première fois cependant, un visiteur arrive au Congo et embrasse la colonie avec un tel regard. Rejoignons-le dans une station des bords du fleuve, par

une journée moite de juillet 1890 où, pour la première fois, il couche ses impressions sur le papier.

Plusieurs stations de Léopold jalonnent désormais le réseau fluvial. Chacune sert à la fois de base militaire et de lieu de collecte de l'ivoire. Elle se compose habituellement de quelques bâtiments aux toits de chaume et aux vérandas ombragées, protégés par des palmiers, qui servent de chambrées aux fonctionnaires blancs. En haut d'un mât flotte le drapeau bleu avec l'étoile d'or. Une partie des vivres provient des bananiers, d'un jardin où poussent le manioc et d'autres légumes, et d'enclos pour les poulets, les chèvres ou les cochons. En haut d'un petit monticule artificiel, une casemate en bois, équipée d'ouvertures pour les carabines, pourvoit à la défense ; souvent, il y a aussi une palissade. Des défenses d'éléphant sont rangées dans un hangar ou en plein air, gardées par des sentinelles armées dans l'attente d'être transportées sur la côte. Des pirogues africaines sont tirées sur la rive, à côté de piles de petites bûches de bois qui serviront de combustible aux chaudières des bateaux à vapeur. Une des stations les plus importantes est située à mille six cents kilomètres en amont de Léopoldville, aux Stanley Falls, point limite supérieur de la navigation sur la partie principale du fleuve.

En ce jour de juillet, à la station des Stanley Falls, un homme de quarante ans est assis, bouillonnant de fureur. D'une écriture élégante et énergique, il commence à rédiger. Peut-être est-il installé dehors, le dos contre un tronc de palmier ; ou alors, il a emprunté le bureau d'un employé de la station. Sur la poignée de portraits officiels figés qui nous restent de lui, il a les cheveux coupés court et une moustache aux longs bouts effilés ; il porte un nœud papillon et un col blanc haut et empesé. Ce jour-là, au bord du fleuve, il fait peut-être trop chaud pour le col et la

cravate, ou alors non : au Congo, certains visiteurs sont toujours tirés à quatre épingles.

Le document qui coule de la plume de cet homme au fil de la journée ou des deux journées suivantes constitue un des jalons marquants de la littérature des droits de l'homme et du journalisme d'investigation. Il est intitulé : *An Open Letter to His Serene Majesty Leopold II, King of the Belgians and Sovereign of the Independent State of Congo, by Colonel the Honorable Geo. W. Williams, of the United States of America* (« Une lettre ouverte à Sa Sereine Majesté Léopold II, roi des Belges et souverain de l'État indépendant du Congo, par l'honorable colonel Geo. W. Williams, des États-Unis d'Amérique »).

George Washington Williams était effectivement américain. Il n'était pas, toutefois, colonel, prétention qui allait plus tard lui valoir des ennuis. Et il était noir. Ce détail est la raison principale pour laquelle on l'a longtemps ignoré. Parmi la foule avide de visiteurs attirés par le Congo à l'époque où Léopold commença à l'exploiter, Williams devint le premier grand dissident. Et comme de nombreux voyageurs qui se retrouvent dans un enfer moral, il était parti en quête d'une chose qu'il espérait voir ressembler davantage au paradis.

Williams était parvenu au Congo en suivant un itinéraire tel qu'il donne presque l'impression de lui avoir fait traverser plusieurs vies différentes[1]. Né en Pennsylvanie en 1849, il n'avait que peu fréquenté l'école, et en 1864 il s'était engagé – à moitié illettré, mineur, et sous un nom d'emprunt – dans la 41e troupe américaine de couleur de l'armée de l'Union. Au cours des derniers mois de la guerre, il avait participé à plusieurs batailles pendant la marche sur Richmond et Petersburg, et il avait été blessé au combat.

Ensuite, comme d'autres vétérans de la guerre de Sécession à la recherche d'un emploi, il s'était engagé dans l'armée de la république du Mexique, qui luttait alors pour renverser l'empereur Maximilien, beau-frère ambitieux mais malchanceux de Léopold II. De retour dans son pays sans qualification professionnelle en dehors de son expérience militaire, Williams s'était réengagé dans l'armée américaine et avait passé la majeure partie d'une année dans un régiment de cavalerie qui combattait les Indiens des Plaines. Il se peut qu'à un moment donné de la seconde moitié de l'année 1867, dans l'un des postes de l'armée au Kansas, le chemin de Williams ait croisé celui d'un jeune reporter de presse, Henry Morton Stanley.

À sa sortie de l'armée, l'année suivante, Williams étudia brièvement à l'université Howard. Par la suite, lorsqu'il évoquerait cette période, il s'arrangerait parfois pour faire entendre « Harvard » au lieu de « Howard ». Plus tard, il prétendrait également détenir un diplôme universitaire qu'il n'avait jamais obtenu[2]. C'était toutefois un étudiant brillant. À la Newton Theological Institution, située dans les environs de Boston, où il entra ensuite, il parvint à assimiler en deux ans des cours de théologie qui en duraient trois. Et si presque tous les mots sont mal orthographiés et les phrases se lisent avec peine dans les lettres qu'il écrivit juste après son passage dans l'armée, quelques années plus tard il était capable de composer aisément les cadences déferlantes des sermons du XIXe siècle. Un discours prononcé par Williams, le jour où il reçut son diplôme à Newton en 1874, annonçait le thème qui l'amènerait au Congo seize ans plus tard :

> Depuis près de trois siècles, l'Afrique a été dépouillée de ses fils noirs. [...] Le Noir de ce pays peut se tourner

vers ses frères saxons et dire, comme Joseph dit à ses frères qui le vendirent méchamment : « [...] après avoir appris vos arts et vos sciences, nous pourrions retourner en Égypte et libérer ceux de nos frères qui sont encore asservis. » Ce jour viendra[3].

Williams avait déjà commencé à écrire et à parler d'un asservissement plus proche de chez lui – celui des Noirs américains, victimes du long déchaînement de lynchages et de violence perpétrés par le Ku Klux Klan à la suite de la guerre de Sécession –, ainsi que du retour d'un gouvernement de suprématie blanche partout dans le Sud. En sa qualité de vétéran, il était particulièrement exaspéré de constater que si peu des espoirs véhiculés par la guerre qui avait mis un terme à l'esclavage avaient été réalisés.

L'année où il termina ses études au séminaire, Washington se maria et devint pasteur de l'église baptiste de la 12e Rue, la plus importante congrégation noire de Boston. Dans ce poste, comme dans d'autres à venir, il ne fit pas long feu. Sa vie nous paraît agitée, car bien qu'il réussît remarquablement dans chaque nouvelle profession qu'il embrassait, il ne poursuivait que rarement dans une même voie.

Après avoir exercé son ministère pendant un an seulement, il déménagea à Washington et fonda un journal noir national, *The Commoner*. Bien que son premier numéro reproduisît des lettres de félicitations des célèbres abolitionnistes Frederick Douglass et William Lloyd Garrison, il cessa vite de paraître et Williams reprit son ministère, cette fois à Cincinnati. Il devint chroniqueur pour un journal local et lança une seconde fois son propre titre. Puis survint un autre tournant abrupt : il démissionna de la chaire, étudia le droit et devint l'assistant d'un avocat.

En 1879, à l'âge de trente ans, il fut élu premier membre noir de l'assemblée législative de l'État de l'Ohio, où il souleva la fureur en essayant d'obtenir l'abrogation d'une loi interdisant les mariages interraciaux. Il quitta son poste au bout d'une session seulement.

Dans sa carrière suivante, Williams creusa une empreinte beaucoup plus profonde, et lorsqu'il passa une fois de plus à une autre activité, ce fut en laissant quelque chose de durable et de substantiel. Il s'agissait d'un énorme livre, *History of the Negro Race in America from 1619 to 1880. Negroes as Slaves, as Soldiers, and as Citizens, together with a Preliminary Consideration of the Unity of the Human Family and Historical Sketch of Africa and an Account of the Negro Governments of Sierra Leone and Liberia* (« Histoire de la race noire en Amérique de 1619 à 1880. Les Noirs comme esclaves, comme soldats et comme citoyens, avec une considération préliminaire sur l'unité de la famille humaine, un résumé historique de l'Afrique et un rapport sur les gouvernements noirs de la Sierra Leone et du Liberia »). Publié en deux volumes, en 1882 et 1883, ce livre emmenait ses lecteurs des premiers royaumes africains jusqu'à la guerre de Sécession et la reconstruction.

Williams fut un pionnier, parmi les historiens américains, en matière d'utilisation de sources non traditionnelles. Il perçut ce que la plupart des universitaires ne commencèrent à reconnaître que près d'un siècle plus tard : lorsqu'on écrit l'histoire des humbles, les sources conventionnelles et publiées sont loin d'être suffisantes. En voyageant à travers le pays, Williams fréquenta d'innombrables bibliothèques, mais il fit bien davantage. Il écrivit une lettre à un journal noir national, en proposant à ses lecteurs de lui envoyer « les registres de toute organisation paroissiale de couleur » et autres documents de même

nature. Il écrivit au général William Tecumseh Sherman pour lui demander son opinion sur ses troupes noires. Il interrogea des collègues vétérans de la guerre de Sécession. Et à sa parution, son livre de mille quatre-vingt-douze pages reçut de nombreuses critiques favorables. Plusieurs décennies auparavant, écrivit le *New York Times*, d'un ton condescendant mais impressionné, « on aurait de façon très générale douté qu'un membre de cette race puisse être l'auteur d'une œuvre exigeant tant de facultés innées[4] ». Plus tard, W. E. B. Du Bois allait appeler Williams « le plus grand historien de cette race[5] ».

Williams se lança dans le circuit des conférences, s'adressant à des groupes de vétérans, des confréries et des assemblées de fidèles de l'église, noires et blanches. Il paraissait avoir un discours prêt pour chaque occasion, des célébrations du Quatre Juillet à une réunion de la Philomathian Literary Society de Washington. Il signa bientôt un contrat avec le plus important agent de conférences de l'époque, James B. Pond, dont une des recrues était Stanley. Il parvint à rencontrer tout le monde, de Henry Wadsworth Longfellow aux présidents Grover Cleveland et Rutherford B. Hayes ; et nombreux parmi ceux qui firent sa connaissance gardèrent une impression positive de ce jeune homme sincère. De nombreux Noirs américains étaient moins impressionnés, car ils trouvaient que Williams, dans sa hâte de frayer avec les haut placés et les puissants, leur tournait le dos trop rapidement.

En dépit de ses succès, l'argent coulait entre les doigts de Williams, et il laissait un chapelet de créanciers furieux dans son sillage. Il continua à déverser son insatiable énergie dans des entreprises variées. Il écrivit un second livre, portant sur l'expérience des soldats noirs dans la guerre de Sécession. Il se rendit au Nouveau-Mexique, afin d'y

chercher une terre susceptible d'accueillir une colonie de fermiers noirs. Il envoya des salves d'articles aux journaux. Il travailla comme avocat pour la Compagnie du canal de Cape Cod. Il écrivit une pièce sur la traite des esclaves. Il se jeta dans le travail des organisations de vétérans de l'Union, et reçut le titre de colonel honoraire de la plus importante d'entre elles, la Grande Armée de la République. Il témoigna devant le Congrès en faveur d'un monument aux vétérans noirs de la guerre de Sécession. Il fut nommé ministre à Haïti par le président Chester A. Arthur, pour qui il avait fait campagne. Mais Arthur quitta son poste, et des ennemis politiques firent circuler des rumeurs sur les dettes de Williams. Sa nomination ne fut donc pas concrétisée.

Un jour où Williams rencontrait Arthur à la Maison Blanche, quelqu'un d'autre avait choisi le même moment pour rendre visite au Président : Henry Shelton Sanford[6]. Il séjournait alors à Washington dans le but d'obtenir par sa campagne de pression que les États-Unis reconnaissent le Congo de Léopold. Le Président présenta ses deux visiteurs l'un à l'autre. Dans l'État embryonnaire du Congo décrit par Sanford, Williams vit la chance de poursuivre le rêve qu'il avait évoqué pour la première fois dans son discours de fin d'études du séminaire, et il écrivit à un des aides de camp de Léopold pour lui proposer de recruter des Noirs américains qui travailleraient au Congo. En Afrique ne manqueraient sans doute pas de se présenter aux Noirs des occasions de promotion et d'avancement qui leur étaient refusées aux États-Unis. Il soumit également une déclaration à la commission du Sénat pour les Relations étrangères, appelant à la reconnaissance de l'Association internationale du Congo, et ajouta le Congo à la liste de ses sujets de conférence.

En 1889, Williams fut chargé d'écrire une série d'articles en Europe pour le compte d'une agence de presse. Il essaya également, sans succès, d'être nommé délégué américain à la conférence contre l'esclavage de Bruxelles – ce qui ne l'empêcha pas de se faire passer pour tel lorsqu'il visita Londres[7]. À son arrivée à Bruxelles, il trouva une cité bourdonnante d'Européens. C'était à celui qui condamnerait le plus vivement l'esclavage, et dans cette atmosphère le jeune Américain, fils d'un esclave affranchi, fit bonne impression. Malgré le caractère impressionnant de sa liste d'accomplissements, Williams ne put s'empêcher de l'embellir :

> Le colonel Williams [rapporta le journal *L'Indépendance belge*], qui conquit son grade pendant la guerre de Sécession [...] a écrit pour le moins cinq ou six ouvrages sur les nègres. [...] Il fut le premier à proposer la reconnaissance officielle de l'État du Congo par les États-Unis et fut admis à cet effet à prononcer devant la commission des Affaires étrangères du Sénat de Washington un grand discours qui fut couronné d'un plein succès[8].

Le premier article que Williams envoya chez lui de Belgique était une interview de Léopold, qu'il décrivait comme un interlocuteur « plaisant et amusant. Ses cheveux et sa grosse barbe étaient très soignés et généreusement saupoudrés de gris. Ses traits étaient vigoureux, nettement taillés et aiguisés. Ses yeux, brillants et vifs, étincelaient d'intelligence derrière ses lunettes ».

Lorsque Williams demanda au roi ce qu'il attendait en contrepartie de tout l'argent qu'il avait dépensé pour le développement du Congo, Léopold répondit : « Mon œuvre

là-bas est accomplie comme un devoir chrétien à l'égard du pauvre Africain ; et je ne souhaite pas récupérer un centime de tout l'argent que j'ai dépensé. » Lors de cette première rencontre, Williams, comme tant d'autres, fut ébloui par l'homme qu'il appelait « un des plus nobles souverains au monde ; un empereur dont l'ambition la plus élevée est de servir la cause de la civilisation chrétienne, et de promouvoir les meilleurs intérêts de ses sujets, en gouvernant avec sagesse, miséricorde et justice[9] ».

Bien évidemment, Léopold comprit que la manière de charmer ce visiteur particulier était de tendre une oreille complaisante à ses projets, car dans le même article William rapporta que le roi « savait écouter ». Apparemment, il prêta attention au projet que Williams chérissait depuis longtemps l'idée de faire travailler les Noirs américains en Afrique. Williams conclut un accord avec une entreprise belge : elle embaucherait quarante artisans qualifiés et les ferait travailler au Congo. Il conçut également le projet d'écrire un livre sur le territoire. À son retour aux États-Unis cependant, lorsqu'il vanta ce programme de recrutement devant un collège noir de Virginie, son public réagit avec scepticisme et lui posa de nombreuses questions sur la vie en Afrique, auxquelles il fut incapable de répondre. Il remit donc à plus tard le projet de recrutement et décida de se rendre d'abord au Congo, afin de rassembler de la documentation pour son livre.

Il lui fallut au préalable se procurer l'argent nécessaire aux billets de bateau à vapeur, aux vivres, aux fournitures et aux porteurs pour la longue marche autour des rapides. Le principal mécène auquel il s'adressa fut le magnat ferroviaire américain, Collis P. Huntington, qui avait effectué de petits investissements dans le projet de chemin de fer congolais. Williams alla le voir et, à la suite de sa visite, lui

envoya un flot de lettres flatteuses qui finirent par lui valoir un maigre subside pour ses voyages africains.

En décembre 1889, Williams rencontra le président Benjamin Harrison à la Maison Blanche. On ignore si Harrison fit autre chose que lui souhaiter un bon voyage en Afrique, mais, comme souvent dans sa vie, Williams se servit plus tard de cette rencontre avec un homme de pouvoir pour laisser entendre qu'il accomplissait une mission confidentielle importante en son nom.

Pendant que Williams se préparait pour son voyage en mentionnant au passage ses relations avec le Président et avec Huntington, Léopold et ses aides de camp le soupçonnaient de plus en plus d'agir à couvert pour des hommes d'affaires américains décidés à s'installer sur le territoire. De son passage à Bruxelles sur le chemin du Congo, Williams déclarerait plus tard :

> Toutes les influences possibles ont été exercées pour me détourner de ma mission. Un officier de la maison du roi a été envoyé auprès de moi dans le but de me dissuader de visiter le Congo. Il s'est appesanti sur le caractère épouvantable du climat durant la saison pluvieuse, sur les périls et difficultés des voyages par caravanes et sur les lourdes dépenses du voyage. [...] Après quoi, le roi m'a fait quérir et [...] il a dit [...] qu'il était difficile de voyager dans ce pays, et encore plus difficile d'obtenir de la nourriture saine pour des hommes blancs ; qu'il espérait que je retarderais ma visite au Congo d'au moins cinq ans ; et que tous les renseignements nécessaires me seraient fournis à *Bruxelles*. J'ai répondu à Sa Majesté que j'allais *maintenant* au Congo, et que j'y partirais d'ici quelques jours[10].

Entre janvier 1890 et le début de l'année suivante, Williams contourna tout le continent africain par la mer, en pressant périodiquement Huntington de lui envoyer davantage d'argent. Il parvint quand même à faire de très nombreuses rencontres, du vice-président de la république boer du Transvaal au sultan de Zanzibar et au khédive d'Égypte, ainsi qu'à être nommé membre honoraire du club anglais de Zanzibar et à donner une conférence à la Société khédiviale de géographie du Caire. Mais sa visite la plus importante fut celle du Congo, où il passa six mois, contournant les rapides inférieurs à pied et remontant ensuite le grand fleuve par vapeur, avec de nombreuses étapes, jusqu'aux Stanley Falls.

À cette époque, le voyage sur le fleuve en vapeur permettait de parcourir environ quarante-cinq kilomètres par jour, parfois moins lorsqu'on le remontait. Chaque jour, le bateau s'arrêtait en fin d'après-midi. Parfois il accostait à un poste de l'État ou à une station de missionnaires, mais le plus souvent on se contentait de l'amarrer à la rive pour la nuit. Le capitaine postait des sentinelles et envoyait une équipe de bûcherons noirs abattre les arbres qui serviraient de combustible pour l'étape du lendemain. Un voyageur nous décrit cette scène typique :

> Au crépuscule d'immenses feux étaient allumés, et près de ce brasier les hommes débitaient les bûches en petits morceaux de un mètre à un mètre vingt de long. [...] Ce spectacle [...] était accompagné du [...] tac-tac des haches, du craquement des arbres abattus, puis, à la lueur du feu, du grincement de la scie [...] les morceaux étaient [...] ensuite lancés de main en main jusqu'à ce qu'ils soient tous entassés sur le vapeur[11].

Les passagers européens et américains dormaient à bord dans des cabines, situées en général sur le pont supérieur ; les bûcherons dormaient sur la rive, à même le sol. À l'aube, un coup de sifflet ramenait l'équipage à bord ou dans des pirogues ou des allèges remorquées par le bateau, et la roue à aubes de la poupe poussait lentement le navire en amont.

En remontant le fleuve par ces lentes étapes, Williams eut tout loisir de s'imprégner de l'Afrique dont il rêvait depuis si longtemps. Observateur avisé et intervieweur expérimenté, il possédait la faculté – aussi rare parmi les journalistes que parmi les historiens – de ne pas se laisser influencer par ce que d'autres avaient écrit avant lui. Et dans les villages, les postes de l'État et les stations le long des rives du Congo, il ne trouva pas la colonie gouvernée avec bienveillance décrite par Stanley et autres, mais ce qu'il appela « la Sibérie du continent africain[12] ». Il distilla ses impressions dans le document remarquable qu'il rédigea aux Stanley Falls, où il ne put réprimer plus longtemps sa fureur.

Au début de sa *Lettre ouverte*[13] au roi, Williams se montre respectueux : « Bon et grand ami, j'ai l'honneur de soumettre à la considération de Votre Majesté certaines réflexions à propos de l'État indépendant du Congo, fondées sur une étude minutieuse. » Dès le deuxième paragraphe, toutefois, il renvoie déjà Léopold à une autorité plus élevée, le « roi des rois ». Et Dieu, cela est clair, est *mécontent* de ce qu'il voit arriver au Congo.

La *Lettre ouverte* est l'œuvre d'un homme qui semble doublement horrifié : tout d'abord par ce qu'il a vu, et ensuite par son « désenchantement », sa « déception », sa « démoralisation absolue », après « toutes les choses louangeuses » qu'il a « dites et écrites sur le pays, l'État et le

souverain du Congo ». Sur-le-champ ou presque, Williams en vient au cœur du sujet et adopte le ton d'une de ses nombreuses professions, celle d'avocat : « Toute accusation que je suis sur le point de porter contre le gouvernement personnel de Votre Majesté au Congo a fait l'objet d'une enquête minutieuse ; une liste de témoins compétents et crédibles, de documents, de lettres, de rapports et de données officiels a été préparée avec exactitude. » Ces documents seront conservés « jusqu'au moment où pourra être créée une commission internationale détenant le pouvoir d'envoyer chercher des personnes et des journaux, de faire prêter des serments et d'attester la vérité ou la fausseté de ces accusations ». On imagine sans mal la fureur de Léopold, s'entendant interpeller sur ce ton de procureur par un étranger, par quelqu'un qu'il avait essayé de dissuader d'aller au Congo, et, de plus, par un Noir.

Si elle était imprimée comme l'est ce livre, la *Lettre ouverte* ne compterait qu'une dizaine de pages. Pourtant, dans ce court espace, Williams anticipe presque toutes les accusations majeures qui seront portées plus de dix ans après par le mouvement international de protestation à propos de la situation au Congo. Bien qu'en 1890 des critiques éparpillées eussent été publiées en Europe au sujet de l'État du Congo de Léopold, elles se concentraient pour la plupart sur la discrimination exercée par le roi contre les négociants étrangers. Williams, lui, s'intéressait aux droits de l'homme, et il rédigea le premier acte d'accusation détaillé et systématique du régime colonial de Léopold. En voici les charges principales :

> Stanley et ses auxiliaires blancs avaient eu recours à diverses ruses. Par exemple, pour obtenir des rois du Congo qu'ils renoncent par écrit à leurs terres en faveur

de Léopold, ils faisaient croire aux Africains que les Blancs possédaient des pouvoirs surnaturels. « Un certain nombre de batteries électriques avaient été achetées à Londres et, une fois attachées au bras sous le manteau, elles étaient reliées à un morceau de ruban passé sur la paume du frère blanc, et quand il serrait cordialement la main du frère noir, le frère noir était très surpris de trouver son frère blanc vigoureux au point de le faire presque tomber à terre. [...] Lorsque l'indigène demandait des explications sur la disparité de vigueur physique entre lui et son frère blanc, on lui répondait que l'homme blanc était capable de déraciner des arbres et d'accomplir par la force les plus prodigieux exploits. » Une autre ruse consistait à se servir d'une loupe pour allumer un cigare. Après quoi, « l'homme blanc expliquait sa relation intime avec le soleil et déclarait que s'il lui demandait de brûler le village de son frère noir cela s'accomplirait ». Ou alors, un homme blanc chargeait de façon ostensible son fusil, tout en glissant la balle discrètement dans sa manche. Il tendait alors l'arme à un chef noir, reculait et demandait au chef de le viser et de tirer ; l'homme blanc, indemne, se penchait et sortait la balle de sa chaussure. « Grâce à de tels moyens [...] et quelques caisses de gin, des villages entiers ont été abandonnés par une signature à Votre Majesté. » Les terres achetées par de tels biais, écrivait Williams, étaient « des territoires auxquels Votre Majesté ne peut davantage prétendre légalement que je n'ai le droit d'être commandant en chef de l'armée belge ».

Loin d'être un grand héros, Stanley avait été un tyran. La mention de son nom « provoque un frisson parmi ces êtres simples ; ils se souviennent de ses promesses rompues ; de ses abondantes profanations, de son

caractère colérique, de la violence de ses coups, de ses mesures sévères et rigoureuses, par lesquelles leurs terres leur ont été extorquées ». (On notera au passage que Williams tient pour acquis que les Africains avaient un droit à la terre africaine, notion inconcevable aux yeux de ses contemporains blancs.) Parmi les centaines d'Européens et d'Américains qui voyagèrent au Congo dans les premières années de l'État, Williams est le seul, à notre connaissance, à avoir demandé aux Africains ayant connu Stanley de lui parler de l'explorateur.

L'établissement par Léopold de bases militaires le long du fleuve avait causé une vague de morts et de destructions, car les soldats africains en service dans ces bases étaient censés se nourrir eux-mêmes. « Ces postes de pirates et de boucaniers forcent les autochtones à les fournir en poissons, chèvres, volailles et légumes sous la menace de leurs mousquets ; et quand les indigènes refusent [...] les officiers blancs arrivent avec une force expéditionnaire et brûlent leurs maisons. »

« Le gouvernement de Votre Majesté fait preuve d'une cruauté excessive envers ses prisonniers, les condamnant à être enchaînés comme des forçats pour les délits les plus mineurs. [...] Souvent, ces colliers à bœuf rongent le cou des prisonniers et provoquent des plaies infestées de mouches, ce qui aggrave la blessure suppurante. »

L'affirmation de Léopold selon laquelle son nouvel État pourvoyait le pays de services gouvernementaux et publics efficaces était une imposture. Il n'y avait ni écoles ni hôpitaux, en dehors de quelques cabanes « même pas dignes d'abriter un cheval ». Pratiquement aucun des fonctionnaires de la colonie ne connaissait la moindre langue africaine. « Les tribunaux du gouvernement de Votre Majesté sont inefficaces, injustes,

partiaux et défaillants. » (Ici, comme partout ailleurs, Williams fournit un exemple frappant : un serviteur blanc du gouverneur général n'a pas été puni pour avoir volé du vin, tandis que des serviteurs noirs étaient faussement accusés et battus.)

Les marchands et les fonctionnaires blancs kidnappaient les femmes africaines et s'en servaient comme concubines.

Les officiers blancs tiraient sur les villageois, parfois pour capturer leurs femmes, parfois pour obliger les survivants par l'intimidation à travailler comme main-d'œuvre forcée, et parfois juste pour se divertir. « Deux officiers de l'armée belge virent, du pont de leur vapeur, un indigène dans une pirogue à une certaine distance. [...] Les officiers parièrent cinq livres qu'ils pouvaient l'abattre avec leurs carabines. Ils tirèrent trois coups et l'indigène tomba mort, la tête transpercée. »

Au lieu que Léopold soit le noble croisé antiesclavagiste qu'il se dépeignait lui-même, « l'administration de Votre Majesté est engagée dans le commerce des esclaves, de gros et de détail. Elle achète, vend et vole les esclaves. L'administration de Votre Majesté donne trois livres par tête pour les esclaves aptes physiquement au service militaire. [...] La main-d'œuvre dans les stations du gouvernement de Votre Majesté sur le fleuve supérieur est composée d'esclaves de tous âges et des deux sexes ».

Williams n'en avait pas terminé. Trois mois après avoir écrit sa *Lettre ouverte*, il rédigea *A Report upon the Congo-State and Country to the President of the Republic of the United States of America* (« Un rapport sur l'État et le pays du Congo au président de la république des États-Unis

d'Amérique »). Le président Harrison ne s'attendait probablement pas davantage que Léopold à avoir de ses nouvelles. Dans le courrier qu'il lui adressa, Williams réitérait ses accusations, ajoutant que les États-Unis avaient une responsabilité particulière à l'égard du Congo, car « ils avaient introduit ce gouvernement africain dans la fraternité des États ». Comme dans sa *Lettre ouverte*, il étayait ses accusations au moyen d'exemples personnels : « Aux Stanley Falls, on m'a offert des esclaves en plein jour ; et la nuit, j'ai découvert des pirogues pleines d'esclaves liés solidement les uns aux autres. » Williams demandait que ce « gouvernement oppressif et cruel » soit remplacé par un nouveau régime qui serait « local, et non européen ; international, et non national, juste, et non cruel[14] ».

Que nous interprétions ces demandes de Williams comme un appel à un gouvernement indépendant ou à une curatelle internationale, de longues années s'écouleraient avant que quiconque, en Europe ou aux États-Unis, formule des idées similaires. Dans une lettre qu'il adressa au secrétaire d'État américain, il se servit même d'une expression qu'on dirait extraite du procès de Nuremberg, lequel se tiendrait plus d'un demi-siècle après. L'État du Congo de Léopold, écrivit Williams, était coupable de « crimes contre l'humanité[15] ».

La *Lettre ouverte* parut sous forme de pamphlet, et avant la fin de 1890, alors que son auteur achevait son circuit en Afrique, elle fut largement distribuée, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. On ne sait pas exactement qui organisa cette distribution, mais ce fut probablement une compagnie commerciale néerlandaise, la Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap. Elle possédait des comptoirs commerciaux au Congo et un bateau à vapeur, le

Holland, sur lequel Williams voyagea. Ses dirigeants en voulaient à Léopold d'avoir recours à des moyens agressifs pour fermer sa nouvelle colonie à tous les marchands étrangers, dans le but de se réserver, ainsi qu'à ses partenaires, les lucratives réserves d'ivoire. Mais Williams ne laissa pas la compagnie influencer le contenu de son message : la *Lettre ouverte* ne mentionne que brièvement la question du libre-échange, et tout en bas de la liste d'accusations.

Après la publication de cette lettre, le *New York Herald*, qui avait envoyé Stanley en Afrique, lui consacra une colonne entière sous le titre : UN CITOYEN AMÉRICAIN DÉNONCE LA BARBARIE DE L'ADMINISTRATION DE L'ÉTAT LIBRE AFRICAIN – ENQUÊTE DEMANDÉE. L'article citait Stanley, qui qualifiait la *Lettre ouverte* de « tentative de chantage délibérée[16] ». De plus mauvais augure pour Williams, son bienfaiteur, Collis P. Huntington, trouva qu'il faisait preuve d'une déloyauté grossière à l'égard du roi qui « se préoccupait du bien-être des autochtones de ce pays[17] ».

Furieux, Léopold dit au représentant britannique à Bruxelles de ne pas croire Williams. « Le colonel Williams est peut-être tout ce que le roi prétend, rapporta l'ambassadeur à son ministère, mais je soupçonne ses pamphlets de contenir une bonne partie de vérité désagréable[18]. » Dans ses mémoires, un des conseillers de Léopold se souvient qu'une réunion urgente se tint pour discuter de l'attitude à adopter à l'égard du « *pamphlet Williams** », dont la presse parisienne faisait « *un vrai scandale**[19] ».

Léopold et ses aides de camp se hâtèrent d'orchestrer une contre-attaque. Le *Journal de Bruxelles* s'interrogea : « Tout d'abord, qui est M. Williams ? Cet homme n'est pas un colonel des États-Unis. » Dans des articles qui suivirent, le journal le qualifia de « pseudo-colonel », de « colonel en toc », de « gentilhomme noir toujours ondoyant », ainsi

que de « M. Williams, qui n'est pas colonel[20] ». (La presse belge, cela va sans dire, n'avait jamais mis en doute le rang de « général » d'Henry Shelton Sanford.) *Le Mouvement géographique*, journal très lié à l'aventure congolaise de Léopold, attaqua également Williams et fit remarquer que s'il arrivait parfois que les indigènes du Congo ne fussent pas traités en toute équité, il en allait de même des Indiens d'Amérique.

D'autres journaux belges, toutefois, prirent les accusations de Williams au sérieux. « La spéculation commerciale prépondérant [*sic*] au Congo, un gouvernement personnel, absolu et sans contrôle, dont le chef autocrate n'a jamais mis les pieds dans le pays qu'il gouverne, est fatalement condamné à voir se produire la plupart des faits graves que signale ce voyageur américain[21] », écrivit *La Réforme*, journal de tendance libérale. « Nous ne sommes pas enclins à accepter pour parole d'Évangile tout ce que l'administration congolaise souhaite nous proposer pour sa propre défense[22] », déclara *Le Courrier de Bruxelles*. Des journaux d'autres pays reprirent également le sujet, rapportant les allégations de Williams et en reproduisant parfois de longs extraits.

En juin 1891, la fureur atteignit le Parlement belge. Plusieurs députés et le Premier ministre montèrent à la tribune pour prendre la défense du roi. Plusieurs semaines après, l'État indépendant du Congo publia un rapport de quarante-cinq pages signé de ses principaux administrateurs. Il visait nettement, rapporta à Londres la légation britannique à Bruxelles, à « réfuter les accusations portées par le colonel Williams et autres[23] ».

Williams, entre-temps, avait bouclé son circuit africain en Égypte, où il était tombé gravement malade de la tuberculose. Comme à l'ordinaire, il manquait d'argent. Avec

son air habituel d'être chargé d'une affaire urgente pour le compte des puissants, il trouva néanmoins le moyen de persuader sir Evelyn Baring, ministre plénipotentiaire britannique au Caire, de lui expédier un médecin pour le soigner. Il dépensa les quatorze livres qui lui restaient pour supplier d'un ton désespéré Huntington de lui expédier de l'argent. Ayant récupéré quelques forces, il parvint à obtenir un billet gratuit pour l'Angleterre sur un vapeur britannique. À bord, il rencontra une jeune Anglaise qui avait été gouvernante dans une famille britannique en Inde, et à leur arrivée en Angleterre ils étaient fiancés. Williams s'installa à Londres, en dépit des problèmes causés par des dettes qu'il avait contractées lors d'une précédente visite. Mais sa tuberculose empira. Accompagnée de sa mère, sa fiancée l'emmena à Blackpool, dans l'espoir que l'air marin le guérirait et qu'il pourrait se remettre au travail sur le livre qu'il consacrait au Congo de Léopold.

Leurs espoirs ne furent pas couronnés de succès. À l'aube du 2 août 1891, entouré de sa fiancée, de la mère de celle-ci, d'un pasteur et d'un médecin, George Washington Williams mourut. Il avait quarante et un ans. En Belgique, *Le Mouvement géographique* accueillit sa mort avec satisfaction, le comparant aux incendiaires du temple de Delphes. « Sa mort prématurée, écrirait plus tard S. J. S. Cookey, un historien contemporain spécialisé dans la diplomatie, [...] priva le gouvernement congolais d'un opposant qui aurait pu le gêner considérablement[24]. » Il fut enterré à Blackpool dans une tombe anonyme et il fallut attendre 1975 pour que sa sépulture reçoive une pierre tombale correcte – don de son biographe, l'historien John Hope Franklin.

Apparemment, ce fut seulement après les funérailles de Williams que sa fiancée britannique apprit qu'il avait

abandonné une femme et un fils de quinze ans aux États-Unis. Ce détail et d'autres, comme sa négligence à l'égard de ses dettes ou son diplôme de doctorat imaginaire, font de lui une espèce d'arnaqueur. Mais d'une certaine manière, il s'agissait du côté désinvolte d'un caractère extraordinairement audacieux qui lui permit de défier un roi, ses représentants et tout l'ordre racial de l'époque. À l'opposé, on trouve par exemple George Grenfell, un ancien missionnaire britannique auquel Williams rendit visite sur le fleuve Congo. Lui aussi avait été témoin de tous ces abus, y compris de l'achat d'esclaves enchaînés par les fonctionnaires de l'État de Léopold, mais il écrivit chez lui quelques jours après sa rencontre avec Williams qu'il ne se sentait pas capable de « mettre publiquement en question l'action de l'État[25] ». Et en dépit des embellissements apportés à son curriculum vitae par Williams, tout ce que celui-ci écrivit, ou presque, sur le Congo allait être par la suite corroboré – abondamment – par d'autres.

La *Lettre ouverte* de Williams fut un cri d'indignation qui sortait du cœur. Elle ne lui apporta rien. Elle lui fit perdre son mécène, Huntington. Elle lui garantit qu'il ne pourrait plus jamais travailler, comme il l'avait espéré, à amener les Noirs américains au Congo. Elle ne lui fit pas gagner un sou de l'argent dont il manquait toujours, et dans les quelques mois qui lui restaient à vivre avant de s'éteindre dans une station balnéaire étrangère, elle ne lui valut guère que des calomnies. À l'époque de sa visite au Congo en 1890, à peu près un millier d'Européens et d'Américains s'étaient rendus sur ce territoire ou y travaillaient. Williams fut le seul à dire et redire haut et fort, sans rien omettre et avec passion, ce que les autres niaient ou ignoraient. Les années à venir allaient accentuer le caractère prophétique de ses propos.

Chapitre VIII

LÀ OÙ LES DIX COMMANDEMENTS N'EXISTENT PAS

Léopold établit la capitale de son nouvel État du Congo sur le fleuve, un peu en amont de l'Atlantique, dans la ville portuaire de Boma[1] où Stanley avait achevé sa traversée épique de l'Afrique à pied en 1877. Au début des années 1890, Boma fut équipée d'un tramway à voie étroite – une locomotive à vapeur tirant deux wagons – qui reliait les docks animés et les entrepôts des compagnies commerciales à un plateau où la température était plus fraîche. Là se dressaient les bureaux du gouvernement et les maisons des Européens qui y travaillaient. Boma se targuait également de posséder une église catholique en fer, un hôpital pour les Européens, un bureau de poste, une base militaire dont les canons saluaient d'une salve l'arrivée de tout nouveau personnage important, et un hôtel de deux étages. Trois fois par jour – à 6 heures du matin, 11 h 45 et 18 h 30 –, soixante-quinze Européens environ empruntaient le tramway et traversaient une plantation de bananiers afin d'aller prendre leurs repas en bas de la colline dans la salle à manger de l'hôtel. Le seul Européen à ne pas se joindre à eux était le gouverneur général, qui restait dans sa

digne demeure victorienne, dotée d'une coupole, de portes-fenêtres et de vérandas. Chaque année, l'anniversaire du roi était célébré par des manifestations comme la revue des troupes en grande pompe, un concours de tir à la cible et un concert donné par un chœur d'enfants noirs catholiques.

En dépit de sa demeure impressionnante, gardée par des sentinelles africaines en uniformes bleus et fez rouges, le gouverneur général du Congo détenait un pouvoir bien moindre que celui d'un gouverneur colonial britannique, français ou allemand. Plus que toute autre colonie africaine, le Congo était administré directement d'Europe. Le véritable quartier général de l'État indépendant du Congo ne se trouvait pas à Boma, mais dans des bureaux à Bruxelles, situés pour l'un dans l'enceinte même du palais royal, et, pour les autres, à côté ou en face. Tous les administrateurs d'échelon supérieur et moyen du Congo étaient choisis et promus par le roi en personne, et chapeautés par un mini-cabinet de trois ou quatre Belges à Bruxelles, qui rendait compte de ses activités directement à Léopold.

L'autorité que le roi exerçait seul sur cet immense territoire offrait un contraste frappant avec le pouvoir de plus en plus limité dont il disposait chez lui. Un jour, à la fin de sa vie, alors qu'il discutait dans son bureau avec plusieurs ministres du cabinet, son neveu et héritier présomptif, le prince Albert, ouvrit une fenêtre et un courant d'air fit voltiger des papiers sur le sol. Léopold ordonna à Albert de les ramasser. « Laissez-le faire, dit le roi à un de ses ministres qui s'était précipité pour les ramasser à sa place, un futur monarque constitutionnel doit apprendre à s'abaisser[2]. » Au Congo, toutefois, il n'était pas question d'arrondir le dos ; Léopold y exerçait un pouvoir absolu.

À l'échelon inférieur, l'autorité du roi sur sa colonie était appliquée par des Blancs chargés des districts et des

stations sur le fleuve, dispersés sur tout le vaste territoire ; certains d'entre eux ne recevaient pas la visite des bateaux à vapeur des mois durant. Au plus profond des terres, la pratique était souvent en retard sur la théorie, mais sur le papier, tout au moins, le plus humble chef de station se voyait allouer une bouteille de vin rouge par jour et d'abondantes provisions de confitures anglaises, beurre danois, viandes, soupes et condiments en conserve, ainsi que du *foie gras** et autres pâtés de chez Fischer à Strasbourg[3].

Une pléthore de médailles était réservée à ces fonctionnaires, dont les grades reflétaient la hiérarchie naissante du gouvernement impérial. Pour les détenteurs de l'ordre de l'Étoile africaine, par exemple, il y avait six échelons, allant des *grands-croix* et *commandeurs* aux simples *médaillés**. L'ordre royal du Lion, créé par Léopold dans le but de « reconnaître le mérite et récompenser les services qui Nous sont rendus », était également divisé en six catégories. À l'intention des chefs africains collaborant avec le régime existait une médaille spéciale, plaquée bronze, argent ou or suivant le degré du « service » rendu ; d'un côté elle présentait le profil de Léopold, de l'autre les armoiries de l'État du Congo et la devise LOYAUTÉ ET DÉVOTION.

Les fonctionnaires blancs du Congo de Léopold étaient en général des célibataires, dont beaucoup prenaient une ou plusieurs concubines africaines. À partir du tournant du siècle, ils furent quelques-uns à amener leurs femmes. Parmi ceux qui ne le faisaient pas, certains s'adressaient à une agence matrimoniale britannique qui leur fournissait des épouses d'Europe sur catalogue[4].

Les photographies des postes reculés du Congo des années 1890 reproduisent pratiquement toutes la même scène. Les ombres étirées indiquent qu'on est en fin d'après-midi. Les deux ou trois hommes blancs figurant sur le

cliché portent costume, cravate et casque colonial allongé, pareil au couvre-chef de l'agent londonien, mais blanc. Le visage souriant, ils sont assis dans des fauteuils d'osier, un chien à leurs pieds, devant une tente ou un simple bâtiment au toit de chaume. Debout derrière eux, leurs serviteurs africains. Eux ont le visage fermé et posent avec un emblème de leur statut : un plateau, une serviette drapée sur un bras, une bouteille prête à être versée. Des verres à vin ou des tasses à thé sont posés sur la table, symboles de confort domestique. Les hommes blancs sont toujours vêtus de blanc.

De telles scènes étaient étayées par un grand nombre de décrets royaux issus de Bruxelles. Le premier et le plus important avait été promulgué en 1885, le jour même de la proclamation officielle de l'existence du Congo ; il déclarait que toutes les « terres vacantes » étaient la propriété de l'État. Il n'existait pas de définition indiquant dans quels cas une terre était vacante. Partout dans le monde, bien sûr, les terres qui *semblent* vides sont souvent volontairement laissées en jachère pendant que des cultures sont plantées ailleurs, surtout sous les tropiques, où les lourdes chutes de pluie lessivent les substances nutritives de la terre.

Léopold recherchait tout ce qui pouvait être vite récolté. En ce sens, il traitait toutes les terres, vacantes ou non, comme sa propriété, et réclamait un droit à tous leurs produits. Il n'établissait aucune distinction entre les défenses d'un éléphant vagabondant en liberté ou les légumes des villageois susceptibles de nourrir ses soldats. Tout lui appartenait.

Cependant, il ne disposait pas des ressources nécessaires pour exploiter le territoire entier, aussi un nouvel ensemble de décrets vint-il découper le Congo en plusieurs

parties géantes, dont les « terres vacantes » furent louées à bail pour de longues périodes comme concessions à des sociétés privées. Ces compagnies concessionnaires avaient des actionnaires, belges pour la plupart, mais pas uniquement, et des conseils d'administration imbriqués les uns dans les autres, où siégeaient de nombreux hauts fonctionnaires de l'État du Congo. Mais, dans chacune d'elles, l'État – c'est-à-dire, en fait, Léopold lui-même – conservait en général cinquante pour cent des parts. En installant cette structure, Léopold agissait comme le directeur d'une société de capital-risque actuelle. Il avait surtout trouvé le moyen d'attirer des capitaux extérieurs vers ses projets d'investissement, tout en s'en réservant la moitié des dividendes. Au bout du compte, une fois ajoutés les différents impôts et droits payés par les compagnies à l'État, il lui en revenait plus de la moitié.

À la différence d'un capitaliste se risquant sur un marché, toutefois, le roi ne se contentait pas d'investir des fonds, il déployait des troupes et des fonctionnaires gouvernementaux. Il avait recours à eux pour interdire de manière impitoyable le territoire à la plupart des entreprises dont il ne détenait pas une partie des actions. Ainsi, pour le négoce de l'ivoire, la compagnie commerciale hollandaise sur le vapeur de laquelle Williams avait voyagé était confrontée à la concurrence inflexible des fonctionnaires de l'État du Congo, lesquels interceptaient ses bateaux et allèrent même en une occurrence jusqu'à tirer des coups de feu sur eux. Selon une histoire de la compagnie, « un état de siège fut [même] proclamé pour une certaine région, de façon à en fermer le territoire aux marchands. Lorsque l'état de siège fut levé, tout l'ivoire avait disparu[5] ».

Le roi, entre-temps, continuait à proclamer que rien n'était plus éloigné de son esprit que le profit. « Je vous

remercie d'avoir fait justice hier des calomnies répandues par les ennemis de l'État du Congo, de l'accusation de cachotterie et d'esprit de lucre, écrivait-il en 1891 au Premier ministre à la suite d'un débat parlementaire. L'État du Congo n'est certes pas une maison de commerce. S'il récolte l'ivoire de certains de ses domaines, ce n'est que pour diminuer ses déficits[6]. »

Quant à l'obligation faite aux Africains d'aider à collecter l'ivoire, elle n'était pas non plus, à Dieu ne plaise, destinée à réaliser des bénéfices, mais à sauver ces ignorants de leur indolence. Des commentaires sur les paresseux indigènes accompagnèrent toute la mainmise de l'Europe sur les terres africaines, tout comme ils avaient servi à justifier la conquête des Amériques. À un reporter américain, Léopold déclara un jour : « Quand on traite avec une race composée de cannibales depuis des milliers d'années, il est nécessaire d'utiliser des méthodes qui secoueront au mieux leur paresse et leur feront comprendre l'aspect sain du travail[7]. »

Au début des années 1890, s'emparer de tout l'ivoire possible était le travail auquel Léopold attribuait le caractère le plus sacré. Dans ce but, les fonctionnaires de l'État du Congo et leurs auxiliaires africains opéraient des razzias à travers tout le pays, abattant des éléphants, achetant les défenses aux villageois pour des sommes dérisoires, ou se contentant de les confisquer. Les populations du Congo chassaient les éléphants depuis des siècles, mais elles avaient désormais l'interdiction de vendre ou de livrer l'ivoire à qui que ce soit en dehors des agents de Léopold. La méthode de collecte de l'ivoire fut perfectionnée selon des normes draconiennes, qui fixèrent le modèle de la plupart des transactions à venir. Basées sur une structure de courtage imposée par le roi en 1890, elles accordaient une commission sur la valeur marchande européenne de

l'ivoire à ses agents sur le terrain – mais selon une échelle mobile. Ils ne percevaient que six pour cent de la valeur de tout achat d'ivoire à huit francs le kilo, mais la commission augmentait, par paliers, jusqu'à dix pour cent pour l'ivoire acheté quatre francs le kilo[8]. Les agents européens disposaient donc d'un stimulant puissant pour obliger les Africains, si nécessaire à la pointe de leurs fusils, à accepter des prix extrêmement bas.

Presque aucun de ces francs belges ne parvenait en fait aux chasseurs d'éléphants congolais. Ils ne recevaient que de petites quantités de tissus, perles de verroterie et autres babioles du même genre, ou les baguettes de cuivre qui, selon un décret de l'État, constituaient la monnaie principale du territoire. Pour les Africains, les transactions en argent n'étaient pas permises. La libre circulation de l'argent aurait pu saper ce qui était essentiellement une économie planifiée.

Les ordres concernaient principalement la main-d'œuvre. Au début, l'État eut surtout besoin de porteurs. De même que Stanley, tout fonctionnaire s'aventurant dans la brousse loin du réseau fluvial afin de collecter l'ivoire, fonder de nouveaux postes ou écraser une rébellion avait besoin de longues caravanes d'hommes pour tout transporter, des munitions de mitrailleuses à tout ce vin rouge et ce pâté. Ces dizaines de milliers de porteurs étaient en général rétribués pour leur labeur, ne serait-ce parfois que par la nourriture qui leur permettrait de ne pas s'effondrer, mais la plupart étaient des recrues. Les enfants eux-mêmes étaient mis au travail : un observateur nota des petits de sept à neuf ans qui portaient chacun des charges de dix kilos[9].

« Une file de pauvres diables, enchaînés par le col, emportaient mes malles et mes caisses vers le port », note

tranquillement un fonctionnaire de l'État du Congo dans ses mémoires. À l'étape suivante de son voyage, des porteurs supplémentaires furent nécessaires pour un parcours par terre : « Ils sont là une centaine, grelottants et peureux devant le *capita* [contremaître africain] qui passe en moulinant de la chicotte. Pour quelques bougres trapus et râblés, combien de squelettes dessiqués ainsi que des momies, la peau usée [...] couturée de profondes cicatrices, couverte de plaies suppurantes. [...] N'importe, ils sont tous "bons"[10] ! »

On avait surtout besoin de porteurs aux endroits où le système fluvial était obstrué par les rapides, en particulier – tant que le chemin de fer ne fut pas construit – pour la marche de trois semaines entre la ville portuaire de Matadi et le Stanley Pool. Par cette voie d'acheminement, on envoyait les fournitures vers l'intérieur et on transportait l'ivoire et les autres richesses vers la mer. Le portage des bateaux à vapeur démontés jusqu'à la section supérieure du fleuve était le travail exigeant le plus de main-d'œuvre : pour un vapeur, il fallait parfois jusqu'à trois mille porteurs[11]. Voici comment Edmond Picard, un sénateur belge, décrivit une caravane de porteurs qu'il observa sur la route contournant les grands rapides en 1896 :

> Incessamment nous rencontrons ces porteurs, isolés ou en file indienne, noirs, noirs, noirs, misérables, pour tout vêtement ceinturés d'un pagne horriblement crasseux, tête crépue et nue supportant la charge, caisse, ballot, pointe d'ivoire, manne bourrée de caoutchouc, baril, la plupart chétifs, cédant sous le faix multiplié par la lassitude et l'insuffisance de la nourriture, faite d'une poignée de riz et d'infect poisson sec, pitoyables cariatides ambulantes, bêtes de somme aux grêles jarrets de

> singe, les traits contractés, les yeux fixes et ronds dans la préoccupation de l'équilibre et l'hébétude de l'épuisement. Ils vont et reviennent ainsi, par milliers... réquisitionnés par l'État armé de sa Force publique irrésistible, livrés par des chefs dont ils sont esclaves et qui raflent leurs salaires, trottinant les genoux ployés, le ventre en avant, un bras relevé en soutien, l'autre s'appuyant sur un long alpenstock, poudreux et sudorant, insectes échelonnant par les monts et les vaux leur processionnaire multitude et leur besogne de Sisyphe, crevant au long de la route, ou, la route finie, allant crever de surmenage dans leur village[12].

Le nombre des morts était particulièrement élevé parmi les porteurs obligés d'acheminer des charges sur de longues distances. Sur les trois cents hommes réquisitionnés en 1891 par le commissaire de district Paul Lemarinel pour une marche forcée de plus de mille deux cents kilomètres en vue de l'installation d'un nouveau poste, pas un seul ne revint[13].

Stanislas Lefranc, catholique fervent et monarchiste, était un procureur belge venu occuper un poste de magistrat au Congo. Un dimanche à Léopoldville, il entendit à une heure matinale les cris désespérés d'un grand nombre d'enfants.

En découvrant d'où venaient ces hurlements, Lefranc trouva « environ trente gamins, dont plusieurs de sept ou huit ans, alignés et, en attendant leur tour, contemplant, terrorisés, leurs camarades que l'on fustigeait. La plupart de ces gamins [...] au paroxysme de la douleur, gigotaient si affreusement que les soldats chargés de les maintenir par les mains et les pieds étaient obligés de les soulever du sol. [...] Vingt-cinq fois, la chicotte cingla chacun de ces

enfants[14] ». La veille au soir, apprit Lefranc, plusieurs enfants avaient ri en présence d'un homme blanc, qui avait alors donné l'ordre d'appliquer cinquante coups de fouet à tous les enfants domestiques de la ville. La seconde série de vingt-cinq coups devait leur être infligée le lendemain matin à 6 heures. Lefranc parvint à les faire supprimer, mais on lui demanda de ne plus émettre de protestations interférant avec la discipline.

Lefranc avait vu en action un instrument essentiel du Congo de Léopold, qui dans l'esprit des populations du territoire serait bientôt assimilé au gouvernement blanc au même titre que le bateau à vapeur ou la carabine. Il s'agissait de la *chicotte** – un fouet en peau d'hippopotame séchée au soleil, en forme de longue lanière vrillée aux arêtes acérées. En général, la chicotte était appliquée sur les fesses nues de la victime. Ses coups laissaient des cicatrices permanentes ; plus de vingt-cinq coups pouvaient faire perdre conscience, et cent coups ou davantage – punition qui n'avait rien de rare – se révélaient souvent fatals.

Lefranc allait assister à bien d'autres flagellations à la chicotte. Pourtant, la description qu'il en fit, dans des pamphlets et des articles de journaux publiés en Belgique, ne suscita que peu de réactions.

> Le chef de la station sélectionne les victimes. [...] Tremblants, hagards, ils s'étendent le visage contre le sol [...] deux de leurs compagnons, parfois quatre, les saisissent par les pieds et les mains pour leur enlever leurs culottes de coton. [...] Chaque fois que le tortionnaire soulève la chicotte, une barre rouge apparaît sur la peau des pitoyables victimes, qui, si fermement soient-elles tenues, se contorsionnent affreusement en sursautant... Aux premiers coups, les malheureuses

> victimes poussent des hurlements horribles qui se transforment vite en gémissements sourds. [...] Comble raffiné de la méchanceté, certains officiers, j'en ai été témoin, exigent que le supplicié, lorsqu'il se relève, haletant, exécute gracieusement le salut militaire[15].

L'horreur ouvertement exprimée par Lefranc ne réussit qu'à lui valoir la réputation d'excentrique, voire de fauteur de troubles. Il « montre parfois une ignorance étonnante des choses qu'il devrait connaître en raison de ses fonctions. Médiocre agent[16] », écrivit à son sujet le gouverneur général en poste dans une évaluation personnelle. Pour essayer d'étouffer ses réclamations, écrivit Lefranc, les cadres donnèrent l'ordre de ne plus effectuer les exécutions de son poste près de sa maison, mais dans un autre lieu.

En dehors de Lefranc, peu d'Européens travaillant pour le régime laissèrent une trace du choc qu'ils éprouvaient au spectacle de cette terreur officiellement ratifiée. Les Blancs qui traversèrent le territoire en qualité d'officiers de l'armée, de capitaines de bateaux à vapeur ou de fonctionnaires de l'État ou de compagnies concessionnaires acceptaient en général l'usage de la chicotte, sans y réfléchir davantage que les centaines de milliers d'autres hommes en uniforme qui accepteraient, un demi-siècle plus tard, d'être affectés dans les camps de concentration nazis et soviétiques. « Les monstres existent, a écrit Primo Levi à propos de son expérience à Auschwitz. Mais ils sont trop peu nombreux pour être vraiment dangereux. Plus dangereux sont [...] les fonctionnaires prêts à croire et à agir sans poser de questions[17]. »

Pour quelle raison les fonctionnaires du Congo purent-ils regarder la chicotte en action avec une telle désinvolture, et comme nous le verrons, distribuer également la douleur

et la mort d'autres façons ? Tout d'abord, bien sûr, il y avait la race. Pour les Européens, les Africains étaient des êtres inférieurs : paresseux, barbares, à peine supérieurs aux animaux. En fait, on les mettait le plus souvent au travail comme des bêtes de somme. Dans tout système de terreur, les fonctionnaires doivent avant tout voir dans leurs victimes des êtres inférieurs aux humains, et les idées victoriennes en matière de race fournissaient un tel point de départ.

Vient ensuite le fait que la terreur au Congo fut ratifiée par les autorités. La rébellion d'un Blanc signifiait qu'il contestait le système lui procurant son gagne-pain. Autour de soi, tout le monde participait. En adhérant au système, on était payé, promu, récompensé par des médailles. Ainsi, des individus qui auraient été horrifiés de voir quelqu'un utiliser une chicotte dans les rues de Bruxelles, Paris ou Stockholm, l'acceptaient dans ce cadre différent comme allant de soi. L'écho de ce raisonnement nous parvient, dans un contexte différent, un demi-siècle plus tard : « À dire la vérité, dit Franz Stangl des massacres qui eurent lieu lorsqu'il était commandant des camps de la mort de Sobibor et de Treblinka, on s'y habituait[18]. »

Sous un tel régime, un détail qui aide souvent les fonctionnaires à « s'y habituer » est une légère distance, d'ordre symbolique – écartant tout rapport avec la victime –, entre le fonctionnaire responsable et l'acte de terreur lui-même. Lors de leurs procès après la Seconde Guerre mondiale, les nazis ont fréquemment fait état de cette distance symbolique pour leur défense. Le Dr Johann Paul Kremer, par exemple, un médecin SS qui aimait faire ses recherches en pathologie sur des tissus humains encore frais, expliqua :

> Le patient était placé sur une table de dissection encore vivant. Je m'approchais alors de la table et lui

posais plusieurs questions sur des détails relevant de mes recherches. [...] Une fois les informations rassemblées, l'ordonnance s'approchait du patient et le tuait au moyen d'une injection dans la région du cœur. [...] Je n'ai jamais effectué personnellement d'injections mortelles[19].

Je n'ai jamais effectué personnellement d'injections mortelles. En dépit du fait que certains Blancs du Congo aimaient manier la chicotte, la plupart établissaient une distance symbolique identique entre eux et l'instrument redouté. « Au début je [...] pris sur moi la responsabilité de distribuer des punitions à ceux dont la conduite des jours précédents paraissait mériter un tel traitement, devait se souvenir Raoul de Premorel, qui travailla pour une compagnie opérant dans le bassin de la rivière Kasaï. Bientôt [...] je m'aperçus qu'il était souhaitable de confier l'exécution des sentences à des tiers sous ma direction. La meilleure organisation me parut consister à confier à chaque *capita* la responsabilité d'administrer les punitions à sa propre équipe[20]. »

Ainsi, l'ensemble des coups de chicotte étaient infligés par des Africains sur le corps d'autres Africains. Cette organisation arrangea par ailleurs les conquérants. Elle créa un clan de contremaîtres parmi les conquis, comme les *kapos* des camps de concentration nazis ou les *predurkis*, détenus bénéficiant d'un régime de faveur, dans le goulag soviétique. Forcer un tiers à administrer la terreur fait tout autant partie de la conquête que le fait de terroriser la population[21]*.

* Lorsqu'ils ne peuvent se fier à l'allégeance des subalternes, les conquérants prennent parfois des précautions. En 1900, un photographe a enregistré l'exécution de dix-huit soldats noirs mutins à Boma : les rebelles condamnés sont ligotés

En définitive, lorsque la terreur est l'ordre incontesté du jour, on considère comme une vertu virile de l'appliquer avec efficacité, de la même manière que les soldats accordent de la valeur au sang-froid durant le combat. Le comble de l'« habitude » est alors atteint. Voici comment, par exemple, un chef de station dénommé Georges Bricusse décrit dans son journal la pendaison d'un homme ayant volé une carabine, qu'il ordonna en 1895 :

> La potence est dressée. La corde est attachée trop haut. On soulève le moricaud et on lui passe le nœud coulant. La corde tourne quelques instants, puis crac, l'individu est à terre qui gigote. Un coup de feu dans la nuque et le tour est joué. Pas la moindre impression cette fois !! Et dire que la première fois que j'ai vu administrer la chicotte, j'en ai pâli d'effroi. L'Afrique a du bon tout de même. J'irais maintenant au feu comme à une noce[22].

Sur l'ensemble de son immense royaume, Léopold instaura un système de contrôle militaire. Sans force armée, on ne peut à l'évidence obliger des hommes à quitter leurs maisons et leurs familles pour transporter des charges de trente kilos pendant des semaines et des mois. Le roi était particulièrement heureux de diriger sa propre armée en Afrique, car en Belgique ses dissensions avec les législateurs – qui ne partageaient pas sa passion pour la construction de grands forts, les dépenses supplémentaires consacrées à l'armée et l'institution de la conscription – ne cessaient pas.

à des pieux et un peloton de troupes noires loyales vient de tirer une salve. Mais, au cas où les loyalistes flancheraient, toute la population mâle blanche de Boma, debout, forme une longue rangée à angle droit des deux groupes. Chaque Blanc, coiffé d'un casque colonial, tient sa carabine prête à tirer.

Léopold avait fait appel aux mercenaires africains depuis qu'il avait envoyé Stanley délimiter les terres qu'il revendiquait entre 1879 et 1884. En 1888, il les organisa officiellement en une armée pour son nouvel État, dénommée *Force publique**. Au cours des dix années suivantes, elle s'étoffa jusqu'à compter dix-neuf mille officiers et soldats[23] et constituer la plus puissante armée d'Afrique centrale. À la fin des années 1890, elle engouffrait plus de la moitié du budget de l'État[24]. À la fois troupes de contre-guérilla, armée d'occupation et corps de police, elle était principalement divisée en petites garnisons. Situées sur le bord d'un fleuve, ces dernières étaient en général composées de plusieurs dizaines de soldats noirs sous les ordres d'un ou deux officiers blancs. La poignée initiale de postes militaires passa rapidement au nombre de cent quatre-vingt-trois en 1900, puis de trois cent treize à partir de 1908.

La Force publique avait du pain sur la planche. Nombre des nouveaux sujets du roi appartenaient à des peuples guerriers qui se défendaient. Plus d'une dizaine de groupes ethniques différents organisèrent d'importantes rébellions[25] contre l'autorité de Léopold. Le peuple yaka se battit contre les Blancs pendant plus de dix ans, avant d'être soumis en 1906. Les Tchokwés combattirent vingt ans et infligèrent de lourdes pertes aux soldats de Léopold. Les Boa et les Budja mobilisèrent plus de cinq mille hommes qui menèrent une guérilla au plus profond de la forêt tropicale. Tout comme les Américains utiliseraient le terme *pacification** au Vietnam soixante-dix ans plus tard, les expéditions militaires de la Force publique furent officiellement appelées *reconnaissances pacifiques**.

L'histoire de l'Afrique centrale avant l'arrivée des Européens contenait autant de guerres et de conquêtes que celle de l'Europe, et la violence au Congo, y compris durant le

gouvernement de Léopold, ne se déchaîna pas uniquement entre colonisateurs et colonisés. Un grand nombre des peuples du Congo ayant auparavant lutté les uns contre les autres, la Force publique eut souvent la possibilité de s'allier avec un groupe ethnique pour en vaincre un autre. Mais, tôt ou tard, le premier groupe se retrouvait également soumis. Leurs forces étant dispersées en petit nombre sur un immense territoire, les commandants de Léopold utilisaient à bon escient ce schéma d'alliances fluctuant. À la fin, néanmoins, leur puissance de feu supérieure garantissait la victoire – et une histoire écrite par les vainqueurs.

Parfois, même à travers ces récits, nous avons un bref aperçu de la détermination des résistants au roi. À l'extrémité méridionale du Katanga, des guerriers du peuple sanga étaient menés par un chef nommé Mulume Niama[26]. En dépit du fait que les troupes de l'État disposaient d'une artillerie, ses forces se battirent vaillamment, tuèrent un officier et blessèrent trois soldats. Elles se réfugièrent ensuite dans une grande caverne calcaire appelée Tshamakele. Le commandant de la Force publique donna l'ordre à ses hommes d'allumer des feux aux trois entrées de la caverne pour obliger les rebelles à sortir en les enfumant. Au bout d'une semaine, il envoya un émissaire négocier la capitulation de Mulume Niama. Le chef et ses hommes refusèrent de se rendre. Des soldats allumèrent de nouveaux feux et bloquèrent l'entrée de la caverne pendant trois mois. Lorsque les troupes y pénétrèrent enfin, elles découvrirent cent soixante-dix-huit corps. Par crainte qu'on ne puisse retrouver trace de leur sépulture et en faire des martyrs, les soldats de la Force publique provoquèrent des glissements de terrain pour oblitérer toute trace de l'existence de la caverne de Tshamakele et des corps de Mulume Niama et de ses hommes.

Une autre rébellion éclata le long de la route caravanière contournant les rapides du Congo inférieur. Un agent belge de l'État, le tristement célèbre Eugène Rommel, établit là une station afin de fournir des porteurs pour la marche de trois semaines entre Matadi et le Stanley Pool. À compter du milieu des années 1890, l'État eut besoin de cinquante mille hommes par an pour ce travail[27]. Contrairement aux missionnaires protestants et à certains marchands privés qui engageaient les porteurs qu'ils employaient sur cet itinéraire et négociaient les salaires avec eux, l'État du Congo – sur ordre explicite de Léopold – utilisait de la main-d'œuvre forcée. Rommel appela sa station Baka Baka, ce qui signifie « Capture, capture ».

À la tête d'une révolte, un chef local appelé Nzansu monta une embuscade, tua Rommel le 5 décembre 1893 et incendia sa station de fond en comble. Les rebelles brûlèrent et pillèrent aussi deux autres postes de l'État voisins, où ils tuèrent deux fonctionnaires blancs et en blessèrent plusieurs autres. Nzansu épargna néanmoins Mukimbungu, une mission suédoise située sur la route caravanière. Aux missionnaires, il donna même quelques provisions qu'il avait trouvées abandonnées sur la piste et rendit quelques marchandises que ses hommes avaient prises dans la mission. Un des missionnaires, Karl Teodor Andersson, écrivit aux membres de son Église en Suède :

> Si nos amis de la mission au pays se soucient de notre sécurité ici à la suite des lettres et des dépêches de journaux évoquant l'agitation dans cette région, je tiens à les rassurer. [...] Le chef Nzansu de Kasi, commandant des rebelles, nous a fait savoir qu'il ne veut de mal à aucun d'entre nous, étant donné que nous avons toujours montré que nous sommes les amis des

Noirs. Mais il a juré la mort aux hommes de l'État. Et quiconque est au courant des conditions ici ne peut en être surpris[28].

Cette rébellion alarma particulièrement l'État, car elle arrêta complètement la circulation sur la route caravanière, d'une importance cruciale, menant au Stanley Pool. Pour écraser les rebelles, les autorités envoyèrent une force de quinze officiers blancs et de deux cents soldats noirs. Un autre missionnaire suédois, C. N. Börrisson, écrivit chez lui quelques semaines plus tard : « Les rebelles ne se sont pas enfuis [...] mais se sont réunis dans le village du chef, qu'ils défendront jusqu'à la mort bien que leurs autres villages aient été incendiés[29]. »

Börrisson continue à parler haut et fort en faveur des rebelles dont nous ne pouvons entendre la voix :

> Un homme récolte ce qu'il sème.
>
> En réalité, l'État est la véritable source de ces révoltes. Il est étrange que des gens qui se prétendent civilisés imaginent qu'ils peuvent traiter n'importe comment leurs frères humains – quand bien même ils sont d'une couleur différente. Il ne fait pas de doute qu'un des moins honorables [fonctionnaires] est feu M. Rommel. On ne devrait pas dire de mal des morts, mais je dois simplement mentionner quelques petits détails pour prouver que l'agitation a été justifiée. [...] Il emprisonnait des femmes quand la population refusait de transporter [les fournitures] et de lui vendre des marchandises en dessous des prix du marché. [...] Il n'avait pas honte de venir à notre station kidnapper nos écolières [...] et de les traiter de manière infâme. Un dimanche matin, frère Andersson et moi sommes allés

dans un village voisin pour aider à libérer trois pauvres femmes que ses soldats avaient emprisonnées, parce que l'une d'elles avait demandé qu'on lui rende une jarre en pierre qui lui avait été confisquée. [...]

Mais qu'arrive-t-il à toutes ces femmes qui sont faites prisonnières ? Certaines sont libérées [...] quand leurs maris ont fait tout ce qui est en leur pouvoir pour récupérer l'être le plus cher à leur cœur. D'autres sont mises au travail forcé dans les champs ou obligées de se prostituer. [...]

Nos hommes les plus respectés ici [...] nous ont raconté, des larmes dans les yeux et le cœur plein de chagrin, qu'ils avaient récemment vu un groupe de sept cents femmes enchaînées ensemble et transportées [sur la côte à bord de vapeurs]. « Et, ont-ils dit, qu'ils coupent notre tête ou celle d'un poulet, ça revient pour eux au même [...]. »

Comment quiconque pourrait-il vraiment s'étonner de voir ces explosions de mécontentement ? Nzansu, le meneur de la rébellion et l'assassin [de Rommel], voulait seulement devenir l'Engelbrekt du Congo et le Gustave Vasa de son peuple. Ses partisans lui sont aussi loyaux que les Suédois l'étaient envers leurs chefs à cette époque[30].

Le missionnaire établissait une comparaison avec deux patriotes suédois des XVe et XVIe siècles, des nobles ayant mené des rébellions de paysans suédois contre des rois étrangers. L'entreprise de Vasa fut couronnée de succès et il fut lui-même élu roi de Suède. Nzansu eut moins de chance. Lui et ses guerriers se battirent contre la Force publique de Léopold pendant huit mois, puis sporadiquement pendant cinq ans encore, en dépit de plusieurs

expéditions du style terre brûlée envoyées contre eux. Apparemment, on ignore le sort que connut Nzansu.

Dans la Force publique, tous les officiers nommés à un commandement étaient blancs, ainsi que certains sergents ; belges pour le plus grand nombre, ils pouvaient aussi avoir des origines nationales différentes. Dans ce cas, les armées de leurs pays respectifs étaient en général heureuses de leur accorder une permission qui leur permettrait d'acquérir quelques années d'expérience des combats. Les simples soldats étaient noirs. Les mercenaires de Zanzibar et des colonies britanniques de l'Afrique occidentale qui appartinrent à l'armée congolaise dans les premières années furent vite dépassés en nombre par les soldats du Congo lui-même, dont la plupart étaient des recrues. Quant à ceux qui se portaient volontaires, comme l'expliqua un soldat à un visiteur européen, c'était souvent parce qu'ils préféraient « être du côté des chasseurs que de celui du gibier[31] ». Mal payés, mal nourris et battus à la chicotte pour le plus humble des délits, beaucoup essayaient de déserter, et au début les officiers durent consacrer une grande partie de leur temps à les recapturer. Par la suite, pour empêcher les désertions, l'État commença à envoyer les nouvelles recrues loin de leur région d'origine. Au bout de sept ans de service, un soldat terminant son terme pouvait donc se retrouver avec un trajet de plusieurs centaines de kilomètres, voire mille cinq cents kilomètres, à accomplir pour rentrer chez lui. Parfois, il n'était même pas autorisé alors à partir.

Le trop-plein de frustrations qui faisait bouillir les soldats aboutissait souvent à des mutineries, de plus ou moins grande ampleur. La première mutinerie importante éclata à la base militaire de Luluabourg, en pleine savane

méridionale, en 1895. Le commandant de la base, Mathieu Pelzer, connu pour sa brutalité, se servait de ses poings sur ses inférieurs et avait l'habitude de faire donner cent vingt-cinq coups de chicotte à ses soldats. Il avait fait tuer sa concubine africaine[32] après qu'elle eut couché avec un autre homme. Un jour, Pelzer donna l'ordre de punir un soldat, mais, avant que l'homme maniant la chicotte ait pu commencer, un sergent du nom de Kandolo * se dirigea vers lui et lui arracha le fouet des mains[33].

Kandolo fut à la tête de la rébellion contre Pelzer qui éclata peu après parmi des sous-officiers noirs en colère. Ces soldats attaquèrent et blessèrent Pelzer qui s'enfuit dans la brousse pour y chercher refuge. Mais les rebelles l'y suivirent et le tuèrent. Menés par Kandolo, vêtu de blanc et chevauchant un taureau, ils se dirigèrent vers d'autres postes de la Force publique, rassemblant des partisans parmi les soldats noirs et tuant plusieurs officiers européens. Pendant plus de six mois, les rebelles contrôlèrent la plus grande partie de la région du Kasaï. Dans la brousse, ils se séparèrent en petits groupes et, dispersés sur une vaste zone, ils parvinrent ainsi à s'échapper ou à livrer bataille à une longue suite d'expéditions lourdement armées envoyées contre eux. Un an plus tard, les officiers de la Force publique, inquiets, estimèrent qu'il restait environ quatre à cinq cents rebelles en liberté, qui recrutaient de nouveaux membres et s'alliaient avec des chefs locaux contre l'État. En tout, la répression de la révolte coûta à la Force publique les vies de plusieurs centaines de soldats et porteurs noirs, et de quinze officiers ou sous-officiers

* En cas d'inattention, un détail susceptible d'égarer le lecteur est que l'histoire du Congo de cette période comprend trois hommes différents appelés Kandolo, dont l'un mena une autre mutinerie en 1897 dans le Nord-Est.

blancs. L'un d'eux était un Américain de vingt-six ans, le lieutenant Lindsay Burke. Natif de La Nouvelle-Orléans, il ne séjournait en Afrique que depuis moins d'un an. Il fut pris dans une embuscade et mourut en même temps que vingt-sept de ses hommes au début de 1897. Le chef des rebelles, Kandolo, fut mortellement blessé dans la bataille, mais deux caporaux qui avaient joué un rôle essentiel dans la révolte, Yamba-Yamba et Kimpuki, continuèrent à mener la guérilla ; ils furent tués, les armes encore à la main, en 1908, treize ans après le début de l'insurrection[34].

À l'autre extrémité du pays, dans le lointain Nord-Est, une grande mutinerie éclata en 1897 parmi trois mille soldats et un nombre égal de porteurs et d'auxiliaires. Ayant été contraints de marcher pendant des mois à travers forêts et marécages pour mener à bien une nouvelle tentative d'extension de Léopold en direction des sources du Nil, ils finirent par en avoir assez. Les combats se poursuivirent pendant trois ans, colonne après colonne de troupes loyales de la Force publique livrant bataille aux rebelles sur environ onze cents kilomètres de forêts et de savanes, le long du cordon de lacs de la frontière orientale du Congo. Sous leur propre drapeau rouge et blanc, les rebelles de différents groupes ethniques joignirent leurs forces, maintenant la discipline militaire et organisant des embuscades pour se ravitailler en armes et munitions. Les chefs sympathisants leur apportaient leur soutien, y compris en les avertissant par tam-tam de l'approche des troupes. L'histoire officielle de la Force publique convient elle-même que, dans la bataille, « les révoltés déployèrent un courage digne d'une meilleure cause[35] ».

Plus de deux ans après le commencement de la révolte, les rebelles parvinrent à rassembler deux mille cinq cents soldats en vue de l'attaque d'une position lourdement

fortifiée. Un contingent de mercenaires loyaux de la Force publique fut réduit de trois cents à trois hommes au cours de cette campagne. En 1900, les rebelles luttaient encore quand deux mille d'entre eux se retirèrent finalement de l'autre côté de la frontière en territoire allemand. Ils rendirent les armes en échange de l'autorisation de s'installer dans cette région, qui constitue aujourd'hui le Rwanda et le Burundi.

Cette mutinerie prolongée est le seul cas dans l'histoire du Congo de Léopold où nous disposons d'un témoignage oculaire de la situation derrière les lignes rebelles. En effet, en avril 1897, les insurgés capturèrent un prêtre français, le père Auguste Achte[36], qui se livra à eux sans le vouloir, pensant que le « camp immense » sur lequel il était tombé devait être celui d'une expédition de la Force publique. À la place, il se retrouva cerné par environ deux mille rebelles, dont les chefs portaient des uniformes d'officiers gansés d'or et des pistolets dont ils s'étaient emparés. Achte, saisi de terreur, crut sa dernière heure arrivée. Certains des mutins le brutalisèrent et lui dirent qu'ils avaient juré de tuer tous les Blancs. Mais les meneurs du groupe les calmèrent à force de palabres, en établissant une distinction entre les Blancs qui travaillaient pour l'État du Congo honni et les autres. Selon Achte, Mulamba, le chef de ce groupe de rebelles, dit au prêtre qu'ils épargnaient sa vie, parce qu'« [il n'avait] pas de fusil, [il enseignait] la parole de Dieu, [il soignait] les indigènes malades et (argument décisif) [il n'avait] jamais frappé aucun Noir ». Les rebelles étaient parvenus à cette conclusion après avoir interrogé une dizaine de jeunes Africains auxquels le prêtre faisait l'instruction religieuse.

À la surprise du père Achte, les insurgés tuèrent une chèvre pour le nourrir, lui offrirent une tasse de café et lui

firent cadeau d'ivoire, en compensation des marchandises qu'ils lui avaient confisquées, « pour que tu n'écrives pas en Europe que nous t'avons volé ». Quelques jours plus tard il fut relâché. Les rebelles lui dirent qu'ils avaient tué leurs officiers belges parce que ces derniers les traitaient comme des animaux, qu'ils n'avaient pas été payés depuis des mois et que les soldats, tout comme les chefs, étaient flagellés ou pendus pour le moindre petit délit. Ils évoquèrent un officier blanc qui avait tué soixante soldats en une journée parce qu'ils refusaient de travailler un dimanche, et un autre qui « de ses propres mains versait du sel et du poivre sur les plaies saignantes faites par la chicotte et faisait jeter vivants les malades de son poste dans le fleuve Lualaba ».

« Il y a trois ans que j'étouffe et que j'amasse dans mon cœur la haine des Belges, confia Mulamba à Achte. Quand j'ai vu Dhanis [le baron Francis Dhanis, commandant de la Force publique pour la région] face à mes compatriotes révoltés, j'ai tressailli de bonheur : c'était le moment de la délivrance et de la vengeance. » D'autres rebelles racontèrent à Achte qu'ils avaient choisi Mulamba comme roi et deux de leurs camarades comme ses auxiliaires, et qu'ils voulaient créer un État indépendant qui ne serait pas soumis à l'autorité blanche. Cette révolte et les autres rébellions de la Force publique étaient davantage que des mutineries de soldats mécontents ; elles annonçaient les guerres de guérilla anticoloniales qui allaient secouer l'Afrique centrale et méridionale à partir des années 1960[37].

Tandis que Léopold promulguait pompeusement des édits abolissant l'esclavage, aucun visiteur ou presque, en dehors de George Washington Williams, ne formulait l'évidence : les porteurs, mais également les soldats de la Force publique, étaient en réalité des esclaves. De plus, sous

un système approuvé par le roi en personne, les agents de l'État blanc recevaient une prime proportionnée au nombre d'hommes qu'ils faisaient entrer dans ladite Force publique. Parfois, ces agents les achetaient à des chefs collaborateurs, qui livraient leur marchandise humaine enchaînée. (Lors d'une transaction, consignée dans les notes d'un commissaire de région, une somme de vingt-cinq francs par personne fut allouée pour une demi-douzaine d'adolescents livrés par deux chefs de Bongata[38] en 1892.) Les cadres de l'État du Congo obtenaient une prime supplémentaire en cas de « réduction des dépenses de recrutement » – invitation à peine voilée à économiser l'argent de l'État en kidnappant tout bonnement ces hommes, au lieu de les acheter aux chefs[39].

Ce système esclavagiste était néanmoins toujours enveloppé d'euphémismes, dont se servaient même les officiers sur le terrain. « Deux canots [...] viennent d'arriver avec le sergent Lens et vingt-cinq volontaires d'Engwettra à la chaîne ; deux hommes se sont noyés en voulant prendre la fuite[40] », écrivait par exemple un officier, Louis Rousseau, dans son rapport mensuel d'octobre 1892. En effet, les trois quarts ou presque de ces « volontaires » mouraient avant même d'avoir été livrés aux postes de la Force publique, écrivait la même année un haut fonctionnaire, contrarié par ce « gâchis ». Parmi les solutions au problème, il recommandait un transport plus rapide et des chaînes en acier léger au lieu des lourdes chaînes en fer[41]. Sur des documents de cette époque, on constate que les fonctionnaires de l'État du Congo commandent sans arrêt de nouvelles provisions de chaînes. Un officier souligne le problème que pose, pour les files de recrues, la traversée d'étroites passerelles de rondins sur des rivières dans la jungle : quand les « *libérés*, la chaîne au cou, traversent un

pont, si l'un d'eux tombe, il entraîne toute la colonne qui disparaît[42] ».

Les officiers blancs qui obtenaient des soldats et porteurs « volontaires » en marchandant avec les chefs de village traitaient parfois avec les mêmes hommes qui avaient fourni les négriers afro-arabes de la côte est. Le plus puissant de ces négriers basés à Zanzibar était Hamed ben Mohamed el-Murjebi. Bel homme, barbu, de forte carrure, on le surnommait Tippoo-Tip – d'après, disait-on, le son du mousquet, instrument principal des trafiquants d'esclaves.

Tippoo-Tip était un homme très intelligent et ingénieux, qui fit fortune dans l'ivoire autant que dans la traite des esclaves, affaires qu'il eut la possibilité de développer sur une très large échelle une fois que Stanley eut découvert la route du haut Congo. Léopold savait que le pouvoir et le sens administratif aigu de Tippoo-Tip en avaient fait presque *de facto* le dirigeant du Congo oriental. En 1887, le roi lui demanda de tenir le poste de gouverneur de la province orientale de la colonie, dont la capitale était située aux Stanley Falls*. Tippoo-Tip accepta et plusieurs de ses parents occupèrent des postes subalternes. À ce stade précoce, les forces militaires de Léopold étant très dispersées, ce marché offrait des avantages aux deux hommes. Le roi s'engagea également à acheter la liberté de plusieurs

* Tippoo-Tip avait fourni des porteurs à Stanley, qui avait su ne pas poser trop de questions sur la raison pour laquelle ils étaient parfois enchaînés. Tippoo-Tip et son entourage accompagnèrent en partie deux des expéditions de Stanley. Une des raisons pour lesquelles l'opération de secours ratée à Emin Pacha attira autant de critiques en Europe fut que, à un moment donné, Stanley ordonna en utilisant la force qu'un vapeur d'une mission transporte ses troupes en amont du Congo. Les hommes de Dieu, épouvantés, virent leur bateau emporter une partie de l'expédition, dont Tippoo-Tip avec ses trente-cinq femmes et concubines.

milliers des esclaves de Tippoo-Tip, mais une des conditions de leur affranchissement, comme le découvrirent rapidement ces esclaves « libérés » et beaucoup d'autres, était une conscription de sept ans dans la Force publique. Bien que Léopold eût réussi durant la plus grande partie de son existence à tout représenter pour tout le monde, le spectacle de ce croisé antiesclavagiste faisant autant d'affaires avec le plus important des trafiquants d'esclaves d'Afrique fit bruire en Europe les premiers murmures à son encontre.

Les deux hommes finirent par emprunter des voies différentes. Des cadres blancs ambitieux du Congo oriental, sans l'approbation de leurs supérieurs à Bruxelles, menèrent alors plusieurs batailles victorieuses contre certains des seigneurs de guerre afro-arabes de la région. Après les faits, ces combats furent transformés en noble campagne contre les ignobles trafiquants d'esclaves « arabes[43] ». La littérature coloniale héroïque les promut à une place centrale dans la mythologie officielle de l'époque, et aujourd'hui encore la Belgique s'en fait l'écho. Au fil des ans toutefois, les forces militaires du Congo versèrent bien davantage de sang en combattant les innombrables révoltes des Africains, y compris de ceux qui s'insurgeaient dans leurs propres rangs. De plus, dès que fut terminée la fausse campagne contre les esclavagistes, Léopold remit nombre de ces derniers en place, en qualité de cadres de l'État.

Que représentait le fait d'être capturé et transformé en esclave par les conquérants blancs du Congo ? Nous détenons un témoignage rare d'une voix africaine. Il fut enregistré par un agent de l'État de nationalité américaine parlant le swahili, Edgar Canisius, qui fut le premier surpris d'être ému par le récit d'une « femme très intelligente,

nommée Ilanga ». Lorsqu'il rencontra par la suite l'officier et les soldats qui l'avaient capturée, il parvint à la conclusion qu'elle lui avait dit la vérité. Les événements qu'elle décrit se déroulèrent dans la partie orientale du territoire, près de Nyangwe, la ville où Stanley avait pour la première fois posé les yeux sur le fleuve géant qui s'était avéré être le Congo. Voici l'histoire d'Ilanga, telle que la nota Canisius.

> Notre village s'appelle Waniendo, du nom de notre chef Niendo. [...] C'est un grand village près d'un petit cours d'eau, entouré de vastes champs de *mohago* (manioc) et de *muhindu* (maïs) et d'autres récoltes, car nous travaillions tous dur dans nos plantations et avions toujours de la nourriture en abondance. [...] Nous n'avions jamais fait la guerre dans notre pays, et pour toute arme ou presque les hommes avaient des couteaux. [...]
>
> Nous étions tous occupés à biner nos plantations dans les champs, car c'était la saison des pluies et les mauvaises herbes poussaient vite, quand un messager est arrivé au village pour nous prévenir qu'approchait un groupe d'hommes important, que tous portaient des casquettes rouges et des vêtements bleus, et aussi des fusils et des longs couteaux, et que beaucoup d'hommes blancs les accompagnaient, dont le chef était Kibalanga [nom africain d'Oscar Michaux, un officier de la Force publique qui reçut une épée d'honneur des propres mains de Léopold]. Niendo a tout de suite convoqué tous les chefs dans sa maison, pendant que le tam-tam appelait toute la population au village. Après une longue consultation, on nous a ordonné d'aller tous tranquillement dans les champs et d'en rapporter des cacahuètes, des bananes plantains et du manioc pour

les guerriers qui arrivaient, ainsi que des chèvres et des volailles pour les hommes blancs. Les femmes sont toutes parties avec des paniers et les ont remplis, puis elles les ont posés sur la route. [...] Niendo pensait qu'en offrant tant de nourriture en cadeau il inciterait les étrangers à passer leur chemin sans nous faire de mal. Et cela s'est avéré juste. [...]

Lorsque les hommes blancs et leurs soldats sont partis, nous sommes retournés à notre travail en espérant qu'ils ne reviendraient pas ; mais ils sont très vite revenus. Comme la première fois, nous avons apporté de gros tas de nourriture, mais cette fois, au lieu de s'en aller immédiatement, Kibalanga a campé près de notre village et ses soldats sont venus voler toutes nos volailles et toutes nos chèvres et ont arraché notre manioc ; mais peu nous importait, du moment qu'ils ne nous faisaient pas de mal. Le lendemain matin [...] peu après le lever du soleil sur la colline, un groupe important de soldats est entré dans le village, et nous sommes tous rentrés nous asseoir dans les maisons. À peine étions-nous assis que les soldats ont fait irruption en hurlant et en menaçant Niendo de leurs fusils. Ils se sont précipités dans les maisons et en ont sorti les gens de force. Trois ou quatre ont pénétré dans notre maison et m'ont attrapée, ainsi que mon mari, Oleka, et ma sœur, Katinga. Ils nous ont traînés sur la route, et liés ensemble avec des cordes autour du cou, afin de nous empêcher de nous échapper. Nous pleurions tous, car nous savions maintenant que nous allions être emmenés comme esclaves. Les soldats nous ont battus avec les bâtons de fer de leurs fusils et obligés à marcher jusqu'au camp de Kibalanga, qui a donné l'ordre d'enchaîner les femmes séparément, dix par corde, et les hommes de la même façon.

Quand nous avons tous été rassemblés – et nous nous sommes alors aperçus qu'il y avait beaucoup de monde d'autres villages, et beaucoup d'habitants de Waniendo –, les soldats nous ont apporté des paniers de nourriture à porter, dans certains desquels il y avait de la viande humaine fumée. [...]

Nous nous sommes alors mis très rapidement en marche. Ma sœur, Katinga, avait son bébé dans les bras et n'était pas obligée de porter un panier, mais mon mari, Oleka, a été forcé de porter une chèvre. Nous avons marché jusqu'à l'après-midi. Nous avons campé près d'un cours d'eau où nous avons été contents de boire, car nous étions très assoiffés. Nous n'avions rien à manger, car les soldats ne nous donnaient rien. [...] Le lendemain, nous avons continué la marche, et à la halte de midi on nous a donné un peu de maïs et de bananes plantains, trouvés en tas près d'un village dont la population s'était enfuie. La même chose s'est reproduite chaque jour jusqu'au cinquième jour, quand les soldats ont pris le bébé de ma sœur et l'ont jeté dans l'herbe et laissé mourir là, et ont obligé ma sœur à porter des chaudrons qu'ils avaient trouvés dans le village abandonné. Le sixième jour, à force de ne pas manger, de marcher sans relâche et de dormir dans l'herbe humide, nous étions épuisés, et mon mari, qui marchait derrière nous avec la chèvre, ne pouvait plus se tenir debout. Alors, il s'est assis sur le bord du chemin et a refusé d'aller plus loin. Les soldats l'ont battu, mais il a persisté dans son refus. Puis l'un d'eux l'a frappé sur la tête du bout de son fusil, et il est tombé par terre. Un des soldats a attrapé la chèvre, pendant que deux ou trois autres transperçaient mon mari avec les longs couteaux qu'ils placent au bout de leurs fusils. J'ai vu le sang

> jaillir, et puis je ne l'ai plus vu, car nous venions de franchir le sommet d'une colline, et il avait disparu. Beaucoup des hommes jeunes ont été tués de la même façon, et beaucoup de bébés jetés dans l'herbe pour y mourir. [...] Après avoir marché pendant dix jours, nous avons atteint la grande eau [...] et nous avons été transportés en pirogue dans la ville des hommes blancs à Nyangwe[44].

Les rigueurs du régime de Léopold[45] n'étaient pas épargnées aux enfants eux-mêmes. « Je suis d'avis d'ouvrir trois colonies d'enfants, écrivit le roi le 27 avril 1890. Une dans le Haut-Congo vers l'équateur, spécifiquement militaire, avec des religieux pour l'instruction religieuse et la section professionnelle. Une à Léopoldville sous des religieux, avec un militaire pour l'entraînement militaire. Une à Boma comme celle de Léo. [...] Le but de ces colonies est surtout de nous fournir des soldats. Il faudra donc construire à Boma, Léo, et vers l'équateur trois grandes casernes [...] pouvant abriter chacune jusqu'à mille cinq cents enfants et le personnel directeur[46]. » À la suite des instructions de Léopold, le gouverneur général donna l'ordre six semaines plus tard à ses commissaires de district de « rassembler à partir de maintenant le plus d'enfants mâles possible[47] » pour les trois colonies de l'État.

Les années passant, beaucoup d'autres colonies d'enfants furent installées par des missionnaires catholiques. Contrairement aux missionnaires protestants du Congo, qui étaient étrangers et non soumis au contrôle de Léopold, les catholiques, pour la plupart belges, soutenaient loyalement le roi et son régime. (Un ordre belge, celui des pères de Scheut, donna même à une mission le nom du directeur de l'une des grandes compagnies concessionnaires.)

Léopold accordait de généreux subsides aux catholiques et utilisait parfois ce pouvoir financier pour déployer des prêtres, presque comme s'ils étaient des soldats, dans des régions où il souhaitait renforcer son influence.

Les enfants recueillis par ces missionnaires étaient, en théorie, des « orphelins ». Mais dans la plupart des sociétés africaines autochtones préservées, où règne un sens profond du clan et de la famille étendue, le concept de l'orphelinat tel que l'entendent les Européens n'existe pas. Si ces enfants se retrouvaient véritablement orphelins, c'était souvent parce que leurs parents avaient été tués par la Force publique. Dans le sillage de leurs razzias mortelles à travers tout le territoire, les soldats ramassaient souvent les survivants, adultes comme enfants, et les ramenaient aux missionnaires catholiques.

> M. Devos nous a fourni cinq prisonniers, corde au cou, pour piétiner l'argile destinée à la fabrication des briques, ainsi que vingt-cinq travailleurs d'Ibembo pour amener du bois [...], rapportait un prêtre catholique à son supérieur en 1899. Depuis le dernier convoi d'enfants de Buta, vingt-cinq autres sont arrivés. [...] De temps en temps, nous avons baptisé quelques-uns de ces petits, en des cas de danger de mort. [...] Le 1er juillet, nous avons célébré la fête nationale de l'État indépendant du Congo. À 8 heures, nous nous trouvions avec tous nos enfants, drapeau en tête, en bas de l'escalier creusé dans l'escarpement, pour accueillir M. le Commandant Devos et ses soldats. Lors du retour à la mission, les enfants marchaient en tête, suivis des soldats. [...] Pendant le saint sacrifice [...] au moment de l'élévation, au son des clairons, le « Présentez armes ! » a retenti[48].

Les colonies d'enfants étaient en général menées à la chicotte et à la chaîne. Les mutineries y étaient fréquentes. S'ils survivaient à leur capture, au transport et à la scolarisation, la plupart des diplômés mâles de la colonie devenaient soldats, exactement comme le roi en avait donné l'ordre. Ces colonies de l'État furent les seules écoles fondées pour les Africains dans le Congo de Léopold.

Parmi les enfants traumatisés et mal nourris entassés dans les colonies de l'État et de l'Église catholique, les maladies pullulaient et le taux des décès était élevé, dépassant souvent les cinquante pour cent[49]. Des milliers d'autres enfants périssaient durant les longs trajets pour y arriver. Sur une colonne de cent huit garçons se rendant à marche forcée à la colonie d'État de Boma en 1892-1893, seuls soixante-deux parvinrent à destination, et huit d'entre eux moururent au cours des semaines suivantes[50]. La mère supérieure d'une colonie catholique féminine écrivit à un haut fonctionnaire de l'État du Congo en 1895 : « Plusieurs des petites filles à leur arrivée étaient si chétives que [...] nos bienveillantes sœurs n'ont pas pu les conserver, mais toutes ont eu le bonheur de recevoir le saint baptême ; ce sont autant de petits anges qui au ciel prient pour notre auguste souverain[51]. »

Malgré ce genre de prières, le grand roi était confronté à de nouveaux ennuis domestiques. D'une part, ses espoirs de voir sa fille Stéphanie devenir impératrice d'Autriche-Hongrie avaient tourné au désastre. Son mari, le prince héritier Rodolphe, s'était révélé alcoolique et morphinomane. Un jour de 1889, lui et sa maîtresse furent retrouvés morts dans un pavillon de chasse. Il s'agissait apparemment d'un double suicide, même si la rumeur selon laquelle il avait été assassiné par des ennemis politiques circula

pendant des années. Quoi qu'il en soit, Stéphanie ne deviendrait jamais impératrice. Léopold se précipita à Vienne, où le cabinet belge lui envoya ses condoléances. Le roi, qui se trouvait à l'époque au beau milieu d'une campagne de collecte de fonds pour le développement du Congo, répondit : « Je vous remercie de la part que vous et vos collègues prenez à notre malheur. Je connais les sentiments des ministres et je compte sur leur sympathie, dans la terrible épreuve que Dieu nous impose. Faites tout ce que vous pourrez pour aider M. Van Neuss [l'administrateur général de l'État du Congo pour les finances] à placer encore quelques paquets d'actions. Cela me ferait grand plaisir. Je vous serre tristement la main[52]. »

Devenue veuve, Stéphanie épousa plus tard un comte hongrois dont le sang n'était pas assez royal pour Léopold : évoquant son gendre, il parlait de « ce berger[53] ». Comme c'était déjà le cas pour sa fille Louise, Léopold ne voulut plus jamais adresser la parole à Stéphanie.

Outre le mauvais sang que lui donnaient ses filles désobéissantes, le roi avait le souci de sa démente sœur Carlota, confinée dans son château des environs de Bruxelles, qui se croyait apparemment toujours impératrice du Mexique. Sa robe de mariée, des fleurs fanées et une idole à plumes mexicaine étaient suspendues à ses murs. On rapportait qu'elle passait ses journées à parler à une poupée grandeur nature, vêtue de tenues de cérémonie impériales. Les rumeurs sur ses hallucinations suscitaient une quantité intarissable d'articles dans tous les journaux à sensation d'Europe. Un incendie se déclara un jour dans son château. On raconta par la suite que Carlota s'était penchée par-dessus un parapet en criant aux flammes : « C'est interdit ! C'est interdit[54] ! »

Les problèmes familiaux ne parvinrent néanmoins jamais à miner un tant soit peu l'énergie de Léopold. On

eût dit qu'il tenait pour acquis que cet aspect de son existence serait lamentable, et qu'il vivait pour d'autres choses, en particulier son rôle de roi souverain du Congo. Dans les années 1890, en regardant autour de lui, il pouvait voir les Belges, jusque-là indifférents, commencer à partager ses rêves de conquête et de gloire. Imprégnés de l'imagerie raciale de l'époque, ces fantasmes suintaient même dans des récits pour les écoliers. L'un d'eux offrait la glorification d'un jeune lieutenant belge, devenu martyr de la cause impériale en réprimant la mutinerie de 1897 :

> La situation était désespérée. Tout semblait perdu. Mais le courageux De Le Court bondit dans la brèche.
>
> En compagnie de deux autres officiers belges et du reste de leurs sections, il immobilisa les démons noirs qui s'étaient précipités à la poursuite de la colonne. [...] De sinistres têtes noires, faisant grincer leurs dents blanches, semblaient émerger de partout. [...]
>
> Il tomba. [...] Il comprit qu'était arrivé le moment suprême de la mort... Souriant, méprisant, sublime, pensant à son Roi, à son Drapeau [...] il regarda pour la dernière fois les hordes hurlantes de démons noirs. [...]
>
> Ainsi mourut en pleine jeunesse Charles De Le Court, face à l'ennemi[55].

Durant ces années-là, au désarroi de plus d'un jeune Européen, l'Europe était en paix. Pour un jeune homme cherchant à se battre, et en particulier contre un ennemi mal armé, le Congo était l'endroit rêvé. Pour un homme blanc, le Congo était également un lieu où faire fortune et détenir un pouvoir. En qualité de commissaire de district, on pouvait gouverner une région aussi grande que toute la Hollande ou la Belgique. Un chef de station se trouvait

parfois à des centaines de kilomètres du plus proche fonctionnaire blanc ; il pouvait lever les impôts de son choix sous forme de main-d'œuvre, d'ivoire ou de n'importe quoi, les collecter de la manière qui lui chantait et imposer les punitions dont il avait envie. S'il allait trop loin, la pénalité, quand il y en avait une, n'était qu'une tape sur les doigts. Un chef de station de Manyanga, sur les grands rapides, qui avait battu à mort deux de ses domestiques en 1890, n'écopa que d'une amende de cinq cents francs[56]. L'important, c'était que l'ivoire ne cesse pas d'affluer en Belgique. Plus on en envoyait, plus on gagnait d'argent. « *Vive le Congo**, il n'y a rien de tel ! écrivait en 1894 un jeune officier à sa famille. Nous avons la liberté, l'indépendance, et une vie ouverte sur de larges horizons. Ici on est libre et non pas esclave de la société. [...] Ici on est tout ! Guerrier, diplomate, *négociant** ! Pourquoi pas[57] ! » Pour de tels hommes, comme pour Stanley, issu d'un milieu pauvre, le Congo offrait la possibilité d'une spectaculaire ascension sociale. Un homme voué en Europe à une existence de petit employé de banque ou de plombier dans une ville pouvait devenir là seigneur de guerre, négociant en ivoire, chasseur de grands fauves et possesseur d'un harem.

Léon Rom[58], par exemple, était né à Mons, une ville de province belge. Il s'engagea dans l'armée à seize ans, mais sans avoir l'éducation nécessaire pour devenir officier. Il travailla ensuite comme employé de bureau dans une compagnie de courtage en douane, mais se lassa vite de cet emploi. Il arriva au Congo, en quête d'aventure, en 1886. Il avait vingt-cinq ans. À une époque où ne vivaient sur l'ensemble du territoire que quelques centaines de Blancs, son ascension fut rapide. Rom se retrouva commissaire du district de Matadi, et à ce titre présida la première

cérémonie de mariage d'un couple blanc dans l'État du Congo. Il fut ensuite brièvement juge. Étant donné le faible nombre de Blancs administrant la vaste colonie, la démarcation entre les fonctions militaires et civiles n'était pas très nette et Rom fut bientôt chargé d'entraîner les troupes noires de la Force publique. La paie était également intéressante : en qualité de capitaine, il percevait un salaire une demi-fois supérieur à celui d'un colonel en Belgique.

Après avoir reçu diverses médailles, Rom fut glorifié pour un épisode d'une bataille contre les « Arabes », où il pénétra fougueusement dans un camp ennemi retranché afin de négocier les conditions de reddition. Selon un récit, « Rom se porta spontanément volontaire et, du lieu désigné comme rendez-vous, vit toutes les troupes arabes massées derrière leurs remparts, fusils prêts à faire feu. Un émissaire, porteur d'un coran pour lui inspirer confiance, l'invita à entrer dans le camp retranché. En dépit des appréhensions de l'interprète, qui pressentait un piège, Rom pénétra résolument dans le camp ennemi. Après deux heures de négociations, il quitta cette tanière, un drapeau arabe à la main comme preuve de la reddition[59] ».

La propre description de Rom est encore plus théâtrale : il ne l'emporte sur les Arabes sournois qu'en raison de son *attitude décidée**, alors que l'interprète, terrifié et tremblant, lui dit : « Maître, ils vont te tuer[60] ! » Nous ignorons si cette reddition était ou non si risquée à obtenir. En tant qu'officier de la Force publique, on bénéficiait entre autres du fait que le journaliste le plus proche se trouvait en général à des milliers de kilomètres, de sorte qu'on pouvait, à l'aide de quelques amis, forger en grande partie le récit de ses propres exploits.

L'ascension de Rom ne se fit pas que dans les rangs de l'armée ; elle comportait également des rétributions d'ordre

intellectuel. Chaque fois qu'il retournait en Europe, il emportait de nombreux spécimens de papillons[61] et il finit par être élu membre de la Société entomologique de Belgique. De tels honneurs, ainsi que son épée d'officier et son képi orné de l'étoile de l'État du Congo, étaient bien loin de la vie d'un employé de bureau de province.

Derrière les récits, colportés avec empressement, qui couraient sur la richesse et la gloire susceptibles d'être trouvées par les jeunes hommes blancs au Congo se cachait en général autre chose : la suggestion sournoise qu'on pouvait laisser sa morale bourgeoise en Europe. (Comme nous le verrons, ce fut le cas de Léon Rom.) Aux Européens de l'époque, les colonies de par le monde offraient une échappatoire pratique. Kipling écrivit :

Expédiez-moi par la mer quelque part à l'est de Suez,
Où le meilleur est comme le pire,
Où les dix commandements n'existent pas,
Et où un homme peut boire tout son soûl[62].

Au Congo, les dix commandements étaient encore moins appliqués que dans la plupart des colonies. La Belgique était petite, le Congo immense, et, de notoriété publique, le taux de mortalité des Blancs sous les tropiques africains très élevé. (Les autorités faisaient de gros efforts pour garder ces chiffres secrets, mais avant 1895 un tiers au total des agents blancs de l'État du Congo étaient morts là-bas[63] ; parmi les autres, certains moururent des suites de maladies après leur retour en Europe.) De manière à trouver le nombre d'hommes nécessaire pour pourvoir en personnel son réseau très étendu de postes sur le fleuve dans des territoires infestés par la malaria, Léopold fut

donc obligé de recruter non seulement des Belges comme Léon Rom, mais de jeunes hommes blancs de l'Europe entière. Il les attirait en faisant miroiter à leurs yeux la possibilité de faire rapidement fortune, grâce à des stimulants tels que l'échelle de commissions lucratives pour l'acquisition d'ivoire. Nombre de ceux qui vinrent travailler au Congo étaient à l'image des mercenaires qui s'engagèrent dans la Légion étrangère française, ou des troupeaux de coureurs de fortune qui participèrent aux deux ruées vers l'or de l'époque, en Afrique du Sud et au Klondike. Offrant à la fois des possibilités de se battre et de s'enrichir, le Congo représentait pour les Européens un mélange de ruée vers l'or et de Légion étrangère.

Cette première vague d'agents de Léopold comprenait des hommes endurcis, fuyant des problèmes conjugaux, la faillite ou l'alcoolisme. Une chanson populaire résume l'atmosphère de l'époque. Un fonctionnaire décrit dans ses mémoires comment, fraîchement arrivé au Congo, il fut empêché de dormir par des agents ivres qui la chantèrent toute la nuit dans le bar de son hôtel miteux en bordure de mer. En voici le premier couplet :

Y en a qui font la mauvais' tête
À leurs parents ;
Qui font les dett', qui font la bête,
Inutil'ment :
Qui, un beau soir, de leur maîtresse
Ont plein le dos.
Ils fich' le camp, pleins de tristesse,
Pour le Congo. [...][64].

Les Africains du Congo, dans le même temps, chantaient d'autres chansons. Un missionnaire transcrivit celle-ci :

Ô mère, comme nous sommes malchanceux !...
Mais le soleil tuera l'homme blanc,
Mais la lune tuera l'homme blanc,
Mais le sorcier tuera l'homme blanc,
Mais le tigre tuera l'homme blanc,
Mais le crocodile tuera l'homme blanc,
Mais l'éléphant tuera l'homme blanc,
Mais le fleuve tuera l'homme blanc[65].

Chapitre IX

À LA RENCONTRE DE M. KURTZ

Au début d'août 1890, plusieurs semaines après la rédaction de sa furieuse *Lettre ouverte* au roi Léopold II, George Washington Williams arriva à la station de Kinshasa sur le Stanley Pool, terme de sa longue descente du Congo. Le vapeur de Williams croisa, soit sur les eaux du lac, soit lorsqu'il était amarré à la rive à Kinshasa, un vapeur qui entreprenait la remontée du fleuve. Il s'agissait du *Roi des Belges*, un long bateau avec aubes à la poupe, équipé d'une cheminée et d'une cabine de pilotage sur le pont. Si Williams avait réussi à discerner l'équipage de cette embarcation, il aurait peut-être vu un officier trapu, à la barbe noire et aux yeux qui, sur les photographies que nous avons de lui, semblent froncer en permanence à cause du soleil tropical. À peine arrivé au Congo, ce jeune officier allait effectuer tout le voyage en amont à côté du capitaine, afin de se familiariser avec le fleuve, dans l'attente de prendre lui-même le commandement d'un vapeur.

L'aspirant capitaine ressemblait à de nombreux points de vue aux Blancs qui vinrent au Congo à l'époque : jeune célibataire en quête d'un emploi, assoiffé d'aventure et ayant connu quelques ennuis par le passé. Konrad Korzeniowski,

né en Pologne, avait grandi en se faisant de l'Afrique l'image brumeuse de l'inconnu : « Aux alentours de neuf ans [...] alors que je consultais une carte de l'Afrique contemporaine et que je posais le doigt sur l'espace vide représentant à l'époque le mystère irrésolu de ce continent, je me dis à moi-même [...] : "Quand je serai grand, *j'irai là-bas*[1]." » Dans sa jeunesse, qu'il passa pour partie en France, il eut des ennuis pour dettes, mit les mains, prétendit-il, dans la contrebande d'armes, et fit une tentative de suicide. Il servit ensuite plus d'une décennie comme officier dans la marine marchande britannique, en profita pour apprendre l'anglais, même s'il ne perdit jamais son fort accent polonais. Au début de 1890, Korzeniowski essayait en vain de trouver un poste de commandement en mer. Alors qu'il cherchait un emploi à Londres, cité bruissant de conversations sur l'expédition de secours à Emin Pacha que venait d'effectuer Stanley, lui revint à l'esprit la terre exotique de ses fantasmes d'enfant. Il se rendit à Bruxelles, postula pour un poste sur le Congo, et revint en Belgique pour un dernier entretien concernant cette affectation au moment même où Stanley achevait sa visite de gala à la ville.

Lors des entretiens d'embauche, Korzeniowski, âgé de trente-deux ans, démontra que, comme presque tout le monde en Europe, il pensait que la mission de Léopold en Afrique était d'ordre noble et « civilisateur ». Il dit ensuite au revoir à sa famille et partit pour le Congo à bord d'un navire qui transportait le premier lot de rails et de traverses destinés à la nouvelle voie ferrée. Comme les autres Blancs se dirigeant vers l'intérieur du continent, il dut d'abord effectuer la longue marche à partir de Matadi pour contourner les rapides, accompagné d'une caravane de porteurs noirs. Lorsqu'il eut enfin atteint le fleuve, il remplit son carnet de route de notes dignes d'un marin

sérieux, inscrivant de longues entrées au sujet des écueils, des points de ravitaillement et d'autres détails qui n'étaient pas indiqués sur les rudimentaires cartes de navigation disponibles. Il lui faudrait presque dix ans avant de parvenir à coucher sur le papier les autres caractéristiques du Congo qui ne figuraient pas sur ces cartes, et à cette époque, évidemment, le monde le connaîtrait sous l'identité de Joseph Conrad.

Au total, il passa à peu près six mois au Congo[2], transportant avec lui le manuscrit en partie rédigé de son premier roman : *La Folie Almayer*. Le voyage d'apprentissage en amont de quinze cents kilomètres, du Stanley Pool aux Stanley Falls, ne prit que quatre semaines, ce qui était rapide pour l'époque. Des bas-fonds, des rochers et des bancs de sable rendaient la navigation épineuse, surtout très en amont durant la saison sèche, comme cela était le cas. « La nuit, le tonnerre assourdi des Stanley Falls flottait dans l'air moite au-dessus de la dernière partie navigable du Congo supérieur, écrivit-il par la suite, [...] et je me dis avec effroi : "Voici l'endroit même de mes fanfaronnades enfantines." [...] Quelle fin pour les réalités idéalisées des rêves éveillés d'un jeune garçon[3] ! »

Aux Stanley Falls, Conrad et le capitaine du vapeur tombèrent malades. Conrad fut le premier à se remettre et, au début du trajet de retour en aval – allant dans le sens du courant, le bateau avançait presque deux fois plus vite qu'à l'aller –, il se retrouva aux commandes du *Roi des Belges*. Quelques semaines plus tard, pourtant, il annula son contrat et entreprit le long voyage de retour en Europe.

Plusieurs déceptions amères avaient annihilé les rêves de Conrad. Au début, il s'entendit mal avec un fonctionnaire de la compagnie pour laquelle il travaillait. Cette mésentente signifiait qu'il n'obtiendrait pas en définitive le

commandement du vapeur. Ensuite, après avoir redescendu le fleuve, il retomba malade. Il souffrait de malaria et de dysenterie, et il dut passer sa convalescence dans une mission baptiste américaine sur le Stanley Pool, où il fut soigné par un médecin missionnaire écossais[4]. Il demeura si faible qu'on dut le transporter sur la côte, et il ne se remit jamais entièrement. Enfin, la cupidité et la brutalité régnant parmi les Blancs qu'il rencontra au Congo l'horrifièrent tellement que sa vision de la nature humaine en fut modifiée à jamais. Jusqu'à son séjour de six mois en Afrique, confia-t-il un jour à son ami, le critique Edward Garnett, il n'avait « pas une seule idée en tête[5] ».

Après avoir ressassé son expérience congolaise pendant huit ans, Conrad la transforma pour en tirer *Au cœur des ténèbres*, qui est probablement le roman court de langue anglaise ayant connu le plus grand nombre de réimpressions. Les notes nautiques de son journal de bord de commandant de bateau – « Passage Lulonga. [...] NqNE à NNE. À bâbord : écueils. Sondages en brasses : 2, 2, 2, 1, 1, 2, 2, 2, 2[6] », se coulèrent dans une prose qu'aucun des autres voyageurs du Congo ne parviendrait à surpasser par la suite.

> Remonter ce fleuve, c'était retourner, pour ainsi dire, aux premiers commencements du monde, quand une orgie de végétation couvrait la terre et que les grands arbres étaient rois. Un fleuve désert, un grand silence, une impénétrable forêt. L'air était chaud, épais, lourd, languide. Il n'y avait aucune joie dans l'éclat du soleil. La voie fluviale poursuivait lentement son cours, déserte, vers l'obscurité des lointains que couvrait l'ombre. Sur les bancs de sable argenté, les hippopotames et les alligators prenaient le soleil côte à côte. Le fleuve élargi courait à travers une foule d'îles boisées ; on y perdait

son chemin comme on l'eût fait dans le désert, et on butait tous les jours sur les hauts-fonds en essayant de trouver le chenal, jusqu'à ce qu'on se croie ensorcelé et coupé à jamais de tout ce qu'on avait connu jadis[7].

Marlow, narrateur d'*Au cœur des ténèbres* et alter ego de Conrad, est engagé par une société de négoce de l'ivoire pour faire remonter à un vapeur un fleuve inconnu dont la forme sur la carte ressemble à « un immense serpent déroulé, la tête dans la mer, le corps reposant dans une grande courbe à travers une région étendue, la queue perdue dans la profondeur du pays[8] ». Sa destination est un poste où est stationné le brillant et ambitieux agent principal de la société, M. Kurtz. Kurtz a amassé de légendaires quantités d'ivoire, mais on raconte à son propos, Marlow l'apprend en chemin, qu'il s'est abîmé dans une sauvagerie sans nom. Le vapeur de Marlow réchappe d'une attaque de Noirs et prend à son bord un chargement d'ivoire ainsi que Kurtz, malade ; et c'est en évoquant ses projets grandioses que celui-ci meurt sur le bateau, tandis qu'ils redescendent le fleuve.

Esquissée en quelques traits fulgurants, l'image de Kurtz est néanmoins restée dans la mémoire de millions de lecteurs : l'agent blanc solitaire tout en amont du grand fleuve, avec ses rêves de grandeur, ses énormes réserves d'ivoire précieux et sa chefferie taillée dans la jungle africaine. Le souvenir le plus marquant, peut-être, est celui de Marlow sur le vapeur, qui, scrutant à l'aide de jumelles ce qu'il prend pour des boules ornementales en haut des piquets de palissade devant la maison de Kurtz, découvre que chacune est « noire, desséchée, ratatinée, les paupières closes – une tête qui semblait dormir en haut de ce piquet, et avec les lèvres sèches rentrées qui montraient les dents en une étroite ligne blanche[9] ».

Les professeurs de lycée et d'université qui ont disséqué ce livre dans des milliers de cours au fil des ans ont eu tendance à évoquer dans leurs analyses Freud, Jung et Nietzsche ; à parler de mythe classique, d'innocence victorienne et de péché originel ; de postmodernisme, de postcolonialisme et de poststructuralisme. Les lecteurs européens et américains, qui ont du mal à reconnaître que les massacres perpétrés en Afrique au tournant du siècle sont à l'échelle d'un génocide, ont détaché *Au cœur des ténèbres* de ses amarres historiques. Nous le lisons comme une parabole applicable à tous les lieux et toutes les époques, non comme un livre traitant d'un lieu et d'une époque. Deux des trois films qu'il a inspirés – en particulier *Apocalypse Now*, de Francis Ford Coppola –, ne se déroulent même pas en Afrique. Mais Conrad l'a écrit lui-même : « *Au cœur des ténèbres* est de l'expérience [...] poussée un peu (mais un tout petit peu seulement) au-delà des faits de la réalité[10]. » Si le livre, en tant que fiction littéraire, abonde en niveaux de signification, c'est la description précise et détaillée de faits réels qu'il contient qui nous intéresse : le Congo de Léopold en 1890, au moment où commençait pour de bon l'exploitation du territoire.

Dans le roman, Marlow, comme l'avait fait Conrad, entame son voyage par la longue marche pour contourner les rapides : « Un léger tintement derrière moi me fit tourner la tête. Six Noirs, s'avançant en file indienne, remontaient péniblement le chemin. Marchant lentement, droits, ils balançaient de petits paniers pleins de terre sur leurs têtes, et le tintement marquait la mesure de leurs pas. [...] Je leur voyais toutes les côtes, les jointures de leurs membres étaient comme les nœuds d'une corde. Ils étaient reliés les uns aux autres par une chaîne dont les ganses oscillaient entre eux en tintant de façon cadencée[11]. » Ces

hommes étaient les ouvriers qui commençaient à travailler au chemin de fer de Léopold.

Quelques pages plus loin, Marlow décrit un endroit où des ouvriers du rail, affamés, sont venus mourir en rampant. Plus loin, le long de la voie, il voit « de temps en temps un porteur mort sous le harnois, reposant dans l'herbe haute près du chemin, avec une gourde à eau vide et son long bâton à ses côtés », et note le mystérieux « corps d'un nègre d'âge mûr, le front percé par le trou d'une balle[12] ». Il s'agit simplement du récit de ce que Conrad vit personnellement en contournant les rapides à pied pour gagner le Stanley Pool. Dans son entrée de journal du 3 juillet 1890, il notait : « Rencontré un officier de l'État en inspection ; quelques minutes après, vu sur un campement le cadavre d'un Bakongo. Tué à coups de fusil ? Puanteur atroce. » Le lendemain : « Vu un autre cadavre gisant près du chemin dans une attitude de repos méditatif. » Et, le 29 juillet : « Sur la route aujourd'hui, passé près d'un squelette attaché à un poteau[13]. »

Durant sa marche autour des rapides, Marlow décrit également comment les hommes s'étaient enfuis pour éviter d'être recrutés comme porteurs : « La population avait filé, longtemps avant. Parbleu, si un tas de Noirs mystérieux, munis de toutes sortes d'armes terribles, se mettaient tout à coup à suivre la route de Deal à Gravesend [en Angleterre], attrapant les culs-terreux à droite et à gauche pour leur faire porter de lourds fardeaux, j'imagine que toutes les fermes et toutes les chaumières du voisinage auraient vite fait de se vider. [...] Je traversai plusieurs villages abandonnés[14]. » Cette description correspond également à ce que vit Conrad. Les porteurs de la caravane avec laquelle il voyageait faillirent se mutiner durant le trajet. Trois ans et demi seulement s'écouleraient avant que

n'éclate une violente révolte sur ce même itinéraire, qui verrait le chef Nzansu et ses hommes livrer leur longue bataille, vouée à l'échec, contre la Force publique.

Dans le cadre de sa description des caravanes de porteurs qui empruntaient cette piste, Marlow donne aussi un bref résumé de l'économie léopoldienne : « Un flot de [...] cotonnades de camelote, de perles et de baguettes de cuivre partait pour les profondeurs des ténèbres, et en retour il arrivait un précieux filet d'ivoire[15]. » En 1890, c'était toujours la marchandise la plus prisée de la colonie. « Le mot "ivoire" résonnait dans l'air, se murmurait, se soupirait. On aurait dit qu'ils lui adressaient des prières[16] », dit Marlow. Il mentionne même le système de commissions instauré par Léopold pour les agents : « Le seul sentiment réel était un désir d'être nommé dans un comptoir où on trouvait de l'ivoire, de façon à se faire un pourcentage. »

Conrad est resté fidèle à la réalité en créant le personnage charismatique et assassin qui occupe le centre de son roman, le plus célèbre méchant, peut-être, de la littérature du XXe siècle. M. Kurtz fut clairement inspiré par plusieurs personnages réels, dont Georges Antoine Klein, un agent français travaillant pour une compagnie de collecte de l'ivoire aux Stanley Falls. Klein, souffrant d'une maladie mortelle, mourut à bord du bateau, comme Kurtz dans le roman, alors que Conrad, aux commandes du *Roi des Belges*, redescendait le fleuve. Un autre modèle, au caractère plus proche de celui de Kurtz, fut le commandant Edmund Barttelot, à qui Stanley avait confié la charge de la colonne d'arrière-garde de l'expédition Emin Pacha. Le Barttelot, souvenez-vous, qui sombra dans la folie, se mit à mordre, fouetter et tuer les gens, avant d'être lui-même assassiné. Kurtz fut aussi inspiré par un Belge, Arthur Hodister, célèbre pour son harem de femmes africaines[17]

et pour les énormes quantités d'ivoire qu'il amassait. Hodister finit par s'immiscer un peu trop agressivement sur le territoire de seigneurs de guerre afro-arabes locaux et de négociants en ivoire, qui le capturèrent et lui tranchèrent la tête[18].

Cependant, la légion de biographes et de critiques de Conrad a presque entièrement ignoré l'homme qui ressemble le plus à Kurtz. Cet individu, nous l'avons déjà rencontré : Léon Rom[19], le capitaine fanfaron de la Force publique. C'est peut-être à lui que Conrad a emprunté le trait distinctif de son méchant : la collection de têtes africaines entourant la maison de Kurtz.

La « station intérieure » d'*Au cœur des ténèbres*, cet endroit que Marlow regarde à travers ses jumelles et où il découvre la collection de têtes ratatinées de « rebelles » africains de Kurtz, est plus ou moins inspirée des Stanley Falls. En 1895, cinq ans après la visite rendue à ce poste par Conrad, Léon Rom y était chef de station. Un explorateur-journaliste britannique qui passa cette année-là par les Stanley Falls décrivit les conséquences d'une expédition militaire punitive contre des rebelles africains : « Beaucoup de femmes et d'enfants furent capturés, et vingt et une têtes apportées aux chutes. Le capitaine Léon Rom s'en sert de décorations autour d'un parterre de fleurs devant sa maison[20] ! » Si ce récit, publié dans le très lu *Century Magazine*, échappa à Conrad, il en prit certainement connaissance lorsque *The Saturday Review*[21], magazine dont il était un lecteur fidèle et admiratif, le réimprima dans son numéro du 17 décembre 1898. Une date antérieure de quelques jours au moment où Conrad commença la rédaction d'*Au Cœur des ténèbres*.

De plus, il se peut que Rom et Conrad se soient rencontrés au Congo.

Le 2 août 1890, Conrad, accompagné par un autre Blanc et une caravane de porteurs, concluait sa longue marche d'un mois vers l'intérieur des terres, entreprise depuis la côte. Huit kilomètres avant que sa caravane atteigne le village de Kinshasa sur le Stanley Pool où attendait le *Roi des Belges*, elle dut traverser le poste voisin de Léopoldville. Ces deux ensembles de bâtiments aux toits de chaume n'étaient situés qu'à environ une heure et demie de marche l'un de l'autre. (Ils s'étendirent vite et se fondirent en une seule cité, appelée Léopoldville par les Belges et Kinshasa de nos jours.) Lorsque la caravane de Conrad, avançant péniblement sur une piste près de la rive du fleuve, traversa la station de Léopoldville, Léon Rom en était le chef. Conrad ne nota rien dans son journal en date du 2 août, et le carnet de Rom, dans lequel il inscrivait fidèlement tous les raids et campagnes susceptibles de lui valoir une médaille supplémentaire, ne mentionne aucune expédition loin de Léopoldville à cette époque. Si Rom était là, il a certainement dû saluer une caravane accompagnée de nouveaux venus européens, car il n'y avait que quelques dizaines d'hommes blancs à Léopoldville et Kinshasa, et il n'en arrivait pas de nouveaux tous les jours. Mais qu'il se soit ou non passé quelque chose entre Rom et Conrad, qui ait été ou non formulé, nous ne saurons jamais de quoi il s'agissait. Rom ne réunirait sa collection de vingt et une têtes africaines que cinq ans plus tard dans un lieu différent, mais lorsqu'en décembre 1898 Conrad lut l'article le concernant il établit peut-être le rapport avec un jeune officier qu'il avait rencontré au Congo*.

* Toute rencontre éventuelle entre Conrad et Rom aurait eu lieu au début d'août, lorsque Conrad passa par Léopoldville, ou dans les jours suivants, quand

Au cœur des ténèbres est une des mises en accusation de l'impérialisme les plus cinglantes de toute la littérature, alors que son auteur, curieusement, se croyait un impérialiste ardent quand l'Angleterre était en jeu. Conrad reconnut tout à fait le viol commis par Léopold sur le Congo pour ce qu'il était : « L'horreur ! L'horreur[22] ! » comme le dit son personnage, Kurtz, sur son lit de mort. Et la doublure de Conrad, Marlow, songe à la manière dont « la conquête de la Terre, qui signifie principalement la prendre à des hommes d'une autre couleur que nous, ou dont le nez est un peu plus plat, n'est pas une jolie chose quand on la regarde de trop près[23] ». Pourtant, dans le même souffle ou presque, Marlow raconte comment cela « fait du bien de regarder à tout moment » les territoires britanniques colorés en rose sur une mappemonde, « car on sait qu'un vrai travail y est accompli[24] » ; les colonisateurs britanniques étaient « porteurs d'une étincelle de feu sacré[25] ». Marlow s'exprime pour Conrad, dont l'amour pour son pays adoptif ne connaissait pas de limites : Conrad sentait que « la liberté [...] ne peut se trouver que sous le drapeau britannique, partout dans le monde[26] ». Et alors même qu'il dénonçait dans son roman la cupidité des Européens à l'égard des richesses africaines, il investissait dans une mine d'or près de Johannesburg.

Conrad était un homme de son époque et de son pays sous d'autres aspects aussi. Il était en partie prisonnier de ce que Mark Twain appelait, dans un contexte différent,

---

son bateau quitta le poste voisin de Kinshasa. Conrad fut de nouveau à Léopoldville/Kinshasa entre la fin septembre et la fin d'octobre. Il aurait donc eu amplement le temps d'entendre des histoires sur Rom, mais les registres montrent que Rom était quant à lui parti pour son poste suivant le 2 septembre 1890, alors que Conrad se trouvait en amont du fleuve. C'est à Jules Marchal que je dois ce dernier renseignement.

« l'idée de l'homme blanc qu'il est moins sauvage que les autres sauvages[27] ». Ces dernières années, *Au cœur des ténèbres* a parfois été l'objet de violentes attaques, assez justifiées, en raison de la manière dont y sont dépeints les personnages noirs, qui ne prononcent pas plus que quelques mots. En fait, ils ne parlent pas du tout : ils grognent, ils psalmodient ; ils produisent un « ronronnement de mystérieuses incantations[28] » et « une tumultueuse et lugubre clameur[29] » ; ils crachent des « séries de mots stupéfiants qui ne ressemblent à aucun son du langage humain [...] comme les réponses d'une espèce de litanie satanique[30] ». Le vrai message du livre, selon le romancier nigérian Chinua Achebe, est le suivant : « Restez à l'écart de l'Afrique, sinon... ! M. Kurtz [...] aurait dû écouter cet avertissement et l'horreur tapie dans son cœur serait restée en place, enchaînée à sa tanière. Mais il s'est stupidement exposé à l'attirance sauvage et irrésistible de la jungle, et voilà ! les ténèbres l'ont démasqué[31]. »

En dépit du racisme victorien dont il est chargé, *Au cœur des ténèbres* reste le plus saisissant portrait, dans le domaine de la fiction, d'Européens se ruant sur l'Afrique. Lorsque Marlow prend congé de sa tante avant de partir vers son nouvel emploi, « elle parlait "d'arracher ces millions d'ignorants à leurs mœurs abominables", à tel point que, ma parole, elle me mit tout à fait mal à l'aise. Je me risquai à faire remarquer que la Compagnie avait un but lucratif[32*]. » Les hommes blancs de Conrad poursuivent

* Le plus grand des profiteurs, le roi Léopold II, n'apparaît pas dans *Au cœur des ténèbres*, mais il est présent dans *Les Héritiers*, roman de moindre importance que Conrad écrivit plus tard en compagnie de Ford Madox Ford. Un des personnages centraux en est le duc de Mersch, qui porte une barbe fournie et contrôle le protectorat du Greenland. La Société pour la régénération des régions arctiques du duc élève les Esquimaux plongés dans les ténèbres de l'ignorance en leur

leur viol du continent en croyant élever les indigènes, leur apporter la civilisation, servir la « noble cause[34] ».

Toutes ces illusions sont incarnées dans le personnage de Kurtz. Il est à la fois un meurtrier collectionneur de têtes et un intellectuel, « un émissaire de [...] la science et du progrès[35] ». Il a peint une « petite esquisse à l'huile[36] » représentant une femme brandissant une torche que Marlow trouve à la station centrale. Et il est poète et journaliste, auteur, entre autres ouvrages, d'un rapport de dix-sept pages « vibrant d'éloquence [...] un beau morceau d'écriture », à l'attention de la Société internationale pour la suppression des coutumes sauvages. À la fin de son rapport empli de sentiments élevés, Kurtz gribouille d'une main tremblante : « Exterminez toutes les brutes[37] ! »

Dans les prétentions intellectuelles de Kurtz, Conrad saisit un des traits parlants de la pénétration blanche au Congo, où la conquête par le crayon et l'encre confirmaient si souvent la conquête par la carabine et la mitrailleuse. Depuis que Stanley avait descendu le Congo en se frayant un chemin à coups de fusil et qu'il s'était empressé d'écrire un best-seller en deux volumes, les collecteurs d'ivoire, les soldats et les explorateurs avaient essayé de l'imiter, dans des livres et des milliers d'articles destinés aux journaux de sociétés géographiques et aux magazines sur l'exploration coloniale, qui étaient aussi populaires à la fin du XIXe siècle que l'est aujourd'hui le *National Geographic* aux États-Unis. On aurait dit que le fait de coucher l'Afrique sur le

---

apportant un chemin de fer, des vêtements décents, et quelques autres bienfaits de la civilisation. Le duc a investi dans un journal anglais dans le but de s'offrir une couverture de presse favorable à ses activités « philanthropiques ». « Nous avons, dit-il, protégé les indigènes, et toujours gardé à l'esprit ce qui était en leur meilleur intérêt. » Le Greenland du roman abonde en pétrole et en or[33].

papier constituait la preuve ultime de la supériorité de la civilisation européenne. Cet aspect de Kurtz est une raison de plus de soupçonner qu'en le créant Conrad s'est inspiré en partie de Léon Rom. Rom, nous l'avons vu, était un entomologiste en herbe. Il était également peintre ; lorsqu'il ne collectionnait pas des papillons ou des têtes humaines, il peignait des portraits et des paysages, et cinq de ses tableaux se trouvent de nos jours dans un musée belge*. Mais, surtout, il était écrivain.

En 1899, Rom, qui avait à l'époque regagné la Belgique, publia un ouvrage à compte d'auteur. *Le Nègre du Congo* est un petit volume étrange – désinvolte, arrogant, et qui balaie les choses de manière superficielle. De courts chapitres couvrent « Le Nègre en général », la femme noire, la nourriture, les animaux domestiques, la médecine indigène et ainsi de suite. Rom avait la passion de la chasse. Il posa avec jubilation sur le dos d'un éléphant mort, et son chapitre sur la chasse est aussi long que ceux, additionnés, traitant des croyances religieuses congolaises, des rituels de la mort, et de la succession des chefs.

La voix que nous entendons dans le livre de Rom ressemble beaucoup à celle qu'aurait pu utiliser M. Kurtz en rédigeant son rapport à la Société internationale pour la suppression des coutumes sauvages. De la *race noire**, Rom dit qu'elle est « issue de l'abrutissement, [que] ses sentiments sont grossiers, ses passions brusques, ses instincts bestiaux et, avec cela, elle est orgueilleuse et vaniteuse. La principale occupation du Noir, et celle à laquelle il consacre la plus grande partie de son existence, consiste à s'étendre sur une natte, aux chauds rayons du soleil, tel un crocodile sur le sable. [...] Le Noir n'a aucune idée du

* Le musée royal de l'Afrique centrale, à Tervuren.

temps, et, questionné à ce sujet par un Européen, il répond généralement par une sottise[38] ».

Il y a bien davantage dans cette veine. Lorsque Rom, par exemple, décrit les Congolais recrutés pour travailler comme porteurs, il affirme qu'ils s'amusent énormément. Au départ d'une caravane le matin, ils s'affairent tous bruyamment, chacun désirant ardemment « réussir à trouver une place de son choix dans la file, par exemple à côté d'un ami avec lequel il échangera ses rêves de la nuit précédente ou élaborera le menu, plus ou moins varié et délicieux, du repas qu'ils prendront à l'étape suivante[39] ».

Rom dut certainement concevoir ce livre à un moment donné durant son séjour au Congo. Confia-t-il à Conrad, en découvrant que ce dernier parlait un français parfait, ses rêves littéraires ? Conrad vit-il un des tableaux de Rom accroché à un mur de Léopoldville, comme Marlow voit un de ceux de Kurtz ? Ou n'est-ce que pure coïncidence si le véritable collectionneur de têtes, Rom, et le collectionneur de têtes fictif, Kurtz, étaient à la fois peintres et écrivains ? Nous ne le saurons jamais.

Plusieurs autres parallèles très tentants existent entre Léon Rom et M. Kurtz. Dans le roman, Kurtz réussit à se « faire adorer[40] » par les Africains de la station intérieure : les chefs rampent à ses pieds, la population lui obéit avec une dévotion servile, et une belle femme noire est apparemment sa concubine. En 1895, un lieutenant de la Force publique confiait à son journal intime qu'il désapprouvait une situation d'une ressemblance frappante concernant un collègue officier :

> Il fait *crever* ses agents de faim, tandis qu'il donne des vivres en abondance aux femmes noires de son harem (car il veut jouer au grand chef arabe). [...]

> Récemment, il s'est mis en grande tenue chez lui, a réuni ses femmes, a pris en main une feuille de papier quelconque et a fait semblant de leur lire que le roi l'avait nommé grand chef et que les autres Blancs de la station n'étaient que des petits Blancs. [...] Il a fait donner dernièrement cinquante coups de chicotte à une pauvre petite négresse, parce qu'elle ne voulait plus être sa maîtresse, puis il l'a *donnée* à un soldat.

C'est la manière dont celui qui tient ce journal introduit son portrait de l'officier qui est significative : « Cet homme veut jouer le rôle d'un second Rom[41]. »

Enfin, l'instinct meurtrier de Kurtz semble faire écho à un autre détail concernant Rom. Lorsque celui-ci était chef de station aux Stanley Falls, le gouverneur général envoya à Bruxelles un rapport à propos de certains agents qui « [avaient] la réputation d'avoir tué des masses de gens pour des raisons insignifiantes ». Il évoquait le tristement célèbre parterre de fleurs de Rom, entouré d'une bordure faite de crânes humains, et il ajoutait : « Il avait une potence en permanence devant le poste[42]. »

Nous ignorons si Rom vivait déjà ses rêves de pouvoir, de meurtre et de gloire lorsque Conrad passa par Léopoldville en 1890, ou s'il se contenta d'en parler. Quoi qu'il en soit, le paysage moral d'*Au cœur des ténèbres* et le personnage sombre qui en occupe le centre ne sont pas uniquement les créations d'un romancier, mais aussi celles d'un observateur aux yeux ouverts qui a saisi l'esprit d'une époque et d'un lieu avec une précision aiguë.

Chapitre X

LE BOIS QUI PLEURE

En ce 12 juillet 1890, il pleuvait sur Londres, mais la foule rassemblée à l'extérieur de l'abbaye de Westminster ne prêtait pas attention aux ondées. Des milliers de gens se pressaient sur la chaussée humide, pour tenter d'apercevoir les dignitaires qui descendaient d'équipages et pénétraient à la file dans la cathédrale entre des rangées de policiers : l'ancien Premier ministre Gladstone, le speaker de la Chambre des communes, le lord chancelier, un éventail de ducs et de princes, des femmes parées de bijoux et des généraux couverts de médailles. L'abbaye était bondée de célébrités, dont certaines restaient même debout sur les bas-côtés.

Finalement, une voiture s'arrêta et l'homme que tout le monde attendait en sortit, malade, pâle et s'appuyant sur une canne. Henry Morton Stanley était sur le point d'accomplir un exploit plus intimidant pour lui que n'importe laquelle de ses aventures africaines : il se mariait.

L'élue était Dorothy Tennant, cette portraitiste excentrique de la haute société qui avait commencé par le rejeter. Elle avait changé d'avis pendant que l'explorateur pataugeait à travers la jungle en quête d'Emin Pacha, et, après son retour en Angleterre, elle s'était mise à lui envoyer

d'ahurissantes missives enflammées. « Imaginez une étendue de terre désertique, non cultivée, et imaginez qu'un jour elle sera labourée et semée de blé. Si le champ pouvait parler, il dirait peut-être : "Je n'ai jamais porté de blé, je ne porte pas de blé, je ne porterai jamais de blé." Pourtant, durant tout ce temps, le froment est caché dans son sein. [...] Mon amour est une flamme inextinguible. Au début, c'était une étincelle si infime que vous ne pouviez pas voir sa lumière, maintenant elle brûle comme la flamme de l'autel[1]. »

Et il s'agissait bien de monter à l'autel. La nouvelle se propagea, le prix des tableaux de Tennant grimpa en flèche, et des félicitations se déversèrent du monde entier. La reine Victoria offrit à la future épouse un médaillon serti de trente-huit diamants et Thomas Edison envoya un de ses nouveaux phonographes. De Bruxelles, Léopold dépêcha son représentant, le comte d'Aarche, comme garçon d'honneur.

Le grand jour arrivé, Stanley souffrait douloureusement de gastrite, une inflammation des parois de l'estomac. Ce n'était pas la première fois, mais la récurrence de ce mal, en cet instant précis, n'était probablement pas due au hasard. Il remonta d'un pas vacillant l'allée centrale de l'abbaye de Westminster, et fut obligé de rester assis dans un fauteuil pendant une partie de la cérémonie. Après quoi, on l'aida à monter dans le carrosse nuptial. Protégé par une escorte de police montée, l'équipage se fraya un chemin à travers une foule en délire qui lui bloquait le passage. Au cours de la réception, Stanley resta étendu sur un canapé dans une pièce à l'écart, souffrant le martyre. La maladie se poursuivit pendant la lune de miel.

Sa vie durant, Stanley fut en proie à un combat intérieur entre son besoin d'être accepté et sa crainte de

l'intimité. Cette peur était si forte que son biographe le plus minutieux, Frank McLynn, est convaincu que le mariage de Stanley ne fut jamais consommé. À l'appui de cette théorie, nous ne disposons que de preuves indirectes. Dorothy Stanley n'eut pas d'enfants, et il est clair, en dépit de ses lettres, qu'elle aussi était extrêmement névrosée. Stanley insista pour que son jeune assistant les accompagne en Suisse pendant leur voyage de noces, décision on ne peut moins romantique. Enfin, après le décès de Stanley, plusieurs passages couvrant la période de la lune de miel furent effacés dans son journal, sans doute par sa femme. On parvient néanmoins encore à déchiffrer la fin de l'un d'eux : « Je ne considère pas comme digne d'une épouse de procurer ces plaisirs, au prix de me donner l'impression d'être un singe en cage[2]. » Stanley avait tellement peur des femmes, en conclut McLynn, que « lorsqu'il lui fut enfin demandé de satisfaire une épouse, il s'effondra et confessa que, pour lui, le sexe était réservé aux animaux[3]. »

Que cette déduction soit juste ou non, les inhibitions dont Stanley souffrit tellement nous rappellent que, souvent, les explorateurs et les soldats qui s'emparèrent de l'Afrique au nom de l'Europe n'étaient pas les hommes courageux, bluffeurs et durs à cuire de la légende, mais des individus agités, malheureux, insatisfaits, qui fuyaient un événement de leur passé où une partie d'eux-mêmes. Les explications économiques de l'expansion coloniale – la quête de matières premières, de main-d'œuvre et de marchés – sont toutes valides, mais y entre également des motivations d'ordre psychologique.

Le mariage de Stanley marqua le terme de ses explorations. Il consacra désormais tout son temps à sa célébrité. S'étant enfin hissé jusqu'à la classe supérieure, il devint une espèce de caricature de ses comportements. Il voyagea dans

le monde entier pour donner des conférences et faire des discours à la fin des dîners, recevoir des diplômes honoraires, inaugurer des lignes de chemin de fer et donner des interviews. Il fulminait contre la paresse, le socialisme, l'immoralité, la « médiocrité générale[4] », les syndicats, le nationalisme irlandais, la journée de travail de huit heures, les femmes journalistes et les employés d'hôtel américains (« sans formation, sans discipline, grossiers et mal élevés[5] »). Il fut fait chevalier et élu au Parlement. Il emmena de nouveau son jeune assistant en tournée de conférences aux États-Unis et au Canada ; sa femme emmena sa mère. Ainsi doublement chaperonnés, les Stanley traversèrent le continent en grande pompe, à bord d'un wagon de chemin de fer privé où avait même été installé un piano à queue. Ledit wagon s'appelait le *Henry M. Stanley*.

Stanley n'avait descendu en titubant l'allée centrale de la cathédrale que depuis deux ans lorsqu'un autre individu accomplit un exploit remarquable au Congo. Contrairement aux voyages de Stanley, le sien fut réalisé dans le plus grand respect et sans violence. Mais William Sheppard apparaît rarement dans les annales de l'exploration, car il ne s'insère pas dans l'image conventionnelle de l'explorateur blanc de l'Afrique. Pour commencer, il n'était pas blanc.

Paradoxalement, c'est en partie grâce au travail du sénateur de l'Alabama John Tyler Morgan, qui prônait la suprématie blanche, que Sheppard, un Américain noir, put aller au Congo. Morgan était intervenu pour faire reconnaître le Congo de Léopold par les États-Unis dans l'espoir que les Noirs de son pays émigreraient là-bas. Avec ses partisans enthousiastes du « Renvoyez-les en Afrique », il avait longuement envisagé, comme première étape, d'envoyer des missionnaires noirs américains là-bas. Il espérait

qu'ils représenteraient une tête de pont pour des millions de Noirs américains qui les y suivraient, le plus tôt étant le mieux. Dès 1865 – l'année où les Sudistes blancs perdirent tout espoir de maintenir les Noirs à leur place d'esclaves –, l'assemblée générale de l'Église presbytérienne du Sud avait voté le début du recrutement de « missionnaires parmi ceux de race africaine sur ce continent, qui peuvent apporter l'Évangile de la grâce de Dieu dans les foyers de leurs ancêtres[6] ».

De tels projets ne purent être mis en pratique que quelques années après la guerre de Sécession. D'une part, les presbytériens du Sud, dont l'enthousiasme pour l'esclavage avait été à l'origine de leur coupure avec les presbytériens du Nord, ne comprenaient que peu de membres noirs, ce qui n'avait rien de surprenant. Néanmoins, les projets de retour en Afrique des racistes blancs conservateurs comme Morgan chevauchaient en partie les intérêts de quelques Américains africains. Peu d'entre eux avaient une réelle envie de s'installer définitivement en Afrique, mais George Washington Williams ne fut pas le seul Américain noir de son époque à souhaiter y travailler. Le révérend William Sheppard nourrissait la même ambition, et probablement pour la même raison tacite : c'était peut-être un moyen d'échapper aux barrières humiliantes de la ségrégation.

Né en Virginie en 1865, Sheppard[7] avait fréquenté l'institut Hampton de cet État, un des rares établissements d'enseignement supérieur ouverts aux Noirs du Sud. Après avoir poursuivi ses études au séminaire pour gens de couleur de Tuscaloosa, en Alabama, il devint pasteur presbytérien à Montgomery et Atlanta, où il acquit la réputation d'être un homme énergique, enthousiaste et physiquement courageux. Un jour, il sauva quelqu'un de la

noyade ; une autre fois, il grimpa en hâte trois étages dans une maison en feu pour venir au secours d'une femme et fut lui-même brûlé[8]. À la fin des années 1880, Sheppard commença à implorer l'Église presbytérienne du Sud de l'envoyer comme missionnaire en Afrique.

Les presbytériens le firent attendre pendant deux ans : les autorités religieuses ne voulaient pas le laisser partir là-bas s'il n'était pas accompagné d'un supérieur blanc. Enfin, encouragé par le sénateur Morgan en personne, apparut un aspirant missionnaire blanc – le révérend Samuel Lapsley, cadet d'un an de Sheppard et fils de l'ancien associé juridique de Morgan. Bien que l'un fût le descendant d'esclaves et l'autre de propriétaires d'esclaves, les deux jeunes ecclésiastiques s'entendirent bien et partirent ensemble pour le Congo. En chemin, muni d'introductions de Morgan et d'Henry Shelton Sanford, Lapsley rencontra le président Benjamin Harrison à Washington et le roi Léopold II à Bruxelles. Sheppard, étant noir, ne fut pas inclus dans ces audiences. Sanford tint à ce que Lapsley se procure un chapeau haut de forme en soie pour aller rendre visite à Léopold au palais royal, et le roi séduisit Lapsley tout autant que ses autres visiteurs[9].

En mai 1890, Sheppard et Lapsley arrivèrent au Congo, et quelques semaines durant ils séjournèrent dans une mission aux abords de Matadi. Alors que tous deux rassemblaient les porteurs et le matériel nécessaires au voyage autour des rapides du bas Congo, quelqu'un d'autre effectuait les mêmes préparatifs dans les rues de cette petite bourgade perchée sur les flancs d'une colline : Joseph Conrad. Lui et sa caravane empruntèrent la piste menant au Stanley Pool onze jours après les Américains.

S'étant entretenus avec des missionnaires expérimentés au Stanley Pool et en amont, Lapsley et Sheppard

décidèrent d'établir la première mission presbytérienne du Sud tout en haut de la rivière Kasaï. Sheppard s'enfonça plusieurs semaines dans la brousse, afin de recruter des auxiliaires africains ; Lapsley resta dans une mission américaine de Léopoldville, où son chemin croisa de nouveau celui de Conrad. (Le romancier ne brava peut-être pas que la malaria et la dysenterie, mais aussi quelque évangélisation. Conrad, écrivit chez lui Lapsley, « est malade dans une chambre à l'autre bout de la cour. Tandis que je suis assis [...] je regarde sa fenêtre, de l'autre côté des arbres fruitiers et des palmiers. C'est un gentleman. Un exemplaire anglais du Nouveau Testament sur sa table me procure un moyen d'agir sur lui, je l'espère[10] ».)

Leurs préparatifs une fois terminés, les deux jeunes missionnaires partirent pour le Kasaï. Les lettres envoyées au pays par Lapsley au cours de cette période vibrent d'une admiration pour Sheppard qu'un homme blanc n'aurait pratiquement pas été en mesure d'exprimer à l'égard d'un Noir aux États-Unis. « Les Batékés pensent qu'il n'y a personne comme "Mundéle Ndom", l'homme blanc noir, comme ils appellent Sheppard[11]. [...] Il est intelligent et posé – c'est vraiment un homme doué de grâces inhabituelles et de très solides qualités. Je remercie donc Dieu pour Sheppard[12]. » Lapsley décrit ce dernier comme un « négociant-né. [...] Je le laisse effectuer la plus grande partie des achats[13] », et il parle avec admiration du courage physique de Sheppard et de son habileté à chasser, de la manière dont il affronte des tempêtes qui menacent d'emporter leurs tentes, et de celle dont il descend à cinq mètres sous l'eau le long d'une chaîne, pour décoincer l'ancre. Sheppard abattit un jour un hippopotame, sauta à l'eau pour le ligoter avec une corde et échappa de peu à un crocodile qui lorgnait aussi l'hippopotame. L'homme noir

était censé être l'adjoint de la mission mais, à la lecture des lettres de Lapsley, on pense à la pièce de James Barrie, *L'Admirable Crichton*, dans laquelle un yacht empli d'aristocrates britanniques fait naufrage sur une île, à la suite de quoi l'ingénieux majordome devient le leader du groupe.

William Sheppard fut le premier missionnaire noir américain au Congo. En l'écoutant s'exprimer dans le livre, les lettres et les articles de journaux qu'il écrivit au cours des deux décennies suivantes, ainsi que dans des discours qu'il prononça devant des publics subjugués à Hampton et ailleurs lors de ses congés, nous entendons une voix différente de celles de presque tous les Américains et Européens ayant séjourné en Afrique avant lui. Il est, bien évidemment, un évangélisateur chrétien, et il le demeure durant les vingt années qu'il passe en Afrique. À l'occasion, il fait preuve de la condescendance coutumière à l'égard des « ténèbres denses du paganisme[14] » et des « sauvages nus, se prosternant devant des idoles, pleins de superstitions et de péchés » ; mais la plupart du temps il emploie un ton fort différent : « J'ai toujours désiré vivre en Afrique, écrit-il à un ami aux États-Unis ; je sentais que j'y serais heureux, et je le suis[15]. » Il s'imprègne avidement de son nouvel environnement le long de la rivière Kasaï : « Nous avons tout de suite commencé à étudier leur langue en désignant des objets et en écrivant les noms qu'ils nous donnaient[16]. » Pour animaux de compagnie, il se procure des perroquets et un petit singe noir, appelé avec humour Tippoo-Tip, comme le célèbre trafiquant d'esclaves afro-arabe. Sa voix, de plus en plus forte et assurée, devient celle d'un homme qui éprouve le sentiment – que peut-être, sur les plans politique et religieux, il est trop risqué pour lui d'approfondir – d'être rentré au bercail. Il se réjouit de se trouver parmi « [s] on peuple[17] », dans « le pays de [s]es ancêtres[18] ».

Au début de 1892, Lapsley dut se rendre à Boma, la capitale, pour régler certaines affaires de la mission, laissant Sheppard seul au Kasaï pendant quelques mois. Lorsque celui-ci alla joyeusement accueillir le vapeur à bord duquel, dans son esprit, revenait Lapsley, il eut le choc de trouver la lettre d'un autre missionnaire :

> Cher Frère Sheppard,
> Vous serez surpris et peiné d'apprendre que votre ami et camarade, le révérend S. N. Lapsley, a été pris d'une fièvre hématurique alors qu'il se trouvait ici sur la côte, et qu'il a succombé le 26 mars[19].

Les presbytériens du Sud, embarrassés de se trouver avec un Noir *de facto* à la tête de leur nouvelle mission au Congo, envoyèrent d'autres presbytériens blancs là-bas. Mais lorsqu'ils arrivèrent sur place, Sheppard avait plusieurs années d'expérience du territoire et était devenu, selon un négociant belge, très populaire « chez les Bakoubas car il était le seul, parmi tous les Européens, à parler la langue[20] ».

Sheppard continua à prospérer. Il aimait chasser et était renommé pour sa force et son éloquence charismatique. Il se déplaçait sur une bicyclette dont il affirmait joyeusement que c'était la première introduite en Afrique centrale. Sa *joie de vivre** semble l'avoir fait aimer de tous ou presque, Noirs et Blancs. On mesurera sa popularité au fait que lorsque, plus tard dans sa vie, il conçut un fils hors des liens du mariage[21] avec une villageoise, cette transgression ne mit pas un terme à sa carrière ecclésiastique. Le garçon, appelé Shapit, comme les Africains dénommaient son père, dirigerait par la suite l'imprimerie de la mission.

Contrairement à d'autres missionnaires, du genre plutôt sombre en général, Sheppard donne l'impression sur les

photos de s'amuser, qu'il pose avec du gibier fraîchement tué, présente avec jubilation un serpent géant mort ou joue du banjo. Grand et costaud, il se tient au milieu d'un groupe de guerriers noirs armés de lances et de boucliers, une lance dans sa propre main. Sur tel autre cliché, on le voit tenant une carabine, le visage fendu d'un grand sourire, entouré d'hommes armés d'arcs et de flèches. Chaque fois, il trouve une pose mémorable. Il porte un casque blanc colonial, une chemise blanche, une cravate blanche, un costume de lin blanc, et jusqu'à des chaussures de toile blanche. Le torse bombé, les mains posées avec assurance sur les hanches, il arbore un sourire chaleureux, fier et presque de propriétaire, au milieu d'un groupe d'Africains. On dirait un entraîneur de football exhibant une équipe gagnante.

La région dans laquelle travaillait Sheppard était limitrophe du pays des Koubas. Les Koubas comptent parmi les plus grands artistes d'Afrique et fabriquent des masques, des sculptures, des textiles et des outils minutieusement sculptés ; la collection d'art kouba de Sheppard, dont la plus grande partie est conservée par son université virginienne, fut la première collection importante acquise par un étranger. Il prit des notes ethnographiques sur les Koubas et sur d'autres populations de la région du Kasaï, et il consigna les mythes ancestraux, les rites et les rendements des récoltes. Tout en ayant la franchise d'affirmer que certaines pratiques – telles que les sacrifices humains ou le fait de tuer les femmes considérées comme des sorcières – l'épouvantent, ses écrits sont empreints d'une curiosité empathique et respectueuse à l'égard des coutumes africaines, radicalement différente des jugements durs et lapidaires d'un individu comme Stanley. Sheppard fut particulièrement impressionné par les Koubas,

qui « font sentir qu'on est de nouveau entré en terre civilisée. [...] Peut-être tiennent-ils leur civilisation des Égyptiens – à moins que les Égyptiens n'aient hérité la leur des Bakoubas[22] ! ». La coupe de cérémonie kouba destinée à boire le vin de palme fascina Sheppard : y était sculpté un visage dont les traits présentaient une ressemblance frappante avec ceux qu'on observe sur des objets anciens égyptiens. « La coupe est en acajou, écrivit-il, et le visage qui y figure semble vérifier la tradition selon laquelle ils vinrent d'un pays lointain il y a de longues années[23]. »

Étant situé au plus profond du Congo, le royaume kouba avait en grande partie échappé aux razzias d'esclaves lancées par des trafiquants venus des côtes est ou ouest. Les Koubas tenaient à leur isolement et faisaient tout leur possible pour maintenir les étrangers à distance. Leur domaine était situé à l'intérieur des frontières du territoire reconnu par l'Europe comme propriété de Léopold ; mais, dans les premiers temps de l'installation de la colonie, la souveraineté de ce dernier sur les zones reculées n'avait existé que sur le papier. Pendant près d'une décennie, les marchands belges s'étaient en vain efforcés de pénétrer dans le royaume kouba, dont ils avaient été détournés à de nombreuses reprises ; les cadeaux qu'ils envoyaient au roi leur étaient retournés.

En 1892, Sheppard réussit un exploit dont la plupart des anthropologues ne peuvent que rêver : il devint le premier étranger[24] à atteindre la ville d'Ifuca, siège de la cour du roi kouba, Kot aMbweeky II. Le roi avait plusieurs fois menacé de trancher la tête de quiconque aiderait les étrangers à s'introduire dans son royaume, si bien que nul n'osa indiquer de directions à Sheppard. Il lui fallut, ainsi qu'à un petit groupe d'Africains, trois mois pour trouver le chemin de la capitale. En suivant clandestinement la piste

d'une caravane d'ivoire, ils y parvinrent enfin. Sheppard était encore vêtu de blanc, chaussures de toile comprises, et de « ce qui avait été », écrit-il piteusement, son costume de lin blanc.

Furieux, le roi ordonna que Sheppard, sa suite et tous ceux qui les avaient aidés soient amenés à la cour, afin de leur faire trancher la tête. Il découvrit alors que cet étranger avait la peau sombre et qu'il parlait un peu le kouba. Les anciens en conclurent qu'il était un esprit réincarné. En outre, ils annoncèrent qu'ils connaissaient exactement son identité : celle de Bope Mekabé, un ancien roi*. Selon certains, aucune des informations qu'il leur donna sur son roi des cieux de plus haut rang ne les convainquit*.

Cette visite fut un des moments clefs de la vie de Sheppard et fournit une mine d'informations aux érudits postérieurs[28], car les Koubas possédaient un des systèmes politiques les plus élaborés de l'Afrique centrale. Sheppard séjourna quatre mois à la cour kouba. Intéressé par tout ce qu'il voyait, il prit une foule de notes, des rituels de la cour aux activités de la force de police royale qui s'occupait des vols et autres crimes. Des serviteurs étalaient des peaux de léopard sous ses pieds chaque fois qu'il approchait du roi, assis sur un trône d'ivoire et portant une couronne de perles et de plumes.

« J'ai appris à beaucoup aimer les Bakoubas, écrit-il. [...] C'était la plus belle race que j'avais vue en Afrique, digne,

* Sheppard racontait en général l'histoire ainsi[25] : « Tu es Bope Mekabé, qui régna avant mon père et qui est mort », même si en diverses occasions[26] il dit qu'on le prit pour le fils décédé du roi actuel.

** Jan Vansina, l'éminent anthropologue, propose une interprétation différente : comme le nom Bope Mekabé n'appartient pas à la généalogie royale kouba, il suggère que les Koubas avaient peut-être compris qui était Sheppard et qu'ils essayaient simplement de le flatter pour lui faire révéler les projets d'autres Européens désireux de pénétrer dans le royaume[27].

gracieuse, courageuse, honnête, manifestant une attitude ouverte et souriante, et vraiment accueillante. Leur connaissance du tissage, de la broderie, de la sculpture sur bois et de la fonte était la plus développée de l'Afrique équatoriale[29]. » Sheppard assista à une réunion annuelle de chefs des cités du royaume, au cours de laquelle chacun fit à tour de rôle état des naissances, morts, récoltes et autres événements survenus sur son territoire et effectua une danse rituelle. Le livre qu'il écrivit par la suite sur ses expériences en Afrique est intitulé *Presbyterian Pioneers in the Congo*[30] (« Les Pionniers presbytériens au Congo »), mais le récit qu'on y trouve est néanmoins axé sur le peuple kouba, qui n'avait absolument rien de presbytérien. Le regard qui y est porté sur l'un des derniers grands royaumes africains que l'influence européenne n'avait pas changé lui confère une valeur de première main. Le mythe de la création selon les Koubas, raconte Sheppard, « dit que les premiers membres de leur peuple, homme et femme, furent descendus du ciel par une corde. Ils s'en délièrent et la corde fut remontée[31] ».

Peu après cette première visite aux Koubas, Sheppard partit en congé aux États-Unis. En chemin, on l'invita à donner une conférence à l'Exeter Hall de Londres. Ses voyages dans le royaume kouba et sa découverte d'un lac que les Européens ne connaissaient pas lui valurent d'être élu, seul missionnaire presbytérien à recevoir cet honneur, *Fellow* (membre) de la Royal Geographical Society, laquelle société, également, donna à sa découverte le nom de lac Sheppard. À Washington, Sheppard offrit une natte kouba en bambou au président Grover Cleveland. Lors d'une visite postérieure, il fit don d'une pipe et d'un couvre-lit en fibre de palme au président Theodore Roosevelt. Sheppard prononça d'innombrables discours, dans des collèges, des

universités et des églises à travers toute l'Amérique, et ses prêches fervents sur l'Afrique recrutèrent davantage de missionnaires noirs dans les rangs des presbytériens. Il épousa l'une d'elles, Lucy Gantt, une enseignante doublée d'une chanteuse talentueuse qu'il avait connue à l'époque de ses études au séminaire. Afin de pourvoir plusieurs futures missions en personnel, d'autres presbytériens blancs vinrent aussi en Afrique, et le commandement de ces missions était toujours confié à un Blanc. Sur les registres officiels de la société missionnaire presbytérienne du Sud publiés aux États-Unis, Sheppard et ses nouvelles recrues ont toujours la mention « (de couleur) » ou « (c.) » accolée à leur nom. Mais sur place, en Afrique, Sheppard ne se sentait pas relégué au rang de citoyen de deuxième classe : il appela un de ses enfants Maxamalinge, nom d'un fils du roi kouba.

On ne s'étonnera pas du fait que les Koubas se soient trouvés satisfaits de leur mode de vie, et que, en dépit de leur attitude amicale à l'égard de Sheppard, ils n'aient guère manifesté d'intérêt pour le christianisme. La mission que Sheppard établit chez eux ne fit que peu de convertis ; mais il avait acquis une telle notoriété chez lui à la suite de ses découvertes que les presbytériens craignaient une réaction négative du public s'ils fermaient sa mission auprès des Koubas et l'affectaient ailleurs.

Toute la région du Kasaï, comme le reste du Congo, succomba le moment venu à l'étau de plus en plus resserré de l'État du Congo. Huit ans environ après la visite historique de Sheppard, les forces de Léopold finirent par atteindre la capitale kouba et par la piller.

Le raid sur la capitale, comme beaucoup d'autres événements survenus au Congo, fut déclenché par une découverte ayant eu lieu fort loin de là. Un jour, quelques années avant

le premier embarquement de Sheppard pour l'Afrique, un vétérinaire à la majestueuse barbe blanche bricolait le tricycle de son fils dans sa maison de Belfast, en Irlande. John Dunlop essayait de résoudre un problème qui tracassait les amateurs de vélo depuis des années : comment se déplacer en douceur sans ressorts ? Après de longues recherches, il finit par concevoir une solution pratique : un pneu en caoutchouc gonflé. En 1890, la compagnie Dunlop commença à fabriquer des pneus, lançant la folie de la bicyclette et inventant une nouvelle industrie juste à temps, on s'en aperçut, pour la venue de l'automobile.

Les Européens connaissaient le caoutchouc depuis que Christophe Colomb l'avait remarqué aux Antilles. À la fin des années 1700, un savant britannique avait donné à cette substance son appellation anglaise* quand il s'était aperçu qu'elle pouvait effacer les traces de crayon. Le nom de l'Écossais Charles Mackintosh* était entré dans la langue anglaise en 1823, quand il avait imaginé une méthode de production de masse d'une technique pratiquée depuis longtemps par les Indiens des Amériques : l'utilisation du caoutchouc pour imperméabiliser les vêtements. Seize ans plus tard, l'inventeur américain Charles Goodyear versait par hasard du soufre sur du caoutchouc brûlant sur son poêle, et découvrait que le mélange en résultant ne durcissait pas en refroidissant, et ne sentait ni ne collait en chauffant – problèmes essentiels pour ceux qui essayaient jusque-là de fabriquer des bottes ou des imperméables en caoutchouc. Ce ne fut toutefois pas avant le début des années 1890, cinq ans après que Dunlop eut adapté le

* En anglais, *rubber* signifie « caoutchouc » ; *to rub*, « effacer » *(NdT)*.

** En anglais, *mackintosh* est le nom d'un manteau imperméable *(NdT)*.

pneumatique à la roue de tricycle de son fils, que le boom du caoutchouc explosa dans le monde entier. Le monde industriel se montra vite gourmand, non seulement de pneus en caoutchouc mais de tuyaux, tubes, joints d'étanchéité et ainsi de suite, ainsi que d'isolants en caoutchouc pour les fils électriques, de télégraphe et de téléphone qui ceignirent désormais rapidement le globe. Subitement, les usines n'eurent plus jamais assez de ce matériau magique et son prix grimpa durant toutes les années 1890. Mais cette explosion n'eut nulle part d'impact plus crucial que sur l'existence des populations de la forêt tropicale équatoriale, où les lianes de caoutchouc sauvage serpentaient jusqu'en haut des arbres recouvrant la moitié du Congo du roi Léopold.

Pour ce dernier, le boom du caoutchouc fut un don du ciel. Il s'était dangereusement endetté avec ses investissements au Congo, mais il s'aperçut alors que les dividendes seraient beaucoup plus lucratifs qu'il ne l'avait rêvé. Le monde convoitait toujours l'ivoire mais, à la fin des années 1890, le caoutchouc brut l'avait de loin surpassé en tant que source principale de revenus du Congo. Sa fortune assurée, le roi harcelait sans relâche ses fonctionnaires retournant en Afrique au sujet des récoltes de caoutchouc ; il dévorait le flot constant de télégrammes et de rapports en provenance du territoire, les annotant dans les marges et les passant à ses aides de camp pour qu'ils appliquent ses consignes[32]. Les lettres qu'il écrivit à cette époque sont pleines de chiffres : prix des matériaux sur les marchés mondiaux, taux d'intérêt sur les emprunts, quantité de carabines à expédier au Congo, tonnes de caoutchouc à envoyer en Europe, et dimensions exactes de l'arcade triomphale qu'il projetait de construire à Bruxelles, grâce à ses bénéfices de récente source. À la lecture de la correspondance royale, on

a l'impression de se trouver devant les lettres du directeur général d'une compagnie qui vient de développer un nouveau produit bénéficiaire et qui se dépêche d'en tirer avantage avant que ses concurrents n'aient pu faire démarrer leur chaîne de montage.

Léopold s'inquiétait surtout de la concurrence du caoutchouc cultivé, qui ne vient pas d'une liane mais d'un arbre. Les arbres à caoutchouc, toutefois, nécessitent de nombreux soins et plusieurs années de croissance avant de pouvoir être saignés. Le roi ne cessait d'exiger voracement de plus grandes quantités de caoutchouc sauvage du Congo, car il savait que son prix chuterait quand les plantations d'Amérique latine et d'Asie viendraient à maturité. Cela finit effectivement par se produire, mais à l'époque, le Congo avait déjà profité depuis une vingtaine d'années du boom du caoutchouc sauvage. Durant cette période, la quête ne connut aucune limite.

Tout comme les hommes apportant l'ivoire, ceux qui fournissaient l'État du Congo et les sociétés privées en caoutchouc étaient récompensés selon la quantité livrée. En 1903, un agent particulièrement « productif » reçut une commission huit fois supérieure à son salaire annuel[33]. Mais la plus grosse masse d'argent repartait directement vers Anvers et Bruxelles. Dans la capitale, elle aboutissait principalement des deux côtés de la rue Bréderode, petite artère qui séparait l'arrière du palais royal de plusieurs bâtiments contenant les bureaux de l'État du Congo et les entreprises commerciales du Congo.

En dépit du fait que l'État dirigé personnellement par Léopold recevait la moitié des bénéfices des compagnies concessionnaires, le roi tirait bien davantage d'argent des terres exploitées directement par cet État. Mais comme ces compagnies n'étaient pas dirigées de façon aussi secrète,

nous en détenons de meilleures statistiques. En 1897, par exemple, l'une d'elles, l'Anglo-Belgian India Rubber and Exploration Company, ou ABIR, dépensait un franc trente-cinq par kilo pour récolter le caoutchouc au Congo et l'expédier au quartier général de la compagnie à Anvers – où il était vendu à des prix atteignant parfois dix francs le kilo, soit un bénéfice de plus de sept cents pour cent. En 1898, l'action de l'ABIR valait presque trente fois plus que six ans auparavant[34]. Entre 1890 et 1904, tous les gains provenant du caoutchouc congolais avaient été multipliés par quatre-vingt-seize[35]. Au tournant du siècle, l'État indépendant du Congo était devenu, de très loin, la colonie la plus lucrative d'Afrique. Les bénéfices rentraient vite car, mis à part les coûts de transport, la récolte du caoutchouc sauvage ne nécessitait ni culture, ni fertilisants, ni investissement de capital dans du matériel onéreux. Elle n'avait besoin que de main-d'œuvre.

Mais comment allait-on trouver cette main-d'œuvre ? Les dirigeants du Congo se trouvaient là en face d'un problème. Ils ne pouvaient pas se contenter de rassembler des hommes, de les enchaîner et de les mettre au travail, sous le regard d'un surveillant armé d'une chicotte, comme ils le faisaient avec les porteurs. Pour récolter le caoutchouc brut, les ouvriers devaient se disperser dans la forêt tropicale et souvent grimper aux arbres.

Le caoutchouc est de la sève coagulée. Il provient d'un mot indien d'Amérique du Sud qui signifie « le bois qui pleure ». Le bois qui pleurait au Congo était une longue liane spongieuse du genre *Landolphia*. D'une épaisseur pouvant atteindre trente centimètres à la base, cette liane s'enroulait autour d'un arbre jusqu'à trente mètres et davantage du sol, où elle parvenait à atteindre la lumière du soleil. Ses arborescences pouvaient se frayer un chemin

tortueux de dizaines de mètres à travers les rameaux supérieurs d'une demi-douzaine d'autres arbres. Pour collecter le caoutchouc, il fallait inciser la liane avec un couteau et suspendre un baquet ou un pot de terre dans lequel tombait goutte à goutte la sève épaisse et laiteuse. Pour saigner la liane, on pouvait effectuer une petite incision ou – pratique officiellement interdite, mais souvent employée – la fendre profondément, ce qui produisait davantage de caoutchouc mais tuait la liane. Une fois que les lianes proches d'un village étaient asséchées, les ouvriers devaient s'enfoncer plus loin dans la forêt et, très vite, la plupart des récolteurs durent marcher pendant au moins un ou deux jours avant de trouver des lianes fraîches. Une fois saignées les longueurs de liane accessibles du sol, les ouvriers grimpaient en haut des arbres pour arriver jusqu'à la sève. « Nous [...] passâmes près d'un homme sur la route qui s'était brisé le dos en tombant d'un arbre alors qu'il [...] saignait des lianes[36] », écrit un missionnaire. De plus, les lourdes averses tropicales qui tombent pendant la plus grande partie de l'année transformaient en marécage la jungle où poussaient les lianes à caoutchouc.

Aucun salaire en babioles ou baguettes de cuivre n'aurait suffi à faire rester des gens plusieurs jours d'affilée dans la forêt inondée, où ils devaient accomplir un labeur si astreignant – et si douloureux physiquement. Un collecteur devait assécher le caoutchouc sirupeux pour le faire coaguler, et la seule manière d'y parvenir était d'étaler la substance sur ses bras, ses cuisses et son torse. « Les premières fois, ce n'est pas sans douleur que l'homme arrache les parties pileuses de son corps, confiait Louis Chaltin, un officier de la Force publique, à son journal en 1892. L'indigène n'aime pas faire du caoutchouc. Il faut l'y forcer[37]. »

Comment l'y forçait-on ? Quelques informations et rumeurs parvinrent peu à peu au compte-gouttes en Europe. « On m'a donné un exemple de ce qui se pratique sur l'Oubangui, expliqua le vice-consul britannique en 1899. La méthode de l'officier [...] consistait à arriver en pirogue dans un village, arrivée qui faisait toujours sursauter ses habitants ; les soldats étaient alors débarqués et commençaient leur pillage, sortant tous les poulets, grains, etc., des maisons ; après quoi, ils s'attaquaient aux indigènes jusqu'à ce qu'ils parviennent à s'emparer de leurs femmes ; ces femmes étaient gardées en otages tant que le chef du district n'avait pas rapporté le nombre de kilos de caoutchouc exigé. Une fois le caoutchouc apporté, les femmes étaient revendues à leurs propriétaires contre deux chèvres chacune, et il poursuivait ainsi son chemin de village en village, jusqu'au moment où la quantité requise de caoutchouc avait été collectée[38]. »

Parfois les otages étaient des femmes, parfois des enfants, parfois des anciens ou des chefs. Chaque poste de l'État ou d'une compagnie dans la région à caoutchouc possédait une casemate pour les otages. Si l'on était un villageois et qu'on résistât à l'ordre de collecter le caoutchouc, on mettait en danger la vie de sa femme. Elle pouvait de toute façon mourir, car dans les casemates la nourriture était rare et les conditions sévères. « Les femmes prises à la dernière palabre d'Engwettra me donnent du fil à retordre, écrivait dans son journal l'officier de la Force publique Georges Bricusse, le 22 novembre 1895. Tous les soldats voudraient en avoir une. Les sentinelles chargées de la surveillance des chaînes détachent les plus jolies et les violent[39]. »

Léopold, bien évidemment, ne proclama jamais que la prise d'otages faisait partie de la politique officielle ;

quand quelqu'un portait de telles accusations, les autorités bruxelloises les niaient avec indignation. Mais sur place, loin des yeux scrutateurs, on laissait tomber le masque. Dans le livre d'instructions semi-officiel, très révélateur, intitulé *Manuel du voyageur et du résident au Congo*, étaient même données des consignes sur la manière de prendre des otages. Un exemplaire de ce livre était remis par l'administration à chacun des agents et à chaque poste de l'État. Les cinq volumes du manuel traitent de tout, de la manière de faire obéir les domestiques à celle de tirer correctement les salves d'artillerie. La prise d'otages n'était qu'une tâche routinière de plus :

> En Afrique, faire des prisonniers est [...] facile, car si les indigènes se cachent, ils n'iront pas loin de leur village et seront obligés de venir y chercher de la nourriture dans les jardins alentour. En surveillant soigneusement les jardins, vous serez certain de ne pas mettre beaucoup de temps à capturer les gens. [...] Quand vous estimerez détenir suffisamment de captifs, vous choisirez parmi eux une vieille personne, de préférence une femme. Donnez-lui un cadeau et envoyez-la entamer les négociations avec le chef. Le chef, désireux de voir son peuple libéré, décidera en général d'envoyer des représentants[40].

L'histoire nous offre rarement l'occasion de voir des instructions aussi détaillées destinées à ceux qui appliquent un régime de terreur. Les indications sur la prise d'otages font partie du manuel appelé *Questions pratiques*, qui fut compilé par un comité éditorial d'une trentaine de personnes. Un de ses membres – il travailla au livre deux années durant à la suite de son passage comme chef de

station responsable du ramassage à Stanley Falls – était Léon Rom.

La prise d'otages distinguait le Congo de tous les autres régimes pratiquant le travail forcé. Mais, à d'autres égards, il leur ressemblait. Comme on le verrait des années plus tard avec le goulag soviétique, autre système de main-d'œuvre forcée pour récolter les matières brutes, le Congo fonctionnait avec des quotas. En Sibérie, les quotas concernaient les mètres cubes de bois coupé ou les tonnes de minerai d'or extraites par les prisonniers chaque jour ; au Congo, le quota s'appliquait aux kilos de caoutchouc. Sur le riche territoire de la compagnie concessionnaire ABIR, situé juste sous l'arc de cercle que forme le fleuve Congo, par exemple, le quota normal assigné à chaque village était de trois à quatre kilos de caoutchouc séché par adulte mâle tous les quinze jours[41], avec pour conséquence essentielle que ces forçats n'arrêtaient pas de travailler. Partout ailleurs, les quotas étaient plus élevés et pouvaient grimper au fur et à mesure. Un fonctionnaire du bassin du fleuve Mongala, loin dans le Nord, contrôlé par une autre compagnie concessionnaire, la Société anversoise du commerce au Congo, estima que pour remplir leur quota les récolteurs de caoutchouc devaient passer vingt-quatre jours par mois dans la forêt, où ils construisaient des huttes grossières pour dormir et pour se protéger – sans toujours y parvenir – contre les léopards[42].

Afin d'atteindre les parties de la liane à très haute distance du sol, les hommes, dans leur frénésie d'obtenir la moindre goutte de caoutchouc, déchiraient parfois la liane entière, la découpaient en morceaux et en extrayaient le caoutchouc en la pressant[43]. En dépit des ordres stricts que l'État du Congo donnait de ne pas tuer les lianes de cette

manière, il appliquait aussi la chicotte aux hommes qui ne rapportaient pas assez de caoutchouc. La chicotte faisait la loi. Un témoin vit des Africains qui avaient déterré des racines de manière à obtenir la quantité de caoutchouc requise.

Tout le système était militarisé. Les garnisons de la Force publique étaient éparpillées sur tout le territoire et fournissaient souvent leur puissance de feu aux compagnies sous contrat. De plus, chaque compagnie possédait sa propre milice, appelée par euphémisme « sentinelles ». Dans le domaine militaire comme dans presque tous les autres, les compagnies opéraient en qualité d'extension de l'État du Congo, et, lorsque des otages devaient être pris ou un village rebelle soumis, les sentinelles des compagnies et les soldats de la Force publique se lançaient souvent ensemble dans ces opérations.

Partout où poussaient les lianes, la population était contrôlée de près. En général, un permis de l'État ou d'un agent d'une compagnie était nécessaire pour aller rendre visite à un ami ou à un parent dans un autre village. Dans certaines régions, on devait obligatoirement porter un disque en métal numéroté, attaché par une corde autour du cou, pour permettre aux agents de la compagnie de vérifier si l'on avait ou non rempli ses quotas. D'énormes quantités d'Africains furent recrutées dans cette armée de travailleurs : en 1906, les registres de la seule ABIR, responsable d'une simple petite fraction de la production de caoutchouc de l'État, comprenaient une liste de quarante-sept mille collecteurs de caoutchouc[44].

Le long des fleuves, des files d'hommes épuisés portant des hottes de caoutchouc en tas grisâtre sur la tête parcouraient parfois quarante kilomètres et davantage à pied pour se rassembler près des maisons des agents européens,

qui, assis sur leurs vérandas, pesaient les charges de caoutchouc. Dans un lieu de collecte, un missionnaire compta quatre cents hommes avec des hottes[45]. Une fois la sève recueillie, elle était transformée en plaques grossières, de la taille d'une petite valise, qu'on laissait sécher au soleil. Puis on l'expédiait en aval du fleuve, sur une allège ou un chaland remorqués par un vapeur, première étape du long voyage vers l'Europe.

En échange du caoutchouc, l'État et les compagnies payaient en général les villageois au moyen d'un morceau d'étoffe, de perles, de quelques cuillerées de sel ou d'un couteau. Pratiquement sans valeur, les couteaux étaient des outils essentiels pour récolter davantage de caoutchouc. En une occasion au moins, un chef qui força sa population à collecter le caoutchouc fut payé en êtres humains. Un litige juridique entre deux fonctionnaires blancs près des Stanley Falls a été noté de la manière suivante en 1901. Le témoin interrogé est Liamba, chef du village nommé Malinda :

> QUESTION : Est-il arrivé à M. Hottiaux [un cadre de la compagnie] de vous donner des femmes ou des enfants ?
> RÉPONSE : Oui, il m'a donné six femmes et deux hommes.
> QUESTION : Pour quoi faire ?
> RÉPONSE : Comme paiement pour le caoutchouc que j'avais apporté à la station, en me disant que je pouvais les manger ou les tuer, ou m'en servir comme esclaves – selon mon choix[46].

Comme le caoutchouc abondait dans la forêt tropicale bordant la rivière Kasaï, William Sheppard et d'autres presbytériens américains en poste là-bas se retrouvèrent au milieu d'un cataclysme. Le Kasaï fut aussi le terrain où se

développa une partie de la plus forte résistance à l'autorité de Léopold[47]. Les hommes armés d'un chef rallié au régime se livrèrent à des saccages à travers la région où travaillait Sheppard, pillant et brûlant plus d'une dizaine de villages, et des flots de réfugiés désespérés vinrent chercher de l'aide à la mission de ce dernier.

En 1899, Sheppard reçut de ses supérieurs l'ordre de s'enfoncer dans la brousse afin d'enquêter sur la source des combats. Il se lança à contrecœur dans cette entreprise dangereuse, et trouva des sols tachés de sang, des villages détruits et de nombreux cadavres ; la puanteur de la chair en décomposition flottait dans l'air. Le jour où il atteignit le camp des maraudeurs, son œil fut attiré par un grand nombre d'objets qu'on enfumait. Le chef « nous conduisit à une charpente formée par des bâtons, sous laquelle brûlait doucement un feu, et elles étaient là, ces mains droites, je les ai comptées, il y en avait quatre-vingt-une en tout[48] ». Le chef dit à Sheppard : « Regardez ! Voici notre preuve. Je dois toujours couper la main droite de ceux que nous tuons, de manière à montrer à l'État combien d'hommes nous avons tués[49]. » Il montra avec fierté à Sheppard certains des cadavres auxquels avaient appartenu les mains. Le fumage préservait les mains sous ce climat brûlant et humide, car des jours ou des semaines s'écouleraient peut-être avant que le chef puisse les montrer au fonctionnaire adéquat et être récompensé pour ses tueries.

Sheppard était tombé par hasard sur un des aspects les plus macabres du système du caoutchouc de Léopold. Comme la prise d'otages, la section des mains était une politique délibérée, ce dont les hauts fonctionnaires conviendraient plus tard. « Durant mon séjour au Congo, j'étais premier commissaire du district de l'Équateur,

raconta Charles Lemaire après avoir pris sa retraite. Lorsqu'il fut question du caoutchouc, je refusai de le récolter et j'écrivis au gouvernement : "Pour faire du caoutchouc, il faudra couper des mains, des nez et des oreilles[50]." »

Si un village refusait de se soumettre à ce régime, des troupes de l'État ou d'une compagnie ou leurs alliés abattaient parfois toute la population en vue, de manière à bien faire parvenir le message aux villages voisins. Mais, en de telles occasions, certains officiers européens se montraient méfiants. Pour chaque cartouche fournie à leurs soldats, ils exigeaient la preuve que la balle avait été utilisée pour tuer quelqu'un, et non « gâchée » à la chasse ou, pis encore, gardée en vue d'une mutinerie éventuelle. La preuve habituelle était la main droite d'un cadavre. Ou, dans certains cas, pas d'un cadavre. « Parfois, confia un officier à un missionnaire, les soldats tirent une cartouche sur un animal à la chasse ; ils coupent ensuite la main d'un homme vivant[51]. » Dans certaines unités militaires, il y avait même un « responsable des mains[52] » ; son travail consistait à les fumer.

Sheppard n'était pas le premier témoin étranger à voir des mains sectionnées au Congo, et il ne serait pas non plus le dernier. Les articles qu'il écrivit pour des magazines de missionnaires sur sa sinistre découverte furent toutefois largement réimprimés et cités, à la fois en Europe et aux États-Unis, et c'est en partie grâce à lui que, outremer, les gens commencèrent à associer le Congo aux mains coupées. Une demi-douzaine d'années après la terrible découverte de Sheppard, le leader socialiste Émile Vandervelde, en attaquant les travaux publics onéreux entrepris par Léopold avec les bénéfices qu'il tirait du Congo, évoquerait au Parlement belge des « arcades monumentales qui, un jour, s'appelleront arcades des Mains Coupées[53] ».

Le franc-parler de William Sheppard finirait par déclencher la colère des autorités et un jour Vandervelde, qui était avocat, se retrouverait en train de le défendre dans un tribunal du Congo. Mais nous y reviendrons plus tard.

Tandis que la terreur liée au caoutchouc se répandait dans la forêt tropicale, elle imprima dans la mémoire des gens des souvenirs qui saigneraient jusqu'aux restants de leurs jours. Un prêtre catholique qui a noté des histoires orales un demi-siècle plus tard cite un homme, Tswambé, parlant d'un fonctionnaire de l'État particulièrement haï qui s'appelait Léon Fiévez et qui terrorisait un district le long du fleuve, à cinq cents kilomètres au nord du Stanley Pool :

> Tous les Noirs considéraient cet homme comme le diable de l'équateur. De tous les cadavres sur le terrain, on devait trancher les mains. Il voulait voir le nombre de mains coupées par chaque soldat, qui devait les apporter dans des paniers. [...] Un village qui refusait de fournir le caoutchouc était complètement rasé. Jeune homme, j'ai vu le soldat Molili [de Fiévez], qui gardait à l'époque le village de Boyeka, prendre un grand filet, y mettre dix indigènes qui avaient été arrêtés, attacher de grosses pierres au filet et le faire basculer dans le fleuve. [...] Le caoutchouc causait ces tourments ; c'est pourquoi nous ne voulons plus entendre prononcer son nom. Les soldats obligeaient les hommes jeunes à tuer ou à violer leurs propres mères et leurs propres sœurs[54].

Un officier de la Force publique qui traversa le poste de Fiévez en 1894 cite la description que fit lui-même Fiévez de ce qu'il faisait quand les villages voisins ne fournissaient pas à ses troupes le poisson et le manioc qu'il avait

demandés : « Je leur fais la guerre. Un exemple a suffi : cent têtes tranchées, et depuis lors les vivres abondent dans la station. Mon but est en somme humanitaire. J'ai supprimé cent existences, mais cela permet à cinq cents autres de vivre[55]. »

En suivant des règles de base « humanitaires » qui comprenaient la section de mains et de têtes, des sadiques comme Fiévez s'en donnaient à cœur joie. Le chef de la station de M'Bima se servait de son revolver pour faire des trous dans les lobes des oreilles des Africains[56]. Raoul de Premorel, un agent travaillant le long de la rivière Kasaï, se plaisait à faire ingurgiter de grosses doses d'huile de castor[57] à ceux qu'il trouvait malingres. Lorsque des villageois, dans une tentative désespérée pour satisfaire au quota de poids, remirent du caoutchouc mélangé avec de la terre ou des cailloux, un agent, Albéric Detiège, les obligea à le manger[58]. Deux porteurs n'ayant pas utilisé les latrines assignées, un commissaire de district, Jean Verdussen, leur donna l'ordre de parader à la tête des troupes, le visage recouvert d'excréments[59].

La nouvelle des soldats des hommes blancs et de leurs paniers de mains coupées se répandant dans tout le Congo, les Africains se mirent à croire à un mythe qui était l'inverse curieux de l'obsession nourrie par les Blancs à propos du cannibalisme noir. Ils racontaient que les boîtes de viande, dans les maisons des hommes blancs, ne contenaient pas la viande des animaux montrés sur l'étiquette, mais des mains coupées en morceaux[60].

Chapitre XI

UNE SOCIÉTÉ SECRÈTE D'ASSASSINS

Un jour, Léopold et l'empereur d'Allemagne, Guillaume II, assistaient à un défilé militaire à Berlin. Léopold, déplorant l'érosion de l'autorité royale, fit remarquer au Kaiser : « Nous autres rois, alors, il ne nous reste que l'argent[1] ! » Le caoutchouc allait bientôt lui en rapporter à un point inimaginable, mais le Congo à lui seul ne suffisait pas à le satisfaire. Nourrissant le fantasme d'un empire qui engloberait les deux fleuves légendaires d'Afrique, le Congo et le Nil, il imaginait relier les cours d'eau par un grand chemin de fer. Au début des années 1890, il envoya donc des expéditions au nord-est du Congo, en direction de la vallée du Nil. L'une d'elles revendiqua les anciennes mines de cuivre de Bahr el-Ghazal, en veillant à le faire pour Léopold en personne tout en prenant l'engagement que l'État du Congo fournirait une protection militaire.

Les Français finirent par arrêter la marche du roi vers le Nil, mais il rêvait déjà de colonies ailleurs. « J'aimerais faire de notre petite Belgique, avec sa population de six millions d'individus, la capitale d'un immense empire, disait-il. Les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal sont en pleine décadence, et un jour ou l'autre leurs colonies seront à vendre[2]. »

Il demanda au Premier ministre britannique, William Gladstone, s'il était possible de louer l'Ouganda à bail.

Léopold était prompt à parer ses projets impériaux de toutes les idées humanitaires ambiantes. En 1896, il surprit un autre Premier ministre britannique, lord Salisbury, en proposant qu'on ait recours à une armée soudanaise, sous l'autorité d'officiers de l'État du Congo, pour « envahir et occuper l'Arménie, afin d'arrêter de la sorte les massacres [des Arméniens par les Turcs] dont la nouvelle bouleverse l'Europe[3] ». (La reine Victoria crut que son cousin Léopold avait perdu la tête.) Il suggéra aussi que les troupes congolaises aident à restaurer l'ordre en Crète, où une crise avait éclaté. Lorsque les États-Unis eurent remporté la guerre hispano-américaine, il proposa qu'une entreprise loue certains des territoires restants de l'Espagne, telles les îles Canaries dans l'Atlantique ou les Carolines dans le Pacifique Sud. L'entreprise pourrait être, selon lui, enregistrée comme État « neutre », à l'image, par exemple, de l'État indépendant du Congo.

Aucun de ces rêves ne l'empêchait néanmoins de gérer sa principale source de revenus. Il s'arrangeait cependant pour garder aussi secrets que possible les bénéfices grandissants du Congo, de crainte de se voir réclamer le remboursement de son important emprunt au gouvernement belge. Aussi longtemps que Léopold parvint à s'en dispenser, l'État du Congo ne publia pas de budget. Lorsqu'il le fit enfin, il présenta des chiffres de revenus qui sous-estimaient grossièrement les véritables bénéfices de l'État[4].

Contrôler son propre pays présente, entre autres avantages, la possibilité d'émettre des obligations. Ce moyen allait devenir pour Léopold une source de revenus pratiquement équivalents à ceux du caoutchouc. En tout, le roi

émit des obligations d'une valeur supérieure à cent millions de francs[5], ce qui correspond à environ trois milliards deux cent cinquante millions de francs français actuels. Il en vendait certaines ; il en offrait d'autres à des favoris ; il en gardait pour son portefeuille personnel ; il en utilisait comme liquide pour payer des projets de travaux publics en Belgique. Les actions portant sur des termes aussi longs que quatre-vingt-dix-neuf ans, Léopold savait qu'un autre que lui aurait à résoudre le problème du remboursement du capital. L'argent en actions était censé être destiné au développement du Congo, mais une très faible partie en fut dépensée là-bas.

Léopold préférait de beaucoup en faire usage en Europe, tout comme des bénéfices que lui rapportait le caoutchouc. De notoriété publique, cet homme si intelligent et ambitieux avait des goûts dénués d'imagination, et il utilisa sa vaste fortune d'une manière qui lui vaudrait une place plutôt dans les guides que dans les livres d'histoire. Une série de monuments, de nouvelles ailes de palais, de musées et de pavillons commença à émerger de terre partout en Belgique. À Ostende, sa station balnéaire préférée, Léopold investit des millions de francs dans une promenade, plusieurs parcs, et une galerie sophistiquée à tourelles (décorée de quatre-vingt-cinq mille géraniums pour son inauguration) destinée au champ de courses qu'il fréquentait. Les gains du caoutchouc lui permirent également de financer un terrain de golf non loin de là, à Klemskerke, une villa royale à Raversijde, et des rénovations et agrandissements perpétuels du château de Laeken. Léopold donna officiellement beaucoup de ses richesses à son pays. Il le fit en grande pompe, à titre de cadeau royal. Cela ne l'empêcha pas de continuer à vivre sur le même pied dans des châteaux et des palais. Les vrais buts de ces

cadeaux royaux étaient de laisser à la charge de la nation le soin d'entretenir ces propriétés et d'éviter que n'en bénéficient ses trois filles, auxquelles il était tenu, selon la loi belge, de léguer ses biens personnels.

En 1895, Léopold eut soixante ans[6]. En vieillissant, il devint hypocondriaque. Tout aide de camp qui toussait risquait d'être banni pendant plusieurs jours. Par crainte perpétuelle d'attraper un rhume, il enveloppait sa barbe dans un sac imperméable lorsqu'il sortait par temps humide ou allait nager dans la mer. Il exigeait que le linge de table du palais soit bouilli chaque jour pour tuer les microbes.

Lorsqu'il ne voyageait pas, il résidait le plus souvent à Laeken. Il se levait tôt, se douchait à l'eau froide, prenait soin de sa barbe imposante, se faisait masser, lisait le courrier du matin et avalait un énorme petit-déjeuner – une demi-douzaine d'œufs pochés, une pile de toasts et un pot entier de confiture. Il passait ensuite la plus grande partie de la journée à se promener dans ses jardins et serres bien-aimés, tout en lisant ou dictant en même temps son courrier. Ses secrétaires durent apprendre à écrire en marchant. Le déjeuner durait exactement une demi-heure ; le roi lisait journaux et courrier tout en mangeant, et parfois il griffonnait des instructions en marge des lettres, d'une écriture pratiquement illisible que son personnel déchiffrait anxieusement chaque jour pendant des heures. Les membres de sa famille qui prenaient leurs repas avec lui étaient tenus de garder le silence.

L'après-midi, on le conduisait au palais royal, dans le centre de Bruxelles, pour des rencontres avec des officiels et des visiteurs. Puis il retournait à Laeken pour le dîner. La journée culminait avec l'arrivée du *Times* de Londres. Chaque après-midi, un exemplaire soigneusement

enveloppé de ce journal du matin était jeté de l'express Ostende-Bâle au passage du train dans la gare privée de Laeken, portant les armoiries royales. Un valet de pied repassait le journal – encore les microbes – et le roi le lisait le soir dans son lit. (Lorsque le *Times* se joignit plus tard au chœur de ses critiques, Léopold se fâcha et annonça qu'il mettait un terme à son abonnement. Mais tous les jours, il envoyait en secret son valet lui acheter un exemplaire à la gare de Bruxelles.)

Léopold appréciait peut-être le *Times* parce que c'était un journal destiné à un pays non pas petit mais puissant. De toute façon, il continuait à convoiter des colonies aux quatre coins du monde. En 1897, il se mit à investir les bénéfices de l'État du Congo dans un chemin de fer chinois, opération qui devait lui rapporter beaucoup d'argent. Il voyait ce pays comme un festin à consommer, à l'image du « magnifique gâteau africain », et il était toujours aussi prêt à s'inviter à la table. De l'itinéraire qu'il espérait obtenir pour sa voie ferrée, il disait : « C'est l'épine dorsale de la Chine ; si on me la donne, je prendrai bien aussi les côtelettes[7]. » Il essaya d'organiser un échange – entre travailleurs chinois pour le Congo et soldats congolais pour la Chine – qui lui permettrait de mettre un pied militaire dans la porte, comme les autres puissances occidentales manœuvrant dans l'Asie du Sud-Est. Il acheta plusieurs petites parcelles de terre en Chine au nom de l'État indépendant du Congo. Un jour où il avait envoyé une délégation de l'État du Congo – composée uniquement de Belges, cela va de soi – pour des négociations, le vice-roi chinois Li Hongzhang feignit la surprise : « Je croyais que les Africains étaient noirs[8]. »

Au Congo, le boom du caoutchouc augmentait l'urgence de la principale entreprise de travaux publics du territoire : le chemin de fer à voie étroite reliant Matadi au Stanley Pool par contournement des grands rapides. À une certaine époque, ce projet nécessita jusqu'à soixante mille ouvriers. La ligne ne faisait que trois cent quatre-vingts kilomètres et sa largeur atteignait à peine la moitié de celle des voies américaines habituelles, mais le climat, les maladies et le terrain en firent un des projets de construction de voie ferrée les plus décourageants de l'histoire. Pour la simple installation des premiers vingt-deux kilomètres, trois années furent nécessaires. Un des premiers prospecteurs de cette étendue de terrain rébarbative la décrivit comme « un amas de pierres énormes qui, en certains endroits, semblent avoir été jetées les unes sur les autres par des mains de géant[9] ». En tout, il fallut construire sur l'itinéraire quatre-vingt-dix-neuf ponts de métal, d'une longueur totale de dix-neuf kilomètres[10].

Pour la construction, on fit venir des ouvriers de territoires britanniques et français d'Afrique occidentale, de Hong-Kong et Macao, et des Antilles britanniques. L'idée d'utiliser des ouvriers chinois au Congo fascinait toujours Léopold. « Combien cela coûterait-il, écrivit-il à un aide de camp, d'installer cinq grands villages chinois au Congo ? Un au nord, un autre dans le Nord-Est, un à l'est et un au sud, et un entre Matadi et Léopoldville. Deux mille Chinois pour délimiter nos frontières, combien cela coûterait-il[11] ? » L'idée des cinq villages s'évapora, mais le rêve de Léopold coûta la vie à bon nombre des cinq cent quarante Chinois amenés pour travailler sur le chemin de fer en 1892. Trois cents moururent sur place ou s'enfuirent dans la brousse. On ne revit plus jamais la plupart de ces derniers, même si l'on en retrouva plusieurs par la suite à plus de huit cents

kilomètres à l'intérieur des terres. Ils avaient marché en direction du soleil levant, dans l'espoir d'atteindre la côte orientale de l'Afrique puis de rentrer chez eux[12].

On s'était bien gardé de révéler la destination de leur recrutement à plusieurs centaines d'ouvriers de la Barbade, une île des Petites Antilles ; au moment où leur navire jeta l'ancre à Boma en septembre 1892 et où ils comprirent dans quel lieu ils se trouvaient, ils se rebellèrent. Des soldats firent feu sur eux, en tuèrent deux et en blessèrent un grand nombre. Les autres furent envoyés le jour même à Matadi et mis au travail.

Sur le plan de la construction, le chemin de fer fut un succès modeste, et sur le plan humain un énorme désastre. Les hommes succombaient aux accidents, à la dysenterie, à la petite vérole, au béribéri et à la malaria, maladies qui étaient toutes exacerbées par la mauvaise qualité de la nourriture et les impitoyables coups de fouet qu'appliquaient les deux cents hommes composant la milice du chemin de fer. Des locomotives déraillaient, des wagons de fret pleins de dynamite explosaient, réduisant en miettes des ouvriers, noirs et blancs. Parfois, les hommes n'avaient pas d'abris où dormir, et les ouvriers récalcitrants étaient amenés de force au travail enchaînés. Les contremaîtres et les ingénieurs européens avaient la possibilité d'annuler leurs contrats et de rentrer chez eux, et ils ne s'en privaient pas. Les ouvriers noirs et asiatiques ne pouvaient pas en faire autant. Lorsque les clairons sonnaient le matin, des foules d'ouvriers en colère déposaient aux pieds des surveillants européens les corps de leurs camarades décédés durant la nuit.

Dans une métaphore qu'on retrouve ailleurs en Afrique, la légende locale, le long de la ligne de chemin de fer, raconte que chaque traverse coûta la vie à un Africain,

et chaque poteau à un Européen[13]. Bien qu'édulcorés, les chiffres officiels donnent quand même comme statistiques cent trente-deux morts blancs et mille huit cents non blancs. Certaines estimations, toutefois, situent le nombre de morts non blancs à environ mille huit cents par an[14] au cours des deux premières années, qui furent les pires. Des cimetières ponctuaient la ligne de chemin de fer. Les ouvriers tentaient sans cesse de s'échapper ; trois cents hommes de la Sierra Leone, brandissant des marteaux, des pelles et des pics, assaillirent le port de Matadi et essayèrent d'obliger un navire ancré dans le port à les reconduire chez eux. Des gardes maniant le gourdin – eux-mêmes recrutés à Zanzibar – les forcèrent à rebrousser chemin[15]. D'autres ouvriers se mirent en grève ou s'enfuirent en territoire portugais voisin.

En 1898, huit ans après le début des travaux, la première mini-locomotive à vapeur, bardée de drapeaux, tira deux wagons jusqu'en haut de la voie étroite reliant Matadi au Stanley Pool. Une vaste tente décorée de fleurs attendait son arrivée ; des cadres de l'État, des militaires, des fonctionnaires du chemin de fer et un évêque participèrent à un banquet et burent du Champagne à la santé de Léopold. Ces dignitaires rassemblés boulonnèrent cérémonieusement le dernier rail, un canon tira une salve de vingt et un coups, et tous les vapeurs, sur le Stanley Pool, firent retentir leurs sifflets. Des fonctionnaires érigèrent un monument sur la vieille route caravanière que la voie ferrée avait remplacée : trois silhouettes de porteurs en métal grandeur nature – l'un portant une grosse boîte sur la tête, deux de ses camarades effondrés d'épuisement à côté de lui. LE CHEMIN DE FER LES A LIBÉRÉS DU PORTAGE, précisait l'inscription. Elle ne disait rien sur ceux qui avaient commencé par les transformer en porteurs.

Malgré les tournants en épingle à cheveux et les pentes raides qu'il devait négocier et qui ne permettaient d'accomplir l'aller qu'en deux jours, le chemin de fer augmenta de manière considérable la puissance et la richesse de l'État. Les onze millions de livres[16] de caoutchouc, voire davantage, produites chaque année par le Congo au tournant du siècle pouvaient désormais atteindre la mer, à partir des docks des vapeurs du Stanley Pool, sans que des hommes aient à les porter sur la tête pendant trois semaines. Les wagons circulant dans l'autre direction apportaient les pièces détachées de vapeurs au-delà des rapides en bien plus grand nombre que ne pouvaient en acheminer les porteurs. Léopoldville devint vite le port fluvial le plus animé d'Afrique centrale, où mouillaient des vapeurs d'une capacité pouvant atteindre cinq cents tonnes. Le *Ville de Paris*, un bateau de soixante tonnes à aubes latérales qui naviguait sur le fleuve, avait même commencé sa vie comme bateau d'excursion sur la Seine.

En dehors de ceux qui étaient employés par l'État ou sur des projets tels que le chemin de fer, Léopold se méfiait des étrangers au Congo. Il avait néanmoins sur les bras un groupe de plusieurs centaines de missionnaires protestants étrangers comme William Sheppard et ses collègues. Tous ou presque venaient d'Angleterre, des États-Unis ou de Suède, pays dont Léopold espérait gagner la faveur. Ces missionnaires étaient arrivés au Congo animés par l'ardent désir d'évangéliser, de combattre la polygamie et de transmettre aux Africains un sentiment victorien du péché*.

* Un haut fonctionnaire de l'État en visite dans la ville d'Upoto sur le fleuve nota avec stupéfaction dans son journal qu'un missionnaire britannique lui demandait d'émettre « un décret obligeant les indigènes à porter des vêtements (!?) »[17].

Mais du fait de la terreur semée par le caoutchouc, il ne fallut pas longtemps pour qu'ils aient du mal à trouver des corps à vêtir ou des âmes à sauver. Dès qu'ils apercevaient un vapeur à l'horizon, les villageois, apeurés, se volatilisaient dans la jungle pendant des semaines. À de nombreuses reprises, un missionnaire britannique s'entendit poser la même question par les Africains : « Le Sauveur dont vous nous parlez a-t-il le pouvoir de nous sauver des ennuis causés par le caoutchouc[18] ? » De manière inattendue, sans en avoir certainement eu l'intention, les missionnaires endossèrent le rôle d'observateurs sur un champ de bataille, et Sheppard fut loin d'être le seul à apporter son témoignage. En 1894, un missionnaire suédois nota une chanson congolaise désespérée :

Nous sommes fatigués de vivre sous cette tyrannie.
Nous ne pouvons plus supporter de voir nos femmes et nos enfants emmenés
Pour être utilisés par les sauvages blancs.
Nous ferons la guerre...
Nous savons que nous mourrons, mais nous voulons mourir.
Nous voulons mourir[19].

À cause des missionnaires, Léopold dut répondre à des protestations éparses à partir du milieu des années 1890, comme les articles de Sheppard sur les mains tranchées et les Africains massacrés. Mais les critiques n'attirèrent au début que peu d'attention, car ils n'étaient pas aussi doués pour les relations publiques que le roi, qui déployait son charme extraordinaire pour les neutraliser.

Au début, il encouragea les responsables des sociétés missionnaires à lui parler directement, et pressa en personne un prêtre français de le faire, « au lieu d'avoir recours

à la presse, qui est toujours désagréable[20] ». Puis il mania avec art promesses et menaces conjuguées. Tout en cultivant leurs dirigeants, il fit en sorte de rappeler aux sociétés missionnaires que l'État du Congo était en mesure de leur imposer des impôts ou de leur refuser la permission d'ouvrir de nouvelles missions. La mission presbytérienne du Sud où travaillait Sheppard dut faire face à des obstacles incessants pour obtenir de nouvelles terres constructibles.

Un missionnaire suédois baptiste, E. V. Sjöblom, qui parlait à qui voulait l'entendre de la terreur semée par le caoutchouc au Congo, fut peut-être le critique le plus virulent de Léopold à la fin des années 1890. En 1896, il publia dans la presse suédoise une attaque qui fut reprise par des journaux d'autres pays. Lors d'une réunion publique à Londres l'année suivante, Sjöblom raconta comment les soldats africains de la Force publique étaient récompensés pour le nombre de mains qu'ils ramassaient. « [Un] agent m'a dit qu'il avait lui-même vu un cadre de l'État, dans l'un des avant-postes, payer en baguettes de cuivre (la monnaie locale) aux soldats les mains qu'ils avaient apportées. Un des soldats m'a dit [...] "Le commissaire nous a promis d'écourter notre service si nous apportons beaucoup de mains. J'en ai déjà apporté beaucoup et j'espère que mon service sera bientôt terminé[21]." » Des fonctionnaires de l'État menacèrent Sjöblom sur place au Congo et se hâtèrent de contre-attaquer dans la presse belge et britannique.

Un autre opposant bien informé fut H. R. Fox Bourne, secrétaire de l'Aborigines Protection Society, groupe qui était devenu plus avisé depuis qu'il avait élu Léopold président honoraire une décennie plus tôt. On racontait que le roi en personne avait rendu visite[22] au bureau londonien du *Times*, pour essayer de persuader le journal de ne pas publier les articles de Fox Bourne.

En public, néanmoins, Léopold se déclarait lui aussi profondément choqué par les comptes rendus de crimes perpétrés sur son domaine. Il parvint à survivre sans dommage à la plupart des accusations, car elles concernaient des atrocités commises contre les Africains. Mais, en 1895, il dut affronter ses premiers ennuis sérieux en Europe, lorsqu'un cadre de l'État du Congo particulièrement brutal « *osa tuer un Anglais*[23] », comme le rapporta un journaliste britannique scandalisé.

En réalité, la victime était irlandaise : Charles Stokes, un négociant haut en couleur qui s'était, comme se plaisent à le dire les Anglais, « assimilé aux indigènes » en épousant une Africaine. La société de commerce d'ivoire de Stokes se battait contre le monopole lucratif que Léopold essayait d'établir au Congo oriental. On l'accusait aussi de vendre des armes aux Afro-Arabes. Une expédition de la Force publique partit à la recherche de Stokes près de la frontière orientale de l'État, le trouva et le pendit sans autre forme de procès. La presse londonienne cria au scandale. Une vague de protestations balaya également l'Allemagne, car Stokes opérait à partir de l'Afrique-Orientale allemande, et l'État du Congo était censé être ouvert aux marchands allemands. Dans une tentative vaine pour calmer ce tollé, le gouvernement du Congo reconnut son erreur et versa de grosses indemnités aux gouvernements britannique et allemand. Mais l'affaire n'en resta pas là. Un journal allemand déclara que si le Congo avait exécuté aussi cavalièrement un Blanc, on pouvait s'interroger sur la manière dont il traitait les indigènes. La presse européenne commença ainsi à prêter davantage attention aux nouvelles concernant des atrocités commises au Congo.

Léopold devait prendre des mesures. En 1896, il nomma une commission pour la protection des indigènes, composée

de six éminents missionnaires du Congo : trois catholiques belges et trois protestants étrangers. La commission reçut un accueil positif partout en Europe, en particulier en Angleterre, dont les critiques inquiétaient particulièrement le roi. « C'est tout à l'honneur du roi Léopold que d'avoir affronté carrément les faits[24] », écrivit le *Manchester Guardian*.

Peu de gens remarquèrent que pas un seul des membres de la commission n'était basé dans une des principales régions à caoutchouc d'où émanaient les rapports sur les atrocités ; qu'ils étaient éparpillés sur plus de seize cents kilomètres ; que le roi ne leur avait accordé aucun subside pour leur permettre de se rendre à leurs réunions ; qu'un des membres britanniques avait auparavant conseillé à ses collègues missionnaires de ne publier aucun récit sur les atrocités ; qu'un autre avait surveillé la frontière Congo-Angola pour le compte de Léopold ; et que la commission n'avait aucun pouvoir, hormis celui d'« informer » des abus les autorités de l'État du Congo.

La commission ne se réunit qu'à deux reprises, et chaque fois, à cause de la distance et du coût, seuls trois de ses six membres parvinrent à se rencontrer. Mais, pour Léopold, il s'agissait d'un coup de relations publiques, et il cimenta son triomphe par des visites en Angleterre, en Allemagne et en Suède durant l'été 1897. Au cours des quelques années suivantes, la guerre des Boers détourna l'attention des Britanniques et les attaques contre Léopold disparurent presque complètement de la presse européenne. Les critiques du roi continuaient à faire feu de manière sporadique, mais personne ne semblait en tenir compte. Ils désespéraient de jamais se faire entendre de nouveau.

Si les sondages avaient existé en Europe à l'époque, les dernières années du siècle auraient trouvé Léopold à

l'apogée de sa popularité, chez lui aussi bien qu'à l'étranger. En Belgique, le chauvinisme colonial commençait à faire des bulles en vers :

Sur les plages où les entraîne
La voix d'un sage Souverain,
Nos soldats vont l'âme sereine,
Affrontant un climat d'airain,
De l'Africain briser la chaîne,
En domptant l'Arabe inhumain[25].

Toutefois, la voix du souverain poussait davantage qu'elle n'attirait ses soldats vers les plages, car si le Congo fut la passion dominante de son existence, Léopold n'y alla jamais.

Pour quelle raison l'aurait-il fait ? Le Congo, dans son esprit, n'était pas un pays de porteurs mourant de faim, d'otages violées, d'esclaves du caoutchouc émaciés et de mains coupées. C'était l'empire de ses rêves, peuplé d'arbres gigantesques, d'animaux exotiques et d'habitants qui lui étaient reconnaissants de sa politique avisée. Au lieu d'aller là-bas, Léopold amenait le Congo à lui – *ce Congo-là*, la production théâtrale sortie de son imagination. Son wagon de chemin de fer privé était lambrissé de panneaux d'acajou rouge provenant de là-bas, des animaux du Congo faisaient leur apparition dans les zoos belges, et le roi ajouta une serre congolaise (aujourd'hui encore pleine de palmiers) à l'éventail des immenses serres de Laeken, surmontée de quatre coupoles de verre et d'un dôme octogonal portant l'étoile emblématique de son État privé.

De ce décor congolais serein, pittoresque de ses fantasmes, Léopold se fit même amener les habitants. En 1897, lors de l'Exposition universelle qui se tint à Bruxelles, ce fut

une attraction située à la limite de la ville, à Tervuren, qui suscita les plus nombreux commentaires. Plus d'un million de visiteurs vinrent voir cette célébration du Congo[26]. Les objets exposés allaient de la mitrailleuse Maxim, ce grand outil de civilisation tant loué par Stanley (qui visita l'Exposition à deux reprises), à un ensemble important de panneaux de broderie appliquée représentant la Barbarie et la Civilisation, le Fétichisme et le Christianisme, la Polygamie et la Vie de famille, l'Esclavage et la Liberté. Le tableau le plus extraordinaire, toutefois, était un tableau vivant : deux cent soixante-sept hommes, femmes et enfants noirs importés du Congo*.

En grande fanfare, on les achemina en train jusqu'à la gare du Nord de Bruxelles, puis on les fit défiler à travers le centre-ville pour prendre le tram qui les amènerait à Tervuren. Là, ils furent installés dans trois villages construits tout spécialement pour l'occasion à l'intérieur d'un parc : un village fluvial, un village de la forêt et un village « civilisé ». Deux Pygmées complétaient le spectacle. Les Africains « barbares » des deux premiers villages se

* Ils n'étaient pas les seuls indigènes exhibés dans des foires internationales et ailleurs au tournant du siècle. Le cas d'Ota Benga fut peut-être le plus épouvantable. Ce Pygmée du Congo fut exposé dans la cage des singes du zoo du Bronx, à New York, en septembre 1906. Il la partageait avec un orang-outang. Les visiteurs scrutaient ses dents, effilées, sous-entendait un journal, pour dévorer la chair humaine. Afin d'accréditer cette impression, les gardiens du zoo faisaient exprès de laisser traîner des os sur le sol autour de lui. Un poème, publié dans le *New York Times*, déclarait que Ota Benga avait été amené

De sa terre natale de ténèbres
Au pays de la liberté
Dans l'intérêt de la science
Et de toute l'humanité[27].

L'organisateur de cette exposition était un ancien missionnaire presbytérien qui s'était reconverti dans les affaires. Une délégation de ministres noirs finit par sauver Ota Benga du zoo. Il resta aux États-Unis et se suicida dix ans plus tard.

servaient d'outils, de tambours et de chaudrons apportés de leur pays. Ils dansaient et faisaient le tour d'un étang en pirogue. Dans la journée, ils étaient exposés dans d'« authentiques » paillotes africaines de bambou. Les Européens avides de voir les célèbres seins nus d'Afrique repartaient déçus, car on avait obligé les femmes à porter des robes de coton pendant la durée de l'Exposition. Après tout, comme l'observait un journal du cru, l'habillement n'était-il pas le « premier signe de civilisation[28] » ?

Dans une de ses rares manifestations d'intérêt pour les projets de son mari au Congo, la reine Marie-Henriette, accompagnée de sa suite, vint observer les Congolais, le rêve de Léopold devenu réalité. Ayant appris que certains des Africains souffraient d'indigestion à cause de la nourriture et des bonbons que leur donnait le public, le roi ordonna d'installer une pancarte identique à celle interdisant de donner à manger aux animaux, qui disait : LES NOIRS SONT NOURRIS PAR LE COMITÉ D'ORGANISATION.

Pour titiller ses lecteurs, la presse locale lançait des spéculations sur l'éventuel caractère dangereux des Africains « barbares ». Un reporter s'approcha d'un de leurs cercles. « Au centre, assis sur une bûche, se trouvait le chef, immobile et sacro-saint. La voix d'un chanteur d'abord se fit entendre seule, puis un chœur reprit le refrain, accompagné de claquements de main, de coups de bâton sur des objets en métal et d'un mouvement de balancier de ces corps accroupis. Et que chantaient le soliste et le chœur ? Les magnifiques exploits de Lothaire, le grand guerrier[29] » (le capitaine Hubert Lothaire, de la Force publique). Tout était donc pour le mieux.

Les Africains du village « civilisé » comprenaient quatre-vingt-dix soldats de la Force publique, dont certains formaient un orchestre militaire. Les soldats paradaient,

l'orchestre jouait, et vers la fin de leur séjour ils furent invités à un banquet au cours duquel un sergent noir se leva et porta un toast au roi Léopold II. Lorsque les Africains repartirent chez eux par la mer, un journal lança une tirade lyrique : « L'âme de la Belgique les suit, et, tel le bouclier de Jupiter, les protège. Puissions-nous toujours montrer ainsi au monde un exemple d'humanité[30] ! »

Le navire qui reconduisit les Congolais sur leur terre natale repartit probablement pour la Belgique avec une cargaison de caoutchouc, car les richesses du Congo s'écoulaient désormais en Europe par voie maritime régulière. Toutes les quelques semaines, de magnifiques vapeurs neufs, équipés de lumières électriques et de réfrigérateurs, arrivaient à Anvers emplis de caoutchouc, d'ivoire et d'autres produits. Ces vaisseaux appartenaient à une succursale d'Elder Dempster, une compagnie maritime basée à Liverpool dont les vapeurs avaient longtemps navigué le long de la côte occidentale de l'Afrique. Cette compagnie avait un contrat couvrant le transport de toutes les importations et exportations du Congo. Pour quiconque s'intéressait à l'État du Congo, peu d'emplois en Europe fournissaient un meilleur point de vue qu'un poste chez Elder Dempster. Cette position équivalait à celle d'une personne qui, préoccupée par la situation des juifs en 1942 ou 1943, aurait travaillé au quartier général du système ferroviaire nazi.

Elder Dempster avait besoin d'un homme qui effectuerait de fréquents voyages en Belgique afin de superviser l'arrivée et le départ des bateaux faisant le Congo. La compagnie attribua ce poste à un de ses jeunes employés intelligent et travailleur, Edmund Dene Morel. Le bilinguisme de Morel, âgé à l'époque d'environ vingt-cinq ans,

tombait fort bien. Sa mère était anglaise ; son père, petit fonctionnaire français, était mort jeune, sans laisser de pension à sa veuve et à son jeune fils. Après avoir vécu enfant en Angleterre et en France dans des conditions de quasi-pauvreté, Morel avait abandonné ses études à quinze ans pour travailler à Paris, afin de venir en aide à sa mère souffrante. Quelques années plus tard, il avait obtenu un emploi chez Elder Dempster à Liverpool.

Incapable au début de faire vivre sa mère et lui sur son maigre salaire d'employé de bureau, le jeune Morel avait également donné des leçons de français, à deux shillings et six pence l'heure. Puis il avait trouvé un travail d'appoint plus satisfaisant : des piges sur des questions concernant le commerce avec l'Afrique, pour des publications telles que le *Shipping Telegraph* et le *Liverpool Journal of Commerce.* Ces articles exprimaient le point de vue d'un homme d'affaires : ils célébraient les augmentations de la production de coton et du tonnage des expéditions et mettaient rarement en question les dogmes en vigueur à l'époque. Certains louaient le régime de Léopold. « Un grand avenir est réservé au Congo, écrivit Morel dans l'un deux, et [...] ces vastes territoires procurés à leur pays par la prévoyance du roi Léopold II prouveront un jour qu'ils offrent un champ magnifique à l'entreprise [belge][31]. »

Ce fut dans cet état d'esprit enthousiaste que Morel, à la fin des années 1890, commença à effectuer la navette sur la Manche, en qualité d'agent de liaison de sa société avec les fonctionnaires de l'État du Congo. Voici comment il décrivit plus tard la scène à laquelle il assistait une ou deux fois par mois :

> Le quai à Anvers ; un vapeur y est amarré ; les carillons musicaux sonnent dans le clocher de la vieille

cathédrale la musique de la *Brabançonne* – l'hymne national belge. Sur le quai et sur les ponts du vapeur, une foule bigarrée se bouscule. Des uniformes militaires, les robes frissonnantes des femmes. Les officiers de marine glissant ici et là. Les écoutilles qui se ferment. La vapeur qui monte. Entourés de groupes de parents ou de compagnons de virée, les passagers en partance pour le Congo. Des hommes, dont même un novice douterait de l'aptitude à résider et gouverner en Afrique tropicale. Jeunes pour la plupart, et pour la plupart du genre pauvre, de petite taille, blêmes, des propres à rien. Certains secoués de sanglots ; d'autres trébuchant, à moitié ivres. Beaucoup portant de larges feutres tropicaux et leurs revolvers en bandoulière, tout fiers de posséder l'un et l'autre pour la première fois de leur vie. Ici et là, un individu plus âgé au teint hâlé – qui a manifestement déjà vécu tout cela. Les visages de ces derniers, nettement pas agréables à regarder ; marqués par la brutalité, yeux cruels et concupiscents ; des visages dont on se détourne avec un tressaillement involontaire de répulsion[32].

En tant que représentant d'Elder Dempster en Belgique, Morel ne s'occupait pas uniquement des opérations portuaires, il traitait aussi avec les cadres supérieurs du Congo de Léopold. Il se souvint plus tard de la manière dont un épisode, dans le bureau du plus haut placé de ces cadres, avait éveillé ses soupçons :

Une pièce dont les fenêtres donnent sur l'arrière du palais royal à Bruxelles. Une pièce sinistre, tapis épais, lourds rideaux ; une pièce aux ombres oppressantes. En son centre se tient un homme, assis à un bureau. Un

homme maigre au point d'en être presque émacié, aux épaules étroites et tombantes ; avec un front dégarni, un nez busqué, de grandes oreilles placées très en arrière ; les joues creuses, les yeux froids. Un visage au repos d'une passivité inhumaine, vidé de son sang, pétrifié, tout en os aigus et en cavités décharnées : le visage de celui qui, à l'époque, est « secrétaire d'État » pour l'État libre du Congo. [...] La physionomie du secrétaire d'État subit une transformation remarquable et déconcertante. Elle est affectée d'une sorte de tic involontaire. [...] C'est le visage d'un autre homme qui nous regarde. L'impassible masque officiel se lève, comme un gant poudré quitte la main. Il se penche en avant et, d'une voix rapide et hachée, se plaint que des renseignements confidentiels sur la cargaison du dernier vapeur en partance ont été divulgués à la presse. [...] Le paragraphe est désigné. À première vue, il semble plutôt innocent, puisqu'il s'agit d'une liste des principaux articles embarqués. Mais cette liste comprend une énumération de caisses de cartouches à balles [balles de carabine], de caisses de carabines, et de boîtes de fusils à percussion [mousquets militaires]. [...] Voilà la faute. Voilà l'entorse au secret professionnel. En dénonçant l'énormité de cette indiscrétion, l'homme qui parle se lève, ses joues cadavériques rougissent, sa voix tremble [...] les longues mains osseuses fendent l'air. Il ne veut entendre aucune excuse ; il n'accepte pas d'être interrompu. À de multiples reprises, il répète les mots *secret professionnel**, avec une insistance passionnée. Ses gestes sont violents. [...] Le plus jeune individu présent quitte la pièce en se demandant pour quelle raison une telle quantité de matériel de guerre est nécessaire [...] pour quelle raison son exportation devrait être tenue

secrète et pour quelle raison le gouvernement du Congo serait si contrarié par cette « indiscrétion[33] ».

Sur les quais d'Anvers, Morel vit ce que transportaient les bateaux d'Elder Dempster. Mais il remarqua bientôt que les chiffres qu'il notait soigneusement pour son employeur ne correspondaient pas aux statistiques commerciales annoncées au public par l'État indépendant du Congo. L'étude des variantes entre les deux listes de chiffres lui permit de démêler peu à peu un écheveau compliqué de fraude. Trois découvertes le choquèrent.

Tout d'abord, la cargaison d'armes envoyée au Congo, dont la divulgation avait tellement bouleversé le secrétaire d'État, n'était pas une exception ; c'était la règle : « Les navires d'Elder Dempster affectés au commerce du Congo ont expédié régulièrement depuis quelques années des quantités prodigieuses de cartouches à balles et des milliers de carabines et de mousquets, destinés soit à l'État lui-même, soit à diverses compagnies "commerciales" belges. [...] À quel usage est destiné cet armement[34] ? »

En deuxième lieu, Morel découvrit qu'au sommet quelqu'un réalisait de jolis bénéfices. Au diapason de centaines de millions de francs actuels : « Le montant du caoutchouc et de l'ivoire rapportés du Congo au pays sur les navires d'Elder Dempster [...] dépassait de loin les montants indiqués sur les recettes du gouvernement du Congo. [...] Dans quelle poche les surplus inavoués allaient-ils[35] ? »

Sa dernière découverte lui crevait les yeux sur les quais, lorsqu'il assistait au chargement et au déchargement des navires, et les registres d'Elder Dempster la confirmaient. Il trouva là le plus sinistre de tous les messages : « Sur les importations allant au Congo, environ quatre-vingts pour cent consistaient en articles n'ayant rien à voir avec le

commerce. Pourtant, le Congo exportait des quantités croissantes de caoutchouc et d'ivoire pour lesquelles, à en croire les statistiques d'importation, les indigènes n'obtenaient rien ou pratiquement rien. Comment, dans ce cas, ce caoutchouc et cet ivoire étaient-ils acquis ? Certainement pas par transaction commerciale. Rien ne rentrait en paiement de ce qui sortait[36]. »

Morel avait raison. Nous savons aujourd'hui que la valeur du caoutchouc, de l'ivoire et des autres richesses arrivant en Europe chaque année sur les bateaux d'Elder Dempster représentait à peu près cinq fois celle des marchandises expédiées au Congo à l'intention des Africains[37]. Morel savait que les Africains du Congo ne pouvaient pas être payés en argent – étant donné qu'ils n'étaient pas autorisés à s'en servir – en contrepartie du caoutchouc et de l'ivoire, ni en marchandises venant d'ailleurs, puisque Elder Dempster possédait le monopole de la cargaison. En clair, ils n'étaient pas payés du tout.

Plus tard dans la vie, E. D. Morel se lierait d'amitié avec sir Arthur Conan Doyle, le père de Sherlock Homes. Mais le jeune Morel fit une déduction de bien plus longue portée que toutes celles du célèbre détective. De ses observations sur le quai d'Anvers et de son étude des registres de sa compagnie à Liverpool, il conclut à l'existence – sur un autre continent, à des milliers de kilomètres – de l'esclavage.

« Ces chiffres racontaient leur propre histoire. [...] Seul le travail forcé d'un genre terrible et continu pouvait expliquer de tels bénéfices cachés [...] un travail forcé dont le gouvernement du Congo était le bénéficiaire immédiat ; un travail forcé dirigé par les plus proches associés du roi en personne. La signification cumulée de mes découvertes me donna le vertige et m'épouvanta. Tomber par hasard

sur un meurtre doit déjà être assez pénible. J'étais tombé sur une société secrète d'assassins chapeautée par un roi[38]. »

Avec ce brillant éclair d'intuition chez un fonctionnaire obscur d'une compagnie maritime, le roi Léopold II venait de se faire son plus redoutable ennemi.

SECONDE PARTIE

UN ROI AUX ABOIS

Chapitre XII

DAVID ET GOLIATH

À l'époque où Edmund Dene Morel faisait ses découvertes, la plupart des gens, tant en Europe qu'aux États-Unis, ignoraient presque tout de l'appareil d'exploitation mis en place par Léopold. Peu d'Européens revenant du Congo parlaient en public du massacre auquel ils avaient participé. À l'unique exception de George Washington Williams, près de dix ans auparavant, les journalistes qui allaient au Congo emboîtaient généralement le pas à Stanley pour chanter les mérites du régime instauré par le roi (par exemple, vingt-six membres de la presse s'y rendirent en 1898 pour s'extasier sur la voie ferrée récemment inaugurée). Quant aux missionnaires étrangers qui avaient assisté à tant d'atrocités, ils n'avaient guère de poids politique et ne savaient pas davantage se servir des médias. Les critiques contre Léopold émanant des organisations humanitaires britanniques n'étaient pas prises au sérieux par le public, qui considérait les premières comme des reliques de luttes dépassées telles que l'abolitionnisme, et les secondes comme des groupements de gens perpétuellement consternés par quelque événement se produisant dans un obscur recoin du monde.

Morel allait changer tout cela. Jusqu'alors, aucun des adversaires de Léopold n'avait eu accès aux faits ni aux chiffres se rapportant à l'administration européenne du Congo, dont Morel avait pu se faire une idée grâce à sa position privilégiée chez Elder Dempster. Et jusqu'alors personne, à l'unique exception de Williams, mort prématurément, ne possédait une autre qualité dont Morel ne tarderait pas à témoigner : l'art de porter son message à la connaissance du public.

Après avoir fait ses dramatiques découvertes, Morel se refusa à rester inactif. Pour commencer, il affronta son patron, sir Alfred Jones, directeur de la compagnie de navigation Elder Dempster, président de la chambre de commerce de Liverpool – et consul honoraire de l'État du Congo à Liverpool. « Ce n'était pas un homme d'un abord facile. Il détestait qu'on lui fît remarquer des faits déplaisants. [...] Le lendemain, il partait pour Bruxelles. À son retour, il garda le silence, du moins en ce qui me concernait, et je constatai que son attitude à mon égard était d'une froideur marquée. [...] Il me dit qu'il avait vu le roi, et que le roi lui avait promis que des réformes seraient effectuées ; les Belges faisaient de grandes choses et il leur fallait du temps pour mettre de l'ordre dans leur maison africaine[1]. »

Les employeurs de Morel couraient un grand risque. Si celui-ci rendait publiques les informations qu'il avait réunies et indisposait Léopold, la société pourrait perdre son lucratif contrat de transport maritime. Aussi les dirigeants de celle-ci ne savaient-ils trop par quel bout prendre cet employé subalterne qui leur disait qu'il avait découvert des faits terribles concernant leur meilleur client – pis, qui leur demandait de ne pas rester inactifs à ce sujet.

Morel se rendit compte qu'en Belgique, soudain, « l'atmosphère avait changé ; de cent façons subtiles, on me

faisait comprendre que ma présence était indésirable[2] ». Au siège d'Elder Dempster à Liverpool, on l'évitait. Ensuite, la société tenta de le réduire au silence. Pour commencer, elle lui proposa une augmentation de salaire assortie d'une promotion et d'un poste dans un autre pays. Quand Morel eut refusé, Jones lui offrit deux cents livres par an pour un travail de consultant qui lui prendrait une heure par jour, tentative de corruption à peine voilée que Morel repoussa de nouveau. En 1901, il démissionna pour se consacrer entièrement à l'écriture, déterminé à « faire de [s]on mieux pour révéler et détruire ce qui était, [il] en avai[t] acquis la certitude, une infamie légalisée [...] accompagnée d'atrocités inimaginables et responsable d'une énorme destruction de vies humaines[3] ».

Morel était conscient de la gravité de sa décision. « J'avais largué les amarres, écrirait-il, et tout retour en arrière était impossible[4]. » Il avait alors vingt-huit ans.

La plume de Morel déversa désormais un torrent d'attaques contre Léopold. Il commença par travailler pour un journal britannique consacré à l'Afrique, mais le rédacteur en chef fixait des limites trop étroites à ce qu'il pouvait écrire sur le Congo. En 1903, avec des fonds provenant de diverses sources, dont John Holt, un homme d'affaires de Liverpool connu pour son intégrité qui était pour Morel une sorte de mentor, il lança sa propre publication. Le *West African Mail*, « Revue hebdomadaire illustrée fondée pour répondre à l'intérêt croissant que suscitent les questions relatives à l'Afrique occidentale et centrale », serait un forum où personne ne pourrait le censurer.

Morel était un homme tout d'une pièce. Son épaisse moustache en crocs, sa grande taille et son large torse respiraient la puissance ; ses yeux sombres flamboyaient

d'indignation. Les millions de mots qui couleraient de sa plume jusqu'à la fin de ses jours étaient tracés dans une écriture énergique qui courait sur la page, penchée vers la droite, aplatie par la vitesse, comme s'il était urgent qu'ils arrivent à destination.

À certains égards, le caractère de Morel est plus impénétrable que celui des autres protagonistes de l'histoire du Congo. Il saute aux yeux, par exemple, que la pénible enfance de Stanley au sein d'une famille pauvre a pu favoriser sa cruauté et son désir de laisser son empreinte sur le monde. L'origine de l'ardente passion de justice de Morel est moins évidente. Il passa ses jeunes années dans le monde des affaires, et non au sein du mouvement socialiste qui inspira tant de militants et de croisades du tournant du siècle. Jeune homme, il ne milita ni pour un parti politique ni pour une quelconque cause sociale. Sans doute quelques-uns de ses ancêtres étaient-ils quakers, mais il est possible qu'il ne l'ait appris que par la suite, car rien ne prouve qu'il ait été éduqué selon les préceptes de ce mouvement religieux. En principe, il était un membre, d'ailleurs fort tiède, de l'Église d'Angleterre, mais au fond du cœur, de même qu'un autre grand agitateur d'ascendance quaker, Thomas Paine, il n'était attiré par aucune forme de religion organisée. À faire ainsi campagne contre le roi Léopold il n'avait rien à gagner, seulement une carrière prometteuse à perdre chez Elder Dempster. Il avait une mère malade, une femme, et ne tarderait pas à avoir à charge une nombreuse famille. De tous points de vue, Morel ne semblait pas fait pour prendre la tête d'une grande croisade morale. Quant à sa prodigieuse capacité d'indignation, elle était sans doute innée, de même que d'autres sont nés avec un don musical. Sachant ce qu'il avait appris à Bruxelles et à Anvers, écrit-il, « par

tempérament, il m'aurait été impossible [...] de rester sans rien faire[5] ».

La révolte que suscitaient en lui de telles indignités amena Morel à devenir en peu de temps le plus grand journaliste d'investigation anglais de son temps. Décidé à découvrir tout ce qu'il pourrait sur le fonctionnement du Congo et à le révéler à l'opinion mondiale, il produisit sur le sujet une œuvre immense, encore que parfois répétitive : trois livres entiers ainsi que des parties de deux autres, des centaines d'articles publiés par la quasi-totalité des grands journaux britanniques, plus de nombreux articles écrits directement en français pour des journaux belges et français, sans oublier des dizaines de pamphlets (durant une seule période de six mois, il en écrivit six, dont un en français). Et tout cela, sans cesser de diriger le *West African Mail* et de rédiger une bonne partie de son contenu. Outre les articles publiés sous son nom, de nombreuses rubriques signées « Africanus » ou « An Observer » (« Un observateur ») sont probablement de lui. Morel ne tarda pas à publier également un supplément mensuel, consacré exclusivement à dénoncer l'injustice au Congo. En dépit de ce rythme de travail effréné, il trouvait encore du temps à consacrer à son hobby, la collection des papillons de nuit.

Les écrits de Morel allient une fureur contenue à une exactitude scrupuleuse. Le moindre détail mentionné dans ses ouvrages est le fruit d'une recherche méticuleuse, les faits sont exposés avec une précision digne d'un acte notarié. Au fil des ans, tant ses admirateurs que ses ennemis ont passé son œuvre au peigne fin pour y découvrir des erreurs factuelles, avec un piètre succès. De nos jours encore, si l'on remonte jusqu'à la source des statistiques et des citations de la quasi-intégralité des exposés consacrés au « système du caoutchouc » dans le Congo de Léopold, on s'aperçoit

que beaucoup ont été publiées pour la première fois par Morel.

En Angleterre, Morel devint bientôt la voix la plus véhémente en matière de dénonciation des atrocités perpétrées au Congo, mais ce n'était pas la seule. Quelques membres du Parlement, en particulier sir Charles Dilke, l'un des plus éloquents défenseurs des droits de l'homme de son époque, s'exprimaient avec force. Ensuite, il y avait des associations humanitaires telles que l'Anti-Slavery Society et l'Aborigines Protection Society ; elles prêchaient un humanitarisme chrétien qui nous paraît aujourd'hui quelque peu paternaliste, mais elles dénonçaient efficacement les atrocités, que celles-ci fussent perpétrées dans les colonies britanniques ou ailleurs. Morel se distinguait d'eux non seulement par son énergie débordante, mais aussi par sa conviction fervente que le Congo constituait un cas à part, un État entier délibérément et systématiquement fondé sur l'utilisation d'une main-d'œuvre réduite à l'esclavage. Les humanitaristes, selon Morel, mettaient l'accent sur « la nature atroce des actes commis, alors que, dès le départ, [lui s'était] efforcé de démontrer que, compte tenu de certaines prémisses [l'appropriation par Léopold du pays et de tous ses produits] [...] ces actes devaient *inéluctablement* se produire[6] ».

L'écrivain Mary Kingsley, qui devint peu avant sa mort en 1900 une amie de Morel, eut une grande influence sur lui. Son livre plein de verve *Travels in West Africa* (1897) est à la fois un classique du récit de voyage et l'un des premiers ouvrages écrits par un Européen qui traite les Africains comme des êtres humains. Mary Kingsley ne les considère pas comme des « sauvages » en mal de civilisation, mais comme des personnes vivant dans des sociétés cohérentes, dont le tissu est déchiré par des colonialistes et des

missionnaires incapables de comprendre et d'apprécier leur culture.

Morel en était venu à considérer que le décret de Léopold selon lequel les terres « inoccupées » appartenaient à l'État avait complètement détruit les systèmes traditionnels de propriété collective de la terre et de ses produits. Grâce à Mary Kingsley, il avait appris qu'en Afrique la majeure partie des terres était traditionnellement la propriété commune d'un village, d'un clan ou d'une tribu. Lorsque la terre en question n'était pas utilisée pour des cultures, elle constituait un terrain de chasse ou une source de bois de construction, de fer pour fabriquer des outils et des armes, ou d'autres matières premières.

Non seulement la mainmise de l'État sur les terres était un vol, mais elle privait les Africains de la possibilité de faire du commerce, faute de denrées à vendre – ce qui était particulièrement intolérable pour Morel, fervent adepte du libre-échange. De même que Mary Kingsley, il était convaincu que la liberté du commerce constituait pour l'Afrique l'unique moyen humainement acceptable d'accéder à l'ère moderne. Il supposait que ce qui était bon pour les négociants de Liverpool l'était également pour les Africains, conception étonnamment conventionnelle pour un tel agitateur. Sa conviction est pourtant compréhensible, car plusieurs de ses amis parmi les commerçants de Liverpool étaient des quakers, qui le soutenaient sans lésiner et qui prenaient très au sérieux leur éthique commerciale.

Morel se lança à corps perdu dans sa campagne consacrée au Congo ; ses livres, allocutions, articles et pamphlets se succédèrent sans relâche. Il était exclu qu'il s'y rendît en personne, car Léopold mettait systématiquement à l'index tout journaliste hostile. Cela ne troublait nullement Morel.

Depuis qu'il avait établi sa position de critique le mieux informé et le plus véhément de l'État du Congo, les initiés savaient que c'était à lui qu'il fallait s'adresser pour faire publier des documents révélateurs. Et plus il en publiait, plus on lui en proposait. Sa capacité à obtenir des informations confidentielles ne cessait de faire enrager Léopold et l'entourage de celui-ci. Tandis que la version royale aseptisée du Congo était mise en vitrine dans les expositions mondiales, les serres chaudes et les musées, un Congo fort différent commençait à se révéler dans les pages du *West African Mail.*

Lorsque, par exemple, les porte-parole de Léopold nièrent avec indignation que des femmes étaient kidnappées pour contraindre leurs maris à récolter du caoutchouc, Morel reproduisit le formulaire sur lequel les agents de la compagnie concessionnaire ABIR devaient enregistrer « les indigènes détenus pendant le mois de... 1903 ». Pour chaque otage, il fallait remplir plusieurs rubriques : « Nom », « Village », « Motif de l'arrestation », « Date d'arrivée », « Date de départ », « Observations[7] ». Et la raison pour laquelle ces personnes étaient « détenues » ne faisait aucun doute : Morel reproduisait également une instruction de la direction de l'ABIR concernant « l'hébergement et l'alimentation des otages[8] ».

Il était difficile pour les fonctionnaires ou employés des compagnies en poste au Congo d'écrire directement à Morel, car un « cabinet noir », ou bureau de censure, établi à Boma surveillait leur correspondance. Toutefois, lorsque ces hommes rentraient en Europe, ils apportaient des documents. Des années durant, une des sources secrètes de Morel fut Raymond De Grez, vétéran de la Force publique plusieurs fois blessé et décoré, qui lui fournit des renseignements confidentiels *via* Bruxelles[9]. Une autre personne,

travaillant en Belgique au siège d'une importante compagnie congolaise – celle-là même qui avait engagé Joseph Conrad comme capitaine d'un vapeur –, transmit apparemment à Morel une série de lettres provenant des agents de la compagnie en poste au Congo[10]. Et si quelque vétéran du Congo désillusionné accordait une interview à un journal en rentrant au pays, que ce fût en Belgique ou en Allemagne, en Suède ou en Italie, les contacts de Morel lui envoyaient l'article, et il veillait à ce que les informations importantes fussent reprises par la presse britannique. Une fois, il nargua même l'administration du Congo en publiant, dans l'original français[11], une liste aussi longue que détaillée de mémorandums, lettres et autres documents confidentiels que quelqu'un voulait lui vendre.

Sa campagne encouragea l'opposition à Léopold en Belgique, en particulier parmi les élus socialistes. Lorsque des informations préjudiciables faisaient surface lors des débats parlementaires belges, Morel s'empressait de les reproduire au profit du public britannique, bien plus nombreux. Entre autres documents significatifs, il publia une circulaire secrète adressée aux fonctionnaires de l'État du Congo, relative aux primes qu'ils toucheraient pour les hommes enrôlés dans la Force publique : « 90 francs pour chaque homme vigoureux et en bonne santé, jugé apte au service militaire, et d'une taille supérieure à 1,55 m ; 65 francs par adolescent mesurant au minimum 1,35 m ; 15 francs par enfant de sexe masculin. La taille de ces derniers doit être au moins de 1,20 m, et ils doivent être suffisamment robustes pour supporter les fatigues du voyage. [...] La prime ne sera due que lorsque les hommes auront été remis aux quartiers généraux des divers districts[12]. » Le gouverneur général par intérim du Congo ajoutait une mise en garde aux fonctionnaires locaux, leur

précisant : ladite circulaire « ne doit sous aucun prétexte sortir de vos archives. Vous donnerez à vos subordonnés les explications que pourrait nécessiter cette circulaire *verbalement*[13] ». Morel s'employa à rendre publique une telle recommandation.

Parmi d'autres matériaux mentionnés lors des débats parlementaires belges, Morel cita une lettre écrite à son supérieur par un officier de la Force publique, le lieutenant Édouard Tilkens : « Je m'attends à un soulèvement général. Je crois vous avoir déjà mis en garde à ce sujet, mon commandant. [...] Le mobile est toujours le même. Les indigènes sont las [...] du travail de transport, de la récolte du caoutchouc, de fournir du bétail. [...] Je me bats depuis trois mois, avec dix jours de repos. [...] J'ai cent cinquante-deux prisonniers. Depuis deux ans, je fais la guerre dans ce pays, toujours accompagné par quarante ou cinquante *Albinis* [soldats armés du fusil Albini à chargement par la culasse]. Pourtant, je ne peux pas dire que j'ai subjugué ces gens. [...] Ils préfèrent mourir. [...] Que puis-je faire[14] ? »

D'autres sources d'informations essentielles étaient certains missionnaires britanniques, américains et suédois. Les censeurs de l'État du Congo ne pouvaient pas lire leurs lettres, car ils disposaient de leurs propres bateaux à vapeur et de collègues susceptibles d'acheminer en personne leur courrier en Europe. De longues années durant, les missionnaires avaient été les témoins impuissants du supplice de la chicotte, des raids de la Force publique, des incendies de villages et des autres aspects concrets de l'esclavage du caoutchouc. Soudain, ils avaient pour interlocuteur un homme prêt à publier leurs témoignages et de surcroît à les communiquer au Parlement britannique. Morel inondait les missionnaires de demandes de renseignements complémentaires, qu'ils lui fournissaient sans se faire prier. Ils

commencèrent également à lui envoyer des témoignages qui deviendraient de puissants outils de la campagne de Morel : des photographies de villages dévastés, de mains coupées, d'enfants auxquels il manquait des mains ou des pieds.

Les missionnaires étaient à l'origine de certains des récits les plus atroces publiés par Morel. Un Américain avait vu des soldats de l'État du Congo couper la main d'un homme, « pendant que son pauvre cœur battait avec une force suffisante pour projeter le sang des artères sectionnées à plus d'un mètre de distance[15] ». Un baptiste britannique décrivait comment un fonctionnaire de l'État du Congo avait puni des hommes coupables d'avoir volé du caoutchouc : « Il les fit attacher à un pieu, en plein soleil, pendant un jour entier et une nuit. [...] Ils étaient nus, sans rien à manger ni à boire de toute la journée ; leur souffrance était telle que leurs langues pendaient[16]. »

Parfois les missionnaires communiquaient à Morel les noms des victimes ; il les publiait également, comme des listes de soldats morts au combat. Il va sans dire que ces noms n'apparaissaient dans aucun autre document imprimé :

1.	Bokangu...	Chef...	Tué à coups de crosse de fusil
2.	Mangundwa...	" ...	" " " "
3.	Ekunja...	" ...	" " " "
...			
21.	Ekumba...	Homme...	Fusillé
22.	Monjangu...	" ...	"
23.	Gili...	Femme...	"
24.	Akaba...	Garçon...	"[17].

Morel exposait aussi la trame de mensonges, grands et petits, que nouaient sans relâche Léopold et ses alliés. Pratiquement rien ne lui échappait. Par exemple, le roi se donnait beaucoup de mal pour cultiver sir Hugh Gilzean Reid, un éminent baptiste britannique, propriétaire d'un journal et ancien membre du Parlement. Il l'invita à plusieurs reprises au palais royal, lui décerna l'ordre de Léopold et le fit chevalier de l'ordre de la Couronne. Pour ne pas être en reste, Gilzean Reid amena à Bruxelles, en 1903, une délégation de la Baptist Missionary Society. À l'occasion d'un déjeuner avec le roi et d'autres personnalités belges, la société présenta un « mémorial de remerciements » exprimant l'espoir que « les peuples du Congo jouiront à jamais des avantages d'un gouvernement droit et juste ». Morel s'empressa de faire observer par écrit que, en informant de cette visite le *Morning Post* de Londres, Gilzean Reid avait modifié le message baptiste au roi des Belges pour exprimer l'espoir que « les peuples de l'État du Congo deviennent de plus en plus conscients des avantages de [son] gouvernement éclairé[18] ».

Le palais royal ne tarda pas à réagir aux attaques de Morel. Un soir, sir Alfred Jones, son ancien patron, l'invita à dîner à Londres. Les relations des deux hommes étaient tendues, pour dire le moins, mais à cette occasion tout ne fut que sourires, et, pour citer Morel, « les vins étaient choisis et généreusement servis[19] ». Le repas terminé, Jones et les autres invités se retirèrent, laissant Morel en tête à tête avec un responsable d'une compagnie de navigation anversoise de passage à Londres, un certain Aerts, qui ne lui cacha pas qu'il agissait en qualité de représentant de Léopold.

Après une ultime tentative pour convaincre son hôte que le roi n'avait que de bonnes intentions et que des

réformes étaient prévues, le visiteur, comme l'écrit Morel, changea de tactique (l'ellipse figure dans l'original) :

> Qu'étaient pour moi les indigènes du Congo ? À quoi servait cette poursuite d'un idéal irréalisable ? J'étais jeune. J'avais une famille – n'est-ce pas ? Je m'exposais à des risques sérieux. Ensuite, vint la suggestion délicatement, très délicatement voilée que, à long terme, mes intérêts seraient mieux servis si... « Un pot-de-vin ? » Ciel ! non, rien d'aussi vulgaire, d'aussi dégradant. Mais il y a toujours moyen d'arranger ces choses. Tout pourrait s'arranger de manière honorable pour toutes les parties concernées. Ce fut une entrevue extrêmement divertissante, qui se prolongea jusqu'à une heure fort tardive. « Rien ne pourra donc ébranler votre détermination ? – Je le crains. » Nous nous séparâmes avec des sourires. Il me parut toutefois que mon compagnon était quelque peu froissé. Pour ma part, je m'étais beaucoup amusé[20].

L'une des attaques contre le régime de Léopold fondées sur des récits de témoins oculaires que publia Morel consistait en plusieurs articles d'un Américain, dont le témoignage, exposé en détail dans un livre paru en 1903, était accablant *(voir citation p. 224-227)*. Lors de sa dernière période de service au Congo, Edgar Canisius était officiellement agent commercial de la Société anversoise du commerce au Congo ; en pratique, il commandait une unité de lutte antiguérilla. Lorsque Canisius, alors âgé de trente-quatre ans, arriva à son poste, près de la frontière nord-ouest du Congo, au début de 1900, la compagnie récoltait déjà du caoutchouc depuis plusieurs années, et les lianes à latex se faisaient rares. Les récolteurs de la tribu

budja, écrit-il, « étaient devenus de véritables esclaves de la compagnie, car le caoutchouc occupait tout leur temps, la victime devant aller chercher très loin les lianes géantes dont le latex était extrait. Ils n'étaient même pas nourris par leurs maîtres ; leur unique rémunération était quelques marchandises ou des *mitakos* [baguettes de cuivre], en quantités ridiculement faibles. [...] Les indigènes se plaignaient amèrement de la rareté des lianes productrices de caoutchouc, et suppliaient qu'on les autorise à accomplir d'autres services que la récolte du caoutchouc[21] ».

Des Budjas rebelles ayant tué trente soldats, plusieurs expéditions punitives furent organisées. Canisius et deux autres officiers blancs commandèrent l'une de celles-ci, avec cinquante soldats noirs et trente porteurs. La colonne pénétrait dans les villages abandonnés par les Budjas en fuite, ne laissant derrière elle que de la terre brûlée. « Notre groupe allait de village en village. [...] Un détachement muni de torches mettait le feu à toutes les cases. [...] Au fur et à mesure que nous avancions, une ligne de fumée suspendue au-dessus de la jungle sur des kilomètres annonçait aux indigènes que la civilisation arrivait[22]. »

Des porteurs transportaient le matériel et le ravitaillement des soldats. « Nous [...] traversions [...] des clairières indigènes ; des centaines d'énormes troncs d'arbre nous barraient le chemin, et il fallait les escalader ; le sentier semblait conduire au sommet de chaque haute fourmilière à portée de vue. C'était particulièrement dur pour les porteurs, dont beaucoup étaient enchaînés ensemble par le cou. [...] Ils portaient nos caisses suspendues à des bâtons ; lorsque l'un d'eux tombait, il entraînait généralement dans sa chute tous ceux qui étaient sur la même chaîne. Beaucoup de ces pauvres diables étaient tellement exténués qu'on ne pouvait les faire avancer qu'à coups de crosse. Certains

avaient les épaules tellement à vif à cause du frottement des bâtons qu'ils criaient littéralement de douleur[23]. »

Partant d'un poste militaire situé loin à l'intérieur des terres, les forces de Canisius sillonnaient la jungle à la recherche de rebelles ; lorsqu'elles en trouvaient, elles les faisaient travailler jusqu'à la mort : « Tous étaient contraints de porter de lourdes charges, dont chacune était auparavant transportée par deux hommes [...] jusqu'à ce qu'ils meurent de faim et de la petite vérole[24]. »

Comme les combats devenaient plus durs, les soldats se mirent à tuer leurs prisonniers, dans un cas trente d'un coup. Lorsque la campagne fut terminée, « nous avions enduré six semaines de marche pénible, et avions tué plus de neuf cents indigènes, hommes, femmes et enfants[25] ». La cause et la raison d'être de ce massacre n'étaient autres que la possibilité « d'augmenter de vingt tonnes la récolte mensuelle de caoutchouc[26] ».

En 1903, après plusieurs années de travail acharné, Morel et ses alliés au Parlement et au sein des organisations humanitaires avaient réussi à faire inscrire la « question du Congo » en meilleure position que jamais sur l'agenda politique britannique. En mai, à la suite d'un important débat, la Chambre des communes adopta à l'unanimité une résolution exigeant que les « indigènes [du Congo] soient gouvernés avec humanité[27] ». La résolution déplorait également que Léopold n'eût pas tenu ses promesses concernant le libre-échange. Morel se révélait un habile politique. En coulisse, il fournissait des informations aux orateurs qui soutenaient la résolution ; il ferait de même lors de nombreux débats parlementaires à venir relatifs au Congo.

Léopold fut alarmé : la Grande-Bretagne était la superpuissance de l'époque, et la principale puissance coloniale

d'Afrique ; si elle utilisait tout son pouvoir et son influence contre l'État du Congo, les bénéfices du roi risquaient d'en pâtir. Un vulgaire journaliste comme Morel était-il capable de provoquer cela ? Morel avait réussi à déclencher un tir de barrage avec ses écrits critiques, et à inspirer une résolution du Parlement, mais de là à amener le gouvernement britannique à exercer des pressions sur un monarque ami, il y avait loin. Léopold et son entourage en étaient parfaitement conscients : le rédacteur en chef d'un journal belge n'avait-il pas fait remarquer avec sagacité que lord Salisbury, depuis longtemps Premier ministre britannique, n'était pas homme à se soucier outre mesure du sort des Noirs, pas plus que de celui des Arméniens ou des Bulgares[28] ?

La véritable nature du régime de Léopold avait été clairement exposée, mais il restait en place. Pour le moment, Morel et lui étaient à égalité. Ils ignoraient toutefois que la situation ne tarderait pas à changer grâce à un homme qui, le lendemain même de la fin du débat parlementaire britannique, avait commencé à remonter le fleuve Congo sur un vapeur.

Chapitre XIII

IRRUPTION DANS LE REPAIRE DES BRIGANDS

Peu après que les alliés de Morel au Parlement eurent fait adopter la résolution de protestation contre la situation au Congo, le Foreign Office envoya au consul de Sa Majesté au Congo un télégramme lui ordonnant « de se rendre dès que possible à l'intérieur, et d'envoyer rapidement des rapports[1] ».

Le consul qui reçut ledit télégramme était un Irlandais du nom de Roger Casement[2], qui avait passé vingt années de sa vie en Afrique. De fait, le premier aperçu que nous ayons de Casement en relation avec le Congo est une photographie prise deux décennies auparavant. On y voit un groupe de quatre jeunes amis partis travailler dans le territoire au tout début du régime de Léopold. Ils portent veston, cravate et haut col amidonné. Trois d'entre eux ont une allure typiquement britannique, avec leurs visages plats et rougeauds, leur expression emplie d'une robuste franchise, comme on en voit des milliers sur des photos d'aspirants de l'armée ou de joueurs de rugby. Le quatrième, toutefois, avec sa superbe barbe noire, ses cheveux également noirs et ses épais sourcils, a un air songeur et une façon ironique de pencher la tête de côté qui le distinguent

des autres. « De tournure comme de visage, écrit l'auteur irlandais Stephen Gwynn – qui ne fit la connaissance de Casement que des années plus tard –, il me parut l'une des créatures les plus nobles que j'eusse jamais rencontrées ; son maintien empli de charme et de distinction dénotait un caractère chevaleresque. C'était un chevalier errant[3]. »

En 1883, le jeune Roger Casement, alors âgé de dix-neuf ans, avait fait pour la première fois le long voyage jusqu'au Congo, en qualité de commissaire sur un navire de la compagnie Elder Dempster. Il y retourna l'année suivante et resta dans le territoire jusqu'à la fin des années 1880. Il fut responsable de la base d'approvisionnement de la malheureuse expédition d'exploration de Sanford, et travailla pour les géomètres qui établissaient le tracé de la voie ferrée contournant les rapides. Selon ses propres dires, il fut le premier homme blanc qui traversa à la nage l'Inkisi, rivière infestée de crocodiles. Lorsqu'il devint économe d'une mission baptiste, son employeur le réprimanda gentiment, estimant qu'il ne marchandait pas assez lorsqu'il achetait de la nourriture : « Il est très bon envers les indigènes, trop bon, trop généreux, trop enclin à leur faire des cadeaux. S'il était négociant, il ne gagnerait jamais un sou[4]. »

Lorsque Stanley, lors de son expédition destinée à porter secours à Emin Pacha, se fraya un chemin à travers le Congo, Casement l'accompagna pendant une semaine. « Parfait spécimen de l'Anglais capable[5] », nota dans son journal l'explorateur, ignorant manifestement que Casement était irlandais. Casement sut mieux juger Stanley ; bien que celui-ci conservât à ses yeux une certaine stature héroïque, il perçut sa tendance au sadisme. Ayant remarqué que le chien de l'explorateur n'avait plus de queue,

il apprit avec épouvante que Stanley lui-même l'avait coupée, fait cuire et donnée à manger à l'animal[6].

Casement fut témoin de nombreux actes cruels de la part d'autres hommes blancs en Afrique. Il est difficile de déterminer s'il connut un choc moral spécifique, un point de non-retour, comme ce devait être le cas pour Morel lorsqu'il fit ses découvertes à Anvers et à Bruxelles. En ce qui concerne Casement, cela aurait pu se produire en 1887, lorsqu'il remonta le Congo sur un vapeur à bord duquel se trouvait également un certain Guillaume Van Kerckhoven, officier de la Force publique. Van Kerckhoven était une tête brûlée, un commandant d'une agressivité notoire au sourire effronté, arborant une moustache aux extrémités cirées ; le gouverneur général du Congo en personne qualifia une de ses expéditions d'« ouragan, qui a passé dans le pays en ne laissant que des ravages derrière elle[7] ». Casement écouta avec stupeur et consternation Van Kerckhoven lui raconter avec entrain qu'il donnait à ses soldats noirs « cinq baguettes de cuivre (deux pence et demi) pour chaque tête humaine qu'ils lui amenaient au cours d'une des opérations militaires qu'il dirigeait. Il disait que c'était pour stimuler leurs prouesses face à l'ennemi[8] ».

En 1890, à son arrivée à Matadi, Joseph Conrad nota dans son journal : « Ai fait la connaissance de M. Roger Casement ; ce qui, en n'importe quelles circonstances, m'apparaîtrait comme un privilège est dans la conjoncture actuelle une véritable aubaine. Pense et parle avec justesse ; très intelligent et compréhensif[9]. » La chaude et humide Matadi, entassement précaire de baraques en tôle ondulée construites sur le flanc d'une colline dominant le Congo, grouillait de matelots ivres, de prostituées africaines et de jeunes aventuriers européens et américains espérant faire fortune rapidement grâce au boom de l'ivoire. Casement et

Conrad se sentaient tous deux étrangers à cette atmosphère de ruée vers l'or ; pendant une dizaine de jours, tandis que Conrad attendait le moment d'aller vers l'intérieur, ils partagèrent la même chambre et visitèrent ensemble des villages des alentours.

L'éloquence de Casement ne manquait pas d'impressionner quiconque le rencontrait. « Son plus grand charme était sa voix, qui était très musicale », se souviendrait un de ses collègues. « Quand Casement vous dit quelque chose, il ne parle pas, il ronronne[10] », dirait une autre de ses connaissances. Parlant ou ronronnant, Casement avait un répertoire d'anecdotes qui semble avoir assombri la vision qu'avait Conrad du colonialisme en Afrique. Avant de quitter le Congo au terme d'un séjour de six mois, Conrad rencontra de nouveau Casement[11]. Quelques années plus tard, les deux hommes se revirent à Londres à l'occasion d'un dîner, et, selon Conrad, « partirent ensemble pour aller au Sports Club, où ils discutèrent jusqu'à 3 heures du matin[12] ». Le romancier écrivit à un ami : « Il vous racontait de ces choses ! Des choses que je m'efforçais d'oublier, des choses que j'ignorais totalement[13]. » Une de ces choses – autre source éventuelle de Kurtz et de sa palissade de crânes humains – aurait fort bien pu être l'histoire de Van Kerckhoven, le collectionneur de têtes d'Africain.

En 1892, Casement commença à travailler pour l'administration coloniale britannique du territoire qui est devenu le Nigeria. Bien qu'employé par la principale puissance coloniale de l'époque, il était de plus en plus sensible à l'injustice. Sa première protestation publique connue, sous la forme d'une lettre pleine d'indignation adressée en 1894 à l'Aborigines Protection Society, avait pour objet une pendaison. Les vingt-sept victimes étaient des conscrits africains et leurs épouses, dans le protectorat allemand du

Cameroun ; les hommes s'étaient mutinés lorsque leurs femmes avaient été soumises à la peine du fouet. « Je suis certain que vous réussirez à élever en Angleterre une protestation, écrivait Casement, contre le comportement atroce des Allemands. Sans doute ces hommes étaient-ils leurs soldats, mais nous avons tous sur terre le devoir et le droit de défendre les faibles contre les forts, et de protester contre la brutalité sous toutes ses formes[14]. »

Casement ne tarda pas à être muté au service consulaire britannique. Après avoir été affecté à plusieurs postes en Afrique du Sud, il fut chargé, en 1900, d'établir le premier consulat britannique dans l'État indépendant du Congo. Lorsqu'il passa par Bruxelles avant de gagner son nouveau poste, le roi Léopold, toujours prompt à identifier quiconque, de par sa position, était susceptible de soutenir sa cause, l'invita à déjeuner. L'humble consul se trouva attablé au palais royal avec le roi, la reine Marie-Henriette, la princesse Clémentine, leur fille, et le prince Victor Napoléon*.

* La brochette des convives reflétait la vie familiale de Léopold à ce moment précis. Le seul fait que la reine fût présente signifiait selon toute probabilité qu'elle allait à l'opéra ou au concert à Bruxelles ce soir-là ; en effet, exaspérée par la vie dissolue de son mari et par sa froideur à son égard, elle ne vivait plus avec lui. Austèrement vêtue de noir et portant parfois un haut-de-forme d'homme, elle passait le plus clair de son temps à l'élégante station thermale de Spa, cultivant son chagrin en compagnie d'une étrange ménagerie qui comprenait plusieurs perroquets et un lama.

Clémentine, la cadette, était la seule de leurs trois filles à laquelle Léopold adressât encore la parole. Le prince Victor Napoléon, à la calvitie naissante, héritier du défunt trône impérial français, était le grand amour de celle-ci, mais Léopold s'opposait à leur mariage : pour ses entreprises africaines, le roi voulait pouvoir compter sur le bon vouloir du gouvernement républicain français, qui avait déposé les Bonaparte. La timide Clémentine s'inclinait, et faisait office d'hôtesse au palais royal ; elle ne devait épouser Victor Napoléon qu'après la mort de son père.

Léopold invita Casement à revenir le lendemain, ce qui lui valut d'écouter le roi discourir pendant une heure et demie sur la grande œuvre civilisatrice qu'il accomplissait au Congo. Casement rapporte que, tout en reconnaissant que certains de ses agents avaient pu se rendre coupables d'abus, Léopold déclara qu'« il était impossible d'avoir toujours les meilleurs hommes en Afrique ; et le climat africain semblait souvent causer une détérioration du caractère[15] ». Comme de coutume, le roi voulait s'assurer que, si quelque information préjudiciable se présentait, il serait le premier à en être avisé. « En me faisant ses adieux, écrit Casement, Sa Majesté me pria de lui écrire personnellement à tout moment, et de m'exprimer en toute franchise en cas d'événement digne d'intérêt dont je pourrais l'informer à titre officieux[16]. » Contrairement à la plupart des visiteurs, Casement ne semble pas avoir succombé au charme de Léopold. Il en avait déjà trop vu au Congo.

Devenu consul, Casement demeura fasciné par l'Afrique, mais ce fut pour lui une période d'inquiétude et d'insatisfaction. Il approchait de la quarantaine et semblait coincé dans un travail subalterne qui ne lui permettait pas d'utiliser pleinement ses capacités. Le corps consulaire était le parent pauvre du service diplomatique britannique. Sans compter que représenter la Grande-Bretagne au Congo n'avait rien à voir avec le fait d'être nommé consul de Sa Majesté à Paris ou à Berlin, postes qui iraient selon toute probabilité à un homme issu d'une « bonne » famille anglaise plutôt qu'au rejeton d'une famille irlandaise de classe moyenne. Casement avait l'impression d'être éternellement le dernier de la liste. Sa vie quotidienne était une lutte incessante contre des toits qui fuyaient, les moustiques, la dysenterie, et contre la lassante routine d'un

travail sans gloire – « il m'arrivait d'être obligé de me lever quand j'étais malade, pour écouter les doléances d'un marin aviné[17] ».

Il avait également d'autres sujets de frustration. Son indignation face aux calamités du régime colonial ne pouvait guère s'exprimer dans le cadre de ses fonctions consulaires. Il s'intéressait quelque peu à l'histoire de l'Irlande, mais ne pouvait se livrer à ces travaux sous les tropiques. Il avait des ambitions d'écrivain, mais pour seul exutoire d'interminables rapports qui faisaient l'amusement des employés du Foreign Office à Londres : peu d'autres consuls envoyaient régulièrement des dépêches de vingt pages depuis des ports d'Afrique occidentale. Il écrivait quantité de vers médiocres, mais ne parvenait pratiquement jamais à les faire publier.

D'autres hommes blancs établis au Congo considéraient le nouveau consul britannique comme un excentrique. Par exemple, lorsqu'il se rendit pour la première fois de Matadi à Léopoldville en qualité de consul, il ne prit pas le nouveau chemin de fer, préférant parcourir à pied plus de trois cents kilomètres... pour protester contre le prix trop élevé des transports ferroviaires. Par la suite, il utilisa les services du rail, mais, comme le signala avec stupéfaction un fonctionnaire de l'État du Congo dans un rapport envoyé à Bruxelles, il voyageait « toujours en deuxième classe. Dans tous ses déplacements, il [était] invariablement accompagné d'un bouledogue de grande taille, aux mâchoires proéminentes[18] ».

Il y avait autre chose que Casement ne pouvait partager avec personne, pas même avec ses proches amis ou les membres de sa famille, encore que certains d'entre eux ne fussent pas sans nourrir quelques doutes. Il était

homosexuel. Dans un poème qui n'aurait jamais pu être publié de son vivant, il écrit :

J'ai cherché l'amour dans une seule voie,
Où Dieu a tracé un terrible Non.
[...]
Je sais seulement que je ne puis mourir
Et abandonner cet amour que Dieu, et non moi, créa[19].

Casement vivait à une époque où être découvert signifiait la disgrâce, ou pis encore. En 1895, Oscar Wilde, irlandais comme lui, avait été condamné à deux ans de travaux forcés pour « avoir commis des actes d'une indécence grossière avec d'autres personnes de sexe masculin ». Au printemps 1903, alors que Casement regagnait le Congo après un congé en Europe, une autre affaire enflamma la presse, celle du général sir Hector Macdonald, un des soldats britanniques les plus décorés de son temps. Son homosexualité ayant été révélée au grand jour, Macdonald devait prochainement passer en cour martiale ; il se suicida dans une chambre d'hôtel parisienne.

« Appris le suicide de sir Hector Macdonald à Paris ! note Casement dans son journal le 17 avril 1903. Les raisons données sont d'une tristesse lamentable. Sûrement le cas le plus navrant du genre. » Deux jours plus tard, il ajoute : « Très affligé par la fin terrible de Hector Macdonald. » Onze jours après, dans le port congolais de Banana, le souvenir de Macdonald poursuit Casement pendant une nuit d'insomnie : « Chambre épouvantable à l'hôtel. Maringouins. Pas fermé l'œil. Très triste, la mort de Hector Macdonald[20]. »

Casement n'ignorait certainement pas que, si jamais il se faisait de puissants ennemis, il serait exposé au chantage.

Pourtant, non sans une certaine tendance inconsciente à l'autodestruction, il notait méticuleusement ses aventures, dont la quasi-totalité était vénale. Au cours de cette même traversée d'Angleterre au Congo, il défia le destin en décrivant succinctement ses rencontres sexuelles faites en route. Madère : « Agostinho, embrassé de nombreuses fois. 4 dollars » ; Las Palmas : « Aucune proposition » ; à bord : « Descendu et oh ! oh ! vite fait, environ 18 » ; Boma : « Grand, "Combien d'argent[21] ?" ». Si jamais son journal était découvert par une personne lui voulant du mal, ce serait sa fin. En attendant, c'était une bombe à retardement, avec une mèche d'une longueur inconnue.

En mai 1903, un mois environ après les entrées de son journal relatives au suicide de Macdonald, Casement apprit une nouvelle nettement plus agréable – et qui, de surcroît, pourrait grandement bénéficier à sa carrière. Deux années durant, il n'avait cessé d'adresser au Foreign Office des rapports concernant la barbarie qui régnait au Congo de Léopold[22]. Maintenant que la résolution de protestation contre les événements du Congo avait été adoptée à l'unanimité par la Chambre des communes, le gouvernement britannique se devait de prendre des mesures énergiques.

L'année précédente, Casement avait envoyé à Londres un câble dans lequel il proposait d'effectuer un voyage d'information dans les régions productrices de caoutchouc de l'intérieur. L'autorisation lui avait été accordée, mais le voyage avait été retardé pour cause de congé en Angleterre et en Irlande. Le débat parlementaire eut pour effet de le remettre à l'ordre du jour ; peu après son retour au Congo, Casement se mit donc en route[23].

Il savait que ce voyage serait ardu. Dans une lettre écrite ultérieurement à un ami, Casement cite un proverbe

africain : « Un homme ne s'aventure pas dans les épines à moins qu'il ne soit poursuivi par un serpent – ou qu'il ne poursuive un serpent. » Il ajoutait : « Je suis à la poursuite d'un serpent et, s'il plaît à Dieu, je l'anéantirai[24]. »

Pour effectuer son enquête, Casement aurait pu se contenter de prendre le nouveau chemin de fer jusqu'au Stanley Pool et de consacrer quelques semaines à l'exploration de quelques régions faciles d'accès depuis la confortable maison en brique mise à sa disposition. Il n'en fit rien, et passa plus de trois mois et demi à l'intérieur des terres. Afin de ne pas dépendre des autorités pour se déplacer – les transports constituant pour celles-ci un important moyen de contrôler les visiteurs –, il loua à des missionnaires américains un petit vapeur en fer, étroit et à un seul pont, à bord duquel il remonta le Congo sur une grande distance. Il resta dix-sept jours au lac Tumba, où l'État effectuait sans intermédiaire ses opérations de recrutement d'esclaves du caoutchouc ; il visita des territoires gérés par des compagnies concessionnaires ; il remonta des affluents et continua à pied lorsque la navigation devenait impossible ; il effectua le décompte exact des personnes retenues en otages dans un village qui n'avait pas livré son quota de caoutchouc ; il traversa une rivière en pirogue et parcourut à pied plusieurs kilomètres dans une forêt inondée pour rencontrer une unique victime et examiner personnellement ses blessures.

Parfois Casement passait la nuit dans une mission ; parfois il campait dans une clairière proche du fleuve ou sur une île. (« Hippo en aval. Vu trois pélicans cherchant leur nourriture, près de nous. Vu aussi un magnifique ibis égyptien, corps noir et ailes blanches ; adorable créature en plein vol, juste au-dessus de nous[25]. ») Comme toujours, il

voyageait en compagnie de son bouledogue bien-aimé, John, et il avait emmené en qualité de cuisinier et d'assistant un homme non identifié, qui n'apparaît dans son journal que sous le sobriquet de « Hairy Bill » (« Bill le Poilu »). « Pauvre vieux Hairy Bill. Drôle de vie. » Le répertoire culinaire de Hairy Bill était apparemment limité à trois plats : poulet, crème au lait, et un dessert désigné sous le nom de sucre bouilli ou à la casserole. « Poulet, poulet, crème, crème... jour après jour... Sacré nom de Dieu ! » écrit Casement. Parfois, le ton se fait sarcastique : « Pour changer, nous avons eu de nouveau du sucre bouilli, et aussi de la crème. » Ou encore : « De nouveau, sucre bouilli et crème deux fois par jour pendant un mois ; je m'avoue vaincu[26]. »

Casement envoyait un flot ininterrompu de dépêches au Foreign Office. « Ils vont me maudire, au FO[27] », note-t-il avec satisfaction. À coup sûr, d'autres le maudissaient également, car il inondait de missives de hauts fonctionnaires de l'État du Congo, dénonçant des atrocités spécifiques et condamnant, d'une façon absolument non diplomatique, l'ensemble de la gestion de la colonie : « Ce système, monsieur le Gouverneur général, est mauvais – irrémédiablement et totalement mauvais. [...] Loin d'élever moralement les populations indigènes qui lui sont soumises et qui en souffrent, il risque, si l'on persiste dans cette voie, de conduire à leur extinction totale et à la condamnation universelle de l'humanité civilisée[28]. » Rien d'étonnant à ce que Léopold eût appris, non sans inquiétude, que son régime ne serait pas traité avec indulgence dans le rapport du consul de Grande-Bretagne. Des rumeurs analogues étaient parvenues aux oreilles de Morel, qui attendait avec impatience le retour de Casement. Dans un message adressé au ministre des Affaires étrangères

britannique, Casement annonçait triomphalement qu'il avait « fait irruption dans le repaire des brigands[29] ».

Casement était possédé. Sa colère face à ce qu'il avait vu exerçait un effet remarquable sur nombre des Européens qu'il rencontrait, comme si sa manifeste indignation leur donnait le droit d'écouter leurs propres sentiments réprimés et d'agir en conséquence. Des missionnaires auxquels Casement rendit visite furent inspirés par son exemple au point qu'ils ne tardèrent pas à mener leurs propres enquêtes ; l'un d'eux entreprit aussi d'écrire des lettres emplies de critiques au gouverneur général[30]. En redescendant le fleuve, Casement croisa le bateau du vieux missionnaire britannique George Grenfell ; les deux hommes s'arrêtèrent pour parler. Peu après avoir écouté Casement, Grenfell démissionna de la prétendue « commission pour la Protection des indigènes » de Léopold. (Geste vain, d'ailleurs : le roi avait laissé expirer le mandat de la commission quelques mois auparavant, sans même en informer ses membres.) Troublé par ce que Casement lui avait appris, le consul d'Italie au Congo renonça à des vacances en Europe pour effectuer son propre voyage d'information, qui confirma les constatations de Casement.

Le journal que Casement tenait quotidiennement est d'une lecture bien plus poignante que son rapport officiel, aux termes soigneusement pesés ; sous les notations d'une concision extrême, nous sentons encore le frémissement de son épouvante :

> *5 juin.* – La région, un désert ; pas un seul indigène.
>
> *25 juillet.* – J'ai traversé des villages et visité le plus proche – population affreusement décimée – il ne reste que 93 habitants sur plusieurs centaines.
>
> *26 juillet.* – Pauvre peuple fragile [...] – que la poussière retourne à la poussière – où sont donc passés le

cœur magnanime, la pensée compatissante – disparus tous deux.

6 août. – Pris notes abondantes en écoutant les indigènes. [...] Ils sont cruellement fouettés s'ils sont en retard avec leurs hottes [de caoutchouc]... Très fatigué.

13 août. – A. est venu m'annoncer que 5 personnes du côté de Bikoro, aux mains coupées, étaient venues jusqu'à Myanga dans l'intention de me montrer.

22 août. – Bolongo complètement mort. Je m'en souviens bien, en nov. 1887, c'était plein de gens ; maintenant, 14 adultes en tout et pour tout. Je devrais dire des infortunés, se plaignant amèrement de l'impôt en caoutchouc. 6 h 30, passé par le site déserté de Bokuta... Mouzédé dit que tous les habitants ont été emmenés de force à Mampoko. Pauvres âmes malheureuses.

29 août. – Bongandanga [...] vu le « Marché » au caoutchouc ; partout fusils – environ 20 hommes armés. [...] La popln 242 hommes avec caoutchouc, tous gardés comme des bagnards. Appeler cela « commerce » est le comble du mensonge.

30 août. – 16 hommes femmes et enfants ligotés, du village de Mboyé proche de la ville. Infâme. Les hommes ont été mis en prison, les enfants ont été libérés sur mon intervention. Infâme. Système infâme, honteux.

31 août. – Le soir, danse organisée en mon honneur ; tous les chefs locaux et leurs épouses, etc., sont venus (sur ordre de L.). Pauvres âmes. J'étais navré ; de toutes les réjouissances forcées que j'ai vues, celle-ci remportait la palme.

2 septembre. – Vu 16 femmes arrêtées par les sentinelles de Peeters et emmenées en prison.

9 septembre. – 11 h 10. Passé de nouveau par Bolongo. Les pauvres sont allés implorer mon aide en pirogue[31].

Comme il vit longtemps après le mouvement pour l'abolition de l'esclavage, et bien avant l'apparition d'organisations telles qu'Amnesty International, Casement utilise dans son journal le ton des abolitionnistes : « Infâme. Système infâme, honteux. » En revanche, le rapport officiel qu'il rédigea ultérieurement est écrit dans le langage qu'Amnesty et des groupes similaires utiliseront par la suite : sobre et concis, évaluant la fiabilité des divers témoins, empli de références à des textes de loi et à des statistiques, suivi d'appendices et de dépositions.

À la fin de 1903, Casement regagna l'Europe pour préparer son rapport. À Londres, il passa plusieurs semaines à dicter et à corriger le texte, dont il effectua les ultimes révisions dans le train : il avait été reçu par Joseph Conrad et les siens dans leur maison de campagne. Les informations que contenait le rapport de Casement étaient bien connues d'hommes tels que E. D. Morel et son petit groupe de fidèles, mais c'était la première fois qu'elles bénéficiaient de l'autorité d'un consul de Sa Majesté britannique. Le rapport était d'autant plus convaincant qu'il émanait d'un homme qui connaissait l'Afrique de longue date : Casement effectuait de nombreuses comparaisons entre le Congo qu'il avait connu jadis et le même territoire soumis à la « terreur du caoutchouc ».

À d'innombrables reprises, Casement parle de mains coupées à des cadavres. Parfois, ce n'étaient pas les mains. Son rapport cite le témoignage suivant : « Les hommes blancs ont dit à leurs soldats : "Vous ne tuez que des femmes ; vous êtes incapables de tuer des hommes." Alors, quand ils nous tuaient (ici, P. P., qui répondait aux questions, s'interrompit, hésita, puis ajouta, en montrant les parties intimes de mon bouledogue – qui dormait à mes pieds), les soldats coupaient ces choses et les amenaient

aux hommes blancs, qui disaient : "C'est vrai, vous avez tué des hommes[32]." »

En dépit du ton mesuré et de la documentation prudente du rapport, les récits de mains et de pénis sectionnés étaient beaucoup plus explicites et frappants que le gouvernement britannique ne l'avait escompté. D'ores et déjà inquiet, le Foreign Office reçut de la part de sir Constantine Phipps, ambassadeur de Grande-Bretagne à Bruxelles et fervent partisan de Léopold, des demandes pressantes de retarder la publication. Homme suffisant et d'une intelligence toute relative, Phipps se refusait à croire que « des Belges, des membres d'un peuple cultivé au sein duquel j'ai vécu, auraient perpétré, même sous un ciel tropical, des actes d'une cruauté raffinée[33] ». L'unique raison pour laquelle les compagnies utilisaient des « sentinelles », expliqua-t-il au ministre des Affaires étrangères, était de *protéger* les récolteurs de caoutchouc pendant leur travail. « S'il vous plaît, trouvez un moyen pour retarder la sortie du rapport de Casement jusque après le 10 avril, date à laquelle je dois impérativement rencontrer le roi des Belges, précisait Phipps dans son télégramme. La publication me mettrait inévitablement dans une situation embarrassante à la cour[34]. »

Il y eut également d'autres pressions. À l'incitation d'un Léopold empli d'appréhension, sir Alfred Jones, de la compagnie de navigation Elder Dempster, se rendit à deux reprises au Foreign Office pour tenter de modérer les termes du rapport, ou du moins en obtenir à l'avance un exemplaire pour le roi.

Casement était à ce point bouleversé par ce qu'il avait vu au Congo que le Foreign Office fut impuissant à le refréner. Il avait accordé à la presse londonienne plusieurs interviews dont la publication rendait difficile toute

censure du rapport ou retard dans sa parution. Des fonctionnaires du Foreign Office en atténuèrent toutefois la portée en supprimant tous les noms. Lorsqu'il parut enfin, au début de 1904, les lecteurs trouvèrent des déclarations de témoins du genre : « Je suis N. N. Ces deux personnes à mes côtés sont O. O. et P. P. » ; ou bien : « L'homme blanc qui a dit cela était le chef blanc de F. F. [...] Son nom était A. B.[35] ». Cela donnait au texte un ton désincarné, comme si des actes horribles avaient sans doute été commis, mais pas par des personnes réelles ni sur des personnes réelles. Cela mit également Casement dans l'impossibilité de se défendre en se référant à des personnes ou à des lieux spécifiques lorsque les collaborateurs de Léopold publièrent une longue réponse. Certains journaux belges liés à des intérêts commerciaux au Congo se joignirent à l'attaque ; l'un de ces derniers, *La Tribune congolaise*, prétendit que les gens auxquels il manquait une ou deux mains que Casement avait vus étaient des malheureux, atteints d'un cancer des mains, qu'il avait fallu amputer en effectuant une simple opération chirurgicale[36].

Casement fut à la fois déçu et fort en colère. Esprit versatile, il avait d'abord envisagé de protéger ses témoins en omettant leurs noms, puis s'était ravisé ; prompt à s'offenser, il adressa au Foreign Office une lettre de protestation longue de dix-huit pages, et menaça de donner sa démission. Dans son journal, il écrivit que ses supérieurs étaient « une bande d'individus stupides[37] », et que l'un d'eux en particulier était « un abject débiteur de niaiseries[38] ». Dans une lettre, il va jusqu'à les qualifier de « misérable bande de cornichons incompétents[39] ».

Au même moment, Casement trouva enfin quelqu'un avec qui il pouvait partager ses sentiments. Au Congo, il avait dévoré les écrits de Morel, et les deux hommes avaient

hâte de faire connaissance. « Un homme droit et honnête, écrivit Casement dans son journal après la rencontre tant attendue. Dîné ensemble, tard, au Comedy [un restaurant], puis causé jusqu'à 2 heures du matin. M. a dormi dans le cabinet de travail[40]. » Casement habitait à Chester Square une maison appartenant à un ami. Morel partit le lendemain matin après le petit-déjeuner.

On imagine aisément les deux hommes s'entretenant cette nuit-là : le grand Casement à la barbe noire, frémissant d'indignation quand il décrit ce qu'il a vu ; Morel, avec sa moustache en crocs, plus jeune de près de dix ans, également de haute stature mais plus étoffé, lui aussi empli de rage et d'indignation en parlant de ce qu'il a découvert en Europe. Dans un sens, chacun d'eux avait vu une moitié de ce qui constituait l'« État indépendant » de Léopold. Ensemble, ils disposaient de la version sans doute la plus complète qui serait jamais contée de cette histoire. Morel se souviendrait de cette première entrevue jusqu'à la fin de ses jours :

> Devant moi je vis un homme de ma taille, très souple et musclé, le torse bombé, la tête haute – suggérant une personne qui a vécu dans les grands espaces. Des cheveux noirs, une barbe couvrant des joues creusées par le soleil des tropiques. Des traits accusés. L'œil bleu au regard pénétrant enfoncé dans l'orbite. Un visage à la Van Dyck, allongé, maigre, boucané, respirant la force et en même temps d'une grande douceur. Un visage impressionnant, très beau. Dès que nos mains se sont unies et que nos regards se sont rencontrés, un lien de confiance s'est établi, et le sentiment d'isolement que je ressentais a glissé de mes épaules comme une cape. Ça, c'était un homme. Un homme capable de convaincre

les personnes haut placées du caractère ignominieux du crime commis contre une race sans défense. [...] En imagination, je le revois souvent tel que je l'ai vu lors de cette entrevue mémorable, accroupi près du feu dans la pièce obscure [...] exposant d'une voix musicale, douce, presque monocorde, dans un langage singulièrement digne et émouvant, l'histoire d'un ignoble complot. [...] De temps à autre, il se redressait et parcourait la pièce d'un pas rapide et silencieux, avant de s'accroupir de nouveau devant le feu, son splendide profil mis en relief par les flammes.

La plupart du temps, je me contentais de l'écouter en silence, m'agrippant au bras du fauteuil. Tandis que se poursuivait ce monologue d'épouvante [...] je crois en vérité que je voyais ces femmes pourchassées, serrant leurs enfants contre elles, s'enfuyant, prises de panique ; le sang coulant de ces corps noirs palpitants tandis que le fouet en peau d'hippopotame s'abattait sans répit ; la soldatesque barbare se déchaînant dans les villages en feu ; l'effroyable inventaire des mains coupées. [...]

Casement m'a lu des passages de son rapport, qu'il était en train d'écrire, et dont la teneur était presque identique à celle de certaines de mes propres phrases maintes fois répétées. Il m'a dit qu'il avait été stupéfait de constater que, bien que me trouvant à huit mille kilomètres de là, j'étais parvenu à des conclusions identiques aux siennes à tous égards. [...] J'étais libéré d'un immense fardeau.

Minuit était passé depuis longtemps lorsque nous nous sommes séparés. Les feuillets de son volumineux rapport étaient éparpillés sur la table, sur les sièges et le plancher. Et ce fut entouré des fragments de ce rapport, ce rapport qui devait [...] déchirer le voile qui cachait la

fraude et la turpitude les plus gigantesques que notre génération ait connues, que je dormis tout habillé sur le sofa, tandis que son auteur se retirait dans la chambre de l'étage[41].

Quelques semaines plus tard, Casement rendit visite à Morel dans sa maison de Hawarden, un petit village du pays de Galles proche de la frontière de l'Angleterre. Il nota dans son journal : « Parlé presque toute la nuit, son épouse est une brave femme[42]. » Il tenta de convaincre Morel de fonder une organisation consacrée spécifiquement à la lutte pour la justice au Congo. Au début, Morel hésita, car l'Aborigines Protection Society considérait avec méfiance l'apparition éventuelle d'un nouveau groupe empiétant sur ses plates-bandes, et qui risquait de détourner à son profit une partie des fonds par elle collectés. Cependant Mary, l'épouse de Morel, donna raison à Casement, et sans doute est-ce sur ses instances que son mari se rendit en Irlande pour discuter avec Casement. Il écrivit : « Ma femme a soutenu avec enthousiasme le projet de Casement, et si j'ai traversé la mer d'Irlande [...] pour aller le voir [...] cela est dû dans une grande mesure à [son] influence. [...] Ce fut sur cette terre d'Irlande [...] fertilisée par tant de larmes que Casement et moi avons continué à conspirer [...] [et] avons examiné la stratégie et les aspects pratiques, et ébauché un plan de campagne[43]. »

Ils conversèrent tout en dînant au Slieve Donard Hotel de Newcastle, et cet entretien convainquit Morel que « le mal du Congo était un mal particulier, hors du commun, auquel il faudrait s'attaquer par des moyens sortant eux aussi de l'ordinaire. [...] S'il était possible de secouer réellement les Britanniques, nous parviendrions peut-être à réveiller le monde entier. [...] La Grande-Bretagne avait déjà

joué ce rôle jadis [pendant la campagne contre l'esclavage]. [...] Réussirions-nous à faire battre son grand cœur[44] ? »

Bien qu'étant entre deux postes, Casement restait membre du corps consulaire : par conséquent, la nouvelle organisation devrait être dirigée par Morel. « Mais comment venir à bout des détails triviaux ? J'expliquai à Casement que je n'avais pas d'argent. [...] Il n'en avait pas davantage. [...] Sans hésiter un instant, il rédigea un chèque de cent livres[45]. » Pour Casement, cela représentait plus d'un mois de revenus.

Peu après, Casement écrivit à Morel : « De jour en jour, notre nombre s'accroîtra, jusqu'à ce que d'un bout à l'autre de l'Angleterre s'élève un Non ! assourdissant[46]. »

Quelques semaines après ce dîner en Irlande, Morel fonda la Congo Reform Association. Utilisant une partie de la donation de Casement, il acheta quelques fournitures essentielles, notamment une machine à écrire. Il obtint l'aval d'une impressionnante brochette de lords, comtes, hommes d'affaires et d'Église, membres du Parlement, ainsi que, pour évoquer l'héritage de la lutte contre l'esclavage, celui de l'arrière-petit-fils du célèbre abolitionniste britannique William Wilberforce. Plus de mille personnes assistèrent à la réunion inaugurale de la CRA au Philharmonic Hall de Liverpool, le 23 mars 1904.

Bien que ni Casement ni Morel n'eussent un caractère facile, leur amitié fut immédiate et durable. « Je pense que Casement est aussi proche de la sainteté qu'un être humain peut l'être[47] », écrivit Morel à un ami. Chacun d'eux avait trouvé en l'autre l'allié idéal. Au fil des ans, leur relation s'approfondit ; dans les nombreuses lettres qu'ils échangeaient, Casement ne tarda pas à devenir « Dear Tiger » et Morel « Dear Bulldog ». Quant à Léopold, c'était le « King of Beasts ».

Bien qu'il ne pût être qu'un partenaire silencieux de la campagne pour la réforme du Congo, Casement encourageait Bulldog par ses conseils enthousiastes concernant la stratégie à adopter, lui indiquant sur quel homme politique exercer des pressions, et même comment s'habiller pour telle ou telle occasion. À l'insu du Foreign Office, il aida à réunir des fonds pour financer la campagne.

Pour sa part, Morel incitait Casement à retourner au Congo afin de poursuivre ses recherches. Le consul répondit que les fonctionnaires du régime risquaient de le « pendre, comme ils l'ont fait avec Stokes – et l'on ne pourrait faire mieux que d'être pendu, pour en finir avec cet antre de démons[48] ». Ce ne sera pas la dernière fois que nous verrons Casement exprimer un désir de martyre.

Cette première rencontre entre « Bouledogue » et « Tigre », mettant au point leur attaque contre le « Roi des Bêtes », sera comparée par leurs admirateurs au légendaire entretien à l'ombre d'un grand arbre, plus d'un siècle auparavant, entre William Wilberforce et William Pitt le Second, entrevue qui avait marqué un des premiers pas du mouvement antiesclavagiste en Grande-Bretagne. Pourtant, de même que les abolitionnistes britanniques d'antan, Morel et Casement se trouvaient en Angleterre, où ils ne risquaient rien. En dépit de toute leur bonne volonté, ils ne subissaient pas eux-mêmes les coups de chicotte ou le poids des fers. Tous deux étaient des hommes blancs, qui s'efforçaient d'empêcher d'autres hommes blancs de maltraiter des Africains. La plupart des Africains qui participèrent à ce combat au Congo ont péri, et même leurs noms sont oubliés. Dans un sens, c'est eux que nous honorons en rendant hommage à Morel et Casement.

Les deux hommes étaient cependant bien davantage que des bienfaiteurs de l'humanité en pantoufles. Jusqu'au

bout ils restèrent fidèles à leurs convictions, et ils le payèrent cher. Lorsqu'ils se rencontrèrent en décembre 1903 pour partager leur passion du Congo, Morel et Casement ignoraient que, quelque douze ans plus tard, ils auraient autre chose en commun. Chacun d'eux franchirait sous bonne garde les portes de la prison londonienne de Pentonville. L'un d'eux n'en ressortirait pas vivant.

Chapitre XIV

RÉVÉLER SES ACTES AU GRAND JOUR

La croisade qu'orchestrait Edmund Dene Morel par l'intermédiaire de la Congo Reform Association soumettait les gouvernements belge, britannique et américain à une pression implacable et croissante. Presque jamais un seul homme, sans fortune personnelle ni titre de noblesse, n'exerçant aucune fonction officielle, n'avait causé autant d'ennuis aux gouvernements de plusieurs grands pays. Morel savait que les hauts fonctionnaires tels que sir Edward Grey, ministre des Affaires étrangères britannique, n'agissent que « si on leur donne des coups de pied au derrière, et, dès que l'on interrompt ce processus, ils ne font plus rien[1] ». Il devait consacrer plus de dix années de sa vie à prodiguer ce genre d'encouragements.

Outre la direction de la Congo Reform Association, Morel continuait à consacrer une partie de ses journées de travail – qui duraient parfois seize, voire dix-huit heures – à la publication de son *West African Mail*. Écrivant à un comilitant, il expliquait : « Les gens ne semblent pas vraiment se rendre compte que, en plus de tout le reste, j'édite un journal hebdomadaire, plus l'organe mensuel de la CRA, comptant parfois un grand nombre de pages, qui

suffirait à occuper une personne ordinaire pendant le mois entier. C'est uniquement parce que je suis un *travailleur* exceptionnellement *rapide* que je peux venir à bout de tout cela[2]. »

Si Morel pouvait avoir une telle puissance de travail, c'est aussi parce qu'il avait une épouse dévouée pour s'occuper de son foyer. De fait, parmi les divers protagonistes de cette histoire, il est l'un des seuls à avoir fait un mariage heureux. Mary Richardson Morel élevait leurs cinq enfants et soutenait la cause de son mari à tous égards. Elle se prit tout particulièrement d'amitié pour Casement, lui donnant raison, ainsi que nous l'avons vu, lorsqu'il suggéra à son mari de fonder une organisation exclusivement consacrée au Congo. Comme c'est souvent le cas pour les couples de cette époque, nous ignorons dans quelle mesure les prouesses de Morel doivent être également attribuées à sa femme. « Je pense toujours à elle comme si elle faisait partie de toi, écrivait à Morel John Holt, son fidèle partisan et confident de longue date, les deux constituant le Morel de la réforme du Congo[3]. »

Morel avait ses défauts. Il pouvait témoigner d'une rare obstination, et il reconnaissait rarement ses erreurs ; il lui arrivait de publier dans son journal une photographie de lui-même, des critiques enthousiastes de ses propres livres, des résolutions le félicitant de son bon travail, des interviews de lui-même reprises à d'autres journaux, sans oublier un éditorial « souhait[ant] bon voyage et bonne chance à M. Morel[4] » lorsqu'il alla à l'étranger pour faire campagne en faveur d'une réforme du régime en vigueur au Congo. Parfois, il entrait en conflit avec des collègues qui, selon lui, tenaient trop de place sur le devant de la scène – mais rarement avec Casement, qu'il vénérait. Comme

beaucoup de personnes hyperactives, il connaissait des périodes de dépression et d'apitoiement sur soi-même. « Ma vie familiale est réduite à des proportions microscopiques. [...] Personnellement, je suis au bout du rouleau », écrivit-il ainsi en 1906 à Mark Twain, ajoutant qu'il n'en poursuivrait pas moins son travail pour le Congo, « parce que ces malheureux, là-bas, n'ont que nous, après tout. Et ils ont le droit de vivre[5] ».

Sa position politique avait également des points faibles, dont certains étaient communs à la plupart des Européens de son temps – depuis sa foi en la vertu magique du libre-échange jusqu'à la croyance que les hommes africains avaient une puissance sexuelle supérieure à celle des hommes blancs et pouvaient constituer un danger pour les femmes blanches –, et d'autres tenaient plutôt à son désir passionné de mettre fin aux atrocités que connaissait le Congo du roi Léopold. Le portrait qu'il trace dans ses écrits des Congolais avant l'arrivée des Blancs est celui du Noble Sauvage idéalisé de Rousseau ; en décrivant les sociétés africaines traditionnelles, il met l'accent sur le côté souriant et pacifique, ignorant les aspects cruels – par exemple la coutume consistant à couper occasionnellement les mains des ennemis morts, bien avant que la Force publique de Léopold n'en fasse une habitude[6].

Surtout, Morel était tellement outré par l'infamie de Léopold qu'il méconnaissait l'utilisation par son propre pays du travail forcé à grande échelle, encore que d'une façon bien moins meurtrière, dans ses colonies africaines, notamment à l'est et au sud du continent. Le colonialisme en soi n'était pas nécessairement mauvais, estimait-il, du moment que son administration était équitable. Il croyait que tel était le cas dans les colonies britanniques d'Afrique occidentale, où il n'existait pas, certes, de terreur du

caoutchouc ni de confiscation des terres « inoccupées ». À un stade ultérieur de sa campagne pour le Congo, il trouva même le temps d'aller au Nigeria et d'écrire un livre dans l'ensemble favorable à l'administration britannique de ce pays.

Mais quels que pussent être ses défauts, Morel avait un sens infaillible du bien et du mal lorsqu'il luttait contre l'injustice au Congo. Orateur remarquable, il s'adressait régulièrement à des auditoires de plusieurs milliers de personnes sans s'aider de notes. Pendant les seules années 1907-1909, il prit la parole lors de quelque cinquante meetings d'un bout à l'autre du Royaume-Uni. « Parfois [...], dirait-il, il m'est arrivé d'avoir des éclats de colère [...] lorsqu'une histoire plus abominable encore que le reste me touchait particulièrement, et je ne sais pas jusqu'où je serais allé si un quelconque membre de l'équipe de Léopold avait été présent. [...] [J'ai connu] des moments de triomphe lorsque je frappais juste, ou quand ce je ne sais quoi qu'il est difficile de nommer s'emparait de moi sur l'estrade, et que je sentais que je tenais dans le creux de la main un public fantastique[7]. »

Morel estimait que son mouvement se situait dans la noble tradition des croisades humanitaires britanniques, à l'instar de la juste indignation suscitée par les massacres perpétrés par les Turcs, dont les victimes avaient été les Bulgares en 1876 et les Arméniens au cours des années 1890. Avant tout, il se considérait comme l'héritier moral du mouvement contre l'esclavage. Il mit en exergue de son cinglant *Red Rubber: The Story of the Rubber Slave Trade Flourishing on the Congo in the Year of Grace 1906* (« Caoutchouc rouge : l'histoire de la traite des esclaves du caoutchouc prospérant au Congo en l'an de grâce

1906 ») cette épigraphe du grand abolitionniste américain William Lloyd Garrison :

La bannière de l'émancipation est levée...
Je ne tergiverserai pas,
Je n'excuserai pas,
Je ne céderai pas un pouce de terrain :
Et je serai entendu,
La postérité sera témoin de mon bon droit.

La tradition du « radicalisme » britannique dont était issu Morel avait ses racines dans les Églises « non conformistes », ou « dissidentes » (protestantes, mais distinctes de l'Église anglicane), et dans la secte de Clapham, société évangélique et humanitaire à laquelle avait appartenu le leader antiesclavagiste William Wilberforce. Au début du XIXe siècle, ces philanthropes s'employaient avec zèle à améliorer la condition de divers groupes opprimés : prisonniers, ouvriers d'usine, enfants contraints de travailler, malades mentaux. Il ne s'agissait pas, cependant, d'une action issue de la base, comparable à celle des mouvements marxistes et syndicalistes à venir ; c'était le réformisme partant du sommet d'hommes issus de milieux sociaux relativement privilégiés. Leurs objectifs étaient d'abolir la peine de mort et les châtiments corporels, d'interdire la cruauté envers les animaux. Lorsqu'ils portèrent leur attention sur les pays d'outre-mer, ce fut pour obtenir l'abolition de la traite, tout en envoyant dans ces contrées lointaines des missionnaires chargés d'« élever » les « indigènes ». (De fait, ce furent les Églises dissidentes, en particulier l'Église baptiste, qui envoyèrent des missionnaires au Congo.)

Fait significatif, contrairement aux socialistes contemporains de Morel, les philanthropes qui étaient les précurseurs de celui-ci étaient intimement convaincus que l'amélioration des conditions de vie des peuples opprimés, où que ce fût, était bonne pour les affaires. Un meilleur traitement des peuples colonisés aurait pour effet de « favoriser les intérêts civils et commerciaux de la Grande-Bretagne, avait déclaré une commission d'enquête du Parlement au cours des années 1830. [...] Les sauvages sont des voisins dangereux et de mauvais clients, et s'ils restent des citoyens déchus de nos colonies, ils deviennent un fardeau pour l'État[8] ».

À aucun moment ces humanitaristes ne s'estimèrent en conflit avec le projet impérial, du moins en ce qui concernait l'impérialisme britannique. Comme le résume James Morris dans son histoire de l'Empire britannique, « l'émancipation morale met les Britanniques sur un plan à part. [...] Si l'agitation domestique est d'une telle efficacité, que ne pourrait-on obtenir si l'autorité morale de l'Angleterre était répartie d'un bout à l'autre du globe – pour s'attaquer à la source aux maux que sont l'esclavage, l'ignorance et le paganisme, pour enseigner aux peuples plus simples les avantages de la Vapeur, du Libre-Échange et de la Religion Révélée, et pour établir non pas un empire mondial dans le mauvais sens napoléonien du terme, mais un Empire moral aux desseins plus nobles ? C'est ainsi que se constitua la chimie de l'impérialisme évangélique[9] ».

Morel se sentait à l'aise au sein de cette tradition, qui d'ailleurs convenait parfaitement à ses dons d'organisateur. Bien que n'étant pas issu d'une université prestigieuse, il savait s'y prendre pour convaincre les riches, les puissants et les célébrités qu'il serait tout à leur honneur de soutenir sa croisade en faveur du Congo. Mois après mois, le

périodique de la Congo Reform Association publia en page de couverture la photo d'une recrue illustre : un lord, un membre de l'aristocratie, un membre du Parlement, un moustachu gouverneur colonial à la retraite. Après la fondation de l'association à Liverpool, Morel s'arrangea pour que la première réunion du comité exécutif de celle-ci se tînt dans une salle mise à sa disposition à la Chambre des communes par un membre du Parlement sympathisant. Par la suite, au moins un évêque siégerait à la tribune de toute réunion publique importante de la CRA. Bénéficiant, du moins en apparence, de la bénédiction de l'Église et de l'État, Morel s'aperçut que peu de Britanniques influents dont il sollicitait l'appui refusaient de prêter leur nom à la cause de la réforme du Congo.

Une des œillères politiques de Morel expliquait en fait son immense succès en tant qu'organisateur. S'il avait cru, conclusion à laquelle nous pouvons parvenir aujourd'hui, que le viol du Congo par Léopold était, du moins en partie, une conséquence inéluctable du concept même de colonialisme, de l'idée qu'il n'y a rien de mal à ce qu'un pays soit gouverné par une entité autre que ses propres habitants, Morel aurait été considéré comme un marginal. Personne en Angleterre ne l'aurait vraiment pris au sérieux. Mais il ne croyait pas cela ; il était persuadé que le système de Léopold constituait une forme de mal particulière et unique. Les membres de cercles dirigeants britanniques pouvaient par conséquent soutenir sa croisade sans se sentir menacés dans leurs intérêts.

En dépit d'un manque de lucidité à certains égards, Morel était à la pointe de la tradition humanitaire. Implicitement, ses convictions étaient bien plus subversives que lui-même n'était prêt à le reconnaître. À ses yeux, les brutalités au Congo n'étaient pas une anomalie spécifique

susceptible d'être éliminée comme le travail des enfants ou la peine de mort, mais un phénomène faisant partie intégrante d'un « système » (c'est ainsi qu'il appelait le travail forcé allié à l'appropriation massive de terres africaines par les Européens) complexe et profondément enraciné. Ce point de vue était plus proche du marxisme que de l'humanitarisme visant à élever les opprimés, bien que Morel n'eût probablement jamais lu une seule ligne de Marx. Il ne résolut jamais le conflit entre ces deux façons de voir le monde, et une grande partie du drame des années qui lui restaient à vivre serait due à la tension constante existant entre elles.

« En tant qu'organisateur et dirigeant d'un mouvement dissident, écrit l'historien A. J. P. Taylor, Morel n'a jamais eu son pareil. Il savait exactement où trouver de riches sympathisants ; et il acceptait leur argent sans pour autant nuire au caractère démocratique [de son mouvement]. Les millionnaires tout autant que les ouvriers d'usine acceptaient son leadership[10]. » Certains de ces millionnaires étaient des quakers, notamment le richissime fabricant de chocolat William Cadbury, qui vivait simplement en dépit de sa fortune. Les subsides de ces partisans maintenaient à flot le *West African Mail* ; c'était d'ailleurs le journal, et non la Congo Reform Association, qui versait un salaire à Morel. Paradoxalement, sir Alfred Jones, de l'Elder Dempster Line, devait lui aussi investir un peu d'argent dans le journal, sans doute dans l'espoir de modérer l'attitude de son ex-employé. En vain : à maintes reprises, Morel attaqua Jones sans pitié, révélant ses agissements, qui faisaient de lui l'un des principaux alliés de Léopold en Grande-Bretagne. Lorsque Jones réalisa qu'il

n'exercerait aucune influence sur Morel, il retira la publicité qu'il faisait paraître dans le journal.

Morel savait parfaitement comment adapter son message à ses divers publics. Il rappelait aux hommes d'affaires britanniques que le système monopoliste de Léopold, imité par la France, les excluait en grande partie du commerce avec le Congo. Aux membres du clergé, il parlait de responsabilité chrétienne, et citait les sinistres rapports des missionnaires. Et pour l'ensemble des Britanniques et de leurs représentants au Parlement, il évoquait la conviction fort répandue, encore que tacite, que l'Angleterre portait une responsabilité particulière, et qu'il lui revenait de faire prévaloir le respect humain dans l'univers entier.

L'un des aspects les plus surprenants de la croisade en faveur du Congo fut que, sauf quand il se déplaçait pour prendre la parole à des réunions, Morel la menait en majeure partie depuis son bureau. Pendant la première moitié des neuf années que dura la Congo Reform Association, il ne vécut même pas à Londres. Jusqu'en décembre 1908, le siège de la CRA se trouva à Liverpool ; c'était dans cette ville, et dans sa maison du proche village de Hawarden, que Morel s'occupait de sa volumineuse correspondance. Pendant les seuls six premiers mois de 1906, par exemple, il écrivit trois mille sept cents lettres. De surcroît, sa prodigieuse production de livres, de pamphlets et d'articles de presse, tous consacrés au Congo, incitait les gens à lui écrire. Il vérifiait soigneusement l'exactitude des informations, lisait les journaux et autres documents qu'on lui envoyait de Belgique, et entretenait une correspondance avec des fonctionnaires, des journalistes et des négociants, tant en Europe qu'en Afrique. En 1908, il estima qu'il avait amassé environ vingt mille lettres relatives au Congo

– lettres sur lesquelles était fondée une importante partie de ses publications.

Malgré son dédain pour toute forme de religion organisée, son ton était celui d'un prédicateur évangélique. À ses yeux, Léopold et ceux qui le soutenaient, par exemple la « reptilienne presse congophile de Bruxelles et d'Anvers[11] », incarnaient le Démon ; l'administration du Congo était « un système inique et malfaisant, infligeant de terribles maux aux races autochtones[12] ». Morel savait parler à la sensibilité de son époque, car il la partageait : l'optimisme de l'ère victorienne, la confiance illimitée d'une société qui n'avait pas encore connu ni même imaginé les guerres mondiales, la certitude que le genre humain était capable d'abattre tous les obstacles qui se trouvaient sur la voie du progrès. « Nos aïeux ont anéanti la traite des esclaves par la voie maritime, écrivit-il dans son livre *King Leopold's Rule in Africa*, et nous extirperons la traite moderne qui se pratique à l'intérieur du Congo[13]. »

Morel tenait à élever le mouvement pour la réforme du Congo au-dessus de la politique partisane et des distinctions religieuses. À la tribune de ses principales réunions, il y avait toujours des élus des trois principaux partis, des pasteurs de l'Église anglicane et des Églises dissidentes, ainsi qu'un assortiment de pairs du royaume, de maires, de lords-maires et d'autres notables. Il avait un sens aigu de la mise en scène ; souvent, un grand rassemblement régional de protestation contre la situation au Congo était précédé, l'après-midi, d'une réunion à l'hôtel de ville avec le maire de la ville et divers autres dignitaires. Le soir venu, le maire siégeait à la tribune. Avant même la fin de 1905, plus de soixante rassemblements de masse avaient adopté une résolution condamnant le régime de Léopold, considéré comme une résurgence de la traite des esclaves, et

demandant « au gouvernement de Sa Majesté de convoquer une assemblée des Puissances chrétiennes [...] afin d'élaborer et de faire appliquer un plan pour le bon gouvernement des territoires du Congo[14] ». À Liverpool, l'auditorium de près de trois mille places étant plein à craquer, une partie du public se répandit dans deux salles adjacentes. Lors des rassemblements de masse similaires organisés dans toute l'Angleterre et en Écosse, le même cri s'élevait : « Honte ! Honte ! »

Maîtrisant tous les médias de son époque, Morel utilisait la photographie avec une grande efficacité. Un élément essentiel de la plupart des réunions de protestation contre la situation au Congo était une projection de diapositives, composée de quelque soixante photographies illustrant avec réalisme la vie sous le régime de Léopold, dont une demi-douzaine montraient des Africains mutilés ou leurs mains sectionnées. Ces images qui, entre les réunions elles-mêmes et leur diffusion par la presse, finirent par être vues par des millions de personnes, constituaient des témoignages qu'aucune propagande ne pouvait réfuter.

Les diapositives incluaient aussi des tableaux et des graphiques estimant les bénéfices réalisés au Congo par Léopold ; il y avait même des poèmes, dont la sincérité passionnée compensait le manque de qualités littéraires :

Nulle ferveur, nulle Foi, n'inspira ce Léopold,
Nulle folie d'une naissance à demi splendide.
L'œil glacial, il lâcha les chiens qui mordent et tuent,
Uniquement pour que ses coffres regorgent d'or.
Embaume-le, Temps ! Ne l'oublie pas, ô Terre,
Proclame son nom, et révèle ses actes au grand jour[15].

Pour révéler les agissements de Léopold au grand jour, Morel dut mobiliser ses collègues de la presse. Il connaissait les rédacteurs en chef de la plupart des grands quotidiens et périodiques britanniques, et écrivait régulièrement pour nombre de ces derniers, y compris le prestigieux *Times*. Lorsqu'un rédacteur en chef voulait envoyer un journaliste au Congo, Morel avait toujours un candidat à lui suggérer. Il fut à l'origine de la « chute[16] », comme il le proclama triomphalement, d'un correspondant du *Times* à Bruxelles, qu'il jugeait trop bienveillant envers Léopold. Il fournissait des informations aux journaux belges favorables à sa cause, et ses relations au service télégraphique de la Press Association lui permettaient de diffuser ces matériaux dans le monde entier. Lorsque le célèbre correspondant américain Richard Harding Davis fut envoyé en Afrique par le magazine *Collier's*, il fut au préalable informé des dernières découvertes de Morel, dont on retrouve l'écho dans ses articles.

Grâce au puissant coup d'accélérateur donné par le rapport de Casement, la campagne internationale lancée par Morel atteignit les journaux du monde entier. Ses archives soigneusement classées contiennent, pour les dix années suivant 1902, quatre mille cent quatre-vingt-quatorze coupures de presse[17] relatives au mouvement pour la réforme du régime congolais. Il ne visait pas uniquement la presse : dans sa préface, l'auteur d'un roman d'aventures pour adolescents paru en 1906, *Samba : A Story of the Rubber Slaves in Congo* (« Samba : un récit sur les esclaves du caoutchouc au Congo »)[18], remercie les responsables de la CRA « d'avoir eu l'amabilité de lire le manuscrit et de réviser les épreuves de ce livre, ainsi que de leurs nombreuses et précieuses suggestions et critiques ».

Morel disait de lui-même qu'il était « possédé par le Congo ». Une lettre adressée en 1906 à son partisan quaker William Cadbury montre jusqu'à quel point :

> *Livre.* Sort cette semaine [...]. [Il s'agit de *Red Rubber.*]
> *Glasgow.* Le lord-maire a convoqué une réunion du conseil municipal. Devrai sans doute y assister. Prépare la formation d'une CRA locale. [...] Des amis éminents à Glasgow à qui vous pourriez envoyer un mot ?
> *France.* Une CRA française sera constituée ce mois-ci. [...]
> *Avalanche.* Demandes de littérature arrivent littéralement *à la pelle.* [...] Chaque jour, douze à vingt lettres demandant de la littérature, des renseignements, etc.[19].

De même que les abolitionnistes avant lui, Morel était conscient que toute organisation nationale doit également être implantée au niveau local ; la CRA avait des sections d'un bout à l'autre de l'Angleterre et de l'Écosse. Ces groupes incitaient leurs membres à réunir des fonds, à écrire à leurs représentants au Parlement, et à inonder de lettres la presse locale. Il existait également une section féminine, dont deux membres siégeaient au comité exécutif de la CRA. Par ces moyens, Morel soumettait le gouvernement britannique à une pression constante. Ni lui ni ses partisans ne doutaient un seul instant que, si la Grande-Bretagne passait à l'action, elle pourrait contraindre Léopold à s'amender, voire arracher complètement le Congo à son emprise.

Morel n'ignorait pas que les orateurs les plus convaincants étaient les témoins oculaires, ceux qui avaient eux-mêmes vécu les événements. En 1906, le révérend John Harris, missionnaire baptiste revenu au pays, et sa

femme Alice Seeley Harris (laquelle avait pris la quasi-totalité des photographies dont Morel se servait) commencèrent à travailler à plein-temps pour l'association. Leur zèle égala celui de Morel. Au cours des deux premières années de leur activité au sein de la CRA, le révérend Harris, son épouse, ou les deux à la fois, prirent la parole en public en non moins de six cents occasions. Au pays de Galles, dans une salle comble, une auditrice fut tellement émue qu'elle remit à Alice Harris ses bijoux en lui demandant de les vendre au bénéfice du mouvement[20]. Les Harris montraient au public des chicottes et des fers ; dans les églises de toute l'Angleterre, ils organisaient des « dimanches du Congo » au cours desquels ils faisaient chanter aux fidèles des hymnes spéciaux. Devant des assemblées stupéfaites et consternées, ils décrivaient des événements auxquels ils avaient personnellement assisté, tel celui-ci, que John Harris devait par la suite coucher sur le papier :

> En rang [...] il y a quarante fils émaciés d'un village africain, chacun portant sa petite hotte de caoutchouc. La redevance en caoutchouc est pesée et acceptée, mais [...] quatre paniers ne font pas le poids exigé. L'ordre fuse, immédiat et brutal. Aussitôt, quatre robustes « bourreaux » s'emparent du premier délinquant, le jettent sur le sol nu, lui maintiennent solidement bras et jambes, tandis qu'un cinquième s'avance avec un long fouet en peau d'hippopotame tressée. Rapidement et sans répit, le fouet s'abat ; ses bords irréguliers et coupants entaillent profondément la chair – le sang jaillit d'une douzaine d'endroits, sur le dos, les épaules, les fesses. La victime se débat en vain pour échapper à ses bourreaux ; le fouet entaille alors d'autres endroits

du corps palpitant – dans le cas d'un des quatre, les parties les plus fragiles de l'anatomie humaine. Les « cent coups chacun » laissent quatre corps inertes, sanglants et palpitants sur le sable brillant du poste de collecte du caoutchouc.

Aussitôt après cet incident décisif, il s'en est produit un autre. Nous venions juste de terminer le petit-déjeuner lorsqu'un père africain a monté en courant les marches de la véranda de notre maison en pisé, et a déposé par terre la main et le pied de sa petite fille, qui ne pouvait avoir plus de cinq ans[21].

Tandis que la campagne de Morel prenait de l'ampleur en Europe, Bruxelles envoyait des messages frénétiques à Boma, capitale du Congo, d'où ils étaient retransmis aux avant-postes les plus éloignés. Non loin de la mission britannique où avaient travaillé les Harris, l'État nomma un substitut du procureur, auquel le gouverneur général donna les instructions suivantes :

La raison d'être de votre installation à Baringa est notamment de tenir d'une façon régulière le gouvernement au courant de tout ce qui peut présenter de l'intérêt dans la région de Baringa tant au point de vue des agissements des missionnaires que des faits dont ils pourraient faire état pour alimenter la campagne anti-congolaise. [...] [Il] sera probablement nécessaire que vous ayez à votre service quelques Noirs qui pourront recueillir des renseignements utiles dans les villages de la région, notamment lorsque les missionnaires vont en voyage.

Je vous autorise à cet effet à engager cinq travailleurs ; j'ai donné des instructions au commissaire général du

district de l'Équateur qui vous fournira les crédits nécessaires. Vous userez de ces crédits comme bon vous semblera, soit en engageant des Noirs comme travailleurs [...] soit en donnant des cadeaux à certains indigènes résidant dans les villages et qui vous tiendraient au courant. [...]

Il va sans dire que cette action doit être exercée avec la plus grande discrétion[22].

Les mois suivants, le procureur de Boma écrivit à son substitut en poste à Baringa pour lui demander de découvrir les plans que pourraient mijoter des missionnaires protestants à l'occasion d'une prochaine réunion. Quelques semaines plus tard, il lui fit parvenir une collection du *West African Mail*, le journal de Morel, correspondant à sept mois de parution, en précisant que les numéros récents lui seraient transmis dès leur arrivée dans la capitale, accompagnée de cette recommandation :

J'attire tout spécialement votre attention sur l'importance qui existe pour le Gouvernement à relever toutes les inexactitudes contenues dans les accusations des missionnaires, pour montrer la mauvaise foi qu'inspirent [*sic*] leurs attaques contre l'État. Il importera donc que chacun des numéros qui vous seront envoyés fasse l'objet de votre part d'un examen très attentif et d'un rapport que vous m'adresserez pour me faire connaître les inexactitudes[23] [...].

Tandis que les attaques contre Léopold s'intensifiaient, le régime surveillait de plus en plus près les alliés de Morel au Congo. Aucun ne courait un plus grand risque que Hezekiah Andrew Shanu[24].

La Grande-Bretagne avait établi des colonies en Afrique bien avant Léopold ; à ses débuts, l'État du Congo se tournait vers celles-ci pour recruter des ouvriers expérimentés, des soldats et autres employés. Né dans l'actuel Nigeria, où il avait fait ses études, Shanu était devenu instituteur. En 1884, il se mit au service du régime de Léopold ; une de ses tâches consistait à recruter dans son pays d'origine des soldats pour la Force publique. Lorsqu'il devint employé de bureau et traducteur de l'anglais en français dans les services du gouverneur général à Boma, il fit venir de Lagos sa femme, son beau-frère et d'autres membres de sa famille, qui s'établirent au Congo. En 1893, il quitta le service de l'État pour se lancer dans les affaires. L'année suivante, il alla en Belgique, où il se commanda un piano et une vedette à vapeur, et trouva une école pour son fils. Dans tous les pays colonisateurs, il existe un public prêt à applaudir les sujets reconnaissants ; Shanu fut chaleureusement accueilli lorsqu'il donna une conférence sur le Congo et remercia les Belges pour leurs bonnes œuvres. Un journal nota avec satisfaction que Shanu « s'exprim[ait] en français avec la plus grande correction[25] ». Un autre estima avec paternalisme qu'il était « le plus frappant exemple de la perfectibilité de la race nègre[26] ». Homme d'aspect auguste, Shanu mettait un col blanc amidonné lorsqu'il apparaissait en public, et portait le ruban d'une décoration de l'État du Congo au revers de son veston.

Après avoir visité l'Angleterre, la France et l'Allemagne, Shanu regagna le Congo, et, fait remarquable dans cet État créé par des Européens pour leur propre profit, il devint un homme d'affaires prospère. À Boma, il ouvrit un magasin bien approvisionné où l'on trouvait des conserves et autres produits importés d'Europe ; il possédait en outre une boutique de tailleur et une blanchisserie, ainsi que de

petites pensions, tant à Boma qu'à Matadi, tête de ligne du chemin de fer. Il aimait la photographie ; quelques-uns de ses clichés furent publiés par le magazine bruxellois *Le Congo illustré*. Lorsqu'il loua une maison lui appartenant à un des premiers vice-consuls britanniques, il fit une telle impression sur celui-ci qu'il recommanda Shanu au Foreign Office pour le remplacer pendant un congé. Shanu jouissait également de l'estime de ses anciens employeurs. En 1900, lors d'une mutinerie de la Force publique à Boma, les représentants de l'État acceptèrent avec reconnaissance son aide pour éviter que la rébellion ne s'étende à des Africains de l'Ouest travaillant dans la capitale. Il alla jusqu'à proposer de prendre les armes contre les mutins. « M. Shanu, dans ces moments troubles, a donné des preuves de sincère fidélité à l'État[27] », écrivit un haut fonctionnaire de l'État du Congo.

Jusqu'à ce point, Shanu avait fait cause commune avec les dirigeants du Congo. Mais quelque chose – nous ignorons quoi – provoqua un revirement total, et il passa dans le camp des ennemis de Léopold. Pour un homme noir vivant dans la capitale du Congo, c'était un choix dangereux. Fait témoignant de sa nouvelle attitude, il fournit apparemment à Roger Casement des renseignements sur les mauvais traitements auxquels étaient soumis des travailleurs ouest-africains employés au Congo. Il semble également qu'en retour Casement informa Shanu de la campagne organisée en Europe par Morel. En 1903, au moment où Casement effectuait son enquête à l'intérieur des terres, Shanu adressa un chèque à Morel en lui demandant des exemplaires de ses écrits. Ravi d'avoir un allié africain dans la capitale de l'ennemi, Morel répondit sans tarder, et envoya à Shanu un abonnement à son journal, un livre et quelques pamphlets. « J'ignore quelles sont vos

opinions sur la question du Congo, écrivit-il, mais si elles sont analogues aux miennes, je serais très heureux si vous pouviez me donner de temps à autre des informations[28]. » Quelques semaines plus tard, Morel écrivit de nouveau à Shanu pour lui conseiller, afin de ne pas attirer l'attention du censeur de la poste de Boma, d'adresser son courrier au beau-père de Morel, dans le Devonshire. Shanu trouva bientôt des renseignements utiles à lui communiquer.

Suite aux protestations qui s'élevaient en Europe contre le régime de Léopold, l'État du Congo engagea périodiquement, à grand bruit, des poursuites à l'encontre des petits fonctionnaires blancs ayant commis des atrocités contre des Africains. Parfois les prévenus étaient condamnés à des peines de prison, mais la plupart étaient libérés après avoir purgé une petite partie de leur peine. Cependant, les procès peuvent être dangereux pour les gouvernements autoritaires, car ils révèlent à l'opinion des faits préjudiciables. Comme tant d'autres boucs émissaires modestes des régimes tyranniques du monde entier, ceux qui étaient accusés de massacres et de sévices au Congo se défendaient généralement en disant qu'ils n'avaient fait qu'obéir aux ordres, et ils produisaient souvent des témoins ou des documents pour étayer leurs dires. L'État veilla par conséquent à ce que les procès-verbaux de ces procès restent secrets ; des années durant, il n'y eut pratiquement aucune fuite. Conscient que les documents relatifs à ces procès fourniraient des munitions à sa campagne, Morel demanda à Shanu s'il pouvait apprendre quelque chose.

Une affaire particulièrement révélatrice connut son apogée au début de 1904. Le principal inculpé, Charles Caudron, un agent d'une compagnie de caoutchouc qui avait la gâchette facile, fut accusé de divers crimes, notamment de l'assassinat d'au moins cent vingt-deux Africains.

Si des poursuites avaient été engagées contre lui, c'était en partie pour permettre à l'État de prétendre qu'il défendait les droits de l'homme, mais ce n'étaient pas là les seules motivations des autorités. Caudron avait offensé le commandant local de la Force publique, qui estimait avoir seul le droit de mener des opérations militaires dans son secteur. De surcroît, Caudron avait fait régner une telle terreur qu'il avait gravement désorganisé la récolte du caoutchouc dans une région de grande production.

Le procès révéla l'existence d'instructions officielles tolérant la détention d'otages. Qui plus est, la cour d'appel allégea la peine à laquelle Caudron avait été condamné, pour « circonstances atténuantes ». Reprenant le thème familier de l'indigène paresseux, la cour se référait aux « grandes difficultés dans lesquelles il a[vait] dû se trouver, devant accomplir sa mission au milieu d'une population absolument réfractaire à toute idée de travail, et qui ne respecte d'autre loi que la force, ne connaît d'autre persuasion que la terreur[29] ».

Shanu réussit à se procurer certaines pièces du procès et les envoya secrètement à Morel, lequel les publia aussitôt, en proclamant que c'était « le coup le plus dommageable jamais reçu par l'État du Congo[30] ». C'était sans doute excessif, mais les matériaux en question étaient certainement « dommageables » – et les plus embarrassants provenaient de la bouche même de hauts fonctionnaires de l'État du Congo[31]. Ces documents attirèrent d'ailleurs l'attention du Foreign Office, et furent repris dans un rapport officiel.

La contribution suivante de Shanu à la campagne anti-Congo devait cependant connaître une issue tragique. Shanu servait d'intermédiaire entre Morel et le chef de la police de Boma, lequel prétendait avoir des renseigne-

ments qu'il était prêt à donner ou à vendre aux réformateurs. Mais l'homme tourna casaque ; il attaqua Morel dans la presse belge et désigna Shanu comme le complice de celui-ci. Morel, qui considérait Shanu comme un homme « d'un grand courage, à la réputation sans tache[32] », craignit pour la vie de Shanu et demanda instamment au consul de Grande-Bretagne à Boma de faire tout son possible pour le protéger. Inquiet, il écrivit à Shanu pour lui demander de ses nouvelles et lui proposer son aide. Ce fut en vain. Shanu étant sujet britannique, les autorités congolaises ne voulaient pas risquer un incident diplomatique en l'arrêtant. Elles se contentèrent donc de le harceler sans répit, allant jusqu'à lui retirer la décoration qui lui avait été décernée pour services rendus à l'État. Elles ordonnèrent ensuite à tous les fonctionnaires de boycotter ses commerces, ce qui les ferait à coup sûr péricliter. En juillet 1905, Hezekiah Andrew Shanu se donna la mort.

Au tournant du siècle, l'hôtel Élysée-Palace, à proximité de l'Arc de triomphe, était l'un des plus élégants de Paris. Un jour, une cliente remarqua une jeune fille qui résidait également à l'hôtel. Le nom de celle-ci, ainsi que d'autres détails de son passé, demeurent incertains : elle s'appelait Caroline (à moins que ce ne fût Blanche) Delacroix (ou peut-être Lacroix). En dépit de son jeune âge, Caroline était la maîtresse d'Antoine Emmanuel Durrieux, ex-officier dans l'armée française. Il essayait de subvenir à leurs besoins à tous deux en jouant aux courses. Lorsque la chance lui était contraire, Durrieux devenait apparemment le maquereau de Caroline ; leur appartement de l'Élysée-Palace constituait à cet égard une excellente base d'opérations. Pourtant, il leur arrivait souvent de ne pouvoir régler leurs factures. Ces problèmes connurent une solution

inattendue lorsqu'une femme aborda Caroline à l'hôtel et lui tint ce langage : « Madame, [...] je vous suis envoyée par un monsieur qui vous a beaucoup remarquée. Il s'agit d'un grand personnage ; mais sa haute position m'oblige à taire son nom[33]. »

Une rencontre fut arrangée pour le lendemain. Selon les mémoires de Caroline, qui ne sont pas toujours dignes de foi, Durrieux, en haut-de-forme et gants gris perle, ses jumelles autour du cou, partit pour le champ de courses sans se douter de rien. (Il est plus probable qu'il était parfaitement au fait de la situation, et avait été acheté à l'avance.) Caroline se rendit dans une chambre discrète d'un immeuble de la proche rue Lord-Byron. Le haut personnage arriva, accompagné de deux aides de camp, qui prirent place de part et d'autre de Caroline et commencèrent à lui poser des questions : « Ce n'était pas à proprement parler une conversation, mais plutôt une série de questions de la plus grande banalité [...]. Ce qui m'obligeait à tourner alternativement la tête à droite et à gauche. Questions auxquelles je répondais sans le moindre effort spirituel, et qui n'avaient d'autre but – je le sus plus tard – que d'exposer mes deux profils aux regards du personnage muet[34]. » Après avoir examiné sa nouvelle découverte sous toutes les coutures, le haut personnage sourit derrière sa barbe et se déclara satisfait. Il invita Caroline à l'accompagner en Autriche ; le lendemain, une coquette somme d'argent arriva, accompagnée de deux malles vides, que Caroline pourrait emplir de vêtements de son choix. Son admirateur avait trouvé le chemin de son cœur, car Caroline n'aimait rien tant que s'acheter des vêtements. Caroline avait seize ans. Le roi Léopold II en avait soixante-cinq.

À l'époque comme de nos jours, rien de ce qui touchait aux têtes couronnées ne restait secret bien longtemps. Les

courtisans bavardaient, les serviteurs chuchotaient... La presse européenne ne tarda pas à emplir ses pages des détails de cette liaison scandaleuse. Le goût de Léopold pour les très jeunes femmes était connu depuis longtemps, mais de là à perdre complètement la tête pour une fille facile âgée de seize ans... Il aurait pu être le grand-père de sa nouvelle maîtresse. Toutefois, la vie de famille chaotique de Léopold et ses préférences sexuelles n'ont pas qu'une importance anecdotique pour l'histoire du Congo. Paradoxalement, ces facteurs ont davantage nui à sa popularité en Belgique* que n'importe quelle cruauté qu'il perpétra en Afrique. Et cela eut à son tour pour conséquence que peu de ses sujets furent prêts à se rallier à lui lorsqu'il devint la cible d'un mouvement de protestation international.

Les points faibles de Léopold en firent également une cible irrésistible pour une presse mondiale éperonnée par Morel. Avec sa grande barbe, qui avait blanchi, le roi était un sujet rêvé pour les caricaturistes. Sa massive silhouette vêtue d'une cape hantait les pages des journaux du Vieux Continent : la barbe dégoulinante de sang, les mains crispées sur des têtes de Congolais desséchées, il dévore des yeux des petits rats de l'Opéra. Il s'attable devant une tête d'Africain coupée garnie de baïonnettes. Le tsar Nicolas II se plaint du peu d'efficacité de son knout ; son cousin Léopold, vêtu d'une peau de tigre, lui recommande la chicotte. Les deux filles rejetées de Léopold supplient pitoyablement leur père de leur donner les vêtements dont

* Ils ne lui valurent pas davantage de sympathie en d'autres lieux : suite à une visite d'État qu'il avait effectuée en Allemagne, Augusta, la puritaine épouse de l'empereur Guillaume II, avait fait rebénir, par un pasteur de la Cour, les appartements que Léopold avait occupés au palais[35].

Caroline ne veut plus. Léopold et le sultan de Turquie partagent une bouteille de vin et une bonne partie de rigolade en comparant le massacre des Congolais à celui des Arméniens.

Quelques années après le début de la nouvelle affaire de cœur de Léopold, sa patiente épouse Marie-Henriette, amoureuse des chevaux et de la musique, rendit l'âme. Dès lors, le roi afficha ouvertement son engouement pour Caroline. Il l'installa dans une superbe demeure, la villa Vanderborght, juste en face du palais royal de Laeken, et fit construire une passerelle au-dessus de la rue pour lui rendre visite à sa guise.

Il était extrêmement jaloux, apparemment à juste titre. Une fois, il surprit Caroline dans la villa de Bruxelles en compagnie de Durrieux, l'ex-officier français auquel il croyait l'avoir « volée ». Durrieux, que Caroline essayait de faire passer pour son frère, fut également présent en d'autres occasions, semble-t-il. Un journal informa ses lecteurs que Caroline et Durrieux avaient fait secrètement installer dans leurs résidences des sonnettes électriques permettant aux serviteurs de les avertir de l'arrivée de Léopold.

Après s'être installée à Bruxelles, Caroline continua à se rendre fréquemment à Paris pour aller chez son couturier et son chapelier. (Durant cette période, elle se vanta une fois d'avoir acheté pour trois millions de francs de vêtements chez un unique modiste, Callot.) Lorsqu'elle se plaignit à Léopold que l'express de Bruxelles partait trop tôt, ce qui ne lui laissait pas assez de temps pour faire ses achats, le roi, plutôt que de risquer qu'elle ne passe la nuit à Paris, loin de sa vue, en toucha un mot au directeur des chemins de fer. Dorénavant, le train partit une heure plus tard[36].

Caroline apprit rapidement à tirer parti des manies de Léopold, notamment de son hypocondrie : « Un jour, ayant absolument besoin de quelques heures, j'obtins ma liberté en éternuant. Et combien de fois ai-je écarté du souverain des femmes intrigantes, simplement en lui racontant qu'elles étaient enrhumées[37] ! »

Léopold emmenait Caroline dans tous ses déplacements. En principe, elle voyageait incognito, mais cela devenait difficile compte tenu de sa suite de plus en plus nombreuse. À la consternation générale, elle accompagna le roi à Londres en 1901 pour assister aux funérailles de la cousine de celui-ci, la reine Victoria. Le roi n'avait pas perdu tout intérêt pour d'autres jeunes femmes. À Bruxelles, Paris et ailleurs, il chargeait périodiquement son valet ou quelque autre intermédiaire de chercher des candidates correspondant à ses spécifications physiques détaillées, mais Caroline restait dans une catégorie à part. Tous deux semblaient proclamer, plutôt que cacher, leur différence d'âge : elle l'appelait « Très Vieux », et il l'appelait « Très Belle ». Dans la mesure où un homme tel que Léopold était capable d'amour, cette prostituée à peine sortie de l'adolescence fut l'amour de sa vie.

Ce n'était pas seulement la liaison de Léopold avec Caroline qui nuisait à sa popularité auprès des Belges. Ses sujets commençaient à se rendre compte que leur pays ne profitait guère, financièrement parlant, du Congo : la majeure partie des bénéfices allait droit dans les robes et les villas de Caroline, et surtout dans les grandioses projets architecturaux du roi. Léopold ne s'intéressait guère aux bonnes œuvres, à la littérature ou au théâtre, et il détestait la musique ; la majeure partie de son argent était consacrée à construire des choses, de préférence immenses.

Des années durant, le roi avait plaidé la pauvreté, mais au fur et à mesure que ses musées, arcs de triomphe et autres monuments surgissaient du sol dans tout le pays, il ne pouvait plus faire valoir cet argument. La consternation des Belges s'accrut lorsqu'il apparut évident que leur roi dépensait à l'étranger une bonne partie de sa nouvelle fortune. Il ne tarda pas à devenir l'un des plus importants propriétaires fonciers de la Côte d'Azur, où il fit construire un embarcadère pour son yacht de quinze cents tonneaux, l'*Alberta*, ainsi que, d'après les plans d'architectes niçois, plusieurs somptueuses villas. Il possédait notamment la plupart des terrains situés à l'extrémité du pittoresque cap Ferrat, qui était déjà l'un des endroits du monde où l'immobilier était le plus cher.

Léopold inondait sa jeune maîtresse de châteaux et de luxueuses demeures. Lorsqu'elle fut enceinte, il partagea avec le gouvernement français le coût de la construction d'une nouvelle route près de leur villa du cap Ferrat, afin que la voiture de Caroline ne fût pas trop secouée. Lorsque leur fils naquit, il reçut le titre de duc de Tervuren, et elle devint baronne de Vaughan. Le roi l'emmenait en croisière en Méditerranée à bord de son yacht, mais l'opinion belge la détestait ; un jour, sa voiture reçut des pierres dans les rues de Bruxelles. Dans l'esprit des Européens de l'époque, les vies publique et privée du roi étaient indissociables. Lorsque Caroline donna naissance à un second fils, qui avait une main déformée, *Punch* publia un dessin montrant Léopold qui tenait le nouveau-né dans ses bras, entouré de cadavres de Congolais aux mains coupées ; la légende disait : LA VENGEANCE DU TRÈS-HAUT.

Quelle était la réaction de Léopold face à une telle colère ? Cela l'exaspérait. Il écrivit un jour à un aide de camp : « Je suis las d'être souillé de sang et de boue[38]. »

Mais son ton ne trahissait que la contrariété ou l'attendrissement sur lui-même, jamais la honte ou la culpabilité. Lorsqu'il vit dans un journal allemand une caricature où on le voyait trancher des mains avec son épée, il eut un reniflement de mépris et dit, selon une de ses ordonnances : « Les mains coupées, mais c'est idiot !... Je leur couperais bien tout le reste, mais pas les mains. C'est la seule chose dont j'ai besoin au Congo[39] ! » Aussi l'anecdote suivante n'a-t-elle rien de surprenant. Lorsque le roi présenta à une assemblée le Premier ministre Auguste Beernaert en le qualifiant pour plaisanter de « plus grand cynique du royaume », celui-ci répondit sans sourciller qu'il ne se permettrait pas d'avoir la préséance sur Sa Majesté[40].

Chapitre XV

QUELQUES CHIFFRES

Tandis qu'Edmund Dene Morel, Roger Casement et leurs alliés attiraient l'attention de l'Europe par leurs rapports sur l'holocauste perpétré en Afrique centrale, les journaux et magazines publiaient des images de villages incendiés ou de corps mutilés, et les missionnaires parlaient de ce qu'ils avaient vu, de la dépopulation de districts entiers. En examinant aujourd'hui ces témoignages écrits et photographiques, l'on est conduit à se poser une question cruciale : combien de victimes a fait exactement le régime de Léopold au Congo ? Le moment nous semble venu d'interrompre notre exposé pour tenter d'y trouver une réponse.

La question n'est pas simple. Pour commencer, il n'est pas possible, en l'occurrence, de définir un cadre historique précis, comme on peut le faire, par exemple, pour déterminer combien de Juifs ont été tués par les nazis entre 1933 et 1945. L'État indépendant du Congo, fief personnel de Léopold II, a existé officiellement pendant vingt-trois ans, à partir de sa création en 1885, mais de nombreux Congolais mouraient déjà de causes non naturelles avant le début de cette période, et des éléments essentiels du

système d'exploitation mis en place par le roi des Belges se sont perpétués pendant de longues années après sa fin officielle. Le boom du caoutchouc, qui fut à l'origine des pires massacres au Congo, débuta au milieu des années 1890, sous l'administration de Léopold, mais continua plusieurs années après la fin de son régime autocratique.

Qui plus est, bien que les massacres commis aient l'ampleur d'un génocide, il ne s'agissait pas à proprement parler d'un génocide. L'État du Congo ne voulait pas délibérément annihiler un groupe ethnique particulier. Les hommes de Léopold cherchaient simplement de la main-d'œuvre, comme l'avaient fait pendant des siècles les marchands d'esclaves qui écumaient l'Afrique. Et si la recherche et l'utilisation de cette main-d'œuvre faisaient des millions de victimes, c'était une considération accessoire. Peu de fonctionnaires établissaient des statistiques sur un phénomène qu'ils jugeaient aussi négligeable que la perte de vies africaines. Aussi, l'estimation du nombre des victimes exige-t-elle aujourd'hui de l'historien un véritable travail de détective.

Les pertes humaines d'une telle ampleur sont en général attribuables à une ou plusieurs parmi quatre causes étroitement reliées, qui doivent toutes être prises en compte pour obtenir le chiffre total des morts : 1. Assassinat ; 2. Famine, épuisement, exposition aux éléments ; 3. Maladies ; 4. Chute du taux de natalité. Durant la pire période de l'histoire du Congo, le long « boom du caoutchouc », ces quatre causes ont fait d'innombrables victimes :

1. *Assassinat.* Bien que l'assassinat direct ne fût pas la principale cause de décès dans le Congo de Léopold, c'est la mieux documentée. Lorsqu'un village ou un district ne fournissait pas son quota de caoutchouc, ou se rebellait

contre le régime, les soldats de la Force publique ou les « sentinelles » des compagnies d'exploitation du caoutchouc tuaient fréquemment tous ceux qui leur tombaient sous la main. Les cas où un témoin oculaire découvrait par hasard un entassement de squelettes ou de mains coupées, et en laissait un témoignage écrit, ne représentent évidemment qu'une infime proportion du total des massacres, quelques étincelles d'un immense bûcher. Parmi ces étincelles éparses, quelques-unes projettent cependant une vive lumière.

En 1896, la *Kölnische Zeitung* fit paraître, en se référant à « un Belge jouissant d'une haute estime », un communiqué selon lequel mille trois cent huit mains coupées avaient été remises au tristement célèbre commissaire de district Léon Fiévez en l'espace d'une seule journée. Le journal allemand publia cette nouvelle à deux reprises sans que l'État du Congo réagisse ou publie un démenti[1]. Plusieurs témoignages complémentaires sur les événements de cette journée, dus notamment à des missionnaires tant protestants que catholiques, faisaient état d'un nombre de mains encore supérieur[2]. Par la suite, Fiévez reconnut que la pratique consistant à couper des mains existait, tout en se contentant de nier avec véhémence avoir jamais ordonné de couper celles de personnes vivantes[3].

En 1899, un officier du nom de Simon Roi, ignorant apparemment que l'une des personnes avec lesquelles il s'entretenait était un missionnaire américain, fit l'éloge des commandos de la mort qui étaient sous ses ordres. Le missionnaire en question, Ellsworth Faris, nota la conversation dans son journal : « Chaque fois que le caporal s'en va pour chercher du caoutchouc, on

lui donne des cartouches. Il doit rendre toutes celles non employées ; et pour chacune des cartouches brûlées il doit rapporter une main droite !... Pour prouver jusqu'où cela allait, [Roi] me dit qu'en six mois de temps ils avaient, eux, l'État, sur la rivière Momboyo, tiré six mille cartouches, ce qui voulait dire que six mille personnes avaient été tuées ou mutilées. Cela veut dire plus de six mille, car on m'a dit à diverses reprises que les soldats tuaient fréquemment des enfants à coups de crosse[4]. »

Les expéditions punitives contre les rebelles Budjas *(voir p. 320)* ont fait au total plus de mille trois cents morts parmi les Budja. En 1900, des rapports à ce sujet ont paru dans divers journaux belges, dont l'un était subventionné par l'État du Congo. Au cours de la décennie suivante, des dizaines d'autres révoltes contre la récolte du caoutchouc éclatèrent dans tout le territoire. Il est impossible d'estimer le nombre total des victimes de la répression ; il arrive cependant qu'une statistique égarée ait des implications effrayantes, si on tient compte du fait que les soldats qui « gaspillaient » des balles en tirant sur des cibles autres qu'humaines étaient sévèrement punis. Dans la masse de documents révélateurs provenant de la compagnie concessionnaire ABIR, que Morel avait réussi à se procurer, figure un registre dont il ressort que, au cours de l'année 1903, *un seul* des trente-cinq postes de collecte du caoutchouc répartis sur le territoire de l'ABIR reçut au total cent cinquante-neuf armes à feu et quarante mille trois cent cinquante-cinq cartouches[5].

La liste des massacres connus et documentés est interminable. Le territoire était couvert de cadavres, parfois

littéralement. À l'endroit où un cours d'eau se jette dans le lac Tumba, écrit le missionnaire suédois E. V. Sjöblom, « j'ai vu [...] flotter sur le lac des cadavres à la main droite coupée ; à mon retour, l'officier m'a dit pourquoi ils avaient été tués. À cause du caoutchouc. [...] En traversant la rivière, je vis quelques corps pendant des branches jusque dans l'eau. Alors que je me détournais de ce spectacle horrible, un des caporaux indigènes qui nous suivait a dit : "Oh, ce n'est rien ; il y a quelques jours, en revenant d'un combat, j'ai amené à l'homme blanc cent soixante mains, et elles ont été jetées dans la rivière[6]" ».

Les missionnaires et visiteurs n'étaient pas les seuls à rapporter ces assassinats en masse. Nombre d'officiers de la Force publique tenaient des journaux dans lesquels ils parlaient avec une franchise surprenante de la mort et de la destruction qu'ils laissaient dans leur sillage.

Un officier suédois de la Force publique, le lieutenant Knut Svensson, en poste au village de Bikoro, sur le lac Tumba, avait peut-être été à l'origine d'une partie des cadavres mutilés vus par son compatriote Sjöblom. Dans son journal, il fait état de cinq cent vingt-sept morts en l'espace de quatre mois et demi, après l'instauration du « régime du caoutchouc » en 1894-1895[7]. (Aujourd'hui encore, la tradition orale de la région se souvient que Svensson avait coutume de rassembler les habitants d'un village récalcitrant, sous le prétexte de signer un traité ou de recruter des porteurs, puis d'ouvrir simplement le feu sur eux[8].)

Le journal d'un autre officier, Charles Lemaire, est d'une concision et d'une désinvolture qui donnent froid dans le dos : « 28 mars 1891 [...] Le village de Bokanga est brûlé. [...] 4 avril 1891 [...] arrêt à Bolibo. [...] Comme

on ne veut nous recevoir qu'à coups de lances et de fusils, le village est brûlé. Un natif est tué. [...] 12 avril 1891 [...] Attaque des villages ikengo. [...] Le grand chef Ekélé de Etchimanjindou est tué et jeté à l'eau. [...] 14 avril 1891 [...] expédition contre Loliva qui refuse de venir à la station. Temps détestable ; l'attaque se fait par une pluie battante. Le groupe de villages est considérable. On n'arrive pas à tout détruire. Une quinzaine de Noirs sont tués. [...] 14 juin 1891 [...] À 5 heures du matin le Zanzibarite Metchou est envoyé avec une quarantaine d'hommes [...] pour brûler Nkolé. [...] L'opération réussit très bien et tout est brûlé. [...] 4 septembre 1891 [...] À 4 heures du matin, préparatifs d'attaque contre Ipenko. [...] Tout le village a été brûlé et les bananiers coupés. [...] 3 juillet 1892 [...] Les villages Bompopo ont été attaqués le 7 juillet par le lieutenant Sarrazijn ; 20 natifs sont tués ; 13 femmes et enfants sont faits prisonniers[9]. »

Extraits du journal de Louis Leclercq, un autre officier de la Force publique : « 21 juin 1895 [...] Arrivée à Yambisi à 10 h 20. Village abandonné. [...] Nous envoyons plusieurs groupes de soldats battre la plaine ; ils reviennent quelques heures après avec 11 têtes et 9 prisonniers. Une pirogue envoyée en chasse le soir rentre dans la nuit en ramenant plusieurs têtes également. 22 juin 1895 : On nous amène trois prisonniers dans la matinée, trois autres vers le soir et trois têtes sont apportées. Un homme de Baumaneh parcourant la forêt en appelant à grands cris sa femme et son enfant égarés s'approche trop près de notre campement et reçoit une balle d'une de nos sentinelles. On nous apporte sa tête. Jamais je n'ai vu une telle expression de désespoir, d'effarement. [...] Nous faisons incendier le village[10]. »

Les journaux de Lemaire et de Leclercq – ainsi que d'autres – continuent dans cette veine jour après jour, semaine après semaine.

La résistance sous toutes ses formes, la moindre tentative de se faciliter la besogne étaient fatales. Morel a reproduit un message adressé par le commissaire de district Jules Jacques* à un de ses subordonnés après avoir découvert que certains villageois avaient coupé les lianes pour en extraire le latex à caoutchouc, tuant ainsi ces plantes, au lieu de les inciser comme ils étaient censés le faire : « M. le Chef de Poste. Décidément, ces gens d'[Inongo] ne valent pas cher. Ils viennent juste de couper quelques lianes à caoutchouc [...] Nous devons les combattre jusqu'à leur soumission absolue, ou leur élimination totale [...] Informez les indigènes que, s'ils coupent encore une seule liane, je les exterminerai jusqu'au dernier[12]. »

Conrad n'inventait pas grand-chose en faisant gribouiller à M. Kurtz cette formule infâme : « Exterminez toutes ces brutes[13] ! »

2. *Famine, épuisement, exposition aux éléments.* Tandis que se répandaient les nouvelles de la terreur, des centaines de milliers d'Africains abandonnaient leurs villages. Souvent, par mesure de rétorsion, les soldats prenaient leur bétail, brûlaient leurs huttes et leurs récoltes, laissant les villageois sans nourriture. Cette façon d'agir était entrée dans les mœurs avant même le boom du caoutchouc, lorsque les soldats de Léopold cherchaient surtout de l'ivoire, des porteurs et de la nourriture pour eux-mêmes.

* Jacques devait connaître la gloire durant la Première Guerre mondiale ; il a aujourd'hui sa statue sur la grand-place de Dixmude, en Belgique[11].

Un lieutenant suédois décrit une expédition de ce type, lancée en 1885 dans la région des rapides du bas Congo : « À notre approche, il y eut un terrible vacarme dans le village. Les indigènes [...] étaient complètement pris par surprise. Nous les regardions assembler tout ce qu'ils pouvaient emporter et s'enfuir dans la forêt épaisse et profonde. Avant de partir, j'ai fait piller le village, où il y avait un grand nombre de chèvres, de poules et de canards. [...] Ensuite, nous avons quitté le village et cherché un endroit plus agréable pour notre halte de midi[14]. »

Parfois, les villageois qui fuyaient ces expéditions abandonnaient les enfants en bas âge, de crainte que les cris de ceux-ci ne trahissent leurs cachettes ; en conséquence, de nombreux enfants mouraient de faim. Une petite partie de la population, qui avait la chance de vivre près des frontières du Congo belge, quitta le pays. En 1900, le gouverneur colonial français estima qu'environ trente mille réfugiés étaient passés en territoire français[15]. D'autres essayèrent de gagner la Rhodésie du Nord britannique, mais beaucoup se noyèrent dans la Luapula, qui formait une partie de la frontière. La majorité eut toutefois pour seul refuge les profonds marécages ou la forêt équatoriale, où elle ne trouvait aucun abri, et pratiquement pas de nourriture. Le mercenaire américain Edgar Canisius vit des réfugiés, victimes de ces raids, « vivant comme des bêtes sauvages dans la forêt, se nourrissant de racines, de fourmis et autres insectes[16] ».

En 1899, un missionnaire presbytérien, collègue de William Sheppard, écrivait : « Lorsqu'ils ont appris que les soldats de l'État arrivaient, tous les habitants des villages se sont enfuis dans la forêt. Cette nuit, en pleine saison des pluies, je suis certain que dans un rayon de 75 miles autour de Luebo, 40 000 personnes – chiffre sans doute sous-

estimé –, hommes, femmes, enfants, ainsi que des malades, dorment dans la forêt sans aucun abri[17]. »

Vers la même époque, un jeune explorateur anglais, Ewart S. Grogan, qui parcourait toute l'Afrique à pied, fut épouvanté par ce qu'il découvrit en traversant l'extrême nord-est du Congo : « Tous les villages avaient été réduits en cendres, et en me hâtant de quitter ce pays j'ai vu des squelettes, des squelettes partout ; et leurs postures – quels récits d'épouvante elles racontaient[18] ! »

La famine frappait aussi les villageois qui ne s'étaient pas réfugiés dans la forêt : s'ils vivaient près d'un poste de collecte du caoutchouc, ils étaient obligés de donner une grande partie de leurs ressources – bananes, manioc, viande, poisson – pour nourrir les soldats. Par exemple, dans la concession de l'ABIR, le village de Bumba, qui ne comptait pourtant qu'une centaine de familles, devait livrer chaque mois quinze kilos d'ignames ou de légumes similaires, ainsi que cinq cochons ou cinquante poulets[19]. Qui plus est, ces villages devaient presque toujours livrer toute cette nourriture alors que les hommes valides étaient dans la forêt, cherchant désespérément du caoutchouc. En l'absence de main-d'œuvre susceptible de défricher de nouveaux terrains, pratique essentielle pour cultiver le sol fragile de la forêt humide, les femmes ensemençaient souvent des terres épuisées, et les récoltes diminuaient. Dans la région jadis exploitée par l'ABIR, on se souvient encore de cette période comme du *lonkali*, le temps de la famine.

En nombre incalculable, des milliers de femmes, d'enfants et de personnes âgées mouraient lorsqu'ils étaient pris en otages. Les soldats les enfermaient dans des enclos de boue séchée, où ils étaient souvent enchaînés, et leur donnaient peu à manger, voire rien du tout, jusqu'à ce que

les hommes du village apportent la quantité requise de caoutchouc, ce qui pouvait prendre plusieurs semaines. En 1899, dans un seul de ces camps, les détenus mouraient au rythme de trois à dix par jour[20].

3. *Maladie.* Comme ce fut le cas lors de l'extermination des Amérindiens, la maladie tua beaucoup plus de Congolais que les balles. Les Européens et les marchands d'esclaves afro-arabes introduisirent au Congo de nombreuses maladies auparavant inconnues dans ce territoire. Les autochtones n'avaient pas le temps de fabriquer des anticorps – alors qu'ils étaient dans une grande mesure immunisés contre le paludisme, par exemple. Les nouvelles maladies comme les anciennes se répandaient rapidement, car de nombreux Congolais étaient maintenant contraints de parcourir de grandes distances : les hommes étaient réquisitionnés comme porteurs, ou pour travailler à bord des vapeurs (un grand bâtiment avait besoin de vingt à soixante bûcherons), ou encore enrôlés d'office dans la Force publique. Les tueurs les plus notoires étaient la variole, ou petite vérole, et la trypanosomiase, ou maladie du sommeil, mais des infections pulmonaires ou intestinales moins impressionnantes faisaient également de nombreuses victimes.

La variole était endémique depuis des siècles dans certaines régions de la côte africaine, mais les grands mouvements de population de l'ère impériale amenèrent la maladie à l'intérieur des terres, semant la mort dans de nombreux villages. Un roi kouba – le successeur de celui qui avait accueilli William Sheppard dans son royaume – succomba à cette maladie. La petite vérole inspirait une terreur particulière ; les Africains l'appelaient « la maladie d'en haut », ou « la maladie venue du ciel », car ce mal

terrifiant n'avait apparemment aucune cause connue. Un voyageur visitant le Congo traversa un village désert où un boa constrictor de cinq mètres de long se gorgeait de la chair des victimes de la variole, puis un autre où les vautours étaient tellement repus qu'ils étaient trop lourds pour s'envoler[21].

La maladie du sommeil faisait également des ravages, le long des cours d'eau. On estime que pendant la seule année 1901 cinq cent mille Congolais en sont morts[22]. Cette maladie est causée par un parasite, le trypanosome, d'abord inoculé par la mouche tsé-tsé, insecte de la taille du taon, rayé de rose, au vrombissement aigu caractéristique. Une fois qu'elle est contractée par l'homme, elle devient extrêmement contagieuse. Les symptômes sont la fièvre, le gonflement des ganglions lymphatiques, un étrange appétit de viande, et une grande sensibilité au froid ; ensuite vient la profonde léthargie qui donne son nom à la maladie.

Face aux preuves incontestables des énormes pertes humaines, les apologistes de Léopold en rendent parfois responsable la maladie du sommeil[23]. Il est certain que la trypanosomiase et les autres maladies auraient emporté de nombreuses victimes même si le Congo avait fait son entrée dans le XXe siècle sous un régime autre que celui de Léopold. La réalité est cependant plus complexe, car les maladies agissent rarement seules. Presque toujours les maladies tuent davantage, et plus vite, lorsqu'elles s'attaquent à des populations sous-alimentées et traumatisées : les nazis et les Soviétiques n'avaient pas besoin de gaz toxiques ou de pelotons d'exécution pour achever nombre de ceux qui sont morts dans leurs camps. Aujourd'hui, en partie grâce aux enseignements de notre siècle de famines et de barbelés, les épidémiologistes ne comprennent que trop bien le mécanisme qui est en jeu. Même au Congo,

point n'était besoin d'être médecin pour se rendre compte que la maladie n'était pas la seule origine de tous ces décès. En 1905, Charles Gréban de Saint-Germain, un magistrat en poste aux Stanley Falls, écrivait : « Sur une population ainsi épuisée, quels puissants ravages la maladie exerce, et c'est à cette cause à mon avis qu'il faut attribuer le progrès sans cesse croissant que fait dans cette région la maladie du sommeil qui, jointe au portage et à l'absence de vivres, auront vite fait de décimer cette contrée. Je n'ai vu nulle part ailleurs au Congo un spectacle aussi triste que celui de cette route de Kasongo à Kabambare. Les villages pour la plupart sont peu habités ; beaucoup de huttes en ruine ; les hommes, comme les femmes et les enfants, sont chétifs, maigres, sans vie, beaucoup malades, étendus inertes, et surtout, pas de vivres[24]. »

4. *Chute du taux de natalité.* Les hommes étaient envoyés dans la forêt des semaines durant pour trouver du caoutchouc, les femmes étaient gardées en otages et à moitié affamées : rien d'étonnant à ce que la natalité fût en baisse. Un missionnaire catholique qui travailla de longues années dans le district du lac Maï Ndombé, importante région de production de caoutchouc, remarqua ce processus[25]. À son arrivée en 1910, il fut surpris par l'absence quasi totale d'enfants âgés de sept à quatorze ans, bien qu'il y en eût beaucoup de plus âgés et de plus jeunes. Cela désignait la période 1896-1903, pendant laquelle, précisément, la campagne du caoutchouc battait son plein dans le district. À la même époque, un autre témoin se trouvait dans une région proche : Roger Casement, qui effectuait son voyage d'information. Selon son estimation, la population avait diminué de soixante pour cent. « Dans bien des cas, écrivit-il, la population ne regagne que maintenant les

villages détruits ou abandonnés. [...] Un taux de natalité plus faible diminue la population. [...] Les femmes refusent de porter des enfants, et prennent des mesures pour se protéger contre la maternité. Elles en donnent pour raison que si la guerre surprend une femme "grosse d'enfant", elle aura du mal à s'enfuir pour se cacher des soldats[26]. » La baisse de population du Congo est donc en partie due au fait que les familles, terrorisées et déchirées par la campagne du caoutchouc, cessaient tout simplement d'avoir des enfants.

Un recensement général ne fut effectué au Congo que longtemps après la fin de la terreur du caoutchouc. Toutefois, Daniel Vangroenweghe, un anthropologue qui a travaillé au cours des années 1970 dans une ancienne région productrice de caoutchouc sauvage, a découvert des témoignages démographiques prouvant qu'un grand nombre d'hommes devenus « esclaves du caoutchouc » avaient été tués au travail, ou abattus lors d'expéditions punitives – et il a trouvé ces preuves dans les propres statistiques du régime. Aucune autre explication ne peut rendre compte des curieuses anomalies dont témoignent les dénombrements effectués dans certains villages de la colonie bien avant le premier recensement territorial. Dans tous les cas, le nombre des femmes est nettement supérieur à celui des hommes.

En 1907, par exemple, il y avait à Inongo 309 enfants, 402 femmes adultes, mais seulement 275 hommes adultes (il s'agit du village dont, quelque dix ans auparavant, le commissaire de district avait ordonné la « soumission absolue [...] ou [...] l'extermination totale »). En 1908, non loin de là, à Iboko, il y avait 322 enfants, 543 femmes adultes, et pas plus de 262 hommes adultes. Les statistiques

concernant de nombreux autres villages révèlent le même schéma[27]. Examiner aujourd'hui ce genre de chiffres, c'est comme passer au crible les ruines d'un four crématoire d'Auschwitz. Cela ne vous indiquera pas le nombre précis des victimes, mais cela sent l'assassinat de masse.

Pendant la domination de Léopold, de combien a diminué la population du Congo, toutes causes confondues ? Les historiens qui essaient de déterminer le nombre des victimes de la peste noire dans l'Europe du XIVe siècle parviennent généralement à des pourcentages à peu près exacts, même si les chiffres absolus sont approximatifs. Fait intéressant, certaines estimations de la baisse de la population au Congo dues à des témoins directs sont analogues à d'autres effectuées aujourd'hui grâce à des méthodes plus scientifiques.

En 1919, une commission officielle du gouvernement belge estima que, depuis l'époque où Stanley avait commencé à établir les fondations de l'État de Léopold, la population du territoire avait « été réduite de moitié[28] ». Le commandant Charles C. Liebrechts, qui exerça de hautes fonctions au sein de l'administration de l'État du Congo pendant la majeure partie de l'existence de ce dernier, parvint à la même conclusion en 1920. De nos jours, le jugement qui fait le plus autorité est celui de Jan Vansina, professeur émérite d'histoire et d'anthropologie à l'université du Wisconsin, et sans doute le plus grand ethnographe actuel spécialisé dans les peuples du bassin du Congo. Il fonde ses calculs sur « d'innombrables sources locales de régions différentes : prêtres remarquant que le nombre de leurs ouailles était en nette diminution, traditions orales, généalogies, et bien d'autres[29] ». Son estimation est la même : entre 1880 et 1920, la population du Congo a diminué « au moins de moitié[30] ».

La moitié de quoi ? Les premières tentatives de recensement territoriales ne furent effectuées que dans les années 1920. En 1924, le décompte effectué donna comme résultat dix millions d'habitants[31], chiffre confirmé par des recensements ultérieurs. En se fondant sur ces estimations, cela signifierait que pendant la période du régime de Léopold et celle qui suivit immédiatement, la population du territoire diminua d'environ dix millions de personnes.

Villages incendiés, otages affamés, réfugiés terrifiés mourant dans les marécages, ordres d'« extermination »..., même en termes grossièrement matérialistes, purement financiers, ne s'agit-il pas de mauvais moyens, d'une manière inefficace de faire des affaires ? Massacrer un nombre énorme de gens peut terroriser les survivants et les inciter à récolter docilement du caoutchouc, mais cela ne détruit-il pas la réserve de main-d'œuvre ? C'est sans nul doute le cas. Les administrateurs avaient ordonné d'effectuer le recensement de 1924 parce qu'ils étaient très inquiets de la pénurie de travailleurs disponibles. La même année, le comité permanent du Congrès colonial national de Belgique déclara avec appréhension : « Nous courions le risque de voir un jour fondre et disparaître la population noire au point de nous trouver devant une sorte de désert[32]. »

Dans ce cas, pourquoi les massacres ont-ils continué si longtemps ? D'autres assassinats de masse témoignent de la même irrationalité. Pour prendre l'exemple de l'Union soviétique, l'exécution ou l'emprisonnement d'opposants politiques aidèrent d'abord le parti communiste, puis Joseph Staline, à exercer un pouvoir absolu. Mais par la suite, alors qu'il n'existait plus d'opposition visible, sept millions de personnes furent exécutées, et des millions

d'autres trouvèrent la mort dans les lointains camps du goulag. Un si grand nombre d'ingénieurs furent arrêtés que des usines étaient paralysées ; de si nombreux cheminots furent tués que beaucoup de trains ne partaient plus ; tant de colonels et de généraux furent exécutés que l'Armée rouge faillit être écrasée par l'invasion allemande en 1941.

Au Congo, de même qu'en Russie, l'assassinat de masse possédait sa dynamique propre. Le pouvoir est tentant et, en un sens, aucun pouvoir n'est plus grand que la capacité de prendre la vie d'autrui. Une fois que l'assassinat de masse est en marche, il est difficile de l'arrêter ; cela devient une sorte de sport, comme la chasse. Les annales du Congo abondent en cas semblables à celui de René de Permentier, officier dans le district de l'Équateur à la fin des années 1890. Les Africains l'avaient surnommé « Bajunu » (d'après *bas genoux**, car il obligeait toujours les gens à s'agenouiller devant lui). Afin de pouvoir s'exercer au tir sur les passants depuis son porche, il avait fait couper tous les arbres et arbustes aux alentours de sa maison de Bokatola. S'il trouvait une seule feuille dans une cour que des prisonnières étaient chargées de balayer, il en faisait décapiter une douzaine. Lorsqu'il voyait dans la forêt un sentier mal entretenu, il ordonnait de tuer un enfant du village le plus proche[33].

Deux officiers de la Force publique, Clément Brasseur et Léon Cerckel, ordonnèrent un jour de pendre un homme par les pieds à un palmier, tandis qu'un feu était allumé au-dessous de lui, pour le faire cuire jusqu'à ce que mort s'ensuive[34]. Deux missionnaires découvrirent un poste où l'on exécutait des prisonniers en couvrant leur tête de résine à laquelle on mettait ensuite le feu[35]. Nous pourrions continuer cette énumération ; la liste est longue.

Michael Herr, le plus brillant reporter de la guerre du Vietnam, a capté la même frénésie dans le ton d'un soldat américain : « On arrachait les haies, on brûlait les baraques et on faisait sauter tous les puits, on tuait tous les poulets, cochons et vaches de tout le foutu village. Enfin ! si on peut pas descendre ces gens, qu'est-ce qu'on fout ici[36] ? » C'est pourquoi, lorsqu'un autre Américain, Francis Ford Coppola, voulut transposer à l'écran la folie sanguinaire de cette guerre, il alla, on l'a dit, chercher l'intrigue de son film *Apocalypse Now* chez Joseph Conrad, qui avait vu tout cela un siècle auparavant – au Congo.

Chapitre XVI

LES JOURNALISTES NE DÉLIVRENT PAS DE REÇUS

Tandis que la croisade pour la réforme du Congo atteignait son apogée, l'Anglais dont le nom était devenu inséparable de l'histoire de ce territoire disparut de la scène. Après avoir été élu au Parlement, sir Henry Morton Stanley s'aperçut que cette charge l'ennuyait profondément. Les palpitants récits d'aventures qu'il aimait à raconter lors de ses tournées de conférences ne suffisaient pas à compenser le style châtié des débats de la Chambre des communes. Il manquait également à Stanley une qualité fort utile au Parlement : le sens de l'humour. Il ne tarda pas à donner sa démission.

Les années passées à lutter contre le paludisme, la dysenterie et autres maladies tropicales l'avaient miné. Âgé d'à peine plus de soixante ans, cet homme étonnamment petit, à la moustache et aux cheveux blancs coupés court, au visage boucané, avait de plus en plus de mal à marcher. Il suivait avec avidité les nouvelles de la guerre des Boers, et fulminait contre les rebelles qui avaient l'audace de défier la domination britannique. S'apitoyant sur son sort et se qualifiant d'« homme qui a fait don de sa vie à son pays et à

l'Afrique[1] », il travaillait par accès à son autobiographie. Bien qu'il eût été toute sa vie un écrivain prolifique, ce livre resta inachevé ; peut-être craignait-il de s'empêtrer dans le tissu d'histoires contradictoires qu'il avait inventées au sujet de son enfance et de son adolescence. Stanley, sa femme Dorothy et leur fils adoptif partageaient leur temps entre leur *home* londonien et une élégante maison de campagne de style pseudo-Tudor dans le Surrey. Un étang, une rivière et un bois y reçurent les noms des sites qui l'avaient rendu célèbre : Stanley Pool, Congo, forêt de l'Ituri.

À en croire la rumeur, Stanley déplorait que le Congo fût devenu un tel cabinet d'horreurs, mais ses rares déclarations publiques étaient toujours favorables à Léopold. Sa santé déclinait, en partie sans doute à cause des myriades de médecins désireux de faire bénéficier leur illustre patient des traitements les plus modernes : injections de strychnine, ammoniac, éther, secousses électriques. Le 10 mai 1904, en pleine nuit, Stanley entendit Big Ben sonner, et murmura : « Comme c'est étrange ! C'est donc cela, le temps ! Étrange[2] ! » Ce furent ses derniers mots.

Stanley fut l'un des Anglais les plus illustres de son temps. Sa loyauté affichée envers Léopold II était bien plus précieuse à celui-ci que toute publicité qu'il aurait pu acheter. Maintenant que Stanley était disparu, que le rapport de Casement était publié, et que les attaques de Morel s'intensifiaient, Léopold devait trouver de nouvelles mesures défensives, dont certains signes apparurent en un lieu inattendu.

Au cours de la première décennie du XXe siècle, les voyages en train de luxe avaient atteint un haut degré de perfection. Les principales villes européennes étaient reliées par les confortables voitures de la Compagnie internationale

des wagons-lits. Les nantis qui prenaient un express de nuit bénéficiaient de toute une mise en scène : nuages et sifflement de la vapeur sur le quai, porteurs chargés de valises, employés bordant les lits. Vers le milieu de la décennie, ces voyageurs privilégiés eurent droit à un petit rituel supplémentaire. Sur la table du compartiment, ils trouvèrent un magazine mensuel avec trois colonnes parallèles de texte en anglais, en français et en allemand, intitulé *La Vérité sur le Congo*. Sa distribution gratuite à une audience captive constituée par l'élite européenne était le rêve de tout publicitaire. Or, l'un des principaux actionnaires de la Compagnie internationale des wagons-lits était Léopold II : le roi avait déclenché sa contre-offensive.

Animées par l'exemple de Morel, les attaques contre Léopold venaient maintenant de toutes parts. Depuis le début du siècle, des sections locales de la Congo Reform Association avaient vu le jour en Allemagne, en France, en Norvège, en Suisse et dans plusieurs autres pays. Huit membres du Parlement suédois avaient signé une déclaration de soutien à la CRA. Morel comptait parmi ses partisans le prince Boris Czetwertynski, membre d'une grande famille aristocratique polonaise, le romancier Anatole France, et le Norvégien Björnstjerne Björnson, prix Nobel de littérature. En Suisse, selon un témoin[3], les hommes pâlirent et les femmes furent au bord des larmes lorsque les photos d'enfants mutilés dues à Alice Harris furent présentées à l'occasion d'une réunion de protestation contre le régime imposé au Congo. En Australie, lors d'un important meeting, un orateur attaqua l'administration du Congo. Une série de conférences fut donnée en Nouvelle-Zélande. En Italie, un des adversaires de Léopold se montra tellement virulent que le consul de l'État du Congo à Gênes le provoqua en duel (les deux hommes

furent légèrement blessés : le consul au nez, son adversaire au bras[4]). Aux yeux du roi, Morel et ses alliés avaient monté contre lui une conspiration internationale. Par conséquent, il contre-attaqua sur le plan international.

La Belgique n'ayant pas un statut de grande puissance, Léopold ne pouvait se fier qu'à son habileté, en premier lieu en manipulant la presse. En menant sa campagne de riposte, il se révéla tout autant que son grand ennemi Morel un maître des mass media. Il envoya secrètement en Afrique britannique un aide de camp dont la mission consistait à y découvrir des abus analogues à ceux que Casement avait observés au Congo[5]. Il veilla à ce que *La Vérité sur le Congo* publiât de nombreux articles relatifs à des sujets tels que « L'opium aux Indes anglaises[6] » et des communiqués de presse montrant sous un mauvais jour l'Empire britannique : peine du fouet en Afrique du Sud, sacrifices humains au Nigeria, exactions diverses en Sierra Leone et en Australie. Ensuite, découvrant son jeu, il menaça son ami sir Alfred Jones de lui retirer son lucratif contrat de navigation avec le Congo s'il ne parvenait pas à modérer les critiques émises en Grande-Bretagne.

Jones se mit au travail sans tarder, et déboursa trois mille livres pour payer de longs séjours au Congo à deux voyageurs, dont le premier était son ami le vicomte William Mountmorres, un jeune homme qui lui devait indirectement son poste. En 1906, l'obligeant Mountmorres publia un livre favorable au régime en place au Congo : « Il est surprenant de voir avec quel zèle et quel enthousiasme les fonctionnaires [...] se consacrent à leur travail. » Tout en reconnaissant quelques excès, il estimait que la majeure partie du Congo « était bien gouvernée, avec humanité[7] ». L'ouvrage de Mountmorres rappelle celui, célèbre, dans lequel Beatrice et Sidney Webb rendirent

compte avec enthousiasme de leur voyage à travers la jeune Union soviétique. De même que les Webb, Mountmorres supposait que toutes les lois et règlements étaient scrupuleusement respectés. La chicotte, soulignait-il, ne pouvait être utilisée qu'après une enquête officielle en règle pendant laquelle l'accusé avait le droit de faire comparaître des témoins, et ne pouvait être appliquée que sur les fesses. De surcroît, « la peine ne peut excéder vingt coups, sauf pour vol avec récidive ; elle peut alors être portée à cinquante coups, mais dans ce cas, le châtiment doit être réparti sur plusieurs jours, avec un maximum de vingt coups par jour[8] ». (Dans la pratique, ces règles étaient respectées à peu près aussi scrupuleusement que la loi votée au début du régime soviétique interdisant la peine de mort.)

L'autre voyageur parrainé par Jones était Mary French Sheldon, éditrice londonienne et auteur de livres de voyages. Une fois arrivée au Congo, elle n'utilisa pour ses déplacements que les vapeurs de l'État et de ses alliées, les compagnies concessionnaires (ce que Casement avait pris soin d'éviter), et les autorités ne s'épargnèrent aucun effort pour lui montrer les merveilles du territoire. Partout où elle passait, les otages étaient libérés pour qu'elle n'en voie aucun en prison. Selon un missionnaire, à Bangala, sur le fleuve Congo, l'agent de l'État alla jusqu'à « faire démolir une vieille prison, niveler le terrain et tout rendre joli, en prévision de son arrivée[9] ». Il y eut un seul accroc sérieux, lorsqu'un chef de poste, mélangeant ses instructions, confondit Mme Sheldon avec un autre VIP qu'il devait recevoir, un envoyé de l'École de médecine tropicale de Liverpool : il rassembla à son intention dans une clairière les gens les plus terriblement mutilés et les pires cas de maladies qu'il avait pu dénicher[10]. Ce n'était pas grave :

Mme Sheldon s'éprit du capitaine d'un bateau, et s'amusa comme une petite folle. À son retour d'Afrique, Léopold II lui accorda une audience, et Jones l'aida à placer ses articles enthousiastes dans divers journaux. « J'ai été témoin de plus d'atrocités dans les rues de Londres que je n'en ai vu au Congo[11] », put-on lire sous sa plume dans le *Times* en 1905. Peu après, elle donna une conférence avec projection de diapositives à l'hôtel Savoy de Londres, devant une assistance de cinq cents personnes ; Léopold paya la note[12]. Ensuite le roi la mit à son service, lui versant mille cinq cents francs par mois (près de cinquante mille francs français actuels) pour qu'elle tente d'influencer certains membres du Parlement.

Tout en ripostant publiquement aux attaques de ses adversaires britanniques, Léopold s'efforçait de les gagner à sa cause, en faisant toujours appel à des intermédiaires pour ne pas être directement impliqué. Un avocat parisien prit ainsi contact avec un membre du conseil d'administration de la Congo Reform Association : si la CRA voulait bien établir un projet de réforme pour le Congo ainsi qu'un budget indicatif, il pourrait garantir, déclara-t-il, que Sa Majesté lirait ces documents avec la plus grande attention. Morel rejeta cette proposition, qu'il jugea « d'une extraordinaire impudence[13] ». Un ami britannique de Léopold – dont nous avons déjà parlé –, le baptiste sir Hugh Gilzean Reid, fit une proposition analogue à l'Aborigines Protection Society ; elle fut également rejetée avec mépris.

Léopold exerça une vengeance ingénieuse sur un de ses adversaires, l'influent journaliste français Pierre Mille, un allié de Morel, qui l'avait souvent attaqué avec virulence dans ses articles. Un jour, le palais fut informé que Mille séjournait discrètement à Bruxelles avec une dame qui

n'était pas son épouse. Léopold découvrit où ils habitaient et les invita à visiter les immenses serres chaudes du château de Laeken. Mille et son amie acceptèrent, et furent tellement ravis de leur visite que Léopold crut avoir gagné à sa cause un de ses pires critiques. Peu après, cependant, Mille reprit ses attaques. Le roi demanda alors à l'ambassade de Belgique à Paris de se procurer l'adresse personnelle du journaliste, et y fit envoyer un énorme bouquet de fleurs accompagné d'une carte frappée des armes royales et portant ce message : « À Monsieur et Madame P. M., en souvenir d'une visite à Laeken[14]. »

La campagne de relations publiques de Léopold était dirigée par un véritable état-major. En septembre 1904, il réunit ses principaux conseillers en vue de créer un bureau de presse. Celui-ci serait abrité des regards indiscrets par plusieurs organisations d'apparence inoffensive : le Comité pour la protection des intérêts en Afrique, basé en Allemagne, le Bureau de législation comparée de Bruxelles, et la Fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger, tous actifs dans de nombreux pays[15].

Un ou deux ans après, de nouveaux livres favorables à Léopold sortirent des imprimeries. Le bureau de presse subventionnait discrètement plusieurs journaux belges ainsi qu'un magazine publié à Édimbourg, *New Africa – The Truth on the Congo Free State* (« Afrique nouvelle : la vérité sur l'État indépendant du Congo »). Prenant exemple sur Morel, Léopold fit publier une bonne vingtaine de pamphlets. Son agent de publicité britannique, Demetrius C. Boulger (qui touchait mille deux cent cinquante francs d'émoluments par mois, sans compter les primes), rédigea l'un de ceux-ci, dont le titre était sans doute quelque peu trop défensif : *The Congo State is NOT a Slave State*[16] (« L'État du Congo n'est PAS un État

esclavagiste ») *. Un autre, *A Complete Congo Controversy, Illustrating the Controversial Methods of M. Morel, Hon. Sec. Congo Reform Association* (« Une étude complète sur le Congo, illustrant les méthodes discutables de M. Morel, l'honorable secrétaire de la CRA »), parut sous la signature d'un certain lieutenant-colonel James Harrison, présenté comme un « gentleman campagnard d'une totale indépendance d'esprit, grand sportif et voyageur, habitué des cercles mondains et politiques de Londres ». La principale qualification de Harrison en tant que spécialiste du Congo était qu'il y avait effectué une expédition de chasse au gros gibier, au cours de laquelle, selon lui, « les indigènes étaient joyeux et satisfaits[17] ».

Cependant, les principales activités du bureau de presse étaient clandestines. D'un bout à l'autre de l'Europe, ses agents versaient très discrètement de l'argent à des rédacteurs en chef et à des journalistes. Dès 1907, le *Times* de Londres et la *Kölnische Zeitung* bénéficiaient de leurs libéralités. Deux rédacteurs d'un important journal viennois touchèrent l'équivalent de plus de quatre cent mille francs français actuels. En Italie, Giovanni Elia, le consul qui aimait se battre en duel, effectua des versements à deux journaux, plaça des articles favorables dans d'autres, s'arrangea pour faire écrire un pamphlet et un livre, tous deux bienveillants à l'égard de Léopold, et acheta au moins un parlementaire[18]. Par contre, le *Corriere della Sera* refusa un important pot-de-vin et effectua une enquête[19].

Le bureau de presse s'intéressait tout particulièrement à l'Allemagne, qui, devenue une grande puissance coloniale

* Pour justifier les méthodes de Léopold, il reprenait notamment le thème de l'indigène paresseux : « Mettre sur pied un plan pour faire travailler la race noire sans une quelconque forme de pression ou de contrainte dépasse les pouvoirs de l'ingéniosité humaine. »

en Afrique, posait un problème particulier du fait que l'empereur Guillaume II détestait personnellement Léopold – défini par lui un jour comme « Satan et Mammon en une seule personne[20] ». Ledit bureau produisit la version allemande des habituels pamphlets et conférences, mais ce n'était là qu'un début. Ludwig von Steub, un banquier qui faisait office de consul honoraire de Belgique à Munich, devint pour l'Allemagne l'agent de Léopold chargé de ce genre de tentatives de corruption. En 1903, le *Nazional-Zeitung* de Berlin parlait avec mépris de « l'homme d'affaires sans scrupule qui réside au palais de Bruxelles[21] ». Sachant toutefois que le journal connaissait des difficultés financières, Steub fit ce qui s'imposait, et en 1905 le journal changea de bord : « Il n'est assurément pas facile pour un Allemand de se faire une opinion nette, dans ces questions où tant d'intérêts privés sont en jeu, et notamment ceux des marchands de caoutchouc anglais[22]. » Quelques mois après, le journal consacrait une page entière à un portrait enthousiaste du prospère État du Congo, honteusement calomnié par une clique de trafiquants marrons et de missionnaires étrangers qui répandaient des « contes de bonnes femmes » et de « détestables cancans de colporteurs[23] ». En 1906, il en était à publier les décrets de Léopold. En 1907, son rédacteur en chef fut décoré par le roi.

Les lecteurs purent remarquer des changements non moins mystérieux dans d'autres journaux allemands. Par exemple, la *Münchener Allgemeine Zeitung*, jadis farouchement opposée au régime de Léopold, se mit soudain à publier des articles favorables à l'administration du Congo, attribués tantôt à une « source digne de foi », tantôt à « une source congolaise » ou à « une source bien informée ». Le correspondant du journal à Bruxelles, qui n'était à la solde de personne, continuait à envoyer des rapports

plus critiques, notamment un long article qui fut apparemment publié sans avoir été lu au préalable par le rédacteur en chef. Dès le lendemain, la rédaction fit paraître une note commençant par ces mots : « Contrairement aux appréciations que nous avons formulées dans un numéro précédent, on nous communique d'une autre source, sans doute mieux informée sur la situation au Congo, les commentaires que voici...[24] »

Les dessous-de-table laissent généralement peu de traces, mais grâce à une amusante succession d'événements nous possédons quelques informations sur ceux que Léopold faisait verser en Allemagne. La révélation des méthodes qu'il utilisait nuisit gravement à l'efficacité du bureau de presse ; en 1908, il fut décidé de mettre fin à la pratique des pots-de-vin en Allemagne. Mais à Munich, le pauvre Steub ne comprit pas le message, ou ne put se résoudre à cesser de faire ce travail passionnant. Il persista à distribuer les habituelles enveloppes, mais s'aperçut avec consternation qu'il n'était plus remboursé. Il ne tarda pas à bombarder les fonctionnaires de Bruxelles de lettres de protestation obséquieuses, qui, pour une raison inconnue, échappèrent à la destruction et furent retrouvées dans les archives plus d'un demi-siècle après les faits. Dans ces lettres, adressées à des fonctionnaires d'un rang de plus en plus élevé, Steub décrit ses activités en détail. « Suivant l'avis de toutes les personnalités, la bienveillance du gouvernement allemand [à l'égard du Congo] est due principalement à mon activité[25] », écrit-il au ministre des Affaires étrangères belge. « Car d'abandonner le drapeau à un moment aussi important, et laisser le champ libre à l'ennemi m'eût semblé un crime. [...] Encore au 1er janvier et au 1er avril [1909], j'ai effectué tous les paiements usuels, et j'ose espérer rentrer au moins dans mes débours[26]. »

Ensuite, plus désespéré que jamais, il décrit ses « débours aux organes de la presse[27] » et explique pourquoi il ne joint pas de documents pour étayer ses dires : « En me remettant ma mission, M. Liebrechts [le secrétaire général à l'Intérieur de l'État du Congo] m'a déclaré : "Les journalistes et écrivains ne vous donneront point de reçus, n'en demandez donc pas[28]." »

En dépit de tous les efforts du roi pour endiguer le flot de critiques, celui-ci ne faisait que se renforcer et s'étendre. Dès que le mouvement pour la réforme du Congo avait été solidement établi en Angleterre, Edmund Morel s'était tourné vers les États-Unis. Cette nation, affirmait-il à tous les Américains prêts à l'écouter, devait contribuer à mettre fin au régime de Léopold, et elle avait sur ce plan une responsabilité particulière, du fait qu'elle avait été la première à reconnaître l'État du Congo.

En septembre 1904, sur l'invitation d'un groupe de missionnaires américains qui dénonçaient d'ores et déjà le régime imposé au territoire par le roi des Belges, Morel traversa l'Atlantique. Peu après avoir débarqué à New York, il fut reçu par le président Theodore Roosevelt à la Maison Blanche. Il prit ensuite la parole à une conférence sur les droits de l'homme réunie à Boston, et convainquit ses alliés de constituer l'American Congo Reform Association. Celle-ci fut d'abord dirigée par le Dr G. Stanley Hall, président de l'université Clark, dont on se souvient surtout aujourd'hui parce qu'il devait inviter Sigmund Freud à venir aux États-Unis. L'association eut bientôt pour vice-présidents, outre plusieurs hommes d'Église, David Starr Jordan, président de l'université Stanford, Booker T. Washington et Mark Twain[29]. Washington était très actif : il se rendit à la Maison Blanche à la tête d'une délégation de

baptistes noirs pour demander au président Roosevelt d'exercer des pressions sur Léopold II, plaida la cause de la réforme du Congo auprès de la commission des Affaires étrangères du Sénat, et, encouragé par Morel, se joignit à Mark Twain pour parler du Congo lors de réunions publiques organisées dans plusieurs villes. « Le Dr Washington est un ennemi de taille, dont il ne sera pas facile de venir à bout[30] », écrivit à Léopold un de ses agents aux États-Unis. Le roi tenta en vain de neutraliser Washington en lui offrant un voyage au Congo, tous frais payés, puis, comme cela restait sans effet, un séjour en Belgique[31].

Vivement impressionné par Morel, dont il avait fait la connaissance à New York, Mark Twain se rendit à trois reprises dans la capitale fédérale pour soutenir leur cause auprès de la classe politique. « Je ne pense pas qu'une autre question l'ait jamais autant bouleversé que le traitement cruel infligé aux indigènes de l'État indépendant du Congo [...], disait Washington à propos de Twain. Je l'ai rencontré à plusieurs reprises au sujet de ses tentatives pour faire aboutir des réformes dans l'État du Congo ; il ne semblait jamais se lasser de parler de ce sujet[32]. » Mark Twain déjeuna avec Roosevelt – ce dont Morel s'empressa d'informer le Foreign Office –, rencontra le secrétaire d'État, et écrivit à Morel que la cause de la réforme du Congo était devenue aux États-Unis « une entreprise gigantesque [...] [qui] nécessite une organisation comparable à celle d'US Steel[33] ». En 1905, il écrivit un pamphlet intitulé *King Leopold's Soliloquy*, monologue imaginaire du roi Léopold ; réimprimé à plusieurs reprises, il rapporta des droits dont l'auteur fit don à la Congo Reform Association[34]. Une grande partie du monologue concerne la campagne de presse de Léopold : « Durant ces vingt années, j'ai dépensé des millions pour réduire au silence la presse des

deux hémisphères, et pourtant il continue d'y avoir des fuites[35] », constate avec exaspération le roi de Twain, qui fulmine contre « les incorruptibles *kodak*. [...] Les seuls témoins rencontrés au cours de ma longue carrière qu'il m'ait été impossible d'acheter[36] ». Dans le pamphlet de Twain, Léopold attaque nommément William Sheppard, en dénonçant les activités d'« espionnage de cet intrigant missionnaire[37] » de couleur. Bien que peint à trop gros traits, *King Leopold's Soliloquy*, qui est loin d'être la meilleure œuvre de Mark Twain, incita la machine de propagande royale à publier en toute hâte un pamphlet anonyme de quarante-sept pages, intitulé *An Answer to Mark Twain* (« Réponse à Mark Twain »).

Comme auparavant en Angleterre, Morel sut adapter son message à ses divers interlocuteurs américains. La plupart de ses alliés étaient des intellectuels progressistes tels que Mark Twain, mais pour faire avancer sa cause il était prêt à s'attabler avec le diable. Il se servit habilement du sénateur John Tyler Morgan, l'ancien général sudiste qui avait contribué à obtenir, vingt ans auparavant, la reconnaissance du Congo de Léopold par les États-Unis. Morgan, qui continuait à exiger que l'on renvoie les Noirs en Afrique afin de créer un Sud entièrement blanc, tenait à ce que l'on mît fin sans tarder aux exactions commises au Congo. Autrement, comment persuader les Noirs américains d'aller s'y établir ? Il espérait, confia-t-il à Morel[38], voir dix millions d'entre eux « implantés » là-bas. Vivement encouragé par son interlocuteur, il veilla à ce que la question des atrocités au Congo continue à être débattue au Sénat.

Les missionnaires baptistes britanniques John et Alice Harris, qui avaient rejoint Morel en Amérique, prirent la parole à l'occasion de plus de deux cents réunions publiques organisées dans quarante-neuf villes différentes[39]. À Chicago,

une vieille femme qui était née esclave voulut donner toutes ses économies pour la cause du Congo ; les réformateurs n'acceptèrent qu'un dollar symbolique[40]. De Washington, John Harris envoya à Morel un rapport enthousiaste : « Télégrammes, pétitions, lettres personnelles arrivent par milliers. [...] Encore un peu de pressions [...] et le Président prendra des mesures[41]. »

Le secrétaire d'État Elihu Root, qui devait au bout du compte affronter toutes ces pressions, se rappellerait avec quelque exaspération : « Les adversaires les plus résolus des alliances contraignantes sont les mêmes personnes qui exigent avec fanatisme que nous fassions cent choses par an pour des raisons humanitaires. [...] L'Église protestante et nombre de femmes de bien nous demandaient avec acharnement de faire cesser les atrocités au Congo. [...] Les gens ne cessaient de harceler le Département [d'État] pour exiger que nous passions aux actes[42]. » Parmi les signataires des nombreuses pétitions figuraient le gouverneur du Massachusetts, tous les membres du *Commonwealth's Senate*, un groupe de professeurs et d'administrateurs de Yale, plusieurs présidents d'universités, des doyens de facultés de théologie, des évêques et des rédacteurs en chef de journaux. Une résolution sur le Congo fut également adoptée par la National Women's Christian Temperance Union.

Bien que Morel eût dans toute l'Europe de fougueux partisans, ce ne fut qu'aux États-Unis que la cause de la réforme du régime imposé au Congo devint une croisade à l'échelle nationale, comme c'était le cas en Grande-Bretagne. Voyant avec consternation que le mouvement dirigé contre lui gagnait un nouveau continent, Léopold réagit sans tarder. Lorsque Morel prit la parole à Boston en 1904, six agents du roi, pas moins, se présentèrent pour

exiger un temps de parole égal. L'année suivante, lorsque l'influent sénateur du Massachusetts Henry Cabot Lodge effectua une visite à Paris, le roi lui envoya aussitôt un émissaire pour l'inviter à dîner à Bruxelles. « Il proposa six jours différents, aucune échappatoire n'était donc possible » écrivit ensuite Lodge au président Roosevelt. Lodge fut assez impressionné par Léopold, dont il donne cette description : « Un homme d'affaires habile, actif et compétent – un croisement entre les [barons du chemin de fer] Jim Hill et Harriman, entre le grand organisateur et promoteur et le spéculateur. Il connaît tout le monde, et sait tout sur tout le monde[43]. »

Tirant profit du fait qu'il savait « tout sur tout le monde », Léopold prit pour cible un sénateur encore plus puissant, Nelson W. Aldrich, de Rhode Island. Le multimillionnaire Aldrich, partenaire aux cartes de John Pierpont Morgan, beau-père de John D. Rockefeller Jr. et président de la commission des Finances du Sénat, était l'ultime intermédiaire du pouvoir à Washington. « Je ne suis qu'un président, avait un jour déclaré Roosevelt au journaliste Lincoln Steffens, tandis qu'il a vu beaucoup de présidents[44]. »

Léopold courtisait Aldrich et d'autres Américains influents en leur promettant une part du butin. Il accorda d'importants droits de concession au Congo à Aldrich, au groupe Guggenheim, à Bernard Baruch, à John D. Rockefeller Jr., et au financier Thomas Ryan, ami proche du secrétaire d'État Root et ancien client du cabinet juridique de celui-ci. Une lettre pleine de suggestions, adressée au roi par un de ses agents en Amérique, révèle la stratégie adoptée par Léopold : « Ouvrez au capital américain une bande de territoire traversant l'État du Congo d'est en ouest. Si nécessaire, prenez les concessionnaires actuels à la gorge pour les obliger à partager leurs privilèges avec les

Américains. De cette façon, vous créerez au Congo des intérêts américains qui rendront vains les aboiements des agitateurs anglais et des socialistes belges[45]. » Léopold fit don de plus de trois mille artefacts congolais au Muséum d'histoire naturelle américain, dont il savait que Morgan était un des administrateurs.

Le sénateur Aldrich ne fut pas insensible aux largesses de Léopold. Le Département d'État était soumis à de constantes pressions de la part des réformateurs, qui lui demandaient de nommer au Congo un consul général susceptible de compléter l'enquête effectuée par Casement. Pour se débarrasser d'eux, le secrétaire d'État Root proposa effectivement pour ce poste l'homme que ceux-ci avaient suggéré, mais lorsque Aldrich fit savoir qu'il bloquerait ce choix au Sénat il retira sa proposition.

Visant une fraction clef de l'électorat américain, Léopold jouait également le rôle du catholique persécuté. Ses représentants à Rome réussirent à convaincre le Vatican que ce roi catholique était en butte aux attaques de missionnaires protestants sans scrupule. Un flot de messages en latin* envoyés par le Saint-Siège ne tarda pas à traverser l'Atlantique ; leur destinataire était le défenseur naturel de Léopold aux États-Unis, le cardinal de Baltimore, James Gibbons – lui aussi, comme par hasard, partenaire aux cartes du sénateur Aldrich. Le cardinal Gibbons était persuadé que la croisade pour la réforme du Congo était l'œuvre « d'une petite poignée de mécontents [...] et repos [ait] dans une grande mesure sur les témoignages d'indigènes fondés sur des on-dit et indignes de foi[47] ». Il prit

* « *Probe novit summus Pontifex ea omnia, quae exagitata fuerunt contra Gubernium Status Congi Independentis seu Belgici, per aliquos missionarios protestantes anglicos [...]*[46]. »

vigoureusement la défense de Léopold, qui lui décerna la grand-croix de l'ordre de la Couronne.

Léopold disposait aux États-Unis d'un bataillon de manipulateurs. Le Pr Alfred Nerincx, de l'université George-Washington, contribua à la création d'un nouveau magazine en langue anglaise sur le Congo, donna des conférences, et veilla à ce que des articles favorables paraissent dans des revues d'un haut niveau intellectuel. Frederick Starr, un anthropologue de l'université de Chicago quelque peu bizarre, qui était fermement convaincu de l'infériorité des peuples « primitifs », se vit offrir l'une des innombrables médailles de Léopold, ainsi qu'un circuit de douze mois au Congo, tous frais payés. En échange, il publia dans le *Chicago Daily Tribune* une série de quinze articles enthousiastes, sous le titre général « Truth about the Congo Free State » (« La vérité sur l'État indépendant du Congo »), qui furent par la suite réunis dans un livre*. Henry Wellington Wack, avocat d'une firme de spécialités pharmaceutiques, publia un épais volume bientôt diffusé aux États-Unis par des milliers de librairies. Selon les instructions venues de Bruxelles, Wack devait « agir comme s'il n'était pas employé par l'État, mais simplement un journaliste impartial[49] ».

Un autre agent américain se révéla toutefois moins fiable. En mettant sur pied ses groupes de pression aux États-Unis, le roi avait commis un impair catastrophique.

Si O. J. Simpson était passé en jugement en 1904, sa défense aurait pu être assurée par le colonel Henry I. Kowalsky, de San Francisco. Kowalsky était un personnage typiquement américain : le tapageur avocat spécialisé

* Voici par exemple ce qu'écrit Starr à propos de la chicotte : « Plus d'une fois [...] j'ai vu un homme, aussitôt après avoir été fouetté, rire et s'amuser avec ses compagnons comme si de rien n'était[48]. »

dans les affaires criminelles qui est souvent lui-même à la limite de l'illégalité, et dont l'éloquence éblouissante et l'art de la mise en scène attirent une brochette de célébrités. Bon vivant, conteur ayant un inépuisable répertoire d'anecdotes, grand dépensier dont les notes d'hôtel étaient légendaires, la présence imposante de Kowalsky et l'habileté de ses plaidoiries lui valaient une clientèle aussi nombreuse que variée : boxeurs, membres de la pègre, mais aussi parents jusqu'alors inconnus et épouses de droit commun qu'il avait le don de dénicher dès qu'un testament pouvait être contesté. Comme plus d'un « colonel » de son époque, Kowalsky n'avait jamais été dans l'armée, bien qu'il s'abstînt de détromper les Européens qui le croyaient.

Ce n'était pas seulement la présence de Kowalsky qui était imposante, « plus grande que nature ». Cuisinier amateur réputé, il consommait d'énormes quantités de sa propre cuisine et de celle des autres. « Comparé à lui, devait écrire un journaliste lorsque le corpulent William Howard Taft était à la Maison Blanche, le président Taft est la vedette d'une troupe d'acrobates[50]. » L'énorme cou de Kowalsky descendait en cascade sur son col, sa voix était rauque et sifflante ; lorsqu'un journal de San Francisco demanda à des célébrités locales leurs recettes préférées pour Noël, Kowalsky suggéra malicieusement des bajoues rôties.

Il souffrait en outre de narcolepsie – tendance irrésistible au sommeil survenant par accès. « Rares sont les habitués de la scène de San Francisco qui n'ont pas vu Kowalsky s'endormir soudain en pleine rue, assis dans un hall d'hôtel, au tribunal où il assure la défense d'un prévenu, ou dans une loge de théâtre[51] », écrivit un journaliste. Il semble cependant qu'il contrôlait cette affection bien mieux qu'il n'était prêt à le reconnaître ; selon un

journaliste qui couvrait un procès, « il se réveille juste à temps pour soulever les objections les plus pertinentes lorsqu'une question est posée.

« Ce sont ces réveils soudains, poursuivait l'auteur de l'article, qui ont tellement mis à mal le mobilier du tribunal du juge Graham. Lorsqu'un homme de trois cents livres – au bas mot – se réveille en sursaut, le siège le plus solide en sera ébranlé. [...] Au bout de plusieurs fois, l'on entend un craquement sinistre suivi d'un grand fracas. "Encore une de moins", murmure l'huissier McGenity tandis que le colonel abandonne sa chaise brisée pour en prendre une autre[52]. » À la fin du procès en question, Kowalsky fit don au tribunal d'une chaise spéciale qu'il avait fait fabriquer – en chêne massif assemblé par des écrous en acier, et aux pieds renforcés par des montants en fer.

Un jour où Kowalsky se trouvait opposé au célèbre tireur Wyatt Earp lors d'une bataille juridique acharnée, l'irascible Earp menaça de le descendre dès qu'il le verrait. Peu après, les deux hommes se trouvèrent face à face dans un saloon de San Francisco ; Earp poussa Kowalsky dans la salle du fond, sortit son revolver, et lui dit de s'apprêter à rencontrer son créateur. Aussitôt, les bajoues de Kowalsky s'affaissèrent sur sa poitrine et il sombra dans un profond sommeil. Earp sortit en tempêtant : « Que voulez-vous fabriquer avec un homme qui s'endort au moment où vous allez le tuer[53] ! »

Kowalsky avait un flair infaillible pour trouver des clients lucratifs ; il en repéra un lorsque le prince Albert, héritier présomptif du trône de Belgique, arriva en Californie. Albert voyageait incognito, mais Kowalsky le reconnut et se lia d'amitié avec lui. En 1904, il fut récompensé par une invitation en Belgique. Il fut reçu à bord du yacht royal à Ostende et présenté à Léopold.

Le roi vit en Kowalsky un Américain actif au sein du parti républicain, alors au pouvoir, et qui se qualifiait lui-même de manipulateur hors pair, capable de contrecarrer les importuns protecteurs de la veuve et de l'orphelin déterminés à nuire à Sa Majesté. C'était à l'époque où Morel commençait à mobiliser l'opinion américaine ; il n'y avait apparemment pas de temps à perdre. Le roi mit Kowalsky à sa solde et lui donna des instructions détaillées, ainsi que de l'argent pour ouvrir un luxueux bureau sur Wall Street. Alors que Kowalsky s'apprêtait à partir pour New York, ses amis de San Francisco – des juges, des hommes d'affaires, quelques avocats rivaux qui étaient sans doute ravis de le voir partir, et même un amiral – donnèrent en son honneur un banquet d'adieux qui ajouta probablement quelques kilos à son embonpoint déjà impressionnant. « Je ne respecterai pas à la lettre le texte du toast qui m'a été assigné, dit notamment le maire de San Francisco. De même que notre hôte, c'est un trop gros sujet[54]. » Un autre orateur déclara qu'il se réjouissait que Léopold n'eût pas envoyé Kowalsky directement au Congo, où « les cannibales d'Afrique se seraient régalés d'un tel morceau de choix[55]. »

Aux toasts portés en son honneur, Kowalsky répondit : « Si je vous quitte, c'est uniquement parce que j'ai entendu l'appel du devoir, dans l'intérêt du genre humain et de la civilisation[56]. » L'« appel du devoir » comportait des émoluments annuels de cent mille francs belges (environ trois millions de francs français actuels). Dans son nouveau rôle, Kowalsky fut reçu par le président Roosevelt, à qui il offrit une photographie de Léopold II dans un cadre en argent, un album de photos du Congo, et un mémorandum lui demandant de ne pas se laisser abuser par des missionnaires jaloux et des négociants de Liverpool.

Si quelqu'un fut pris au dépourvu par ce développement inattendu, ce fut le baron Ludovic Moncheur, ambassadeur de Belgique aux États-Unis, qui venait juste d'écrire un article débordant d'enthousiasme, « Conditions in the Congo Free State » (« La situation dans l'État indépendant du Congo »), pour l'influente *North American Review*, et qui se croyait à la tête de la campagne de propagande de Léopold en Amérique. Moncheur fut atterré par l'apparition soudaine de Kowalsky, qui avait tout de l'avocat sans scrupule. Il apprit avec consternation que, le jour même du banquet d'adieux à San Francisco, Kowalsky en était venu aux mains avec un débiteur en plein tribunal. Moncheur et ses assistants adressèrent à Bruxelles une succession de messages affolés.

Au palais royal, aucun subordonné n'osait s'opposer ouvertement à un nouveau favori du roi. Finalement, Moncheur reçut un télégramme en code provenant d'un haut fonctionnaire responsable des affaires congolaises : « J'ai reçu vos renseignements sur Kowalsky. Êtes-vous d'avis que la situation est telle que le retrait de sa mission s'impose, ce qui nous serait cependant difficile ? Ne vaudrait-il pas mieux essayer de le charger d'une autre mission, en Afrique ou en Chine[57] ? »

Un collaborateur de Moncheur répondit : « Il serait pire qu'inutile de l'envoyer au Congo, sauf à espérer qu'il n'en revienne pas[58]. » Moncheur ajoutait cette mise en garde prophétique concernant Kowalsky : « S'il s'en prend à moi du fait de sa disgrâce, il peut me faire des scènes de nature à produire un scandale dans la presse[59]. »

Optant pour la prudence, des fonctionnaires de l'État du Congo convoquèrent Kowalsky à Bruxelles, où ils lui demandèrent d'entreprendre une mission urgente au Nigeria. Kowalsky se montra suffisamment intéressé pour

acheter un casque colonial et un fusil de gros calibre afin de chasser l'éléphant, mais finit par refuser la mission, s'étant probablement rendu compte qu'on cherchait à se débarrasser de lui. Les collaborateurs de Léopold responsables des affaires congolaises étaient très ennuyés, mais Kowalsky en savait trop, et ils n'osèrent pas le congédier. Ils le renvoyèrent donc aux États-Unis, avec de nouvelles instructions qui cachaient mal leur anxiété croissante : « La mission du colonel Kowalsky consiste à éclairer les sénateurs et les membres du Congrès sur la justice de notre cause, et à écarter le vote par eux de résolutions défavorables. » Ils précisaient cependant : « Il prendra soin de ne visiter la Maison Blanche qu'en cas de nécessité absolue. [...] Il ne fera de discours publics qu'après avoir pris l'avis du ministre belge[60]. »

Kowalsky était maintenant hors circuit ; un an après avoir fait appel à ses services, Léopold laissa expirer son contrat. En vain, l'avocat bombarda le roi de lettres (commençant toutes par « Ma chère Majesté ») dans lesquelles il se vantait de tout ce qu'il avait fait pour la cause du Congo, attaquait ses rivaux parmi les autres agents de Léopold aux États-Unis (il qualifiait l'un d'eux d'« ingrat dénué de principes et de caractère, sans le moindre mérite », au « comportement de canaille »), et faisait de lui-même des éloges extravagants : « C'était une tâche gigantesque, et je travaillais jour et nuit. [...] J'ai parcouru des milliers de kilomètres pour cette cause. » Pour inciter le roi à le remettre à sa solde, il s'efforçait de le flatter : « J'avoue avoir conçu pour Votre Majesté une affection proche de celle que je ressentais pour mon bien-aimé et regretté père[61]. » Léopold ajouta aux émoluments annuels de Kowalsky la coquette somme de cent vingt-cinq mille francs[62], à condition qu'il se tienne tranquille, et

tenta de l'apaiser par de vagues promesses : un jour, il pourrait avoir de nouveau besoin de ses services.

Finalement, Kowalsky eut la réaction de dépit que redoutaient Moncheur et ses collègues de l'ambassade de Belgique. Le 10 décembre 1906, les lecteurs du *New York American*, journal appartenant à William Randolph Hearst, découvrirent à la une de leur quotidien un long article révélant le fonctionnement du lobby du Congo en Amérique : LA STUPÉFIANTE TENTATIVE DU ROI LÉOPOLD POUR INFLUENCER NOTRE CONGRÈS. [...] LE TEXTE INTÉGRAL DE L'ACCORD CONCLU ENTRE LE ROI DES BELGES ET SES AGENTS PAYÉS À WASHINGTON. Bien que Kowalsky affirmât avec indignation que quelqu'un avait cambriolé son bureau, il avait, semble-t-il, vendu à Hearst l'ensemble de sa correspondance relative au Congo.

Une semaine durant, tous les jours, Hearst exploita ce sujet au maximum, étalant des dizaines de milliers de mots et des dizaines de photographies dans les pages du *New York American* et des nombreux autres journaux qu'il possédait. Pour Léopold, on n'aurait pu imaginer pire catastrophe ; en effet, afin de donner un caractère encore plus dramatique à son « scoop », l'*American* illustrait la vilenie du roi en reproduisant les photos de mains coupées de Morel et en reprenant toutes les accusations des réformateurs concernant les atrocités perpétrées au Congo : CRUAUTÉS INFÂMES. [...] FEMMES ET ENFANTS TORTURÉS[63] ; [...] LES ÉTATS-UNIS ATTERRÉS PAR LES CRIMES AU CONGO[64].

Les documents révélaient que, en plus de son salaire et des sommes versées pour qu'il se tienne tranquille, Léopold avait promis à Kowalsky cent mille francs en obligations de l'État du Congo « si le gouvernement américain ne fai[sai]t aucune déclaration hostile susceptible de nuire à l'État du Congo, et si le Congrès ne vot[ait] aucune

résolution hostile avant la fin de la prochaine session[65] ». Dans une lettre au roi, Kowalsky se vantait d'avoir versé un pot-de-vin de mille dollars à un éminent journaliste, dont il ne précisait pas le nom, qui était selon lui un « ami personnel du Président » et dont les services « nous avaient donné [l'équivalent de] centaines de milliers de dollars de publicité en faveur de notre cause ». Kowalsky se vantait également d'avoir empêché la publication d'un exposé dans *Munsey's Magazine*, en allant voir « le rédacteur en chef, un ami personnel, qui a[vait] détruit l'article et en a[vait] publié un autre très favorable aux intérêts de Votre Majesté[66] ».

La révélation la plus sensationnelle était que Kowalsky avait utilisé l'argent de Léopold pour graisser la patte à Thomas G. Garrett, un employé de la commission des Affaires étrangères du Sénat, afin de mieux faire échec aux résolutions de protestation contre la situation au Congo. Avec son extravagance coutumière, Kowalsky informait le roi que Garrett « se tenait à la porte de la salle du comité pour repousser les missionnaires, les prêtres et les sectaires religieux qui présentaient leurs revendications en glapissant, ainsi que quelques émissaires de l'organisation de Liverpool. Pendant tout ce temps, je suis resté à mon poste, et je n'ai osé respirer que quand le Congrès a fermé[67] ». L'*American* reproduisait en première page une lettre manuscrite de Garrett, sur papier à en-tête du Sénat, réclamant à Kowalsky une partie de la somme promise.

Garrett fut promptement congédié et, quelques heures seulement après la publication de l'article, le sénateur Lodge, du Massachusetts, déposait une résolution demandant une enquête internationale sur le scandale du Congo. Des manipulations habiles de Moncheur et des manœuvres occultes du sénateur Aldrich réussirent à atténuer les termes

de la résolution avant qu'elle fût votée, mais l'ensemble de cet épisode avait dramatiquement modifié le climat à Washington. Le secrétaire d'État Root abandonna la politique de non-intervention et décida de coopérer avec les Britanniques en vue d'exercer des pressions sur Léopold pour le contraindre à mettre fin à sa domination sur le territoire. Les révélations de Kowalsky – que Morel s'empressa de reprendre, à la fois en Angleterre et sous la forme d'un pamphlet en français diffusé en Belgique – furent une défaite majeure pour Léopold. Les vents devenaient contraires au roi.

À peu près à l'époque où il faisait appel aux services de Kowalsky, Léopold avait entamé des manœuvres sur un tout autre front. Se souvenant que sa prétendue « commission pour la Protection des indigènes » avait si bien réussi à faire taire les critiques au cours des années 1890, il avait décidé que le moment était venu de renouveler l'opération. La commission se rendrait au Congo, enquêterait sur la situation dans le territoire, et blanchirait son nom.

Pour faire partie de cette nouvelle commission d'enquête[68], il désigna trois juges : un Belge, un Suisse et un Italien. Cette commission, pourtant, n'était pas aussi neutre qu'on aurait pu le croire. L'Italien, le baron Giacomo Nisco, exerçait les fonctions de juge non pas en Italie, mais dans l'État du Congo. En fait c'était lui qui, lors de la notoire affaire Caudron *(voir p. 363-364)*, avait réduit la peine de l'accusé en faisant valoir qu'une certaine quantité de « force » et de « terreur » était inéluctable. Qui plus était, aucun des trois juges ne parlait la moindre langue africaine, ni même assez bien l'anglais, pour s'entretenir directement avec les missionnaires britanniques et américains, qui ne ménageaient pas leurs critiques envers le

régime. La commission avait pour instructions de tenir des audiences, d'entendre des témoins et de présenter un rapport. Le roi espérait sans doute que, pendant la longue traversée jusqu'au Congo, le vieil habitué de l'Afrique qu'était le baron Nisco éclairerait ses deux compagnons quant à la nécessité d'imposer une ferme discipline aux indigènes.

La commission siégea plusieurs mois durant et recueillit trois cent soixante-dix dépositions. Elle siégeait dans les lieux les plus divers, des vérandas de postes de collecte du caoutchouc au pont de son vapeur, l'*Archiduchesse Stéphanie*, nommée ainsi d'après une des filles de Léopold auxquelles celui-ci n'adressait plus la parole. Le cérémonial était impressionnant : juges en robe écarlate ou noire, interprètes, greffiers, soldats montant la garde baïonnette au canon. Les témoins se succédaient, et leurs dépositions étaient horrifiantes. L'un des plus impressionnants fut le chef Bolima Lontulu, qui avait été fouetté avec la chicotte, gardé en otage, et envoyé au travail enchaîné. Lorsque ce fut à son tour de témoigner, Lontulu posa sur la table, devant les juges, cent dix baguettes de bois, dont chacune représentait une personne tuée à cause du caoutchouc. Il divisa les baguettes en quatre tas : nobles, hommes, femmes, enfants. Baguette après baguette, il donna les noms des morts.

La nouvelle de ce témoignage fut sans tarder transmise à Bruxelles, mais au début Léopold ne réalisa pas l'effet que cela avait eu sur les membres de la commission. Peu après, en mars 1905, un étrange signal d'alarme arriva de Boma, capitale du Congo, indiquant que cette affaire se terminerait peut-être moins bien que prévu pour le roi. Paul Costermans, vice-gouverneur général du territoire, et, dans la mesure où c'était possible pour une personne exerçant

de hautes fonctions au sein d'un tel système, homme intègre, fut informé des constatations faites par la commission ; aussitôt après, à la grande inquiétude de ses assistants, il sombra dans une profonde dépression. Une quinzaine de jours plus tard, après avoir écrit une série de lettres d'adieux, il se trancha la gorge avec un rasoir.

Un autre mauvais présage pour Léopold suivit : en écoutant une succession de témoins décrire des événements atroces, un des juges s'était effondré et avait fondu en larmes[69]. Le roi dut se rendre à l'évidence : le processus s'était retourné contre lui. Il réalisa avec épouvante que ce simulacre d'enquête avait échappé à son contrôle et était devenu une authentique investigation. Bien que n'ayant pu se procurer le procès-verbal officiel, il publia sans tarder, sous forme de brochure, les informations que ses amis missionnaires et leurs paroissiens africains avaient données à la commission, et en fit parvenir un exemplaire à chaque membre du Parlement belge.

À leur retour en Europe, après avoir délibéré, les membres de la commission rédigèrent un rapport de cent cinquante pages. Bien qu'écrit dans un langage neutre et bureaucratique, Léopold vit qu'il reprenait presque toutes les principales critiques formulées par Casement et Morel, ce qui le mit hors de lui. À l'automne 1905, il ne put retarder davantage la publication du rapport, que l'Europe entière attendait avec impatience. Les hommes politiques comme les journalistes se répandaient déjà en hypothèses sur son contenu. Mais le roi avait encore un tour dans son sac, peut-être le plus éblouissant numéro de prestidigitation de sa longue carrière.

Avec son sens très moderne des relations publiques, Léopold n'ignorait pas que, souvent, la substance d'un événement politique importe moins que la façon dont le

public le perçoit. Quiconque contrôle cette perception contrôle l'événement lui-même. Il savait aussi que les journalistes ne redoutent rien tant que d'avoir à digérer un long rapport officiel quand ils sont, comme toujours, à court de temps – surtout quand le texte en question est dans une langue étrangère. Le 3 novembre 1905, la veille du jour prévu pour la publication du rapport de la commission d'enquête, les principaux journaux britanniques reçurent un document accompagné d'une lettre expliquant qu'il s'agissait d'« un résumé complet et authentique du rapport[70] ». Cet utile sommaire, qui arrivait à point nommé, émanait de la West African Missionary Association, ce qui semblait garantir sa fiabilité. Après tout, les missionnaires comptaient parmi les critiques les plus persistants de l'État du Congo. De surcroît, ledit sommaire était en anglais.

Ravis d'une telle aubaine, presque tous les journaux anglais publièrent ce texte, pensant que cela leur donnait un jour d'avance sur la principale information de la semaine. L'Associated Press le transmit aux États-Unis, où il fut également repris par les principaux journaux. Mais les jours suivants, lorsque les journalistes et les rédacteurs en chef eurent eu le temps de lire le texte intégral du rapport, en français, ils se rendirent compte que le prétendu sommaire n'avait pas grand-chose à voir avec le rapport. À maintes reprises, il « résumait » des éléments essentiels du rapport au point de les rendre méconnaissables. Pour prendre un exemple, lorsque le rapport disait : « Nous avons nous-mêmes décrit les effets désastreux du portage, et démontré que le travail excessif imposé aux indigènes au voisinage de certains postes importants avait pour effet de dépeupler le pays », on pouvait lire dans le sommaire : « Afin d'éviter les regrettables conséquences

[du portage] en attendant la construction de voies ferrées, la commission suggère d'utiliser les cours d'eau[71]. »

Les journalistes commencèrent aussi à se demander ce qu'était au juste la « West African Missionary Association ». Leur enquête les mena jusqu'à l'étude d'un avocat londonien, lequel refusa toutefois de révéler l'adresse de son client. Un ou deux jours plus tard, se laissant fléchir, il indiqua aux journalistes un petit bureau composé d'une seule pièce, juste de l'autre côté de la rue, avec une pancarte toute neuve sur la porte. Il n'y avait personne, en dehors d'un gardien. L'avocat produisit alors une liste des membres du conseil d'administration de l'association, mais aucun de ceux que la presse put joindre n'avait assisté à la moindre réunion. Des recherches complémentaires révélèrent que le « sommaire » avait été apporté en Angleterre par un prêtre belge, à l'église duquel Léopold avait fait récemment une importante donation. La West African Missionary Association[72] n'avait jamais fait parler d'elle avant la publication de ce sommaire qui avait joué un si grand rôle, et l'on n'entendit plus jamais parler d'elle par la suite.

Chapitre XVII

NUL HOMME N'EST ÉTRANGER

Dans les témoignages bruts, non révisés, tels que les a recueillis la commission d'enquête, le régime de Léopold II se trouvait enfin mis à nu. Aucune excuse n'était recevable. Il était impossible de prétendre que ces renseignements avaient été réunis par des ennemis du roi, puisque les trois membres de la commission avaient été désignés par Léopold II en personne. Il était impossible de prétendre que ces histoires étaient fabriquées de toutes pièces, car de nombreux témoins décrivaient parfois la même atrocité. Enfin, il était impossible de prétendre que les témoins étaient simplement des mécontents et des paresseux, car par le simple fait de déposer devant la commission un grand nombre avaient risqué leur vie. Lorsqu'un cadre de l'ABIR, Raoul Van Calcken, aperçut deux Africains, Lilongo et Ifomi, qui se rendaient à l'endroit où siégeait la commission, il ordonna qu'on se saisisse d'eux. « Il dit ensuite à ses sentinelles de nous attacher à deux arbres, dos à l'arbre, sans que nos pieds touchent le sol, devait relater Lilongo à un missionnaire britannique. Nos bras étaient levés au-dessus de la tête. [...] Regardez ces cicatrices dont mon corps est couvert. [...] Nous sommes restés suspendus

ainsi plusieurs jours et plusieurs nuits. Pendant tout ce temps, nous n'avions rien à boire ni à manger ; parfois il pleuvait, parfois il y avait du soleil. [...] Nous avons pleuré et pleuré jusqu'à ce que les larmes ne viennent plus – c'était la douleur de la mort elle-même. Pendant que nous étions suspendus ainsi, trois sentinelles et l'homme blanc nous battaient sur les parties intimes, sur le cou et sur d'autres endroits du corps avec de gros bâtons, jusqu'à ce que nous perdions connaissance[1]. » Ifomi mourut, et Van Calcken ordonna de jeter son corps dans une rivière. Lilongo survécut, témoigna devant la commission, puis fut ramené chez lui par son frère cadet.

Les dépositions de Lilongo et d'autres témoins sont transcrites sur des formulaires portant le titre officiel complet de la commission : « Commission d'Enquête instituée par décret du Roi Souverain en date du 23 juillet 1904 », ainsi que les noms et les titres des trois membres de la commission, suivis par des blancs où devaient être inscrits le nom du secrétaire, celui du témoin, lequel devait jurer de dire toute la vérité et rien que la vérité, et celui de l'interprète. Ensuite vient la transcription de la déposition.

Témoin Ilange Kunda, de M'Bongo. – « J'ai connu Malu Malu ["Vite Vite", nom donné par les Africains au lieutenant de la Force publique Charles Massard]. Il était très mauvais ; il nous forçait à apporter du caoutchouc. Un jour, je l'ai de mes yeux vu tuer un indigène nommé (Bogoy) Bongiyangwa, uniquement parce que, parmi les cinquante paniers de caoutchouc qu'on avait apportés, il s'en trouvait un qui n'était pas suffisamment rempli.

« Malu Malu a ordonné au soldat Tshumpa de saisir l'indigène qui était en défaut et de l'attacher à un palmier.

Il y avait trois liens, un à la hauteur des genoux, un second à la hauteur du ventre, et le troisième qui enserrait les bras.

« Malu Malu avait sa cartouchière à la ceinture ; il a pris son fusil, a tiré à une distance d'environ vingt mètres, et d'une seule cartouche il a tué Bongiyangwa. La balle a frappé l'indigène en pleine poitrine, au milieu du sternum, et est sortie par le dos : j'ai vu la blessure. Le malheureux a poussé un cri et est mort[2]. »

Témoin M'Putila, originaire de Yembe, demeurant à Bokote. – « Comme vous le voyez, j'ai la main droite coupée. C'est Bula Matari qui m'a mutilé ainsi. Quand j'étais tout petit, les soldats sont venus faire la guerre dans mon village à cause du caoutchouc. Ils ont tiré des coups de fusil et comme je fuyais, une balle m'a rasé la nuque et m'a fait la blessure dont vous voyez encore les cicatrices. Je suis tombé et j'ai fait semblant d'être mort.

« Un soldat à l'aide d'un couteau m'a coupé la main droite et l'a emportée. J'ai vu qu'il était porteur d'autres mains coupées. [...] Le même jour, mon père et ma mère ont été tués, et je sais qu'ils ont eu les mains coupées[3]. »

Témoin Ekuku, grand chef de Boiéka : « J'ai bien connu Jungi. Il est mort il y a environ deux mois des coups de chicotte qu'il a reçus. Je l'ai vu frappé [*sic*] et je l'ai vu mourir. C'était près de l'habitation du Blanc, à trois ou quatre mètres de la véranda, entre les deux cactus à l'endroit même que je vous ai montré tantôt. Jungi était étendu par terre, Ekotolongo [Molle] lui tenait la tête, et Nkoi [Ablay] se tenait debout à ses pieds. Il le frappait avec des joncs *(nkekelei)*. Trois joncs ont été cassés au cours de l'exécution. À un moment

donné, Nkoi a donné des coups de pied à Jungi en lui disant de se relever, et comme il ne bougeait pas. Ekate a dit au Blanc : "Cet homme est mort, vous l'avez tué. [...]" Le Blanc a répondu : "Je m'en fous. Les juges sont des Blancs comme moi." [...] Jungi a été enterré le lendemain de sa mort. [...] C'était un homme d'âge mûr, il n'était pas maladif[4]. »

Témoin Mingo, de Mampoko. – « Pendant que je travaillais à la fabrication des briques à Mampoko, à deux reprises différentes, les sentinelles Nkusu Lomboto et Itokwa, pour me punir, m'ont fait enlever mon pagne et m'ont mis de l'argile dans les parties sexuelles, ce qui m'a fait beaucoup souffrir.

« Le Blanc Likwama [Henri Spelier, un agent de la compagnie] m'a vue avec de la glaise dans les parties sexuelles. Il s'est borné à dire : "Si vous mourez dans mon travail, on peut vous jeter à l'eau[5]." »

Les témoignages se succèdent, une histoire suivant l'autre, par centaines. C'était, enfin, ce que le reste du monde avait rarement entendu au sujet du Congo : les voix des Congolais eux-mêmes. Pendant toute la durée de la ruée des Européens vers l'Afrique, ce n'était qu'en de rares occasions que quelqu'un avait pu réunir un ensemble aussi corrosif de témoignages de première main provenant d'Africains. Quiconque lisait ces récits ne pouvait qu'être empli d'une épouvante indicible.

Malheureusement, personne ne les lisait.

Les conclusions des membres de la commission étaient défavorables, mais ils ne citaient jamais directement les déclarations des témoins africains. Leur rapport était rédigé en termes généraux.

Les récits des témoins ne furent pas davantage publiés à part, et personne ne fut autorisé à les consulter. Ils finirent par être conservés dans une section réservée des archives d'État à Bruxelles. Il fallut attendre les années 1980 pour pouvoir les lire et les copier librement.

Au moment où Léopold contrôlait si habilement les retombées de la publication du rapport de la commission d'enquête, il avait soixante-dix ans. En vieillissant, il semblait ne plus tenir en place. Il fuyait Bruxelles dès qu'il le pouvait et, même quand il y séjournait, il témoignait son mépris à l'égard de tout ce qui était belge en faisant venir de Paris la viande destinée à sa table. Il préférait vivre à l'étranger. Il avait acheté à Caroline un château en France, où il la rejoignait souvent. Il adorait Paris, où il invita une fois à dîner tous les membres du cabinet. Chaque hiver, il se rendait sur la Côte d'Azur dans son wagon de chemin de fer privé, aux fauteuils de cuir vert frappés d'or. Tandis que les Belges pestaient contre les rigueurs de l'hiver et que les messagers allaient et venaient entre Bruxelles et le midi de la France, il vivait et travaillait des mois durant à bord de son yacht, le long et luisant *Alberta*, équipé pour naviguer aussi bien à la voile qu'à la vapeur.

Durant ces hivers sur la Côte d'Azur, Léopold installait Caroline dans une luxueuse demeure, la villa des Cèdres. « Chaque soir, écrit-elle, un canot à vapeur conduisait le roi [...] à un quai relié à ma villa par un passage souterrain. Puisque je parle de ce passage, je ne peux m'empêcher de noter le goût bizarre qu'avait le roi pour tout ce qui dans une architecture, dans une construction avait un caractère mystérieux, une disposition secrète. N'importe qui pouvait lui vendre n'importe quelle maison pourvu qu'elle fût

construite au flanc d'une carrière abandonnée ou qu'elle eût des escaliers invisibles[6]. »

Même quand il se résignait à rester dans son pays si fâcheusement petit, Léopold allait et venait sans cesse entre le château de Laeken, le chalet royal de la plage d'Ostende, et deux autres châteaux. Des régiments d'artisans rénovaient inlassablement ces édifices, ajoutant de nouvelles pièces, des ailes supplémentaires, refaisant les façades. À Laeken, il fit installer un ascenseur décoré dans le style Renaissance italienne, et construire pour un million de francs un « pavillon chinois » ouvert au public et qui comprenait, bizarrement, un restaurant français ; il devait en principe inaugurer une série de bâtiments représentant diverses régions du monde. Les incessants fignolages architecturaux de Léopold concernaient non seulement les édifices qu'il habitait, mais aussi ceux qui se présentaient à sa vue. Il voulait par exemple « pour le cœur d'Ostende de jolies façades *uniformes*[7] ». Il proposa à un voisin vingt-cinq mille francs pour ajouter à sa maison une façade dessinée par son architecte favori, le Français Charles Girault. Lorsque le propriétaire refusa, il fut exproprié.

Le roi allait souvent voir Girault à Paris ; s'installant à une table de l'atelier de l'architecte, il consultait des liasses de plans. Il prenait un grand plaisir à visiter les chantiers de construction. Un jour de 1908, il donna les instructions suivantes à son secrétaire particulier : « Priez le ministre des Travaux publics d'être mercredi, à 9 heures, au palais de Bruxelles. Je voudrais aller avec lui au parc de Saint-Gilles et y être à 9 h 30. Puis au Cinquantenaire à 11 heures. Puis déjeuner au palais vers midi trente, puis aller, à 2 heures, à Laeken. Arrêt au pont sur le canal en face de l'Allée verte. À 3 heures, avenue Van Praet à la Tour japonaise. À 4 heures, route de Meysse et route du Heysel[8]. »

Lorsqu'il ordonnait de réaliser des travaux aux abords du palais royal de Bruxelles, Léopold faisait ériger un haut échafaudage en bois qui lui permettait de surveiller l'avancement des travaux.

Quand il avait des invités, le monarque essayait toujours, par de subtils marchandages, d'étendre son pouvoir. Théophile Delcassé, le ministre français des Affaires étrangères, avait remarqué que son « unique faiblesse est qu'il ne parvient pas à cacher son intelligence : l'on devient méfiant, et l'on craint d'être mené en bateau[9] ». Le roi du diamant sud-africain Cecil Rhodes, qui était le seul homme blanc dont les possessions africaines égalaient celles de Léopold, fit un jour observer en plaisantant qu'il avait refusé une invitation au palais, parce que, dit-il, « chaque déjeuner avec Léopold II me coûte une province[10] ».

À Laeken, les serviteurs avaient l'habitude de voir le roi – grand, chauve et barbu, aux sévères yeux marron et au nez prononcé, en uniforme de général de division – se promener des heures durant, s'appuyant sur sa canne en chêne, au milieu des palmiers et autres plantes tropicales des serres chaudes et le long des sentiers du vaste parc du château. Ses excentricités se multipliaient. Parfois il allait retrouver Caroline sur un grand tricycle, qu'il avait coutume d'appeler « mon animal ». Il avait toujours aussi peur des microbes, et s'était persuadé qu'il était bon pour sa santé de boire quotidiennement de grandes quantités d'eau chaude ; un pichet était constamment à sa disposition. Le protocole de la Cour n'avait rien perdu de sa solennité, le ton étant donné par Léopold, qui parlait lentement et majestueusement, « comme si – écrivent Joseph Conrad et Ford Madox Ford en faisant le portrait à peine déguisé du roi dans leur livre *The Inheritors*

("Les Héritiers") – il répondait perpétuellement à des toasts portés à sa santé[11] ». Léopold commençait de surcroît à parler de lui-même à la troisième personne : « Donnez-lui sa canne ! » « Donnez-lui sa boule », disait-il pour réclamer sa carafe d'eau[12].

L'ordre qu'il aurait réellement aimé donner était : « Ne Lui prenez pas Son Congo ! » En effet, grâce à la campagne de Morel et au rapport de sa propre commission, il était soumis de toutes parts à des pressions croissantes visant à le faire renoncer au pays qu'il considérait comme sa propriété privée. En fait, une seule alternative à la mainmise de Léopold sur le Congo fut vraiment considérée sérieusement : en faire une colonie belge. Morel lui-même, tout en déplorant l'absence d'une autre solution politiquement viable, préconisait à contrecœur ce qu'il était convenu d'appeler la « solution belge ». Si une telle mesure s'accompagnait des réformes indispensables – et Morel insistait constamment sur ce point –, il estimait que les droits des Congolais seraient probablement mieux protégés dans une colonie belge tenue de respecter la loi et ouverte à l'inspection que dans un fief royal caché aux regards. Il nous semble surprenant aujourd'hui que seuls de rares réformateurs envisageaient autre chose que la « solution belge », mais il ne faut pas oublier que, en cette première décennie du siècle, la notion d'indépendance et d'autonomie politique des pays africains n'était guère défendue que par quelques rebelles retranchés au fin fond de la forêt vierge du Congo. En 1890, George Washington Williams avait demandé pour le Congo un gouvernement « local, et non pas européen ; international, et non pas national[13] ». Il fallut toutefois attendre plus de trois décennies avant que quiconque, même parmi les intellectuels les plus violemment anticolonialistes

d'Europe, d'Afrique ou des Amériques, formule des revendications comparables[14*].

Pour Léopold, l'explosion internationale de publicité négative qu'avait déclenchée le scandale Kowalsky marqua un tournant décisif[15]. Au lieu de léguer généreusement le Congo à la Belgique le jour de sa mort, comme il l'avait prévu, il devait, il en était conscient, hâter les événements. Avec son flair étonnant pour tirer le meilleur parti d'une situation en apparence difficile, il commença à manœuvrer. Si ces bigots bien-pensants le forçaient à abandonner sa bien-aimée colonie, il n'allait certainement pas en faire cadeau. Il la *vendrait*. Et cela coûterait gros à l'acheteur, en l'occurrence la Belgique.

Curieusement, Léopold avait l'avantage, car le gouvernement belge était dans une impasse. Le mouvement pour la réforme du Congo avait pris une telle ampleur que la réputation internationale de la Belgique risquait d'en souffrir. Sans oublier que la capacité d'indignation de l'opinion britannique constituait un pouvoir indépendant de tout gouvernement ; vers la même époque, par exemple, quelques humanitaristes britanniques avaient organisé un boycott des produits portugais pour protester contre l'utilisation du travail forcé dans les colonies portugaises d'Afrique. En outre, si la Belgique ne reprenait pas rapidement la colonie, d'autres puissances étaient sur les rangs : la France et l'Allemagne, depuis longtemps envieuses du lucratif commerce du caoutchouc de Léopold, lorgnaient des parties du territoire congolais. Le président Roosevelt avait également laissé entendre qu'il serait disposé à se joindre à

* En 1919 encore, lorsque le II[e] Congrès panafricain, composé de dirigeants noirs américains, caribéens et africains, se réunit à Paris sous la présidence de William E. Burghardt Du Bois, il ne préconisa pas l'indépendance complète des colonies africaines.

la Grande-Bretagne en vue de convoquer une conférence internationale consacrée à l'avenir du Congo. À trois reprises, les ambassadeurs de Grande-Bretagne et des États-Unis à Bruxelles allèrent voir ensemble le ministre des Affaires étrangères, pour demander avec insistance une annexion rapide du Congo par la Belgique[16]. Pourtant, bien que les pouvoirs du roi dans son propre pays fussent fort limités, le gouvernement belge n'avait aucune autorité sur lui quant à son rôle de souverain du Congo. En dernière analyse, le roi détenait les cartes maîtresses, et il le savait.

Cela étant, quelle somme pourrait-il tirer du gouvernement en échange du Congo ? Les négociations débutèrent à la fin de 1906, mais ne tardèrent pas à s'enliser, car le gouvernement belge ne réussissait pas à obtenir communication des comptes très secrets de l'État du Congo. Quiconque achète une entreprise commerciale veut consulter sa comptabilité et connaître son bilan, c'est normal. Comme Léopold passait l'hiver au soleil près du cap Ferrat, le gouvernement dépêcha le baron Léon Van der Elst, secrétaire général du ministère des Affaires étrangères. Le roi reçut le baron à bord de son yacht, lui accorda une généreuse hospitalité pendant plusieurs jours, et lui fit visiter les jardins de ses propriétés de bord de mer, de plus en plus vastes et nombreuses. Mais, lorsque le baron demanda des données financières, Léopold rétorqua que l'État du Congo n'avait d'obligations envers personne, sinon envers son créateur, et que personne n'avait le droit de lui demander ses comptes[17]. Lorsque les auditeurs réussirent enfin à voir quelques chiffres, il devint évident qu'une des raisons de son obstination était que les vingt-cinq millions de francs que lui avait prêtés le gouvernement belge en 1890 avaient disparu, de même que les sept autres millions, approximativement, empruntés quelques années

plus tard. Un journal anversois émit l'hypothèse que l'argent était allé à Caroline. Le roi le prit très mal, et refusa de répondre à de nouvelles questions.

Les négociations traînèrent pendant toute l'année 1907 et jusqu'au début de 1908. Léopold ronchonnait et pestait contre les hauts fonctionnaires qui essayaient de lui parler ; un jour, il claqua la porte au nez de son secrétaire, l'accusant d'être de mèche avec les forces qui tentaient de lui arracher son Congo[18]. De même que son charme, les colères du roi étaient calculées. Grâce au temps qu'elles lui permettaient de gagner, il fit en secret tout ce qui était en son pouvoir pour dissimuler le stupéfiant réseau de richesses liées au Congo, sans cesser de proclamer qu'il ne possédait rien de tout cela. « Je suis le souverain du Congo, mais la prospérité du pays ne m'avantage pas plus que la prospérité de l'Amérique ne bénéficie à la fortune personnelle du président Roosevelt, déclara-t-il à un correspondant américain. Je n'ai pas investi un centime dans les industries congolaises, et je n'ai touché aucun salaire en qualité de dirigeant du Congo[19]. »

Finalement, le roi fit savoir qu'il était prêt à s'incliner. Il annonça son prix. Il consentit à le baisser un peu, mais pas beaucoup ; en mars 1908, le marché fut conclu. En échange du Congo, le gouvernement belge acceptait d'assumer ses dettes, estimées à cent dix millions de francs, dont une grande partie était sous la forme des obligations que Léopold avait si généreusement distribuées au fil des années à des favoris comme Caroline. Une part des dettes que le gouvernement belge floué prenait à sa charge était en fait due à lui-même : les trente-deux millions d'emprunts – ou à peu près – que Léopold n'avait jamais remboursés.

L'accord prévoyait également que la Belgique acceptait de débourser quarante-cinq millions et demi de francs

pour achever certains des projets architecturaux du roi. Sur cette somme, pas moins d'un tiers était destiné aux importantes rénovations en cours à Laeken, qui était d'ores et déjà une des demeures royales les plus fastueuses d'Europe ; également à Laeken, jusqu'à sept cents maçons, sans compter cent cinquante chevaux et sept grues à vapeur, travaillèrent à édifier un grandiose projet de Léopold, un grand centre de conférences internationales. Enfin, Léopold devait recevoir, en plusieurs versements, cinquante millions de francs « en témoignage de gratitude pour ses grands sacrifices en faveur du Congo créé par lui[20] ». Il n'était pas question que ces sommes fussent payées par le contribuable belge. Elles devaient venir du Congo lui-même.

En novembre 1908, des cérémonies solennelles furent organisées à Boma pour marquer le « changement de propriétaire » officiel du Congo. Au même moment, dans une lointaine région de l'intérieur, un drame hors du commun se poursuivait. Le simple fait qu'il eût commencé sous l'administration de Léopold et se poursuivît sans interruption dans la nouvelle colonie belge indique que la différence entre les deux régimes n'était pas vraiment ce que les réformateurs avaient espéré. Le principal protagoniste en était le missionnaire noir américain William Sheppard.

L'article écrit par Sheppard quelque dix ans auparavant, relatant sa découverte de quatre-vingt-une mains coupées mises à sécher au-dessus d'un feu, avait été l'un des témoignages sur le Congo les plus souvent mentionnés. « Son récit de témoin oculaire, écrit un chercheur, a été cité par la quasi-totalité des réformateurs américains, blancs ou noirs[21]. » Ces dernières années, Sheppard avait trouvé

un puissant allié en la personne de son confrère William Morrison[22], un pasteur blanc qui faisait partie de la Southern Presbyterian Congo Mission depuis 1897. Morrison était un adversaire intrépide du régime, un ami de Morel, et une source d'inspiration pour les autres missionnaires américains, britanniques et Scandinaves, qu'il encourageait à s'exprimer publiquement. Il avait bombardé de missives les fonctionnaires en poste à Boma, publié une lettre ouverte à Léopold, et donné une conférence mémorable lors d'un passage à Londres. Aux États-Unis, à la tête d'un groupe de presbytériens, il avait rencontré le président Theodore Roosevelt au sujet du Congo. En retour, le régime haïssait Morrison autant qu'il haïssait Sheppard.

De tous les missionnaires américains au Congo, Sheppard et Morrison étaient ceux qui mâchaient le moins leurs mots. Depuis longtemps, leurs protestations irritaient Léopold, qui avait ordonné de rechercher leurs articles hostiles dans les revues publiées par des missionnaires ; quelques exemplaires ont survécu, marqués au gros crayon bleu par des fonctionnaires du palais. Le principal ennemi du roi, Morel, étant hors d'atteinte en Angleterre, Léopold s'était efforcé d'intimider les sources de celui-ci ; en 1906, il avait promulgué un décret aux termes duquel toute calomnie à l'encontre d'un fonctionnaire de l'État du Congo était passible d'une amende ou d'une peine de cinq ans de prison. Un missionnaire baptiste britannique qui avait fourni des renseignements à Morel passa en jugement peu après et fut condamné à mille francs d'amende, plus les frais de justice ; n'ayant pas la ferveur d'un Sheppard ou d'un Morrison, il quitta le pays[23]. Le petit groupe de presbytériens américains savait qu'il était devenu plus dangereux de s'exprimer ; ils étaient surveillés de près, tant

en Afrique qu'ailleurs. À leur insu, Moncheur, l'ambassadeur de Belgique à Washington, avait assisté en Virginie à l'une des nombreuses conférences dénonçant les atrocités au Congo que donnait lors de ses congés Sheppard, dont la réputation d'orateur particulièrement émouvant emplissait les salles et les églises, et faisait la une de la presse[24].

Alors que la fin du régime de Léopold approchait, la Compagnie du Kasaï, une compagnie concessionnaire de la nouvelle génération qui gouvernait *de facto* la région où travaillaient les missionnaires presbytériens, s'efforçait de produire un maximum de caoutchouc tant que le boom durait. Le bassin de la rivière Kasaï (ou Kassaï), où l'exploitation de cette richesse naturelle avait débuté un peu plus tard qu'ailleurs, était devenu la source de caoutchouc la plus lucrative du Congo. Et qui fit soudain sa réapparition, parcourant la région depuis plusieurs mois en qualité d'inspecteur général de la Compagnie du Kasaï, belle promotion depuis la dernière fois que nous l'avons rencontré ? Nul autre que Léon Rom, ex-collectionneur de têtes coupées. Il était en effet fréquent que les officiers de la Force publique en retraite deviennent des cadres des compagnies concessionnaires.

Dans la région du Kasaï, les Koubas, peuple habituellement pacifique, s'étaient révoltés contre la terreur du caoutchouc, encouragés (comme lors d'autres soulèvements sans espoir en d'autres régions d'Afrique méridionale) par des anciens qui disaient avoir un fétiche capable de changer en eau les balles des hommes blancs. Les rebelles avaient brûlé des comptoirs et une mission, mais les balles ne s'étant pas changées en eau quelque cent quatre-vingts d'entre eux avaient été tués[25]. Dans un article paru dans le *Kassai Herald*, la lettre d'information annuelle que les presbytériens américains établis au Congo publiaient à

l'intention de ceux qui les soutenaient aux États-Unis, William Sheppard avait décrit le massacre des Koubas, en commençant typiquement par célébrer l'histoire de ceux-ci comme aucun missionnaire blanc n'aurait pu le faire :

> Ces hommes et femmes grands et vigoureux, libres depuis des temps immémoriaux, cultivant dans leurs grandes fermes maïs, pois, tabac et pommes de terre, prenant au piège des éléphants pour leur ivoire et des léopards pour leur fourrure, qui ont toujours eu leur propre roi et un gouvernement qui se faisait respecter, avec des représentants de la loi dans chaque localité du royaume, ces hommes et femmes splendides, dont le nombre est peut-être de quatre cent mille, ont entamé un nouveau chapitre de l'histoire de leur tribu. Il y a quelques années seulement, les voyageurs parcourant le pays les voyaient habiter de grandes maisons de une à quatre pièces chacune, vivant heureux et aimant leurs femmes et leurs enfants, l'une des plus prospères et des plus intelligentes de toutes les tribus africaines. [...]
>
> Mais au cours des trois dernières années, comme ils ont changé ! Leurs terres sont couvertes de mauvaises herbes, envahies par la jungle, leur roi est pratiquement un esclave ; la plupart de leurs maisons, à moitié construites, ont une seule pièce et sont très négligées. Les rues de leurs villages ne sont pas propres et soigneusement balayées comme elles l'étaient jadis. Même leurs enfants pleurent pour avoir du pain.
>
> Pourquoi ce changement ? Voici la réponse en quelques mots. Les sentinelles armées des compagnies commerciales concessionnaires obligent les hommes et les femmes à passer la majeure partie de leurs jours et de leurs nuits dans la forêt pour faire du caoutchouc,

> et le salaire qu'ils touchent est si maigre qu'ils ne peuvent pas en vivre. Dans la plupart des villages, ces gens n'ont pas le temps d'écouter l'histoire de l'Évangile, ni de donner une réponse concernant le salut de leur âme[26].

L'article de Sheppard parut en janvier 1908. Le même mois, Léon Rom regagnait la Belgique après un voyage d'affaires de six mois au Kasaï. Peu après, ses collègues de la Compagnie du Kasaï commencèrent à s'agiter, usant de menaces et d'intimidation, et exigèrent un démenti ; Morrison et Sheppard refusèrent. Morrison envoya aux responsables de la compagnie des lettres véhémentes énumérant des accusations plus spécifiques, ce qui ne fit que les indisposer encore plus. Juridiquement, les deux missionnaires étaient vulnérables, car ils avaient publié leur article au Congo même. En Angleterre, Morel réimprima l'article de Sheppard, accompagné d'une photographie envoyée par les missionnaires qui montrait des travailleurs forcés attachés ensemble par le cou.

Tandis que la compagnie continuait à tempêter contre l'article offensant, le vice-consul de Grande-Bretagne au Congo, Wilfred Thesiger, effectua une visite de trois mois dans le bassin du Kasaï pour préparer un rapport sur la situation dans cette région. Des fonctionnaires suivirent ses déplacements avec inquiétude, ne se souvenant que trop bien de la tempête provoquée par le rapport de Roger Casement quatre ans auparavant dans le monde entier. À la consternation des autorités, Thesiger séjourna à la mission des presbytériens américains, et utilisa pour se déplacer leur bateau à vapeur, le *Lapsley*. Compte tenu de sa connaissance des langues locales et du district, Sheppard servit de guide à Thesiger, auquel il fit visiter trente et un

villages koubas. Après leur départ, un chef de poste méfiant interrogea des villageois avec lesquels les deux hommes s'étaient entretenus, et signala avec inquiétude à ses supérieurs que, « montrant le consul, Sheppard avait dit : "Vous voyez cet homme blanc, quand il retournera en Europe, il répétera aux hauts fonctionnaires de l'État tout ce que vous lui direz, parce qu'il est très puissant." Dans les villages bakoubas, [Thesiger] [...] posait toutes les questions que Sheppard lui suggérait[27] ». Thesiger ne tarda pas à remettre au Parlement britannique un rapport cinglant, où il était question de famine et d'exactions. Un passage décrivant les maisons des Koubas qui tombaient en ruine pendant que les habitants travaillaient comme des esclaves pour récolter le caoutchouc faisait directement écho à l'article de Sheppard. Le prix des actions de la Compagnie du Kasaï était en chute libre. Furieux, les responsables de celle-ci et de l'État du Congo firent retomber le blâme sur Sheppard.

La compagnie ne pouvait pas poursuivre en justice les presbytériens pour l'aide qu'ils avaient apportée à Thesiger, mais elle pouvait en revanche les attaquer pour avoir publié l'article de Sheppard en 1908. En février 1909, elle porta plainte pour diffamation contre Sheppard, en tant qu'auteur de l'article, et contre Morrison, qui l'avait publié, en demandant quatre-vingt mille francs de dommages et intérêts[28]. Les deux hommes, fidèles à leurs principes, décidèrent que s'ils étaient condamnés ils « préféreraient aller en prison plutôt que de payer l'amende[29] », comme l'écrivit Morrison dans une lettre à ses amis américains.

À l'étranger, leurs partisans se mobilisèrent pour les défendre. « Morrison au banc des accusés, écrivit sir Arthur Conan Doyle (ignorant le prévenu noir, Sheppard), fait une plus belle statue de la Liberté que celle de Bartholdi

dans le port de New York[30]. » À Washington, l'affaire fut examinée lors d'une réunion du cabinet. La légation américaine à Bruxelles informa le gouvernement belge que les États-Unis suivaient le procès « avec un vif intérêt et une grande inquiétude[31] », et donna à entendre que leur reconnaissance des nouveaux droits de la Belgique sur le Congo pourrait dépendre de son issue.

C'est à Léopoldville, à près de mille kilomètres en aval de la mission presbytérienne en descendant le Kasaï puis le Congo, que se tint ce procès. Une photographie montre Morrison et Sheppard avant son ouverture ; ils se tiennent à l'ombre d'un bouquet de palmiers, de part et d'autre d'une douzaine de Koubas prêts à témoigner en leur faveur. Les Koubas sont torse nu. Morrison, l'homme blanc, semble résigné derrière sa barbe florissante, comme s'il se préparait à une nouvelle épreuve dans une vie de piété qui trouvera sa récompense aux cieux, mais certainement pas ici-bas. Il porte un complet noir, un chapeau également noir, et des chaussures fatiguées. Sheppard, l'homme noir, porte un complet et un chapeau blancs. Ses chaussures sont resplendissantes ; le torse bombé, dépassant tous ses compagnons d'une tête, il semble se réjouir immensément de ce moment. Son attitude à l'égard des Koubas exprime une sorte de fierté protectrice, comme s'ils étaient ses parents d'une branche cadette.

La date du début du procès fut fixée – délibérément, pensèrent les missionnaires – pendant la saison sèche, celle des basses eaux de la rivière Kasaï. Lorsque le vapeur qui transportait les deux prévenus et leurs témoins koubas rencontra des hauts-fonds, le capitaine refusa d'aller plus loin. Une nouvelle date fut fixée.

Morel télégraphia à son ami et allié Émile Vandervelde, le dirigeant du Parti ouvrier belge, pour lui demander de

recommander un « jeune et honnête avocat belge[32] » aux deux missionnaires. Vandervelde, une des figures les plus marquantes du mouvement social-démocrate européen, était également avocat. À la surprise générale, il déclara qu'il assurerait lui-même leur défense, à titre gracieux. Le procès fut donc retardé une seconde fois pour permettre à Vandervelde de se rendre au Congo. Alors qu'il se préparait au départ, quelqu'un lui reprocha d'aller jusqu'en Afrique pour défendre deux « étrangers » – remarque qui, peut-être, sous-entendait qu'un de ces étrangers était noir.

Vandervelde répondit : « Devant un tribunal, nul homme n'est un étranger[33]. »

Peu après son arrivée au Congo, l'anticlérical Vandervelde, président de la IIe Internationale, connaissant toutes les personnalités de gauche de son époque et ami de certaines d'entre elles, se retrouva dans une mission et navigua sur le Stanley Pool à bord du vapeur de celle-ci, battant pavillon américain. Il regarda avec amusement les missionnaires administrer des baptêmes par immersion totale, et prier pour un verdict favorable[34].

Enfin le procès commença, dans un tribunal de Léopoldville en bois et brique aux fenêtres ouvertes à tous les vents. Pour une question de procédure, le tribunal avait abandonné les poursuites contre Morrison ; Sheppard restait donc le seul accusé. Dans cet avant-poste frontalier, parsemé de manguiers, de palmiers et de baobabs, avec ses équipes de travailleurs forcés, ses casernes et son stand de tir où les Européens venaient s'exercer le dimanche, le procès était sans conteste le meilleur spectacle de la saison. En témoignage de soutien, plus de trente missionnaires protestants étrangers étaient venus. De même que les autres partisans de Sheppard, ils étaient installés d'un côté de la salle ; de l'autre avaient pris place des missionnaires

catholiques, des représentants de l'État du Congo, et d'autres partisans de la Compagnie du Kasaï. Des spectateurs qui n'avaient pu entrer se pressaient aux fenêtres et à la porte. Les dirigeants de la Compagnie du Kasaï portaient des complets blancs et des casques coloniaux ; Sheppard était très élégant dans son veston foncé orné d'une pochette.

Le juge fit tinter une clochette pour annoncer l'ouverture des débats. L'avocat de la Compagnie du Kasaï prit la parole. Lorsqu'il eut terminé, Vandervelde se leva, décidé à tirer le meilleur parti possible de cette tribune inaccoutumée. Sheppard, déclara-t-il en substance au juge, n'appartient plus à l'Angleterre ni à l'Amérique, mais au Kasaï. Lorsqu'il révèle la situation des indigènes parmi lesquels il vit, il obéit uniquement à un mobile humanitaire[35]. Vandervelde « a fait une défense magnifique, rapporta Morrison. Son plaidoyer était une merveille d'éloquence, de logique irréfutable, de sarcasme cinglant, et un émouvant appel à ce que justice soit faite, non seulement pour nous autres missionnaires, mais en premier lieu pour les populations autochtones. Il a tenu l'auditoire du tribunal sous son charme pendant plus de deux heures[36] ». Sheppard, l'accusé, était lui aussi ému. « Le pays entier parle du procès, écrivit-il, et les spectateurs étaient tellement bouleversés qu'ils utilisaient fréquemment leurs mouchoirs. » Selon lui, les prêtres catholiques eux-mêmes, habituellement alliés résolus de l'État, pleuraient ; après son plaidoyer, l'un d'eux vint féliciter Vandervelde. « On dit que c'est la première fois qu'un tel discours est prononcé au Congo[37]. »

Aux États-Unis, le procès valut une certaine notoriété à Sheppard. Sous les titres AMERICAN NEGRO HERO OF CONGO et FIRST TO INFORM WORLD OF CONGO ABUSES, le *Boston*

Herald écrivait : « Le Dr Sheppard ne s'est pas seulement tenu devant des rois, il leur a tenu tête. Persévérant dans sa mission, servir sa race dans son pays d'origine, ce fils d'esclave [...] a osé affronter toute la puissance de Léopold[38]. »

Après les ultimes plaidoyers, le magistrat annonça que le jugement serait prononcé deux semaines plus tard. En dernière analyse, l'issue du procès fut dictée par la politique, non par l'éloquence de Vandervelde ou les prières des missionnaires. La présence dans la salle du tribunal du consul général et du vice-consul des États-Unis constituait un rappel des problèmes que la Belgique risquait de connaître si le prévenu était reconnu coupable. Par ailleurs, le juge savait qu'il ne ferait pas carrière au Congo s'il parvenait à la conclusion que les accusations portées par Sheppard contre la compagnie étaient fondées. Naviguant prudemment entre ces deux écueils, il tira habilement parti du fait que (bien qu'il n'y eût aucune autre compagnie de ce genre dans la région) Sheppard n'avait pas dans son article spécifiquement mentionné la Compagnie du Kasaï, et s'était contenté d'attaquer « les sentinelles armées des compagnies concessionnaires ». Aussi, pour invraisemblable que cela fût, déclara-t-il que « le prévenu Sheppard n'avait pas eu l'intention de s'attaquer à ladite compagnie. [...] L'article ne se référait pas, et ne pouvait pas se référer, à la Compagnie du Kasaï[39] ». En fait, Sheppard fut déclaré innocent sans que la Compagnie du Kasaï fût déclarée coupable. Celle-ci dut toutefois payer les frais de justice.

Loin en amont du Kasaï, les épouses des missionnaires savaient que leurs maris avaient fait le vœu, s'ils étaient condamnés, d'aller en prison plutôt que de payer des dommages et intérêts. Dans ce cas, les hommes ne seraient pas à bord du vapeur lorsque celui-ci reviendrait

de Léopoldville. À la mission, pendant cette attente angoissée, il régnait apparemment, entre Américains blancs et noirs, une camaraderie chaleureuse qui eût été inconcevable aux États-Unis. « Mme Morrison et moi-même attendions avec une impatience presque fébrile le retour de nos bien-aimés, écrirait Lucy Gantt Sheppard. Lorsque le *Lapsley* arriva, des centaines de chrétiens entonnèrent des hymnes et se mirent à agiter les mains et à pousser des cris de joie. Ce fut un jour glorieux – un jour d'actions de grâces[40]. »

En Europe, il n'y eut pas d'actions de grâces pour Léopold. En décembre 1909, à peine deux mois après le procès Sheppard, le roi, âgé de soixante-quatorze ans, tomba gravement malade ; il souffrait d'une « occlusion intestinale », peut-être un euphémisme désignant un cancer. Chassé de son château de Laeken par ses incessantes rénovations, entouré comme toujours de piles de dessins d'architecture, le roi avait trouvé refuge dans une annexe, le pavillon des Palmiers, au milieu des immenses serres chaudes. Accompagnée de ses deux fils, Caroline vint aussitôt au chevet de Léopold, et l'aumônier personnel du roi les maria à la hâte. Étant enfin en règle avec l'Église, le souverain put recevoir l'extrême-onction. Néanmoins Caroline, qui resta à son côté, dut s'éclipser chaque fois qu'un visiteur était annoncé.

Louise et Stéphanie, les filles que Léopold avait répudiées, arrivèrent à Bruxelles, espérant une réconciliation et une modification du testament royal en leur faveur. Obstiné jusqu'à la fin, leur père les éconduisit. Le Dr Jules Thiriar, médecin attitré du roi, pour qui il avait également fait office d'homme de paille en détenant des actions de plusieurs sociétés établies au Congo, recommanda une

opération, mais ce fut un échec. Le Parlement venait juste d'adopter un projet de loi auquel Léopold tenait beaucoup, instituant le service militaire obligatoire en Belgique. Dès qu'il sortit de l'anesthésie, le roi en signa le texte d'une main tremblante. Le lendemain, il sembla reprendre des forces ; il demanda des journaux et ordonna de tout préparer en vue d'un départ pour la Côte d'Azur. Quelques heures plus tard, il était mort. Un des innombrables fonctionnaires qui traînaient dans les parages emmena Caroline en pleurs.

S'il faut en croire le récit de cette dernière, peu après le mariage secret, Léopold s'était tourné vers le baron Auguste Goffinet, un des jumeaux grassouillets, barbus et atteints d'un léger strabisme qui comptaient depuis plus de trente ans parmi ses conseillers les plus proches, et lui avait dit : « Je vous présente ma veuve. [...] Je la place sous votre protection pour les quelques jours qu'elle passera en Belgique après ma mort[41]. » Il est fort vraisemblable que le roi ait fait une déclaration de ce genre, car il savait que ses trois filles et l'opinion belge dans son ensemble détestaient Caroline – et qu'ils la détesteraient encore plus en apprenant que, pendant ses derniers jours, il lui avait donné une fortune en titres de sociétés congolaises, en plus des quelque six millions de francs qu'il lui avait déjà offerts.

Les avocats de la princesse Louise tentèrent effectivement de mettre la main sur ces titres. En arrivant à sa villa bruxelloise, Caroline la trouva verrouillée et gardée ; même les fenêtres étaient condamnées. Au château français dont Léopold lui avait fait cadeau, c'était la même histoire. Pourtant, grâce à l'aide de courtisans restés fidèles au roi, que l'on avait vus retirer des papiers du bureau de celui-ci, Caroline réussit à gagner Paris avec une grande part de son argent.

À peine un an plus tard, elle se remaria – avec nul autre que l'ex-officier français Durrieux, son amant et maquereau de jadis. Si elle partagea une partie de sa fortune avec lui, ce fut à coup sûr l'un des plus beaux exploits du proxénétisme de tous les temps. L'un des fils que Caroline avait donnés à Léopold décéda quelques années après son père. L'autre connut une vie aussi longue que paisible, grâce aux revenus du capital jadis arraché aux esclaves du caoutchouc du Congo ; il mourut en 1984. De tous les descendants de Léopold, le plus intéressant est sans doute sa petite-fille Élisabeth, fille unique de Stéphanie et du prince héritier Rodolphe d'Autriche-Hongrie. Elle épousa un homme politique socialiste et fut surnommée l'Archiduchesse rouge.

Après sa mort, Léopold ne fut guère regretté par les Belges. Ils lui préféraient de beaucoup son neveu et successeur, Albert Ier, homme modeste, sympathique, et, fait rarissime pour un monarque européen, visiblement épris de sa femme. Quant au reste du monde, s'il pensait à Léopold II, ce n'était pas pour admirer les monuments dont il était si fier, mais à cause des mains coupées. En guise d'ode funèbre, le poète américain Vachel Lindsay écrivit :

Écoutez les hurlements du fantôme de Léopold,
Qui brûle en Enfer pour sa multitude aux mains mutilées.
Écoutez les démons glapir et ricaner
En coupant ses mains, au fond de l'Enfer[42].

Cependant, la bataille concernant la façon dont le monde se souviendrait de Léopold et de ses actes ne faisait que commencer.

La vie d'un des principaux protagonistes du premier stade de cette bataille, Roger Casement, avait pris un nouveau tournant. Après la publication de son rapport, Casement avait été interviewé par la presse, fêté par le monde littéraire londonien, décoré par le roi d'Angleterre, attaqué par le roi des Belges, défendu par Morel et le mouvement réformiste, et, pour finir, ses révélations avaient été triomphalement corroborées par la commission d'enquête de Léopold.

Tout cela était bien beau, mais Casement avait besoin de gagner sa vie. En 1906, il se retrouva une fois de plus consul de Grande-Bretagne au fin fond du monde, cette fois à Santos, au Brésil ; le consulat n'était rien d'autre qu'une pièce blanchie à la chaux dans un entrepôt de café. Pour les grandes occasions, il mettait son uniforme de gala (gants blancs, col et manchettes ornées d'un galon doré, épée, et chapeau orné d'une cocarde), mais ses tâches quotidiennes n'avaient rien de prestigieux. Résumant avec exaspération toute sa carrière consulaire, Casement devait écrire : « Mon prédécesseur à Santos avait fait mettre un grillage jusqu'au plafond pour empêcher [...] des sujets britanniques dans la détresse de lui lancer des choses. [...] Sur la baie de Delagoa [Mozambique], je n'avais pas de quoi me payer une secrétaire ou un employé de bureau. Deux années durant j'ai dû rester assis dans mon bureau, et recevoir quiconque frappait à la porte. J'étais laveur de bouteilles et tout le reste. [...] J'ai vu des dames entrer et me demander de payer leur taxi. On m'a demandé de prononcer un divorce, puis reproché de ne pas l'avoir fait. Un jour, une femme est arrivée dans mon bureau de la baie de Delagoa et s'est évanouie sur le sofa, et cette femme est restée dans la maison une semaine entière[43]. »

Lorsqu'il n'était pas occupé à faire sortir de prison des matelots ivres en payant leur caution, ou à d'autres devoirs consulaires, Casement s'intéressait de plus en plus à son Irlande natale. À l'occasion d'un congé, il rencontra des membres du mouvement pour la renaissance du gaélique, qu'il qualifiait de « langue adorable et glorieuse[44] », mouvement qui visait du même coup à retrouver les racines de la culture irlandaise. Il visita l'école de langue du mouvement, à Cloghaneely, où il fut photographié ; se tenant l'estomac comme pour contenir son angoisse, ne sachant trop que faire de son grand corps, il est assis au milieu de solennels membres de la Ligue gaélique, vêtus de longues redingotes victoriennes.

« Dans ces solitaires forêts du Congo où j'ai découvert Léopold, écrivit-il à un ami, je me suis aussi découvert moi-même, l'incorrigible Irlandais[45]. » À un autre, il confia : « Je crois que c'est uniquement parce que je suis irlandais que j'ai pu comprendre *pleinement* tout le système malfaisant à l'œuvre au Congo[46]. » Il en était venu à penser que l'Irlande, de même que le Congo, était une colonie, et qu'en Irlande aussi l'injustice fondamentale était que les conquérants avaient fait main basse sur la terre. « Je me suis rendu compte que je regardais cette tragédie [celle du Congo] avec les yeux d'une autre race, qui fut elle aussi harcelée jadis[47]. »

Sans doute, mais cette « race harcelée » était-elle uniquement celle des Irlandais ? Homosexuel à une époque sans merci, Casement se sentait certainement harcelé tous les jours de sa vie depuis qu'il avait atteint l'âge adulte. C'était une cause qu'il eût été trop dangereux de défendre en public, mais il était possible d'embrasser celle du nationalisme irlandais, ce que Casement fit avec la passion qui le caractérisait. Il ne parvint jamais à maîtriser complètement

cette langue, mais il utilisa parfois la forme gaélique de son nom, Ruari MacAsmund, et s'essaya au gaélique dans ses lettres. En regagnant son poste au Brésil, avec des valises bourrées de livres sur l'Irlande, il écrivit à une amie : « N'oublie pas que mon adresse est Consulat de Grande-Bretagne et d'*Irlande*, Santos – pas Consulat britannique[48] !! » Pour que ce soit bien clair, il fit imprimer du papier à en-tête spécial. Une vingtaine de jours plus tard, il écrivait du Brésil à une autre connaissance : « Donne-moi des nouvelles du Congo et de l'Irlande – rien d'autre ne compte[49]. »

En une autre occasion, le bateau qui le ramenait en Angleterre fit escale à Rio de Janeiro. « Casement est descendu à terre et nous avons discuté un moment avant de regagner le paquebot pour le déjeuner, dirait plus tard le vice-consul de Grande-Bretagne. À mi-chemin, ces scélérats de matelots brésiliens ont soudain lâché leurs rames et, à leur habitude, ont essayé de nous soutirer plus d'argent que le prix convenu. Mais Casement s'était lancé dans un incroyable monologue sur le Home Rule irlandais, et rien ne pouvait l'arrêter. Pendant un moment, les matelots ont essayé de le faire taire en criant plus fort que lui, mais c'était impossible. Finalement, dégoûtés, ils ont renoncé et nous sommes repartis, tandis que Casement continuait à discourir haut et fort sur l'Irlande[50]. »

Généreux comme toujours (depuis quelques années, il aidait financièrement un frère éternellement malchanceux) et souvent endetté, Casement n'en réussit pas moins à verser quatre-vingt-cinq livres « pour la cause irlandaise en 1907 », argent prélevé sur son salaire. De plus en plus, il considérait le monde en termes de colonisateurs et de colonisés. Ses lettres trahissent la gêne qu'il ressentait du fait qu'il travaillait pour le plus grand de tous les colonisateurs ;

il reprochait sans méchanceté à son ami Morel de s'imaginer que l'Angleterre était moralement supérieure aux autres puissances coloniales : « Je n'ai que faire de ton gouvernement britannique. [...] Tu es l'un des rares, mon cher Bulldog, qui n'incarne pas les caractéristiques nationales – et c'est pour cela que je t'aime. Lorsque je pense à ce que J. B. [John Bull, personnification de l'Anglais] a fait à l'Irlande, je pleure littéralement à l'idée que je dois continuer à servir – au lieu de me battre. [...] Je ne suis pas d'accord avec toi lorsque tu penses que l'Angleterre et l'Amérique sont les deux grandes puissances humanitaires [...] [elles sont] d'abord matérialistes, et humanitaires seulement un siècle après[51]. »

Morel conseilla à Casement de ne pas sacrifier ses droits à la retraite en quittant prématurément le service consulaire. Tout en comprenant les frustrations de son ami, il était assez avisé pour s'apercevoir qu'elles venaient en partie de l'homme lui-même, et non seulement de son travail. « Tu es un homme qu'il est difficile d'aider, lui écrivit-il un jour. Tu es très fier, et c'est en premier lieu pour cela que je t'admire. Aussi, excuse-moi de le dire, il n'est pas toujours facile de savoir exactement ce que l'on pourrait faire qui corresponde vraiment à tes souhaits[52]. »

Casement s'inquiétait tout autant du bien-être de Morel que celui-ci se souciait du sien. Il savait que Morel, ayant consacré toute son énergie à la réforme du Congo, n'avait pas pu mettre d'argent de côté pour ses vieux jours. Profitant d'un congé à Londres, il commença à collecter des fonds à cette fin, en apportant lui-même une contribution de cinquante livres. « Ce que j'espère, écrivit-il à William A. Cadbury, le fabricant de chocolat quaker, c'est réunir si possible entre dix mille et quinze mille livres et, grâce à cette somme [...] placée pour sa femme et ses

enfants, dissiper à jamais la crainte et l'angoisse qui pèsent sur son esprit, libérant ainsi sa personnalité entière pour un bien plus grand et encore plus d'efforts consacrés à l'Afrique, ou à tout autre lieu où le besoin d'une âme aussi intrépide se fait sentir[53]. » Casement inonda ensuite de lettres et de visites d'autres partisans de la réforme du Congo. Il n'atteignit pas l'objectif qu'il s'était fixé, mais réussit cependant à réunir plusieurs milliers de livres sterling. Casement, et plus encore Morel, était doué pour cet élément essentiel de toute croisade politique : trouver des capitaux.

Soudain, l'occasion se présenta pour Casement de répéter son célèbre voyage d'information au Congo dans une autre partie du monde. Quelques rapports parvenus en Angleterre décrivaient les atrocités commises contre les Indiens dans la lointaine région du Putumayo, au Pérou, par les employés de l'Amazon Rubber Company. Des associations humanitaires, des syndicats et des groupes religieux britanniques exigeaient que le pays ne restât pas passif. La compagnie en question étant enregistrée à Londres, et certains des ouvriers maltraités étant des sujets britanniques, des travailleurs sous contrat recrutés à la Barbade, le Foreign Office chargea Casement d'effectuer une enquête sur place.

Aux yeux de Casement, le Putumayo ressemblait en tout point au Congo : longs et pénibles voyages à bord de vapeurs surchargés, nuées de moustiques dans la forêt tropicale, exécutions, fers, décapitations, mutilations et enlèvements, symptômes d'un système fondé sur l'exploitation d'une main-d'œuvre réduite en esclavage, dont le moteur était l'insatiable soif de caoutchouc sauvage de l'Europe. Casement pesa les charges de caoutchouc des Indiens et essaya de les porter. Il mesura les piloris

où les victimes étaient immobilisées avant d'être fouettées avec un fouet en peau de tapir qui ressemblait fort à la chicotte.

Casement savait que dans les rapports destinés au Foreign Office, tout devait être précis et parfaitement documenté. Mais ses autres écrits de l'époque témoignent d'une idéalisation romantique des opprimés. Les Irlandais étaient selon lui des « Indiens blancs », et le comté de Galway en proie à la pauvreté était le « Putumayo irlandais[54] ». Dans un article destiné à une revue, il affirmait que les Indiens du Putumayo étaient moralement supérieurs à leurs maîtres blancs ; l'Indien était « socialiste par tempérament, par coutume, peut-être aussi à cause d'une lointaine mémoire des préceptes incas et préincas[55] ». (Certains peuples écrasés par les armées des Incas avaient sans doute une moins bonne opinion de ces derniers.)

Bien que victime de sa version personnelle du mythe du Noble Sauvage, Casement mena sa tâche à bien. Comme dans le cas du Congo, il ne se contenta pas d'accomplir la mission qui lui avait été confiée. Il écrivit de longues lettres à des personnalités influentes, réunit des fonds, et fournit à des membres du Parlement favorables à cette cause des listes de questions. Au beau milieu de ce travail, il apprit une nouvelle stupéfiante : sur la recommandation du ministre des Affaires étrangères, il devait être fait chevalier. Des jours durant, il se demanda avec angoisse s'il devait refuser d'être anobli ; comme il l'expliqua à un ami, « tant que l'Irlande n'est pas en sécurité et que son avenir ne s'annonce pas heureux, aucun Irlandais n'a le droit d'accepter des honneurs[56] ». En fin de compte il accepta, mais, le jour de la cérémonie – au cours de laquelle il aurait dû s'agenouiller devant le roi d'Angleterre –, il s'excusa pour cause de maladie.

Au Putumayo, comme au Congo, Casement n'avait guère le temps de penser à autre chose qu'à son travail. Mais, pendant les longs voyages entre l'Europe et l'Amérique du Sud, on voit réapparaître dans son journal de brèves descriptions de ses rendez-vous. À bord : « Le steward du capitaine, un jeune Indien de 19 ans, visage large[57]. » Para, Brésil : « Verrai-je João, chère vieille âme ! Je me lèverai tôt. [...] En route pour le cimetière, et voilà João qui arrive, rougissant de joie jusqu'à la racine des cheveux[58] ! » Casement, semble-t-il, était devenu plus insouciant en ce qui concerne ses rencontres ; lors d'un nouveau passage à Para : « Dîner à 20 heures, puis au cimetière pour retrouver l'Ami. [...] Des policiers passent derrière la palissade – mais il en a ri. [...] 10 $[59]. » Encore invisible aux yeux du monde, la mèche de la bombe à retardement continuait à brûler.

Un soir de 1910, un an après la mort du roi Léopold, les spectateurs londoniens assistant à la première d'une pièce fondée sur une des aventures de Sherlock Holmes, *The Speckled Band* (« Le ruban moucheté »), purent remarquer dans la salle un groupe de trois hommes : le célèbre journaliste E. D. Morel, avec sa non moins célèbre moustache ; sir Roger Casement, à la barbe noire, encore tout bronzé par le soleil du Putumayo ; et le créateur de Sherlock Holmes, sir Arthur Conan Doyle, dont les deux autres étaient les invités.

Conan Doyle était la plus importante nouvelle recrue de Morel pour la cause de la réforme du Congo. Son aide avait été accueillie avec joie par Morel, dont la tâche n'avait pas été facilitée par la cession du Congo à la Belgique ni par la mort du roi qui avait suivi ; il avait subi là le pire revers que puisse connaître un croisé : il avait perdu son scélérat. Il est toujours tentant de croire qu'un mauvais système est

la faute d'un unique mauvais homme. Morel lui-même ne succomba jamais à cette tentation, mais il craignait que ce ne fût le cas de ses partisans. Pour les réformateurs, la possibilité de diaboliser Léopold se révélait une arme à double tranchant : le mouvement risquait d'être affaibli par la disparition du roi. Aussi le soutien de l'influent Conan Doyle tombait-il à point.

En 1909, le romancier prit la parole au côté de Morel devant des salles combles : deux mille huit cents auditeurs à Édimbourg, trois mille à Plymouth, cinq mille à Liverpool. Il écrivit une introduction pour le dernier ouvrage de Morel, ainsi qu'un livre fondé sur les innombrables données réunies par celui-ci, *The Crime of the Congo*, qui se vendit au rythme de vingt-cinq mille exemplaires par semaine lors de sa publication, et fut aussitôt traduit en plusieurs langues. Animé par la ferveur d'un néophyte, il était l'un des rares Européens dont les accusations étaient encore plus véhémentes que celles de Morel. L'exploitation du Congo, écrivait-il par exemple, était « le plus grand crime jamais commis dans l'histoire de l'humanité[60] ».

Morel considérait que la cession du Congo à la Belgique n'était qu'« une victoire partielle[61] ». Il était conscient que le système élaboré par Léopold ne serait pas démantelé de sitôt : il était trop profitable. Les hommes qui avaient été commissaires de district ou chefs de poste sous Léopold seraient dorénavant payés par une autre entité, voilà tout. De fait, la Force publique ne se donna même pas la peine de changer de nom. Le nouveau ministre des Colonies de Belgique était un ancien cadre d'une compagnie qui avait utilisé des milliers de travailleurs forcés pour construire des voies ferrées dans l'est du Congo. Le président du comité sénatorial belge qui approuva le nouveau budget de la colonie – lequel *augmentait* les « impôts en nature »

exigés des Africains – était actionnaire de la tristement célèbre compagnie ABIR, comme Morel ne manqua pas de le faire observer. Tant que le caoutchouc rapporterait gros, des hommes blancs contraindraient des hommes noirs à le récolter, en s'aidant du fusil et de la chicotte. À l'instigation de Morel, Conan Doyle écrivit, dans une des nombreuses lettres à la rédaction qu'il envoyait à divers journaux britanniques : « Tant que l'on trouvera, dans un quelconque rapport sur les réformes au Congo, une phrase telle que "Les indigènes d'âge adulte seront contraints de travailler", il ne saurait être question d'une réforme authentique[62]. »

Morel s'efforçait avant tout d'amener le Foreign Office à exiger que la Belgique mît fin au détestable « système » léopoldien de travaux forcés et de confiscation des produits de la terre. La dernière image d'une projection de diapositives de la Congo Reform Association montrait un navire de guerre britannique – que Morel voulait faire envoyer à Boma pour bloquer le fleuve Congo. Le ministre des Affaires étrangères, sir Edward Grey, refusa, limitant la pression exercée sur la Belgique à la non-reconnaissance du Congo belge. Morel se consacra à sa tâche avec plus de ferveur que jamais, publiant un autre livre, ainsi qu'un flot toujours aussi abondant de pamphlets, d'articles, et de numéros de la revue de la Congo Reform Association. Au Royal Albert Hall, il fit salle comble avec une énorme manifestation de protestation contre la situation au Congo, qui bénéficiait du soutien de vingt évêques et de cent quarante membres du Parlement.

Au Congo, le changement tant attendu semblait ne pas devoir tarder. Le nouveau roi des Belges, Albert Ier, qui avait de fait visité le territoire peu avant de monter sur le trône, avait déclaré que selon lui le travail forcé

était un scandale, et faisait pression pour que des réformes majeures soient adoptées. (En vieillissant, il perdrait malheureusement cet idéalisme juvénile.) Morel était ravi, mais par ailleurs une telle nouvelle n'était pas propre à maintenir l'ardeur de ses adeptes. En 1910, l'American Congo Reform Association finit par disparaître. « Les Américains, écrivit Morel à l'un de ses nombreux correspondants, n'ont pas beaucoup de constance[63]. »

Morel tenta vaillamment de mobiliser ses partisans autour du problème de la propriété de la terre, tellement plus important mais tellement moins frappant que ne l'avait été la scélératesse personnelle de Léopold. Il était convaincu depuis longtemps que « la racine du mal [resterait] intacte [...] tant que l'autochtone du Congo ne redeviendra[it] pas propriétaire de sa terre et des produits de celle-ci[64] ».

Bien que telle n'eût jamais été l'intention de Morel, son insistance sur les droits fonciers des Africains était considérée par de nombreuses personnes, en particulier au Foreign Office, comme une menace implicite contre les pratiques non seulement belges mais aussi britanniques en Afrique. « La question indigène n'est pas aussi simple qu'il le croit, écrivit le ministre des Affaires étrangères à lord Cromer, qui était favorable aux thèses de Morel. Dans nos propres colonies, nous ne disons pas que toutes les terres et tous les produits du sol appartiennent aux indigènes[65]. » De par sa conviction que la terre du Congo *appartenait* aux Africains, Morel était intrinsèquement plus révolutionnaire que la quasi-totalité de ses partisans et collaborateurs. Une fois de plus, le champion de la justice Morel se trouvait en conflit avec le patriote britannique Morel, dont le récent et célèbre allié Conan Doyle avait jadis présidé la Boys' Empire League. En lisant ce que

Morel écrivit durant cette période, nous commençons à voir combien son travail pour le Congo l'a transformé et a fait mûrir sa pensée. En 1909, en avance de plusieurs décennies sur son époque, et en contraste marqué avec l'ambiance triomphaliste qui l'entourait, il émit une mise en garde énergique contre « les conséquences d'une portée incalculable pour l'avenir, non seulement de l'Afrique du Sud mais de toute l'Afrique Noire[66] », du fait que la Grande-Bretagne avait doté la nouvelle et indépendante Union sud-africaine d'un Parlement uniquement composé de Blancs.

Néanmoins, Morel ne désespérait pas entièrement. En 1909, le ministre des Colonies belge annonça au cours de l'automne des réformes majeures, qui seraient étalées sur trois ans. Estimant que la période de transition était trop longue, Morel émit de vigoureuses protestations, mais, au cours de ces années, les lettres de ses correspondants des missions devinrent nettement moins pessimistes. Les nouvelles données par les consuls de Grande-Bretagne en tournée d'inspection étaient également encourageantes, et les rapports signalant des atrocités commises à l'encontre de travailleurs du caoutchouc se faisaient de plus en plus rares. En 1912, à leur retour d'un voyage au Congo, Alice et John Harris – qui dirigeaient maintenant la nouvelle Anti-Slavery and Aborigines Protection Society, issue de la fusion de ces deux organisations – firent état d'une « immense amélioration[67] ».

Morel était pris dans une double course contre la montre : d'une part, l'inéluctable reconnaissance par la Grande-Bretagne du Congo en tant que colonie belge (qui devint effective en 1913) ; de l'autre, l'enthousiasme décroissant de ses fidèles. Casement lui-même estimait que « le démantèlement de la citadelle du pirate [était]

pratiquement accompli[68] », et conseillait à Morel de déclarer que la campagne était terminée. En dépit de quelques doutes exprimés dans sa correspondance privée, Morel décida de proclamer publiquement la victoire : « Je ne voudrais pas peindre le présent en rose. Il faudra des générations pour guérir les blessures du Congo. Néanmoins [...] les atrocités ont disparu. [...] Les revenus ne sont plus tirés du travail forcé ou de l'esclavage. L'impôt en caoutchouc n'existe plus. L'indigène est libre de récolter les produits de sa terre. [...] Un gouvernement responsable a remplacé un despotisme irresponsable[69]. » Le seul objectif majeur qui n'avait pas été atteint, reconnaissait-il cependant, était la restitution aux Africains de la propriété de la terre.

Le 16 juin 1913, la Congo Reform Association tint sa dernière réunion au Westminster Palace Hotel de Londres. Une grande partie des plus éminents défenseurs britanniques de la cause étaient réunis pour la dernière fois : John et Alice Harris, l'archevêque de Cantorbéry, des explorateurs, missionnaires, rédacteurs en chef et membres du Parlement. sir Roger Casement, William Cadbury, John Holt, Émile Vandervelde, Pierre Mille et l'écrivain John Galsworthy envoyèrent des lettres ou télégrammes de soutien qui furent lus à la tribune. Au moment où l'organisation qu'il avait fondée, et qui avait provoqué des remous politiques dans plusieurs pays pendant près d'une décennie, mettait officiellement fin à son existence, Edmund Dene Morel n'avait que trente-neuf ans.

Une succession d'orateurs de marque fit son éloge. Morel n'aimait guère partager la vedette avec autrui, mais dans sa réponse il rendit un grand hommage à un autre homme : « Pendant que j'écoutais tout ce qui a été dit, j'ai eu une vision. La vision d'un petit vapeur remontant

péniblement le Congo, il y aura exactement dix ans ce mois-ci, et sur son pont se tenait un homme que certains d'entre vous connaissent, un homme de cœur [...] Roger Casement[70]. » Cette réunion marqua la fin du premier grand mouvement international de défense des droits de l'homme du XXe siècle. Aux dignitaires assemblés, Morel déclara : « Nous avons porté en faveur de la justice humaine un coup qui ne pourra être oublié, et qui ne le sera pas[71]. » Il faudrait une autre génération pour juger de l'exactitude de cette affirmation.

Chapitre XVIII

VICTOIRE ?

Tant en Afrique qu'en Europe, la mort de Léopold semblait annoncer la fin d'une époque. De nombreux Belges ressentaient un grand soulagement. Enfin, ils n'auraient plus à faire face à toutes ces choses embarrassantes : sa trop jeune maîtresse, ses indécentes querelles avec ses filles, sa trop manifeste rapacité. Mais bientôt il apparut que le fantôme de Léopold avait la vie dure. Le roi, qui possédait à sa mort l'une des plus énormes fortunes d'Europe, avait essayé de l'emporter avec lui, et jusqu'à un certain point il avait réussi.

Peu avant de mourir, on finit par l'apprendre, Léopold avait subrepticement fait établir une fondation, basée en Allemagne, à laquelle il avait transféré environ vingt-cinq millions de francs sous la forme de tableaux, argenterie, cristaux, meubles précieux, etc., ainsi que vingt millions de francs en valeurs mobilières. Selon ses statuts, une partie des revenus de la fondation devait être réinvestie, et le reste – « conformément aux instructions du Fondateur » – financer les projets architecturaux grandioses qu'il aimait tant : palais, monuments et édifices publics. Il craignait que de futurs gouvernements belges à l'esprit étroit n'hésitent à

faire de telles dépenses, et, comme toujours, il voulait éviter que sa fortune n'aille à Louise, Stéphanie et Clémentine. « Le roi n'a que deux rêves, aurait dit un ex-membre du cabinet quelques années avant la mort de Léopold : mourir milliardaire et déshériter ses filles[1]. »

La fondation allemande n'était pas pour Léopold l'unique moyen de mettre sa fortune à l'abri. Cinquante-huit propriétés immobilières sises à Bruxelles, achetées au nom du roi par son fidèle aide de camp, le baron Auguste Goffinet, appartenaient de fait à une autre société occulte. Une troisième entité mystérieuse, la Société immobilière de la Côte d'Azur, détenait l'ensemble des propriétés de Léopold sur la Riviera. Certaines d'entre elles étaient destinées à devenir les résidences de vacances des futurs rois de Belgique ; d'autres devaient constituer un immense centre de loisirs[2], comportant des parcs, des jardins, des installations sportives et des bungalows, qui seraient mis gratuitement à la disposition de fonctionnaires blancs prenant des congés après avoir travaillé dur au Congo. De surcroît, ces diverses cachettes recelaient pour plus de vingt-cinq millions de francs d'obligations congolaises que Léopold avait amassés[3].

Des années durant, le gouvernement belge allait s'efforcer de voir clair dans l'imbroglio financier du défunt roi. Comme les sociétés en question étaient immatriculées tantôt en Belgique, tantôt en France ou en Allemagne, ce processus de remise en ordre fut complètement désorganisé par la Première Guerre mondiale. Le centre de loisirs ne fut jamais construit. L'École mondiale du colonialisme, autre projet grandiose de Léopold, dont les énormes fondations étaient déjà jetées aux abords de Bruxelles, resta inachevée. Somerset Maugham finit par acheter l'une des nombreuses villas que le roi s'était fait construire sur la

Côte d'Azur. Le terrain d'une autre fut transformé en zoo, devenu célèbre pour sa troupe de chimpanzés.

Il fallut attendre 1923, quatorze ans après sa mort, pour que l'inextricable réseau financier de Léopold fût entièrement démêlé. Les enquêteurs s'aperçurent notamment qu'une partie des richesses dont il avait disposé appartenait en réalité à sa sœur Charlotte, laquelle était à moitié folle mais bien vivante : Léopold, qui était son tuteur légal, s'était approprié certains de ses biens qu'il convoitait, leur substituant illégalement une partie de ses propres bons d'État congolais[4].

L'ex-impératrice du Mexique survécut de longues années à son frère. Quand elle recevait un visiteur, c'était dans une salle où une vingtaine de chaises étaient alignées. Charlotte faisait son entrée et, avant de lui adresser la parole, elle saluait solennellement ses hôtes imaginaires en s'arrêtant devant chaque siège. Année après année, elle passait de longues heures à essayer de nouveaux vêtements et à se coiffer. Un jour, dit-on, elle se serait vue dans un miroir ; réalisant qu'elle n'était plus jeune ni belle, elle ordonna de briser toutes les glaces de son château. Lors d'une réception, quarante-cinq ans après l'exécution de son mari, elle s'exclama avec stupéfaction : « Mais... Maximilien n'est pas là ! » Pendant la Première Guerre mondiale, elle fut sans doute l'une des rares personnes en Belgique qui se rendirent à peine compte que, quatre années durant, le pays était occupé par les Allemands. Elle mourut en 1927, à l'âge de quatre-vingt-six ans, tenant jusqu'à la fin des propos délirants sur des royaumes et dynasties imaginaires[5].

Les chercheurs ne savent toujours pas avec certitude lesquelles des ressources secrètes de Léopold servirent à financer telle ou telle de ses marottes[6]. Il n'est pas

davantage possible de répondre à une question plus globale : de son vivant, combien de profits le roi tira-t-il au total du Congo ? L'historien belge Jules Marchal, le plus grand spécialiste de cette période, répond à cette question par une estimation « prudente » ; sans tenir compte de certaines sources d'argent moins importantes ou dont il est difficile de retrouver la trace, il parvient à un total de deux cent vingt millions de francs belges de l'époque, soit quelque six milliards six cents millions de francs français actuels[7]*.

L'imbroglio financier laissé par Léopold à sa mort donna lieu à plusieurs actions en justice, dont celle entreprise par les princesses Stéphanie et Louise. Selon elles, la fortune dispersée dans les diverses sociétés et fondations occultes ayant de fait appartenu à leur père, une partie devait leur en revenir. En fin de compte, la majeure partie des fonds alla à l'État belge.

Pas un seul avocat ne fit valoir que cet argent aurait dû être restitué aux Congolais.

La séance de clôture de la Congo Reform Association, en 1913, marqua la fin de la plus importante et de la plus longue croisade de ce genre, entre les campagnes pour l'abolition de l'esclavage du début et du milieu du XIXe siècle et l'embargo mondial contre l'apartheid en Afrique du Sud des années 1970 et 1980. Mais en dépit de son héroïsme, le mouvement pour la réforme du Congo laisse dans son sillage quelques questions troublantes, la principale étant : a-t-il produit un bien durable ?

De longues années durant, la réponse habituelle fut affirmative. La publicité faite autour des investigations de

* Soit environ un milliard d'euros *(NdE)*.

Casement et de la commission d'enquête avait déclenché dans certaines régions un renouveau de révoltes qui avaient entraîné une diminution sensible, encore que temporaire, de la récolte de caoutchouc. Ensuite, Morel et ses alliés purent arguer du net déclin des rapports signalant des atrocités au Congo après le transfert de celui-ci à la Belgique. On trouve même un témoignage indirect de l'importance du fait d'avoir arraché le Congo à Léopold chez Alexandre Delcommune, un brutal baron du caoutchouc qui fut longtemps un homme d'affaires et un administrateur dans ce pays. (Incidemment, c'est sur un vapeur de la compagnie de Delcommune que Joseph Conrad avait été engagé comme capitaine.) Delcommune écrivit en une occasion que, si le régime de Léopold avait duré dix ans de plus, « on n'aurait plus trouvé aucune liane à caoutchouc et peut-être plus un seul indigène[8] ». Les réformateurs du Congo avaient-ils donc sauvé des millions de vies ?

S'il en avait été ainsi, cela aurait constitué un épilogue approprié à notre histoire, car un mouvement admirable mérite d'admirables résultats. L'immense effort d'organisation d'Edmund Dene Morel, les enquêtes et les témoignages de George Washington Williams, de William Sheppard et de Roger Casement, les morts d'Andrew Shanu et de chefs rebelles tels que Nzansu, Mulume Niama et Kandolo – tout cela n'aurait pas dû être en vain. La vérité est toutefois plus sombre.

Après la cession du Congo à la Belgique en 1908, les rapports d'exactions à l'encontre des indigènes récoltant le caoutchouc sauvage connurent une nette diminution. Les années suivantes, il fut beaucoup moins question de villages incendiés ou de femmes et d'enfants détenus en otages. On ne coupait plus de mains avec la bénédiction des autorités. Cependant, la cause de ces changements

n'était pas l'instauration, grâce aux efforts des réformateurs, d'un régime moins brutal, plus humain ; ils étaient imputables à plusieurs autres facteurs. Les deux principaux étaient le passage progressif du caoutchouc sauvage au caoutchouc cultivé, et l'introduction d'une nouvelle méthode pour contraindre les gens à travailler, méthode qui suscita bien moins de protestations de la part des missionnaires et des mouvements humanitaires : les impôts.

Les administrateurs belges qui succédèrent aux cadres de Léopold ne tardèrent pas à se rendre compte qu'il était indispensable de créer des plantations : si le caoutchouc provenait uniquement des lianes sauvages, les Africains s'efforçant désespérément de remplir leurs quotas finiraient par les couper toutes ; dans certaines régions du pays, les lianes se raréfiaient déjà. Relisez plus haut l'opinion émise par Alexandre Delcommune : la disparition éventuelle du caoutchouc sauvage l'inquiète apparemment tout autant que celle des Congolais.

La fixation d'un lourd impôt sur les personnes obligea les Congolais à aller travailler dans les plantations ou à récolter du coton, des fruits de palmier à huile et d'autres produits – et se révéla en outre un moyen efficace de continuer à collecter du caoutchouc sauvage. Des commerçants blancs ont acheté du caoutchouc sauvage aux villageois pressés de payer leurs impôts jusqu'aux années 1920.

L'élément fondamental de ce que Morel appelait le « système », à savoir le travail forcé, resta en place. Il prit une forme particulièrement brutale pendant la Première Guerre mondiale. En 1916, la Force publique, qui avait été renforcée, envahit l'Afrique-Orientale allemande, l'actuelle Tanzanie. De même que les autres puissances alliées, la Belgique voulait sa part du gâteau africain au détriment

de l'Allemagne lorsque le butin serait partagé à la fin de la guerre. Énormément de Congolais furent enrôlés en qualité de soldats ou de porteurs. Pendant la seule année 1916, selon les chiffres officiels de l'administration coloniale, une région du Congo oriental, dont la population comptait quatre-vingt-trois mille cinq cent dix-huit hommes adultes, fournit plus de trois millions de journées de portage. Mille trois cent cinquante-neuf des porteurs moururent d'épuisement ou de maladie[9].

Les années qui suivirent la guerre connurent un accroissement de l'exploitation des mines de cuivre, d'or et d'étain. Comme toujours, les bénéfices furent exportés hors du territoire. Dans les mines, l'usage de la chicotte était légal. Il ressort des bordereaux que, dans les mines d'or de Moto, sur le cours supérieur de l'Uélé, vingt-six mille cinq cent soixante-dix-neuf coups de chicotte furent administrés pendant les seuls six premiers mois de 1920[10] – ce qui correspond à huit coups pour chaque travailleur africain à plein-temps. Quant aux techniques utilisées pour recruter la main-d'œuvre, elles n'avaient guère changé depuis l'ère de Léopold. Selon l'historien David Northrup, « un agent recruteur des mines, accompagné de soldats ou de membres des milices privées des mines, allait voir chaque chef de village, lui offrait des cadeaux, et lui assignait un certain quota d'hommes (représentant habituellement le double du nombre d'ouvriers nécessaires, car la moitié désertait en général dès que possible). Le chef assemblait alors les hommes qu'il aimait le moins, ou dont il avait peur, ou qui étaient le moins capables de résister, et les envoyait au poste administratif attachés par le cou. De là on les emmenait, enchaînés, au chef-lieu du district. Les chefs recevaient dix francs par recrue[11] ». Quand un travailleur s'enfuyait, un membre de sa famille

était passible d'une peine de prison – ce qui n'était pas tellement différent de l'ancien système des otages.

Comme partout en Afrique, les conditions de sécurité dans les mines étaient catastrophiques. Dans les mines de cuivre et les fonderies du Katanga, cinq mille ouvriers trouvèrent la mort entre 1911 et 1918. En 1921, la reconstruction de la célèbre voie ferrée Matadi-Léopoldville, avec une voie plus large et un itinéraire en partie modifié, fit encore plus de victimes parmi les travailleurs forcés que l'établissement primitif de la ligne dans les années 1890[12]. Paradoxalement, la Grande Dépression apporta un grand soulagement et sauva de nombreuses vies humaines parmi les Congolais enrôlés de force pour travailler sur ce chantier et d'autres projets.

Suite au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le maximum légal du travail forcé au Congo fut porté à cent vingt jours par an. Plus de quatre-vingts pour cent de l'uranium[13] des bombes de Hiroshima et de Nagasaki proviendraient de la mine de Shinkolobwe, surveillée par des hommes en armes. Les Alliés avaient également besoin de quantités croissantes de caoutchouc pour les pneus des centaines de milliers de camions, de jeeps et d'avions de combat. Une partie de ce caoutchouc venait sans doute des plantations récemment créées au Congo. Mais une fois de plus, les Africains des villages furent contraints d'aller dans la forêt, parfois pendant des semaines d'affilée, à la recherche de lianes productrices de latex[14].

Bien qu'ils n'eussent pas réussi à mettre fin au travail forcé, les réformateurs étaient parvenus de façon spectaculaire à maintenir le Congo sous les feux de l'actualité. Rarement un territoire aussi lointain avait fait l'objet pendant si longtemps de tant d'attaques indignées. Cela

soulève une autre question essentielle : pourquoi le Congo ?

Selon une loi anglaise déjà fort ancienne, être témoin d'un crime ou découvrir un cadavre sans crier haro constitue un crime. Mais nous vivons dans un monde peuplé de cadavres, dont seuls quelques-uns suscitent alarme et indignation. Certes, compte tenu d'une perte de population estimée à dix millions de personnes, ce qui est arrivé au Congo peut sans exagération être qualifié d'épisode le plus meurtrier de la ruée des Européens vers l'Afrique. Pourtant, il n'en est ainsi que si l'on considère l'Afrique subsaharienne selon l'échiquier arbitraire formé par les frontières coloniales. Si l'on trace des frontières différentes – de façon à circonscrire, disons, toute la forêt équatoriale africaine riche en caoutchouc –, ce qui s'est produit au Congo n'est malheureusement pas pire que ce qui s'est passé dans les territoires voisins. Simplement, Léopold possédait une plus grande partie des régions productrices de caoutchouc que les autres. Moins d'une décennie après qu'il eut donné l'exemple, des systèmes analogues de travail forcé en vue de récolter le caoutchouc étaient en place dans les territoires français situés à l'ouest et au nord du fleuve Congo, dans la colonie portugaise de l'Angola, et au Cameroun allemand. Comme l'écrit un historien, « le "modèle" dont les compagnies concessionnaires prétendaient s'inspirer était [...] celui des entreprises léopoldiennes de l'État indépendant du Congo, dont les dividendes avaient fait l'admiration des milieux boursiers[15]. »

En Afrique-Équatoriale française, territoire dont l'histoire est particulièrement bien documentée, la superficie des régions productrices de caoutchouc était bien moindre que celle contrôlée par Léopold, mais le viol ne fut pas moins brutal[16]. La quasi-totalité des terres exploitables

était répartie entre des compagnies concessionnaires. Travail forcé, otages, esclaves enchaînés, porteurs affamés, villages incendiés, « sentinelles » paramilitaires des compagnies et chicotte étaient partout présents. Des milliers de réfugiés qui avaient franchi le fleuve Congo pour fuir le régime de Léopold finirent par le retraverser pour échapper aux Français. La perte de population dans la forêt équatoriale riche en caoutchouc contrôlée par la France est estimée, exactement comme dans le Congo de Léopold, à environ cinquante pour cent[17]. Et, comme dans la colonie de Léopold, les territoires français et le Cameroun allemand connurent de longues et violentes rébellions contre le régime du caoutchouc[18]. La chercheuse française Catherine Coquery-Vidrovitch a publié un sinistre graphique dont il ressort que, entre 1904 et 1907, dans un poste du Congo français nommé Salanga, les variations mensuelles de la production de caoutchouc correspondent presque exactement à celles du nombre de balles utilisées par les « sentinelles » des compagnies – près de quatre cents pendant un mois chargé[19].

Au cours de cette période, un scandale éclata en France lorsque deux hommes blancs passèrent en jugement pour une série de meurtres particulièrement atroces commis au Congo français ; pour célébrer le 14 juillet, l'un d'eux avait fait exploser un bâton de dynamite introduit dans le rectum d'un prisonnier noir. En 1905, prenant exemple sur Léopold, le gouvernement tenta de calmer les esprits en envoyant sur place une commission d'enquête ; pour diriger celle-ci, on tira de sa retraite le célèbre explorateur Savorgnan de Brazza. Les autorités espéraient qu'il ne ferait pas de révélations embarrassantes au sujet du territoire qu'il avait lui-même conquis au nom de la France, et dont la capitale avait été nommée Brazzaville.

Cela ne se passa pas exactement comme prévu. Les circulaires ordonnant diverses modifications « cosmétiques » qui devaient être effectuées durant la visite de Brazza, par exemple ôter les chaînes des travailleurs forcés, n'atteignirent pas les régions les plus reculées avant son arrivée. Horrifié par ce qu'il découvrait, Brazza commença à préparer un rapport qui promettait d'être cinglant, mais, au grand soulagement du gouvernement français, il décéda pendant le voyage de retour. Il eut droit à de magnifiques funérailles nationales, au cours desquelles le ministre des Colonies en personne prononça un ronflant éloge funèbre au cimetière du Père-Lachaise, sur le thème : Brazza n'est pas mort, sa passion reste vivante, il est l'exemple des impérissables traditions de justice et d'humanité qui sont la gloire de la France[20]. » Ces impérissables traditions de justice et d'humanité n'allèrent pas jusqu'à autoriser la publication du brouillon du rapport de Brazza, qui fut aussitôt interdite par le même ministre avec l'aval du Parlement ; ce texte reste inédit à ce jour. Le lucratif système des concessions se perpétua, pratiquement inchangé. Au cours des années 1920, la construction en territoire français d'une nouvelle ligne de chemin de fer évitant les rapides du Congo coûta la vie, selon les estimations, à quelque vingt mille travailleurs forcés[21], faisant ainsi beaucoup plus de victimes que la construction, puis la reconstruction de la voie ferrée de Léopold située à proximité.

(Il faut ajouter à l'histoire du Congo français un curieux post-scriptum. Qui, par l'intermédiaire d'hommes de paille et de sociétés fantoches, était un important actionnaire[22] de cinq des compagnies concessionnaires de ce territoire, et de surcroît majoritaire dans trois de ces dernières ? Nul autre que le roi Léopold II. Les enquêteurs du gouvernement belge le découvrirent alors qu'ils

s'efforçaient de voir clair dans les finances de Léopold après la mort de celui-ci. Craignant que les Français ne s'offusquent en apprenant que leur Congo appartenait en partie à leur royal voisin, ils réussirent à étouffer l'affaire pendant quelques années, et attendirent les années 1920 pour vendre les actions. Léopold détenait également de gros paquets d'actions de plusieurs compagnies concessionnaires du Cameroun allemand.)

Si l'on jauge l'assassinat de masse selon le pourcentage de la population qui a été tué, le fait que le mouvement de réforme se soit exclusivement intéressé au Congo de Léopold II paraît encore plus illogique. Selon ce critère, le massacre fut encore pire chez les Hereros du Sud-Ouest africain colonisé par les Allemands, l'actuelle Namibie. Les massacres n'étaient pas cachés par un rideau de fumée ni dissimulés par des discours philanthropiques. C'était purement et simplement un génocide, brutalement annoncé avant son déclenchement.

Après avoir perdu une grande partie de leurs terres au profit des Allemands, les Hereros se révoltèrent en 1904. La réaction de l'Allemagne fut d'envoyer sur place un corps expéditionnaire lourdement armé, placé sous les ordres du général de division Lothar von Trotha, qui donna un ordre d'extermination *(Vernichtungsbefehl)*[23] : « À l'intérieur des frontières allemandes, tout Herero, qu'il soit trouvé avec ou sans fusil, avec ou sans bétail, sera abattu. [...]

« Signé : Le Généralissime du Grand Kaiser, Von Trotha. »

Dans le cas où ce n'eût pas été suffisamment clair, un addendum précisait : « Il ne sera fait aucun prisonnier de sexe masculin. »

Sur un nombre estimé de quatre-vingt mille Hereros vivant dans le territoire en 1903, il ne subsistait en 1906 que vingt mille réfugiés sans terre. Les autres avaient été

refoulés dans le désert pour y mourir de soif (les Allemands avaient empoisonné les points d'eau), fusillés, ou, pour économiser les balles, tués à la baïonnette ou à coups de crosse.

L'ordre d'extermination donné par Trotha souleva quelques protestations en Allemagne, mais le reste du monde garda le silence – bien que la campagne en faveur du Congo battît alors son plein. Morel et les autres partisans d'une réforme au Congo y prêtèrent si peu attention que, cinq ans après les événements, John Holt, l'homme d'affaires qui était l'un des deux principaux mécènes de Morel, put demander à celui-ci : « Est-il exact que les Allemands ont massacré les Hereros – hommes, femmes et enfants ? [...] Je n'en avais jamais entendu parler[24]. »

À peu près à l'époque où les Allemands massacraient les Hereros, l'opinion mondiale ignorait aussi dans une grande mesure les sauvages opérations antiguérilla menées par les Américains aux Philippines. Leurs soldats y torturèrent des prisonniers, incendièrent des villages et tuèrent vingt mille rebelles ; deux cent mille autres Philippins moururent de faim ou de maladies directement imputables à la guerre. La Grande-Bretagne ne fit l'objet d'aucune critique internationale pour le massacre des aborigènes d'Australie, conformément à des ordres d'extermination aussi impitoyables que ceux de Trotha. Sans oublier, bien sûr, que le carnage des Indiens d'Amérique ne suscita aucune protestation de quelque ampleur, pas plus en Europe qu'aux États-Unis.

Alors que ces autres assassinats de masse étaient dans une grande mesure ignorés, excepté par ceux qui en étaient les victimes, pourquoi l'Angleterre et les États-Unis connurent-ils une pareille tempête de protestations et d'indignation vertueuse contre le régime imposé au Congo ?

L'économie de l'empathie est capricieuse. Une des raisons pour lesquelles les Britanniques et les Américains se concentrèrent sur le Congo fut certainement qu'il s'agissait d'une cible inoffensive. L'indignation provoquée par ce qui s'y passait ne concernait aucun crime imputable aux Anglais ou aux Américains, et n'entraînait aucune des conséquences diplomatiques, commerciales ou militaires qu'aurait eues une attaque contre une grande puissance telle que la France ou l'Allemagne. En ce qui concernait cette dernière, Morel était aveugle à certains faits ; mais, bien qu'il eût déjà fort à faire avec Léopold, il faut dire à son honneur qu'il attaqua vivement et à maintes reprises la France, qui avait adopté l'ensemble du système léopoldien dans ses colonies d'Afrique-Équatoriale, et engrangeait une meurtrière récolte de caoutchouc que seule dépassait celle du roi des Belges. Ses propos eurent peu d'écho chez ses compatriotes, qui voyaient la Première Guerre mondiale se profiler à l'horizon, et savaient que la France serait leur principal allié.

Ce qui s'est produit au Congo était indubitablement de l'assassinat de masse à grande échelle, mais la triste vérité, c'est que les hommes qui appliquaient cette politique au nom de Léopold n'étaient pas plus meurtriers que de nombreux Européens à l'œuvre dans d'autres régions d'Afrique. Joseph Conrad l'a dit mieux que quiconque : « L'Europe entière a contribué à l'élaboration de Kurtz[25]. »

Les années qui suivirent la mort de Léopold virent disparaître de la scène les autres acteurs du drame congolais. En 1910, William Sheppard regagna définitivement les États-Unis. Peu après l'issue heureuse du procès que lui avait intenté la Compagnie du Kasaï, il dut renoncer à son poste de missionnaire, ayant été pris sur le fait dans

ses relations extraconjugales avec des femmes africaines. Après une brève période de probation, l'Église l'autorisa à reprendre son ministère aux États-Unis, où l'opinion n'avait pas été informée du scandale[26]. Affaibli par les nombreux accès de fièvre dont il avait souffert pendant ses deux décennies de service en Afrique, il passa la majeure partie des années qui lui restaient à vivre à Louisville, dans le Kentucky, en tant que pasteur de la Grace Presbyterian Church, tandis que sa femme, Lucy, enseignait le catéchisme et dirigeait la chorale.

Sheppard continua d'écrire sur l'Afrique et d'en parler, notamment à ses paroissiens, bien que ceux-ci, ainsi que lui-même, fissent partie d'une Église presbytérienne du Sud au sein de laquelle la ségrégation restait en vigueur. Les deux grands rivaux, Booker T. Washington et W. E. B. Du Bois, l'invitèrent chacun de son côté à se joindre à eux pour prendre la parole lors de réunions publiques ; dans les deux cas il accepta[27]. Pourtant, cet homme qui était tellement honoré par la communauté de couleur, qui avait été le premier visiteur étranger à rencontrer le roi des Koubas et qui avait été reçu à la Maison Blanche, restait un citoyen de seconde zone dans le sud des États-Unis où il était revenu vivre. Des années plus tard, une femme blanche habitant la ville natale de Sheppard, Waynesboro, en Virginie, se souviendrait : « C'était un brave nègre. À son retour d'Afrique, il n'avait pas oublié sa place, et se présentait toujours à la porte de service[28]. » Lorsque Sheppard décéda en 1927 à Louisville, à l'âge de soixante-deux ans, plus de mille personnes assistèrent à son enterrement.

À l'autre bout du pays, l'avocat Henry Kowalsky fut prématurément emporté dans la tombe par son énorme masse. En 1914, on le retrouva mort sur le parquet de sa

suite du San Francisco Palace Hotel ; il avait cinquante-six ans. En Belgique, Léon Rom, qui ne collectionnait plus les têtes depuis de longues années, s'effondra soudain dans son bureau de la Compagnie du Kasaï en 1924. La même année, Joseph Conrad, qui avait saisi avec une telle acuité l'essence de Rom et d'autres aventuriers du même acabit dans *Au cœur des ténèbres*, décéda en Angleterre. La seule personnalité de la campagne en faveur du Congo qui vécut jusqu'à notre époque fut la missionnaire, réformatrice et photographe Alice Harris : elle mourut en 1970 à l'âge de cent ans.

Un autre protagoniste majeur de l'histoire du Congo connut une fin moins paisible.

En 1913, sir Roger Casement, membre du service consulaire britannique, prit sa retraite. Cela lui donnait enfin la liberté de se consacrer à la cause qui le passionnait maintenant plus que tout : la liberté de sa patrie. Il regagna l'Irlande, aida à constituer une milice armée, les *Irish Volunteers*, et parcourut le pays pour parler en public. Un camarade de combat qui le rencontra à Dublin en 1914 nous a laissé cette description : « Regardant par la fenêtre à travers les rideaux, se tenait Roger Casement [...] [avec] l'accablement qu'il affichait si fièrement, comme s'il portait toute la misère du monde. Il était tourné de côté. Sa belle tête et son noble profil se découpaient sur le rideau ajouré et le ciel gris. Sa taille paraissait plus imposante que jamais, ses cheveux et sa barbe noirs étaient plus longs que de coutume. Il avait avancé le pied gauche, et sa chaussure avait un énorme trou – il donnait toujours sa subsistance aux autres, se laissant lui-même dans le besoin[29]. »

« Tout Irlandais a parfaitement compris que la seule loi que John Bull respecte est celle du fusil[30] », estimait Casement. Il traversa l'Atlantique pour recueillir des fonds

auprès d'Américains d'origine irlandaise dans le but d'acheter des fusils au marché noir ; mais, peu après son arrivée aux États-Unis, la Première Guerre mondiale éclata. Toute discussion concernant l'autonomie de l'Irlande devrait attendre, décrétèrent les Anglais. La réaction de Casement fut de publier une lettre ouverte dans laquelle il déclarait que les Irlandais ne devraient jamais « donner leur sang, leur honneur et leur virilité pour une guerre qui ne les concerne en aucune façon. [...] L'Irlande n'a pas de sang à donner à un quelconque pays, à une quelconque cause autre que l'Irlande. [...] Que nos tombes soient creusées dans cette herbe patriote qui seule peut faire revivre le cadavre de la nation irlandaise[31] ».

Après s'être coupé la barbe, il quitta New York pour l'Allemagne en utilisant un faux passeport. Les nationalistes irlandais militants voulaient que les Allemands s'engagent, s'ils gagnaient la guerre, à donner l'indépendance à l'Irlande. En échange, ils espéraient pouvoir armer et entraîner une brigade irlandaise de combattants pour la liberté, qui serait composée de prisonniers de guerre irlandais détenus en Allemagne. Si cette brigade ne pouvait pas aller se battre en Irlande même, Casement envisageait qu'elle luttât aux côtés des Égyptiens, autre peuple colonisé cherchant à se libérer du joug britannique. Son plan, d'après son journal, consistait à « unir le drapeau vert de l'Irlande à la bannière verte du Prophète et [...] à repousser les Alliés à la mer[32] ».

Le chimérique projet de Casement ne rencontra guère d'écho auprès des prisonniers de guerre irlandais. Il s'agissait de soldats de métier, dont beaucoup avaient des ancêtres qui avaient servi dans le même régiment britannique. Sur environ deux mille deux cents prisonniers de guerre irlandais catholiques, à peine soixante rejoignirent

la brigade irlandaise, où ils reçurent des uniformes allemands au col frappé de la harpe et du trèfle irlandais. Casement participa occasionnellement à son entraînement, mais, à peine plus importante qu'un peloton irlandais, ladite brigade ne monta jamais au front.

N'appréciant en aucune façon l'anticolonialisme de Casement, les Allemands avaient hâte de se débarrasser de cet incorrigible romantique, et lui-même brûlait de regagner l'Irlande pour rejoindre ses camarades clandestins. Le 21 avril 1916, au large de la côte ouest de l'Irlande, un sous-marin allemand mit à l'eau une petite embarcation dans laquelle se trouvaient Casement, deux de ses compagnons et leur matériel. Lorsque le capitaine du submersible lui demanda s'il voulait d'autres vêtements, Casement lui répondit : « Seulement mon linceul[33]. »

Dans un sens, Casement attendait depuis toujours ce moment de retour au pays et de martyre. « Lorsque j'ai débarqué en Irlande ce matin-là (vers 3 heures), tout trempé, nageant vers une plage inconnue [...] pendant un bref moment, j'ai été heureux et j'ai retrouvé le sourire [...] il y avait partout des primevères et des violettes sauvages, et des alouettes dans le ciel ; une fois de plus, je retrouvais l'Irlande[34]. »

Il fut arrêté quelques heures plus tard. Son esprit était empli de primevères et d'alouettes, mais ses poches contenaient un billet de chemin de fer de Berlin à Wilhelmshaven, base de sous-marins allemande, et un journal avec l'entrée suivante, censément écrite en code : « 12 avril : quitté Wicklow dans le yacht de Willie[35]. » Enterrés dans le sable de la plage où ils avaient débarqué, la police trouva notamment trois pistolets Mauser, des munitions, des jumelles, des cartes, et un exemplaire des *Robaiyat d'Omar Khayyam.*

Deux jours plus tard, Casement fut inculpé de haute trahison ; c'était la première fois depuis plusieurs siècles qu'une telle accusation était portée contre un chevalier du royaume. Il fut mis au secret dans la Tour de Londres, et les autorités britanniques le firent passer en jugement sans tarder. Pour le conduire au tribunal, les gardiens lui passaient des menottes. Ainsi que la plupart de ses amis du mouvement pour la réforme du Congo, sir Arthur Conan Doyle désapprouvait vivement les actes de Casement ; il n'en donna pas moins sept cents livres pour contribuer à sa défense. Nombre d'autres écrivains de renom signèrent des pétitions demandant que la vie de Casement fût épargnée. Joseph Conrad, qui avait partagé sa chambre à Matadi en 1890, refusa toutefois de signer ; Conrad était un défenseur aussi inconditionnel de son pays d'adoption, l'Angleterre, que Casement en était un adversaire déterminé.

Des messages de soutien et des dons arrivèrent des quatre coins du monde. Des États-Unis, la Negro Fellowship League adressa au roi George V un appel à la clémence : « Nous éprouvons une profonde reconnaissance envers cet homme pour les révélations qu'il a faites concernant le traitement des indigènes du Congo, alors qu'il était consul de Grande-Bretagne en Afrique. Sans lui, le monde ignorerait peut-être toujours ces cruautés barbares[36]. » George Bernard Shaw écrivit à l'intention de Casement une allocution que celui-ci pourrait prononcer lors de son procès, mais Casement la rejeta, lui préférant la sienne.

« L'autonomie politique est notre droit, déclara-t-il. Un droit inné, qu'un autre peuple ne peut pas davantage nous accorder ou nous refuser que le droit à la vie elle-même – le droit de sentir la chaleur du soleil et l'odeur des fleurs, ou d'aimer nos semblables. [...] Là où les hommes doivent mendier d'une voix timide l'autorisation de subsister dans

leur propre pays, de penser leurs propres pensées, de chanter leurs chansons, de récolter les fruits de leur travail. [...] il est certainement plus courageux, plus salubre et plus juste d'être un rebelle [...] que d'accepter cela passivement comme le lot naturel de l'être humain[37]. » Contrairement à celle de trop nombreux nationalistes, la passion de la liberté de Casement concernait tous les peuples, et non seulement le sien. À son époque, il fut l'un des rares hommes, voire le seul, à proclamer qu'il y avait des points communs entre le combat pour la liberté d'Européens tels que les Irlandais et celui d'Africains tels que les Égyptiens ou les Congolais. Sa harangue, qui ne tarda pas à entrer dans les annales de l'anticolonialisme, marqua profondément un jeune homme qui devait prendre la tête de la lutte pour l'indépendance de son propre pays, Jawaharlal Nehru. « Elle semblait décrire exactement, dirait-il, ce que doit ressentir une nation assujettie[38]. »

Déclaré coupable, Casement fut transféré à la prison londonienne de Pentonville, sinistre et massive bâtisse construite en 1842, où le silence absolu était de rigueur. Dans son ancien appartement londonien, Scotland Yard avait découvert une partie de son journal. Les autorités firent aussitôt des reproductions photographiques des passages ayant trait à ses expériences homosexuelles, et les montrèrent à de nombreuses personnalités, en particulier au roi, à des membres du Parlement, à des notables dans leurs clubs londoniens. La presse fut également invitée à y jeter un coup d'œil, et une copie fut envoyée à Washington. L'objectif du gouvernement était de discréditer Casement et de décourager de nouveaux appels à la clémence. Les carnets de Casement contribuèrent à sceller son sort.

Un pacifiste incarcéré à Pentonville aperçut Casement alors que celui-ci regardait le ciel par la fenêtre de sa

cellule, au coucher du soleil. Il paraissait « merveilleusement calme [...] il semblait déjà vivre dans un autre monde ; ses traits ne trahissaient aucune angoisse, aucune appréhension[39]. » Le matin du 3 août 1916, des gardiens lui attachèrent les mains derrière le dos. « Il s'avança vers la potence avec la dignité d'un prince, nous dominant fièrement de sa haute taille[40] », écrivit peu après le prêtre qui l'accompagnait, et le bourreau déclara que c'était « l'homme le plus courageux qu'il eût été de [s]on triste devoir d'exécuter[41] ». Dans l'une des dernières lettres écrites de sa cellule, moins d'une semaine avant d'être pendu, Casement avait dressé un bilan de sa vie : « J'ai commis de terribles erreurs, j'ai fait un tas de choses fort mal et connu beaucoup d'échecs – mais [...] le mieux, c'était le Congo[42]. »

De même que son ami Casement, Morel avait été transformé par sa longue lutte pour le Congo. C'est dans les dix dernières années de sa vie qu'il mena son combat le plus courageux et le plus solitaire. Mais, cette fois, il n'y eut pas de lords ni d'évêques pour l'encourager.

Pendant les dernières années du mouvement pour la réforme du Congo, Morel s'était rendu compte à quel point sa cause était défavorisée par l'Entente cordiale franco-britannique, qui comportait de nombreuses clauses secrètes aux termes desquelles les deux pays subordonnaient tout aux préparatifs d'une guerre européenne à venir. Au début d'août 1914, il était avec sa fille à Dieppe où il prenait des vacances l'une des rares fois de sa vie. Les rues de la ville étaient pleines de réservistes mobilisés depuis peu lorsque tous deux regagnèrent l'Angleterre à bord d'un navire bondé, ayant dû écourter leur séjour à cause du conflit imminent. À Londres, Morel et son ami membre du

Parlement Charles Trevelyan, emplis de sombres pressentiments, parcoururent une Chambre des communes vide tandis qu'au-dehors la foule manifestait bruyamment son soutien à la guerre.

Morel était l'un des rares Européens, que ce fût dans l'un ou l'autre camp, à dire ouvertement que cette guerre était de la folie. Selon lui, à cause d'une série de traités secrets, dont ni l'opinion ni le Parlement n'étaient informés, l'Angleterre se trouvait entraînée dans un cataclysme inutile. Morel n'était pas un pacifiste ; il affirmait qu'il se battrait si l'Angleterre était attaquée, mais ce n'était pas le cas. On lui demanda de renoncer à se présenter aux élections législatives sur la liste du parti libéral. Sur ce, avec un petit groupe d'hommes et de femmes partageant ses opinions, il constitua l'Union of Democratic Control, qui ne tarda pas à devenir la principale voix de l'opposition à la guerre dans le pays. Les militants de l'UDC s'aperçurent vite que Scotland Yard ouvrait leur courrier et surveillait leurs communications téléphoniques. Des canailles interrompaient leurs réunions, arrachant les bannières, lançant des boules puantes, tabassant les orateurs et des membres du public. Bientôt, plus personne à Londres ne voulut louer de salle à l'UDC. De toutes parts, les anciens admirateurs de Morel l'abandonnaient. Lorsqu'un journaliste, ami de longue date, qui portait l'uniforme, daigna le saluer dans la rue, Morel en fut ému jusqu'aux larmes : « Je ne pensais pas que quelqu'un m'adresserait encore la parole[43]. »

Morel ne tarda pas à devenir la figure dominante de l'UDC, de même qu'il avait été celle du mouvement pour la réforme du Congo. « Je sentais quelque chose de volcanique dans cet homme, écrirait un collègue [...] des feux couvaient perpétuellement dans son cœur[44]. » Comme toujours, sa femme, Mary, le soutenait totalement ; elle

devint même membre du comité de l'Union. Morel établit des sections de l'UDC dans toute l'Angleterre, édita la revue mensuelle de la formation, et écrivit comme de coutume d'innombrables articles et pamphlets ; il trouva même le temps de publier deux livres. Cependant, son travail était à présent beaucoup plus ardu, car l'Angleterre était en proie à la fièvre de la guerre ; la censure interdit plusieurs de ses écrits, et il reçut de nombreuses lettres de menaces. La police effectua des perquisitions au siège de l'UDC et au domicile personnel de Morel[45], où elle saisit des documents et des lettres. Au sujet d'un des ouvrages que Morel réussit à faire publier dans ce climat d'hostilité, *Ten Years of Secret Diplomacy* (« Dix années de diplomatie secrète »), l'historien A. J. P. Taylor écrit : « Toutes les études ultérieures sur "les causes de la guerre" [en] sont issues [...] les historiens de l'entre-deux-guerres étaient [...] coulés dans son moule. [...] Morel a suscité davantage qu'un changement de méthode ; il a créé un changement de perspective[46]. »

De nos jours, nous voyons si clairement que les huit millions et demi de morts et les vingt et un millions de blessés de la Première Guerre mondiale furent le résultat d'une tragédie inutile et évitable que nous oublions combien étaient rares ceux qui avaient le courage de le dire à l'époque. Tandis que la guerre se poursuivait, les attaques contre Morel s'intensifiaient. Dans une violente diatribe contre le mouvement d'opposition à la guerre en Grande-Bretagne, le *Daily Sketch* écrivit : « Si vous rencontrez des pacifistes lors d'un débat et mettez en doute les faits [qu'ils avancent], ils vous renvoient toujours à une même autorité – Morel. Pour mettre fin à cette conspiration, il faut s'emparer de l'archiconspirateur[47]. » Son bureau était constamment surveillé par la police.

« QUI EST M. E. D. MOREL ? s'interrogeait en manchette le *Daily Express*, et qui finance son union proallemande[48] ? » Quant à l'*Evening Standard*, il le qualifiait d'« agent de l'Allemagne dans ce pays[49] ».

C'est alors qu'il était en butte à ces attaques que Morel fut informé de l'arrestation de Casement. Ses camarades de l'UDC lui firent observer qu'ils avaient déjà suffisamment d'ennuis, et lui demandèrent instamment de ne pas soutenir son ami, qui, à l'inverse d'eux, avait effectivement collaboré avec les Allemands. Bien que ce fût sûrement un calvaire moral pour lui, Morel n'alla donc pas voir Casement en prison pendant les quelques mois qui lui restaient à vivre. Généreux comme toujours, Casement lui fit savoir qu'il comprenait parfaitement. Un ami qui lui avait rendu visite écrivit à Morel : « Il m'a dit qu'il estimait que vous aviez eu *entièrement raison* d'avoir accepté la décision de vos collègues, que cela ne faisait aucun doute[50]. »

Pendant toute la durée de la guerre, Morel demeura fidèle à ses convictions, aussi ferme et passionné, maintenant que tous étaient contre lui, qu'il l'avait été à l'époque de la campagne en faveur du Congo, lorsqu'une grande partie de l'establishment britannique le soutenait. Il préconisait une paix négociée et l'abrogation des traités secrets. Et, avec une grande prescience, il s'opposait également aux conditions de paix très dures qui, il en était certain, seraient imposées à l'Allemagne. La Russie tsariste étant dans le camp des Alliés, écrivait-il, il était absurde de prétendre qu'il s'agissait d'une guerre entre la démocratie et l'autocratie. Il réclamait le désarmement, un accord aux termes duquel aucun territoire ne serait transféré sans un plébiscite de ses habitants, et un « Conseil international » réunissant toutes les nations.

« Pour moi, la guerre de 14-18 a tout changé [...], écrirait Bertrand Russell – un autre homme qui défiait hardiment le chauvinisme et la fièvre belliqueuse. J'ai perdu de vieux amis et je m'en suis fait de nouveaux. J'ai fait la connaissance de quelques rares personnes que je pouvais admirer sans réserve, au premier rang desquelles je placerais E. D. Morel. [...] Avec une énergie inlassable et une immense compétence face à tous les obstacles de la propagande et de la censure, il a fait tout son possible pour éclairer la nation britannique sur les véritables raisons pour lesquelles le gouvernement envoyait les jeunes hommes à l'abattoir. Plus que tout autre opposant à la guerre, il a été attaqué par la classe politique et par la presse. [...] En dépit de tout cela, son courage n'a jamais vacillé[51]. » Toujours au sujet de Morel, Russell ajoutait : « Aucun autre homme de ma connaissance n'a poursuivi et proclamé la vérité politique avec la même simplicité héroïque[52]. »

Il ressort des archives du gouvernement britannique que des hauts fonctionnaires de divers ministères débattirent longuement la meilleure façon de se débarrasser de Morel en le « mettant à l'abri en prison » *(« safely lodged in gaol*[53] *»)*, pour citer un collaborateur du Foreign Office, sans lui offrir l'aubaine d'un procès public, tribune où il aurait pu déployer sa force de persuasion et sa redoutable connaissance des faits. En 1917, ils trouvèrent un prétexte juridique approprié et l'arrêtèrent pour violation d'une loi obscure interdisant l'envoi de littérature contre la guerre dans des pays neutres. Morel ne put bénéficier d'une mise en liberté sous caution, et fut promptement condamné à six mois de travaux forcés.

Morel a décrit un événement pour le moins étrange qui se produisit lors de sa condamnation en 1917 : « Un

élément pittoresque intervint dans ce sordide paysage juridique, sous la forme d'un individu qui, venant de quelque part derrière moi, traversa le tribunal pendant que mon avocat plaidait, et remit un message au procureur, lequel l'ouvrit, le lut, et fit un signe d'assentiment ; après quoi l'individu regagna son siège, mais pas avant que j'aie reconnu en lui le même individu qui [...] agissant en qualité de représentant accrédité du roi Léopold II, m'avait publiquement porté la contradiction au cours de ma mission aux États-Unis[54]. » Léopold était décédé depuis huit ans, et Morel était allé en Amérique cinq ans avant la mort de celui-ci. Une demi-douzaine d'agitateurs à la solde du roi s'étaient alors opposés à lui, mais il ne nous dit pas lequel d'entre eux a fait cette mystérieuse apparition au tribunal – comme si Léopold continuait à donner des ordres du fond de la tombe.

Sous bonne garde, Morel franchit les portes de la prison de Pentonville où Casement avait été exécuté un an auparavant. Dans les cellules voisines, il y avait un homme qui avait volé trois bouteilles de whisky, et un autre qui avait violé un enfant. Dans l'une des lettres qu'il fut autorisé à envoyer à sa femme une fois par mois, il fait allusion à cette règle en écrivant que c'est « la première fois depuis vingt ans que nous ne nous écrivons pas chaque jour tandis que je suis absent ».

En prison, Morel dut passer ses journées dans une salle poussiéreuse, à coudre des sacs postaux en toile et à tisser des hamacs et des nattes en corde pour la marine, dans un silence total : les prisonniers n'avaient pas le droit de parler entre eux pendant le travail. Il était enfermé dans sa cellule de 4 heures du soir à 8 heures du matin. Le dîner, pris dans la cellule, consistait en « un morceau de pain, une demi-pinte de porridge froid au fond d'une écuelle qui avait

peut-être contenu des harengs saurs quelques heures auparavant et en conservait des traces, et une pinte de chocolat chaud et graisseux que l'on apprend à considérer comme un véritable nectar des dieux, surtout par temps froid[55] ». Une ou deux fois par nuit, un petit bruit métallique indiquait qu'un gardien ouvrait le judas pour observer les prisonniers. La nuit, il régnait « le froid d'une cellule glaciale – rien de comparable dans l'univers. Et rien, apparemment, ne peut en protéger[56] ».

Dans la chapelle de la prison, les détenus restaient assis, de nouveau en silence, sous la surveillance de gardiens installés sur des plates-formes surélevées, pendant que des fonctionnaires annonçaient les victoires d'une guerre à laquelle Morel était opposé. Parfois, il devait porter de gros ballots de jute, dont il estimait le poids à près de cent livres, jusqu'à l'atelier de la prison. Cela le faisait penser non sans humour aux Africains qui avaient porté ses bagages au Nigeria quelque six ans auparavant. « Mais le souvenir demeure, l'expérience est un grand maître ; ici aussi, il y a beaucoup à apprendre, et, après tout, on a vécu pour jouer les deux rôles[57]. » Sentant que Morel était quelqu'un d'important, un homme emprisonné pour cambriolage l'appelait « sir ».

Deux mois après sa libération, au début de 1918, Bertrand Russell, qui ne tarderait pas à aller lui aussi en prison, écrivit à Gilbert Murray ces lignes empreintes d'inquiétude : « Hier, j'ai vu E. D. Morel pour la première fois depuis sa sortie de prison, et j'ai été impressionné par la gravité d'une condamnation à six mois. Ses cheveux étaient complètement blancs (auparavant, ils avaient à peine quelques touches de blanc) – à sa sortie, il s'était complètement effondré, physiquement et mentalement, en grande partie en conséquence de la nourriture insuffisante[58]. »

Morel se remit à écrire et à parler en public, mais sa silhouette jadis robuste était devenue d'une maigreur pitoyable. Peu de temps après son élargissement, il avait eu une première crise cardiaque ; d'autres devaient suivre. Mais pendant ces années, il eut par ailleurs la satisfaction de voir les événements confirmer publiquement ses dires : il *existait* effectivement des accords secrets entre les puissances alliées. De surcroît, nombre des « quatorze points » proposés par le président Woodrow Wilson en vue d'un traité de paix auraient pu être recopiés d'un des pamphlets de Morel. Durant la guerre, le soutien dont bénéficiait l'UDC venait en partie des syndicats ; désormais – à la surprise de Morel, car cet ancien cadre d'une compagnie maritime ne s'était jamais considéré comme un socialiste –, il était traité en héros par le parti travailliste. En 1922, alors qu'il était candidat travailliste, il eut le grand plaisir d'être élu aux Communes en battant un ancien ministre du cabinet qui l'avait envoyé en prison pendant la guerre : un membre du Parlement du nom de Winston Churchill.

Morel était extraordinairement populaire auprès de ses électeurs de Dundee, en Écosse, qui le réélurent en 1923 et de nouveau l'année suivante ; cette fois-là, une foule de vingt mille personnes se rassembla à la gare afin de lui souhaiter bon voyage lorsqu'il partit pour Londres[59]. Au Parlement, il ne tarda pas à devenir le principal et très respecté porte-parole des travaillistes dans le domaine de la politique étrangère. Au début de 1924, lorsque le dirigeant du parti Ramsay MacDonald devint le premier chef de gouvernement travailliste de Grande-Bretagne, beaucoup s'attendaient qu'il nomme Morel ministre des Affaires étrangères. Mais il n'en fut rien. Aux yeux du chef d'un fragile gouvernement de coalition, Morel était un moraliste et un croisé trop farouchement indépendant – et peut-être,

en puissance, un rival visant la direction du parti. MacDonald garda le portefeuille des Affaires étrangères pour lui-même. En guise de consolation, il fit de Morel le candidat britannique au prix Nobel de la paix.

Bien que Morel n'eût que cinquante et un ans, les effets accumulés de la prison, des persécutions des années de guerre, de la déception due au fait qu'il n'avait pas reçu de portefeuille, sans compter plusieurs décennies de travail exténuant, commençaient à se faire durement sentir. Régulièrement, il était obligé de s'allonger sur la terrasse de la Chambre des communes, et il allait souvent se reposer avec sa femme dans leur propriété du Devonshire. Le 12 novembre 1924, alors qu'il faisait une promenade dans les bois en compagnie de sa belle-sœur, Morel dit soudain qu'il se sentait fatigué et s'assit, adossé au tronc d'un arbre. Il ne devait jamais se relever.

À Dundee, à Londres et à New York, des services solennels furent dits à sa mémoire. Romain Rolland prédit que dans un avenir proche on jugerait qu'il dépassait de beaucoup son ère[60]. »

Chapitre XIX

LE GRAND OUBLI

Pour un visiteur de l'ex-Union soviétique, une des expériences les plus étranges consistait à parcourir les vastes salles du musée de la Révolution, rue Gorki à Moscou. On pouvait y voir des centaines de photographies et de tableaux représentant des révolutionnaires en bonnet de fourrure postés derrière des barricades enneigées, d'innombrables fusils, mitrailleuses, drapeaux et bannières, une importante collection de reliques diverses et de documents, sans découvrir la moindre trace des quelque vingt millions de citoyens soviétiques exécutés dans de sinistres caves, disparus au goulag ou morts des suites de famines artificiellement créées.

Aujourd'hui, ce musée a changé au point que ses créateurs ne le reconnaîtraient pas. À l'autre bout de l'Europe, il existe toutefois un musée qui est resté pareil à lui-même. Pour le voir, il suffit d'aller du siège de l'Union européenne à Bruxelles jusqu'au terminus du tram 44, situé à quelques pas. Le tramway vous amènera jusqu'à la lisière de la capitale, en traversant l'agréable et fraîche forêt de Soignes, jusqu'à l'ancien duché de Tervuren. Au VIIIe siècle, saint Hubert, le patron des chasseurs, avait établi sa demeure

dans ces bois giboyeux. Dominant majestueusement un parc, vous y trouverez un immense palais de style Louis XV construit par Léopold II, qui abrite le musée royal de l'Afrique centrale. Un jour typique il grouille de visiteurs, depuis des écoliers remplissant des questionnaires de leur cahier d'exercices jusqu'à des touristes du troisième âge débarquant de cars climatisés.

Le musée possède l'une des plus importantes collections du monde d'objets relatifs à l'Afrique. Une journée entière n'est pas de trop pour voir toutes les pièces exposées, de la casquette de Stanley à la canne de Léopold, de menottes d'esclaves à une pirogue taillée dans un tronc d'arbre et pouvant contenir une centaine d'hommes. Une galerie pleine d'armes et d'uniformes célèbre les « campagnes antiesclavagistes » des années 1890 – campagnes dirigées contre les négriers « arabes », cela va sans dire. Une plaque porte les noms de dizaines d'officiers de la Force publique qui « reposent en terre africaine ». D'autres plaques de cette « salle du souvenir » honorent des centaines de pionniers blancs morts au Congo. Dans une autre salle sont exposés de nombreux animaux naturalisés : éléphants, chimpanzés, gorilles... Un moniteur vidéo passe continuellement un vieux film en noir et blanc montrant les danses masquées des Pende, le roi des Koubas et sa cour, les rites funéraires ntomba : une Afrique faite uniquement de costumes exotiques et de battements de tambour. Partout, des vitrines présentent des artefacts des diverses cultures du Congo : lances, flèches, pipes, masques, poteries, objets en vannerie, avirons, sceptres, pièges à poissons, instruments de musique...

Une exposition temporaire offre un type de sculpture particulièrement remarquable, provenant de la région du bas Congo : des statues en bois hautes d'environ un mètre,

dont le torse et le cou sont couverts de centaines de clous, de pointes et de petites lames semblables à des rasoirs. Ces statues font penser à des nains torturés et hirsutes. Une pancarte explique qu'il s'agit de *nkondi*, fétiches destinés à combattre les sorcières et autres créatures malfaisantes. Chaque clou, chaque lame, représente un vœu ou un appel à redresser une injustice. Mais l'on chercherait en vain un quelconque témoignage d'une injustice plus globale dont le Congo aurait souffert. Dans les vingt grandes salles que comporte le musée, rien n'indique que des millions de Congolais sont morts dans des circonstances qui n'avaient rien de naturel*.

Nulle part à Bruxelles on ne trouvera la moindre trace de ces millions de morts. La rue Bréderode, qui abritait jadis une partie de l'administration du Congo et les sièges des principales compagnies concessionnaires, passe toujours derrière le palais royal, mais l'immeuble où Joseph Conrad eut jadis une entrevue avec son futur employeur est occupé par une perception. De l'autre côté du palais, une gigantesque statue équestre de Léopold fixe de son regard métallique un passage souterrain. Pourtant, le sang répandu au Congo, la terre volée, les mains coupées, les familles brisées et les orphelins sont présents, où que l'on regarde. Le palais royal orné de colonnes et de sculptures a été entièrement rénové ; il doit sa splendeur actuelle aux bénéfices tirés du Congo, de même que le château de Laeken, où la famille royale réside dans un site plus majestueux, avec son stupéfiant ensemble de serres chaudes représentant près de deux hectares et demi de vitrage.

* C'était le cas lors de la première publication de ce livre en 1998. Pour connaître les changements apportés au musée depuis, voir les pages 520-522 de l'épilogue.

Chaque printemps, les serres sont ouvertes au public pendant une brève période ; en arrivant, les milliers de visiteurs passent devant un buste de Léopold décoré de camélias et d'azalées. À Laeken, on peut voir aussi la tour Japonaise, une bizarrerie architecturale que Léopold avait remarquée à l'Exposition universelle de Paris, et achetée avec l'argent du Congo. Dominant une partie du panorama de la ville se trouve la plus grandiose de toutes les extravagances financées par le Congo, l'immense arc du Cinquantenaire, couvert de statues héroïques ; ce monument prétentieux est une espèce de mélange entre l'Arc de triomphe et la porte de Brandebourg, auquel l'on aurait ajouté deux ailes incurvées. Cette massive structure de pierre et de béton fait penser à la capitale européenne anonyme d'*Au cœur des ténèbres*, dont Conrad écrit qu'elle évoque « un sépulcre blanchi[1] ». Mais l'on chercherait en vain le moindre signe des millions d'Africains dont le travail a payé tout cela, et les a envoyés dans des sépulcres anonymes.

Bruxelles n'est pas un cas unique. À Berlin, aucun monument ou musée ne célèbre la mémoire des Hereros massacrés ; à Paris, non plus qu'à Lisbonne, il n'existe de témoignage visible de la terreur du caoutchouc, qui a tué la moitié de la population de certaines régions de l'Afrique française et portugaise. Dans le sud des États-Unis, pour des centaines de monuments commémorant des batailles de la guerre de Sécession ou de manoirs de planteurs préservés, on ne trouvera pas un seul objet rappelant de quelque façon que ce soit que l'esclavage a existé. Pourtant, le monde dans lequel nous vivons – avec ses divisions et ses conflits, son fossé de plus en plus large entre riches et pauvres, ses explosions de violence apparemment inexplicables – a été formé bien moins par ce que nous célébrons

et par ce que nous érigeons en mythe que par des événements plus douloureux que nous nous efforçons d'oublier. Le Congo de Léopold n'est qu'un silence de l'histoire parmi d'autres.

Le Congo offre un exemple frappant de la politique de l'oubli. Le roi Léopold II et les fonctionnaires de l'administration coloniale qui lui ont succédé se sont donné énormément de mal pour tenter d'effacer de la mémoire historique toutes les preuves et témoignages potentiellement incriminants. Un jour d'août 1908, peu avant que la colonie fût officiellement transférée à la Belgique, le jeune aide de camp Gustave Stinglhamber sortit du palais royal pour aller voir un ami dans les bureaux de l'État indépendant du Congo, situés à proximité. C'était un jour d'été particulièrement chaud. Les deux hommes s'approchèrent d'une fenêtre ouverte pour discuter ; Stinglhamber s'assit sur un radiateur et se releva d'un bond : il était brûlant. Lorsqu'ils appelèrent le concierge pour lui demander une explication, celui-ci répondit : « Désolé, mais on brûle les archives de l'État. » Les chaudières restèrent allumées huit jours durant, transformant en cendres et en fumée la majeure partie des archives de l'État du Congo. « Je leur donnerai mon Congo, avait confié Léopold à Stinglhamber, mais ils n'ont pas le droit de savoir ce que j'y ai fait[2]. »

Tandis que les chaudières emplissaient de fumée le ciel de Bruxelles, le palais ordonna de détruire également les archives conservées au Congo. Le colonel Maximilien Strauch, depuis de longues années conseiller du roi pour les affaires congolaises, devait déclarer : « Les voix qui, à défaut des archives détruites, auraient pu parler à leur place, ont été systématiquement condamnées au silence pour des considérations d'ordre supérieur[3]. » Rarement un régime totalitaire était allé aussi loin pour supprimer tous

les témoignages de ses activités. Quelques décennies plus tard, dans leur propre quête d'un « ordre supérieur », Hitler et Staline ont à certains égards laissé derrière eux une « piste de papier » beaucoup plus conséquente.

La même sorte d'oubli délibéré s'opérait également dans les esprits des cadres et fonctionnaires du régime. Oublier sa participation à un assassinat de masse n'a rien de passif, c'est un processus actif. En parcourant les souvenirs des premiers conquérants blancs de l'Afrique, il est parfois possible de saisir l'acte d'oubli au moment même où il se produit. Il s'agit moins d'un effacement que d'une inversion, de cet étrange renversement de la situation où le bourreau se transforme mentalement en victime. On en trouve un exemple dans les mémoires de Raoul de Premorel, qui dirigea des postes de collecte du caoutchouc au Kasaï entre 1896 et 1901. Dans le passage suivant, il décrit comment il a agi vis-à-vis du chef présumé d'une mutinerie :

> Je l'ai fait traîner par deux sentinelles devant l'entrepôt, où on lui a lié les mains. Ensuite, le plaçant contre un pilier, les mains en l'air, elles l'ont solidement attaché à une poutre. Après, je leur ai dit de resserrer la corde jusqu'à ce que ses pieds touchent à peine le sol. [...] J'ai laissé le pauvre bougre comme ça. Il est resté suspendu toute la nuit, parfois suppliant que l'on ait pitié de lui, parfois tombant dans une sorte de transe. Toute la nuit durant, sa fidèle épouse a fait son possible pour atténuer ses souffrances. Elle lui a apporté à boire et à manger, elle a massé ses pieds endoloris. [...] Finalement, au lever du jour, mes hommes ont coupé les cordes et il s'est effondré, inconscient. "Emmenez-le",

> ai-je ordonné. [...] J'ignore s'il a survécu ou non. [...] Maintenant, dans mon sommeil, je me prends parfois pour ce pauvre diable, et une cinquantaine de démons noirs dansent [...] autour de moi. Je me réveille en sursaut, couvert de sueurs froides. Il m'arrive de penser que c'est moi qui ai le plus souffert au cours des années qui se sont écoulées depuis cette nuit[4].

Il m'arrive de penser que c'est moi qui ai le plus souffert... Depuis l'aube de l'histoire, ceux qui ont du sang sur les mains ont utilisé de telles rationalisations. Cependant, le processus d'oubli relatif aux massacres qu'avait connus le Congo de Léopold connu une brusque accélération lorsque la Belgique elle-même fut soudain considérée comme une victime, et non plus comme un envahisseur. Le monde entier fut scandalisé lorsque la Belgique, pays neutre, fut envahie en août 1914 par les forces allemandes, et outré par le comportement de ces dernières, qui tuèrent plus de 5 000 civils pendant les premières semaines de la guerre.

Au cours des quatre années suivantes, le gouvernement britannique puis le gouvernement américain utilisèrent les souffrances de la « courageuse petite Belgique » pour réveiller l'ardeur martiale de pays qui n'avaient pas eux-mêmes été attaqués. Des articles de presse, des caricatures, des affiches et des discours patriotiques dénonçaient avec force détails les viols collectifs de femmes belges par des soldats allemands. Les Allemands, disait-on, crucifiaient des enfants belges sur les portes des maisons. Également, écho frappant mais inconscient de l'imagerie du mouvement pour la réforme du Congo, la presse des pays alliés signala que les Allemands coupaient les mains et les pieds

des enfants belges. Un écrivain belge en exil alla jusqu'à écrire un poème sur ce thème*.

Ces terrifiantes histoires de mains et de pieds coupés étaient tellement répandues qu'une riche Américaine voulut adopter des enfants belges mutilés ; elle eut beau offrir une récompense, il fut impossible d'en trouver un seul. En fin de compte, les accusations de mutilations et de crucifixions se révélèrent, elles aussi, dénuées de fondement[6]. Mais durant la guerre et les années qui suivirent, personne dans les pays alliés ne voulait s'entendre rappeler que, guère plus d'une ou deux décennies auparavant, les hommes du roi des Belges coupaient des mains en Afrique. C'est ainsi qu'une importante partie de l'histoire de la domination de Léopold sur le Congo et de celle du mouvement qui s'y opposa est sortie de la mémoire de l'Europe, plus rapidement et plus complètement sans doute que le souvenir des autres assassinats de masse ayant accompagné la colonisation de l'Afrique.

Dans la calme bourgade de Hoepertingen, à une heure de train à l'est de Bruxelles, Jules Marchal[7] et sa femme habitent une modeste maison entourée d'un petit verger. Chaque année, ils passent de longues heures perchés sur des échelles avec des paniers pour récolter leurs cerises, qu'ils vendent à la coopérative locale. C'est là qu'est né Marchal. Maintenant âgé de soixante-treize ans, il a tout pour jouer le rôle d'un ancien du village : une dent en or,

* En voici les derniers vers :
Et quand ils rencontraient quelque Teuton frappé
Par une balle adroite, au bord d'un chemin proche,
Souvent ils découvraient, dans le creux de ses poches,
Avec des colliers d'or et des satins fripés,
Deux petits pieds d'enfant atrocement coupés[5].

des bretelles, un visage coloré et bienveillant, des cheveux blancs. Sa moustache blanche rappelle un peu les photographies de Stanley datant des dernières années de l'explorateur. Mais la ressemblance s'arrête là.

Marchal est un diplomate à la retraite. Au début des années 1970, il était ambassadeur de Belgique auprès d'un groupe de trois pays d'Afrique occidentale : le Ghana, le Liberia et la Sierra Leone. Un jour, son attention fut attirée par un article paru dans un journal libérien, qui mentionnait incidemment les dix millions de morts du Congo de Léopold.

« J'étais supéfait, dit Marchal. J'ai envoyé au ministre des Affaires étrangères à Bruxelles une lettre disant : "Il faut que j'écrive au rédacteur en chef pour rectifier cet article, cette étrange calomnie contre notre pays. Mais je ne connais pas l'histoire de cette période. Pourriez-vous demander à quelqu'un de m'envoyer de la documentation ?"

« J'ai attendu. Mais je n'ai jamais reçu de réponse. C'est ainsi que ma curiosité a été éveillée. »

Marchal est un homme soigneux et méthodique, le genre d'homme qui préfère lire un livre dans la langue originale, et retrouver la source première d'un renseignement, apprendre l'histoire, non en lisant un résumé fait par un tiers, mais en consultant les documents originaux. Une fois son intérêt éveillé, il lut suffisamment de textes sur l'histoire du Congo pour réaliser qu'il ne serait pas facile de trouver des documents officiels, compte tenu du grand feu de joie de Léopold. Pourtant, un ensemble de documents de la plus haute importance avait échappé aux flammes en 1908 : les transcriptions des témoignages recueillis par la commission d'enquête en 1904-1905. Comme cette commission avait conduit une enquête judiciaire quasi indépendante, ses archives n'étaient pas conservées avec

celles de l'État du Congo à l'époque où ces dernières avaient été détruites. Elles avaient abouti dans les archives du ministère des Affaires étrangères belges, l'employeur de Marchal. Celui-ci se réjouissait à l'avance de les consulter.

Marchal fut ensuite nommé à un autre poste en Afrique. « Mais je ne cessais de repenser au Congo. Il y avait quelque chose de pourri dans cette affaire. J'appris qu'il y avait eu cette énorme campagne de presse internationale, de 1900 à 1910 ; il y avait eu des millions de morts, mais nous, les Belges, n'en savions absolument rien. En 1975, lorsque j'ai été nommé à un poste au ministère des Affaires étrangères de Bruxelles, la première chose que j'ai faite, ce fut d'aller aux archives du ministère pour demander à voir les témoignages de la commission d'enquête. »

Impossible, lui répondit-on. Les transcriptions des dépositions portaient la mention « *Ne pas communiquer aux chercheurs** ». Marchal protesta : soixante-dix années s'étaient écoulées depuis que la commission avait remis son rapport, et il avait rang d'ambassadeur. Cela n'y changea rien. Il ne fut pas autorisé à consulter ces documents.

« Il existait une règle aux archives du ministère des Affaires étrangères : ils n'étaient pas autorisés à montrer des matériaux susceptibles de nuire à la réputation de la Belgique. Mais *tout* ce qui concernait cette période était mauvais pour la réputation de la Belgique ! Par conséquent, ils ne montraient rien. » Ce sujet était devenu l'obsession de Marchal, cependant il lui restait une quinzaine d'années à servir avant la retraite. Il resta dans le corps diplomatique, retourna en Afrique en qualité d'ambassadeur, et occupa plusieurs postes à Bruxelles. Après avoir pris sa retraite en 1989, il se consacra entièrement à son projet. Ses quarante années dans la fonction publique

lui avaient donné une capacité hors du commun pour dénicher des informations révélatrices dans les archives gouvernementales ; il alla dans toutes les bibliothèques et archives d'Europe et des États-Unis possédant des documents relatifs à cette période. En Belgique, il découvrit des collections de documents privés qui avaient échappé à l'autodafé de Léopold. Il s'aperçut que, souvent, les matériaux les plus significatifs étaient contenus dans des rapports émanant de jeunes officiers ou sous-officiers coloniaux idéalistes arrivés depuis peu au Congo, qui découvraient avec consternation que la réalité africaine ne correspondait pas aux nobles discours qu'ils avaient entendus en Europe. Il étudia les dossiers de missions et de sociétés commerciales qui avaient été actives en Afrique. Il se rendit en Irlande pour consulter les archives de Casement, et alla voir la plage sur laquelle celui-ci avait débarqué lors de son ultime et fatale mission.

Lorsque Marchal était encore membre du corps diplomatique belge, il écrivait sous le pseudonyme de Delathuy, le nom de jeune fille de son arrière-grand-mère. « Une femme remarquable. Mais on ne parlait pas d'elle dans l'histoire de la famille, parce qu'elle avait eu un enfant sans être mariée. Son nom n'était jamais mentionné. Il était tabou. Comme l'histoire des millions de morts. »

Marchal a écrit son histoire du Congo de Léopold en néerlandais, sa langue natale, puis l'a révisée et traduite en français, en vue d'une édition en quatre volumes. Bien qu'ils soient presque totalement ignorés en Belgique, ses livres constituent l'étude définitive sur le sujet : un exposé magistral, scrupuleusement documenté, sans égal en français ou dans toute autre langue – qui n'aurait peut-être jamais été écrit si Marchal n'était pas tombé par hasard sur cet article paru dans un journal libérien.

Quand Marchal parle de son travail, on dirait un possédé. Sa voix se fait plus forte, il gesticule, prend des livres et des documents sur des étagères, fouille dans les tiroirs pour trouver des photographies. Ce sont des photos de toutes les maisons où Edmund Dene Morel a vécu en Angleterre. « En Belgique, Morel a été considéré comme un traître et un méchant homme. Je veux lui donner la place qui lui revient. »

Marchal fut contrarié d'avoir représenté son pays pendant de longues années, tout en ignorant totalement cet aspect du passé de la Belgique ; il fut encore plus ulcéré de se voir refuser l'accès aux archives de son propre ministère. Un jour, un haut fonctionnaire lui annonça : « Vous pouvez voir les dossiers, mais seulement si vous promettez de ne rien écrire qui soit fondé sur eux. » Marchal refusa ce marché. Finalement, après avoir harcelé les fonctionnaires du ministère pendant huit ans, il fut autorisé à consulter les témoignages recueillis par la commission d'enquête. Il en a publié un recueil annoté.

La consternation de Marchal face à ce qu'il avait appris tint également à une autre raison. Avant d'entrer dans le corps diplomatique belge à l'âge de quarante et quelques années, il avait travaillé au Congo pendant près de vingt ans, période couvrant les dernières années de la colonie belge et les débuts du Congo indépendant ; il avait débuté comme administrateur de district adjoint sous le régime colonial. Des années plus tard, alors qu'ils commençaient à s'informer sur l'histoire du Congo au tournant du siècle. Marchal et sa femme, Paula, fouillèrent dans leurs souvenirs, à la recherche de quelconques indices, de remarques faites par des gens, etc., susceptibles d'être interprétés dans une nouvelle perspective. Il se souvient de l'épisode suivant :

« Lorsque je suis arrivé au Congo en 1948, mon tout premier travail consistait à aller distribuer des médailles aux chefs de villages qui avaient collecté du caoutchouc pendant la Seconde Guerre mondiale. Vous savez qu'à l'époque tout le monde devait retourner dans la forêt pour récolter du caoutchouc sauvage. Je devais remettre des décorations à une centaine de chefs. Un caporal et six ou sept soldats m'accompagnaient dans tous les villages. Et le caporal m'a dit : "*Cette* fois, le caoutchouc, ce n'était rien. Mais la première fois, *ça*, c'était terrible." Il m'a fallu trente ans pour comprendre ce qu'il voulait dire. »

Dans toute l'Afrique, les ouvrages scolaires étaient écrits par les colonisateurs ; si l'on y ajoute l'interdiction généralisée des livres et la censure de la presse, on obtient l'acte d'oubli en ce qui concernait la mémoire écrite. Au Congo, pendant le demi-siècle de domination belge qui suivit la mort de Léopold II, les manuels scolaires destinés aux Africains chantaient les louanges du défunt roi avec autant de prodigalité que les livres scolaires soviétiques encensaient Lénine. Par exemple, un texte de 1959 destiné aux jeunes soldats congolais étudiant pour devenir sous-officiers dans la Force publique expliquait que l'histoire révélait comment les Belges, par leurs actions héroïques, avaient réussi à créer un immense territoire. En combattant les esclavagistes « arabes » pendant trois années de sacrifices et de persévérance acharnée, ils avaient brillamment accompli la campagne la plus humanitaire du siècle, en libérant les peuples décimés et exploités de cette partie de l'Afrique[8]. Quant aux adversaires du régime, qui n'étaient pas nommés, les critiques émises au cours des campagnes de diffamation entreprises par des étrangers jaloux s'étaient révélées sans fondement[9].

Cet oubli décrété officiellement ne pouvait évidemment pas atteindre tous les villages, où il subsiste quelques récits traditionnels relatifs à la terreur du caoutchouc. Pourtant, cette mémoire collective est aujourd'hui plus limitée que l'on n'aurait pu l'espérer. Quelques anthropologues dévoués[10] ont contribué à découvrir et à préserver ces souvenirs, qui prennent souvent la forme d'une légende locale fragmentaire concernant un personnage particulièrement cruel de la période que l'on appelle aujourd'hui encore la « *guerre du Blanc** », ou, dans la langue des Mongos, *lokeli*, l'« accablement[11] ». Parfois, en conjonction avec des renseignements recueillis par des témoins tels que Casement ou les missionnaires, le scélérat de la légende peut être identifié ; il s'agit tantôt d'un commissaire de district, tantôt d'un agent d'une compagnie concessionnaire ou d'un chef qui collaborait avec les conquérants. Parfois, la langue elle-même porte l'empreinte de cette période de terreur ; en mongo, l'expression « envoyer quelqu'un récolter du caoutchouc » signifie « tyranniser[12] ».

S'il subsiste relativement peu de souvenirs de l'ère du caoutchouc dans la mémoire collective de l'Afrique rurale, c'est que la tradition orale commémore habituellement des rois, des dynasties, des victoires militaires. Or, les dynasties qui ont survécu y sont presque toujours parvenues en collaborant avec les colonisateurs. Comme le fait remarquer Jan Vansina dans son histoire du peuple kouba, « aucune relation de ces événements [l'esclavage du caoutchouc de l'ère de Léopold] n'apparaît dans les traditions dynastiques. Les souverains qui avaient bénéficié du système n'allaient certainement pas confier cela à la mémoire officielle[13] ». Dans les villes, où vivent maintenant de nombreux Congolais, le rapide processus d'urbanisation a lui-même entraîné des bouleversements décisifs. Par

exemple, Kinshasa, qui n'était encore qu'un petit village il y a à peine plus d'un siècle, est devenu une métropole envahissante et chaotique qui compte quelque sept millions d'habitants dont beaucoup, dans leur quête désespérée de travail, sont arrivés depuis peu de régions rurales. Ces changements brutaux ont fini par affaiblir le lien grâce auquel les traditions sont transmises de génération en génération. Les cultures traditionnelles ont été très affaiblies, et avec elles disparaît jusqu'au souvenir des forces qui les ont détruites.

Plusieurs décennies après la mort de Léopold, une curieuse légende[14] naquit au Congo. Le roi, croyait-on, n'était pas mort du tout, il était venu vivre dans son ancienne colonie. Il avait pris la forme d'un ecclésiastique belge, Jean de Hemptinne, l'évêque catholique d'Élisabethville, homme politiquement puissant et dogmatique. (Manifestement, cette légende avait pour origine la longue barbe blanche de Hemptinne et sa stature imposante, toutes deux à proprement parler léopoldiennes.) De Hemptinne, racontait-on, était la réincarnation de Léopold, à moins qu'il ne fût son fils illégitime. Personnage ténébreux, il jouait un rôle occulte à des moments cruciaux, tantôt ordonnant à la police de tirer sur des mineurs en grève, épisode de notoriété publique, tantôt disant à un juge de ne pas être clément avec un accusé.

Léopold n'a pas eu besoin de se réincarner pour laisser son empreinte. L'histoire a durement marqué l'Afrique : les longues décennies de colonisation, précédées de plusieurs siècles de traite des esclaves sur l'Atlantique et dans le monde arabe, et – fait trop souvent ignoré – d'innombrables siècles d'esclavage autochtone. Le principal legs de l'Europe colonialiste à l'Afrique ne fut pas la démocratie telle qu'elle est pratiquée de nos jours dans des pays

comme l'Angleterre, la France ou la Belgique, mais le gouvernement autoritaire et le pillage. Aucun pays africain n'a eu sans doute plus de mal que le Congo à émerger de l'ombre de son passé.

Lorsqu'il accéda enfin à l'indépendance, le pays était en fort mauvais point. Comme la plupart des autres puissances coloniales d'Afrique, la Belgique avait été prise au dépourvu par l'exigence d'indépendance qui s'était emparée du continent au cours des années 1950 ; en 1959, il y eut à Léopoldville des manifestations de masse, qui furent réprimées dans le sang par la Force publique. Jusqu'alors, les successeurs de Léopold pensaient que l'indépendance viendrait sans doute un jour, mais pas avant des dizaines d'années. Quelques Africains étaient déjà formés en vue de ce jour lointain, mais lorsque la pression s'accrut et que l'indépendance arriva, en 1960, il y avait à peine, dans le territoire entier, trente Africains qui avaient fait des études supérieures. Il n'y avait pas d'officier congolais, pas d'ingénieur, d'agronome ou de médecin. L'administration coloniale n'avait pratiquement rien fait pour que le Congo puisse un jour être gouverné par les Congolais : sur environ cinq mille postes de responsabilité dans la fonction publique, pas plus de trois étaient occupés par des Africains[15].

Le roi Baudouin de Belgique se rendit à Léopoldville pour accorder officiellement l'indépendance au Congo – non sans paternalisme : il déclara en substance que c'était désormais aux Congolais de montrer qu'ils étaient dignes de la confiance de ceux qui la leur octroyaient[16]. Patrice Lumumba lui répondit par un discours improvisé plein de rage, qui attira l'attention du monde entier. Suite aux élections qui s'étaient tenues à peine un mois auparavant, il avait été nommé Premier ministre à la tête d'un

gouvernement de coalition. Ces élections avaient été le premier scrutin démocratique à l'échelle nationale de l'histoire du Congo ; en fait, sinon dans la forme, ce devait être le dernier pendant plus de quarante-cinq ans.

Lumumba était convaincu que l'indépendance politique ne suffirait pas à libérer l'Afrique de son passé colonial ; il fallait aussi que le continent cesse d'être une colonie économique de l'Europe. Ses discours alarmèrent aussitôt les capitales occidentales. Des entreprises belges, britanniques et américaines avaient d'importants investissements au Congo, pays riche en cuivre, cobalt, or, étain, manganèse, zinc et diamants. Orateur inspiré dont la voix ne tarda pas à être entendue au-delà des frontières de son pays, Lumumba était une personnalité charismatique, aux multiples facettes. Les gouvernements occidentaux craignirent que son message ne fût contagieux ; de surcroît, ce n'était pas un homme que l'on aurait pu acheter. Faute de trouver des appuis en Occident, il demanda l'aide de l'Union soviétique. Honni par le capital américain et européen, il devint un dirigeant dont les jours étaient comptés. À peine deux mois après qu'il fut devenu le premier chef de gouvernement démocratiquement élu du Congo, un sous-comité du National Security Council américain responsable des opérations secrètes, dont faisait partie Allen Dulles, chef de la CIA, autorisa son assassinat[17]. Richard Bissell, qui était à l'époque chef des opérations de la CIA, déclara par la suite : « Le Président [Dwight D. Eisenhower] aurait de loin préféré se débarrasser de lui par un moyen autre que l'assassinat, mais il considérait Lumumba de la même façon que moi et qu'un tas d'autres gens : comme un chien enragé [...] et il voulait que le problème soit réglé[18]. »

Pour « régler le problème », diverses solutions furent envisagées, notamment le poison (dont une certaine quantité

fut envoyée au chef du bureau de la CIA à Léopoldville), un fusil très perfectionné et des tueurs à gages indépendants. Il se révéla toutefois difficile d'approcher suffisamment Lumumba pour pouvoir utiliser ces moyens. À défaut, la CIA et la Belgique apportèrent leur soutien à des éléments hostiles à Lumumba au sein d'un gouvernement congolais divisé en factions, certaines que ceux-ci ne tarderaient pas à faire le travail. Ce fut le cas. Après avoir été arrêté et roué de coups à plusieurs reprises, le Premier ministre fut secrètement exécuté à Élisabethville en janvier 1961. Dépêchés secrètement pour leur gouvernement, un pilote belge l'y conduisit en avion et un officier prit le commandement de l'escouade de tireurs. Deux Belges furent chargés de découper son corps puis de le plonger dans de l'acide, de façon à ne laisser aucune tombe de martyr[19]. Si Lumumba n'était pas mort prématurément, nous ignorons s'il serait resté fidèle aux principes affirmés dans ses discours et aux espoirs qu'il incarnait pour tant d'hommes et de femmes, en Afrique et ailleurs. Mais les États-Unis et la Belgique ont veillé à ne lui laisser aucune chance.

La figure la plus marquante des forces congolaises ayant organisé l'assassinat de Lumumba était un jeune homme nommé Joseph Désiré Mobutu, ancien sous-officier de la Force publique devenu chef d'état-major de l'armée. Très tôt, les puissances occidentales avaient vu en lui un homme qui veillerait à leurs intérêts. Pendant les préparatifs de l'assassinat de Lumumba, il avait reçu de l'argent de la part du représentant local de la CIA et de plusieurs attachés militaires occidentaux[20]. Portant des lunettes à verres fumés et un uniforme de général à galons dorés assorti d'une épée, il fut reçu par le président Kennedy à la Maison Blanche en 1963. Kennedy lui offrit pour son usage

personnel un avion – et un équipage de l'US Air Force pour le piloter. Encouragé par les États-Unis, Mobutu effectua en 1965 un coup d'État qui fit de lui le dictateur du pays, position qu'il conserva pendant plus de trente ans.

Par la suite, l'assistance militaire américaine aida Mobutu à repousser plusieurs tentatives visant à le renverser[21]. Il fit torturer et tuer certains de ses ennemis politiques, en contraignit d'autres à s'exiler, et en intégra quelques-uns dans ses cercles dirigeants. Au cours des trois décennies que dura son règne, les États-Unis lui donnèrent largement plus d'un milliard de dollars sous forme d'assistance civile et militaire ; la contribution de plusieurs pays européens – en particulier la France – fut encore plus élevée. En échange de cet important investissement, les États-Unis et leurs alliés obtinrent un régime résolument anticommuniste, et une base sûre pour les opérations militaires de la CIA et de la France ; par contre, Mobutu ne donna pas grand-chose à son pays, sinon un changement de nom : en 1971, l'ex-Congo belge devint le Zaïre.

Les médias gouvernementaux ne tardèrent pas à appeler Mobutu le Guide, le Père de la Nation, le Timonier, ou encore le Messie. Avec la bénédiction des États-Unis et de divers pays européens, la fortune du pays aboutissait en majeure partie dans les poches du « Messie » et dans celles des compagnies minières étrangères. Compte tenu de sa loyauté envers ceux qui le soutenaient en Occident, Mobutu était un visiteur très apprécié à Washington, où il troquait habilement son uniforme contre des vêtements civils, une canne sculptée en ébène, et une peau de léopard d'allure très africaine qui venait en fait d'un grand couturier parisien. Ronald Reagan, qui le reçut à plusieurs reprises à la Maison Blanche, le qualifia élogieusement de « voix du bon sens et de la bonne volonté[22] »,

et George H. W. Bush le salua en ces termes : « Un de nos amis les plus appréciés », ajoutant : « J'ai été honoré d'avoir invité le président Mobutu à être le premier chef d'État africain à venir en visite officielle aux États-Unis pendant ma présidence[23]. »

Mobutu et son entourage puisaient si largement dans les coffres de l'État que le gouvernement congolais cessa de fonctionner. En 1993, n'ayant plus d'argent pour payer les soldats et autres employés de l'État, il fit imprimer de nouveaux billets de banque. Comme les commerçants refusaient de les accepter, des soldats se mutinèrent, pillant des magasins, des édifices gouvernementaux et des maisons privées ; il y eut des centaines de morts. Des années durant, les ordures s'accumulèrent sans être ramassées. Quelques compagnies aériennes étrangères continuèrent à desservir le Zaïre, en évitant toutefois d'y laisser les appareils pendant la nuit, car les compagnies d'assurances refusaient de couvrir ce risque. Les écoles et les hôpitaux ne touchèrent pratiquement plus un sou de l'État. L'ambassade des États-Unis recommandait à ses collaborateurs de ne pas déverrouiller les portes des voitures et de ne pas baisser les vitres lorsque la police les arrêtait à des barrages routiers ; ils devaient se contenter de montrer leurs papiers à travers la vitre fermée, autrement ils risquaient de se faire voler leurs portefeuilles.

Avant d'être renversé en 1997, après trente-deux années au pouvoir, Mobutu était devenu l'un des hommes les plus riches du monde ; à son apogée, sa fortune personnelle était estimée à quatre milliards de dollars[24]. Il passait une bonne partie de son temps à bord de son yacht, ancré sur le fleuve à Kinshasa, nouveau nom de Léopoldville. Il rebaptisa l'un des grands lacs lac Mobutu Sese Seko. Il acheta de somptueuses demeures en France, en Belgique, au

Portugal, en Espagne, en Suisse et ailleurs. Il ne faisait aucune distinction entre les fonds de l'État et les siens propres ; en l'espace d'une seule année, il envoya à trente-deux reprises un avion de ligne appartenant à l'État au Venezuela, pour ramener cinq mille moutons à poil long destinés à son ranch de Gbadolite[25] ; lorsque son yacht fut rénové en 1987, il réquisitionna simplement le plus confortable des bateaux de passagers qui circulaient encore sur le réseau fluvial. Enfin, il exigea, et obtint, une participation dans la plupart des grandes entreprises implantées dans le pays.

Attribuer les problèmes actuels de l'Afrique au seul impérialisme européen serait certainement abusif ; l'histoire n'est pas aussi simple. Et pourtant, examinez de nouveau le cas de Mobutu. Mis à part la couleur de sa peau, presque rien ne le distingue du monarque qui gouvernait le même territoire un siècle avant lui. Son autocratie. Son immense fortune arrachée au pays. Le fait de donner son nom à un lac. Son yacht. Son appropriation des biens de l'État comme s'ils lui appartenaient. Les énormes paquets d'actions qu'il détenait dans des entreprises privées établies dans le pays. De même que Léopold, grâce à son contrôle personnel sur l'État, ne partageait avec personne la majeure partie des bénéfices qu'il tirait du caoutchouc, Mobutu possédait son propre groupe de mines d'or – et même une plantation d'hévéas. Et l'habitude de Mobutu de « faire marcher la planche à billets » dès que le besoin s'en faisait sentir ne ressemblait à rien tant qu'à l'impression par Léopold de bons d'État congolais.

« Ceux qui sont conquis, a écrit au XIVe siècle l'historien Ibn Khaldoun, veulent toujours imiter les principales caractéristiques du conquérant – son vêtement, son artisanat, tous ses traits et coutumes distinctifs[26]. » La luxueuse

villa del Mare de Mobutu, véritable château aux colonnes de marbre blanc et rose sis à Roquebrune-Cap-Martin, avec ses piscines de plein air et couvertes, ses salles de bains aux accessoires en or et son héliport, se trouve à moins de vingt kilomètres de la propriété que Léopold possédait au cap Ferrat. D'un cap, on voit l'autre.

Quelle épitaphe peut-on écrire pour le mouvement qui, il y a un siècle, a fait tant d'efforts pour mettre fin à l'injustice au Congo ?

Le mouvement pour la réforme du Congo peut mettre à son actif deux prouesses dignes d'admiration, qui lui ont survécu. En premier lieu, grâce à l'activité incessante d'Edmund Dene Morel, de Roger Casement et de personnalités non moins courageuses mais moins connues, telles que George Washington Williams, William Sheppard et Hezekiah Andrew Shanu, il a enrichi les archives historiques d'une remarquable somme d'informations. Et ces informations y demeurent, en dépit des efforts acharnés de Léopold et de ses admirateurs, jadis et maintenant, pour les détruire par le feu, les ignorer, les déformer en leur donnant une dimension mythique. Cette préservation des faits revêt une grande importance, surtout pour un continent dont l'histoire présente tant de lacunes.

En second lieu, il a perpétué parmi ses partisans une tradition, une manière de voir le monde, une capacité d'indignation face à la douleur infligée à un autre être humain, et peu importe que la victime ait une autre couleur de peau, ou qu'elle vive dans un autre pays, à l'autre bout du monde.

Lors des centaines de réunions de masse où ils prenaient la parole, les réformateurs du Congo montraient des diapositives : des photographies d'adultes et d'enfants aux

mains coupées, de porteurs enrôlés de force, de villages dévastés. « CONFÉRENCE ET PROJECTIONS SUR LES ATROCITÉS AU CONGO, annonçait une publicité. 60 excellentes diapositives d'après des photographies prises par Mme Harris, autrefois en mission à Baringa, État indépendant du Congo. Conférence descriptive, texte revu par le rév. J. H. Harris & M. E. D. Morel. » Ces diapositives en noir et blanc, d'environ sept centimètres et demi de côté, étaient faites pour des appareils de projection du type « lanterne magique ». Celui qui cherche aujourd'hui ces diapositives peut les trouver. Elles sont rangées dans deux boîtes en bois couvertes de poussière, posées sur une étagère au rez-de-chaussée d'une petite maison d'un quartier à loyers modérés du sud de Londres. Le bâtiment est le siège d'Anti-Slavery International, ex-Anti-Slavery Society, ex-Anti-Slavery and Aborigines Protection Society, ex-British and Foreign Anti-Slavery Society. John et Alice Harris ont continué à diriger l'association de longues années après avoir travaillé avec Morel. Existant sans interruption depuis 1839, c'est la plus ancienne organisation de défense des droits de l'homme du monde. Aujourd'hui, dans la pièce où sont conservées les boîtes contenant les diapositives, il règne une grande activité ; de jeunes hommes et femmes vont et viennent avec des affiches, des cassettes vidéo, des piles de pamphlets – sur le travail des enfants au Bangladesh, au Népal et en Malaisie, l'esclavage domestique des femmes au Moyen-Orient, la servitude pour dettes au Brésil, la prostitution des enfants en Thaïlande, la mutilation sexuelle des femmes en Afrique, l'exploitation des domestiques immigrés en Angleterre.

La tradition restée vivante dans ce bureau londonien s'est épanouie au cours des deux siècles écoulés. De nos jours, nous avons tendance à éviter le terme « humanitarisme »,

trop teinté de générosité paternaliste ; nous préférons parler des « droits de l'homme ». Les libertés fondamentales de l'existence humaine ne sont pas considérées comme des aumônes accordées par des militants emplis de bonnes intentions, mais, ainsi que Casement l'avait déclaré pendant son procès, comme les droits innés de tout être humain. C'est cet esprit qui anime des organisations telles que Amnesty International, qui nourrit la conviction que jeter un homme ou une femme en prison uniquement pour ses opinions constitue un crime, que cela se produise en Chine, en Turquie ou en Argentine ; ou telles que Médecins sans frontières, qui estime qu'un enfant malade a droit à des soins médicaux, que ce soit au Rwanda, au Honduras ou dans le Bronx.

Le mouvement pour la réforme du Congo n'a pas seulement contribué à préciser ces convictions et à les renforcer ; il est allé plus loin. Les groupes actuels de défense des droits de l'homme se préoccupent surtout des résultats : un homme emprisonné, une femme réduite à la servitude, un enfant privé de médicaments. Morel parlait également des causes : en premier lieu, le vol de la terre et de la main-d'œuvre africaines, qui avaient rendu possible le système d'exploitation de Léopold. C'est ce radicalisme, dans le sens le plus fort et le meilleur du terme, qui ont été à la base de la passion des grandes figures de la croisade en faveur du Congo, et qui ont conduit Morel et Casement, après leur lutte pour que justice soit faite au Congo, à la prison de Pentonville.

La grande tradition dans laquelle ils s'inscrivent remonte à la Révolution française et plus loin encore. Elle s'inspire de l'exemple d'hommes et de femmes qui ont mené une lutte inégale pour leur liberté, depuis les révoltes d'esclaves des Amériques jusqu'au demi-siècle de résis-

tance qui a porté Nelson Mandela au pouvoir en Afrique du Sud. Pendant les quelque dix années où il a affirmé sa présence sur la scène mondiale, le mouvement de réforme du Congo a été un chaînon vital de cette tradition, la plus honorable qui soit. À l'époque de la controverse sur le Congo, il y a un siècle, l'idée des droits de l'homme, droits appelés à s'exercer sans restriction dans les domaines politique, social et économique, représentait une grave menace pour l'ordre établi dans la plupart des pays de cette terre. Et il en est toujours ainsi.

REGARD EN ARRIÈRE : UN ÉPILOGUE PERSONNEL

Ce livre est paru voilà presque dix ans. À mon grand étonnement, il me fut difficile, quand je commençai à travailler sur le sujet, de trouver quiconque pour s'y intéresser. J'envoyai un plan détaillé à dix éditeurs new-yorkais : neuf me le retournèrent. L'un d'eux suggéra qu'un article dans un magazine serait peut-être plus approprié. Les autres affirmèrent qu'aucun marché n'existait pour les livres d'histoire africaine, ou encore que les Américains ne s'intéresseraient guère à des événements aussi éloignés, situés dans un pays que très peu de gens sauraient situer sur une carte. Le dixième éditeur, Houghton Mifflin, a heureusement cru en la capacité des lecteurs à faire le lien entre le Congo de Léopold et notre époque. Ce fut également le cas de Macmillan en Grande-Bretagne. À ce jour, le livre a été publié en douze langues et tiré à plus de trois cent cinquante mille exemplaires. Il a inspiré plusieurs films (plus particulièrement le documentaire de Pippa Scott, *Les Fantômes du roi Léopold*), des sites internet francophones et anglophones sur l'histoire du Congo, une chanson de rap, une pièce de théâtre d'avant-garde et une remarquable

sculpture de l'artiste californien Ron Garrigues, *A Curse upon King Leopold* : un assemblage intriguant d'ivoire, de caoutchouc, de munitions, d'os, de sculptures bakongo et de médailles décernées jadis par Léopold en personne.

L'histoire ne s'arrête pas là. Sur la plage d'Ostende, la villégiature préférée de Léopold, trône face à la mer une imposante statue équestre du roi, qu'encadrent d'une part un groupe de Congolais reconnaissants au souverain de les avoir délivrés de l'esclavage afro-arabe, de l'autre des pêcheurs ostendais remerciant le monarque de ses bienfaits. Une nuit d'avril 2004, une poignée d'anarchistes ont scié la main d'une figure d'Africaine – de sorte, ont-ils déclaré dans un fax anonyme, que la statue soit plus fidèle à la véritable influence de Léopold sur le Congo. Pour un auteur persuadé que son livre ne serait peut-être jamais publié, l'affaire n'a pas manqué d'intérêt.

Pourquoi les éditeurs ont-ils refusé *Les Fantômes du roi Léopold* ? Peut-être parce que la plupart d'entre nous ont été élevés dans l'idée que, seuls parmi les tyrannies contemporaines, le communisme et le fascisme étaient dignes d'un livre. Cette tendance tient à des facteurs inconscients – nous nous sentons plus proches des victimes de Staline et de Hitler, dans la mesure où presque toutes furent européennes – et conscients – ces idéologies totalitaires, pensons-nous, ont fait des dizaines de millions de victimes et ont censuré toute dissidence, d'où leur nature essentiellement nouvelle dans l'histoire. C'est oublier que des dizaines de millions d'Africains ont péri sous le joug colonial, et que le colonialisme pouvait également revêtir le caractère d'un totalitarisme. Après tout, quoi de pire qu'un système de travail forcé ? En outre, la censure coloniale était sévère : un Congolais sous domination belge n'avait pas plus de chances de défendre la liberté de la

presse qu'un dissident soviétique sous Staline. Le colonialisme s'appuyait, lui aussi, sur une idéologie élaborée et omniprésente, qu'il s'agisse de la poésie de Kipling, des conférences de Stanley, ou des sermons et des livres consacrés à la forme des crânes, à la paresse des indigènes et au génie de la civilisation européenne. Parler, comme le faisaient les fonctionnaires de Léopold, des travailleurs forcés comme de *libérés* relève d'un usage de la langue aussi perverti que l'inscription figurant sur le portail d'Auschwitz, « *Arbeit macht frei* ». Communisme, fascisme et colonialisme européen, chacune de ces idéologies a proclamé son droit de contrôler totalement la vie de ses sujets. Dans ces trois cas, les effets se sont fait sentir longtemps après le décès officiel du système.

Je savais déjà que le régime colonial au Congo avait affecté un grand nombre de personnes. Je n'avais pas prévu à quel point la parution de ce livre me ferait découvrir la multitude de leurs descendants. J'ai reçu un jour un appel du petit-fils américain du célèbre Léon Rom. La petite fille de E. D. Morel, élevée par sa grand-mère, la veuve de Morel, m'a écrit une longue lettre. J'ai découvert une diaspora cachée de Congolais aux États-Unis ; à la fin de chacune de mes conférences, ou presque, quelques-uns de ceux-ci sont venus me parler. Grâce à certains d'entre eux, j'ai pu envoyer des exemplaires de l'édition française dans des écoles et des bibliothèques au Congo. J'ai découvert dans une librairie californienne un groupe multiracial qui semblait tout savoir sur William Sheppard. Ils appartenaient à une congrégation sœur de sa mission presbytérienne. J'ai participé, avec des baptistes suédois de Stockholm, à un hommage à E. V. Sjöblom, l'un des premiers et plus courageux critiques du roi Léopold. Lors d'une signature à New York, une vieille dame blanche s'est

approchée de la table, s'est penchée vers moi et m'a lancé d'un ton ferme, avec un accent prononcé : « J'ai vécu longtemps au Congo, et tout ce que vous dites est vrai ! » Elle s'est éclipsée avant que je puisse lui en demander plus. Un autre jour, j'entendis une voix africaine sur mon répondeur : « J'ai besoin de vous parler, mon grand-père a été forcé de travailler jusqu'à la mort comme porteur pour les Belges. »

Plus intéressant encore fut l'accueil réservé au livre en Belgique, lors de sa parution en français et en néerlandais. Lors de mon passage à Anvers, l'historien Jules Marchal et moi-même avons retrouvé le quai d'où E. D. Morel, cent ans plus tôt, avait observé les vapeurs chargés d'ivoire et de caoutchouc (*voir p. 298-299*). J'ai compris alors que lui, Morel, voyait dans ces cargaisons le produit de l'esclavage. Malheureusement, Marchal est décédé depuis d'un cancer, non sans avoir finalement reçu la reconnaissance qu'on lui avait si longtemps refusée.

À Anvers comme à Bruxelles, je rencontrai des auditeurs cordiaux, soucieux des droits de l'homme et unanimement désolés de n'avoir rien appris à l'école sur le passé sanglant de leur pays en Afrique. Les critiques de la presse furent positives. C'est alors que survint la réaction.

Elle fut le fait de certains, parmi les dizaines de milliers de Belges qui durent quitter le Congo dans l'urgence et virent leur monde s'effondrer lors de l'indépendance de 1960. Il existe environ deux douzaines d'organisations de Belges « des anciennes colonies », telle l'Amicale des anciens cadets du Centre d'instruction pour Européens de Luluabourg. Une fédération de ces associations, l'Union royale belge pour les pays d'outre-mer, créa un site internet, où l'on pouvait lire une longue diatribe contre le livre : « sensationnaliste [...] un amalgame [...] de faits,

extrapolations et situations imaginaires ». Une autre attaque contre la « stupidité mensongère » de l'ouvrage commençait par une adresse nostalgique à Léopold : « Vous qui croyiez, après une vie bien remplie, pouvoir profiter du repos éternel, vous vous trompiez[1]. » Un journal local, de tendance procoloniale, déclarait : « Les chiens de l'enfer ont de nouveau été lâchés contre ce grand roi[2]. »

Le quotidien anglais *The Guardian* a publié un long article sur ce livre qui avait « mis le feu aux poudres dans un pays affrontant son passé colonial[3] ». Le texte citait le professeur Jean Stengers, un universitaire conservateur spécialiste de l'Afrique, qui dénonçait l'ouvrage en ces termes : « D'ici deux à trois ans, on l'aura oublié. » Le Premier ministre belge voulait pour sa part clore rapidement l'affaire. « Le passé colonial n'est plus d'actualité », déclara-t-il dit au journal. « Il n'existe plus vraiment de liens affectifs forts [...] c'est de l'histoire ancienne. »

L'histoire, cependant, ne s'en tiendrait pas là aussi aisément. En 2001, lors d'une conférence de l'ONU contre le racisme à Durban, en Afrique du Sud, une journaliste remarqua que nombre de délégués avaient lu le livre ; l'un d'eux demanda au ministre belge des Affaires étrangères, Louis Michel, si son pays reconnaissait les « crimes contre l'humanité » du roi Léopold[4]. La même année, M. Michel adressait aux missions diplomatiques belges à travers le monde un mémorandum confidentiel sur la façon de répondre aux questions gênantes posées par les lecteurs des *Fantômes du roi Léopold* et d'*Au cœur des ténèbres*. Ses instructions étaient les suivantes : un effort soutenu de relations publiques serait futile ; mieux valait changer de sujet et aborder l'engagement actuel de la Belgique en faveur de la paix en Afrique.

D'autres événements ont remis le passé colonial au premier plan des préoccupations belges. Un an après la parution des *Fantômes*, un auteur belge, Ludo De Witte, publiait *L'Assassinat de Lumumba*, qui présentait maints éléments nouveaux incriminant Bruxelles dans la mort du premier chef de gouvernement congolais démocratiquement élu. L'année suivante, un long-métrage de fiction, réalisé par Raoul Peck, présentait la courte vie et le martyre de Lumumba à un plus large public. En 2001, une commission d'enquête parlementaire belge vérifia un grand nombre des découvertes de De Witte, conduisant le gouvernement à présenter officiellement ses excuses. Le gouvernement américain, de son côté, ne s'est jamais excusé, alors qu'il avait, lui aussi, exercé de fortes pressions dans le sens d'une élimination de Lumumba.

Tout cela a soulevé en nombre des questions fort embarrassantes pour le musée royal de l'Afrique centrale, décrit ci-dessus (*voir p. 489-491*). L'institution faisait l'objet de pressions contradictoires : d'un côté, le lobby des vétérans coloniaux entendait bien continuer de célébrer l'époque de la domination belge au Congo ; de l'autre, beaucoup de Belges, et parmi eux de jeunes employés du musée, trouvaient qu'il était temps que les choses changent ; quant au gouvernement, il s'inquiétait de l'image du pays. La famille royale elle-même, n'était, dit-on, pas étrangère à l'affaire. En 1999, un fonctionnaire de l'institution reconnut que des changements dans la présentation des collections étaient à l'étude… « mais absolument pas à cause du livre discutable d'un Américain[5] ». Deux ans plus tard, le gouvernement nommait un nouveau directeur. Au cours d'une longue suite d'entretiens dans la presse, celui-ci promit un réaménagement total du musée.

En février 2005, le musée a inauguré en fanfare une grande exposition temporaire : « La mémoire du Congo : le temps colonial », et publié simultanément un catalogue éponyme, somptueusement illustré. Tant l'exposition que le livre sont exemplaires de la façon dont on peut prétendre reconnaître quelque chose, sans le faire en réalité. Sur les centaines de photographies présentées au musée, par exemple, quatre appartenaient à la célèbre série de diapositives de Morel dénonçant les atrocités. Elles étaient cependant reproduites en petit format, alors que plus d'une douzaine d'autres clichés – consacrés pour la plupart à des sujets « inoffensifs », comme les musiciens congolais – étaient agrandis à taille humaine. Une autre photo montrait une session de la commission d'enquête créée par Léopold en 1904-1905, avec une légende exaltant « une initiative pionnière dans l'histoire des droits de l'homme en Afrique centrale ». Aucune mention n'était faite, cependant, des efforts sournois de Léopold pour saboter la publication de ces travaux (*voir p. 417-418*). Le catalogue contenait une photo du capitaine Léon Rom sur une demi-page, sans faire état de sa collection de têtes coupées, de la potence dressée dans son jardin ou de son possible rôle de modèle pour M. Kurtz, le personnage meurtrier de Conrad. L'exposition comme le livre célèbrent à juste titre William Sheppard comme un pionnier de l'anthropologie mais passent sous silence le procès intenté contre lui, tel que je décris ci-dessus, aux pages 437-442. Le catalogue contient plus de trois douzaines d'articles érudits, consacrés aux sujets les plus divers, des autobus de Léopoldville aux parcs nationaux congolais. Pas un seul, néanmoins – et pas un seul objet exposé – ne s'intéresse au fondement de l'économie coloniale du territoire : le système du travail forcé. Le terme « otage » ne figure ni

dans le livre ni dans l'exposition. Je ne vois dans tout cela guère de motifs d'optimisme quant à la possibilité qu'un jour le Musée royal présente l'histoire congolaise de façon objective et complète[6]. Le colonialisme, il est vrai, est rarement capable de porter un tel regard sur le passé, quel que soit le pays concerné. Où trouverait-on, aux États-Unis, un musée traitant de manière honnête l'aventure impériale américaine aux Philippines ou en Amérique latine ?

Me repenchant, à quelques années de distance, sur ce livre, j'ai été rappelé à ma plus grande frustration. J'aurais aimé pouvoir faire plus, camper les hommes et les femmes d'Afrique comme des acteurs à part entière de cette histoire. Les historiens sont souvent confrontés à cette difficulté, puisque les traces écrites laissées par les colonisateurs, les riches et les puissants sont toujours plus abondantes que celles des colonisés, des pauvres et des faibles. Il m'a semblé injuste, à plus d'une reprise, que nous disposions d'informations aussi complètes sur la personnalité et la vie quotidienne de Léopold, aussi minces sur celles des chefs indigènes dans le Congo colonial, et quasi inexistantes sur celles des villageois qui trouvèrent la mort en récoltant le caoutchouc. Ou que nous en sachions autant sur Stanley, et si peu sur ses plus proches homologues africains, les marchands de la côte qui conduisaient déjà des caravanes de porteurs vers l'intérieur à l'époque où l'explorateur commença de quadriller le Congo pour le compte de Léopold. Nous connaissons parfaitement la vie des adversaires européens ou américains du régime, comme Morel, Casement et Sheppard, alors que nous ignorons à peu près tout des chefs de la résistance, tels Kandolo et Mulume Niama, qui périrent les armes à la main. Il en résulte une

histoire biaisée, qui semble minorer le rôle central des Congolais eux-mêmes.

J'ai été confronté à ce problème à plusieurs reprises lorsque j'écrivais *Les Fantômes*, et je n'ai toujours pas trouvé de solution satisfaisante. Les études anthropologiques, excellentes au demeurant, sur les différentes populations du Congo ne manquent pas, mais les renseignements d'ordre biographique sur les individus africains font quasiment défaut. Un récit de la période centré sur les acteurs en est donc réduit à mettre en scène essentiellement Léopold, ses partisans et ses opposants européens ou américains. Afin de saisir réellement l'existence des Congolais de l'ère coloniale, il faudrait probablement emprunter le biais de la fiction, comme des romanciers l'ont déjà fait ailleurs – Chinua Achebe, par exemple, pour une autre région d'Afrique, ou Toni Morrison pour l'expérience des esclaves afro-américains.

Un petit nombre de voix africaines se sont cependant fait entendre jusqu'à nous et sont aujourd'hui accessibles – ce qui n'était pas le cas lors de la publication de ce livre. La citation de la page 279 est tirée d'un ensemble d'interviews réalisées dans les années cinquante avec plusieurs dizaines d'Africains qui avaient survécu à la terreur du caoutchouc un demi-siècle auparavant. Un missionnaire belge, Edmond Boelaert, a conduit ces entretiens puis les a traduits avec l'aide d'un autre missionnaire, Gustaaf Hulstaert, et d'un collègue congolais, Charles Lonkama. Les deux prêtres étaient à leur manière des anticolonialistes, fréquemment en conflit avec les autorités catholiques. Le Centre Æquatoria, implanté sur le domaine d'une mission catholique à Bamanya-Mbandaka, au Congo, et ses soutiens en Belgique ont mis en ligne le texte français de ces interviews, soit l'équivalent de deux cents pages. Ces

récits sont malheureusement trop brefs pour que nous puissions en tirer d'authentiques portraits individuels ; ils nous offrent néanmoins des témoignages africains de première main, comme il en est peu.

Bury the Chains, le livre qui a succédé aux *Fantômes*, m'a donné l'occasion de côtoyer spirituellement et intellectuellement, pendant plusieurs années, les protestants évangéliques qui ont joué un rôle crucial dans le mouvement abolitionniste britannique entre 1787 et 1833. Je me suis alors rendu compte que j'avais sous-estimé l'importance de la tradition évangélique dans la campagne en faveur des réformes au Congo et dans son recours à l'opinion publique en Grande-Bretagne. L'analyse récente de Kevin Grant, *A Civilised Savagery : Britain and the New Slaveries in Africa, 1884-1926*_[7], a renforcé cette impression. J'avais ainsi négligé le fait suivant, à l'instar de tous ceux qui ont écrit sur Morel : deux mois avant que celui-ci ne crée la Congo Reform Association, les missionnaires baptistes se démenaient déjà en Écosse, réunissant des audiences nombreuses lors de projections de diapositives consacrées aux atrocités. Certaines révélations de Grant sont dérangeantes : par exemple, l'obsession de Morel pour le Congo l'a conduit à atténuer le fardeau imposé aux travailleurs forcés en Afrique portugaise, qui cultivaient les fèves de cacao destinées à son ami et bienfaiteur, le chocolatier William Cadbury. En revanche, Morel sort grandi du récit de son action courageuse pendant la guerre mondiale. Il fut emprisonné pour ses positions pacifistes, alors même que ses anciens amis missionnaires s'abandonnaient sans retenue à la fièvre patriotique. Mieux encore, il fut pratiquement le seul, pendant le conflit et après, à défendre le droit des Africains à disposer de leur propre terre.

Les lettres de lecteurs attentifs m'ont permis de corriger quelques coquilles et erreurs d'ordre secondaire dans le cadre de cette nouvelle édition. Il est un point, toutefois, qui ne me semble appeler à aucune révision : le nombre des victimes cité au chapitre XV. Les défenseurs de Léopold ont toujours eu du mal à admettre l'ampleur des pertes en vies humaines. En l'absence de données démographiques sûres, il ne saurait s'agir que d'estimations ; celles-ci, du moins les mieux fondées, ont cependant toujours abouti à des chiffres élevés, à l'époque comme aujourd'hui. J'aurais pu en ajouter bien d'autres à celles déjà citées[8]. Isidore Ndaywel è Nziem, un chercheur congolais qui a publié une *Histoire générale du Congo* la même année que *Les Fantômes*, parvient à un total de treize millions de morts[9], soit un chiffre plus élevé que le mien. La partie adverse belge souligne parfois que les taux de mortalité furent tout aussi catastrophiques dans d'autres colonies d'Afrique centrale, et supérieurs chez les Indiens d'Amérique. C'est exact, mais ces vérités n'effacent ni n'excusent les énormes pertes humaines infligées au Congo de Léopold.

Ce livre est paru au lendemain de la chute de la longue dictature mobutiste. La plupart des services publics ont cessé de fonctionner sous le règne de Mobutu, tandis que l'appareil d'État devenait essentiellement, comme au temps de Léopold, une source d'enrichissement du dirigeant et de ses proches. Le sort des Congolais s'est considérablement aggravé sous le régime mobutiste : la santé, l'espérance de vie, l'éducation et les revenus avaient atteint en 1997 un niveau inférieur à celui de 1960, lui-même fruit de quatre-vingts ans de colonialisme. Les soldats du dictateur s'étaient payés en dressant des barrages routiers et en y prélevant un péage. Des généraux avaient cédé des avions de chasse à

leur profit. Pendant le boom immobilier de Tokyo, l'ambassadeur du Congo au Japon avait vendu l'immeuble de l'ambassade et, selon toute apparence, empoché l'argent[10]. Mieux vaudrait, pouvait-on penser, n'importe quel régime que celui-là.

Après l'ère mobutiste et son cortège de souffrances, on pouvait espérer – et ils furent nombreux à le faire – que le peuple congolais toucherait enfin sa part des richesses naturelles du pays. Il n'en fut pas ainsi. La mal nommée République démocratique du Congo (RCD) nous a au contraire inondés d'un flot de nouvelles et d'images sinistres, de celles qui font tourner la page le lecteur ou changer de chaîne le téléspectateur : viols de masse perpétrés par des soldats séropositifs, écoles et hôpitaux mis à sac, enfants de dix ans brandissant des AK-47. Pendant des années, une guerre civile d'une extraordinaire complexité a ravagé le Congo. Les armées de sept pays environnants et les milices sans foi ni loi des seigneurs de la guerre locaux se sont abattues sur le pays, sans compter les groupes rebelles d'autres nations qui ont trouvé refuge sur ce territoire vaste et incontrôlé, à l'instar des Hutus responsables du génocide de 1994 au Rwanda. L'armée rwandaise a poursuivi ces derniers au Congo, y commettant une sorte de contre-génocide, avant de piller les ressources naturelles du pays, amassant un butin supérieur à deux cent cinquante millions de dollars en deux ans. Certaines de ces forces, ainsi que le gouvernement en titre du Congo et plusieurs groupes d'opposition, se sont associées ou affrontées au gré d'alliances sans cesse mouvantes.

Les sociétés multinationales se sont également servies dans la caisse. La protection de leurs intérêts ne dépend plus désormais de l'ancienne Force publique, mais d'accords officieux conclus avec les diverses armées et factions présentes sur le sol congolais. De même que l'ivoire et le

caoutchouc stimulaient jadis la recherche du profit, ces entreprises exploitent aujourd'hui avec voracité les diamants, l'or, le cuivre, le bois, le cobalt, le coltan. À un certain moment, le prix du coltan a rivalisé avec celui de l'or et de l'argent – l'est du Congo possède plus de la moitié des réserves mondiales de ce minerai. On ne se bat plus aujourd'hui pour l'idéologie mais pour les ressources, et les combats les plus durs se sont parfois déplacés en fonction des fluctuations du prix des matières premières.

En 2004, selon les organisations de défense des droits de l'homme, le nombre total des victimes du conflit s'élevait à près de quatre millions de morts et plus de deux millions de réfugiés. Les victimes sont pour la plupart des civils ordinaires, hommes, femmes ou enfants pris entre deux feux, assez malchanceux pour avoir trébuché sur une mine, ou contraints de fuir leurs maisons pour se réfugier dans les forêts ou dans des camps surpeuplés, qui se transforment en champs de boue à la saison des pluies. Comme au temps de Léopold, les décès sont dus, en majeure partie, aux maladies qui ravagent une population traumatisée, à moitié morte de faim et, pour certains, jetée sur les routes. À l'heure où j'écris, en 2005, le nombre de victimes est le plus élevé pour un conflit depuis la Seconde Guerre mondiale. En dépit de la conclusion récurrente de trêves et d'accords pour le partage du pouvoir, la mort semble devoir continuer à prélever son tribut.

Les milices rebelles, les pays voisins du Congo et un grand nombre d'entreprises associées n'ont guère intérêt à faire cesser la balkanisation du Congo. Ils préfèrent une « machine à cash » à une économie régulée et imposée, qui offrirait à tous les citoyens une part des bénéfices issus de l'exploitation des ressources naturelles. L'équation congolaise – sous-sol très riche, gouvernement inexistant – s'est révélée catastrophique. Faute d'argent dans les caisses

publiques, les armées se transforment en un réseau autofinancé d'exploitants miniers et de contrebandiers. Faute d'écoles ou d'emplois, il est facile d'enrôler des enfants. Quand les millions d'armes individuelles circulant en Afrique peuvent être achetées dans les marchés de rue ou auprès de policiers sans salaire, autant dire qu'il y en a pour tout le monde.

Malheureusement, aucune organisation extérieure ne semble en mesure de faire œuvre utile, comparable à ce qu'accomplirent les réformateurs de Morel. Que seraient ces mesures, d'ailleurs ? Cela ne signifie pas qu'il faille demeurer dans l'inaction. Un premier geste serait de cesser de déverser des armes sur l'Afrique. Pendant les seules années quatre-vingt-dix, les États-Unis ont équipé et armé les armées africaines à hauteur de deux cents millions de dollars ; six des sept armées nationales impliquées dans la guerre civile congolaise ont bénéficié de cette assistance. Une autre mesure possible serait de supprimer l'incitation au pillage en visant le commerce illégal du minerai. Plus de soixante pays, y compris les États-Unis, ont signé un accord sans grande consistance pour mettre un terme au commerce des « diamants de la guerre ». Si l'on peut mettre hors la loi les « diamants de la guerre », pourquoi pas l'or et le coltan de la guerre ? La mise en œuvre de tels accords serait difficile, mais on pourrait en dire autant de l'interdiction de la traite transatlantique, qui a fini par porter ses fruits après une longue période d'inefficacité. L'envoi d'une force de maintien de la paix des Nations unies, suffisamment puissante et nombreuse, pourrait également faire une grande différence.

Une telle force, sans aucun doute, ne résoudrait pas le problème majeur du Congo : l'absence d'un véritable gouvernement central. L'intervention internationale dans ce pays revient à demander à des agents de sécurité de sur-

veiller une banque en plein braquage. Les gardes risquent fort, à la fin, de dévaliser l'établissement ou d'en prendre la direction, qu'il s'agisse de simples sergents dirigeant un trafic de diamants ou d'une grande puissance envoyant des troupes tout en demandant des privilèges pour ses compagnies minières. Mais l'alternative est pire. Une force d'intervention puissante pourrait à terme sauver des vies, des millions de vies. Enfin, au niveau de l'Afrique tout entière, l'abaissement des subventions et des barrières douanières qui empêchent les paysans du Sud de vendre leurs produits en Europe ou en Amérique du Nord jouerait, elle aussi, son rôle ; elle constituerait un premier pas vers le rééquilibrage du marché international, aujourd'hui encore défavorable aux pauvres.

J'ai écrit ce livre, entre autres raisons, pour montrer à quel point le colonialisme européen a profondément marqué le monde dans lequel nous vivons. Si l'on songe à la façon dont les États-Unis et l'Europe ont protégé leurs investissements en soutenant des dictateurs comme Mobutu, il faudrait également parler du néocolonialisme. Je souhaite néanmoins conclure sur un appel à la prudence. Léopold et ses successeurs ont certes agi en voleurs, mais il serait injuste de faire porter au colonialisme le poids de tous les maux de l'Afrique contemporaine. L'histoire des peuples est faite, pour une grande part, de conquêtes et de colonisations mutuelles. Pourtant, nombre de pays colonisés naguère sans scrupule, de l'Irlande à la Corée du Sud, sont parvenus à construire des sociétés relativement justes et démocratiques.

Ce n'est pas le cas de la plupart des pays africains, et cela pour des raisons bien antérieures à l'héritage colonial. Un des facteurs a été la place désastreuse accordée aux femmes, avec son cortège de violences, de châtiments et de préjugés.

Un autre trait des cultures africaines est la tolérance, voire le culte héroïque de l'homme fort, dont le but politique est l'enrichissement de sa personne, de son clan au sens large ou de son groupe ethnique. Enfin, et peut-être surtout, il faut incriminer la longue histoire de l'esclavage indigène, qui est toujours profondément, et dramatiquement, lié à la société africaine. Ces handicaps existent ailleurs. La discrimination à l'égard des femmes freine le progrès social et économique dans de nombreux pays. Plus d'un État-nation, des Balkans à l'Afghanistan, a été enfanté dans la douleur, dans un contexte ou des démagogues assoiffés de pouvoir excitaient le chauvinisme ethnique. Et l'Afrique n'est pas la seule à porter un lourd héritage esclavagiste : Tchekhov, petit-fils de serf, et conscient à ce titre du poids de la condition servile dans l'histoire de son propre pays, parlait de la nécessité, pour les Russes, de se libérer goutte à goutte de l'esclavage qui était en eux. Les difficultés récurrentes de la Russie démontrent à quel point la tâche est ardue.

Au-delà même de l'expérience coloniale, l'émergence d'une société viable et réellement démocratique est un processus généralement lent et malaisé. Le passage du Saint Empire romain germanique, avec sa panoplie de duchés, de principautés et de royaumes lilliputiens, à la mosaïque actuelle des nations a coûté à l'Europe occidentale des siècles de massacres. La meurtrière guerre de Trente Ans, en particulier, n'est pas sans rappeler le Congo actuel, avec l'implication anarchique de nombreuses parties et l'intervention de multiples acteurs extérieurs. L'Afrique ne peut se permettre ces siècles d'évolution. Son chemin sera difficile, et nulle part autant qu'au Congo.

(Septembre 2005)

NOTES

Remarque concernant les sources

Les sources sont indiquées pour les citations directes, pour la plupart des chiffres et statistiques, et pour d'autres informations. Je n'ai pas indiqué de sources spécifiques lorsque les faits mentionnés sont unanimement reconnus et peuvent être facilement trouvés dans un – et souvent plusieurs – des ouvrages essentiels mentionnés au début de la bibliographie.

[Toutes les références des ouvrages étant fournies par la bibliographie, nous avons opté, pour l'édition française – dans le but d'alléger les notes et d'en simplifier la lecture –, le principe suivant : indication du nom de l'auteur et du titre complets de la source citée lorsqu'elle apparaît pour la première fois ; mêmes indications sous forme abrégée les fois suivantes.]

Notes de l'introduction

1. Sur Morel à Anvers, *cf. E. D. Morel's History of the Congo Reform Movement*, éd. par William Roger LOUIS et Jean STENGERS, chap. IV et V.

2. *Official Organ of the Congo Reform Association*, Liverpool, Londres, avr. 1908, p. 24.

3. Le 23 déc. 1908 ; *cf.* E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 208.

4. *Ibid.*, p. XIV.

5. « Geography and Some Explorers », in *Last Essays*, éd. par Richard CURLE, p. 17 ; Joseph CONRAD, *Heart of Darkness :*

An Authoritative Text; Background and Sources; Criticism, éd. par Robert KIMBROUGH, p. 187.

Notes du prologue

1. Sur les premières cartes européennes et images d'Afrique, *cf.* Egon KLEMP, éd., *Africa on Maps Dating from the Twelfth to the Eighteenth Century*, Leipzig, 1968.

2. Peter FORBATH, *The River Congo: The Discovery, Exploration and Exploitation of the World's Most Dramatic River*, p. 41.

3. *Ibid.*, p. 73.

4. *Ibid.*

5. Georges BALANDIER, *La Vie quotidienne au royaume du Kongo du XVIe au XVIIIe siècle*, p. 30.

6. Jan VANSINA, *Les Anciens Royaumes de la savane: les États des savanes méridionales de l'Afrique centrale des origines à l'occupation coloniale*, p. 34.

7. *Cf.* G. BALANDIER, *La Vie quotidienne au royaume du Kongo...* ; Jean CUVELIER, *L'Ancien Royaume du Congo: fondation, découverte, première évangélisation de l'ancien royaume du Congo, règne du grand roi Affonso Mvemba Nzinga († 1541)* ; Anne HILTON, *The Kingdom of Kongo*, chap. I-III ; et J. VANSINA, *Les Anciens Royaumes de la savane...*, chap. II.

8. *Relations sur le Congo du père Laurent de Lucques (1700-1717)*, éd. par Jean CUVELIER, p. 338 ; G. BALANDIER, *La Vie quotidienne au royaume du Kongo...*, p. 81.

9. J. VANSINA, *Les Anciens Royaumes de la savane...*, p. 115.

10. Joseph C. MILLER, *Way of Death: Merchant Capitalism and the Angolan Slave Trade, 1730-1830*, p. XIII.

11. Sur la traite atlantique des esclaves et le Congo, Miller est la meilleure source, bien qu'il se concentre sur une période plus tardive.

12. Basil DAVIDSON, *Le Réveil de l'Afrique*, p. 138.

13. Rui de Aguiar au roi Manuel Ier, 25 mai 1516, cité dans AFFONSO Ier, *Correspondance de dom Afonso, roi du Congo, 1506-1543*, éd. par Louis JADIN et Mireille DICORATO, p. 117.

14. J. VANSINA, *Les Anciens Royaumes de la savane...*, p. 45-58.

15. *Cf.* Albert S. GÉRARD, *African Language Literature: An Introduction to the Literary History of Sub-Saharan Africa*, p. 287.

16. Affonso Ier à Jean III, 6 juil. 1526, in AFFONSO Ier, *Correspondance...*, p. 156.

17. Affonso Ier à Jean III, 18 oct. 1526, *ibid.*, p. 167.

18. Affonso Ier à Jean III, 25 août 1526, *ibid.*, p. 159.

19. Affonso Ier à Jean III, 6 juil. 1526, *ibid.*, p. 155-156.

20. Jean III à Affonso Ier, 1529 (n. d.), *ibid.*, p. 175.

21. Affonso Ier à Manuel Ier, 31 mai 1515, *ibid.*, p. 103.

22. Affonso Ier à Jean III, 25 mars 1539, *ibid.*, p. 210.

23. *cf.*, par exemple, Robert HARMS, *River of Wealth, River of Sorrow: The Central Zaire Basin in the Era of the Slave and Ivory Trade, 1500-1891*, p. 210.

24. G. L. HAVEAUX, *La Tradition historique des Bapende orientaux*, p. 47.

25. *Cf.* J. C. MILLER, *Way of Death...*, p. 4-5.

26. John H. WEEKS, *Among the Primitive Bakongo*, p. 294-295.

27. Instructions à M. Tudor, 7 fév. 1816, cité dans Roger ANSTEY, *Britain and the Congo in the Nineteenth Century*, p. 5.

28. P. FORBATH, *The River Congo...*, p. 177.

29. *Narrative of the Expedition to Explore the River Zaire, Usually Called the Congo*, Londres, 1818, p. 342, cité dans R. ANSTEY, *Britain and the Congo...*, p. 9.

Notes du chapitre premier :
« Je n'abandonnerai pas les recherches »

1. John Rowlands/Henry Morton Stanley : les meilleures sources sur la vie de Stanley sont les biographies sérieuses et approfondies de John BIERMAN, *Dark Safari : The Life Behind The Legend of Henry Morton Stanley* ; et de Frank MCLYNN, *Stanley : The Making of an African Explorer*, et *Stanley : Sorcerer's Apprentice*. Richard HALL *(Stanley : An Adventurer Explored)* est un précurseur en ce qui concerne la démystification biographique, mais il ne fournit pas de sources précises. La propre autobiographie de Stanley (*The Autobiography of sir Henry Morton Stanley*, éd. par Dorothy STANLEY : *L'Autobiographie de Henry Morton Stanley, publiée par sa femme, Dorothy Stanley*), seule source sur sa jeunesse, omet et embellit beaucoup de choses, souvent de manière révélatrice. Comme les ouvrages de Stanley ont fait l'objet de différentes

traductions et adaptations en français, les numéros de page donnés pour les citations correspondent au texte original en anglais et les titres français sont entre parenthèses.

2. H. M. STANLEY, *The Autobiography...*, p. 8.

3. *Ibid.*, p. 10.

4. J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 8.

5. H. M. STANLEY, *The Autobiography...*, p. 29.

6. *Ibid.*, p. 67.

7. *Ibid.*, p. 87.

8. *New Orleans Daily States*, 16 avr. 1891, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 29.

9. H. M. STANLEY, *The Autobiography...*, p. 33.

10. *Ibid.*, p. 113.

11. *Ibid.*, p. 121.

12. Ébauche de l'autobiographie inachevée de Stanley, cité dans F. MCLYNN, *Stanley: The Making...*, p. 37-38.

13. H. M. STANLEY, *The Autobiography...*, p. 107-111.

14. J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 48.

15. Dépêche du 25 mai 1867, citée *ibid.*, p. 47.

16. Remarque attribuée au Dr Hastings Banda, du Malawi, citée dans F. MCLYNN, *Hearts of Darkness: The European Exploration of Africa*, p. IX.

17. *Cf.* Richard WEST, *Congo*, p. 22-23.

18. Hugh HONOUR, *L'Image du Noir dans l'art occidental*, t. IV : *De la Révolution à la Première Guerre mondiale*, p. 264.

19. H. M. STANLEY, *How I Found Livingstone: Travels, Adventures and Discoveries in Central Africa, Including Four Months' Residence with Dr Livingstone* (« Comment j'ai retrouvé Livingstone »), p. XVI-XVII.

20. Georges MARTELLI, *Leopold to Lumumba: A History of the Belgian Congo, 1877-1960*, p. 10.

21. *Stanley's Dispatches to the New York Herald, 1871-72, 1874-77*, p. 23, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 101.

22. H. M. STANLEY, *How I Found Livingstone...*, p. 6.

23. Ruth SLADE, *King Leopold's Congo: Aspects of the Development of Race Relations in the Congo Independent State*, p. 23.

24. J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 97.

25. H. M. STANLEY, *How I Found Livingstone...*, p. 318.

26. *Stanley's Dispatches...*, p. 76, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 109.

27. H. M. STANLEY, *How I Found Livingstone...*, p. 112-113.

28. F. MCLYNN, *Stanley: The Making...*, p. 204.

29. R. HALL, *Stanley: An Adventurer Explored*, p. 99.

Notes du chapitre II : Le renard traverse la rivière

1. Sur Léopold II, la biographie d'Emerson est l'ouvrage érudit de référence. Ascherson parvient mieux à capturer l'esprit de l'individu, mais les notes y sont rares.

2. La reine Marie-Louise à Léopold, 28 juin 1849, cité dans G. FREDDY, *Léopold II intime*, p. 27.

3. Barbara EMERSON, *Léopold II : le royaume et l'empire*, p. 28.

4. Theo ARONSON, *Defiant Dynasty: The Coburgs of Belgium*, p. 35.

5. Mme de Metternich, citée dans Neal ASCHERSON, *The King Incorporated: Leopold II in the Age of Trusts*, p. 34.

6. Joanna RICHARDSON, *My Dearest Uncle. Leopold I of the Belgians*, p. 188, cité dans N. ASCHERSON, *The King Incorporated...*, p. 36.

7. Léopold à Albert, 19 nov. 1857, cité dans B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 58.

8. B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 25.

9. Léopold à Brialmont, cité dans N. ASCHERSON, *The King Incorporated...*, p. 46.

10. Léon LE FEBVE DE VIVY, *Documents d'histoire précoloniale belge*, p. 20, cité dans Jean STENGERS, *Congo, mythes et réalités : cent ans d'histoire*, p. 19. Sur Money, *cf.* aussi J. W. B. MONEY, *Java; or, How to Manage a Colony. Showing a Practical Solution of the Questions Now Affecting British India* ; J. STENGERS, *Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique ?*, p. 145, note ; et Jules MARCHAL, *L'État libre du Congo, paradis perdu : l'histoire du Congo, 1876-1900*, t. I, p. 40-41.

11. Léopold à Lambermont, 11 juin 1861, cité dans P. A. ROEYKENS, *Les Débuts de l'œuvre africaine de Léopold II (1875-1879)*, p. 413-414, note.

12. Léopold à Brialmont, 16 mai 1861, cité dans J. STENGERS, *Congo, mythes et réalités...*, p. 21.

13. L. LE FEBVE DE VIVY, *Documents d'histoire...*, p. 23, cité dans N. ASCHERSON, *The King Incorporated...*, p. 58.

14. Pierre DAYE, *Léopold II*, p. 438-439.

15. Maréchal Canrobert, cité *ibid.*, p. 92.

16. T. ARONSON, *Defiant Dynasty...*, p. 34.

17. Princesse LOUISE DE BELGIQUE, *Autour des trônes que j'ai vu* [sic] *tomber*, p. 45.

18. *Ibid.*, p. 40.

19. Sur Laeken et ses serres, *cf.* Edgard GOEDLEVEN, *Les Serres royales de Laeken*, p. 69-75.

20. Gustave STINGLHAMBER et Paul DRESSE, *Léopold II au travail*, p. 256.

21. H. Montgomery HYDE, *Mexican Empire: The History of Maximilian and Carlota of Mexico*, p. 291.

22. *Ibid.*, p. 226. *Cf.* aussi Richard O'CONNOR, *The Cactus Throne: The Tragedy of Maximiliam and Carlota*, p. 271-273.

23. Léopold à Lambermont, 22 août 1875, cité dans P. A. ROEYKENS, *Les Débuts de l'œuvre africaine...*, p. 95-96.

24. *Ibid.*, p. 73.

25. Émile VANDEWOUDE, « De Aardrijkskundige Conferentie (1876) vanuit het koninklijk Paleis genzien », in *La Conférence de géographie de 1876: recueil d'études*, p. 434.

26. Rawlinson à lady Rawlinson, 11 sept. 1876, cité dans Thomas PAKENHAM, *The Scramble for Africa: The White Man's Conquest of the Dark Continent from 1876 to 1912*, p. 21.

27. Discours de Léopold à la Conférence de géographie, repris dans P. A. ROEYKENS, *Léopold II et la Conférence géographique de Bruxelles*, p. 197-199. Pour un résumé de la conférence, *cf.* Sanford H. BEDERMAN, « The 1876 Brussels Geographical Conference and the Charade of the European Cooperation in Africa Exploration ».

28. T. PAKENHAM, *The Scramble for Africa...*, p. 22.

Notes du chapitre III : Le magnifique gâteau

1. Et bien pis encore : *cf.* J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 28-32.

2. H. M. STANLEY, *Through the Dark Continent; or, The Sources of the Nile around the Great Lakes of Equatorial Africa and down*

the Livingstone River to the Atlantic Ocean (« À travers le continent mystérieux. Découverte des sources méridionales du Nil. Circumnavigation du lac Victoria et du lac Tanganyika. Descente du fleuve Livingstone ou Congo jusqu'à l'Atlantique »), p. 346-347.

3. H. M. STANLEY, *The Autobiography...*, p. 329.

4. H. M. STANLEY, *The Exploration Diaries of H. M. Stanley*, éd. par Richard STANLEY et Alan NEAME, p. 199.

5. *Ibid.*, p. 125.

6. J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 182.

7. F. MCLYNN, *Stanley: Sorcerer's Apprentice*, p. 11.

8. *New York Herald*, 17 sept. 1877, cité *ibid.*

9. F. MCLYNN, *Stanley: The Making...*, p. 257.

10. H. M. STANLEY, *The Exploration Diaries...*, p. 87.

11. *Ibid.*, p. 195.

12. Stanley à Alice Pike, 25 déc. 1874, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 163.

13. Alice Pike à Stanley, 13 oct. 1874, cité dans F. MCLYNN, *Stanley: The Making...*, p. 248.

14. H. M. STANLEY, *Through the Dark Continent...*, t. II, p. 148-152.

15. *Ibid.*, t. I, p. 190.

16. *Ibid.*, t. I, p. 91.

17. H. M. STANLEY, *The Exploration Diaries...*, p. 130.

18. Herbert WARD, *A Voice from the Congo: Comprising Stories, Anecdotes and Descriptive Notes*, p. 110.

19. Gustaaf HULSTAERT, « Documents africains sur la pénétration européenne dans l'équateur », *Enquêtes et documents d'histoire africaine*, n° 2, p. 52.

20. *Daily Telegraph*, 12 nov. 1877, cité dans H. M. STANLEY, *The Congo and the Founding of its Free State: A Story of Work and Exploration* (« Cinq années au Congo 1879-1884. Voyages, exploration, fondation de l'État libre du Congo »), t. I, p. VI.

21. H. M. STANLEY, *Through the Dark Continent...*, t. II, p. 261-262.

22. Stanley à Alice Pike, 14 août 1876, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 189.

23. *Ibid.*, p. 214.

24. H. M. STANLEY, *Through the Dark Continent...*, t. II, p. 59.

25. *Ibid.*, p. 99.

26. H. M. STANLEY, *The Exploration Diaries...*, p. 40.

27. Léopold à Greindl, 30 mai 1877, cité dans P. A. ROEYKENS, *Les Débuts de l'œuvre africaine...*, p. 235.

28. Léopold à Solvyns, 17 nov. 1877, cité en partie dans T. PAKENHAM, *The Scramble for Africa...*, p. 38, et en partie par N. ASCHERSON, *The King Incorporated...*, p. 104.

29. Sur les problèmes professionnels de Sanford, *cf.* Joseph A. FRY, *Henry S. Sanford: Diplomacy and Business in Nineteenth-Century America*, en particulier p. 78-79.

30. Greindl à Sanford, 28 nov. 1877, cité *ibid.*, p. 133.

31. R. HALL, *Stanley: An Adventurer Explored*, p. 245.

Notes du chapitre IV : « Les traités doivent tout nous donner »

1. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 49.

2. H. M. STANLEY, *The Autobiography...*, p. 351.

3. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 49.

4. « The Whitehall Review and the King of the Belgians », *The Whitehall Review*, 2 août 1879, p. 269, cité dans J. STENGERS, « Léopold II et la rivalité franco-anglaise en Afrique, 1882-1884 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XLVII, 1969, p. 426.

5. Léopold à Strauch, 8 janv. 1884, cité dans H. M. STANLEY, *Unpublished Letters*, éd. par Albert MAURICE (« Lettres inédites, publiées par Albert Maurice »), p. 20-21.

6. Roger ANSTEY, *Britain and the Congo...*, p. 75.

7. Discours du 6 mars 1879, in François BONTINCK, *Aux origines de l'État indépendant du Congo : documents tirés d'archives américaines*, p. 74.

8. J. STENGERS, « Léopold II et la rivalité franco-anglaise... », p. 453.

9. William T. HORNADAY, *Free Run on the Congo*, p. 44-45, cité dans J. STENGERS, « King Leopold's Imperialism », in Roger OWEN et Bob SUTCLIFFE, dir., *Studies in the Theory of Imperialism*, p. 260.

10. Col. Maximilien Strauch, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 225.

11. Eugène Beyens à Léon Lambert, 3 nov. 1882, cité dans J. STENGERS, « Léopold II et la rivalité franco-anglaise... », p. 142.

12. Strauch à Stanley, s. d., in H. M. STANLEY, *Unpublished Letters*, p. 22-23.

13. Stanley à Strauch, 12 juin 1881, *ibid.*, p. 49.

14. *Ibid.*, p. 44.

15. H. M. STANLEY, *The Congo and the Founding...*, t. II, p. 93-94.

16. *Ibid.*, t. I, p. 147-148, 237. *Cf.* aussi J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 52, pour un rectificatif.

17. H. M. STANLEY, *The Congo and the Founding...*, t. II, p. 376-377.

18. *Ibid.*, t. II, p. 100.

19. *Ibid.*, t. I, p. 130-131.

20. T. PAKENHAM, *The Scramble for Africa...*, p. 150.

21. H. M. STANLEY, *The Congo and the Founding...*, t. I, p. 459.

22. Frank HIRD, *H. M. Stanley: The Authorized Life*, p. 186, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 235.

23. Léopold à Stanley, 31 déc. 1881, cité dans B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 97.

24. FO 84/1802, 15 nov. 1882, cité dans J. STENGERS, « Léopold II et la rivalité franco-anglaise... », p. 113.

25. Léopold à Stanley, 31 déc. 1881, cité dans B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 97.

26. H. M. STANLEY, *The Congo and the Founding...*, t. I, p. 466.

27. Léopold à Strauch, 16 oct. 1882, repris dans H. M. STANLEY, *Unpublished Letters*, p. 161.

28. H. M. STANLEY, *The Congo and the Founding...*, t. I, p. 185.

29. *Ibid.*, t. II, p. 196-197.

30. Il existe de nombreux ouvrages d'anthropologie sur le bassin du Congo. Voir plus spécifiquement J. VANSINA, *Les Anciens Royaumes de la savane...* et *Sur les sentiers du passé en forêt: les cheminements de la politique ancienne de l'Afrique équatoriale*, ainsi que, pour une analyse très lisible des Pygmées, Colin TURNBULL, *Le Peuple de la forêt*.

31. Jean-Luc VELLUT, « La violence armée dans l'État indépendant du Congo », p. 671-707 ; J. VANSINA, *Les Tribus Ba-Kuba...* et *Le Royaume Kuba*.

32. J. VANSINA, *Les Anciens Royaumes de la savane...*, p. 100.

33. Stanley à Sanford, 4 mars 1885, repris dans F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 300.

Notes du chapitre V : De la Floride à Berlin

1. *New York Times* des 6 et 13 avr. 1883.

2. Voyage du président Arthur en Floride : *New York Times* du 5 au 15 avr. 1883. Sur Arthur en général, *cf.* Thomas C. REEVES, *Gentleman Boss : The Life of Chester Alan Arthur.*

3. Sur les ennuis professionnels de Sanford en Floride, *cf.* J. A. FRY, *Henry S. Sanford...*, p. 100-106.

4. F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 139-140.

5. Léopold à Arthur, 3 [?] nov. 1883, *ibid.*, p. 135-136.

6. J. STENGERS, « Léopold II et la rivalité franco-anglaise... », p. 432-433, note.

7. Sanford à Frelinghuysen, 30 déc. 1882, cité dans Murray Lee CARROLL, *Open Door Imperialism in Africa : The United States and the Congo, 1876 to 1892*, p. 115.

8. Message du président Arthur au Congrès, 4 déc. 1883, cité dans F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 144.

9. Strauch à Sanford, 6 déc. 1883, cité *ibid.*, p. 146.

10. Lettre anonyme dans le *Times* de Philadelphie, 31 janv. 1885, citée *ibid.*, p. 160.

11. Latrobe à Sanford, 18 mars 1884, cité *ibid.*, p. 189.

12. J. A. FRY, *John Tyler Morgan and the Search for Southern Autonomy*, p. 56-57.

13. *Ibid.*, p. 56.

14. *Ibid.*, p. 185.

15. *Congressional Record*, 7 janv. 1890, cité dans M. L. CARROLL, *Open Door Imperialism...*, p. 332-333. (Note de bas de page : *ibid.*, p. 337.)

16. Sanford à Evarts, 21 janv. 1878, cité dans F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 29.

17. « American Interests in Africa », *The Forum*, IX, 1890, p. 428, cité dans James L. ROARK, *Masters without Slaves : Southern Planters in the Civil War and Reconstruction*, p. 169.

18. *The Forum*, IX, 1890, p. 428, cité dans Lysle E. MEYER, « Henry S. Sanford and the Congo : A Reassessment », p. 28, note.

19. F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 171.

20. Sénat des États-Unis, *Occupation of Congo in Africa*, S. Rept 393, 48e Congrès, 1re session, 1884, p. 9, cité dans Elizabeth

L. NORMANDY, *Black Americans and US Policy toward Africa : Two Case Studies from the Pre-World War II Period*, p. 171.

21. Gertrude Sanford à Henry Sanford, avr. 1884, cité dans J. A. FRY, *Henry S. Sanford...*, p. 148.

22. F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 201.

23. H. M. STANLEY, *The Congo and the Founding...*, t. II, p. 420.

24. *Ibid.*, t. II, p. 383.

25. De mille francs : J. STENGERS, *Congo, mythes et réalités...*, p. 48.

26. Léopold à Strauch, 26 sept. 1883, cité dans T. PAKENHAM, *The Scramble for Africa...*, p. 245.

27. B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 109.

28. *Ibid.*, p. 109.

29. *Ibid.*, p. 109.

30. Sur le rôle de Bleichröder, *cf.* Fritz STERN, *L'Or et le Fer : Bismarck, Bleichröder et la construction de l'Empire allemand.*

31. R. HALL, *Stanley : An Adventurer Explored*, p. 265.

32. John Stuart MILL, « *On Liberty* » *in Focus*, éd. par John GRAY et G. W. SMITH, p. 31.

33. R. ANSTEY, *Britain and the Congo...*, p. 68 ; T. PAKENHAM, *The Scramble for Africa...*, p. 247.

34. Journal de Stanley, 24 nov. 1884, cité dans F. MCLYNN, *Stanley : Sorcerer's Apprentice*, p. 86-87.

35. John A. Kasson, un délégué américain, in Sénat des États-Unis, *Report of the Secretary of State relative to Affairs of the Independent State of the Congo*, p. 42, cité dans Clarence CLENDENEN, Robert COLLINS et Peter DUIGNAN, *Americans in Africa, 1865-1900*, p. 57.

36. H. L. WESSELING, *Divide and Rule : The Partition of Africa, 1880-1914.*

37. J. STENGERS, « The Congo Free State and the Belgian Congo before 1914 », in L. H. GANN et Peter DUIGNAN, dir., *Colonialism in Africa, 1870-1960*, t. I, p. 262. *Cf.* aussi J. STENGERS in *La Nouvelle Clio*, IX, 1950, p. 515.

Notes du chapitre VI : Sous le drapeau du yacht-club

1. *Pall Mall Gazette*, 10 avr. 1885, p. 9, et 11 avr. 1885, p. 3.

2. *New York Times*, 5 et 15 juin 1917.

3. LOUISE DE BELGIQUE, *Autour des trônes...*, p. 32.

4. Hilaire BELLOC, *The Modern Traveller* (1898).

5. Recensement du 31 déc. 1889, cité dans *Le Mouvement géographique* du 23 mars 1890.

6. Henry Sanford à Gertrude Sanford, 30 août 1884, cité dans J. A. FRY, *Henry S. Sanford...*, p. 150.

7. *Ibid.*, p. 157-163 ; James P. WHITE, « The Sanford Exploring Expedition », p. 291-302.

8. Édouard VAN DER SMISSEN, *Léopold II et Beernaert, d'après leur correspondance inédite de 1884 à 1894*, t. I, p. 127.

9. G. STINGLHAMBER et P. DRESSE, *Léopold II au travail*, p. 142.

10. David LAGERGREN, *Mission and State in the Congo : A Study of the Relations between Protestant Missions and the Congo Independent State Authorities, with Special Reference to the Equator District, 1885-1903*, p. 198, note.

11. Kirk à Wylde, 24 avr. 1890, cité dans Suzanne MIERS, « The Brussels Conference of 1889-1890 : The Place of the Slave Trade in the Policies of Great Britain and Germany », in Prosser GIFFORD et W. R. LOUIS, *Britain an Germany in Africa : Imperial Rivalry and Colonial Rule*, p. 102.

12. Charles LIEBRECHTS, *Congo : suite à mes souvenirs d'Afrique*, p. 29-30.

13. L. E. MEYER, « Henry S. Sanford and the Congo... », p. 37 ; J. A. FRY, *Henry S. Sanford...*, p. 168.

14. B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 145-146.

15. August Beernaert in J. STENGERS, *Belgique et Congo : l'élaboration de la charte coloniale*, cité dans B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 66.

16. Stanley à MacKinnon, 23 sept. 1886, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 256.

17. R. HALL, *Stanley : An Adventurer Explored*, p. 274.

18. Stanley à Mackinnon, 23 sept. 1886, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 256.

19. J. STENGERS, « The Congo Free State... », p. 287.

20. *Times* de Londres, 14 janv. 1887, cité dans B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 153.

21. *Globe*, 19 janv. 1887, cité dans F. MCLYNN, *Stanley : Sorcerer's Apprentice*, p. 146.

22. *The Diary of A. J. Mounteney Jephson*, éd. par Dorothy MIDDLETON, p. 228 (26 fév. 1888), cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 289.

23. James S. JAMESON, *The Story of the Rear Column of the Emin Pasha Relief Expedition*, éd. par Mrs. J. A. JAMESON, p. 92 (21 juil. 1887), cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 297.

24. *The Diary of A. J. Mounteney Jephson*, p. 203 (10 déc. 1887), cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 286.

25. Journal de Stairs, 28 sept. 1887, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 281.

26. J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 298.

27. H. M. STANLEY, *In Darkest Africa ; or, The Quest, Rescue and Retreat of Emin, Governor of Equatoria*, t. I, p. 396 *(Vers les montagnes de la Lune : sur les traces d'Emin Pacha, 1887-1889)*.

28. *Die Tagebücher von Dr Emin Pascha*, éd. par Franz STUHLMANN, t. IV, p. 202 (14 janv. 1889), cité dans F. MCLYNN, *Stanley : Sorcerer's Apprentice*, p. 262-263.

29. H. M. STANLEY, *In Darkest Africa...*, t. II, p. 458.

30. *Funny Folks*, cité dans J. BIERMAN, *Dark Safari...*, p. 340.

Notes du chapitre VII : Le premier hérétique

1. Sauf note particulière, les éléments biographiques sur Williams sont extraits du livre de John Hope FRANKLIN, *George Washington Williams : A Biography.*

2. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 176.

3. J. H. FRANKLIN, *George Washington Williams...*, p. 10-11.

4. *New York Times*, 22 janv. 1883, cité *ibid.*, p. 116.

5. W. E. B DU BOIS, « The Negro in Literature and Art », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, sept. 1913, p. 235, cité dans J. H. FRANKLIN, *George Washington Williams...*, p. 133.

6. Sur Williams, Arthur et Sanford, *cf.* F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 221 et 442.

7. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 178.

8. *L'Indépendance belge*, 1er nov. 1889, cité *ibid.*, p. 180.

9. *Boston Herald*, 17 nov. 1889, cité dans J. H. FRANKLIN, *George Washington Williams...*, p. 181-182.

10. George Washington WILLIAMS, *A Report on the Congo-State and Country to the President of the Republic of the United States of America*, p. 265.

11. J. Rose TROUP, *With Stanley's Rear Column*, p. 124, cité dans Norman SHERRY, *Conrad's Western World*, p. 59. Voir Raoul de PREMOREL, *Kassai: The Story of Raoul de Premorel, African Trader*, éd. par Reginald Ray STUART, p. 42-44, pour une autre description des voyages en vapeur.

12. Williams à Huntington, 14 avr. 1890, cité dans J. H. FRANKLIN, *George Washington Williams...*, p. 191.

13. G. W. WILLIAMS, *An Open Letter to His Serene Majesty Leopold II, King of the Belgians and Sovereign of the Independent State of Congo*, p. 243-254.

14. G. W. WILLIAMS, *A Report on the Congo State...*, p. 277-279.

15. Williams à Blaine, 15 sept. 1890, cité dans F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 449.

16. *New York Herald*, 14 avr. 1891.

17. Huntington à MacKinnon, 20 sept. 1890, cité dans J. H. FRANKLIN, *George Washington Williams...*, p. 208.

18. Vivian à Salisbury, 4 avr. 1891, cité *ibid.*, p. 210.

19. Émile BANNING, *Mémoires politiques et diplomatiques: comment fut fondé le Congo belge*, p. 295, cité dans F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 448.

20. *Journal de Bruxelles*, 12, 13 et 14 juin 1891, cité dans J. H. FRANKLIN, *George Washington Williams...*, p. 211-212.

21. *La Réforme*, 15 juin 1891, cité dans J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 195.

22. J. H. FRANKLIN, *George Washington Williams...*, p. 213.

23. Gosselin à Salisbury, 19 juil. 1891, cité *ibid.*, p. 215.

24. S. J. S. COOKEY, *Britain and the Congo Question: 1885-1913*, p. 36.

25. Grenfell à Baynes, 23 juin 1890, cité dans J. H. FRANKLIN, *George Washington Williams...*, p. 194.

Notes du chapitre VIII :
Là où les dix commandements n'existent pas

1. Sur Boma dans les années 1890, *cf.* les nombreux articles parus dans *La Belgique coloniale*, en particulier 18 déc. 1897, p. 607, et 28 août 1898, p. 411.

2. T. ARONSON, *Defiant Dynasty...*, p. 141-142.

3. L. H. GANN et P. DUIGNAN, *The Rulers of Belgian Africa, 1884-1914*, p. 106.

4. Louis LECLERCQ, « Les carnets de campagne de Louis Leclercq. Étude de mentalité d'un colonial belge », éd. par Pierre SALMON, p. 284-285.

5. Herman OBDEIJN, « The New Africa Trading Company and the Struggle for Import Duties in the Congo Free State, 1886-1894 », p. 202.

6. Léopold à Beernaert, 19 juin 1891, repris dans É. VAN DER SMISSEN, *Léopold II et Beernaert...*, t. II, p. 212.

7. Interview réalisée par Publishers' Press, parue dans le *New York American* du 11 déc. 1906.

8. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 212.

9. Constant DE DEKEN, *Deux ans au Congo*, p. 72, note, cité dans William J. SAMARIN, *The Black Man's Burden: African Colonial Labor on the Congo and Ubangi Rivers, 1880-1900*, p. 118.

10. Léopold COUROUBLE, *En plein soleil: les maisons du juge. Le voyage à Bankana*, p. 77 et 83.

11. W. J. SAMARIN, *The Black Man's Burden...*, p. 120.

12. Edmond PICARD, *En Congolie*, p. 96-97.

13. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 202.

14. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II: l'histoire du Congo, 1900-1910*, t. II, p. 317.

15. *Ibid.*, p. 325-326. Le récit de Lefranc, écrit pour le journal belge *L'Express de Liège* du 1er juin 1908, fut aussi réimprimé sous forme de pamphlet par l'Association de réforme du Congo.

16. *Ibid.*, p. 318.

17. Cité en épigraphe par Fred E. KATZ dans *Ordinary People and Extraordinary Evil: A Report on the Beguilings of Evil.*

18. Gitta SERENY, *Into that Darkness: From Mercy Killings to Mass Murders*, p. 200.

19. *KL Auschwitz Seen by the SS: Hoess, Broad, Kremer*, éd. par Jadwiga BEZWINSKA et Danuta CZECH, cité dans F. E. KATZ, *Ordinary People...*, p. 54-55.

20. R. de PREMOREL, *Kassai...*, p. 63.

21. Jules Marchal a déterré cette remarquable photo, dont se servit d'abord Morel avant de devenir l'éditeur du *West African Mail*: J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. II, p. 116, et *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. I, p. 39.

22. Georges BRICUSSE, *Les Carnets de campagne de Georges Bricusse (6 fév. 1894-18 juil. 1896)*, éd. par Pierre SALMON, p. 85.

23. L. H. GANN et P. DUIGNAN, *The Rulers...*, p. 79.

24. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 354.

25. A. ISAACMAN et J. VANSINA en fournissent le meilleur résumé dans « African Initiatives and Resistance in Central Africa, 1880-1914 », in A. Adu BOAHEN, dir., *General History of Africa*, t. VII.

26. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. II, p. 27-28 ; F. FLAMENT *et al*, *La Force publique de sa naissance à 1914 : participation des militaires à l'histoire des premières années du Congo*, p. 182-183.

27. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 323.

28. Karl Teodor ANDERSSON, 28 déc. 1893, *Missionsförbundet*, 1894, p. 83.

29. C. N. BÖRRISSON, 2 fév. 1894, *Missionsförbundet*, 1894, p. 132-134.

30. Sur Rommel et Nzansu, *cf.* Sigbert AXELSON, *Culture Confrontation in the Lower Congo : From the Old Congo Kingdom to the Congo Independent State, with Special Reference to the Swedish Missionaries in the 1880s and 1890s*, p. 259-260 ; J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 320-321.

31. Roger CASEMENT, « The Congo Report », in Peter SINGLETON-GATES et Maurice GIRODIAS, *The Black Diaries : An Account of Roger Casement's Life and Times with a Collection of his Diaries and Public Writings*, p. 166.

32. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 173.

33. A. VAN ZANDIJCKE, *Pages d'histoires du Kasayi*, p. 182.

34. Guy DE BOECK, *Baoni : les révoltes de la Force publique sous Léopold II, Congo, 1895-1908*, p. 104, 125. Voir les autres comptes rendus détaillés de cette rébellion dans les livres de F. Flament et A. Van Zandijcke précités, et un résumé dans J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 372-376.

35. F. FLAMENT, *La Force publique...*, p. 417. G. DE BOECK, *Baoni...*, est celui qui traite le mieux cette insurrection.

36. Citations du père Achte in G. DE BOECK, *Baoni...*, p. 224-228. De Boeck a retrouvé ce témoignage de valeur dont n'étaient disponibles auparavant que des versions tronquées.

37. Tout le livre de De Boeck part de ce point de vue.

38. Sur Bongata en 1892, *cf.* Daniel VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 43.

39. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 216.

40. *Ibid.*, t. I, p. 224.

41. *Ibid.*, t. I, p. 227.

42. *Ibid.*, t. I, p. 231.

43. Voir J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, chap. XIV.

44. Edgar CANISIUS, *A Campaign amongst Cannibals*, p. 250-256.

45. Voir J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. II, V^e partie, pour le meilleur traitement du rôle des missionnaires catholiques.

46. Léopold à Van Eetvelde, 27 avr. 1890, cité *ibid.*, t. II, p. 209.

47. Circulaire du gouverneur général, 4 juin 1890, citée *ibid.*, t. II, p. 177.

48. *Het H. Misoffer. Tijdschrift van de Norbertijner Missiën 1899*, p. 226, cité *ibid.*, t. II, p. 298.

49. *Ibid.*, t. II, p. 181-182.

50. *Ibid.*, t. II, p. 179.

51. *Ibid.*, t. II, p. 221.

52. Ludwig BAUER, *Léopold le bien-aimé, roi des Belges*, p. 244.

53. P. DAYE, *Léopold II*, p. 399.

54. R. O'CONNOR, *The Cactus Throne...*, p. 346.

55. L. H. GANN et P. DUIGNAN, *The Rulers...*, p. 62-63.

56. D. LAGERGREN, *Mission and State in the Congo...*, p. 195.

57. R. SLADE, *King Leopold's Congo...*, 1962, p. 116.

58. Sur la carrière de Léon Rom, les sources principales (toutes plus ou moins hagiographiques) sont : *Biographie coloniale belge*, t. II, col. 822-826 ; Édouard JANSSENS et Albert CATEAUX, *Les Belges au Congo*, t. I, p. 125-132, et t. II, p. 197-200 ; Adolphe LEJEUNE-CHOQUET, *Histoire militaire du Congo : explorations, expéditions, opérations de guerre, combats et faits militaires*, p. 114-126 ; *Bulletin de l'Association des vétérans coloniaux*, juin 1946, p. 3-5 ; Sidney Lanford HINDE, *The Fall of the Congo Arabs* ; Nicolas ARNOLD *et al.*, *À nos héros coloniaux morts pour la civilisation, 1876-1908*, et de Léon ROM lui-même, *Notes : mes services au Congo de 1886 à 1908*, inédit. Les trois premières constituent des guides utiles pour des détails sur la carrière, expurgée, de beaucoup d'autres fonctionnaires européens de l'État du Congo de cette époque.

59. É. JANSSENS et A. CATEAUX, *Les Belges au Congo*, p. 199-200.

60. A. LEJEUNE-CHOQUET, *Histoire militaire du Congo...*, p. 123-124.

61. Albert CHAPAUX, *Le Congo*, p. 470.

62. Extrait de « Mandalay », in *Barrack Room Ballads.*

63. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 210. *Cf.* L. H. GANN et P. DUIGNAN, *The Rulers...*, p. 68, pour un chiffre similaire, presque aussi élevé, ne concernant que les militaires, avant 1906.

64. E. PICARD, *En Congolie*, p. 145-146.

65. L. DIEU, *Dans la brousse congolaise*, Liège, Maréchal, 1946, p. 59-60, cité dans R. SLADE, *King Leopold's Congo...*, p. 72.

Notes du chapitre IX : À la rencontre de M. Kurtz

1. J. CONRAD, *A Personal Record*, p. 13, repris dans *Heart of Darkness : An Authorative Text...*, p. 148. *Au cœur des ténèbres* a fait l'objet de plusieurs traductions en français, la première, de G. JEAN-AUBRY et André RUYTERS, étant parue chez Gallimard en 1948 ; parmi les plus récentes, on citera celles de J.-J. MAYOUX chez Flammarion [1986] et de Jean Deurbergue chez GALLIMARD [coll. « Folio bilingue », 1997]. *A Personal Record* est paru chez Gallimard en 1924, dans une traduction de G. JEAN-AUBRY, sous le titre de *Des souvenirs.*

2. Conrad au Congo : à moins d'une autre mention, les éléments biographiques concernant Conrad au Congo sont tirés de *Joseph Conrad : A Chronicle*, de Zdzislaw NAJDER, son biographe le plus minutieux en ce qui concerne cette période de la vie du romancier.

3. J. CONRAD, « Geography and some Explorers », in *Last Essays*, p. 17, extrait cité dans *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 186-187.

4. Samuel LAPSLEY, *Life and Letters of Samuel Norvell Lapsley : Missionary to the Congo Valley, West Africa, 1886-1892*, p. 83. Les différents biographes de Conrad n'ont pas remarqué ce détail.

5. Introduction d'Edward GARNETT aux *Letters from Conrad, 1895-1924*, p. XII, extrait dans J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 195.

6. In J. CONRAD, *Congo Diary and Other Uncollected Pieces*,

éd. par Z. NAJDER, New York, Doubleday, 1978, repris dans J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 182.

7. J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 35.

8. *Ibid.*, p. 12.

9. *Ibid.*, p. 57.

10. J. CONRAD, « Note de l'auteur » à propos de *Youth : A Narrative, and Two Other Stories*, Londres, William Heinemann, 1921, repris dans J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 4 (trad. fr. : « Note de l'auteur », in *Jeunesse*, suivi d'*Au cœur des ténèbres*, Gallimard, 1948 ; *cf.* note 1 du chapitre).

11. J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 19.

12. *Ibid.*, p. 23.

13. Extraits de J. CONRAD, *Congo Diary...*, repris dans J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 160, 161, 165.

14. J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 23.

15. *Ibid.*, p. 21.

16. *Ibid.*, p. 26-27.

17. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 284.

18. *Times* de Londres, 8 déc. 1892, cité dans N. SHERRY, *Conrad's Western World*, p. 110-111.

19. Rom : voir les références biographiques dans le chapitre précédent, note 58.

20. E. J. GLAVE, « Cruelty in the Congo Free State », *The Century Magazine*, sept. 1897, p. 706.

21. Sven LINDQVIST, « *Exterminate All the Brutes* » : *One Man's Odyssey into the Heart of Darkness and the Origins of European Genocide*, p. 29. Lindqvist semble être le premier à avoir remarqué ce détail.

22. J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 68.

23. *Ibid.*, p. 10.

24. *Ibid.*, p. 13.

25. *Ibid.*, p. 8.

26. Frances B. SINGH, « The Colonialistic Bias of *Heart of Darkness* », *Conradiana*, vol. 10, 1978, repris dans *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 278.

27. Mark TWAIN, *More Tramps Abroad*, p. 137-138, cité dans C. P. SARVAN, « Racism and *the Heart of Darkness* », *International*

Fiction Review, n° 7, 1980, repris dans *Heart of Darkness: An Authoritative Text...*, p. 284.

28. J. CONRAD, *Heart of Darkness: An Authoritative Text...*, p. 65.

29. *Ibid.*, p. 38.

30. *Ibid.*, p. 66.

31. Chinua ACHEBE, « An Image of Africa : Racism in Conrad's *Heart of Darkness* », repris dans J. CONRAD, *Heart of Darkness: An Authoritative Text...*, p. 261.

32. J. CONRAD, *Heart of Darkness: An Authoritative Text...*, p. 16.

33. J. CONRAD et Ford M. HUEFFER [Ford Madox Ford], *The Inheritors*, p. 165.

34. J. CONRAD, *Heart of Darkness: An Authoritative Text...*, p. 12.

35. *Ibid.*, p. 28.

36. *Ibid.*, p. 27.

37. *Ibid.*, p. 50-51.

38. L. ROM, *Le Nègre du Congo*, p. 5-6.

39. *Ibid.*, p. 84.

40. J. CONRAD, *Heart of Darkness: An Authoritative Text...*, p. 56.

41. L. LECLERCQ, « Les carnets de campagne... », p. 264.

42. Wahis à Van Eetvelde, 2 nov. 1896, cité dans J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 298.

Notes du chapitre X : Le bois qui pleure

1. Tennant à Stanley, 6 et 9 mai 1890, cité dans F. MCLYNN, *Stanley: Sorcerer's Apprentice*, p. 328-329.

2. Journal de Stanley, 9 sept. 1890, cité *ibid.*, p. 334.

3. *Ibid.*, p. 334.

4. *Ibid.*, p. 376.

5. Stanley à Mackinnon, 25 déc. 1890, cité *ibid.*, p. 337.

6. Stanley SHALOFF, *Reform in Leopold's Congo*, p. 15.

7. William E. PHIPPS a consacré à William Sheppard l'étude la plus complète : *The Sheppards and Lapsley: Pioneers Presbyterians in the Congo*. *Cf.* également Larryetta M. SCHALL, « William H. Sheppard : Fighter for African Rights », in Keith L. SCHALL, dir.,

Stony the Road : Chapters in the History of Hampton Institute ; S. SHALOFF, *Reform...* ; Donald Franklin ROTH, « *Grace not Race* » : *Southern Negro Church Leaders, Black Identity, and Missions to West Africa, 1865-1919* ; Walter L. WILLIAMS, « William Henry Sheppard, Afro-American Missionary in the Congo, 1890-1910 », in Sylvia M. JACOBS, dir., *Black Americans and the Missionary Movement in Africa* ; William H. SHEPPARD, *Presbyterian Pioneers in Congo*, et les nombreux articles, de et sur Sheppard, parus dans le *Southern Workman*.

8. *The Missionary*, t. XXVI, n° 6, p. 219-220.

9. S. LAPSLEY, *Life and Letters...*, p. 44.

10. Lapsley à sa « tante Elsie », *ibid.*, p. 83. Une coquille dans *Life and Letters...* attribue à cette lettre la date erronée de 1891.

11. Lapsley à « tante Elsie », *ibid.*, p. 83.

12. Lapsley à sa mère, 22 déc. 1890, *ibid.*, p. 94.

13. *Ibid.*, p. 108.

14. W. H. SHEPPARD dans le *Southern Workman*, n° 44, 1915, p. 166, 169, cité dans L. M. SCHALL, « William H. Sheppard... », p. 114-115.

15. Sheppard au Dr S. H. Henkel, 5 janv. 1892, cité dans S. SHALOFF, *Reform...*, p. 29.

16. W. H. SHEPPARD, « Yesterday, To-day and To-morrow in Africa », *Southern Workman*, août 1910, p. 445.

17. W. L. WILLIAMS, « William Henry Sheppard... », p. 138.

18. Lettre de Sheppard au *Missionary*, sept. 1890, citée *ibid.*, p. 138.

19. S. C. Gordon à Sheppard, cité dans S. SHALOFF, *Reform...*, p. 30.

20. Ernest Stache au conseil d'administration des Missions dans le monde de l'Église presbytérienne, 7 août 1892, cité *ibid.*, p. 32.

21. W. E. PHIPPS, *The Sheppards and Lapsley...*, p. 118 ; Robert BENEDETTO, éd., *Presbyterian Reformers in Central Africa : A Documentary Account of the American Presbyterian Congo Mission and the Human Rights Struggle in the Congo, 1890-1918*, p. 30 et 423-425.

22. W. H. SHEPPARD dans le *Southern Workman* de déc. 1893, p. 184-187, cité dans W. L. WILLIAMS, « William Henry Sheppard... », p. 143.

23. W. H. SHEPPARD, « African Handicrafts and Traditions » [« Artisanats et traditions africaines »], *Southern Workman*, sept. 1921, p. 403-404.

24. J. VANSINA, *The Children of Woot: A History of the Kuba Peoples*, p. 3.

25. Réimpr. dans le *Southern Workman* d'avr. 1895, « Into the Heart of Africa », p. 65.

26. *Southern Workman* d'avr. 1905, p. 218, et de sept. 1921, p. 403.

27. S. SHALOFF, *Reform...*, p. 45.

28. J. VANSINA, *The Children of Woot...*, fait autorité en ce qui concerne l'étude des Koubas. Toutefois, afin d'éviter les confusions, dans les citations de Sheppard et ailleurs, j'ai utilisé en général l'orthographe de Sheppard pour les noms africains.

29. W. H. SHEPPARD, *Presbyterian Pioneers...*, p. 137.

30. Une édition postérieure est intitulée *Pioneers in Congo.*

31. W. H. SHEPPARD, *Presbyterian Pioneers...*, p. 119.

32. C. LIEBRECHTS, *Congo...*, p. 37-38.

33. R. HARMS, « The World ABIR Made : The Maringa-Lopori Basin, 1885-1903 », p. 132.

34. *Ibid.*, p. 130-131.

35. Samuel H. NELSON, *Colonialism in the Congo Basin, 1880-1940*, p. 82.

36. *Official Organ*, sept. 1907, p. 10.

37. Journal de Louis Chaltin, 16 juil. 1892, cité dans David NORTHRUP, *Beyond the Bend in the River : African Labor in Eastern Zaire, 1865-1940*, p. 51.

38. Pulteney au FO, 15 sept. 1899, FO 10/731, n° 5, cité dans S. J. S. COOKEY, *Britain and the Congo Question...*, p. 50-51, note.

39. G. BRICUSSE, *Les Carnets de campagne...*, p. 81.

40. Albert DONNY *et al.*, *Manuel du voyageur et du résident au Congo*, t. I. p. 139-140.

41. R. HARMS, « The World ABIR Made... », p. 132.

42. D. VANGROENWEGHE, « Le caoutchouc rouge de l'Anversoise, 1899-1900 ».

43. R. HARMS, « The End of Red Rubber : A Reassessment », p. 81.

44. *Ibid.*, p. 79.

45. R. HARMS, « The World ABIR Made... », p. 134.

46. E. CANISIUS, *A Campaign amongst Cannibals*, p. 267.

47. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. II, p. 106-107.

48. Journal de W. H. Sheppard, 14 sept. 1899, archives Sheppard.

49. W. H. SHEPPARD dans *The Missionary*, fév. 1900, p. 61.

50. Charles LEMAIRE, *Belgique et Congo*, p. 64, cité dans D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 46.

51. Journal de E. Faris Ellsworth, 23 août 1899, cité dans E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 248.

52. D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 234.

53. Débat parlementaire du 28 fév. 1905, cité *ibid.*, p. 288.

54. E. BOELAERT, « Ntange », p. 58-59.

55. G. BRICUSSE, *Les Carnets de campagne...*, p. 56 (11 juin 1894).

56. Guy BURROWS, *The Curse of Central Africa*, p. XVIII-XIX.

57. R. de PREMOREL, *Kassai...*, p. 64.

58. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. II, p. 85.

59. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 391.

60. Jan BREMAN, « Primitive Racism in a Colonial Setting », in J. BREMAN, dir., *Imperial Monkey Business: Racial Supremacy in Social Darwinist Theory and Colonial Practice*, p. 119-120.

Notes du chapitre XI : Une société secrète d'assassins

1. L. BAUER, *Léopold le bien-aimé...*, p. 169.

2. Conversation du 30 août 1892, in A. ROEYKENS, *Le Baron Léon de Béthune au service de Léopold II*, p. 56, cité dans J. STENGERS, « The Congo Free State... », p. 286.

3. B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 197.

4. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 353.

5. D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 87.

6. Sur la routine quotidienne de Léopold, pour les témoignages oculaires, voir G. STINGLHAMBER et P. DRESSE, *Léopold II au travail*, en particulier p. 38-50, et baron E. CARTON DE WIART, *Léopold II : souvenirs des dernières années, 1901-1909*, en particulier p. 44 et 123-130.

7. G. STINGLHAMBER et P. DRESSE, *Léopold II au travail*, p. 88.

8. B. EMERSON, *Léopold II...*, p. 223.

9. C. VAUTHIER, « Le chemin de fer du Congo de Matadi à Léopoldville. Les environs de Matadi et le massif de Palabala », *Bulletin de la Société géographique d'Anvers*, n° 13 [1887 ?], p. 377-378, cité

dans Sabakinu KIVILU, « La région de Matadi dans les années 1880 », in *Le Centenaire de l'État indépendant du Congo : recueil d'études*, p. 324.

10. René J. CORNET, *La Bataille du rail*, Bruxelles, p. 376.

11. Léopold à Thys, 31 mai 1888, cité *ibid.*, p. 236.

12. *Ibid.*, p. 236.

13. S. AXELSON, *Culture Confrontation in the Lower Congo...*, p. 204.

14. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. I, p. 143 et 153.

15. R. J. CORNET, *La Bataille du rail*, p. 209.

16. L. H. GANN et P. DUIGNAN, *The Rulers...*, p. 123.

17. Journal d'Émile Wangermée, 31 janv. 1899, cité dans D. LAGERGREN, *Mission and State in the Congo...*, p. 294, note.

18. *Regions Beyond*, avr. 1897, cité dans R. SLADE, *English-Speaking Missions in the Congo Independent State (1878-1908)*, p. 251.

19. S. AXELSON, *Culture Confrontation in the Lower Congo...*, p. 259-260.

20. J. DE WITTE, *Monseigneur Augouard*, p. 71, cité dans R. SLADE, *English-Speaking Missions...*, p. 255.

21. E. D. MOREL, *Red Rubber : The Story of the Rubber Slave Trade which Flourished on the Congo for Twenty Years, 1890-1910*, p. 43-44.

22. Fox Bourne à Morel, 21 nov. 1903, cité dans W. R. LOUIS, « Roger Casement and the Congo », p. 99, note.

23. Lionel DECLE dans la *Pall Mall Gazette*, 11 juin 1896, cité dans W. R. LOUIS, « The Stokes Affair and the Origins of the Anti-Congo Campaign, 1885-1896 », p. 575.

24. 21 sept. 1896, cité dans D. LAGERGREN, *Mission and State in the Congo...*, p. 197, note.

25. Louis GRAIDE, « Les Belges au Congo », in F. ALEXIS-M., *Soldats et missionnaires au Congo de 1891 à 1894*.

26. Sur les Congolais à Tervuren, *cf.* J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. II, p. 78-80 ; Jo GÉRARD, *Le Pharaon des Belges : Léopold II*, p. 181 ; Hans Werner DEBRUNNER, *Presence and Prestige : Africans in Europe. A History of Africans in Europe before 1918*, p. 340-342 ; *Le Mouvement géographique*, 27 juin 1897 et 18 juil. 1897, et *La Belgique coloniale*, 4 juil. 1897 et 5 sept. 1897.

27. Ce poème de M. E. Buhler fut publié dans le *New York Times* du 19 sept. 1906. Il a été réimprimé, avec d'autres extraits de presse, in *Ota Benga : The Pygmy in the Zoo*, de Phillips Verner BRADFORD et Harvey BLUME (paru en France sous le titre *Un Pygmée au zoo*).

28. *La Belgique coloniale*, 4 juil. 1897, p. 314.

29. *Ibid.*, 4 juil. 1897.

30. Bruxelles-Exposition, n. d., cité dans *La Belgique coloniale*, 5 sept. 1897, p. 423.

31. « The Belgians in Africa », 22 fév. 1894. (Le nom du périodique manque dans les microfilms des archives Morel.)

32. E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 27.

33. *Ibid.*, p. 28-29.

34. *Ibid.*, p. 36.

35. *Ibid.*, p. 39-40.

36. *Ibid.*, p. 36.

37. L. H. GANN et P. DUIGNAN, *The Rulers...*, p. 149.

38. E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 41-42.

Notes du chapitre XII : David et Goliath

1. E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 47-48.

2. *Ibid.*, p. 48.

3. *Ibid.*, p. 5.

4. *Ibid.*, p. 49.

5. *Ibid.*, p. 30.

6. E. D. MOREL, *Red Rubber...*, p. 8, note.

7. *West African Mail*, 13 janv. 1905, p. 996.

8. *Special Congo Supplement to the « West African Mail »*, janv. 1905.

9. A. et J. STENGERS, « Rapport sur une mission dans les archives anglaises », p. CIII-CIV.

10. E. D. MOREL, *King Leopold's Rule in Africa*, p. 31.

11. *Official Organ*, sept.-nov. 1908.

12. E. D. MOREL, *Red Rubber...*, p. 24.

13. *Ibid.*, p. 25.

14. *Ibid.*, p. 56.

15. *Ibid.*, p. 47.

16. *Ibid.*, p. 57.

17. *Official Organ*, janv. 1906, p. 15.

18. E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 115.
19. *Ibid.*, p. 128.
20. *Ibid.*, p. 129.
21. E. CANISIUS, *A Campaign amongst Cannibals*, p. 75-80.
22. *Ibid.*, p. 99.
23. *Ibid.*, p. 92-93.
24. *Ibid.*, p. 113.
25. *Ibid.*, p. 142.
26. *Ibid.*
27. Résolution du 20 mai 1903, citée dans Catherine Ann CLINE, *E. D. Morel 1873-1924 : The Strategies of Protest*, p. 37.
28. Georges LORAND dans *La Réforme*, 14 sept. 1896, cité dans D. LAGERGREN, *Mission and State in the Congo...*, p. 199, note.

Notes du chapitre XIII : Irruption dans le repaire des brigands

1. PRO HO 161, cité dans B. L. REID, *The Lives of Roger Casement*, p. 42. *Cf.* aussi PRO FO 629/10, 11, 12.
2. Reid et Inglis sont les meilleurs biographes de Casement ; Inglis accorde beaucoup plus de place à ses expériences africaines, mais n'indique pas ses sources dans les notes.
3. Stephen GWYNN, *Experiences of a Literary Man*, p. 258, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 63.
4. W. Holman Bentley, cité dans D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 276.
5. Journal de Stanley, 15 avr. 1887, cité dans F. MCLYNN, *Stanley : Sorcerer's Apprentice*, p. 171.
6. *Ibid.*, p. 174-175.
7. Camille JANSSEN, *Bulletin de la Société belge d'études coloniales*, 1912, p. 717.
8. Casement au Foreign Office, 14 janv. 1904, PRO FO 10/807, cité dans *Le Rapport Casement*, éd. annotée par D. VANGROENWEGHE et J.-L. VELLUT, p. I.
9. J. CONRAD, *Congo Diary...*, repris dans J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 159.
10. Ernest HAMBLOCH, *British Consul : Memories of Thirty Years' Service in Europe and Brazil*, p. 71, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 5, note.

11. Ce fait ressort clairement de la lettre de Conrad à Robert Cunninghame Graham du 26 déc. 1903 (« Je l'ai vu s'enfoncer dans une nature d'une sauvagerie inimaginable... Quelques mois plus tard, il se trouve que je l'en ai vu ressortir »), citée dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 14.

12. Conrad à John Quinn, 24 mai 1916, cité dans Frederick KARL, *Joseph Conrad: The Three Lives*, p. 286. Parfois confus en ce qui concerne les dates (un ou deux de ses biographes les moins consciencieux le suivent dans cette voie), Conrad situe cette rencontre en 1896, ce qui est impossible car, cette année-là, Casement était en Afrique. Selon Jane Ford (« An African Encounter, A British Traitor and *Heart of Darkness* », *Conradiana*, vol. 27, n° 2, p. 125), la rencontre aurait eu lieu en 1898 – juste avant que Conrad commence à écrire *Au cœur des ténèbres*.

13. Conrad à Cunninghame Graham, 26 déc. 1903, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 14.

14. Casement à Fox-Bourne, 2 juil. 1894, cité *ibid.*, p. 20.

15. P. SINGLETON-GATES et M. GIRODIAS, *The Black Diaries...*, p. 91.

16. W. R. LOUIS, « Roger Casement and the Congo », p. 103.

17. Brian INGLIS, *Roger Casement*, p. 41.

18. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. I, p. 187.

19. Cité dans B. INGLIS, *Roger Casement*, p. 382-383.

20. R. CASEMENT, « The 1903 Diary », in P. SINGLETON-GATES et M. GIRODIAS, *The Black Diaries...*, p. 121, 123, 125 (17, 19 et 30 avr. 1903).

21. *Ibid.*, p. 111, 115, 119, 129 (13 et 20 mars, 6 avr., 12 mai 1903).

22. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. I, p. 189-190.

23. *Ibid.*, t. I, p. 192 ; B. INGLIS, *Roger Casement*, p. 69.

24. Casement à Poultney Bigelow, 13 déc. 1903, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 53.

25. R. CASEMENT, « The 1903 Diary », p. 145 (2 juil. 1903).

26. *Ibid.*, p. 147, 149 (8, 9, 10, 13 juil. 1903).

27. *Ibid.*, p. 137 (11 juin 1903).

28. Casement à Fuchs, 15 sept. 1903, cité dans *Le Rapport Casement*, p. V.

29. Casement à Lansdowne, n° 34 *Africa*, 15-16 sept. 1903,

FO 10/805, cité dans W. R. LOUIS, « Roger Casement and the Congo », p. 107.

30. D. LAGERGREN, *Mission and State in the Congo...*, p. 323-329.

31. R. CASEMENT, « The 1903 Diary », p. 135, 153, 155, 157, 159, 163, 165.

32. R. CASEMENT, « The Congo Report », p. 114.

33. Phipps à Lansdowne, 27 fév. 1904, cité dans W. R. LOUIS, « Roger Casement and the Congo », p. 112-113.

34. Phipps à Barrington, 5 fév. 1904, cité *ibid.*, p. 111, note.

35. R. CASEMENT, « The Congo Report », p. 112.

36. Cité dans *Special Congo Supplement to the « West African Mail »*, juin 1904.

37. R. CASEMENT, « The 1903 Diary », p. 183 (1er déc. 1903).

38. *Ibid.*, p. 185 (16 déc. 1903).

39. Casement à Nightingale, 8 sept. 1904, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 65.

40. R. CASEMENT, « The 1903 Diary », p. 183 (10 déc. 1903).

41. E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 160-162.

42. R. CASEMENT, « The 1903 Diary », p. 189 (5 janv. 1904).

43. E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 163-164.

44. *Ibid.*, p. 164-165.

45. *Ibid.*, p. 165.

46. B. INGLIS, *Roger Casement*, p. 92.

47. Morel à Holt, 12 juil. 1910, cité dans Bernard PORTER, *Critics of Empire : British Radical Attitudes to Colonialism in Africa, 1895-1914*, p. 267.

48. Casement à Morel, 4 juil. 1906, cité dans W. R. LOUIS, « Roger Casement and the Congo », p. 119.

Notes du chapitre XIV : Révéler ses actes au grand jour

1. Morel à Guthrie, 25 fév. 1910, cité dans E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 195, note.

2. Morel à Brabner, 14 sept. 1908, cité *ibid.*, p. 211.

3. Holt à Morel, cité dans W. S. ADAMS, *Edwardian Portraits*, p. 179.

4. *West African Mail*, 23 sept. 1904, p. 601.

5. Morel à Mark Twain, cité dans Hunt HAWKINS, « Mark

Twain's Involvement with the Congo Reform Movement : "A Fury of Generous Indignation" », p. 167.

6. J. VANSINA, *The Children of Woot...*, p. 144, 343 ; J.-L. VELLUT, « La violence armée dans l'État indépendant du Congo », p. 701.

7. Morel à Holt, 1910, cité dans E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 217.

8. Cité dans Oliver FURLEY, « The Humanitarian Impact », in C. J. BARTLETT, dir., *Britain Pre-eminent : Studies of British World Influence in the Nineteenth Century*, p. 141-142.

9. James MORRIS, *Heaven's Command : An Imperial Progress*, p. 39.

10. A. J. P. TAYLOR, *The Trouble Makers : Dissent over Foreign Policy, 1792-1939*, p. 133.

11. E. D. MOREL, *King Leopold's Rule in Africa*, p. 261.

12. *Ibid.*, p. X.

13. *Ibid.*, p. XVII.

14. S. J. S. COOKEY, *Britain and the Congo Question...*, p. 149.

15. William WATSON, « Leopold of Belgium », dans la conférence avec diapositives de la Congo Reform Association. Ce poème fut reproduit dans le *West African Mail* du 21 sept. 1906, p. 608 ; une version légèrement différente, identifiée comme provenant des *New Poems* de Watson (Lane), parut dans l'*African Mail* du 26 nov. 1909, p. 80.

16. Note pour lui-même, 14 juin 1907, citée dans C. A. CLINE, *E. D. Morel, 1873-1924...*, p. 58.

17. La somme des divers sous-totaux est donnée dans *Inventaire des microfilms des papiers Morel, séries A, B, E, F, G, H, I, se rapportant à l'histoire du Congo et conservés à la British Library of Political and Economic Science, London School of Economics.*

18. Herbert STRANG, *Samba : A Story of the Rubber Slaves of the Congo*, p. VI.

19. Morel à Cadbury, oct. 1906, cité dans C. A. CLINE, *E. D. Morel, 1873-1924...*, p. 54.

20. *West African Mail*, 24 août 1906, p. 520.

21. John Harris, *Autobiographie* (manuscrit inédit), cité dans W. R. LOUIS, « Sir John Harris and "Colonial Trusteeship" », p. 833.

22. Wahis à Charles Smets, 26 janv. 1906, collection De Ryck.

23. Weber à Naur, 16 août 1906, *ibid.*

24. Sauf mention contraire, tous les renseignements concernant Shanu proviennent de J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. I, p. 142, 167-168, 191, 231, 296-302, 330-332, plus quelques détails dans C. LEMAIRE, *Au Congo : comment les Noirs travaillent*, p. 42-44, et *Biographie coloniale belge*, t. IV, col. 838-839.

25. *Le Mouvement géographique*, 30 sept. 1894, p. 85.

26. *La Chronique coloniale et financière*, 11 déc. 1904, p. 1.

27. Mémorandum d'Albrecht Gohr, directeur de la justice, 27 juil. 1900, in J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. I, p. 297.

28. Morel à Shanu, 4 sept. 1903, cité *ibid.*, t. I, p. 157.

29. Cité *ibid.*, t. I, p. 231.

30. E. D. MOREL, *King Leopold's Rule in Africa*, p. 135.

31. *Ibid.*, p. 135-153.

32. E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 156.

33. Baronne de VAUGHAN, avec Paul FAURE, *Quelques souvenirs de ma vie*, p. 48.

34. *Ibid.*, p. 51.

35. G. STINGLHAMBER et P. DRESSE, *Léopold II au travail*, p. 306.

36. Bne de VAUGHAN, *Quelques souvenirs...*, p. 123.

37. *Ibid.*, p. 68.

38. Léopold à Liebrechts, 31 janv. 1899, cité dans J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 96.

39. G. STINGLHAMBER et P. DRESSE, *Léopold II au travail*, p. 136.

40. N. ASCHERSON, *The King Incorporated...*, p. 142.

Notes du chapitre XV : Quelques chiffres

1. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 339.

2. *Ibid.*

3. D. LAGERGREN, *Mission and State in the Congo...*, p. 297.

4. Cette déclaration, citée dans le rapport de Casement, a été reprise par Morel et est citée dans D. LAGERGREN, *Mission and State in the Congo...*, p. 288, et J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. I, p. 197-198.

5. *West African Mail*, 17 fév. 1905, p. 111.

6. Allocution de Sjöblom à Londres, le 12 mai 1897, citée dans E. D. MOREL, *Red Rubber...*, p. 43.

7. Sur le régime du caoutchouc en 1894-1895, *cf.* D. LAGERGREN, *Mission and State in the Congo...*, p. 121.

8. D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 59.

9. « Charles Lemaire à l'équateur : son journal inédit, 1891-1895 », éd. par D. VANGROENWEGHE, p. 18, 20, 23, 31, 36, 48.

10. L. LECLERCQ, « Les carnets de campagne... », p. 244-245.

11. J. MARCHAL, *L'État libre du Congo...*, t. I, p. 362.

12. *West African Mail*, 16 mars 1906, p. 1219.

13. J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 51.

14. P. MÖLLER, *Tre Ar i Kongo*, p. 234-235, cité dans S. KIVILU, « La région de Matadi... », p. 338.

15. E. D. MOREL, *Red Rubber...*, p. 63.

16. E. CANISIUS, *A Campaign amongst Cannibals*, p. 170.

17. William Morrison, lettre de Luebo, 15 oct. 1899, *The Missionary*, fév. 1900, p. 67.

18. *From Cape to Cairo : The First Traverse of Africa front South to North*, cité dans E. D. MOREL, *Red Rubber...*, p. 58.

19. S. H. NELSON, *Colonialism in the Congo Basin, 1880-1940*, p. 100.

20. R. HARMS, « The World ABIR Made... », p. 134.

21. F. MCLYNN, *Hearts of Darkness*, p. 245.

22. *Ibid.*, p. 238.

23. Rendre responsable la maladie du sommeil : pour un exemple plus récent, *cf.* J. STENGERS in E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 255.

24. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. II, p. 49.

25. D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 233.

26. R. CASEMENT, « The Congo Report », p. 140.

27. D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 233, 237.

28. L. GUEBELS, *Relation complète des travaux de la commission permanente pour la protection des indigènes*, Élisabethville, 1954, p. 196-197, cité dans E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 252.

29. Interview, sept. 1995.

30. J. VANSINA, introduction à D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 10.

31. *La Question sociale au Congo : Rapport au comité du Congrès colonial national*, cité dans E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 254.

32. *La Question sociale au Congo...*, cité dans Raymond Leslies BUELL, *The Native Problem in Africa*, t. II, p. 576.

33. D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 60.

34. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. II, p. 26.

35. D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 115.

36. Michael HERR, *Dispatches*, p. 29.

Notes du chapitre XVI : Les journalistes ne délivrent pas de reçus

1. F. MCLYNN, *Stanley : Sorcerer's Apprentice*, p. 405.

2. H. M. STANLEY, *The Autobiography...*, p. 515.

3. Daniel BERSOT, préface à *Sous la chicotte*, Genève, A. Jullien, 1909.

4. Liane RANIERI, *Les Relations entre l'État indépendant du Congo et l'Italie*, p. 195.

5. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. II, p. 12.

6. *La Vérité sur le Congo*, janv. 1905, p. 8.

7. William Geoffrey Bouchard de Montmorency, vicomte MOUNTMORRES, *The Congo Independent State : A Report on a Voyage of Enquiry*, p. 99-100, 159.

8. *Ibid.*, p. 105-106.

9. John Weeks à Morel, 7 nov. 1904, *West African Mail*, 10 mars 1905, p. 1186.

10. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. I, p. 304.

11. *Times* de Londres, 3 fév. 1905, cité dans F. BONTINCK, *Aux origines de l'État...*, p. 456.

12. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. I, p. 316.

13. Morel à Fox, 18 oct. 1905, cité dans S. J. S. COOKEY, *Britain and the Congo Question...*, p. 143.

14. G. STINGLHAMBER et P. DRESSE, *Léopold II au travail*, p. 334-335.

15. Jacques WILLEQUET, *Le Congo belge et la Weltpolitik (1894-1914)*, p. 109-113.

16. Demetrius C. BOULGER, *The Congo State is NOT a Slave State : A Reply to M. E. D. Morel's Pamphlet Entitled « The Congo Slave State »*, Londres, Sampson Low, Marston, 1903, p. 3.

17. Interview avec Harrison dans le *Journal of Commerce*, 23 juin 1904.

18. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Léopold II...*, t. II, p. 12-21.
19. *Official Organ*, n° 1, 1909, p. 64.
20. J. WILLEQUET, *Le Congo belge...*, lettre reproduite p. 36.
21. *Nazional-Zeitung*, 22 mai 1903, cité *ibid.*, p. 150.
22. *Nazional-Zeitung*, 4 mars 1905, cité *ibid.*, p. 150-151.
23. *Nazional-Zeitung*, 30 mai 1906, cité *ibid.*, p. 152.
24. *Münchener Allgemeine*, 1er mars 1906, cité *ibid.*, p. 159-160.
25. Steub à Davignon, 21 mai 1909, cité *ibid.*, p. 114, note.
26. Steub à Davignon, 29 mai 1909, cité *ibid.*, p. 128.
27. Steub à Davignon, 14 sept. 1909, cité *ibid.*, p. 130.
28. Steub à Denyn, 8 oct. 1909, cité *ibid.*
29. *Cf.* Hunt HAWKINS, « Mark Twain's Involvement... ».
30. Kowalsky à Léopold, n. d., *New York American*, 11 déc. 1906.
31. Louis R. HARLAN, *Booker T. Washington: The Wizard of Tuskegee, 1901-1915*, p. 270-271, et *Booker T. Washington in Perspective: Essays of Louis R. Harlan*, éd. par Raymond W. SMOCK, p. 75-77.
32. Booker T. WASHINGTON in « Tributes to Mark Twain », *North American Review*, t. CXCI, n° 655 (juin 1910), p. 829, cité dans Shelley Fisher FISHKIN, *Was Huck Black?: Mark Twain and African-American Voices*, p. 106.
33. Twain à Morel, env. 12 janv. 1906, repris dans Robert WULIGER, « Mark Twain on King Leopold's Soliloquy », *American Literature*, mai 1953, p. 236.
34. Maxwell GEISMAR, *Mark Twain: An American Prophet*, p. 222.
35. Mark TWAIN, *King Leopold's Soliloquy: A Defence of His Congo Rule*, éd. par E. D. MOREL, p. 1.
36. *Ibid.*, p. 66.
37. *Ibid.*, p. 36.
38. Morgan à Morel, 6 oct. 1904, cité dans Joseph O. BAYLEN, « Senator John Tyler Morgan, E. D. Morel and the Congo Reform Association », p. 129.
39. *Congo News Letter*, avr. 1906 et avr. 1907.
40. *Official Organ*, avr. 1906, p. 10.
41. Harris à Morel, 14 fév. 1906, cité dans S. J. S. COOKEY, *Britain and the Congo Question...*, p. 174.
42. Jessup, Philip C., Elihu Root, 1905-1937, t. II, p. 61-62, cité dans S. SHALOFF, *Reform...*, p. 192.

43. Lodge à Roosevelt, 6 juil. 1905, cité dans Jerome L. STERNSTEIN, « King Leopold II, Senator Nelson W. Aldrich, and the Strange Beginnings of American Economic Penetration of the Congo », p. 192.

44. *The Autobiography of Lincoln Steffens*, p. 506, cité *ibid.*, p. 193.

45. Wack à Leopold, n. d., cité dans le *New York American*, 13 déc. 1906.

46. Cardinal Gotti à Gibbons, 24 nov. 1904, cité dans R. SLADE, *English-Speaking Missions...*, p. 310.

47. Gibbons à Morel, 21 oct. 1904, cité dans E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 183.

48. Frederick STARR, *The Truth about the Congo : The Chicago Tribune Articles*, p. 91.

49. *New York American*, 12 déc. 1906.

50. *San Francisco Call*, 15 janv. 1911.

51. *San Francisco Examiner*, 29 nov. 1914.

52. *San Francisco Call*, 15 janv. 1911.

53. *San Francisco Bulletin*, 18 nov. 1914.

54. *Speeches Made at Banquet Tendered to Col. Henry I. Kowalsky by his Friends, January five, Nineteen-five*, p. 10 : le maire E. E. Schmits.

55. *Ibid.*, p. 26 : A. Reuf.

56. *Ibid.*, p. 40.

57. De Cuvelier à Moncheur, 4 fév. 1905, cité dans J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Leopold II...*, t. II, p. 270.

58. Nerincx à De Cuvelier, 11 fév. 1905, cité *ibid.*, t. II, p. 271.

59. Moncheur à De Cuvelier, 19 fév. 1905, cité *ibid.*, t. II, p. 271.

60. *New York American*, 10 déc. 1906.

61. Kowalsky à Leopold, n. d., repris dans le *New York American*, 11 déc. 1906.

62. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Leopold II...*, t. II, p. 272.

63. *New York American*, 10 déc. 1906.

64. *Ibid.*, 11 déc. 1906.

65. *Ibid.*, 10 déc. 1906.

66. Kowalsky à Leopold, n. d., *New York American*, 11 déc. 1906.

67. *Ibid.*

68. *Cf.* Congo Reform Association, *Evidence Laid before the Congo Commission of Inquiry at Bwembu, Bolobo, Lulanga, Baringa, Bongandanga, Ikau, Bonginda and Monsembe*; D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*; J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Leopold II...*, t. II, p. 111-122; S. J. S. COOKEY, *Britain and the Congo Question...*, p. 132-151.

69. Arthur CONAN DOYLE, *The Crime of the Congo*, p. 75; E. D. MOREL dans *Penny Pictorial*, oct. 1907, article 4 de la série.

70. *Daily Chronicle*, 7 nov. 1905.

71. *Ibid.*

72. *Ibid.*, 7, 11, 14, et 15 nov. 1905; *Daily News*, 15 nov. 1905.

Notes du chapitre XVII : Nul homme n'est étranger

1. *Regions Beyond*, janv.-fév. 1906, p. 46; également *Official Organ*, janv. 1906, p. 5.

2. *Procès-verbaux de la commission d'enquête instituée par décret du 23 juillet 1904*, 2 novembre 1904.

3. *Ibid.*, 21 nov. 1904.

4. *Ibid.*, 5 janv. 1905.

5. *Ibid.*, 2 janv. 1905.

6. Bne de VAUGHAN, *Quelques souvenirs...*, p. 101.

7. Léopold à Goffinet, 23 janv. 1906, cité dans L. RANIERI, *Léopold II urbaniste*, p. 247.

8. E. CARTON DE WIART, *Léopold II : souvenirs...*, p. 177.

9. N. ASCHERSON, *The King Incorporated...*, p. 219.

10. G. STINGLHAMBER et P. DRESSE, *Léopold II au travail*, p. 59.

11. J. CONRAD et F. M. HUEFFER, *The Inheritors*, p. 120.

12. L. BAUER, *Léopold le bien-aimé...*, p. 163 ; comte Louis de LICHTERVELDE, *Léopold II*, p. 374.

13. G. W. WILLIAMS, *A Report on the Congo-State...*, repris dans J. H. FRANKLIN, *George Washington Williams...*, p. 279.

14. Robert CHRISMAN et Nathan HARE, dir., *Pan-Africanism*, p. 302.

15. J. STENGERS, *Congo, mythes et réalités...*, p. 176.

16. S. J. S. COOKEY, *Britain and the Congo Question...*, p. 210.

17. Baron Léon VAN DER ELST, « Souvenirs sur Léopold II », *Revue générale*, 1923, cité dans B. EMERSON, *Léopold II of the*

Belgians, King of Colonialism (Léopold II : le royaume et l'empire), p. 259.

18. E. CARTON DE WIART, *Léopold II : souvenirs...*, p. 188.

19. Interview réalisée par Publishers' Press, parue dans le *New York American* du 11 déc. 1906.

20. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Leopold II...*, t. II, p. 349.

21. E. L. NORMANDY, *Black Americans and US Policy...*, p. 300.

22. *Cf.* J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Leopold II...*, t. I, p. 75-91 ; S. SHALOFF, *Reform...*, p. 84-94 ; et Rév. T. C. VINSON, *William McCutchan Morrison : Twenty Years in Central Africa*. Des dizaines de lettres de Morrison sont reprises dans R. BENEDETTO, éd., *Presbyterian Reformers in Central Africa...*

23. R. SLADE, *English-Speaking Missions...*, p. 317.

24. W. E. PHIPPS, *The Sheppards and Lapsley...*, p. 95-96.

25. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Leopold II...*, t. II, p. 225.

26. W. H. SHEPPARD, « From the Bakuba Country », *The Kassai Herald*, 1er janv. 1908, p. 12-13 (archives Sheppard).

27. Kocher au procureur, 31 juillet 1908, cité dans Daisy S. MARTENS, *A History of European Penetration and African Reaction in the Kasai Region of Zaire, 1880-1908*, p. 398.

28. Handley (consul général des États-Unis) au secrétaire d'État adjoint, 21 sept. 1909 (archives Sheppard).

29. Morrison à Chester, 9 août 1909, repris dans R. BENEDETTO, éd., *Presbyterian Reformers in Central Africa...*, p. 383.

30. CONAN DOYLE, *The Crime of the Congo*, p. IV.

31. Département d'État à H. L. Wilson, 2 juil. 1909, cité dans S. SHALOFF, *Reform...*, p. 119.

32. Morel à Vandervelde, juil. 1909, cité dans R. SLADE, *English-Speaking Missions...*, p. 371, note.

33. Cité dans Rév. T. C. VINSON, *William McCutchan Morrison...*, p. 99.

34. Émile VANDERVELDE, *Souvenirs d'un militant socialiste*, p. 90-91.

35. *Official Organ*, n° 5, janv. 1910, p. 465.

36. Morrison à Conan Doyle, repris dans *Official Organ*, n° 5, janv. 1910.

37. W. H. SHEPPARD, « The Days Preceding the Trial », *Christian Observer*, 10 nov. 1909.

38. Cité dans W. E. PHIPPS, *The Sheppards and Lapsley...*, p. 106.

39. Cité dans S. SHALOFF, *Reform...*, p. 125.

40. Cité dans W. E. PHIPPS, *The Sheppards and Lapsley...*, p. 106.

41. Bne de VAUGHAN, *Quelques, souvenirs...*, p. 203-204.

42. Vachel LINDSAY, « The Congo », in *The Congo and Other Poems*, 1916.

43. Casement en 1913 [?], cité dans P. SINGLETON-GATES et M. GIRODIAS, *The Black Diaries...*, p. 317.

44. Casement à Gertrude Bannister, mars 1904, cité dans B. INGLIS, *Roger Casement*, p. 113.

45. Casement à Alice Green, printemps 1907, cité *ibid.*, p. 152.

46. Casement à Cadbury, 7 juil. 1905, cité dans B. PORTER, *Critics of Empire...*, p. 267.

47. Casement à Alice Green, cité dans B. INGLIS, *Roger Casement*, p. 125.

48. Casement à Alice Green, 21 sept. 1906, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 78.

49. Casement à Parry, 9 oct. 1906, cité *ibid.*, p. 80-81.

50. Interview de sir Gerald Campbell, in René MACCOLL, *Roger Casement: A New Judgement*, p. 73, note.

51. Cité dans W. S. ADAMS, *Edwardian Portraits*, p. 203.

52. Morel à Casement, 12 juin 1913, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 173.

53. Casement à Cadbury, 4 juil. 1910, cité *ibid.*, p. 97.

54. Commentaire de Casement écrit sur une lettre de Charles Roberts, du 6 juin 1913, cîté *ibid.*, p. 172.

55. Casement, « The Putumayo Indians », *Contemporary Review*, sept. 1912, cité dans B. INGLIS, *Roger Casement*, p. 206.

56. Casement à Alice Green, 21 juin 1911, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 137.

57. R. CASEMENT, « The 1910 Diary », in P. SINGLETON-GATES et M. GIRODIAS, *The Black Diaries...*, p. 289 (20 nov. 1910).

58. *Ibid.*, p. 221 (9 août 1910).

59. Journal de Casement, 16 août 1911, cité dans B. INGLIS, *Roger Casement*, p. 194.

60. Conan Doyle au *Times*, 18 août 1909, repris dans CONAN DOYLE, *Letters to the Press*, éd. par John Michael GIBSON et Richard Lancelyn GREEN, p. 138.

61. Morel à Weeks, 9 nov. 1908, cité dans C. A. CLINE, *E. D. Morel, 1873-1924...*, p. 64.

62. Conan Doyle au *Daily Express*, 13 avr. 1910, repris dans CONAN DOYLE, *Letters...*, p. 152.

63. Morel à Claparède, 23 mars 1910, cité dans E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 202.

64. Morel au *Morning Post*, 4 juin 1907, cité dans W. R. LOUIS, « The Triumph of the Congo Reform Movement, 1905-1908 », in Jeffrey BUTLER, dir., *Boston University Papers on Africa*, t. II, p. 280.

65. Grey à Cromer, 13 mars 1908, cité dans E. D. MOREL, *E. D. Morel's History...*, p. 199, note.

66. *African Mail*, 27 août 1909, p. 463.

67. *Official Organ*, n° 10, août 1912, p. 799.

68. Casement à Morel, 13 juin 1912, cité dans W. R. LOUIS, « Roger Casement and the Congo », p. 119.

69. Allocution de Morel devant le comité exécutif de la CRA, 25 avr. 1913, publié dans *Official Organ*, juil. 1913, p. 986-987.

70. Supplément à l'*African Mail*, 27 juin 1913, p. 12.

71. *Ibid.*, p. 6.

Notes du chapitre XVIII : Victoire ?

1. Cité dans Robert E. PARK, « A King in Business : Leopold II of Belgium, Autocrat of the Congo and International Broker », repris dans Stanford M. LYMAN, *Militarism, Imperialism, and Racial Accommodation : An Analysis and Interpretation of the Early Writings of Robert E. Park*, p. 214.

2. G. STINGLHAMBER et P. DRESSE, *Léopold II au travail*, p. 131.

3. J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Leopold II...*, t. II, p. 432.

4. J. STENGERS, *Combien le Congo...*, p. 172 et 275.

5. H. M. HYDE, *Mexican Empire...*, p. 321-324 ; Jasper RIDLEY, *Maximilian and Juárez*, p. 290 ; Gene SMITH, *Maximilian and Carlota : A Tale of Romance and Tragedy*, p. 290 ; H. de Reinach FOUSSEMAGNE, *Charlotte de Belgique, impératrice du Mexique*, p. 378. La plupart des récits concernant les soixante dernières années de la vie de Carlota sont de seconde ou de troisième main, car la famille royale cachait celle-ci à l'opinion.

6. *Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique ?*, de Jean STENGERS,

constitue l'étude la plus complète des finances de Léopold ; certaines questions n'en demeurent pas moins sans réponse.

7. Le lecteur trouvera ci-après une version condensée des calculs de Marchal (lettre à l'auteur en réponse à une question sur ce sujet, 30 juil. 1997) :

– Prêts accordés à l'État du Congo non investis au Congo, mais dépensés par Léopold en Europe : 110 millions de francs (J. STENGERS, « La dette publique de l'État indépendant du Congo [1879-1908] », in *La Dette publique aux XVIIIe et XIXe siècles : son développement sur le plan local, régional et national*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1980, p. 309).

– Estimation des bénéfices non comptabilisés tirés du caoutchouc à l'apogée du boom, soit de 1898 à 1908, provenant en majeure partie du caoutchouc récolté sur les terres de l'État, mais comprenant aussi les revenus des participations de l'État dans les principales compagnies concessionnaires (ABIR, Compagnie du Kasaï et Société anversoise) : 110 millions de francs. Ce chiffre ne comprend pas les bénéfices des récoltes de caoutchouc antérieures, ni ceux provenant des participations de l'État dans six ou sept compagnies de moindre importance.

8. Alexandre DELCOMMUNE, *L'Avenir du Congo belge menacé*, 1919, cité dans Michel MASSOZ, *Le Congo de Léopold II (1878-1908)*, Liège, Soledi, 1989, p. 576.

9. D. NORTHRUP, *Beyond the Bend in the River...*, p. 109.

10. *Ibid.*, p. 161.

11. *Ibid.*, p. 99.

12. Jules Marchal, lettre à l'auteur, 11 juin 1997.

13. Robert CORNEVIN, *Histoire du Zaïre des origines à nos jours*, p. 286-288.

14. R. ANSTEY, *King Leopold's Legacy : The Congo under Belgian Rule, 1908-1960*, p. 144-152.

15. Jean SURET-CANALE, *L'Afrique noire occidentale et centrale : l'ère coloniale, 1900-1954*, p. 21 (de l'édition américaine : *French Colonialism in Tropical Africa 1900-1945*, New York, Pica Press, 1971).

16. J. SURET-CANALE, *French Colonialism...*, p. 20-28 ; R. WEST, *Congo*, p. 165-181 ; Catherine COQUERY-VIDROVITCH, *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires, 1898-1930*, p. 171-197.

17. J. VANSINA, *Paths in the Rainforest* (trad. fr. : *Sur les sentiers du passé en forêt : le cheminement de la tradition politique ancienne de l'Afrique équatoriale)*, p. 239.

18. *Ibid.*, p. 242.

19. C. COQUERY-VIDROVITCH, *Le Congo au temps...*, p. 181.

20. Étienne Clémentel, cité dans T. PAKENHAM, *The Scramble for Africa...*, p. 639.

21. C. COQUERY-VIDROVITCH, *Le Congo au temps...*, p. 195.

22. J. STENGERS, *Combien le Congo...*, p. 278-279 ; J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Leopold II...*, t. I, p. 45.

23. Jon SWAN, « The Final Solution in South West Africa », p. 51 ; T. PAKENHAM, *The Scramble for Africa...*, p. 611.

24. Holt à Morel, 5 oct. 1909, cité dans W. R. LOUIS, *Great Britain and Germany's Lost Colonies, 1914-1919*, p. 34.

25. J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 50.

26. R. BENEDETTO, éd., *Presbyterian Reformers in Central Africa...*, p. 30, 423-425.

27. D. F. ROTH, *« Grace Not Race »...*, p. 283.

28. W. E. PHIPPS, *The Sheppards and Lapsley...*, préface.

29. Darrell FIGGIS, *Recollections of the Irish War*, p. 11, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 190.

30. Casement à Morten, 1er mai 1914, cité dans Roger SAWYER, *Casement : The Flawed Hero*, p. 114.

31. Roger Casement dans l'*Irish Independent*, 5 oct. 1914, cité dans P. SINGLETON-GATES et M. GIRODIAS, *The Black Diaries...*, p. 357-358.

32. Casement, le 28 sept. 1915, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 309.

33. Basil THOMPSON (l'agent de Scotland Yard qui interrogea Casement), *Queer People*, p. 87.

34. Casement à sa sœur Nina, 15 juil. 1916, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 351.

35. B. INGLIS, *Roger Casement*, p. 313.

36. *Ibid.*, p. 364.

37. Repris dans P. SINGLETON-GATES et M. GIRODIAS, *The Black Diaries...*, p. 498.

38. B. INGLIS, *Roger Casement*, p. 346.

39. A. Fenner Brockway, cité *ibid.*, p. 368.

40. Père Thomas Carey, passage écrit le 5 août 1916, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 448.

41. Ellis (le bourreau) dans *The Catholic Bulletin*, août 1928, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 448.

42. Casement à Morten, 28 juil. 1916, cité dans B. L. REID, *The Lives...*, p. 436.

43. W. S. ADAMS, *Edwardian Portraits*, p. 212.

44. H. M. SWANWICK, *Builders of Peace: Being Ten Year's History of the Union of Democratic Control*, p. 187.

45. Marvin SWARTZ, *The Union of Democratic Control in British Politics during the First World War*, p. 105 ; H. M. SWANWICK, *Builders of Peace...*, p. 98.

46. A. J. P. TAYLOR, *The Trouble Makers*, p. 120.

47. *Daily Sketch*, 1er déc. 1915, cité dans C. A. CLINE, *E. D. Morel, 1873-1924...*, p. 103, et dans M. SWARTZ, *The Union of Democratic Control...*, p. 111.

48. *Daily Express*, 4 avril 1915, cité dans C. A. CLINE, *E. D. Morel, 1873-1924...*, p. 110.

49. *Evening Standard*, 7 juil. 1917, cité dans W. S. ADAMS, *Edwardian Portraits*, p. 210.

50. Alice Green à Morel, cité dans R. MACCOLL, *Roger Casement...*, p. 273-274.

51. *The Autobiography of Bertrand Russell*, t. II, p. 36-37.

52. Bertrand RUSSELL, *Freedom versus Organization, 1814-1914*, New York, 1962, p. 402, cité dans M. SWARTZ, *The Union of Democratic Control...*, p. 50.

53. Note de M. N. Kearney, 10 oct. 1916, FO 371/2828/202398, PRO, cité dans C. A. CLINE, *E. D. Morel, 1873-1924...*, p. 111.

54. *The Persecution of E. D. Morel: The Story of his Trial and Imprisonment*, avec une introduction de sir D. M. STEVENSON et une préface de Thomas JOHNSTON, Glasgow, Reformers' Bookstall, 1918, p. 11.

55. E. D. MOREL, « At Pentonville : September, 1917-January, 1918 », in *Thoughts on the War: The Peace – and Prison*, éd. par Robert SMILLIE, Londres, 1920, p. 60.

56. *Ibid.*, p. 62.

57. *Ibid.*, p. 66.

58. Russell à Murray, 27 mars 1918, in *The Autobiography of Bertrand Russell*, t. II, p. 108.

59. Cocks, F. Seymour, « E. D. Morel », *Foreign Affairs : A Journal of International Understanding*, t. VI, n° 6, p. 118.

60. Archives Morel F 1, 7, cité dans J. MARCHAL, *E. D. Morel contre Leopold II...*, t. I, p. 10.

Notes du chapitre XIX : Le grand oubli

1. J. CONRAD, *Heart of Darkness : An Authoritative Text...*, p. 27.

2. G. STINGLHAMBER et P. DRESSE, *Léopold II au travail*, p. 52-53.

3. Strauch à Wauters, 1911, cité dans H. M. STANLEY, *Unpublished Letters*, p. XI.

4. R. de PREMOREL, *Kassai...*, p. 97.

5. Émile Verhaeren, « La Belgique sanglante », cité dans James Morgan READ, *Atrocity Propaganda, 1914-1919*, p. 35.

6. J. M. READ, *ibid.*, p. 78-96.

7. Jules Marchal, interview, sept. 1995.

8. État-major de la Force publique, *L'Afrique et le Congo jusqu'à la création de l'État indépendant du Congo*, Léopoldville, 1er juin 1959, p. 10-11, cité dans J. STENGERS, « Belgian Historiography since 1945 », in P. C. EMMER et H. L. WESSELING, dir., *Reappraisals in Overseas History*, p. 165.

9. État-major de la Force publique, *L'État indépendant du Congo (1885-1908)*, Léopoldville, 1er oct. 1959, p. 145, cité dans J. STENGERS, « Belgian Historiography... », p. 165.

10. L'œuvre de pionniers de deux prêtres belges, les pères Edmond Boelaert et Gustaaf Hulstaert, mérite une mention particulière. Voir aussi D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, et R. ANSTEY, « The Congo Rubber Atrocities – A Case Study ».

11. S. H. NELSON, *Colonialism in the Congo Basin, 1880-1940*, p. 104.

12. D. VANGROENWEGHE, *Du sang sur les lianes*, p. 234.

13. J. VANSINA, *The Children of Woot...*, p. 230.

14. Johannes FABIAN, *Remembering the Present : Painting and Popular History in Zaire*, p. 27-28, 55, 60, 261.

15. J. STENGERS, *Congo, mythes et réalités...*, p. 271.

16. J. BREMAN, « The Civilization of Racism : Colonial and Postcolonial Development Policies », in J. BREMAN, dir., *Imperial Monkey Business...*, p. 145.

17. Sean KELLY, *America's Tyrant: The CIA and Mobutu of Zaire*, p. 57-60. L'exposé très minutieux de Kelly est fondé à la fois sur des interviews et sur des documents, en particulier le rapport révélateur du 20 nov. 1975 du comité d'enquête du Sénat, dirigé par le sénateur Frank Church, *Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders: An Interim Report of the Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities.*

18. John RANELAGH, *The Agency: The Rise and Decline of the CIA*, p. 342, cité dans S. KELLY, *America's Tyrant...*, p. 59.

19. Pour des informations plus détaillées et complètes sur la complicité de la Belgique dans le meurtre de Lumumba voir Ludo DE WITTE, *L'Assassinat de Lumumba*, Kessel-Lo, Van Halewyck, 1999 – Paris, Karthala, 2000.

20. Crawford YOUNG, « The Northern Republics 1960-1980 », in David BIRMINGHAM et Phyllis M. MARTIN, *History of Central Africa*, p. 325 ; S. KELLY, *America's Tyrant...*, p. 52, 170.

21. S. KELLY, *America's Tyrant...*, p. 178.

22. Helen WINTERNITZ, *East along the Equator: A Journey up the Congo and into Zaire*, p. 270.

23. George Bush, le 29 juin 1989, cité dans S. KELLY, *America's Tyrant...*, p. 1.

24. *The Guardian*, 13 mai 1997.

25. Blaine HARDEN, *Africa: Dispatches from a Fragile Continent*, New York, Norton, 1990, p. 38.

26. Cité dans Pascal BRUCKNER, *Le Sanglot de l'homme blanc*, p. 84 (de l'édition américaine : *The Tears of the White Man: Compassion as Contempt*).

Notes de l'épilogue

1. *Congorudi*, oct. 2001.

2. *Bulletin du Cercle royal namurois des anciens d'Afrique*, n° 4, 1998.

3. *The Guardian*, 13 mai 1999.

4. Colette BRAECKMAN, *Les Nouveaux Prédateurs : politique des puissances en Afrique centrale*, Paris, Fayard, 2003, p. 35.

5. *The Guardian*, 13 mai 1999.

6. Pour de plus amples détails sur les dérobades et les dénis de l'exposition de 2005, voir mon article « In the Heart of Darkness », *New York Review of Books*, 22 sept. 2005.

7. Kevin GRANT, *A Civilised Savagery : Britain and the New Slaveries in Africa, 1884-1926*, Londres, Routledge, 2005.

8. Par exemple, Jozef VAN WING, *Études Bakongo : histoire et sociologie*, Bruxelles, Goemaere, 1920, p. 115 ; ou Léon de SAINT MOULIN, « What Is Known of the Demographic History of Zaire Since 1885 ? », in Bruce FETTER, dir., *Demography from Scanty Evidence : Central Africa in the Colonial Era*, Boulder (Colo.), Lynne Rienner, 1990, p. 303.

9. Isidore NDAYWEL È NZIEM, *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République démocratique*, Paris, Duculot-Bruxelles, De Boeck & Larcier, 1998, p. 344. Le professeur Ndaywel è Nziem m'informe que les recherches ultérieures pour la prochaine édition de son livre l'ont conduit à réduire son estimation à dix millions. Cela impliquerait néanmoins toujours une chute de cinquante pour cent de la population.

10. Sur cette affaire, et sur nombre d'autres points, voir Michela WRONG, *In the Footsteps of Mr. Kurtz : Living on the Brink of Disaster in Mobutu's Congo*, New York, HarperCollins, 2001.

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie la plus complète existant sur le Congo de l'ère coloniale est celle compilée sous la direction de Jean-Luc Vellut *et al.* : *Bibliographie historique du Zaïre à l'époque coloniale (1880-1960) : travaux publiés en 1960-1996* (Louvain, Centre d'histoire de l'Afrique, Université de Louvain, coll. « Enquêtes et documents d'histoire africaine », 1996). Le lecteur trouvera ci-dessous les références des ouvrages que j'ai utilisés.

La tyrannie de l'ordre alphabétique ne peut rendre justice à l'aide que les livres d'autres auteurs m'ont apportée pour la rédaction de celui-ci. Je voudrais donc, pour commencer, rendre hommage à ceux dont je me suis le plus inspiré.

Parmi les sources de première main dues aux principaux protagonistes de cette histoire, je citerai les écrits du roi Affonso Ier, de Roger Casement, Joseph Conrad, William Sheppard, Henry Morton Stanley, George Washington Williams et Edmund Dene Morel. Il n'existe pas d'édition complète de la volumineuse correspondance et des innombrables mémorandums du roi Léopold II ; toutefois, des centaines de ces documents sont repris dans le livre d'Édouard Van der Smissen, *Léopold II et Beernaert, d'après leur correspondance inédite de 1884 à 1894* ; certains sont également cités dans *Aux origines de l'État indépendant du Congo*, de François Bontinck, important recueil de lettres et de documents sur les débuts de cette période. Grâce à la récente anthologie de Robert Benedetto, de nombreux matériaux originaux sur l'action des

missionnaires presbytériens en faveur des droits de l'homme sont enfin disponibles.

Il existe des biographies de la plupart des grandes figures européennes et américaines de l'histoire du Congo – mais non de leurs homologues africains. J'ai surtout utilisé les biographies de Stanley par John Bierman et Frank McLynn ; de Casement par Brian Inglis et B. L. Reid ; et les études (bien qu'aucune ne soit la biographie exhaustive qu'il mérite) sur E. D. Morel de Catherine Cline, A. J. P. Taylor, F. Seymour Cocks et W. S. Adams. La biographie de George Washington Williams due à John Hope Franklin a tiré Williams de l'oubli et m'a fourni la plupart des sources du chapitre VIII. Parmi les diverses biographies de Léopold II, celles de Barbara Emerson et de Neal Ascherson se sont révélées essentielles ; la plupart des matériaux concernant la vie privée du roi proviennent des mémoires de ses aides de camp, Gustave Stinglhamber et le baron Carton de Wiart.

The Scramble for Africa, de Thomas Pakenham, tour d'horizon de la diplomatie de cette période, témoigne d'une attention aux détails et d'un sens de la description dignes d'un romancier, dont j'ai été heureux et reconnaissant de me servir. J'ai été inspiré également par *The River Congo* de Peter Forbath, l'un des rares écrivains qui aient perçu la tragédie de la vie du roi Affonso Ier. De nombreux ouvrages érudits parus au cours des vingt ou trente années écoulées constituent une mine d'informations. J'ai trouvé particulièrement précieux les études de Ruth Slade, Robert Harms, Stanley Shaloff, S. J. S. Cookey, David Lagergren ainsi que les nombreux écrits de Jean Stengers. *Le Congo belge et la Weltpolitik (1894-1914)*, de Jacques Willequet contient les délicieux matériaux relatifs à l'opération de corruption de la presse à laquelle se livra Léopold.

Enfin, plusieurs auteurs belges ont introduit récemment un changement bienvenu par rapport aux décennies pendant lesquelles une histoire du Congo à l'eau de rose était la norme habituelle dans leur pays. *Du sang sur les lianes*, de Daniel Vangroenweghe, est un ouvrage aussi passionné qu'utile. L'étude de Guy De Boeck sur les mutineries de la Force publique montre bien que ces rébellions annonçaient les guérillas anticolonialistes de notre demi-siècle. Enfin, l'édition en langue française des

quatre volumes de l'histoire du Congo, de 1876 à 1910, de Jules Marchal constitue à ce jour la meilleure étude sur cette période cruciale. Je me suis inspiré de son ouvrage à proprement parler encyclopédique à d'innombrables reprises. J'ai une grande dette envers Marchal, et quiconque écrira sur cette période pendant les années à venir lui devra également beaucoup.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

SOURCES PUBLIÉES

ADAMS (W. S.), *Edwardian Portraits*, Londres, Secker & Warburg, 1957.

AFFONSO Ier, *Correspondance de dom Afonso, roi du Congo, 1506-1543*, éd. par Louis JADIN et Mireille DICORATO, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1974.

Annexe aux Annales du musée du Congo, « Ethnographie et Anthropologie », IVe série, fascicule 1 : *L'État indépendant du Congo. Documents sur le pays et ses habitants*, Bruxelles, 1903.

ANSTEY (Roger), *Britain and the Congo in the Nineteenth Century*, Oxford, Clarendon Press, 1962 ;

–, *King Leopold's Legacy : The Congo under Belgian Rule, 1908-1960*, Londres, Oxford University Press, 1966 ;

–, « The Congo Rubber Atrocities – A Case Study », *African Historical Studies*, t. IV, n° 1, 1971, p. 59-76.

ARNOLD (Nicolas) *et al.*, *À nos héros coloniaux morts pour la civilisation, 1876-1908*, Bruxelles, La Ligue du souvenir congolais, 1931.

ARONSON (Theo), *Defiant Dynasty : The Coburgs of Belgium*, New York, Bobbs-Merrill, 1968.

ASCHERSON (Neal), *The King Incorporated : Leopold II in the Age of Trusts*, Londres, George Allen & Unwin, 1963.

AXELSON (Sigbert), *Culture Confrontation in the Lower Congo : From the Old Congo Kingdom to the Congo Independent State, with Special Reference to the Swedish Missionaries in the 1880s and 1890s*, Falköping (Suède), Gummessons, 1970.

BALANDIER (Georges), *La Vie quotidienne au royaume du Kongo du XVIe au XVIIIe siècle*, Paris, Hachette, 1965.

BAUER (Ludwig), *Léopold le bien-aimé, roi des Belges*, trad. de l'allemand par Raymond HENRY, Paris, Albin Michel, 1935.

BAWELE (Mumbanza Mwa), « Afro-European Relations in the Western Congo Basin c. 1884-1885 », in FÖRSTER, MOMMSEN et ROBINSON, *Bismarck, Europe..., infra.*

BAYLEN (Joseph O.), « Senator John Tyler Morgan, E. D. Morel and the Congo Reform Association », *The Alabama Review*, avril 1962, p. 117-132.

BEDERMAN (Sanford H.), « The 1876 Brussels Geographical Conference and the Charade of the European Cooperation in African Exploration », *Terrae incognitae*, n° 21, 1989, p. 63-73.

BENEDETTO (Robert), éd., *Presbyterian Reformers in Central Africa : A Documentary Account of the American Presbyterian Congo Mission and the Human Rights Struggle in the Congo, 1890-1918*, Leyde, E. J. Brill, 1996.

BIERMAN (John), *Dark Safari : The Life behind the Legend of Henry Morton Stanley*, New York, Alfred A. Knopf, 1990.

Biographie coloniale belge, t. I-VI (t. VI : *Biographie belge d'outre-mer*), Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales-Académie royale des sciences d'outre-mer, 1948-1968.

BIRMINGHAM (David) et MARTIN (Phyllis M.), dir., *History of Central Africa*, t. II, New York, Longman 1983.

BOAHEN (A. Adu), dir., *Histoire générale de l'Afrique*, t. VII : *L'Afrique sous la domination coloniale*, Paris, Unesco, 1987.

BOELAERT (E.), « Ntange », *Æquatoria*, t. XV, n° 2, p. 58-62, et n° 3, p. 96-100, Coquilhatville (Congo belge), 1952.

BONTINCK (François), *Aux origines de l'État indépendant du Congo : documents tirés d'archives américaines*, Paris, Louvain, Nauwelaerts, « Publications de l'université Lovanium de Léopoldville », 1966.

BREMAN (Jan), « Primitive Racism in a Colonial Setting », in J. BREMAN, dir., *Imperial Monkey Business : Racial Supremacy in Social Darwinist Theory and Colonial Practice*, Amsterdam, VU University Press, 1990 ;

–, « The Civilization of Racism : Colonial and Postcolonial Development Policies », *ibid.*

BRICUSSE (Georges), *Les Carnets de campagne de Georges Bricusse (6 février 1894-18 juillet 1896)*, éd. par Pierre SALMON, Bruxelles, Éd. CEMUBAC, 1966.

BUELL (Raymond Leslie), *The Native Problem in Africa*, New York, Macmillan, 1928.

CANISIUS (Edgar), *A Campaign Amongst Cannibals*, Londres, R. A. Everett & Co., 1903 (publié en un volume avec BURROWS [capitaine Guy], *The Curse of Central Africa*, sous ce dernier titre).

CARTON DE WIART (baron E.), *Léopold II : souvenirs des dernières années, 1901-1909*, Bruxelles, Les Œuvres Goemaere, 1944.

CASEMENT (Roger), *The Crime against Europe : The Writings and Poetry of Roger Casement*, éd. par Herbert O. MACKEY, Dublin, C. J. Fallon, 1958 ;

–, « The 1903 Diary », in SINGLETON-GATES et GIRODIAS, *The Black Diaries...*, *infra* ;

–, « The Congo Report », *ibid.* ;

–, « The 1910 Diary », *ibid.* ;

–, *Le Rapport Casement*, éd. annotée par Daniel VANGROENWEGHE et Jean-Luc VELLUT, Louvain, Université catholique de Louvain, 1985.

CHANAIWA (D.), « African Initiatives and Resistance in Southern Africa », in BOAHEN, *General History...*, *supra.*

CLINE (Catherine Ann), *E. D. Morel, 1873-1924 : The Strategies of Protest*, Belfast, Blackstaff Press, 1980.

COCKS (F. Seymour), *E. D. Morel : The Man and his Work*, Londres, George Allen & Unwin, 1920.

CONAN DOYLE (sir Arthur), *The Crime of the Congo*, New York, Doubleday, Page & Company, 1909.

–, *Letters to the Press*, éd. par John Michael GIBSON et Richard Lancelyn GREEN, Londres, Secker & Warburg, 1986.

Le Congo belge en images, Bruxelles, Lebègue & Cie, 1914.

Congo Reform Association, *Evidence Laid before the Congo Commission of Inquiry at Bwembu, Bolobo, Lulanga, Baringa, Bongandanga, Ikau, Bonginda and Monsembe*, Liverpool, 1905.

CONRAD (Joseph), *Heart of Darkness : An Authoritative Text ; Background and Sources ; Criticism*, éd. par Robert KIMBROUGH, Norton Critical Edition, 3e éd., New York, W. W. Norton & Co., 1988. (Pour les traductions en français, *cf.* note 1 du chap. IX.)

CONRAD (Joseph) et HUEFFER (Ford M.) [Ford Madox Ford], *The Inheritors*, Garden City (N.Y.), Doubleday, Page & Company, 1914, p. 165.

COOKEY (S. J. S.), *Britain and the Congo Question: 1885-1913*, Londres, Longmans, Green & Co., 1968.

COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires, 1898-1930*, Paris, La Haye, Mouton, 1972 ;

–, « The Colonial Economy of the Former French, Belgian and Portuguese Zones, 1914-1935 », in BOAHEN, *General History...*, *supra*.

CORNET (René J.), *La Bataille du rail*, Bruxelles, Éd. L. Cuypers, 1958.

CORNEVIN (Robert), *Histoire de la colonisation allemande*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 1969.

–, *Histoire du Zaïre des origines à nos jours*, 4e éd., Paris, Académie des sciences d'outre-mer, 1989.

COUROUBLE (Léopold), *En plein soleil : les maisons du juge. Le voyage à Bankana*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1930.

CUVELIER (Jean), *L'Ancien Royaume du Congo : fondation, découverte, première évangélisation de l'ancien royaume du Congo, règne du grand roi Affonso Mvemba Nzinga († 1541)*, Bruges, Desclée de Brouwer, 1946.

DAVIDSON (Basil), *The African Awakening*, Londres, Jonathan Cape, 1955 (trad. de l'anglais par Thomas DIAP et Michel LIGNY sous le titre *Le Réveil de l'Afrique*, Paris, Présence africaine, 1957).

–, *L'Afrique avant les Blancs. Redécouverte du passé oublié de l'Afrique*, trad. de l'anglais par Pierre VIDAUD, Paris, PUF, 1962.

DAYE (Pierre), *Léopold II*, Paris, Arthème Fayard et Cie, 1934.

DE BOECK (Guy), *Baoni : les révoltes de la Force publique sous Léopold II, Congo, 1895-1908*, Bruxelles, Éd. EPO, 1987.

DEBRUNNER (Hans Werner), *Presence and Prestige : Africans in Europe. A History of Africans in Europe before 1918*, Bâle, Basler Afrika Bibliographien, 1979.

DEPELCHIN (Jacques), *From the Congo Free State to Zaire : How Belgium Privatized the Economy. A History of Belgian Stock Companies in Congo-Zaire from 1885 to 1974*, Dakar (Sénégal), Codesria, 1992.

DONNY (Albert) *et al.*, *Manuel du voyageur et du résident au Congo*, Bruxelles, Hayez, 1897-1901, 5 vol.

DUIGNAN (Peter), « The USA, the Berlin Conference, and its

Aftermath, 1884-1885 », in FÖRSTER, MOMMSEN et ROBINSON, *Bismarck, Europe..., infra.*

DUMONT (Georges-Henri), *Léopold II*, Paris, Fayard, 1990.

EMERSON (Barbara), *Léopold II of the Belgians : King of Colonialism*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1979 (trad. de l'anglais par Hervé DOUXCHAMPS et Gérard COLDON, sous le titre *Léopold II : le royaume et l'empire*, Paris, Duculot, 1988).

FABIAN (Johannes), *Remembering the Present : Painting and Popular History in Zaire*, Berkeley, University of California Press, 1996.

FETTER (Bruce), *Colonial Rule and Regional Imbalance in Central Africa*, Boulder (Colo.), Westview Press, 1983.

FETTER (Bruce), dir., *Demography from Scanty Evidence : Central Africa in the Colonial Era*, Boulder (Colo.), Lynne Rienner Publishers, 1990.

FLAMENT (F.) *et al.*, *La Force publique de sa naissance à 1914 : participation des militaires à l'histoire des premières années du Congo*, Bruxelles, Institut royal colonial belge, 1952.

FORBATH (Peter), *The River Congo : The Discovery, Exploration and Exploitation of the World's Most Dramatic River*, New York, Harper & Row, 1977.

FÖRSTER (Stig), MOMMSEN (Wolfgang J.) et ROBINSON (Ronald), *Bismarck, Europe and Africa : The Berlin Africa Conference, 1884-1885 and the Onset of Partition*, Londres, Oxford University Press, 1988.

FOUSSEMAGNE (H. de Reinach), *Charlotte de Belgique, impératrice du Mexique*, Paris, Plon-Nourrit et Cie, 1925.

FRANKLIN (John Hope), *George Washington Williams : A Biography*, Chicago, University of Chicago Press, 1985.

FREDDY (G.), *Léopold II intime*, Paris, Félix Juven, 1905.

FRY (Joseph A.), *Henry S. Sanford : Diplomacy and Business in Nineteenth Century America*, Reno, University of Nevada Press, 1982 ;

–, *John Tyler Morgan and the Search for Southern Autonomy*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1992.

FURLEY (Oliver), « The Humanitarian Impact », in C. J. BARTLETT, dir., *Britain Preeminent : Studies of British World Influence in the Nineteenth Century*, Londres, Macmillan, 1969.

GANN (L. H.) et DUIGNAN (Peter), dir., *Colonialism in Africa, 1870-1960*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, 5 vol.

–, *The Rulers of Belgian Africa, 1884-1914*, Princeton, Princeton University Press, 1979.

GÉRARD (Jo), *Le Pharaon des Belges : Léopold II*, Bruxelles, Éd. J. M. Collet, 1984.

GIFFORD (Prosser) et LOUIS (William Roger), dir., *Britain and Germany in Africa : Imperial Rivalry and Colonial Rule*, New Haven, Yale University Press, 1967 ;

–, *France and Britain in Africa : Imperial Rivalry and Colonial Rule*, New Haven, Yale University Press, 1971.

GLAVE (E. J.), « Cruelty in the Congo Free State », *The Century Magazine*, sept. 1897, p. 699-715.

GOEDLEVEN (Edgard), *Les Serres royales de Laeken*, Bruxelles, Lannoo/Duculot/Inbel, 1989.

GRAND-CARTERET (John), *Popold II, roi des Belges et des belles : devant l'objectif caricatural*, Paris, Louis-Michaud, 1908.

GRÜNDER (Horst), « Christian Missionary Activities in Africa in the Age of Imperialism and the Berlin Conference of 1884-1885 », in FÖRSTER, MOMMSEN et ROBINSON, *Bismarck, Europe..., supra.*

HALEN (Pierre) et RIESZ (János), dir., *Images de l'Afrique et du Congo/Zaïre dans les lettres françaises de Belgique et alentour : actes du colloque international de Louvain-la-Neuve (4-6 février 1993)*, Bruxelles, Éd. du Trottoir, 1993.

HALL (Richard), *Stanley : An Adventurer Explored*, Londres, Collins, 1974.

HARLAN (Louis R.), *Booker T. Washington : The Wizard of Tuskegee, 1901-1915*, New York, Oxford University Press, 1983 ;

–, *Booker T. Washington in Perspective : Essays of Louis. R. Harlan*, éd. par Raymond W. SMOCK, Jackson, University Press of Mississippi, 1988.

HARMS (Robert), « The End of Red Rubber : A Reassessment », *Journal of African History*, t. XVI, n° 1, 1975, p. 73-88 ;

–, *River of Wealth, River of Sorrow : The Central Zaire Basin in the Era of the Slave and Ivory Trade, 1500-1891*, New Haven, Yale University Press, 1981 ;

–, « The World ABIR Made : The Maringa-Lopori Basin, 1885-1903 », *African Economic History*, n° 22, 1983, p. 125-139.

HAVEAUX (G. L.), *La Tradition historique des Bapende orientaux*, Bruxelles, Institut royal colonial belge, 1954.

HAWKINS (Hunt), « Mark Twain's Involvement with the Congo Reform Movement : "A Fury of Generous Indignation" », *The New England Quarterly*, juin 1978, p. 147-175 ;

–, « Joseph Conrad, Roger Casement and the Congo Reform Movement », *Journal of Modem Literature*, t. IX, n° 1, 1981-1982, p. 65-80.

HILTON (Anne), *The Kingdom of Kongo*, Oxford, Clarendon Press, 1985.

HONOUR (Hugh), *L'Image du Noir dans l'art occidental*, t. IV : *De la Révolution à la Première Guerre mondiale*, Paris, Gallimard, 1989, 2 vol.

HULSTAERT (Gustaaf), « Documents africains sur la pénétration européenne dans l'Équateur », *Enquêtes et Documents d'histoire africaine*, n° 2, 1977, Louvain.

HYDE (H. Montgomery), *Mexican Empire : The History of Maximilian and Carlota of Mexico*, Londres, Macmillan, 1946.

HYLAND (Paul), *The Black Heart : A Voyage into Central Africa*, New York, Henry Holt and Company, 1989.

INGLIS (Brian), *Roger Casement*, Londres, Hodder and Stoughton, 1973.

ISAACMAN (A.) et VANSINA (J.), « African Initiatives and Resistance in Central Africa, 1880-1914 », in BOAHEN, *General History...*, *supra*.

JANSSENS (Édouard) et CATEAUX (Albert), *Les Belges au Congo*, Anvers, J. Van Hille-De Backer, 1907-1912, 3 vol.

KATZ (Fred E.), *Ordinary People and Extraordinary Evil : A Report on the Beguilings of Evil*, Albany, State University of New York Press, 1993.

KELLY (Sean), *America's Tyrant : The CIA and Mobutu of Zaire*, Washington (D.C.), American University Press, 1993.

KIVILU (Sabakinu), « La région de Matadi dans les années 1880 », in *Le Centenaire de l'État indépendant du Congo : recueil d'études*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1988.

KIWANUKA (M. Semakula), « Colonial Policies and Administrations in Africa : The Myths of the Contrasts », in Gregory

MADDOX, dir., *The Colonial Epoch in Africa*, New York, Garland Publishing, 1993.

LAGERGREN (David), *Mission and State in the Congo : A Study of the Relations between Protestant Missions and the Congo Independent State Authorities, with Special Reference to the Equator District, 1885-1903*, Uppsala (Suède), Gleerup, 1970.

LAPSLEY (Samuel), *Life and Letters of Samuel Norvell Lapsley : Missionary to the Congo Valley, West Africa, 1886-1892*, Richmond (Va.), Whittet & Shepperson, 1893. (Les citations proviennent de l'édition complète, comportant 242 pages, et non de l'édition abrégée.)

LECLERCQ (Louis), « Les carnets de campagne de Louis Leclercq. Étude de mentalité d'un colonial belge », éd. par Pierre SALMON, *Revue de l'université de Bruxelles*, nouvelle série, n° 3, fév.-avr. 1970, p. 233-302.

LEDERER (A.), « L'impact de l'arrivée des Européens sur les transports en Afrique centrale », in *Le Centenaire de l'État indépendant du Congo : recueil d'études*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1988.

LEJEUNE-CHOQUET (Adolphe), *Histoire militaire du Congo : explorations, expéditions, opérations de guerre, combats et faits militaires*, Bruxelles, Maison d'édition Alfred Castaigne, 1906.

LEMAIRE (Charles), *Au Congo : comment les Noirs travaillent*, Bruxelles, Imprimerie scientifique Ch. Bulens, 1895 ;

–, « Charles Lemaire à l'équateur : son journal inédit, 1891-1895 », éd. par Daniel VANGROENWEGHE, *Annales Æquatoria*, n° 7, 1986, p. 7-73.

LICHTERVELDE (comte Louis de), *Léopold II*, Paris, Plon-Bruxelles, Dewil, 1927.

LIEBRECHTS (Charles), *Congo : suite à mes souvenirs d'Afrique*, Bruxelles, Office de publicité, 1920.

LINDQVIST (Sven), « *Exterminate All the Brutes* » : *One Man's Odyssey into the Heart of Darkness and the Origins of European Genocide*, New York, New Press, 1996.

LOUIS (William Roger), « Roger Casement and the Congo », *Journal of African History*, t. V, n° 1, 1964, p. 99-120 ;

–, « The Philosophical Diplomatist : Sir Arthur Hardinge and King Leopold's Congo, 1906-1911 », *Bulletin des séances de l'Académie royale des sciences d'outre-mer*, 1965, p. 1402-1430 ;

–, « The Stokes Affair and the Origins of the Anti-Congo Campaign, 1895-1896 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, 43, 1965, p. 572-584 ;
–, « The Triumph of the Congo Reform Movement, 1905-1908 », in Jeffrey BUTLER, dir., *Boston University Papers on Africa*, t. II, Boston, Boston University Press, 1966 ;
–, *Great Britain and Germany's Lost Colonies, 1914-1919*, Oxford, Clarendon Press, 1967 ;
–, « Sir John Harris and "Colonial Trusteeship" », *Bulletin des séances de l'Académie royale des sciences d'outre-mer*, t. III, 1968, p. 832-856.
LOUISE DE BELGIQUE (princesse), *Autour des trônes que j'ai vu* [sic] *tomber*, Paris, Albin Michel, 1921.
LUWEL (Marcel), « Roger Casement à Henry Morton Stanley : un rapport sur la situation au Congo en 1890 », *Africa-Tervuren*, t. XIV, n° 4, 1968, p. 85-92.
LYONS (Maryinez), *The Colonial Disease : A Social History of Sleeping Sickness in Northern Zaire, 1900-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.
MACCOLL (René), *Roger Casement : A New Judgement*, New York, W. W. Norton & Co., 1957.
MARCHAL (Jules), *L'État libre du Congo, paradis perdu : l'histoire du Congo, 1876-1900*, Borgloon (Belgique), Éd. Paula Bellings, 1996, 2 vol.
–, *E. D. Morel contre Léopold II : l'histoire du Congo, 1900-1910*, Paris, L'Harmattan, 1996, 2 vol., t. I.
MCLYNN (Frank), *Stanley : The Making of an African Explorer*, Londres, Constable, 1989 ;
–, *Stanley : Sorcerer's Apprentice*, Londres, Constable, 1991 ;
–, *Hearts of Darkness : The European Exploration of Africa*, New York, Carroll & Graf, 1992.
MEYER (Lysle E.), « Henry S. Sanford and the Congo : A Reassessment », *African Historical Studies*, t. IV, n° 1, 1971, p. 19-39.
MIERS (Suzanne), « The Brussels Conference of 1889-1890 : The Place of the Slave Trade in the Policies of Great Britain and Germany », in GIFFORD et LOUIS, *Britain and Germany...*, *supra.*
MILLER (Joseph C.), *Way of Death : Merchant Capitalism and the Angolan Slave Trade, 1730-1830*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988.

MONEY (J. W. B.), *Java ; or, How to Manage a Colony. Showing a Practical Solution of the Questions Now Affecting British India*, Londres, Hurst and Blackett, 1861.

MOREL (Edmund Dene), *King Leopold's Rule in Africa*, Londres, William Heinemann, 1904 ;

–, *Great Britain and the Congo : The Pillage of the Congo Basin*, Londres, Smith, Elder & Co., 1909 ;

–, *Red Rubber : The Story of the Rubber Slave Trade which Flourished on the Congo for Twenty Years, 1890-1910*, nouv. éd. révisée, Manchester, National Labour Press, 1919 ;

–, « At Pentonville : September, 1917-January, 1918 », in *Thoughts on the War : The Peace – and Prison*, éd. par Robert SMILLIE, Londres, 1920 ;

–, *E. D. Morel's History of the Congo Reform Movement*, éd. par William Roger LOUIS et Jean STENGERS, Oxford, Clarendon Press, 1968.

MOUNTMORRES (William Geoffrey Bouchard de Montmorency, vicomte), *The Congo Independent State : A Report on a Voyage of Enquiry*, Londres, Williams and Norgate, 1906.

MUTAMBA-MAKOMBO, *L'Histoire du Zaïre par les textes*, t. II : *1885-1955*, Kinshasa, EDIDEPS, 1987.

NAJDER (Zdzislaw), *Joseph Conrad : A Chronicle*, Nouveau Brunswick (N.J.), Rutgers University Press, 1983.

NELSON (Samuel H.), *Colonialism in the Congo Basin, 1880-1940*, Athens (Ohio), Ohio University Center for International Studies, 1994.

NORTHRUP (David), *Beyond the Bend in the River : African Labor in Eastern Zaire, 1865-1940*, Athens (Ohio), Ohio University Center for International Studies, 1988.

OBDEIJN (Herman), « The New Africa Trading Company and the Struggle for Import Duties in the Congo Free State, 1886-1894 », *African Economic History*, n° 12, 1983, p. 193-212.

O'CONNOR (Richard), *The Cactus Throne : The Tragedy of Maximiliam and Carlotta*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1971.

PAKENHAM (Thomas), *The Scramble for Africa : The White Man's Conquest of the Dark Continent from 1876 to 1912*, New York, Random House, 1991.

PHIPPS (William E.), *The Sheppards and Lapsley : Pioneers Presby-*

terians in the Congo, Louisville (Ky.), Presbyterian Church (États-Unis), 1991.

PICARD (Edmond), *En Congolie*, Bruxelles, Paul Lacomblez, 1896.

PORTER (Bernard), *Critics of Empire: British Radical Attitudes to Colonialism in Africa, 1895-1914*, New York, St. Martin's Press, 1968.

PREMOREL (Raoul de), *Kassai: The Story of Raoul de Premorel, African Trader*, éd. par Reginald Ray STUART, Stockton (Calif.), Pacific Center for Western Historical Studies, 1975.

RANIERI (Liane), *Léopold II urbaniste*, Bruxelles, Hayez, 1973.

READ (James Morgan), *Atrocity Propaganda, 1914-1919*, New Haven, Yale University Press, 1941.

REEVES (Thomas C.), *Gentleman Boss: The Life of Chester Alan Arthur*, New York, Alfred A. Knopf, 1975.

REID (B. L.), *The Lives of Roger Casement*, New Haven, Yale University Press, 1976.

RENOY (Georges), *Nous, Léopold II*, Zaltbommel (Pays-Bas), Bibliothèque européenne, 1989.

RIDLEY (Jasper), *Maximilian and Juárez*, New York, Ticknor & Fields, 1992.

ROARK (James L.), *Masters without Slaves: Southern Planters in the Civil War and Reconstruction*, New York, W. W. Norton & Co., 1977 ;

–, « American Expansionism vs. European Imperialism : Henry S. Sanford and the Congo Episode, 1883-1885 », *Mid-America: An Historical Review*, t. LX, 1978, p. 21-33.

ROEYKENS (P. A.), *Les Débuts de l'œuvre africaine de Léopold II (1875-1879)*, Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales, 1955.

ROM (Léon), *Le Nègre du Congo*, Bruxelles, Imp. Louis Vogels, 1899.

ROTHSTEIN (Andrew), *British Foreign Policy and its Critics, 1830-1950*, Londres, Lawrence and Wishart, 1969.

RUBIN (William), dir., « *Primitivism* » *in 20th Century Art: Affinity of the Tribal and the Modern*, t. I, New York, Museum of Modern Art, 1984 (trad. de l'américain sous le titre *Le Primitivisme dans l'art du XXe siècle*, Paris, Flammarion, 1987).

SAMARIN (William J.), *The Black Man's Burden: African Colonial Labor on the Congo and Ubangi Rivers, 1890-1900*, Boulder (Colo.), Westview Press, 1989.

SAWYER (Roger), *Casement: The Flawed Hero*, Londres, Routledge & Kegan Paul, 1984.

SCHALL (Larryetta M.), « William H. Sheppard : Fighter for African Rights », in Keith L. SCHALL, dir., *Stony the Road: Chapters in the History of Hampton Institute*, Charlottesville, University of Virginia Press, 1977.

SERENY (Gitta), *Into that Darkness: From Mercy Killing to Mass Murder*, New York, McGraw-Hill, 1974 (*Au fond des ténèbres. Un bourreau parle : Franz Stangl, commandant de Treblinka*, trad. de l'anglais par Colette AUDRY, nouv. éd., Paris, Denoël, 2007).

SEVERIN (Timothy), *The African Adventure*, Londres, Hamish Hamilton, 1973.

SHANNON (R. T.), *Gladstone and the Bulgarian Agitation 1876*, Londres, Thomas Nelson and Sons, 1963.

SHALOFF (Stanley), *Reform in Leopold's Congo*, Richmond (Va.), John Knox Press, 1970.

SHEPPARD (William H.), *Presbyterian Pioneers in Congo*, Presbyterian Committee of Publication, Richmond (Va.), 1916 [?].

SHEPPERSON (George), « Aspects of American Interest in the Berlin Conference », in FÖRSTER, MOMMSEN et ROBINSON, *Bismarck, Europe..., supra.*

SHERRY (Norman), *Conrad's Western World*, Londres, Cambridge University Press, 1971.

SINGLETON-GATES (Peter) et GIRODIAS (Maurice), *The Black Diaries: An Account of Roger Casement's Life and Times with a Collection of his Diaries and Public Writings*, New York, Grove Press, 1959.

SLADE (Ruth), *English-Speaking Missions in the Congo Independent State (1878-1908)*, Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales, 1959 ;

–, *King Leopold's Congo: Aspects of the Development of Race Relations in the Congo Independent State*, Londres, Oxford University Press, 1962.

SMITH (Gene), *Maximilian and Carlota: A Tale of Romance and Tragedy*, New York, William Morrow & Company, 1973.

SMITH (Iain R.), *The Emin Pasha Relief Expedition*, Oxford, Clarendon Press, 1972.

STANLEY (Henry M.), *How I Found Livingstone: Travels, Adventures and Discoveries in Central Africa, Including Four Months' Residence with Dr Livingstone*, Londres, Sampson Low, Marston, Low, and Searle, 1872 (*Comment j'ai retrouvé Livingstone*, éd. abrégée, établie d'après la traduction de H. LOREAU, par J. BELIN DE LAUNAY, Paris, Fayard, 1979) ;

–, *Through the Dark Continent; or, The Sources of the Nile, around the Great Lakes of Equatorial Africa and down the Livingstone River to the Atlantic Ocean*, 2 vol. Première publication : 1878 ; édition de 1899 rééditée par Dover Publications, New York, 1988 (*À travers le continent mystérieux. Découverte des sources méridionales du Nil. Circumnavigation du lac Victoria et du lac Tanganyika. Descente du fleuve Livingstone ou Congo jusqu'à l'Atlantique*, trad. par Henriette LOREAU, Paris, Hachette & Co., 1879, 2 vol.) ;

–, *The Congo and the Founding of its Free State : A Story of Work and Exploration*, New York, Harper and Brothers, 1885, 2 vol. (*Cinq années au Congo, 1879-1884. Voyages, explorations, fondation de l'État libre du Congo*, trad. par Gérard HARRY, Paris, Maurice Dreyfus éd., 1890) ;

–, *In Darkest Africa ; or, The Quest, Rescue and Retreat of Emin, Governor of Equatoria*, New York, Charles Scribner's Sons, 1890, 2 vol. (*Dans les ténèbres de l'Afrique. Recherche, délivrance et retraite d'Emin Pacha*, Paris, Hachette, 1890 ; réédité sous le titre *Vers les montagnes de la Lune : sur les traces d'Emin Pacha : 1887-1889*, avec une introduction de Chantal ÉDEL et Jean-Pierre SICRE, Paris, Phébus, 1993) ;

–, *The Autobiography of sir Henry Morton Stanley*, éd. par Dorothy STANLEY, Boston, Houghton Mifflin Company, 1909 (*Autobiographie de H. M. Stanley, publiée par sa femme, Dorothy Stanley*, trad. de l'anglais par Georges FEUILLON, Paris, Plon, 1911, 2 vol.) ;

–, *Unpublished Letters*, éd. par Albert MAURICE, Londres, W. & R. Chambers, 1955 (*Lettres inédites*, publiées par Albert MAURICE, Neuchâtel, Éd. de la Baconnière, 1954) ;

–, *The Exploration Diaries of H. M. Stanley*, éd. par Richard STANLEY et Alan NEAME, New York, Vanguard Press, 1961.

–, *Stanley's Dispatches to the New York Herald, 1871-1872, 1874-1877*, éd. par Norman R. BENNETT, Boston, Boston University Press, 1970.

STARR (Frederick), *The Truth about the Congo: The Chicago Tribune Articles*, Chicago, Forbes & Co., 1907.

STENGERS (Jean), *Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique?*, Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales, 1957;

–, « The Congo Free State and the Belgian Congo before 1914 », in GANN et DUIGNAN, *Colonialism in Africa...*, *supra*, t. I;

–, « Léopold II et la rivalité franco-anglaise en Afrique, 1882-1884 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XLVII, 1969;

–, « King Leopold's Imperialism », in Roger OWEN et Bob SUTCLIFFE, dir., *Studies in the Theory of Imperialism*, Londres, Longman, 1972,

–, « Belgian Historiography since 1945 », in P. C. EMMER et H. L. WESSELKING, dir., *Reappraisals in Overseas History*, La Haye, Leiden University Press, 1979;

–, « Leopold II and the Association du Congo », in FÖRSTER, MOMMSEN et ROBINSON, *Bismarck, Europe...*, *supra*;

–, *Congo, mythes et réalités: cent ans d'histoire*, Paris, Duculot, 1989.

STENGERS (Jean) et VANSINA (Jan), « King Leopold's Congo, 1886-1908 », in Roland OLIVER et G. N. SANDERSON, dir., *The Cambridge History of Africa*, t. VI: *From 1870 to 1905*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

STÉPHANIE DE BELGIQUE (princesse), *I Was to Be Empress*, Londres, Ivor Nicholson & Watson, 1937.

STERN (Fritz), *Gold and Iron: Bismarck, Bleichröder and the Building of the German Empire*, New York, Alfred A. KNOPF, 1977 (*L'Or et le Fer: Bismarck, Bleichröder et la Construction de l'Empire allemand*, trad. de l'américain par Odile DEMANGE, éd. abrégée par l'auteur, Paris, Fayard, 1990).

STERNSTEIN (Jerome L.), « King Leopold II, Senator Nelson W. Aldrich and the Strange Beginnings of American Economic Penetration of the Congo », *African Historical Studies*, t II, n° 2, 1969, p. 189-204.

STINGLHAMBER (Gustave) et DRESSE (Paul), *Leopold II au travail*, Bruxelles, Éd. du Sablon, 1945.

SURET-CANALE (Jean), *L'Afrique noire occidentale et centrale : l'ère coloniale, 1900-1945*, Paris, Éd. sociales, 1971.

SWAN (Jon), « The Final Solution in South West Africa », *MHQ : The Quarterly Journal of Military History*, t. III, n° 4, 1991, p. 36-55.

SWANWICK (H. M.), *Builders of Peace : Being Ten Year's History of the Union of Democratic Control*, Londres, Swarthmore Press, 1924.

SWARTZ (Marvin), *The Union of Democratic Control in British Politics during the First World War*, Oxford, Clarendon Press, 1971.

TAYLOR (A. J. P.), *The Trouble Makers : Dissent over Foreign Policy, 1792-1939*, Londres, Hamish Hamilton, 1957.

THOMPSON (Robert S.), « Leopold II et Henry S. Sanford : papiers inédits concernant le rôle joué par un diplomate américain dans la création de l'État indépendant du Congo », *Congo. Revue générale de la colonie belge*, t. II, 1930, p. 295-329.

TURNBULL (Colin M.), *The Forest People*, New York, Simon & Schuster, 1962 (*Le Peuple de la forêt*, trad. de l'anglais par Sonia CAMPAS, Paris, Stock, 1963).

TWAIN (Mark), *King Leopold's Soliloquy : A Defence of His Congo Rule*, éd. par E. D. MOREL, Londres, T. Fisher Unwin, 1907.

USOIGWE (G. N.), « European Partition and Conquest of Africa : An Overview », in BOAHEN, *General History..., supra.*

VAN DER SMISSEN (Édouard), *Léopold II et Beernaert, d'après leur correspondance inédite de 1884 à 1894*, Bruxelles, Goemaere, 1920.

VANDERVELDE (Émile), *Souvenirs d'un militant socialiste*, Paris, Denoël, 1939.

VANDEWOUDE (Émile), « De Aardrijkskundige Conferentie (1876) vanuit het koninklijk Paleis genzien », in *La Conférence de géographie de 1876 : recueil d'études*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1976.

VANGROENWEGHE (Daniel), *Du sang sur les lianes*, Bruxelles, Didier Hatier, 1986.

VANSINA (Jan), *Kingdoms of the Savanna*, Madison, University of Wisconsin Press, 1966 (*Les Anciens Royaumes de la savane : les États des savanes méridionales de l'Afrique centrale des origines à l'occupation coloniale*, trad. de l'anglais par J. TAMINIAUX,

Léopoldville [rép. du Congo], Institut de recherches économiques et sociales, 1965) ;
–, *The Children of Woot : A History of the Kuba Peoples*, Madison, University of Wisconsin Press, 1978. (*Les Tribus Ba-Kuba et les peuplades apparentées*, et *Le Royaume Kuba*, Annales du musée royal du Congo belge, Tervuren, 1954 et 1964) ;
–, *Paths in the Rainforest*, Madison, University of Wisconsin Press, 1990 (*Sur les sentiers du passé en forêt : le cheminement de la tradition politique ancienne de l'Afrique équatoriale*, trad. par Martial TRESLAIS, Louvain-la-Neuve, Centre d'histoire de l'Afrique, 1991).
VAN ZANDIJCKE (A.), *Pages d'histoires du Kasayi*, Namur, coll. Lavigerie, 1953.
VAUGHAN (baronne de), avec Paul FAURE, *Quelques souvenirs de ma vie*, Paris, Flammarion, 1936.
VELLUT (Jean-Luc), « La violence armée dans l'État indépendant du Congo », *Cultures et développement*, t. XVI, n° 3-4, 1984, p. 671-707.
VINSON (Rév. T. C.), *William McCutchan Morrison : Twenty Years in Central Africa*, Richmond (Va.), Presbyterian Committee of Publication, 1921.
WARD (Herbert), *A Voice from the Congo : Comprising Stories, Anecdotes and Descriptive Notes*, Londres, William Heinemann, 1910.
WEEKS (John H.), *Among the Primitive Bakongo*, Londres, Seeley, Service & Co., 1914.
WEST (Richard), *Congo*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1972.
WHITE (James P.), « The Sanford Exploring Expedition », *Journal of African History*, t. VIII, n° 2, 1967, p. 291-302.
WILLEQUET (Jacques), *Le Congo belge et la Weltpolitik (1894-1914)*, Bruxelles, Presses universitaires de Bruxelles, 1962.
WILLIAMS (George Washington), *An Open Letter to His Serene Majesty Leopold II, King of the Belgians and Sovereign of the Independent State of Congo*, repris dans FRANKLIN, *George Washington Williams..., supra* ;
–, *A Report on the Proposed Congo Railway*, repris dans FRANKLIN, *George Washington Williams..., supra* ;

–, *A Report on the Congo-State and Country to the President of the Republic of the United States of America*, repris dans FRANKLIN, *George Washington Williams..., supra.*

WILLIAMS (Walter L.), « William Henry Sheppard, Afro-American Missionary in the Congo, 1890-1910 », in Sylvia M. JACOBS, dir., *Black Americans and the Missionary Movement in Africa*, Westport (Conn.), Greenwood Press, 1982.

WINTERNITZ (Helen), *East along the Equator: A Journey up the Congo and into Zaire*, New York, Atlantic Monthly Press, 1987.

WULIGER (Robert), « Mark Twain on *King Leopold's Soliloquy* », *American Literature*, mai 1953, p. 234-237.

YOUNG (Crawford), « The Northern Republics 1960-1980 », in BIRMINGHAM et MARTIN, *History of Central Africa, supra.*

JOURNAUX ET PÉRIODIQUES

La Belgique coloniale (Bruxelles)

Le Congo illustré (Bruxelles)

The Congo News Letter (Boston)

Missionsförbundet (Stockholm)

Le Mouvement géographique (Bruxelles)

Official Organ of the Congo Reform Association (Liverpool et Londres)

Regions Beyond (Londres)

Southern Workman (Hampton, Va.)

West African Mail, par la suite *African Mail* (Liverpool)

SOURCES INÉDITES ET ARCHIVES

CARROLL (Murray Lee), *Open Door Imperialism in Africa: The United States and the Congo, 1876 to 1892*, thèse de doctorat (Ph. D.), University of Connecticut, 1971.

DE RYCK (Maurice Martin), Collection de documents coloniaux sur le Zaïre, University of Wisconsin.

MARTENS (Daisy S.), *A History of European Penetration and African Reaction in the Kasai, Region of Zaire, 1880-1908*, thèse de doctorat (Ph. D.), Simon Fraser University, 1980.

MCSTALLWORTH (Paul), *The United States and the Congo Question, 1884-1914*, thèse de doctorat (Ph. D.), Ohio State University, 1954.

NORMANDY (Elizabeth L.), *Black Americans and US Policy toward Africa: Two Case Studies from the pre-World War II Period*, thèse de doctorat (Ph. D.), University of South Carolina, 1987.

Procès-verbaux de la commission d'enquête instituée par décret du 23 juillet 1904, Archives africaines, ministère des Affaires étrangères, Bruxelles (IRCB 717-718).

ROM (Léon), *Notes : mes services au Congo de 1886 à 1908*, Musée royal de l'Afrique centrale (doc. MRAC-Hist-56.28).

ROTH (Donald Franklin), *« Grace Not Race » : Southern Negro Church Leaders, Black Identity and Missions to West Africa, 1865-1919*, thèse de doctorat (Ph. D.), University of Texas at Austin, 1975.

SHEPPARD (William H.), archives, Hampton University, Hampton (Va.).

AUTRES OUVRAGES CITÉS DANS LES NOTES

ACHEBE (Chinua), « An Image of Africa : Racism in Conrad's *Heart of Darkness* », repris dans CONRAD, J., *Heart of Darkness...*, *supra*.

ALEXIS-M. (F.), *Soldats et missionnaires au Congo de 1891 à 1894*, Lille, Desclée de Brouwer & Cie, 1896.

ANDERSSON (Karl Teodor Börrisson, C. N.), *Missionsförbundet*, 1894.

BANNING (Émile), *Mémoires politiques et diplomatiques : comment fut fondé le Congo belge*, Paris, La Renaissance du Livre, 1927.

BELLOC (Hilaire), *The Modern Traveller*, 1898.

BERSOT (Daniel), *Sous la chicotte*, Genève, A. Jullien, 1909.

BEZWINSKA (Jadwiga) et CZECH (Danuta), éd., *KL Auschwitz Seen by the SS : Hoess, Broad, Kremer*, Oswiecimiu (Pol.), musée Panstwowe, 1978.

BOULGER (Demetrius C.), *The Congo State is NOT a Slave State : A Reply to M. E. D. Morel's Pamphlet Entitled « The Congo Slave State »*, Londres, Sampson Low, Marston, 1903.

BRADFORD (Phillips Verner) et BLUME (Harvey), *Ota Benga : The Pygmy in the Zoo*, New York, St. Martin's Press, 1992 (*Ota Benga : un Pygmée au zoo*, trad. par Bernard FERRY, Paris, Belfond, 1992).

BRAECKMAN (Colette), *Les Nouveaux Prédateurs : politique des puissances en Afrique centrale*, Paris, Fayard, 2003.

BRUCKNER (Pascal), *Le Sanglot de l'homme blanc*, Paris, Éd. du Seuil, 1983.

Bulletin de l'Association des vétérans coloniaux, juin 1946.

BURROWS (Guy), *The Curse of Central Africa*, Londres, R. A. Everett & Co., 1903.

CHAPAUX (Albert), *Le Congo*, Bruxelles, Charles Rozez, 1894.

CHRISMAN (Robert) et HARE (Nathan), dir., *Pan-Africanism*, New York, Bobbs-Merrill, 1974.

CLENDENEN (Clarence), COLLINS (Robert) et DUIGNAN (Peter), *Americans in Africa, 1865-1900*, Stanford, The Hoover Institution on War, Revolution and Peace, 1966.

COCKS (F. Seymour), « E. D. Morel », *Foreign Affairs : A Journal of International Understanding*, t. VI, n° 6, déc. 1924.

CONRAD (Joseph), *A Personal Record*, Londres, J. M. Dent & Sons, 1912 ; repris dans CONRAD, *Heart of Darkness...*, *supra* (*Des souvenirs*, trad. de G. JEAN-AUBRY, Paris, Gallimard, 1924) ;

–, *Congo Diary and Other Uncollected Pieces*, éd. par Zdzislaw NAJDER, New York, Doubleday, 1978 ;

–, « Geography and Some Explorers », in *Last Essays*, éd. par Richard CURLE, Londres, J. M. Dent & Sons, 1926, p. 17.

CUVELIER (Jean), éd., *Relations sur le Congo du père Laurent de Lucques (1700-1717)*, Bruxelles, Institut royal colonial belge, 1953.

DE DEKEN (Constant), *Deux ans au Congo*, Anvers (Belg.), Clément Thibaut, 1902.

La Dette publique aux XVIIIe et XIXe siècles : son développement sur le plan local, régional et national, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, 1980.

DE WITTE (J.), *Monseigneur Augouard*, Paris, Émile-Paul Frères, 1924.

DE WITTE (Ludo), *L'Assassinat de Lumumba*, Kessel-Lo, Van Halewyck, 1999 – Paris, Karthala, 2000.

DIEU (L.), *Dans la brousse congolaise*, Liège, Maréchal, 1946.

DU BOIS (W. E. B.), « The Negro in Literature and Art », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, sept. 1913, cité dans FRANKLIN, *George Washington Williams...*, *supra*.

FIGGIS (Darrell), *Recollections of the Irish War*, New York, Doubleday, Doran & Co., 1927.

FISHKIN (Shelley Fisher), *Was Huck Black ? : Mark Twain and African-American Voices*, New York, Oxford University Press, 1993.

FORD (Jane), « An African Encounter, a British Traitor and *Heart of Darkness* », *Conradiana*, vol. 27, n° 2, 1995.

From Cape to Cairo : The First Traverse of Africa from South to North, Londres, Hurst and Blackett, 1900.

GARNETT (Edward), introduction à *Letters from Conrad 1895-1924*, Londres, Nonesuch Press, 1928.

GEISMAR (Maxwell), *Mark Twain : An American Prophet*, Boston, Houghton Mifflin, 1970.

GÉRARD (Albert S.), *African Language Literature : An Introduction to the Literary History of Sub-Saharan Africa*, Harlow (Essex), Longman, 1981.

GRAIDE (Louis), « Les Belges au Congo », in ALEXIS-M., *Soldats et missionnaires..., supra.*

GRANT (Kevin), *A Civilised Savagery : Britain and the New Slaveries in Africa, 1884-1926*, Londres, Routledge, 2005.

GUEBELS (L.), *Relation complète des travaux de la commission permanente pour la protection des indigènes*, Élisabethville, 1954.

GWYNN (Stephen), *Experiences of a Literary Man*, Londres, T. Butterworth, 1926.

HAMBLOCH (Ernest), *British Consul : Memories of Thirty Years' Service in Europe and Brazil*, Londres, G. G. Harrap, 1938.

HERR (Michael), *Dispatches*, New York, Alfred A. Knopf, 1977.

HET (H. Misoffer), *Tijdschrift van de Norbertijner Missiën*, 1899.

HINDE (Sydney Lanford), *The Fall of the Congo Arabs* [1897], New York, Negro Universities Press, 1969.

HIRD (Frank), *H. M. Stanley, the Authorized Life*, Londres, S. Paul & Co., 1935.

HORNADAY (William T.), *Free Run on the Congo*, Chicago, Women's Temperance Publication Association, 1887.

JAMESON (James S.), *The Story of the Rear Column of the Emin Pasha Relief Expedition*, éd. par Mrs. J. A. JAMESON, Londres, R. H. Porter, 1890.

JESSUP (Philip C.), *Elihu Root*, New York, Dodd, Mead, 1938.

KARL (Frederick), *Joseph Conrad : The Three Lives*, Farrar, Straus & Giroux, New York, 1979.

KIPLING (Rudyard), *Barrack Room Ballads*, Londres, Methuen, 1892.

LE FEBVE DE VIVY (Léon), *Documents d'histoire précoloniale belge*, Bruxelles, Académie royale des sciences coloniales, 1955.

LEMAIRE (Charles), *Belgique et Congo*, Gand, A. Vandeweghe, 1908.

LINDSAY (Vachel), « The Congo », in *The Congo and Other Poems*, New York, Macmillan, 1916.

LYMAN (Stanford M.), *Militarism, Imperialism and Racial Accommodation : An Analysis and Interpretation of the Early Writings of Robert E. Park*, Fayetteville, University of Arkansas Press, 1992.

MARTELLI (Georges), *Leopold to Lumumba : A History of the Belgian Congo, 1877-1960*, Londres, Chapman & Hall, 1962.

MASSOZ (Michel), *Le Congo de Léopold II (1878-1908)*, Liège, Soledi, 1989.

MIDDLETON (Dorothy), éd., *The Diary of A. J. Mounteney Jephson*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969.

MILL (John Stuart), « *On Liberty* » *in Focus*, éd. par John GRAY et G. W. SMITH, Londres, Routledge, 1991.

MÖLLER (P.), *Tre Ar i Kongo*, Stockholm, P. A. Norsted, 1887.

MORRIS (James), *Heaven's Command : An Imperial Progress*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1973.

NDAYWEL È NZIEM (Isidore), *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République démocratique*, Paris, Duculot-Bruxelles, De Boeck & Larcier, 1998.

The Persecution of E. D. Morel : The Story of his Trial and Imprisonment, avec une introduction de sir D. M. STEVENSON et une préface de Thomas JOHNSTON, Glasgow, Reformers'Bookstall, 1918.

La Question sociale au Congo : Rapport au comité du Congrès colonial national, Bruxelles, Goemaere, 1924.

RANELAGH (John), *The Agency : The Rise and Decline of the CIA*, New York, Simon & Schuster, 1986.

RANIERI (Liane), *Les Relations entre l'État indépendant du Congo et l'Italie*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1959.

RICHARDSON (Joanna), *My Dearest Uncle. Leopold I of the Belgians*, Londres, Jonathan Cape, 1961.

ROEYKENS (Auguste), *Le Baron Léon de Béthune au service de Léopold II*, Bruxelles, Académie royale des sciences d'outre-mer, 1964.

ROEYKENS (P. A.), *Léopold II et la Conférence géographique de Bruxelles* [1876], Bruxelles, Académie des sciences coloniales, 1956.

RUSSELL (Bertrand), *Freedom versus Organization, 1814-1914*, New York, 1962.

–, *The Autobiography of Bertrand Russell*, Boston, Little, Brown, 1968.

SAINT MOULIN (Léon de), « What Is Known of the Demographic History of Zaire Since 1885 ? », in Bruce FETTER, dir., *Demography from Scanty Evidence : Central Africa in the Colonial Era*, Boulder (Colo.), Lynne Rienner, 1990.

SARVAN (C. P.), « Racism and *the Heart of Darkness* », *International Fiction Review*, n° 7, 1980, repris dans CONRAD, J., *Heart of Darkness...*, *supra.*

SHEPPARD (William H.), « Yesterday, To-day and To-morrow in Africa », *Southern Workman*, août 1910.

SINGH (Frances B.), « The Colonialistic Bias of *Heart of Darkness* », *Conradiana*, vol. 10, 1978, repris dans CONRAD, J., *Heart of Darkness...*, *supra.*

STEFFENS (Lincoln), *The Autobiography of Lincoln Steffens*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, 1931.

STENGERS (A. et J.), « Rapport sur une mission dans les archives anglaises », *Bulletin de la commission royale d'histoire*, t. CXXIV, 1959.

STENGERS (Jean), *Belgique et Congo : l'élaboration de la charte coloniale*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1963.

STOCKWELL (John), *In Search of Enemies*, New York, W. W. Norton, 1978.

STRANG (Herbert), *Samba : A Story of the Rubber Slaves of the Congo*, Londres, Hodder et Stoughton, 1906.

STUHLMANN (Franz), éd., *Die Tagebücher von Dr Emin Pascha*, Hambourg, G. Westerman, 1916-1927.

THOMPSON (Basil), *Queer People*, Londres, Hodder and Stoughton, 1922.

TROUP (J. Rose), *With Stanley's Rear Column*, Londres, Chapman & Hall, 1890.

VAN DER ELST (baron Léon), « Souvenirs sur Léopold II », *Revue générale*, 1923.

VANGROENWEGHE (Daniel), « Le Caoutchouc rouge de l'Anversoise, 1899-1900 », documents inédits dans *Annales Æquatoria*, n° 6, 1985.

VAN WING (Jozef), *Études Bakongo : histoire et sociologie*, Bruxelles, Goemaere, 1920.

VAUTHIER (C.), « Le chemin de fer du Congo de Matadi à Léopoldville. Les environs de Matadi et le massif de Palabala », *Bulletin de la Société géographique d'Anvers*, n° 13, 1887 (?).

WASHINGTON (Booker T.), « Tributes to Mark Twain », *North American Review*, t. CXCI, n° 655, juin 1910.

WESSELIN (H. L.), Divide and Rule : The Partition of Africa, 1880-1914, Westport (Conn.), Praeger, 1996.

WRONG (Michela), In the Footsteps of Mr. Kurtz : Living on the Brink of Disaster in Mobutu's Congo, New York, Harper Collins, 2001.

REMERCIEMENTS

Je dois remercier en premier lieu les collaborateurs de la Royal Geographical Society de Londres ; d'Anti-Slavery International, à Londres ; du musée royal de l'Afrique centrale, à Tervuren, Belgique ; du musée royal de l'Armée et d'Histoire militaire, à Bruxelles ; de Svenska Missionsförbundet, à Stockholm ; de l'American Baptist Society, à Rochester, New York ; et du département historique de l'Église presbytérienne (États-Unis), à Montreat, en Caroline du Nord. Tous ont réagi avec la plus grande gentillesse à mes demandes de renseignements, de photographies et d'autres matériaux. Merci également à Enid Schildkrout, de l'American Museum of Natural History de New York ; aux archivistes de la Hampton University, à Hampton, en Virginie, qui m'ont permis de consulter les archives William Sheppard ; à Ebba Segerberg pour ses traductions du suédois ; à David Raymond et Fritz Stern pour quelques bonnes suggestions d'ordre bibliographique.

Écrire ce livre m'a aidé à comprendre le rôle essentiel des bibliothèques en vue de préserver des documents historiques que de puissants intérêts voudraient voir sombrer dans l'oubli, ou que le public a choisi d'ignorer. J'ai été

heureux de pouvoir emprunter un livre que j'étais le premier à consulter depuis 1937. Ou bien – cela s'est produit à deux reprises – de demander dans une bibliothèque un livre publié il y a plusieurs décennies, et de m'apercevoir que les pages n'étaient même pas coupées. Je remercie pour leur assistance les collaborateurs des bibliothèques où j'ai travaillé : celles de la Northwestern University, de la Yale University et du Bates College ; la New York Public Library ; la bibliothèque de l'Union Theological Seminary, à New York ; les bibliothèques Hoover et Green de Stanford University ; et, surtout, les bibliothèques Doe, Moffitt et Bancroft de l'université de Californie à Berkeley, où j'ai effectué la majeure partie de ma recherche. À Berkeley, l'important fonds de matériaux datant d'il y a un siècle constitue un témoignage éloquent de ce qui existait avant que des politiciens à l'esprit étroit et des fanatiques de la réduction des impôts n'aient commencé à faire des coupes sombres dans les budgets des bibliothèques publiques et des bibliothèques des universités d'État américaines.

Bien que mettant elle-même la dernière main à un livre remarquable, ma femme, Arlie, a partagé et vécu avec moi toutes les étapes de ce projet. Lorsque le manuscrit fut enfin prêt pour sa lecture perspicace, elle connaissait les protagonistes de l'histoire du Congo presque aussi bien que des amis de longue date. J'ai eu la chance d'avoir des amis bien vivants qui ont lu le manuscrit et ont fait d'utiles commentaires, s'appuyant souvent sur leur expérience d'écrivains, de journalistes ou d'historiens : Ayi Kwei Armah, Harriet Barlow, Mary Felstiner, Laurie Flynn, David Hochschild, Patricia Labalme, Paul Solman, Allen Wheelis, Francis Wilson, et Blaikie, Monty et Robert F. Worth. Pour leur lecture critique et leur soutien à maints

égards, je remercie également mes agents, Denise Shannon et Georges Borchardt, ainsi que mon ancien éditeur chez Houghton Mifflin, Dawn Seferian.

Pratiquement toutes les pages de ce livre ont bénéficié des conseils éditoriaux de Tom Engelhardt. Parmi les écrivains américains qui aiment et connaissent leur métier, le nom de Tom est un secret bien gardé. Il existe peu de gens au monde pour qui la lecture critique, la clarification, le polissage d'une phrase, d'un paragraphe, d'un livre entier constituent à ce point un acte de haut professionnalisme. S'il existait des oscars dans ce domaine, Tom en aurait obtenu un depuis longtemps.

Nouveau venu dans l'exploration de ce tragique morceau d'histoire, j'ai été aidé par plusieurs personnes qui le connaissaient infiniment mieux que moi. Daniel Vangroenweghe a lu le manuscrit et partagé certains documents avec moi. J'ai une dette particulière envers les deux plus grands spécialistes de cette période, l'anthropologue Jan Vansina et l'historien Jules Marchal. Tous deux ont généreusement répondu à de nombreux appels téléphoniques et lettres demandant des informations, et tous deux ont minutieusement lu le manuscrit (dans le cas de Marchal, deux versions successives de celui-ci), m'évitant ainsi d'innombrables erreurs. Ils ne sont pas responsables des inexactitudes qui auraient pu se glisser dans la version finale de ce livre, ni des quelques points sur lesquels mon interprétation pourrait différer de la leur. Je ne saurais trop les remercier.

INDEX

A
AARCHE (comte d'), 254
ABIR (Anglo-Belgian India Rubber and Exploration Company), 270, 274, 275, 314, 376, 381, 421, 453
ABLAY (Nkoi), 423, 424
aborigènes d'Australie, 471
Aborigines Protection Society (Société de protection des aborigènes), 91, 160, 291, 312, 326, 341, 396, 455
Abyssinie, 54, 70
ACHEBE (Chinua), 248
ACHTE (père Auguste), 219, 220
Admirable Crichton, L' (Barrie), 260
AERTS, responsable d'une compagnie maritime, 318, 319
AFFONSO Ier, roi du Kongo, 30-36
Afrique,
chefs africains, 25, 27, 29, 30, 35, 37, 61, 84, 123, 124, 126, 127, 136-138, 147, 149, 152, 170, 189, 199, 205, 212-214, 217, 218, 221, 222, 224, 244, 250, 251, 265, 272, 273, 276, 277, 296, 317, 335, 378, 416, 423, 463, 465, 501, 502 ; documents africains, 32-37, 98, 99, 224, 225, 226, 227, 236 ; écrivains voyageurs, 19, 59, 79, 80, 187, 247-251, 260, 394-396 ; ruée sur l', 18, 54, 112, 130, 147, 235, 248, 424, 467
Afrique-Équatoriale française, 467, 472
Afrique-Orientale allemande, 292, 464
Afrique subsaharienne, 79, 80, 467
Afrique du Sud, 56, 79, 235, 247, 327, 394, 427, 455, 462, 513
Afro-Américains, 18, 30, 139-141, 177-182, 184, 193, 196, 256, 257, 259-261, 266, 295, 362, 402-404, 429, 432, 437-439, 441, 473
Afro-Arabes, trafiquants d'esclaves, 57, 60, 61, 74, 80, 103, 138, 159, 222, 223, 233, 245, 260, 292, 294, 382, 490, 501
Alabama, 139, 256, 257
ALBERT, prince consort du Royaume-Uni, 69
ALBERT Ier, roi des Belges, 76, 198, 409, 444, 453
Albert Memorial (Londres), 56
Alberta (yacht), 370, 425
ALDRICH (Nelson W.), 405, 406, 414

Alexandrie, 70, 105
Allemagne, Allemands, 69, 80, 118, 130, 145-152, 162, 168, 172, 173, 198, 219, 281, 292, 293, 315, 326, 327, 361, 367, 371, 375, 388, 393, 397-401, 429, 459-461, 464, 465, 467, 468, 470-472, 475, 476, 482, 492, 495 ;
American Congo Reform Association, 401, 454
Amnesty International, 336, 512
ANDERSSON (Karl Teodor), 213, 214
Angola, 25, 293, 467
Answer to Mark Twain, An, 403
Antilles, 28, 56, 71, 267, 286, 287
Anti-Slavery Society (Société anti-esclavagiste), 82, 91, 312, 455, 511 ;
Anti-Slavery and Aborigines Protection Society, 455, 511 ;
Anti-Slavery International, 511 ;
Anvers, 14, 15, 70, 269, 270, 297, 298, 301, 302, 310, 325, 354
apartheid (système de l'), 462
Apocalypse Now (film), 242, 389
Arabes, *voir* Afro-Arabes
Archiduchesse Stéphanie (vapeur), 416
Archives générales des Antilles, 71
Arkansas, 52, 106
Arménie, 282, 322, 348, 368
ARTHUR (Chester A.), 133-139, 142, 145, 182
Associated Press, 418
Association internationale africaine, 85, 86, 104, 107, 115, 116, 118, 138, 142, 143, 152
Association internationale du Congo, 116, 118, 127, 137, 138, 142, 143, 145, 148, 152, 182
Atlanta, 257
Atlantique (océan), 18, 23, 24, 28-30, 32, 37, 38, 52, 54, 87, 95, 97, 126, 129, 136, 157, 197, 282, 401, 406, 474, 503
Au cœur des ténèbres (Conrad), 17, 240-249, 252, 474, 492
AUGUSTA, épouse de Guillaume II, 367
Australie, 15, 393, 394
Autriche-Hongrie, 67, 68, 76, 154, 229, 366, 444

B
Bahr el-Ghazal (mines de cuivre), 281
Baka Baka (station de), 213
Banana, 330
Bangala, 395
Baptist Missionary Society, 318
BAPTISTA (Pedro), 58
Barbade (La), 287, 449
BARING (sir Evelyn), 195
Baringa (poste de), 359, 360, 511
BARKER (Frederick), 90, 96
BARNEY (Albert), 103
BARRIE (James), 260
BARTTELOT (Edmund), 169, 170, 244
BARUCH (Bernard), 405
Basoko, *voir* populations du Congo
BAUDOUIN Ier, roi des Belges, 504
Baumaneh, 378
BEERNAERT (Auguste), 371
Belfast, 267
Belgique,
famille royale, 68, 69, 75-78, 83, 153, 154, 229, 230, 284, 327, 368, 442-444, 460, 462, 491 ;
presse, 145, 193, 194, 291, 311, 322, 338, 354, 356, 365, 376, 397, 431
BELLOC (Hilaire), 155
BENNETT (James Gordon, Jr.), 54, 58-60, 89, 92, 108, 168
Berlin, 80, 146, 281, 328, 399, 476 ;
conférence de, 147-153, 155, 161, 164 ;
Société africaine de, 146 ;
Société géographique de, 82

Bikoro, 335, 377
BISMARCK (Otto von), 130, 145-147, 149, 151
BISSELL (Richard), 505
BJÖRNSON (Björnstjerne), 393
Blackpool, 195
BLEICHRÖDER (Gerson), 146, 148
Boiéka (Boyeka), 279, 423
Bokanga, 377
Bokote, 423
Bokuta, 335
Bolibo, 377
Bolongo, 335
Boma, 87, 88, 102, 104, 197, 198, 209, 227, 229, 261, 287, 314, 331, 359-365, 416, 432, 433, 453
Bongandanga, 335
BONGIYANGWA (Bogoy), 422, 423
BOPE MEKABÉ, 264
BÖRRISSON (C. N.), 214
Boston, 178, 179, 401, 404
Boston Herald, 441
BOULGER (Demetrius C.), 397
Boys' Empire League, 454
BRASSEUR (Clément), 388
BRAZZA (comte Pierre Savorgnan de), 124, 125, 130, 164, 468, 469
Brazzaville, 468
Brésil, 28, 29, 35, 57, 73, 445, 447, 451, 511
BRICUSSE (Georges), 210, 272
Bruxelles,
  Bureau de législation comparée de, 397 ; *voir aussi* Conférence internationale de géographie,
BULA MATARI, *voir* STANLEY
Bumba, 381
BURDETT-COUTTS (baronne Angela), 81, 118
bureau de presse de Léopold II, 397, 398, 400
BURKE (Lindsay), 218
BURTON (Richard), 55, 91
BUSH (George H. W.), 508
Buta, 228
BUXTON (sir Thomas Fowell), 82

C
CADBURY (William A.), 352, 357, 448, 456
Caire (Le), 54, 195
Californie, 409
CAMERON (Verney Lovett), 79, 81, 88
Cameroun allemand, 327, 467, 468, 470
Canada, 256
Canaries (îles), 22, 282
CANISIUS (Edgar), 223, 224, 319-321, 380
CANTORBÉRY (archevêque de), 15, 456
CÃO (Diogo), 23-25, 28, 36, 38
Cap (Le), 104
CARLOTA, impératrice du Mexique, *voir* CHARLOTTE
Caroline du Nord, 53
Caroline du Sud, 30, 106
CAROLINE, maîtresse de Léopold II, *voir* VAUGHAN (Caroline, baronne de)
Carolines (îles), 282
CASEMENT (Roger), 323-334, 336-344, 346, 356, 362, 373, 384, 392, 394, 395, 406, 417, 436, 445-451, 455, 456, 457, 463, 474-479, 482, 484, 499, 502, 510, 512
CAUDRON (Charles), 363, 364, 415
Century Magazine, 245
CERCKEL (Léon), 388
CHALTIN (Louis), 271
Chambre des communes (Communes), 253, 321, 331, 351, 391, 480, 486, 487
CHARLES III, roi d'Espagne, 71
CHARLOTTE, princesse de Saxe-Cobourg-Gotha et de Belgique, dite CARLOTA, 76-78, 109, 230, 461

Chicago, 52, 140, 403
Chicago (université de), 407
Chicago Daily Tribune, 407
Chine, 285, 411, 512 ;
ouvriers chinois, 124, 285-287
Church Missionary Society, 82
CHURCHILL (Winston), 486
CIA (Central Intelligence Agency), 17, 505-507
Cincinnati, 179
Clapham (secte de), 349
Clark (université), 401
CLÉMENTINE, princesse, fille de LÉOPOLD II, 75, 327, 460
CLEVELAND (Grover), 181, 265
Club Stanley (Paris), 113
Collier's, 356
COLOMB (Christophe), 71, 267
Comité d'études du Haut-Congo, 115, 116, 123
Comité londonien pour la suppression de la traite continentale des filles anglaises, 153
Comité pour la protection des intérêts en Afrique, 397
commission d'enquête de 1904, 415-417, 421-425, 428, 445, 463, 497, 498, 500 ;
témoignages, 416-419, 421-425, 498, 500
commission pour la Protection des indigènes, 292, 293, 334, 415
Commoner, The (journal), 179
Compagnie du canal de Suez, 73
Compagnie du Kasaï, 434, 436, 437, 440, 441, 472, 474
COMPIÈGNE (marquis de), 82
Complete Congo Controversy, A (Boulger), 398
CONAN DOYLE (sir Arthur), 302, 437, 451-454, 477
Conférence contre l'esclavage de 1889, 160-162, 183
Conférence internationale de géographie, 81-85, 97
Congo (fleuve), 17, 19, 23, 24, 27-30, 36, 38-40, 80, 81, 85, 87-89, 95-100, 107, 110, 111, 113, 114, 117, 119, 121-123, 125, 126, 129, 137, 138, 140, 141, 145, 150, 151, 156, 157, 168, 175, 176, 186, 187, 190, 191, 196, 197, 199, 204, 211, 213, 224, 234, 236-241, 244, 246, 247, 258, 274, 276, 279, 281, 289, 322, 332, 334, 380, 386, 395, 453, 457, 467, 468, 469, 508
Congo belge, 431-432, 463-466, 492, 504 ; *voir aussi* État libre (ou indépendant) du Congo
Congo français, 124, 125, 130, 380, 467-470, 492
Congo and the Founding of its Free State, The (Stanley), 143
Congo Reform Association (CRA), 342, 345, 351-353, 356-358, 393, 396, 398, 402, 453, 456, 462
Congo State is NOT a Slave State, The (Boulger), 397
Congrès colonial national de Belgique, 387
Congrès des États-Unis, 104, 138, 139, 182, 412-414
Congrès panafricain, 429
Connecticut, 105
CONRAD (Joseph), 17, 18, 237-252, 258, 259, 315, 325, 326, 336, 379, 389, 427, 463, 472, 474, 477, 491, 492
COOKEY (S. J. S.), 195
COPPOLA (Francis Ford), 242, 389
COQUERY-VIDROVITCH (Catherine), 468
Corriere della Sera, 398
COSTERMANS (Paul), 416
Côte d'Azur, 370, 425, 443, 461, 510
Courrier de Bruxelles, Le, 194
Crime of the Congo, The (Conan Doyle), 452
Cristal (monts de), 40, 101, 113, 121

Cuba, 140
CZETWERTYNSKI (prince Boris), 393

D
Daily Express, 482
Daily Sketch, 481
Daily Telegraph, 86, 89, 104
DAVIS (Richard Harding), 356
DE GREZ (Raymond), 314
DE LE COURT (Charles), 231
DELCASSÉ (Théophile), 427
DELCOMMUNE (Alexandre), 463, 464
Denbigh, 45, 59
Denver, 53
DETIÈGE (Albéric), 280
DEVOS (commandant), 228
DHANIS (baron Francis), 220
DICKENS (Charles), 51, 52
DILKE (sir Charles), 312
DISRAELI (Benjamin), 75
Dixmude, 379
DOUGLASS (Frederick), 179
DU BOIS (William Edward Burghardt), 181, 429, 473
DU CHAILLU (Paul Belloni), 55
Dublin, 474
DULLES (Allen), 505
Dundee, 486, 487
DUNLOP (John), 267
DURRIEUX (Antoine Emmanuel), 365, 366, 368, 444

E
EARP (Wyatt), 409
Écosse, Écossais, 79, 240, 267, 355, 357, 486
Édimbourg, 57, 397, 452
EDISON (Thomas), 254
Égypte, 54, 70, 95, 104, 105, 145, 166, 179, 186, 194, 195, 263, 332, 475, 478
EISENHOWER (Dwight D.), 505
EKÉLÉ, 378
EKUKU, 423, 424
Elder Dempster (compagnie maritime), 297-299, 301, 302, 308-310, 324, 337, 352
ELIA (Giovanni), 393, 398
ÉLISABETH, archiduchesse (petite-fille de LÉOPOLD II), 444
Élisabethville, 506
EMIN PACHA (Eduard SCHNITZER), 166-169, 171-173, 222, 238, 244, 253, 324
Empire britannique, 30, 216, 247, 286, 312, 347, 380
Empire colonial français, 109, 124, 125, 130, 144, 286, 380, 467-470, 472, 492
Empire espagnol, 19, 56, 71, 74, 78, 79, 281, 282
Empire russe, 109, 162
Engwettra, 221, 272
État libre (ou indépendant) du Congo, 14, 145, 147, 151, 152, 156, 157, 161, 163, 164, 168, 172, 177, 182, 183, 186-188, 190-192, 194, 196-205, 207, 211-214, 216, 217, 219-221, 223, 227-230, 233, 234, 243, 266, 269, 270, 272-279, 281, 282, 285, 288, 289, 291-293, 297, 298, 300, 301, 308, 313-318, 322, 327, 329, 332, 333, 339, 359-365, 373-376, 380, 386, 393, 395, 397, 399, 401, 402, 405, 407, 411, 413, 415, 418, 430, 433, 437, 440, 461, 467, 493, 498, 509, 511 ; *voir aussi* stations
États-Unis, Américains, 15-17, 19, 39, 48, 50-54, 63, 104, 107, 108, 118, 127, 133-143, 145, 148, 151, 177-185, 190-193, 196, 211, 249, 256-260, 265, 266, 278, 282, 289, 295, 307, 401-415, 418, 430, 433, 435, 438, 440, 441, 442, 454, 471-475, 477, 484, 492, 499, 506-508
États du Sud, 30, 133, 139-141, 179, 257, 403, 492

Etchimanjindou, 378
Evening Standard, 482
Exeter Hall (Londres), 265
Exposition universelle de 1897, 294-297

F
FARIS (Ellsworth), 375
Fédération pour la défense des intérêts belges à l'étranger, 397
FERRY (Jules), 144
FIÉVEZ (Léon), 279, 280, 375
Floride, 106, 133-136, 139, 141
Folie Almayer, La (Conrad), 239
Force publique, 205, 211, 212, 215-221, 223, 224, 228, 233, 244, 245, 251, 271, 272, 275, 279, 291, 292, 296, 314-316, 325, 347, 361, 362, 364, 375, 377, 378, 382, 388, 422, 434, 452, 464, 490, 501, 504, 506
FORD (Ford Madox), 248, 427
Foreign Office (FO : ministère des Affaires étrangères britannique), 15, 16, 19, 91, 148, 160, 323, 329, 331, 333, 334, 337, 338, 343, 345, 362, 364, 402, 449, 450, 453, 454, 483
Formose, 73
FOX BOURNE (H. R.), 291
France, Français, 36, 55, 56, 58, 59, 62, 65, 69, 74, 76, 78, 79, 82, 92, 107, 109, 113, 115, 124, 125, 129, 130, 136, 144, 145, 147-150, 152, 164, 208, 219, 238, 244, 281, 286, 289, 290, 298, 311, 328, 330, 353, 357, 361, 365, 368-370, 380, 393, 396, 397, 405, 425-427, 429, 443, 444, 460, 461, 468-470, 472, 492, 504, 507, 508, 510, 512
FRANCE (Anatole), 15, 393
FRANCIS (James), 49, 50
FRANKLIN (John Hope), 195
FRELINGHUYSEN (Frederick), 138, 139, 143
FREUD (Sigmund), 242, 401

G
Gabon, 82
GALLES (prince de), 81, 107
GALSWORTHY (John), 456
GANTT (Lucy), *voir* SHEPPARD (Lucy Gantt)
GARFIELD (James A.), 134
GARNETT (Edward), 240
GARRETT (Thomas G.), 414
GARRISON (William Lloyd), 179, 349
Général Sanford (vapeur), 162
GEORGE V, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, 477
George-Washington (université), 407
Géorgie, 30
Ghana, 497
GIBBONS (cardinal James), 406
GIRAULT (Charles), 426
GLADSTONE (William), 253, 282
Glasgow, 357
GOFFINET (baron Auguste), 460
GOODYEAR (Charles), 267
GOUGH-ROBERTS (Katie), 59, 60, 63
Grande-Bretagne, Britanniques, *passim*
GRANT (Ulysses S.), 105
GREINDL (baron Jules), 106, 107
GRENFELL (George), 196, 334
GREY (sir Edward), 16, 345, 453
GROGAN (Ewart S.), 381
Guerre mondiale (Première), 379, 460, 461, 464, 465, 472, 475, 481, 483, 495, 496
Guerre mondiale (Seconde), 208, 466, 501
Guggenheim (groupe), 405
GUILLAUME II, empereur d'Allemagne, 162, 281, 367, 399, 470
gullah, *voir* langues
GUSTAVE VASA, roi de Suède, 215
GWYNN (Stephen), 324

H
HALL (Dr G. Stanley), 401
HARRIS (Alice Seeley), 358, 359, 393, 403, 455, 456, 474, 511
HARRIS (révérend John), 357-359, 403, 404, 455, 456, 511
HARRISON (Benjamin), 185, 192, 258
HARRISON (James), 398
Hawaï, 140
HAYES (Rutherford B.), 181
HEARST (William Randolph), 413
HEATH (sir Leopold), 82
HEATON (Dick), 51, 52
HEMPTINNE (Jean de), évêque d'Élisabethville, 503
Hereros (génocide des), 470, 471, 492
HERR (Michael), 389
hispano-américaine (guerre), 282
History of the Negro Race in America... (Williams), 180
HITLER (Adolf), 494
HODISTER (Arthur), 244, 245
Holland (vapeur), 193
HOLT (John), 309, 346, 456, 471
How I Found Livingstone (Stanley), 59, 61
Howard (université), 178
humanitaristes britanniques, 307, 312, 349, 350, 352, 429, 464, 511, 512
HUNTINGTON (Collis P.), 184, 185, 186, 193, 195, 196

I
IBN KHALDOUN, 509
Iboko, 385
IFOMI, 421, 422
Ifuca, capitale des Koubas, 263
ILANGA, 224-227
In Darkest Africa (Stanley), 93
Indien (océan), 82, 160
Indiens d'Amérique, 53, 127, 137, 178, 194, 267, 270, 382, 449-451, 471
Inheritors, The (Conrad et Ford), 248, 249, 427, 428
Inkisi (rivière), 324
Inongo, 379, 385
Irlande, 256, 267, 292, 323, 324, 328-331, 341, 342, 499 ; mouvement nationaliste, 256, 446-448, 450, 474-476, 478 volontaires irlandais, 474-476
Isangila, 126
Italie, 15, 152, 315, 334, 393, 398, 415
ITOKWA, 424
Ituri (forêt tropicale de l'), 128, 168, 171, 392

J
Jacksonville, 134
JACQUES (Jules), 379
Java ; or, How to Manage a Colony (Money), 72
JEAN II, roi du Portugal, 24
JEAN III, roi du Portugal, 31, 32, 34
Johannesburg, 247
JONES (sir Alfred), 308, 309, 318, 337, 352, 394-396
JORDAN (David Starr), 401
JOSÉ (Anastasio), 58
Journal de Bruxelles, 193
JUNGI, 423, 424

K
Kabambare, 384
KANDOLO, nom de plusieurs chefs rebelles, 217, 218, 463
Kasaï (cours d'eau et région), 99, 129, 209, 217, 259, 260- 262, 266, 276, 280, 434, 436, 438, 440, 441, 494
Kasi, 213
Kasongo, 384
Kassai Herald, 434

Katanga, 212, 466
KENNAWAY (sir John), 82
KENNEDY (John F.), 506
Kentucky, 473
Kenya, 57
KEVENHULLER (comte von), 160
Kibalanga, 224, 225
kikongo, *voir* langues
KIMPUKI, chef rebelle, 218
King Leopold's Rule in Africa (Morel), 354
King Leopold's Soliloquy (Twain), 402, 403
KINGSLEY (Mary), 312, 313
Kinshasa, 237, 246, 247, 503, 508
KIOKO (Mukunzo), 36, 37
KLEIN (Georges Antoine), 244
Klemskerke, 283
Kölnische Zeitung, 375, 398
Kongo (royaume du), 24-38, 79
KOT AMBWEEKY II, roi kouba, 263, 264, 266
kouba, *voir* langues
Koubas, *voir* populations du Congo
KOWALSKY (Henry I.), 407-415, 429, 473, 474
KREMER (Dr Johann Paul), 208, 209
KUNDA (Ilange), 422, 423
KURTZ (M.), personnage de Conrad, 241, 244, 245, 247-252, 326, 379, 472

L
Lady Alice (bateau), 89, 91, 99, 101
Laeken, 65, 69, 75, 76, 83, 153, 162, 283-285, 294, 368, 397, 426, 427, 432, 442, 491, 492
Lancaster (vaisseau), 151
langues, 30, 98, 99, 111, 126, 190, 260, 261, 264, 415, 436, 502 ;
gullah, 30 ;
kikongo, 30 ;
kouba, 264 ;
mongo, 502
LAPSLEY (révérend Samuel), 258-261
Lapsley (vapeur), 436, 442
LA RONCIÈRE LE NOURY (baron Camille de), 82
LECLERCQ (Louis), 378, 379
LEFRANC (Stanislas), 205-207
Légion étrangère, 235
LEMAIRE (Charles), 278, 377-379
LEMARINEL (Paul), 205
Léopold (fleuve), 120
LÉOPOLD Ier, roi des Belges, 65-69
Léopold-II (lac) 120
Léopoldville, 17, 120, 122, 176, 205, 227, 246, 251, 252, 259, 286, 289, 329, 438, 439, 442, 466, 504, 506, 508
LESSEPS (vicomte Ferdinand de), 85, 86
Lettre ouverte... à Léopold II (Williams), 177, 187-193, 196, 237
LEVI (Primo), 207
LEVY-LAWSON (Edward), 89
LI HONGZHANG, 285
Liberia, 137, 180, 497, 499
LIEBRECHTS (Charles C.), 386, 401
LILONGO, 421, 422
LINCOLN (Abraham), 105
LINDSAY (Vachel), 444
Liverpool, 13, 48, 51, 297, 298, 302, 308, 309, 313, 342, 351, 353, 355, 395, 410, 414, 452
Liverpool Journal of Commerce, 298
LIVINGSTONE (David), 57-63, 65, 80, 89, 90, 94, 95, 108, 114
LODGE (Henry Cabot), 405, 414
LOLIVA, 378
LOMBOTO (Nkusu), 424
Londres, *passim*
LONGFELLOW (Henry Wadsworth), 181
LONTULU (chef Bolima), 416
LOTHAIRE (Hubert), 296

LOUISE, princesse, fille de LÉOPOLD II, 75, 153, 154, 230, 442, 443, 460, 462
Louisville, 473
Lualaba (fleuve), 95, 96, 104, 220
Luapula (rivière), 380
Luebo, 380
Lulonga (passage), 240
Luluabourg (base militaire de), 216, 217
LUMUMBA (Patrice), 17, 504-506

M
MACDONALD (Ramsay), 486, 487
MACDONALD (sir Hector), 330, 331
MACKINNON (William), 82
MACKINTOSH (Charles), 267
Mafela, 126
mahdiste (rébellion), 166, 167, 172
Maï Ndombé (lac), 384
Mampoko, 335, 424
Manchester, 63
Manchester Guardian, 293
MANDELA (Nelson), 513
MANI KONGO, souverain du Kongo, 25, 26, 30, 36
Manuel du voyageur et du résident au Congo, 273
Manyanga, 232
MARCHAL (Jules), 247, 462, 496-500
MARCHAL (Paula Bellings), 496, 500
Mare Tenebroso, 22
MARIE-HENRIETTE, reine des Belges, 68, 69, 75, 142, 159, 296, 327, 368
MARLOW, personnage de Conrad, 241-245, 247-249, 251
Marseille, 107
MASSARD (Charles), 422, 423
Matadi (port de), 150, 204, 213, 232, 238, 258, 286-288, 325, 329, 362, 466, 477
MAUGHAM (Somerset), 460
MAURO (Fra), 21
MAXIM (Hiram), 167
MAXIMILIEN, empereur du Mexique, 76, 77, 78, 109, 178, 461
M'Banza-Kongo, 25, 28, 30, 35
M'Bima, 280
M'Bongo, 422
Mboyé, 335
MCLYNN (Frank), 255
Médecins sans frontières, 512
MICHAUX (Oscar), 224
MILL (John Stuart), 148
MILLE (Pierre), 396, 397, 456, 465
MINGO, 424
Minnesota, 106
Minnesota (frégate), 53
MOBUTU (Joseph Désiré), 99, 506-510
Mobutu Sese Seko (lac), 508
MOLLE (Ekotolongo), 423
Momboyo (rivière), 376
MONCHEUR (baron Ludovic), 411-414, 434
MONEY (J. W. B.), 72
Mongala (fleuve), 274
mongo, *voir* langues
Montgomery, 257
MOREL (Edmund Dene), 13-15, 18, 297-302, 307-319, 321-323, 325, 333, 336, 338-360, 362-365, 367, 373, 376, 379, 392-394, 396-398, 401-404, 410, 413, 415, 417, 428, 433, 436, 438, 445, 448, 449, 451-457, 463, 464, 471, 472, 479-487, 500, 510-512
MOREL (Mary Richardson), 341, 346, 448, 480, 484, 487
MORGAN (John Pierpont), 405, 406
MORGAN (John Tyler), 139, 140, 141, 256-258, 403
Morning Post, 318
MORRIS (James), 350
MORRISON (William), 433, 436-440, 442
Moto (mine d'or de), 465

MOUNTMORRES (vicomte William), 394, 395
Mouvement géographique, Le, 194, 195
MOUZÉDÉ, 335
Mozambique, 79, 445
M'PUTILA, 423
Mukimbungu (mission de), 213
MULAMBA, chef rebelle, 219, 220
Münchener Allgemeine Zeitung, 399, 400
Munich, 399, 400
Munsey's Magazine, 414
MURRAY (Gilbert), 485
Musée de la Révolution de Moscou, 489
Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren, 250, 489-491
Muséum d'histoire naturelle (New York), 406
My Dark Companions and their Strange Stories (Stanley), 93

N
Namibie, *voir* Hereros
NAPOLÉON III, 69, 76, 77
National Geographic, 249
National Security Council, 505
National Women's Christian Temperance Union, 404
Nazional-Zeitung, 399
Nègre du Congo, Le (Rom), 250, 251
Negro Fellowship League, 477
NEHRU (Jawaharlal), 478
NERINCX (Alfred), 407
Nevada, 106
NÈVE (Paul), 120
New Africa, 397
New York, 63, 108, 116, 118, 134, 137, 168, 169, 295, 401, 402, 410, 475, 487
New York (chambre de commerce de), 142
New York American, 413
New York Herald, 54, 58, 89, 92, 168, 193
New York Times, 295
Newcastle, 341
Newton Theological Institution, 178
Ngombi, 126
NIAMA (Mulume), 212, 463
NICOLAS II, tsar de Russie, 162, 367
Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap, 192, 193
Niger (fleuve), 95, 96
Nigeria, 326, 348, 361, 394, 411, 485
Nil (fleuve), 22, 57, 58, 61, 70, 80, 95, 96, 166, 218, 281
NISCO (baron Giacomo), 415, 416
Nkolé, 378
Noble Sauvage (mythe du), 347, 450
North American Review, 411
Norvège, 393
Nouvelle-Orléans (La), 48, 50, 51, 218
Nouvelle-Zélande, 393
Nyangwe, 224
NZANSU, chef rebelle, 213, 215, 216, 244, 463

O
Ogooué (fleuve), 82
Ohio, 180
ordres,
  de la Couronne, 318, 407
  de Léopold, 83, 125, 318
  de l'Étoile africaine, 199, 234
  royal du Lion, 199
Ostende, 146, 283, 285, 409, 426
OTA BENGA, 295
Oubangui (rivière), 99, 272
Ouganda, 92, 282

P
Pacifique (océan), 109, 282
PAINE (Thomas), 310
Parlement belge, 74, 75, 158, 159, 163, 194, 202, 278, 315, 316, 417, 443, 452

Parlement britannique, 15, 253, 256, 312, 316, 318, 321-323, 331, 342, 350, 351, 353, 357, 391, 396, 437, 450, 453, 456, 478, 480, 486, 487
Parlement suédois, 393
PARRY (Betsy), 45
Pays-Bas, 36, 65, 71, 72, 78, 109, 115, 116, 201, 231, 281
PEETERS, 335
PELZER (Mathieu), 217
Pennsylvanie, 133, 177
Pentonville, 344, 478, 484, 512
PERMENTIER (René de), 388
Persique (golfe), 160
Petersburg, 133
Philippines, 78, 140, 471
Philomathian Literary Society, 181
PHIPPS (sir Constantine), 337
PICARD (Edmond), 204, 205
PIKE (Alice), 89, 93, 102, 103, 165
PITT (William), dit le Second, 343
POCOCK (Edward), 90, 96
POCOCK (Frank), 89, 90, 95, 96
POND (James B.), 181
populations du Congo,
Basoko, 98 ;
Boa, 211 ;
Bolia, 130 ;
Bompopo, 378 ;
Budja, 211, 320, 376 ;
Ikengo, 378 ;
Koubas, 261-266, 382, 434, 435, 437, 438, 473, 490, 502 ;
Pende, 36, 129, 490 ;
Pygmées, 128, 295 ;
Sanga, 212 ;
Songye, 129 ;
Tchokwés, 211 ;
Waguhha, 98 ;
Yaka, 211
Portugal, 22-26, 28, 30-36, 38, 40, 56, 78, 79, 87, 122, 125, 147, 150, 281, 288, 429, 467, 492, 509
PREMOREL (Raoul de), 209, 280, 494, 495
Presbyterian Pioneers in the Congo (Sheppard), 265
Press Association, 356
PRÊTRE JEAN, 23, 28
Proceedings of the Royal Geographical Society, 79
Putumayo, 449-451

Q
quakers, 310, 313, 352, 357, 448
Questions pratiques, 273

R
RANULF HIGDEN, 21
Raversijde, 283
RAWLINSON (sir Henry), 83
REAGAN (Ronald), 507
Red Rubber... (Morel), 348, 349, 357
Réforme, La, 194
REID (sir Hugh Gilzean), 318, 396
Report upon the Congo-State, A (Williams), 191
RHODES (Cecil), 78, 427
Rhodésie, 380
RICHTHOFEN (baron Ferdinand von), 82
ROCKEFELLER (John D., Jr.), 405
RODOLPHE, prince héritier d'Autriche-Hongrie, gendre de LÉOPOLD II, 154, 229, 444
ROHLFS (Gerhard), 82
ROI (Simon), 375, 376
Roi des Belges (vapeur), 120, 237, 239, 244, 246
ROLLAND (Romain), 487
ROM (Léon), 232-235, 245, 246, 247, 250-252, 274, 434, 436, 474
ROMMEL (Eugène), 213, 214, 215
ROOSEVELT (Theodore), 15, 265, 401, 402, 404, 405, 410, 414, 429, 431, 433
ROOT (Elihu), 404-406, 415
ROTHSCHILD (famille), 85, 122, 158

ROUSSEAU (Jean-Jacques), 347
ROUSSEAU (Louis), 221
Royal Geographical Society (Londres), 62, 79, 81, 83, 168, 265
Rufiji (fleuve), 59
RUSSELL (Bertrand), 483, 485
Rwanda, 219, 512
RYAN (Thomas), 405

S
Saint Louis, 53, 63
SAINT-GERMAIN (Charles Gréban de), 384
SALISBURY (Robert Gascoygne-Cecil, 3e marquis de), 282, 322
Salt Lake City, 53
Samba : A Story of the Rubber Slaves in Congo, 356
San Francisco, 53, 407-411, 474
SANFORD (Gertrude), 105, 139, 142, 157
SANFORD (Henry Shelton), 105-108, 118, 135-139, 141-143, 145, 149, 157, 158, 161, 169, 182, 194, 258, 324
Sanford, 106, 135, 136
SARRAZIJN (lieutenant), 378
Saturday Review, The, 245
SCHEUT (pères de), 227
SCHNITZER (Eduard), *voir* EMIN PACHA
Sécession (guerre de), 52, 53, 62, 105, 125, 155, 178-183, 257, 492
SEMENOV (Petr Petrovitch), 84
Sénat américain, 139, 140, 141, 182, 183, 402, 403, 405, 406, 414
Séville, 70, 71
SHANU (Hezekiah Andrew), 360-365, 463, 510
SHAPIT, 261
SHAW (George Bernard), 477
SHELDON (Mary French), 395, 396
Sheppard (lac), 265
SHEPPARD (Lucy Gantt), 266, 442, 473
SHEPPARD (William), 18, 256-267, 276-279, 289-291, 380, 382, 403, 432-442, 463, 472, 473, 510
SHERMAN (William Tecumseh), 62, 181
Shiloh (bataille de), 52
Shinkolobwe (mine de), 466
Shipping Telegraph, The, 298
Sierra Leone, 180, 288, 394, 497
SJÖBLOM (E. V.), 291, 377
Société anversoise du commerce au Congo, 274, 319
Société entomologique de Belgique, 234
Société de géographie (Paris), 82
Société immobilière de la Côte d'Azur, 460
Société internationale pour la suppression des coutumes sauvages (Conrad), 249, 250
Société khédiviale de géographie du Caire, 186
Soudan, 166, 167
Spa, 327
Speckled Band, The (pièce), 451
SPEKE (John), 55
SPELIER (Henri), 424
STALINE (Joseph), 143, 387, 494
Stanford (université), 401
STANGL (Franz), 208
STANLEY (Dorothy Tennant), 165, 253-256, 392
STANLEY (Henry), 50, 51
STANLEY (Henry Morton), 45-54, 58-65, 79, 80, 82, 88-105, 107-127, 130, 131, 135-138, 143, 144, 146-150, 162-173, 178, 181, 187-190, 193, 197, 203, 211, 222, 224, 232, 238, 244, 249, 253-256, 262, 295, 307, 310, 324, 325, 386, 391, 392, 423, 490, 497
Stanley Falls, 39, 40, 87, 89, 99-101,

110, 113, 117, 119, 123, 124, 126, 144, 150, 157, 168, 176, 184, 186, 187, 192, 204, 213, 222, 232, 238, 239, 242-245, 252, 258, 274, 276, 286, 289, 324, 380, 384, 469
Stanley Pool, 89, 99, 100, 102, 124, 130, 150, 204, 213, 214, 237, 239, 240, 243, 246, 258, 279, 286, 288, 289, 332, 392, 439
STARR (Frederick), 407
STEFFENS (Lincoln), 405
STÉPHANIE, princesse, fille de LÉOPOLD II, 75, 154, 229, 230, 442, 444, 460, 462
STEUB (Ludwig von), 399, 400
STEVENS (Arthur), 144
STINGLHAMBER (Gustave), 493
Stockholm, 208
STOKES (Charles), 292, 343
STRAUCH (Maximilien), 115, 124, 139, 144, 493
Sud-Ouest africain allemand, 470, 471
Suède, 213, 215, 289, 291, 293, 315, 393
Suez, 54, 85, 234
Suisse, 255, 393, 415, 509
Sur la liberté (Mill), 148
SVENSSON (Knut), 377

T
TAFT (William Howard), 408
Tanganyika (lac), 55, 61, 91, 94
Tanzanie, 57, 172, 464
TAYLOR (A. J. P.), 352, 481
témoins de tortures,
Ekuku, chef de Boiéka, 423, 424 ;
Ifomi, 421, 422 ;
Ilange Kunda, de M'Bongo, 422, 423 ;
Lilongo, 421, 422 ;
M'Putila, de Bokote, 423 ;
Mingo, de Mampoko, 424 ;
Tswambé, 279
Temps, Le, 144
Ten Years of Secret Diplomacy (Morel), 481
TENNANT (Dorothy), *voir* STANLEY (Dorothy Tennant)
Tennessee, 52
TERVUREN (duc de), 370
Tervuren, 250, 295, 489
THESIGER (Wilfred), 436, 437
THIRIAR (Dr Jules), 74, 442
Through the Dark Continent (Stanley), 93
TILKENS (Édouard), 316
Times (Londres), 15, 104, 118, 166, 181, 284, 285, 291, 356, 396, 398
TIPPOO-TIP, 222, 223, 260
Transvaal, 186
Travels in West Africa (Kingsley), 312
TREVELYAN (Charles), 480
Tribune congolaise, La, 338
TROTHA (Lothar), 470, 471
« Truth about the Congo Free State » (Starr), 407
Tshamakele (caverne de), 212
TSHUMPA, 422
TSWAMBÉ, 279
TUCKEY (James K.), 40, 41, 45
Tumba (lac), 332, 377
Turquie, 53, 70, 127, 147, 160, 282, 368, 512
Tuscaloosa, 257
TWAIN (Mark), 16, 63, 247, 347, 401-403
TWISS (sir Travers), 125, 149

U
Union of Democratic Control (UDC), 480-482, 486
Upoto, 289

V
VAN CALCKEN (Raoul), 421, 422
VAN DER ELST (baron Léon), 430

VANDERVELDE (Émile), 278, 279, 438-441, 456
VAN KERCKHOVEN (Guillaume), 325, 326
VANGROENWEGHE (Daniel), 385
VANSINA (Jan), 264, 386, 502
Vatican, 35, 77, 78, 159, 406
VAUGHAN (Caroline, baronne de), 365-370, 425, 427, 431, 442-444
VERDUSSEN (Jean), 280
Vérité sur le Congo, La, 393, 394
VICTOR NAPOLÉON, prince, 327
VICTORIA Ire, reine de Grande-Bretagne et d'Irlande, 68, 69, 80, 81, 167, 254, 282, 369
Victoria (chutes), 57
Victoria (lac), 55
Virginie, 69, 133, 184, 257, 262, 434, 473
Virginie-Occidentale, 69
vumbi, 36, 37

W
WACK (Henry Wellington), 407
Waniendo, 224, 226
WASHINGTON (Booker T.), 15, 401, 402, 473
Washington, 133, 135-138, 142, 144, 157, 179, 181, 182, 258, 265, 404, 405, 415, 434, 438, 478, 507
Waynesboro, 473
WEBB (Beatrice et Sidney), 394, 395
West African Mail, 309, 311, 314, 345, 352, 360
West African Missionary Association, 418, 419
WILBERFORCE (William), 342, 343, 349
WILDE (Oscar), 330
Wilhelmshaven, 476
WILLIAMS (George Washington), 18, 176-196, 201, 220, 237, 257, 307, 308, 428, 463, 510
WILLIAMS (Roger), 137
WILSON (Woodrow), 486
Windermere (bateau), 48
Wisconsin (université du), 386

Y
Yale (université), 404
YAMBA-YAMBA, chef rebelle, 218
Yambisi, 378
Yembe, 423

Z
Zanzibar, Zanzibarites, 57, 59, 87, 88, 99, 103, 113, 125, 159, 186, 216, 222, 288, 378

Dans les années 1880, le roi Léopold II de Belgique s'empare à titre personnel de l'immense bassin du fleuve Congo, afin de faire main basse sur ses prodigieuses richesses. Réduite en esclavage, la population est soumise au travail forcé, subit tortures et mutilations, au point qu'on estime à 10 millions le nombre de victimes africaines du monarque et de ses serviteurs. Au début du XXe siècle, tandis que Léopold est célébré dans l'Europe entière comme un philanthrope et un humaniste, des voix s'élèvent contre ses atrocités. Edmund Dene Morel, et à sa suite une poignée de chefs rebelles, de voyageurs, de missionnaires et d'idéalistes, vont donner naissance au premier mouvement international de défense des droits de l'homme et l'emporter sur le souverain mégalomane. Ce récit de crimes oubliés, véritable dissection du système colonial, offre des clés indispensables à la compréhension d'une actualité tragique.

Reporter et éditorialiste, Adam Hochschild enseigne le journalisme à l'université de Berkeley. Il a notamment publié dans The New Yorker, Harper's Magazine *et* The New York Review of Books. *Ses essais consacrés à l'Afrique du Sud, à la mémoire stalinienne, à l'histoire de l'abolitionnisme britannique, ont été loués et récompensés à plusieurs reprises dans le monde anglo-saxon.*

TEXTO

www.texto-legoutdelhistoire.com

ISBN 978-2-84734-731-8

9 782847 344318

Couverture : Mola et Yoka, victimes des [illegible] vers 1905. Photographie des époux Harris. Panos. © Anti-Slavery International

Imprimé en France 03.2007

12 €